LENINE

œuvres

tome
6

janvier
1902
août
1903

LÉNINE

matériaux pour l'élaboration du programme du p.o.s.d.r. • aux paysans pauvres

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

LÉNINE

ŒUVRES

6

L'ÉDITION RUSSE EST PUBLIÉE
PAR DÉCISION DU IXe CONGRÈS DU P.C.(b)R.
ET DU IIe CONGRÈS DES SOVIETS DE L'U.R.S.S.

ИНСТИТУТ МАРКСИЗМА-ЛЕНИНИЗМА ПРИ ЦК КПСС

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

Издание четвертое

ГОСУДАРСТВЕННОЕ ИЗДАТЕЛЬСТВО
ПОЛИТИЧЕСКОЙ ЛИТЕРАТУРЫ
МОСКВА

V. LÉNINE

ŒUVRES

TOME
6
Janvier 1902 – août 1903

ÉDITIONS SOCIALES * PARIS
ÉDITIONS DU PROGRÈS * MOSCOU
1966

PRÉFACE

Le tome 6 contient les œuvres écrites par Lénine de janvier 1902 à août 1903.

Les « Matériaux pour l'élaboration du programme du P.O.S.D.R. » permettent de suivre la lutte que Lénine a menée au sein de la rédaction de l'*Iskra* pour doter d'un programme révolutionnaire le parti de la classe ouvrière.

Une partie importante du volume, notamment « Le programme agraire de la social-démocratie russe » et la brochure *Aux paysans pauvres*, est constituée par des œuvres consacrées à la question paysanne et agraire et à la théorie de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie.

Les articles « La question nationale dans notre programme », « Le prolétariat juif a-t-il besoin d'un « parti politique distinct » ? », entre autres, sont consacrés à l'étude de la question nationale, à la lutte contre le nationalisme bourgeois et petit-bourgeois.

Contre les socialistes-révolutionnaires, on trouvera dans le présent volume les textes suivants : « Aventurisme révolutionnaire », « Thèse fondamentale contre les socialistes-révolutionnaires », « Pourquoi la social-démocratie doit-elle déclarer une guerre résolue et sans merci aux socialistes-révolutionnaires ? », etc.

Les articles « L'autocratie hésite... », « Monsieur Strouvé démasqué par un de ses collaborateurs », « Lutte politique et politicaillerie » montrent la lutte de Lénine contre le libéralisme bourgeois.

La « Lettre à un camarade sur nos tâches d'organisation » et le « Projet de statuts du P.O.S.D.R. » sont consa-

crés à la mise au point des principes d'organisation d'un parti marxiste.

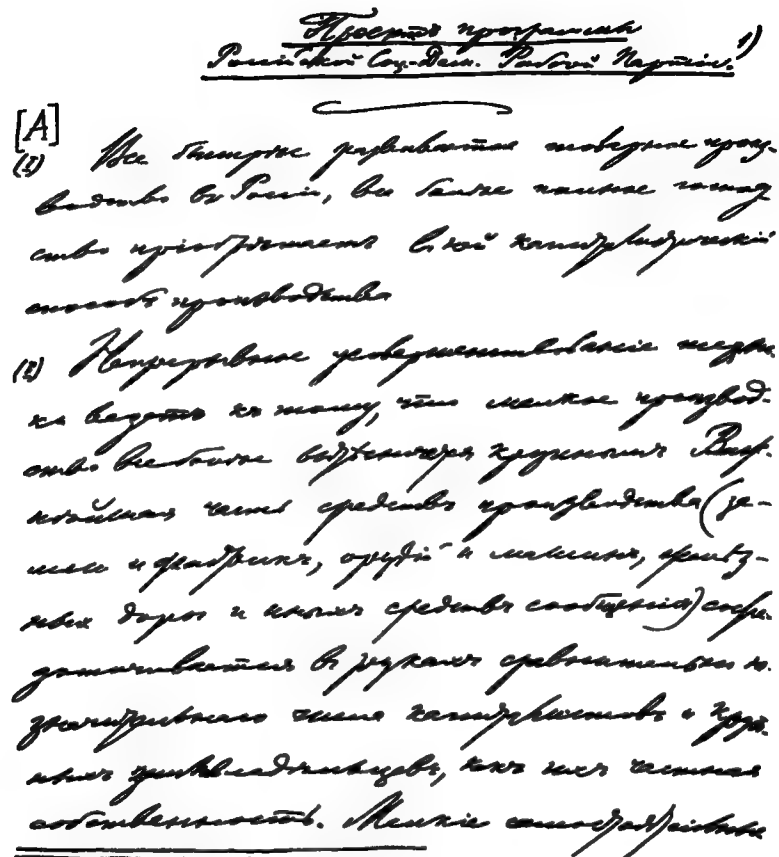
Le présent volume contient le travail intitulé « La question des rapports des comités et groupes du P.O.S.D.R. au Congrès du parti » ainsi que les projets de résolution et les discours au IIe Congrès du P.O.S.D.R. qui montrent l'activité de Lénine au cours de la préparation et de la tenue du Congrès du parti.

Les textes suivants : « A propos des manifestations », « Sur les tâches du mouvement social-démocrate », « Thèse fondamentale contre les socialistes-révolutionnaires », « Aux élèves des écoles secondaires », « Fragment d'un article contre les socialistes-révolutionnaires », « Projet d'adresse du Comité d'organisation de Russie à la Ligue, à l'Union et au C.B.E. », « Opinions marxistes sur la question agraire en Europe et en Russie », « Plan d'un article contre les socialistes-révolutionnaires », « Premier discours lors de la discussion sur les statuts du parti », « Discours sur la question de l'attitude à l'égard de la jeunesse étudiante », « Le dernier mot du nationalisme du Bund », sont publiés pour la première fois dans les Œuvres de Lénine.

MATÉRIAUX POUR L'ÉLABORATION DU PROGRAMME DU P. O. S. D. R.[1]

Rédigé de janvier à avril 1902.
Publié pour la première fois en 1924 dans le Recueil Lénine II

Conforme au texte du manuscrit



Première page du manuscrit de V. Lénine « Projet de programme du Parti ouvrier social-démocrate de Russie ». — 1902

Réduction

REMARQUES SUR LE PREMIER PROJET DE PROGRAMME DE PLÉKHANOV

TEXTE DE PLÉKHANOV	REMARQUES DE LÉNINE
I. La principale particularité économique de la société contemporaine est la domination, en son sein, *des rapports de production capitalistes*,	Page 1. № 1. Le capitalisme n'est pas une « particularité » de la société contemporaine, mais bien *son régime économique*, *sa structure*, *etc...*
autrement dit, les moyens de production et de circulation des marchandises sont la propriété de la classe *capitaliste*, numériquement peu nombreuse,	№ 2. Les moyens de production n'appartiennent pas seulement aux capitalistes, mais aussi aux propriétaires fonciers et aux petits producteurs.
alors que la majorité de la population est composée de *prolétaires*,	№ 3. Dans beaucoup de pays, le prolétariat ne constitue pas la majorité de la population.
qui ne possèdent que leur force de travail et ne peuvent subsister qu'en la vendant.	№ 4. Le prolétariat possède certains objets de consommation (et aussi, pour une part, des moyens de production).

De ce fait, cette majorité est réduite à l'état dépendant de *salariés* qui, par leur travail, créent *les revenus des capitalistes.*

II. *Le secteur où dominent les rapports de production capitalistes s'étend de plus en plus,* au fur et à mesure que le perfectionnement continu des machines

augmente l'importance économique des grosses entreprises et, par suite,

réduit le nombre des petits producteurs indépendants, restreint leur rôle dans la vie économique de la société,

Page 2.

№ 5. + des propriétaires fonciers.

Page 2.

Ce n'est pas le perfectionnement des machines, mais la propriété privée qui exproprie et *verelendet** le petit producteur.

№ 6. « Et par suite » ? ? La croissance du machinisme ne peut *augmenter* par elle-même l'importance économique des grosses entreprises. La croissance du machinisme (+un certain nombre de transformations économiques telles que les conditions d'écoulement, etc.) conduit à l'élimination de la petite production par la grande.

№ 6-7. Le capitalisme ne « *réduit* » pas toujours « le *nombre* des petits producteurs » (nombre relatif, et non pas forcément absolu, surtout en Russie).

[Le capitalisme exproprie le petit producteur et le condamne à la déchéance et à la paupérisation.]

Page 2.

№ 7. Restreint le rôle des petits=augmente l'importance économique des gros (c'est la même chose).

* Paupérise. (*N.R.*)

et en fait par endroit de simples vassaux en tributaires du gros patronat.

№ 8. Rayer « simples ». Le processus de séparation du producteur et des moyens de production n'est pas indiqué.

III. Les rapports de production capitalistes *pèsent toujours plus lourdement sur la classe ouvrière*, au fur et à mesure que le progrès technique, en augmentant la productivité du travail, non seulement augmente *la possibilité* matérielle qu'ont les capitalistes d'élever le niveau de l'exploitation ouvrière, mais fait de cette éventualité *une réalité* en causant une diminution relative de *la demande* de main-d'œuvre en même temps qu'une augmentation relative et absolue de l'*offre*.

Page 3 du projet primitif.

№ 9.+sur les petits producteurs également

[les paysans doivent faire l'objet d'une mention spéciale].

№ 10. En provoquant ou en engendrant.

La page 3 est d'un style très peu populaire, abstrait. Le *Programme d'Erfurt* [2] dit beaucoup mieux : « ... toujours plus considérable devient l'armée des ouvriers superflus », « l'augmentation croissante de l'insécurité de l'existence ».

IV. Loin d'élever *le prix de la force de travail*, le développement de la productivité du travail est très souvent, au contraire, la cause immédiate de sa *baisse*.

Page 4. « Le prix de la force de travail » <*très souvent (expression trop abstraite;=renforcement de l'exploitation, du joug, de la misère, de la déchéance).

Ainsi, le progrès technique, qui signifie une augmentation *de la richesse sociale*, provoque, dans la société capitaliste, une aggravation de *l'inégalité sociale, une augmentation de la distance entre les possédants et les non-possédants, une accentuation de*

Provoque « ainsi » un accroissement de l'inégalité. D'où il ressort que l'accroissement de l'inégalité serait engendré *seulement* par l'intensification (par l'augmentation) de *l'exploitation* de

* diminue (*N.R.*)

la dépendance économique des ouvriers par rapport aux capitalistes.

l'ouvrier salarié, alors qu'il est engendré : 1) par l'expropriation du petit producteur+2) par sa paupérisation+3) par l'accroissement de l'exploitation+4) par le gonflement de l'armée de réserve.

V. A la suite de cet état de choses dans la société capitaliste et en raison de la rivalité sans cesse croissante des pays capitalistes sur le marché mondial, *l'écoulement* des marchandises retarde nécessairement sur leur *fabrication*, ce qui amène périodiquement *des crises industrielles* plus ou moins aiguës, accompagnées *de périodes de stagnation industrielle* plus ou moins longues,

Page 5.

Est-il nécessaire d'indiquer dans le programme *les causes* des crises?

Si oui, il y a un défaut: on ne parle que de deux causes : 1) l'accroissement de l'inégalité sociale (« à la suite de cet état de choses », p. 4)+2) celui de la rivalité.

Il manque la cause fondamentale des crises :=*Planlosigkeit**, l'appropriation privée alors que la production est sociale.

qui réduisent encore plus le nombre et l'importance économique des petits producteurs,

Pages 5 et 6. Réduction de l'«*importance économique*» des petits producteurs est une expression trop abstraite.

Exproprie (=réduit le nombre ?) et *verelendet*.

qui augmentent encore la dépendance du travail salarié à l'égard du capital

Page 6. Du « *travail* » salarié. Ne vaudrait-il pas mieux dire des *ouvriers*?

et qui conduisent encore plus rapidement à une *aggravation relative* et parfois *absolue* de la

Page 6. Conséquence de la crise: *aggravation relative et absolue de la situa-*

* absence de plan. (*N.R.*)

situation du prolétariat et des petits producteurs.

tion. N'est-il pas préférable de parler clairement : le chômage, la misère des ouvriers et des petits producteurs ?

VI. Mais, en même temps que s'accroissent et se développent ces contradictions inévitables du capitalisme, grandit aussi le mécontentement de la classe ouvrière envers l'ordre de choses existant, sa lutte contre la classe capitaliste s'accentue, et en son sein se répand, toujours plus largement et plus rapidement, la conscience

Page 7. A la place de « mécontentement », *colère.*

Page 7. L'extension de la conscience (—γ) est mise *sur le même plan* que l'accroissement de l'indignation (—α) et l'accentuation de la lutte (—β). Mais

α et β sont spontanés, alors que

γ, c'est *nous* qui devons l'introduire.

que c'est uniquement par ses propres efforts qu'elle pourra secouer le joug de la dépendance économique qui pèse sur ses épaules et que pour se débarrasser de ce joug il faut *la révolution sociale*, c'est-à-dire *la suppression* des rapports de production capitaliste, l'expropriation des exploiteurs et la transformation des moyens de production et de circulation des produits en *propriété sociale.*

Page 7. « Uniquement par ses propres efforts. »

Il est préférable d'employer une expression plus générale : *ne peut être que l'œuvre de la classe ouvrière*, etc.

Pages 7-8.

1) suppression des rapports de production capitalistes, ou bien *remplacement** de la production

* comme il est dit pages 8 et 9

VII. Cette révolution du prolétariat sera l'affranchissement de toute l'humanité aujourd'hui opprimée et souffrante, puisqu'elle mettra un terme à toutes les formes d'oppression et d'exploitation de l'homme par l'homme.

VIII. Pour remplacer la production capitaliste *des marchandises* par l'organisation socialiste de la production *des objets* nécessaires pour satisfaire les besoins de la société et assurer le bien-être de tous ses membres, pour accomplir sa révolution, le prolétariat doit disposer du *pouvoir politique*

qui le rendra maître de la situation et lui permettra d'écraser implacablement tous les obstacles qu'il rencontrera sur le chemin qui conduit à son grand but. En ce sens, *la dictature du prolétariat* constitue la condition *politique* indispensable de la révolution *sociale*.

IX. Mais le développement des échanges internationaux et du marché mondial a établi entre tous les peuples du monde civilisé des liens si étroits que ce grand but ne peut être atteint que par les efforts conjoints des prolétaires de tous les pays. C'est pourquoi le mouvement ouvrier contemporain devait devenir *international* et l'est devenu depuis longtemps déjà.

X. La social-démocratie russe se considère comme un des détachements marchande par la production socialiste*, 2) expropriation des exploiteurs, 3) instauration de la *propriété sociale* des moyens de production. Transformation de la propriété privée en propriété sociale.

Page 9. « Pour satisfaire les besoins de la société » (pas clair) « et assurer le bien-être de tous ses membres ».

Ce n'est pas assez : (Cf. Programme d'Erfurt : « Le plus grand bien-être suprême et un perfectionnement harmonieux et universel. »)

Page 9. « Maître de la situation », « écraser implacablement », « dictature »??? (La révolution sociale nous suffit.)

Page 10. Nil.**

* Il faut expliquer ce qu'est cette production socialiste

** Nihil : rien (*N.R.*)

chements de l'armée mondiale du prolétariat, comme *une partie de la social-démocratie internationale.*

XI. Elle poursuit le même *but final* que les social-démocrates de tous les autres pays.

Elle découvre devant les ouvriers la contradiction irréconciliable qui oppose leurs intérêts à ceux des capitalistes ; elle leur explique la portée historique, le caractère et les conditions de la révolution sociale qu'il revient au prolétariat d'accomplir ; elle organise leurs forces pour la lutte permanente contre leurs exploiteurs.

Page 11. « Le même *Endziel**.» Pourquoi se répéter ?

Page 11. «Le même *Endziel*» et immédiatement après *la tâche* (danger de confusion) du parti social-démocrate : 1) Découvrir *devant* (?) les ouvriers la contradiction irréconciliable de leurs intérêts et de ceux des capitalistes. 2) Leur expliquer la portée, le caractère et les conditions de la révolution sociale [+ la nécessité de la révolution ?].

Chez les Allemands, c'est plus fort : *weisen naturnotwendiges Ziel***. 3) Organiser leurs forces pour la lutte permanente *contre leurs exploiteurs* (*NB* ?+*contre le gouvernement* ?) + ? *diriger* la lutte du prolétariat.

1) fait partie de 2)
1) est trop étroit.
Il faudrait :
α) indiquer le but final.
β) créer une organisation de révolutionnaires pour *diriger* la lutte du prolétariat.

* But final. (*N.R.*)

** Indiquer le but nécessaire de par la nature même des choses. (*N.R.*)

XII. Mais ses objectifs immédiats sont sensiblement modifiés par le fait que, dans notre pays, les nombreux vestiges de l'ordre social précapitaliste de la *féodalité* pèsent très lourdement sur toute la population laborieuse et constituent la plus forte des entraves aux succès du mouvement ouvrier russe.

Page 12. « Les vestiges de la féodalité... pèsent très lourdement sur toute la population laborieuse »
{+retardent le développement des forces productives
+aggravent les conditions de vie}
+maintiennent tout le peuple dans l'ignorance et l'hébétude
— l'entrave la plus forte (=vestiges) ? (Que sont ces vestiges ? L'autocratie+tout le reste ? C'est dit *plus loin*.)

Les social-démocrates russes ont encore à revendiquer des institutions juridiques qui, comme complément naturel des rapports de production capitalistes, existent déjà dans les pays capitalistes avancés

12-13. Il faut revendiquer des institutions *juridiques comme* (?) celles qui *existent déjà* (?) dans les pays avancés.
[Il faut les nommer plus nettement. Formulation peu accessible.]

et qui sont indispensables au développement *complet et total* de la lutte de classe du travail salarié contre le capital.

Page 13. Du travail salarié ? des ouvriers, de la lutte de la classe ouvrière contre la classe des capitalistes pour son affranchissement total.

Et comme l'autocratie tsariste qui représente le vestige de l'ancien régime féodal le plus important et le plus nuisible au développement social, est absolument incompatible avec ces institutions juridiques, et que de par sa nature même, elle ne peut

Page 13. L'autocratie est incompatible avec ces institutions juridiques (avec la liberté politique ? ?)
Page 14. Etant donné que l'*autocratie* est incompatible, renverser la

pas ne pas être l'ennemi le plus cruel et le plus redoutable du mouvement de libération des prolétaires, les social-démocrates russes se fixent comme tâche politique immédiate le renversement de la *monarchie* et son remplacement par la *république* sur la base d'une constitution démocratique...

Rédigé au plus tard le 8 (21) janvier 1902

monarchie ((cela ne correspond pas)).

PROJET DE PROGRAMME DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE DE RUSSIE *

[A]

I. La production marchande se développe de plus en plus vite en Russie, et le mode capitaliste de production y acquiert une position de plus en plus dominante.

II. Le perfectionnement continu de la technique conduit toujours plus à l'élimination de la petite production par la grande. La partie la plus importante des moyens de production (terre et fabriques, outils et machines, chemins de fer et autres moyens de communication) se concentre entre les mains d'un nombre relativement faible de capitalistes et de grands propriétaires fonciers, dont elle constitue la propriété privée. Les petits producteurs indépendants (paysans, artisans) ne cessent de se ruiner, perdant leurs moyens de production et se transformant ainsi en prolétaires ou devenant des serviteurs et des tributaires du Capital. En nombre toujours plus grand, les travailleurs sont contraints de

* La partie de ce projet concernant les principes est constituée par le projet présenté par un membre de la rédaction, Frey [3] (et établi par lui sur la base du projet initial de Plékhanov). La partie pratique (depuis l'endroit indiqué plus bas jusqu'à la fin) est présentée par toute la commission, c'est-à-dire par les cinq membres de la rédaction.

vendre leur force de travail, de devenir des ouvriers salariés qui se trouvent placés sous la dépendance des possédants et créent par leur travail la richesse de ceux-ci.

III. Plus le progrès technique avance, plus l'accroissement de la demande de force de travail retarde sur celui de l'offre, et plus les capitalistes ont de possibilités pour élever le degré d'exploitation des ouvriers. L'insécurité et le chômage, le joug de l'exploitation et toutes sortes d'humiliations deviennent le sort commun de couches de plus en plus larges de la population laborieuse.

IV. Les crises industrielles, inévitablement provoquées par les contradictions fondamentales du capitalisme, accentuent encore ce processus. La pauvreté et la misère des masses côtoient des faits de gaspillage de la richesse sociale, par suite de l'impossibilité de trouver des débouchés pour les marchandises produites.

V. Ainsi, le développement gigantesque des forces productives du travail social, travail qui se socialise de plus en plus, s'accompagne du fait qu'une infime minorité de la population monopolise les principaux avantages de ce développement. En même temps qu'augmente la richesse sociale, on voit croître l'inégalité sociale, s'approfondir et s'élargir l'abîme entre la classe des possédants (la bourgeoisie) et la classe du prolétariat.

[B]

VI. Mais en même temps que croissent et se développent toutes ces contradictions inhérentes au capitalisme, le nombre et la cohésion, le mécontentement et la révolte des prolétaires augmentent, la lutte de la classe ouvrière contre la classe des capitalistes s'accentue, et la volonté de se libérer du joug insupportable du capitalisme grandit.

VII. L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Toutes les autres classes de la société contemporaine sont pour la conservation des bases du régime économique existant. La libération effective de la classe ouvrière exige la révolution sociale préparée par tout le développement du capitalisme, c'est-à-dire la suppression de la propriété privée des moyens de production, la transformation de ces derniers en propriété sociale et le remplacement de la production capitaliste des marchandi-

ses par une organisation socialiste de la production à partir de toute la société, afin d'assurer le bien-être complet et l'épanouissement libre et total de tous ses membres.

VIII. Cette révolution du prolétariat abolira complètement la division de la société en classes et, par suite, toute inégalité sociale et politique découlant de cette division.

IX. Pour accomplir cette révolution sociale, le prolétariat doit conquérir le pouvoir politique, qui le rendra maître de la situation et lui permettra d'écarter tous les obstacles qui le séparent de son grand but. En ce sens, la dictature du prolétariat constitue la condition politique indispensable de la révolution sociale.

X. La social-démocratie russe se donne pour but : de découvrir devant les ouvriers la contradiction irréconciliable qui existe entre leurs intérêts et les intérêts des capitalistes ; d'expliquer au prolétariat la portée historique, le caractère et les conditions de la révolution sociale qu'il lui revient d'accomplir ; d'organiser un parti révolutionnaire de classe capable de diriger la lutte du prolétariat dans toutes ses manifestations.

XI. Mais le développement des échanges internationaux et de la production pour le marché mondial a créé entre tous les peuples du monde civilisé des liens si étroits que le mouvement ouvrier contemporain devait devenir international et l'est devenu depuis longtemps déjà. La social-démocratie russe se considère comme un des détachements de l'armée mondiale du prolétariat, comme une partie de la social-démocratie internationale.

XII. Toutefois, les objectifs immédiats de la social-démocratie russe sont sensiblement modifiés par le fait que, dans notre pays, de nombreux vestiges de l'ordre social précapitaliste, de la féodalité, retardent très fortement le développement des forces productives, rendent impossible un déploiement total de la lutte de classe du prolétariat sous toutes ses formes, abaissent le niveau de vie de la population travailleuse, entraînent pour des millions de paysans des formes d'extinction d'une barbarie asiatique et maintiennent tout le peuple dans l'ignorance, l'hébétude et l'absence totale de droits.

XIII. Le plus important de ces vestiges du régime féodal, le plus puissant rempart de cette barbarie est l'auto-

cratie tsariste. Elle est l'ennemi le plus cruel et le plus redoutable du mouvement de libération du prolétariat et du progrès culturel de l'ensemble du peuple.

[C]

Par suite*, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie se fixe pour tâche politique immédiate le renversement de l'autocratie tsariste et son remplacement par la *république*, sur la base d'une constitution démocratique garantissant :

1) la souveraineté du peuple, c'est-à-dire la concentration du pouvoir suprême entre les mains d'une assemblée législative composée de représentants du peuple ;

2) le suffrage universel, égal et direct pour tout citoyen ayant atteint l'âge de 21 ans, aussi bien pour les élections à l'assemblée législative que pour les élections à tous les organes d'auto-administration locale ; le scrutin secret dans toutes les élections ; le droit pour tout électeur d'être élu à toutes les assemblées représentatives ; un traitement pour les représentants du peuple ;

3) l'inviolabilité de la personne et du domicile des citoyens ;

4) une liberté complète de conscience, de parole, de presse, de réunion, de grève et d'association ;

5) la liberté de déplacement et d'entreprise ;

6) la suppression des castes et la pleine égalité en droits des citoyens, sans distinction de sexe, de religion ou de race ;

7) la reconnaissance du droit à l'autodétermination pour toutes les nations dont se compose l'Etat ;

8) l'octroi à tout citoyen du droit de poursuivre en justice n'importe quel fonctionnaire sans vexer par la voie hiérarchique ;

9) le remplacement de l'armée permanente par l'armement général du peuple ;

10) la séparation de l'Eglise et de l'Etat et de l'école et de l'Eglise ;

11) l'instruction gratuite et obligatoire jusqu'à l'âge de seize ans ; l'octroi aux enfants de familles pauvres de

* A partir d'ici, adopté par toute la commission.

la nourriture, des vêtements et des fournitures scolaires aux frais de l'Etat.

[D]

Dans l'intérêt de la protection de la classe ouvrière et de l'élévation de sa capacité de combat*, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie exige :

1) la limitation de la journée de travail à huit heures pour tous les ouvriers salariés ;

2) l'établissement par la loi d'un repos hebdomadaire d'une durée d'au moins 36 heures consécutives, pour les ouvriers salariés des deux sexes dans toutes les branches de l'économie nationale ;

3) l'interdiction totale des heures supplémentaires ;

4) l'interdiction du travail de nuit (de 9 heures du soir à 5 heures du matin) dans toutes les branches de l'économie nationale à l'exception de celles où il est absolument nécessaire pour des raisons techniques ;

5) l'interdiction pour les patrons d'utiliser le travail salarié des enfants âgés de moins de quinze ans ;

6) l'interdiction du travail des femmes dans les branches comportant des risques particuliers pour l'organisme féminin ;

7) l'instauration par la loi de la responsabilité civile des employeurs en cas de perte totale ou partielle de leur capacité de travail par les ouvriers, à la suite d'accidents ou des conditions insalubres de la production ; la suppression de l'obligation pour l'ouvrier de prouver que la perte en question est due à la faute de l'employeur ;

8) l'interdiction du paiement du salaire en nature** ;

9) le paiement d'une pension d'Etat aux vieux travailleurs privés de leur capacité de travail ;

10) l'accroissement du nombre des inspecteurs du travail ; la nomination d'inspectrices dans les branches où

* Proposition de Frey : remplacer le début de ce paragraphe par : « Dans le but de défendre la classe ouvrière contre la dégénérescence physique et morale, de même que pour augmenter sa capacité de lutter pour sa libération... »

** Proposition de Frey :

Ajouter ici (dans le même point) : « la fixation par la loi du paiement hebdomadaire du salaire des ouvriers dans tous les contrats d'embauche ».

prédomine le travail féminin ; l'institution d'une surveillance par des représentants élus par les ouvriers et rétribués par l'Etat, de l'application de la législation du travail et par des délégués ouvriers de l'établissement des tarifs et de la mise au rebut des articles ;

11) l'institution d'un contrôle par les organes d'autoadministration locale, avec la participation de représentants élus des ouvriers, sur l'état sanitaire des locaux d'habitation affectés aux ouvriers par les patrons, de même que sur le règlement intérieur de ces logements et sur les conditions de leur location ; cela, dans le but de protéger les ouvriers salariés de l'ingérence des patrons dans leur vie et leur activité de personnes privées et de citoyens ;

12) l'institution d'un contrôle sanitaire complet et bien organisé sur les conditions de travail dans toutes les entreprises utilisant le travail salarié ;

13) l'extension du contrôle de l'inspection du travail à l'industrie artisanale, au travail à domicile et aux entreprises d'Etat ;

14) la responsabilité pénale pour les infractions aux lois sur la protection du travail ;

15) l'interdiction aux patrons d'opérer des retenues sur le salaire quel qu'en soit le propos ou la destination (amendes, malfaçons, etc.) ;

16) l'institution de tribunaux d'arbitrage social dans toutes les branches de l'économie nationale avec représentation paritaire des ouvriers et des patrons.

[E]

En outre, dans l'intérêt de la démocratisation économique de l'Etat russe, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie exige la suppression de tous les impôts indirects et la création d'un impôt progressif sur le revenu.

En vue d'éliminer les vestiges du vieux régime féodal, il cherchera à obtenir* :

* Proposition de Frey :

Ajouter ici les mots : « et dans l'intérêt d'un libre développement de la lutte de la classe à la campagne », de sorte que l'alinéa devienne :

« En vue d'éliminer les vestiges du vieux régime féodal et dans l'intérêt d'un libre développement de la lutte de classes à la campagne, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie cherchera à obtenir . »

1) l'abolition des indemnités de rachat et des redevances, ainsi que de toutes les charges qui retombent actuellement sur la paysannerie en tant que caste taillable ;

2) la suppression de la caution solidaire[4] et de toutes les lois qui empêchent le paysan de disposer pleinement de sa terre ;

3) la restitution au peuple de toutes les sommes d'argent qui lui ont été enlevées sous forme d'indemnités de rachat et de redevances ; la confiscation dans ce but des biens des monastères et des apanages ainsi qu'une taxation spéciale des terres des grands seigneurs terriens ayant bénéficié des prêts de rachat ; le versement des sommes ainsi obtenues à un fonds populaire spécial pour les besoins culturels et de bienfaisance des communautés rurales ;

4) la création de comités paysans :

a) pour la restitution aux communautés rurales (soit par expropriation, soit, si les terres ont changé de main, par rachat, etc.) des terres enlevées aux paysans lors de l'abolition du servage (*otrezki*) et qui, entre les mains des propriétaires fonciers, servent d'instrument pour les asservir ;

b) pour l'élimination des vestiges du servage qui subsistent dans l'Oural, dans l'Altaï, dans les régions occidentales et dans d'autres régions du territoire ;

5) l'octroi aux tribunaux du droit de réduire les prix de fermage excessifs et d'annuler les contrats ayant un caractère asservissant.

[F]

Dans son effort pour atteindre ses buts politiques et économiques immédiats*, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie soutient tout mouvement oppositionnel et révolutionnaire dirigé contre l'ordre social et politique qui existe en Russie et rejette résolument tous les projets réformistes dans lesquels chaque extension de la tutelle policière sur

---

* Proposition de Frey : modifier le début de l'alinéa de la façon suivante :

« Luttant pour les revendications indiquées ci-dessus, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie », etc.

les masses travailleuses est représentée comme un pas en avant vers la solution de la question sociale*.

Pour sa part, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie est fermement convaincu qu'une mise en œuvre systématique, complète et définitive des transformations sociales et politiques qu'il propose n'est possible que par le renversement de l'autocratie et la convocation d'une Assemblée constituante librement élue par l'ensemble du peuple.

Rédigé fin janvier-début février 1902

* Proposition de Frey : modifier la fin de cet alinéa de la façon suivante :

« ... projets réformistes liés à quelque extension ou renforcement que ce soit de la tutelle policière et administrative sur les masses travailleuses ».

TROIS AMENDEMENTS AU PROJET DE PROGRAMME

N° 1. Au paragraphe (A) II, à la place de : « Le perfectionnement continu de la technique conduit toujours plus à l'élimination de la petite production par la grande »

mettre la proposition suivante :

« La technique se perfectionne constamment, la grande production se développe de plus en plus, la petite production est éliminée ou décline de plus en plus. »

N° 2. Au paragraphe (B) VII, après : « Toutes les autres classes de la société contemporaine sont pour la conservation des bases du régime économique existant » :

ajouter :

« et le petit producteur qui succombe sous le joug du capitalisme, ne devient effectivement révolutionnaire que pour autant qu'il prend conscience que sa situation est sans issue et adopte le point de vue du prolétariat »,

puis aller à la ligne.

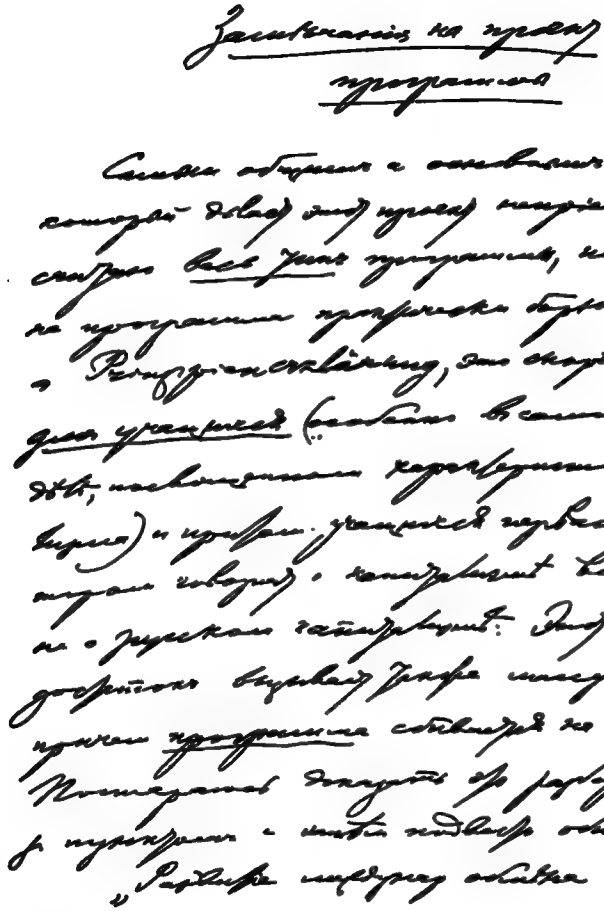
N° 3. Au paragraphe (B) XII, à la place de :

« entraînent pour des millions de paysans des formes d'extinction d'une barbarie asiatique »

mettre :

« entraînent des formes d'exploitation d'une barbarie asiatique et la disparition de millions de paysans recrus de souffrances ».

Rédigé dans la deuxième moitié de février 1902



Première page du manuscrit de V. Lénine avec les remarques sur le second projet de programme de Plékhanov. — 1902
Réduction

REMARQUES SUR LE SECOND PROJET DE PROGRAMME DE PLÉKHANOV

Remarques sur le projet de programme

Le défaut essentiel et le plus général qui rend ce projet inacceptable, c'est d'après moi, le *genre même* de ce programme : ce n'est pas le programme d'un parti qui mène une lutte pratique, mais une *Prinzipienerklärung**, c'est plutôt un programme pour les *étudiants* (surtout dans sa section la plus importante, consacrée à la définition du capitalisme), et même pour des étudiants de première année, durant laquelle on traite du capitalisme en général, mais pas encore du capitalisme russe. Ce défaut essentiel engendre aussi une foule de répétitions, et le *programme* dégénère en *commentaire*. Je vais essayer de le prouver, en l'analysant point par point, pour dégager ensuite un jugement d'ensemble.

« Le développement des échanges internationaux », etc... jusqu'aux mots : « l'est devenu depuis longtemps déjà » (par. I — pour la commodité des citations, j'appellerai paragraphe chaque alinéa, c'est-à-dire *passus*** commençant après un passage à la ligne, et lui donnerai un numéro d'ordre en suivant).

Il n'y a rien à objecter quant au fond. Seulement les mots « le grand mouvement d'affranchissement de notre temps » sont de trop, puisque le caractère libérateur du mou-

---

* Déclaration de principe. (*N.R.*)
** Un passage. (*N.R.*)

vement ouvrier est traité longuement et concrètement plus loin.

Ensuite, cet alinéa, à mon avis, n'est pas à sa place. Le programme du Parti social-démocrate de Russie doit commencer par définir (et dénoncer) le capitalisme russe, et seulement après souligner le caractère international du mouvement, qui, pour employer les termes du *Manifeste communiste*, revêt cependant tout d'abord la forme nationale[5].

Par. II. « *Comme les social-démocrates de tous les autres pays, les social-démocrates russes se placent sur le terrain international.* Ils considèrent leur parti comme un des détachements de l'armée mondiale du prolétariat, comme une partie de la social-démocratie internationale. »

Les mots que j'ai soulignés sont de trop, car ils n'ajoutent rien ni à ce qui précède ni à ce qui suit. Ces mots superflus ne font qu'affaiblir la pensée exprimée avec assez de force et de relief par les mots « détachement » et « partie».

Par. III. « Ils poursuivent le même but final que les social-démocrates de tous les autres pays. »

Encore des mots inutiles, répétés à deux reprises plus loin, par. XII (« le but final des efforts de la social-démocratie internationale », etc.) et XVII (« l'unité du but final commun »). Si un détachement s'appelle détachement, c'est justement parce qu'il poursuit le même but que toute l'armée.

Par. IV. « Ce but final commun aux social-démocrates de tous les pays [encore une répétition inutile] est déterminé par le caractère et le cours de l'évolution de la société bourgeoise. »

Encore des mots inutiles, puisqu'on montre plus loin *comment* le caractère et le cours de l'évolution de la société bourgeoise « déterminent » ce but final. Ce paragraphe est quelque chose dans le genre d'un en-tête, d'un titre de chapitre. Mais les titres, indispensables dans un manuel ou un article, sont tout à fait inutiles dans un programme. *Alles, vas im Programm überflüssig, schwächt es** (Engels dans ses remarques sur le projet de programme d'Erfurt.)[6]

---

* Tout ce qui dans un programme est superflu, l'affaiblit. (*N.R.*)

Les par. V et VI (et le début du par. VII) appellent, en dehors des observations de forme, une objection essentielle et générale, dirigée contre toute la conception du programme qui se fait jour dans le projet.

Je formulerai d'abord cette objection générale (pour cela, je devrai en partie défendre le contre-projet), ensuite je passerai aux observations de forme.

Le par. V donne une *définition* générale du capitalisme « *développé* » ; le par. VI traite de l'« extension » des rapports de production capitalistes au fur et à mesure que la technique progresse et que les grandes entreprises croissent au détriment des petites (ou à leurs dépens), c'est-à-dire au fur et à mesure que la petite production est éliminée par la grande.

Ce procédé d'exposition est illogique et erroné.

Erroné, parce que le prolétariat en lutte apprend ce qu'est le capitalisme non par des définitions (comme on apprend dans les manuels), mais par la connaissance pratique des *contradictions* du capitalisme, de l'*évolution* sociale et de ses conséquences. Nous devons dans notre programme *définir* cette évolution, dire, de façon aussi brève et frappante que possible, que la *chose se fait de telle et telle manière*. Quant à expliquer pourquoi il en est ainsi et non pas autrement, quant aux détails sur les formes prises par les tendances fondamentales, tout cela doit être laissé pour les commentaires. La compréhension du capitalisme découlera tout naturellement de l'analyse que nous aurons donnée de l'état des choses.

Illogique, parce que le processus d'élimination de la petite production par la grande (par. VI) et le processus de la division de la société en possédants et prolétaires (par. V) *ne font qu'un*. C'est ce qui ne ressort pas de la formulation du projet. D'après lui, on a : *Première proposition* : le capitalisme développé consiste en ce que la petite production indépendante est pour une large part éliminée par la grande, employant des ouvriers salariés. *Deuxième proposition* : la domination du capitalisme s'étend à mesure que la petite production est éliminée par la grande...

Pour la raison que je viens d'indiquer, j'estime qu'il faudrait fondre ces deux alinéas en un seul et y exprimer l'enchaînemet des faits de la façon suivante : croissance

de la technique, élimination de la petite production par la grande, concentration des moyens de production entre les mains des capitalistes et des propriétaires fonciers, ruine des petits producteurs indépendants, prolétarisés ou transformés en vassaux du capital.

A cette formulation (dont un essai a été fait dans le contre-projet), on objecte ceci :

(1) Elle présente les choses comme si la ruine des paysans russes (autrement dit la formation de la grande propriété foncière en Russie, etc.) dépendait *uniquement* de la croissance du capitalisme.

Cette objection me paraît mal fondée. Au passage correspondant (précisément à la fin du programme), il est dit très clairement que notre pays connaît une masse de vestiges du servage qui donnent à notre évolution un caractère « barbare ». Mais puisque nous estimons que le développement du capitalisme est la composante *essentielle* de l'évolution économique et sociale de la Russie, c'est lui que nous devons définir en premier, avec *ses* contradictions et *ses* conséquences. C'est le seul moyen de mettre en relief notre pensée que le développement du capitalisme, l'élimination de la petite production, la concentration de la propriété, etc., se poursuivent et se poursuivront *en dépit* de toutes ces survivances féodales et *à travers* elles.

(2) On dit que la proposition : « la petite production est de plus en plus éliminée par la grande » est « trop catégorique », « passe-partout », etc.

Je dois donc expliquer pour quelles raisons je considère cette formule comme *au moins aussi juste et beaucoup plus commode* que celle du projet examiné : « l'augmentation de l'importance économique des grandes entreprises, la diminution du nombre relatif des petites et la réduction de leur rôle dans la vie économique et sociale du pays ».

Du point de vue de la théorie pure, ces deux formules sont *absolument identiques* et vouloir instaurer entre elles une *différence de principe* serait pur arbitraire*. « L'aug-

* A ceux qui n'accepteraient pas cette affirmation nous proposerions de citer ou même d'imaginer un seul exemple d'« augmentation de l'importance économique de grandes entreprises et de réduction du rôle des petites » *qui ne soit pas* de façon évidente pour tous *élimination* de celles-ci par celles-là.

mentation de l'importance des grandes entreprises et la réduction du rôle des petites », c'est justement là l'*élimination*. Celle-ci ne peut consister en rien d'autre. Et si la question de l'élimination de la petite production par la grande est compliquée et confuse, ce n'est *nullement* parce que d'aucuns pourraient (de bonne foi) ne pas comprendre que cette élimination signifie « l'augmentation de l'importance des grandes entreprises et la réduction du rôle des petites », c'est *uniquement et exclusivement* parce qu'il est difficile de tomber d'accord sur le *choix des indices et des signes* de l'élimination, c'est-à-dire de l'augmentation de l'importance ou de la réduction du rôle, etc.

De la façon la plus générale, le développement capitaliste peut être exprimé comme suit :

Période initiale :

Toute la production=*100*.

Grande production=*a*. Petite=100 — *a*.

Période suivante :

Toute la production=*200*.

Grande production : 2a+b. Petite=200 — 2a—b.

On peut hardiment garantir que toutes les données concernant le rapport entre la grande et la petite production cadreront avec ce schéma. Il n'est pas un homme désirant comprendre ce processus qui puisse douter que ce soit là l'*élimination*. Que *200 — 2a — b* soit plus grand que *100 — a* (élimination relative) ou moins grand (élimination absolue), *en tout cas* c'est l'*élimination*. Pour « *ne pas le comprendre* », il faut être un de ces « critiques » qui ne veulent pas comprendre ; or, ces gens-là, allez donc les contenter ! Le commentaire contiendra encore d'autres mesures, les visant directement.

Toute la difficulté de la question, ce n'est pas de comprendre que la modification indiquée est bien une « élimination », c'est de *savoir comment* définir les grandeurs *100*, *a*, etc. C'est là une question concrète, une question de fait, dont la solution n'avance pas d'un pouce lorsque l'on dit : « augmentation de l'importance et réduction du rôle ».

Ainsi, la statistique industrielle de tous les pays d'Europe détermine, *dans l'immense majorité des cas*, cette « importance » et ce « rôle » par le *nombre* des ouvriers (et la statistique agraire *par la quantité de terre*). Et nul n'a encore

osé douter que la *diminution du nombre relatif* des ouvriers (ou de la quantité de terre) ne soit précisément cette *élimination*. Mais toute la difficulté est que *bien souvent* des indices comme le nombre des ouvriers (ou la quantité de terre) *sont insuffisants*. Il peut y avoir *élimination* de petites entreprises avec *augmentation* du nombre relatif de leurs ouvriers (de leur terre), si, par exemple, ces ouvriers travaillent des matières premières *reçues d'ailleurs*, si cette terre est cultivée par un bétail de qualité inférieure ou par des travailleurs moins bien entretenus, si elle est plus mal cultivée, plus mal fumée, etc. Tout le monde sait que les arguments « critiques » contre le « dogme marxiste » abondent précisément en « malentendus » de *ce genre*. *Or ces « malentendus » ne sont nullement écartés*, lorsque l'on remplace « élimination » par « augmentation de l'importance et réduction du rôle », car il est « généralement admis » d'exprimer l'« importance » et le « rôle » par le nombre des ouvriers et par la quantité de terre sans plus.

Personne n'hésitera à voir l'*élimination* de la petite production par la grande dans des faits tels que (dans le domaine de l'agriculture) la désagrégation de la paysannerie, la mécanisation préférentielle des grosses propriétés, l'amélioration des caractéristiques du bétail de trait chez les gros cultivateurs et leur aggravation (remplacement des chevaux par les vaches, etc.), chez les petits, les « exigences » croissantes des salariés dans la grande entreprise et l'allongement de la journée de travail, autrement dit la diminution de la consommation du petit paysan, le progrès des façons et des amendements chez les gros exploitants et l'inverse chez les petits, les plus grandes facilités des premiers en matière de crédit et d'associations, etc., etc. Il n'est pas du tout difficile de prouver (et d'ailleurs il n'y a pas même à prouver) que tous ces phénomènes représentent une « élimination » ; ce qu'il est difficile de prouver, c'est qu'il est nécessaire d'être sensibilisé *précisément* à ces phénomènes, qu'ils *ont* réellement *lieu*. Cette difficulté n'est nullement atténuée par les mots : « augmentation de l'importance et réduction du rôle » : elle *ne* peut l'être *que* par un commentaire, *que* par des exemples montrant comment les gens *ne savent pas déterminer* (ne veulent pas déterminer) l'expression véritable du processus d'élimina-

tion (=augmentation de l'importance et réduction du rôle).

C'est pure illusion de croire que les mots : « augmentation de l'importance et réduction du rôle » soient plus profonds, plus riches de contenu, plus larges, que le mot « étroit » et « passe-partout » d'« élimination ». Ils n'apportent pas la moindre trace d'approfondissement dans la compréhension du processus : ils ne font que l'exprimer de façon *plus nébuleuse et plus vague*. Et si je critique avec tant d'énergie ces mots, ce n'est point à cause de leur inexactitude théorique, c'est parce qu'ils donnent une apparence de profondeur à ce qui est en fait *vague*.

Les « anciens séminaristes » qui savent que la diminution relative (et pas nécessairement la diminution absolue) est déjà une élimination, verront tout de suite dans cette nébulosité le désir de dissimuler la nudité du « dogme marxiste » compromis par les critiques*. Mais ceux qui n'ont pas été au séminaire se sentiront écrasés devant cet insondable « abîme de sagesse », alors que le mot « élimination » éveillera dans la pensée de tout ouvrier et de tout paysan des dizaines et des centaines d'exemples connus. Peu importe, si, au premier abord, il est loin de comprendre ce terme dans toute son ampleur : *selbst wenn einmal ein Fremdwort oder ein nicht auf den ersten Blick in seiner ganzen Tragweite zu erfassender Satz vorkommt, schadet das nichts. Der mündliche Vortrag in den Versammlungen, die schriftliche Erklärung in der Presse tut da alles Nötige, und der kurze, prägnante Satz befestigt sich dann, einmal verstanden, im Gedächtniss, wird Schlagwort, und das passiert der breiteren Auseinandersetzung nie.*** (Engels dans la critique du projet d'Erfurt.)

* Cette *interprétation* de la nébulosité s'impose d'autant plus qu'on connaît mieux une certaine formule, par exemple celle du programme d'Erfurt : « ... *geht die Verdrängung der zersplitterten Kleinbetriebe durch kolossale Grossbetriebe* » (« ... il se produit une élimination des petites entreprises dispensées par les grandes entreprises colossales).

** Peu importe si même il s'y trouve par hasard un mot étranger, une phrase dont il est impossible, à première vue, de saisir toute la portée. Dans ce cas, les exposés au cours des réunions, les explications dans la presse feront le nécessaire ; et alors la phrase courte et frappante, une fois comprise, se fixera dans la mémoire et deviendra un mot d'ordre, ce qui n'arrive jamais pour une explication plus longue. (*N.R.*)

Les mots : « augmentation de l'importance et réduction du rôle » employés à la place d'« élimination » sont encore à éviter du point de vue du style. Ce n'est pas la langue d'un parti révolutionnaire, mais celle des *Rousskié Viédomosti* [7]. Ce n'est pas là langage de propagande socialiste, mais de recueil de statistique. Ces mots semblent avoir été choisis exprès pour que le lecteur ait l'impression que le processus envisagé est un processus flou, n'aboutissant à rien de précis, un processus inoffensif. Mais puisque dans la réalité c'est exactement le contraire, ces mots sont *donc* franchement faux. Nous ne pouvons ni ne devons préférer les formulations *les plus abstraites*, car nous n'écrivons pas un article contre les critiques, mais le programme d'un parti de combat, qui s'adresse à la masse des artisans et des paysans. En nous adressant à eux, nous devons dire *klipp und klar** que le Capital « en fait ses serviteurs et ses tributaires », qu'il les « ruine », qu'il les « élimine » en les rejetant dans les rangs du prolétariat. Seule une telle formulation sera l'image fidèle de ce dont tout artisan et tout paysan connaît des milliers d'exemples. Ce n'est que d'une telle formulation que découlera *inévitablement* la conclusion : votre unique salut est d'adhérer au parti du prolétariat.

En ce qui concerne les remarques de forme au sujet des par. V et VI, voici ce que j'ai à dire.

Le par. V parle de la société bourgeoise « sous sa forme développée » et dit en même temps que s'y sont conservés la couche des « artisans » et les « petits paysans ». C'est une confusion. Si on entend les mots « forme développée » dans leur sens théorique strict, il n'y a dans une telle société ni artisans ni petits paysans. Même si nous les entendons dans le sens courant — les pays *les plus* développés — on s'apercevra encore qu'en Angleterre, par exemple, les « petits paysans » n'existent presque plus en tant que couche sociale particulière.

« La domination de la production marchande *sur la base* des rapports de production capitalistes. » Ça ne va pas. Sans doute, une production marchande *entièrement* développée n'est possible que dans une société capitaliste, mais

* Clair et net. (*N.R.*)

la « production marchande » en général est, logiquement et historiquement, *prius** au capitalisme.

Le terme « rapports de production capitalistes » n'est pas employé dans le projet de façon suivie. Quelquefois il est remplacé par « mode de production capitaliste » (par. XI). A mon avis, pour diminuer les difficultés de compréhension du programme, il faudrait s'en tenir à un seul terme, à savoir au dernier, car le premier est plus théorique, et, si on ne lui adjoint pas les mots « système », etc. (de rapports), ne désigne pas une totalité achevée.

« Période féodale et artisanale... » On dirait qu'on a choisi exprès l'expression qui convient le moins à la Russie, puisque l'application du terme de « féodalité »** au moyen âge russe est objet de contestation. Or, *sur le fond*, on a tracé un tableau de la société bourgeoise « développée » qui s'applique justement à la Russie (les petits producteurs indépendants et les petits paysans « se sont conservés » ; on vend « épisodiquement ou régulièrement sa force de travail », etc.). Ainsi le projet, par sa formulation même, réfute l'idée qu'il serait impossible de brosser le tableau du développement du capitalisme en ayant délibérément en vue la Russie.

« Les petits producteurs que sont les artisans travaillant à la commande »... A la commande des consommateurs ou à la commande de marchands distributeurs de travail ? Probablement à la commande des consommateurs. Mais justement en Russie, la plupart des petits producteurs industriels ne travaillent pas à la commande, mais pour le marché.

« ... La partie la plus importante des objets de consommation... (Pourquoi pas aussi des « moyens de production » ?)... est destinée à être écoulée *sur le marché intérieur ou international...* » Les mots soulignés sont une répétition

---

* antérieur. (*N.R.*)

** Il existe en russe deux termes traduits en français par « féodalité ». Le premier « féodalizm », calqué sur le français, est d'ordinaire employé à propos des pays autres que la Russie, c'est celui que Lénine a en vue ici ; le deuxième, « krepostnitchestvo » est typiquement russe et désigne l'ensemble des rapports fondés sur la servitude personnelle des paysans. Lénine insiste p. 59 pour que ce second terme soit introduit dans le programme. Voir aussi p. 50. (*N. R.*)

inutile, car la croissance des échanges internationaux est mentionnée au par. I.

... « Les moyens de production *et de circulation* » des marchandises. J'estime que les mots soulignés devraient être transférés du programme au commentaire, car dans une société d'économie marchande le fait que les *moyens de circulation* appartiennent aux capitalistes peut être *déduit* de l'appartenance à ceux-ci des moyens de production.

« ... Des personnes qui n'ont d'autres moyens de production ni de circulation *que leur force de travail* »... On ne peut pas dire ainsi.

Parler de vente de force de travail « régulière ou épisodique — toute l'année ou quelques mois » — c'est entrer dans des détails inutiles qui devraient être réservés au commentaire.

(Par. VI). « En augmentant l'importance économique des grandes entreprises *industrielles* », et plus loin... réduction du rôle des petits producteurs indépendants en général. A-t-on omis les grandes entreprises *agricoles* par simple hasard ? Ou bien a-t-on voulu dire que l'importance économique des grandes entreprises *ne* s'accroît *que* dans l'industrie tandis que le rôle des petites se réduit *et* dans l'industrie et dans l'agriculture ? Si cette dernière interprétation est la bonne, alors c'est *absolument faux*. L'« importance économique des grosses entreprises » s'accroît également dans l'agriculture (pour ne citer qu'un fait, il suffit de parler des machines ; nous avons donné d'autres exemples plus haut). Bien entendu, le processus est ici *infiniment plus complexe*, mais c'est dans le commentaire qu'il faut en parler (et avec des explications concrètes).

... Dépendance « plus ou moins parfaite, plus ou moins manifeste, plus ou moins pesante... » ; à mon avis, ces mots sont superflus et *affaiblissent* le sens. L'expression du projet initial : « serviteurs et tributaires » a plus de force et de relief.

Au début du par. VII, il y a une répétition inutile : on y mentionne encore une fois la « prolétarisation des petits producteurs », alors que cela a déjà été dit aux par. V et VI.

Le par. VII explique longuement pourquoi la demande de main-d'œuvre augmente moins vite que l'offre. Dans

le cas présent, l'exposé ne gagne guère à cette longueur. De toute façon, on n'arrive naturellement pas à donner une *explication* complète *du processus* (ainsi, on mentionne le recours croissant au travail des femmes et des enfants, mais on ne mentionne pas l'intensité croissante du travail, etc.). Il serait donc plus juste de renvoyer *toutes* les explications (avec des exemples concrets) aux commentaires et de se borner dans le programme à formuler *en quoi* consiste la contradiction du capitalisme et *quelle* est sa tendance.

On objecte que dire : « plus le progrès technique avance, plus la demande de main-d'œuvre retarde sur l'offre », c'est donner une vue inexacte des choses, car « l'augmentation de l'offre » serait loin de dépendre seulement du « progrès technique ». Mais l'objection est sans fondement, car l'expression : « plus..., plus » n'est nullement identique à « puisque..., donc ». Quelle est *la cause* qui provoque l'« augmentation de l'offre » ? On l'a exposé au précédent alinéa (la « ruine », l'« élimination », etc.) et cela sera expliqué plus concrètement dans les commentaires.

« ... La part de la classe ouvrière dans la masse des richesses matérielles créées par son travail diminue constamment... » Ces mots se trouvent dans l'alinéa où il est question de l'élévation du niveau d'exploitation (cf. les alinéas précédant immédiatement celui-ci). On peut donc penser que par « part » on entend le rapport de v à $v+m$. Mais alors, la notation est superflue et ne correspond pas aux mots « la masse totale des richesses ».

Si la masse totale=c+v+m, alors il n'est pas très rationnel d'appeler « part » c+m) (en face de v) ; en effet, une « part », à proprement parler, c'est ce qui se partage, c'est-à-dire les objets de consommation. De plus, dans ce cas, cette proposition rejoint, par son contenu, le paragraphe suivant qui parle de la croissance de la richesse sociale (c+v+m) et de l'inégalité sociale. Aussi vaut-il mieux supprimer les mots cités, comme répétiton inutile.

En outre la formule vise une société *développée* qui *ne* contient *que* des ouvriers salariés et des capitalistes [car la part des petits producteurs, elle aussi, diminue], or, cela ne concorde pas avec l'alinéa V, qui a laissé subsister les petits producteurs dans la société « développée ».

Le par. VIII devrait être placé *après* les par. IX et X : ces derniers traitent des crises, c'est-à-dire de l'*une* des contradictions du capitalisme, alors que le par. VIII résume *toutes* les contradictions du capitalisme et toutes les tendances de son développement.

Aux mots : « augmentation de la productivité du travail » il faudrait ajouter : « travail social et de plus en plus socialisé ». Le projet parle de la socialisation croissante du travail, mais à une place qui n'est pas la sienne (par. XI) et sous une forme trop étroite (« le perfectionnement de la technique concentre de plus en plus le travail des ouvriers »). La socialisation du travail par le capitalisme ne consiste pas seulement à « concentrer le travail des ouvriers ».

Les mots « augmentation de la distance entre les possédants et les non-possédants », après les mots : « aggravation de l'inégalité sociale », sont une répétition inutile. La constatation de « l'approfondissement de l'abîme » entre le prolétariat et la bourgeoisie s'impose par contre pour caractériser la principale conséquence sociale de toutes les contradictions indiquées du capitalisme et passer à la question de la lutte de classe.

A propos. Au sujet de la description des conséquences sociales du capitalisme, il faut dire que le projet souffre particulièrement ici d'*abstraction* en se bornant à cette proposition tout à fait insuffisante : « la multiplication des difficultés de la lutte pour l'existence ainsi que de toutes les privations et souffrances qui en découlent ». J'estime absolument indispensable de montrer *plus précisément* les conséquences sociales qui pèsent le plus lourdement sur la classe ouvrière et sur les petits producteurs.

A la formulation que le contre-projet donne de ces conséquences, on objecte, par exemple, que les mots « toutes sortes d'humiliations » ne sont pas justes. J'estime qu'ils le sont, car ils englobent des réalités comme la *prostitution*, la transformation des « intellectuels » en folliculaires à gages ou le fait pour l'ouvrier de faire commerce de sa femme et de ses enfants, la subordination à la discipline de fer du capital, la force économique mise au service de l'oppression politique pour écraser la liberté d'opinion, etc., etc. Exactement de la même façon il me paraît abso-

lument nécessaire de parler de « la pauvreté et de la misère des masses » en régime capitaliste. Je ne demande pas qu'on parle de la croissance absolue de la pauvreté et de la misère, mais je partage entièrement l'opinion de Kautsky : « *ein ausführliches s.-d. Programm, welches nicht erkennen läßt, daß der Kapitalismus naturnotwendig Massenarmut und Massenelend erzeugt, das nicht als den Inhalt des Strebens der Sd-tie den Kampf gegen diese Armut und dieses Elend bezeichnet, verschweight die entscheidende Seite unserer Bewegung und enthält also eine empfindliche Lücke* » * (contre le projet autrichien).

Il est non moins indispensable, selon moi, de montrer que « les avantages principaux » (donc pas absolument tous) « découlant du développement des forces productives sont monopolisés par une infime minorité de la population ».

Les par. IX et X traitent des crises. Pour le fond, il n'y a rien à y objecter, la rédaction en ayant été modifiée. Mais dans la forme, ces paragraphes contiennent des répétitions (encore le « marché mondial », encore « les rapports de production capitalistes »). Il vaudrait bien mieux écarter complètement du programme toute *explication* des crises, en se bornant à *constater* qu'elles sont inévitables, et laisser les explications et les développements aux commentaires. Autrement on parle de crises et de « périodes de stagnation », sans arriver cependant à embrasser dans son ensemble tout le cycle de l'industrie capitaliste.

Il y a de nouveau des répétitions dans l'exposé des conséquences sociales des crises (il suffirait de parler de l'« aggravation » du processus, etc.), et c'est de nouveau trop faible : non seulement les crises rendent difficile la situation des petits producteurs, non seulement elles aggravent relativement et absolument cette situation, mais elles les ruinent bel et bien, les rejetant dans les rangs du prolétariat.

---

* Un programme social-démocrate détaillé, qui ne fait pas ressortir que le capitalisme engendre fatalement la pauvreté et la misère des masses, qui ne désigne pas comme le contenu des aspirations de la social-démocratie la lutte contre cette pauvreté et cette misère, passe sous silence l'essentiel de notre mouvement et offre ainsi une lacune de taille.

Contre les par. XI et XII j'ai une très grave objection de principe : ils présentent *de façon tout à fait unilatérale et inexacte* l'attitude du prolétariat envers les petits producteurs (car la « masse laborieuse et exploitée » se compose justement du prolétariat et des petits producteurs). Ils contredisent directement les principes fondamentaux du *Manifeste Communiste* et des Statuts de l'Internationale [8] ainsi que de la plupart des programmes actuels de la social-démocratie, et ils ouvrent toute grande la porte à des malentendus populistes, « critiques » et petits-bourgeois de toute espèce.

« La masse travailleuse et exploitée est de plus en plus mécontente » ; c'est exact, seulement il est faux d'identifier et de fondre, comme c'est dans le texte, le mécontentement du prolétariat et le mécontentement des petits producteurs. Le mécontentement du petit producteur engendre très souvent (et doit inévitablement engendrer, au moins pour beaucoup) le désir de *défendre son existence de petit possédant*, c'est-à-dire de défendre les bases de l'ordre existant et même de revenir en arrière.

« ...Sa lutte s'accentue, et avant tout celle de son représentant avancé, le prolétariat... » Naturellement la lutte du petit producteur s'accentue aussi. Seulement, sa « lutte » est *bien souvent* dirigée *contre* le prolétariat, car sa situation même de petit producteur *oppose nettement* et sur beaucoup de points ses intérêts à ceux du prolétariat. D'ailleurs, le prolétariat *n'est en aucune façon* le « représentant avancé » de la petite bourgeoisie. Il ne peut en être ainsi que quand les petits producteurs se rendent compte qu'ils sont condamnés, quand ils « *abandonnent* leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat ». Le représentant avancé du petit producteur *contemporain* qui n'a pas encore abandonné « son point de vue », c'est bien souvent l'antisémite et l'agrarien, le nationaliste et le populiste, le social-réformiste et le « critique du marxisme ». Et justement aujourd'hui que « l'accentuation de la lutte » des petits producteurs s'accompagne de l'« accentuation de la lutte » de la « Gironde socialiste » contre la « Montagne » [9], il convient moins que jamais de confondre toutes les accentuations en une seule.

« ... La social-démocratie internationale est à la tête du mouvement de libération de *la masse travailleuse et exploitée...* » Pas du tout. Elle est à la tête *uniquement de la classe ouvrière*, uniquement *du mouvement ouvrier*, et si à cette classe adhèrent d'autres éléments, ce ne sont que des éléments, et non des classes. Et ils *n'*adhèrent entièrement et sans réserve *que* s'ils « abandonnent leur propre point de vue ».

« ...Elle organise les forces de combat de cette masse...» Cela aussi est faux. La social-démocratie n'organise nulle part les « forces de combat » des petits producteurs. Elle organise seulement les forces de combat de la *classe* ouvrière. La formule adoptée dans le projet est d'autant plus malheureuse qu'on vise *moins* la Russie et qu'on *borne l'exposé* à une société bourgeoise *« développée »* (cf. par. V).

Summa summarum *. Le projet parle sous forme affirmative de l'esprit révolutionnaire de la petite bourgeoisie (si elle « soutient » le prolétariat, cela ne signifie-t-il pas qu'elle est révolutionnaire ?) et ne dit pas un mot de son esprit conservateur (et même réactionnaire). C'est une vue absolument incomplète et fausse.

A la forme affirmative, nous avons le droit (et le devoir) de noter *l'esprit conservateur* de la petite bourgeoisie. Et c'est *seulement au conditionnel* que nous devons parler *de son esprit révolutionnaire*. Seule cette formulation répondra exactement à tout l'esprit de la doctrine de Marx. Ainsi, le *Manifeste Communiste* déclare nettement que « de toutes les classes qui, à l'heure présente, s'opposent à la bourgeoisie, le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire... Les classes moyennes, petits fabricants, détaillants, artisans, paysans,... *ne sont... pas révolutionnaires, mais conservatrices* ; bien plus, elles sont réactionnaires... Si elles sont révolutionnaires [« si » !], c'est en considération de leur passage imminent au prolétariat... elles *abandonnent* leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat » [10].

Que l'on ne vienne pas nous dire que pendant le demi-siècle écoulé depuis le *Manifeste Communiste* les choses

* Bilan général. (*N.R.*)

ont sensiblement changé. Sous ce rapport, il n'y a rien de changé : les théoriciens l'ont toujours et constamment reconnu (ainsi, c'est précisément de ce point de vue qu'Engels a réfuté le programme agraire français en 1894 [11]. Il expliquait franchement que, *tant que* le petit paysan n'a pas *abandonné* son point de vue, il n'est pas des nôtres, sa place est chez les antisémites, que ceux-là le dégrossissent, et alors, il viendra à nous d'autant plus sûrement qu'il aura davantage été dupé par les partis bourgeois), d'ailleurs, l'histoire nous apporte quantité de faits confirmant cette théorie, et ceci jusqu'à nos jours, jusqu'à *nos chers amis* * messieurs les « critiques ».

A ce propos. On a omis dans le projet de mentionner la *dictature du prolétariat*, qui y figurait primitivement. Si c'est par hasard, par inadvertance, il n'en est pas moins certain que l'idée de « dictature » est incompatible avec l'*affirmation* d'un appui extérieur accordé au prolétariat. Si nous pouvions *affirmer* avec certitude que la petite bourgeoisie soutiendra le prolétariat lorsque ce dernier accomplira sa révolution, la révolution prolétarienne, il n'y aurait pas à parler de « dictature », car alors nous serions assurés d'une majorité si écrasante que nous nous passerions fort bien de dictature (comme cherchent à nous en persuader les « critiques »). La nécessité de la *dictature* du prolétariat est liée de la façon *la plus étroite et la plus indissoluble* à la thèse du *Manifeste Communiste* selon laquelle le prolétariat *seul* est une classe vraiment révolutionnaire.

(Notons entre parenthèses : le passage suivant de sa critique du projet d'Erfurt fait bien voir à quel point Engels était intransigeant sur ce point. Il cite le projet : « *Der Ruin weiter Volksschichten* » ** et fait cette remarque : « *Statt dieser deklamatorischen Phrase, die aussieht als täte uns der Ruin von Bourgeois und Kleinbürgern noch leid (!!), würde ich die einfache Tatsache erzählen : die durch den Ruin der städtischen und ländlichen Mittelstände, der Kleinbürger und Kleinbauern, den Abgrund zwischen Besitzenden und Besitzlosen erweitern oder vertiefen* » ***.

* En français dans le texte. (*N.R.*)

** « La ruine de vastes couches de la nation. » (*N.R.*)

*** Au lieu de cette phrase déclamatoire, qui a l'air de faire croire que nous ne cessons de déplorer la ruine des bourgeois et des

On m'objectera que le contre-projet parle « affirmativement » de l'esprit conservateur du petit producteur (« toutes les autres classes de la société contemporaine sont pour la conservation des bases du régime économique existant »), tandis que son esprit révolutionnaire n'est pas *mentionné même au conditionnel.*

Cette objection est dénuée de tout fondement. L'esprit révolutionnaire hypothétique du petit producteur est exprimé dans le contre-projet exactement de la seule façon dont il pouvait l'être, c'est-à-dire *dans le texte de l'accusation contre le capitalisme.* L'esprit révolutionnaire hypothétique du petit producteur est exprimé :

(1) dans le passage sur son *élimination, sa ruine* par le capitalisme. Nous, prolétariat, accusons le capitalisme de conduire à la grande production par *la ruine* du paysan. D'où la conclusion que *si* les paysans comprennent que le mouvement est irréversible, ils « abandonneront leur propre point de vue pour se placer au nôtre ».

(2) dans cette phrase : « l'insécurité et le chômage,

---

petits bourgeois (! !), je mentionnerais ce fait tout simple : « la ruine des classes moyennes urbaines et rurales, des petits bourgeois et des petits paysans, élargit ou approfondit l'abîme existant entre les possédants et les non-possédants » (*N.R.*) [12]

Le projet de programme d'Erfurt contenait ce passage : « *In diesem Befreiungskampf verficht die Sozialdemokratie als die Verfechterin* (ou *Vertreterin*, « *Neue Zeit* » [13], *IX, 2, 789*) *nicht bloß der Lohnarbeiter, sondern der Ausgebeuteten und Unterdrückten insgesamt, alle Forderungen, Massregeln und Einrichtungen, welche die Lage des Volkes im allgemeinen und der Arbeiterklasse im besondern zu verbessern geeignet sind.* » [« Dans cette lutte émancipatrice, la social-démocratie, en tant que défenseur non seulement des salariés, mais encore de tous exploités et opprimés en général, soutient toutes les revendications, mesures et institutions qui sont propres à améliorer la condition du peuple en général et de la classe ouvrière en particulier. » (*N.R.*)] Engels conseilla *affirmativement* de *rayer* tout ce passage, non sans se moquer « des Volkes im allgemeinen (wer ist das ?) » [« le peuple en général (qui est-ce ?) » (*N.R.*)]. Le conseil d'Engels fut suivi, et le passage *fut entièrement rejeté* ; le paragraphe disant que « l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, parce que *toutes les autres* classes se placent sur le terrain de la propriété privée des moyens de production et ont comme but commun la conservation des bases de la société actuelle », ce paragraphe a été adopté sous *une forme plus nette* que dans le projet primitif, et cela *sous l'influence directe d'Engels.*

le joug de l'exploitation et toutes sortes d'humiliations deviennent le sort commun » (non seulement du prolétariat, mais) « de couches de plus en plus larges de la population laborieuse ». Cette formulation nous ramène bien à l'idée de la *représentation* de toute la population laborieuse par le prolétariat, mais cette représentation consiste en ce que, bien loin d'abandonner notre point de vue et de confondre notre lutte de classe avec celle de toutes sortes de girouettes, nous invitons (et *obligeons*) cette population toute entière à abandonner *son* point de vue et à se placer au nôtre.

L'idée de la représentation est exprimée exactement de la même façon.

(3) dans le passage qui parle de la pauvreté et de la misère des *masses* (des masses en général, et non pas des ouvriers seulement).

Le parti de la classe révolutionnaire peut exprimer l'esprit révolutionnaire hypothétique des autres classes *sous une seule forme*: en leur exposant *sa* conception de leurs malheurs et des remèdes à y apporter ; en lançant *sa* déclaration de guerre au capitalisme non seulement en son nom propre, mais aussi au nom de toutes les masses croupissant dans « la pauvreté et la misère ». Il découle naturellement de là que quiconque adoptera cette doctrine devra venir à nous. Il serait tout bonnement ridicule de l'indiquer spécialement dans le programme et de proclamer que *si* tels éléments instables adoptent notre point de vue, ils deviendront alors révolutionnaires ! Ce serait le meilleur moyen de détruire toute confiance en nous chez ces alliés partagés et indécis, qui déjà n'en ont guère. *

En dehors de cette objection de principe contre les par. XI et XII, je n'ai plus qu'une petite remarque de forme

* Plus, dans la partie pratique de notre programme, nous témoignons de « bonté » pour le petit producteur (par exemple, pour le paysan), et plus, dans la partie *de principe*, nous devons nous montrer « sévères » envers ces éléments sociaux ambigus et instables, sans nous départir d'un iota de *notre* point de vue. Si vous acceptez ce point de vue, le nôtre, alors nous aurons pour vous toutes les « bontés », sinon, prenez-vous-en à vous mêmes ! Alors, au temps de la « dictature », nous dirons de vous : inutile de perdre sa salive là où il faut faire preuve d'autorité...

sur le par. XI. Ce n'est pas l'endroit de parler de la « possibilité *matérielle* de se débarrasser du capitalisme » : justement cet alinéa ne traite pas des conditions matérielles, *mais* des conditions idéologiques de l'abolition du capitalisme. Si on parle des prémices matérielles, il faut ajouter aussi les prémices idéologiques (morales, etc.). Mais il serait beaucoup plus rationnel de reporter cette « possibilité matérielle » à l'alinéa qui traite non de la lutte de classe, mais de l'évolution et des tendances du capitalisme.

Il n'est pas logique de parler de l'imminence de la révolution sociale au par. XII, et au par. XV seulement de cette révolution elle-même et de sa nécessité. Il faut l'ordre inverse.

Au par. XIII, le remplacement des mots : « abolition (ou suppression) de la propriété privée » par « expropriation des exploiteurs » ne me semble pas heureux. C'est moins clair et moins exact. La fin du paragraphe n'est pas plus heureuse : « l'organisation planifiée du processus social de la production pour la satisfaction des besoins de la société entière et de chacun de ses membres en particulier ». C'est insuffisant. Une telle organisation, les trusts pourraient bien la donner. Il serait plus précis de dire : « à partir de toute la société » (car cela implique à la fois le plan et ceux qui l'orientent), et pas seulement pour satisfaire les besoins de ses membres, mais pour assurer le bien-être *complet* et l'épanouissement libre et *total* de *t o u s* les membres de la société.

Le par. XIV est, à mon avis, imprécis (je ne sais pas encore si nous affranchirons « toute l'humanité » opprimée : par exemple, l'oppression des mous par ceux qui ont un caractère trop bien dessiné). Il vaudrait mieux prendre la formule proposée par Marx dans la critique du programme de Gotha : abolition de la division en classes et de l'inégalité qui en découle [14]. Dans sa critique du programme d'Erfurt, Engels insistait aussi sur cette idée que : *die Abschaffung der Klassen ist unsere Grundforderung* *, et ce n'est qu'en *posant clairement et nettement* cette « revendi-

* l'abolition des classes est notre revendication fondamentale [15]. (*N.R.*)

cation fondamentale » que nous donnons un sens *bien précis* (et nullement exagéré) à nos promesses d'affranchir tout le monde et de guérir tout le monde de tous les maux.

Par. XV : de l'« appui accordé au prolétariat par d'autres couches de la population » et de l'omission de la « dictature du prolétariat », il a été parlé plus haut.

Le par. XVI est tout à fait étrange et déplacé ici. L'« éducation politique » du prolétariat consiste précisément en ce que nous l'instruisons, l'organisons et dirigeons sa lutte ; or, il en a déjà été question au par. XII (où il fallait simplement ajouter « la direction de sa lutte »).

Le par. XVII me paraît aussi de la prolixité superflue. A quoi bon dire en général que nos objectifs immédiats dépendent de la conjoncture sociale et politique ? Qu'on écrive cela dans des traités ; pour nous, il nous faut déclarer carrément que telles ou telles particularités (vestiges du servage, autocratie, etc.) modifient de telle ou de telle façon notre objectif immédiat.

Le par. XVIII. « En Russie, le capitalisme *devient* de plus en plus le mode de production prépondérant... » Cela est tout à fait insuffisant. Il *l'est* déjà *devenu* prépondérant (si je dis que 60 est plus fort que 40, cela ne signifie nullement que 40 n'existe pas ou soit réduit à une quantité négligeable). Il existe chez nous une telle masse de populistes, de libéraux populisants et de « critiques » reculant rapidement vers le populisme que l'on ne doit pas laisser ici la moindre imprécision. Et si le capitalisme n'est même pas encore devenu « prépondérant », à quoi bon se presser d'embrasser la social-démocratie ?

« ...en portant la social-démocratie *à la toute première* place... » Le capitalisme est encore *en train de devenir* prépondérant, et nous voilà déjà à la « toute première place »... Je crois qu'il ne sied pas de parler de la toute première place : cela ressort de tout le programme. Ne le disons pas de nous-mêmes, l'histoire le dira de nous.

Le projet rejette apparemment le terme : ancien régime social *féodal* *, estimant le terme de « servage » applicable seulement au régime *juridique*. Je crois que cette

* Ici — « krepostnoï », litt. : « qui se rapporte au servage ». Voir note en bas de la page 39. (*N.R.*)

distinction n'est pas fondée ; le « servage » était certes une institution juridique, mais il correspondait à un système particulier d'*économie* seigneuriale (et paysanne), il se manifestait aussi dans une foule de rapports coutumiers de la vie courante non fixée en « droit ». Aussi je ne vois pas pourquoi il faudrait éviter les expressions : « ordre social précapitaliste, féodal ».

La « description » du servage (les masses, propriété sacro-sainte...) est tout à fait déplacée et superflue dans notre programme.

Il ne suffit pas de dire des vestiges du servage qu'ils pèsent lourdement sur les masses laborieuses. Il faut indiquer aussi qu'ils entravent le développement des forces productives du pays et en montrer les autres conséquences sociales *.

Par. XIX. A mon avis, il est tout à fait inutile de dire que pour nous, la démocratie (la liberté politique) est une « étape transitoire » (transition vers quoi ? Nous avons dit plus loin de la république qu'elle est notre revendication pratique *immédiate*), et que la Constitution est un « complément (« patrimoine » est sans doute une faute du copiste) juridique naturel des rapports de productions capitalistes ». Cela est tout à fait déplacé dans un programme. Il est bien suffisant de dire que l'autocratie retarde ou gêne « *toute* l'évolution sociale » ; par suite le développement du capitalisme lui-même est incompatible avec elle. Les détails à ce sujet sont à renvoyer au commentaire ; dans le programme, ils ne font qu'affaiblir notre déclaration de guerre à l'autocratie et donnent au texte un caractère abstrait, livresque.

A quoi bon d'ailleurs ces lieux communs sur les compléments juridiques du capitalisme et sur le « régime juridique » (par. XX), alors que nous parlons plus bas de la république en termes bien plus nets et plus précis ? (Au fait : le par. XX contient l'expression : « ancien régime féodal » ; le projet donne donc au mot un sens plus large que le sens juridique.)

---

* A propos. Dans le contre-projet, l'expression : « *formes d'extinction* des paysans d'une barbarie asiatique » n'est pas heureuse. On peut dire : formes de disparition ou quelque chose de ce genre.

Inutile aussi de parler de l'incompatibilité de l'autocratie avec le régime juridique, puisqu'aussitôt nous réclamons son renversement et son remplacement par la république. Il vaut mieux parler avec plus de précision de l'« inégalité juridique » du peuple en régime autocratique, etc.

« ...L'autocratie est le pire ennemi des aspirations émancipatrices de la classe ouvrière... » ; il faudrait ajouter : « et du développement culturel de tout le peuple » ou quelque chose du même genre. Nous exprimerons par là (et non par des paroles sur la « représentation ») que la social-démocratie représente les intérêts non seulement de la classe ouvrière, mais de *toute* l'évolution sociale.

En résumant les remarques ci-dessus, je trouve dans le projet quatre défauts essentiels qui, à mon avis, le rendent inacceptable :

1) le caractère très *abstrait* de beaucoup de formulations, qui semblent destinées non pas à un parti de combat mais à un cours ;

2) la question du *capitalisme spécifiquement russe* est écartée ou voilée — défaut particulièrement grave, car le programme doit servir de somme et de guide pour l'agitation contre le capitalisme russe. Nous devons donner de celui-ci une définition claire et déclarer formellement la guerre au capitalisme russe en le désignant nommément ;

3) la représentation gravement incomplète et inexacte des *rapports du prolétariat et des petits producteurs*, ce qui nous prive de base pour faire la guerre aux « critiques » et à beaucoup d'autres;

4) la tendance continuelle à donner dans le programme l'*explication* du processus. De toute façon cette explication n'est pas donnée, mais l'exposé traîne en longueur, les répétitions se multiplient et le programme tourne constamment au commentaire.

Rédigé fin février-début mars 1902

OPINION SUR LE SECOND PROJET DE PROGRAMME DE PLÉKHANOV

Quatre défauts essentiels pénètrent tout le projet et le rendent à mon avis absolument inacceptable :

1) Par sa formulation de la partie capitale qui concerne la définition du capitalisme, ce projet donne non pas le programme du prolétariat, qui *lutte* contre des manifestations très réelles d'un capitalisme bien déterminé, mais un programme de *manuel* économique, consacré au capitalisme en général.

2) En particulier, ce programme ne convient pas au parti du prolétariat *russe*, parce qu'à vouloir définir le capitalisme en général, il escamote et il rejette presque totalement dans l'ombre l'évolution du capitalisme russe, les contradictions et les fléaux sociaux qu'il engendre. Dans son programme, le parti du prolétariat russe doit exposer sans la moindre équivoque ses griefs contre le capitalisme russe et sa déclaration de guerre à celui-ci. Cela est d'autant plus nécessaire qu'à cet égard, le programme russe ne peut être identique aux programmes européens : ces derniers parlent du capitalisme et de la société bourgeoise sans indiquer que ces notions s'appliquent aussi bien à l'Autriche qu'à l'Allemagne, etc., car cela va de soi. Pour la Russie, il ne peut en être de même.

Esquiver la difficulté en disant que le capitalisme « dans sa forme développée » se distingue *en général* par telles ou telles particularités, et qu'en Russie le capitalisme « devient prépondérant », c'est *se refuser* aux accu-

sations et à la déclaration de guerre concrètes qui sont plus importantes que tout pour un parti engagé dans une lutte pratique.

Par suite, le projet manque l'un des buts principaux du programme, qui est de donner au parti une ligne directrice pour sa propagande et son agitation quotidiennes axées sur les diverses manifestations du capitalisme russe.

3) Dans le projet, certains des points les plus importants sont formulés d'une façon inexacte, ce qui ne peut qu'engendrer une série de malentendus extrêmement dangereux et nous créer des difficultés dans notre lutte théorique et notre propagande. Ainsi, par exemple, l'accroissement de la grande production est limité aux seules entreprises « industrielles ». L'évolution du capitalisme agricole est soit estompée soit passée sous silence. De plus, la « révolution que doit accomplir le prolétariat, soutenu par les autres couches de la population qui souffrent de l'exploitation capitaliste », a remplacé la « dictature du prolétariat », et même, à la place de la lutte de classe du prolétariat, on a « la lutte de la masse travailleuse et exploitée ». Cette formulation va à l'encontre du principe fondamental de l'Internationale : « L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. » Le reste « de la masse travailleuse et exploitée » (c'est-à-dire principalement les petits producteurs) *n'est que partiellement* révolutionnaire dans sa lutte contre la bourgeoisie. Plus précisément, elle n'est révolutionnaire que lorsque, « en considération de leur passage imminent au prolétariat », « *elle se place au point de vue du prolétariat* » (*Manifeste Communiste*). Quant au caractère réactionnaire des petits producteurs, le projet ne le fait pas du tout ressortir de sorte que *dans l'ensemble* les rapports entre le prolétariat et « la masse travailleuse et exploitée » sont représentés de façon *fausse*. (Par exemple, le projet dit : « sa lutte [de la masse travailleuse et exploitée] s'accentue, et avant tout celle de son représentant avancé, le prolétariat ». L'« accentuation de la lutte » des petits producteurs s'exprime aussi dans l'antisémitisme, dans le césarisme, dans les unions de paysans contre les ouvriers agricoles, et même dans la lutte de la Gironde socialiste contre la Montagne. Le fait que le prolétariat représente la tota-

lité de la masse travailleuse et exploitée doit s'exprimer dans le programme par le fait que nous *accusons* le capitalisme de la misère des *masses* [et pas seulement de la misère de la classe ouvrière] et du chômage « de couches de plus en plus larges de la population travailleuse » [et pas seulement de la classe ouvrière].)

4) Le projet passe constamment du programme au sens propre du terme au *commentaire*. Un programme doit donner de *brèves propositions* qui ne contiennent pas un mot de trop, laissant *l'explication* aux commentaires, aux brochures, à la propagande, etc. C'est pourquoi Engels avait parfaitement raison d'accuser le « programme d'Erfurt », par sa longueur, son caractère circonstancié et ses répétitions, de tourner au commentaire.

Dans le projet, ce défaut est encore plus net, il y a une quantité effarante de répétitions, et de toute façon, les tentatives d'introduire dans le programme une *explication* du processus (au lieu de sa simple *définition*), sans atteindre leur but, allongent démesurément ce programme.

Rédigé fin février-début mars 1902

REMARQUES SUR LE PROJET DE PROGRAMME DE LA COMMISSION [16]

Texte du projet de la commission	Remarques de Lénine
	Les points d'interrogation indiquent les endroits où le style est à retoucher.
1. Le développement des échanges internationaux a établi entre tous les peuples du monde civilisé des liens si étroits que le grand mouvement d'affranchissement du prolétariat devait devenir international et l'est devenu depuis longtemps déjà.	Style pourrait être revu.
2. C'est pourquoi les social-démocrates russes considèrent leur parti comme un des détachements de l'armée mondiale du prolétariat, comme une partie de la social-démocratie internationale et poursuivent le but final des social-démocrates de tous les autres pays.	Style maladroit. « Ils poursuivent le même but final que les social-démocrates de tous les pays », ou quelque chose de ce genre.
3. Ce but final est déterminé par le caractère et le cours de l'évolution de la société bourgeoise.	Je conseille de biffer les mots « caractère et », comme superflus. Le *but final* est déterminé par *le*

cours et non par les particularités du mouvement d'ensemble que désigne la notion de « caractère de l'évolution ». Superflus, ces mots sont aussi quelque peu inexacts.

Cette société est caractérisée par la domination de la production marchande avec des rapports de production capitalistes, c'est-à-dire par le fait que la partie la plus importante et la plus considérable des *objets de consommation*

Pourquoi seulement des « objets de consommation » ? Et les moyens de production ? Il vaudrait mieux : « des produits », etc.

est destinée à être écoulée sur le marché intérieur ou international, et que la partie la plus importante et la plus considérable des moyens de production et de circulation de ces objets de consommation ou marchandises

A mon avis, il faut biffer ces mots. Répétition inutile.

Il faudrait biffer ces mots. Les objets de consommation ne sont pas les seuls à être des marchandises.

appartient à une classe de gens relativement peu nombreuse

(Au lieu de « relativement peu nombreuse » peut-être *infime* car les mots : « la partie *la plus* importante et la plus considérable » sont une limitation suffisante. Mais c'est un détail.)

tandis que l'immense majorité de la population est composée soit de personnes

Il faudrait ajouter : « aux capitalistes et aux propriétaires fonciers ». Sinon on a une *abstraction*, particulièrement *déplacée* par com-

paraison avec la suite : « les paysans et les artisans ».

ne possédant aucun moyen de production et de circulation (les prolétaires),

« Et de circulation » est à rayer : un prolétaire pur sang peut avoir — et a — les « moyens de circulation » contre lesquels il obtient des *objets de consommation*.

soit de personnes ne disposant que de moyens de production très peu importants, qui ne suffisent pas à assurer leur subsistance (certaines couches de petits producteurs, par exemple les petits paysans et les artisans). Tous ces gens sont contraints par leur situation économique de vendre *régulièrement* ou *épisodiquement* leur force de travail, c'est-à-dire de se faire les salariés de ceux qui possèdent les moyens de production et de circulation des marchandises et de créer par leur travail les revenus de ceux-ci.

Si on pouvait revoir le style ! Des « moyens de production » qui *assurent* (?) la subsistance. ?

4. La domination des rapports de production capitalistes ne cesse de s'étendre à mesure que le perfectionnement constant de la technique, en augmentant l'importance économique des grandes entreprises, élimine les petits producteurs indépendants, c'est-à-dire provoque une diminution relative de leur nombre par prolétarisation d'une partie d'entre eux, réduit le rôle des autres dans la vie économique et sociale et les met par endroits dans une dépendance plus ou moins parfaite, plus ou moins manifeste et plus ou moins pesante à l'égard des gros entrepreneurs. ?

« Du capital », et pas seulement du grand capital.

5. En prolétarisant une partie des petits producteurs indépendants, ce même perfectionnement de la technique conduit à un accroissement encore plus grand de l'offre de la force de travail, donnant aux entrepreneurs la possibilité de recourir dans une mesure sans cesse plus grande au travail des femmes et des enfants dans la production et la circulation des marchandises. Comme d'autre part, ce même processus de perfectionnement de la technique (machines) entraîne une diminution relative des besoins des entrepreneurs en main-d'œuvre, la demande de la force de travail retarde nécessairement sur l'offre, par suite de quoi la dépendance du travail salarié à l'égard du capital augmente, et le niveau de son exploitation par le capital s'élève. La part de la classe ouvrière dans l'ensemble du revenu social créé par son travail diminue constamment.

?

?

Il faudrait supprimer ces mots, qui sont une répétition superflue de l'idée déjà exprimée dans la proposition précédente.

Tout le par. 5 manifeste avec un relief particulier le défaut général du projet : des *longueurs* et un fâcheux *empâtement* de l'exposition. Entre autres : cela crée ce que Engels appelait dans la critique du projet d'Erfurt « *schiefe Nebenbedeutung* » *. On a l'impression par exemple que le recours accru au travail des femmes et des enfants est dû *seulement* à la « prolétarisation » des pe-

* « Erreurs d'interprétation ». (*N.R.*)

tits producteurs indépendants ; or ce n'est pas le cas, cela arrive aussi *avant* une telle « *prolétarisation* ». Le début du 5e par. est une répétition inutile.

6. Cette situation à l'intérieur de la société bourg...
La surproduction, qui engendre des crises industrielles plus ou moins aiguës suivies de périodes de stagnation industrielles plus ou moins prolongées, est la conséquence inévitable de la croissance non planifiée des forces de production qui caractérise la production marchande et des rapports de production capitaliste propres à la société actuelle. Les crises et les périodes de stagnation industrielle, à leur tour, rendent encore plus difficile la situation des petits producteurs indépendants et conduisent encore plus rapidement à l'aggravation relative, et même absolue, dans certains endroits, de la situation des prolétaires.

Lacune

Encore une répétition !!

Insuffisant. Non seulement « rendent leur situation plus difficile » mais bien *ruinent* en masse.

La première partie du 6e par. gagnerait beaucoup à être raccourcie.

7. Ainsi, le perfectionnement de la technique, qui implique un accroissement de la productivité du travail et de la richesse sociale, a pour conséquence dans la société bourgeoise une aggravation de l'inégalité sociale, une augmentation de la distance entre les possédants et les non-possédants, un accroissement de l'in-

« *Accroissement* de toutes les formes de misère » : cet em-

sécurité, du chômage, et de toutes les formes de misère.

prunt à mon projet n'est pas parfaitement heureux. Je n'ai pas parlé *d'accroissement* de la misère. L'expression « toutes les formes » inclut aussi la notion d'« *absolu* ». La mention de la *misère des masses* devrait donc être faite autrement.

8. Mais à mesure que croissent et se développent toutes ces contradictions propres au mode capitaliste de production, la masse travailleuse et exploitée est de plus en plus mécontente du régime existant et la lutte de son représentant avancé, le prolétariat, contre les défenseurs de ce régime s'accentue.

Le par. 8 montre que la commission *se refuse obstinément* à respecter la *condition* précise et sans équivoque qui lui a été fixée au moment même de sa « naissance ». *En vertu de cette condition*, une addition doit être faite (que la commission a faite au par. 10), *mais* avant cette addition il ne doit être question que de la lutte de classe du *seul* prolétariat. La commission *n'a pas satisfait* à cette dernière demande clairement exprimée dans l'accord de conciliation, et je me considère en droit d'insister pour qu'elle la satisfasse.

Avant de ce qui est dit à la fin du par. 10, *il n'est pas juste* de parler du mécontentement de toute la masse travailleuse en général et d'appeler le prolétariat son « représentant avancé », car cela n'est vrai *qu'à la con-*

d i t i o n énoncée à la fin du par. 10. La commission donne pour absolu ce qui est conditionnel. La commission *n'a en rien exprimé* le caractère hybride, *s e m i-r é a c t i o n n a i r e*, des petits producteurs, ce qui est tout à fait inadmissible. Il en résulte que la *possibilité* pour les petits producteurs (ou pour une *partie* de cette couche) de se trouver au nombre des « défenseurs de ce régime » *par principe* (même phrase au par. 8 !!) est complètement *o u b l i é* e!! Or, nous sommes *f r é q u e m m e n t* témoins de la réalisation de cette possibilité.

Pour avoir le droit de parler du mouvement du prolétariat, de sa lutte de classe et même d'une *dictature de classe*, il faut *d'abord mettre à part* cette *s e u l e* classe, et ensuite seulement ajouter un complément sur son rôle de représentant. Or, dans le projet il y a une incohérence ; le par. 8 ne *s'enchaîne* logiquement ni *avec la suite* (pourquoi donc pas de « dictature de la masse travailleuse » ??) *ni avec le début* (si toutes les contradictions sociales s'accentuent, cela *s i g n i f i e* que la lutte des *deux classes* ne cesse

de s'accentuer, ce que la commission a oublié de dire !!). Tout cela est décousu.

En même temps, le perfectionnement de la technique en socialisant le travail à l'intérieur de l'atelier et en concentrant la production

La socialisation du travail est loin de se limiter à ce qui se passe à l'intérieur de l'atelier : il faut absolument corriger ce passage.

crée de plus en plus vite la possibilité de la révolution sociale qui constitue le but final de toute l'activité de la social-démocratie internationale en tant que porte-parole conscient du mouvement de classe du prolétariat.

+ « et la *nécessité* » (de la révolution sociale).

Pour comparer. NB.

9. Cette révolution sociale consistera dans l'élimination des rapports de production capitalistes et leur remplacement par des rapports socialistes, c'est-à-dire dans l'expropriation des exploiteurs, les moyens de production et de circulation de produits étant transformés en propriété sociale, et dans l'organisation planifiée du processus social de la production pour la satisfaction des besoins de la société entière et de chacun de ses membres en particulier.

Inexact. *Cette* « satisfaction », le capitalisme la « donne » aussi, mais pas *à tous* les membres de la société et *pas également*.

La réalisation de ce but affranchira toute l'humanité opprimée, puisqu'elle mettra fin à toutes les formes d'exploitation d'une partie de la société par l'autre.

— Je me suis déjà élevé là contre. NB. *

10. Pour accomplir sa révolution sociale, le prolétariat doit *conquérir le pouvoir* politique (dictature de classe), qui le

* Voir le présent tome, pp. 47 et 59. (*N.R.*)

rendra maître de la situation et lui permettra de *surmonter tous les obstacles*. En s'organisant dans ce but en un parti politique indépendant, opposé à tous les partis bourgeois,

« Opposé à *t o u s* les partis bourgeois », cela signifie aussi aux partis *petits-bourgeois*, n'est-ce pas ? Mais les petits bourgeois sont *en majorité* des « travailleurs et exploités ».
Incohérent.

le prolétariat appelle dans ses rangs toutes les autres couches de la population qui souffrent de l'exploitation capitaliste,

La *social-démocratie* organise et appelle. « Le prolétariat... appelle dans *ses* (!) couches » : *ganz unmöglich* ! *

comptant sur leur soutien dans la mesure où elles prennent conscience du caractère désespéré de leur situation dans la société actuelle et où elles se placent au point de vue du prolétariat.

Il faut supprimer les mots « comptant sur leur soutien ». Ils sont *de trop* (s'il appelle c'est qu'il compte) et ont la *sciefe Nebenbedeutung*. Il appelle ceux qui prennent conscience, dans la mesure où ils prennent conscience, *das genügt* **.

11. Le parti du prolétariat en lutte, la social-démocratie, dirige toutes les manifestations de sa lutte de classe, fait prendre conscience à toute la masse travailleuse et exploitée de la contradiction irréductible qui existe entre les intérêts des exploiteurs et ceux des exploités et lui explique la signification historique et les conditions indispen-

« L'incompatibilité de leurs (de ses) intérêts avec l'existence même du capitalisme » ou autre correction de

* complètement impossible. (*N.R.*)
** cela suffit. (*N.R.*)

sables de la révolution sociale imminente.

ce genre. Tous les travailleurs ne sont pas dans une situation telle que leurs « intérêts » soient « irréductiblement » opposés à ceux des exploiteurs. Le paysan travailleur a *quelque chose*, certains points $\frac{a}{n}$, de commun avec le gros agrarien. Il faut s'exprimer de façon plus *générale*, plus large, sinon on commet une inexactitude et on tombe dans la *phrase*.

12. Cependant, bien qu'ayant un seul et même but final, du fait qu'un même mode de production domine dans tout le monde civilisé, les social-démocrates des différents pays ne se fixent pas les mêmes objectifs *immédiats*, d'abord parce que ce mode n'est pas partout également développé, et parce que son développement dans les différents pays s'effectue dans une conjoncture sociale et politique différente.

? Style ! !

Par. 12, fin. Il faudrait essayer d'abréger. Il serait fort utile de réduire ce paragraphe. Ne peut-on, en utilisant « particularités nationales » ou quelque chose de semblable, résumer dix mots en deux ?

13. En Russie, à côté d'un capitalisme étendant rapidement sa domination et devenant de plus en plus le mode de production prépondérant, on rencontre encore à chaque pas des vestiges

Par. 13, début. Chapeau et merci pour le tout petit pas dans mon sens. Mais « deven*ant*, prépondér*ant*»... ant... ant — fi, fi * !

* Allusion à la consonance de ces formes en russe comparable à celle de l'imparfait du subjonctif en français. (*N.R.*)

de notre vieux régime social précapitaliste, qui était fondé sur l'asservissement des masses travailleuses aux propriétaires fonciers, à l'Etat ou au chef de l'Etat. Ces vestiges retardent très fortement le développement des forces productives, empêchent la lutte de classe du prolétariat de se déployer largement, abaissent le niveau de vie de la population laborieuse, entraînent pour des millions de paysans des formes de ruine et de déchéance d'une barbarie asiatique et maintiennent tout le peuple dans l'ignorance, l'hébétude et l'absence totale de droits.

NB.

? Style !

Par. 13, fin. Il serait bon de corriger : j'ai déjà proposé *comment* (dans mes corrections à mon projet *), mais qu'est-ce que c'est que cette «... forme barbare de ruine et de déchéance... » ?

14. L'autocratie tsariste, qui est la plus importante de toutes les survivances du régime féodal russe et le plus puissant rempart de toute cette barbarie, est absolument incompatible avec la liberté civile et politique qui existe depuis longtemps déjà dans les pays de production capitaliste avancés comme complément juridique naturel de celle-ci.

? Style !

« Complément juridique *naturel* », expression déplorable d'une idée juste. Le caractère « naturel » de la liberté pour le capitalisme est compliqué par mille et

* Voir le présent tome, p. 28. (*N.R.*)

un facteurs sociaux et historiques, ce que le mot « naturel » n'exprime pas. Et cela sent, cela pue le libéralisme. Il faudrait dire quelque chose dans ce genre : « l'autocratie est *nécessairement* condamnée à mort par *tout* le développement du capitalisme, qui exige obligatoirement la liberté civile et politique pour l'expression de ses intérêts de plus en plus complexes » ou quelque chose d'approchant, en un mot exprimer l'idée de *nécessité*, sans créer de confusion en la rangeant au nombre des nécessités « naturelles ».

Par sa nature même elle est appelée à réprimer tout mouvement social et ne peut pas ne pas être le pire ennemi de toutes les aspirations émancipatrices du prolétariat.

C'est pourquoi la social-démocratie russe se fixe pour tâche politique immédiate le renversement de l'autocratie tsariste et son remplacement par la république sur la base d'une constitution démocratique garantissant, etc.

Ça ne va pas. *Pas* tout mouvement : le bimétallisme (et le préraphaëlisme) sont aussi des « mouvements sociaux ». A retoucher.

Dans l'ensemble, plus on lit le projet de la commission plus on se rend compte qu'il est pour ainsi dire *mal digéré*. Je parie que cette qualité du projet nous attirera de nombreux reproches, et des reproches justifiés, si nous le publions sous *cette* forme. *Tout le monde* verra qu'il est fait de pièces et de morceaux.

Si en punition de nos péchés le Seigneur voulait que nous mettions au jour ce foetus, il nous faudrait alors employer *tous* nos efforts à en *amoindrir* les tristes conséquences. Ceux qui se laissent guider *avant tout* par le désir d'en « finir au plus vite » ont tout à fait tort : on peut garantir que *maintenant*, avec une telle constellation, la hâte ne donnera rien de bon et que notre projet de rédaction ne sera pas satisfaisant. Il n'est pas nécessaire de le publier à toute force dans le n° 4 de *Zaria* [17] : mettons-le dans le n° 5 et sortons-le en tirage à part *avant* la parution du n° 5. De cette façon, un retard d'un mois au plus ne portera pas le moindre préjudice au parti. Et, ma foi, ce serait tout de même mieux si la haute commission se remettait au travail comme il faut, réfléchissait un peu, digérait et nous donnait non point une mosaïque d'emprunts, mais un projet *à elle*, formant un tout. Je le répète encore une fois : si cela est irréalisable, il sera beaucoup plus utile alors de revenir au plan des deux projets (et nous pourrons parfaitement réaliser ce plan sans *aucune* « gêne » : Plékhanov publie sous sa signature dans *Zaria*, et moi « à part », à Genève, comme x, y, z). Je supplie très respectueusement la haute commission de peser *soigneusement* « toutes les circonstances de l'affaire ».

12.4.1902, en wagon. Je m'excuse pour le griffonnage. Si j'ai le temps, j'écrirai encore et plus clairement.

Rédigé le 30 mars (12) avril 1902

REMARQUES COMPLÉMENTAIRES SUR LE PROJET DE PROGRAMME DE LA COMMISSION

En complément à mes remarques sur le projet lui-même je noterai encore :

Par. 3. « La société (bourgeoise) est caractérisée par la domination de la production marchande *dans le cadre* des rapports de production capitalistes, *c'est-à-dire...* » on décrit ensuite les caractères fondamentaux du capitalisme. Il y a là une discordance : le « c'est-à-dire » réunit des notions inégales et disparates, à savoir 1°) la *modification* qu'impose à la production marchande la domination des rapports de production capitalistes et 2°) l'écoulement des produits sur le marché et la vente par la masse de la population de sa force de travail.

Cette discordance, cette assimilation des traits *fondamentaux* et les plus généraux de la production marchande en général et du capitalisme en général d'une part, et de la modification de la production marchande sur la base des rapports de production capitalistes d'autre part (les marchandises ne s'échangent plus alors *simplement* d'après leur valeur) montrent avec évidence la mauvaise formulation de Plékhanov (la commission a adopté et seulement paraphrasé cette formulation). Alors que notre programme exprime seulement les traits les plus généraux et les plus fondamentaux du capitalisme, *sans même exposer la théorie de la plus-value*, nous donnons un

« coup de chapeau » à Böhm-Bawerk, en rappelant que « la production marchande sur la base du capitalisme » ce n'est plus tout à fait de la simple production marchande ! S'il en est ainsi, pourquoi ne pas ajouter au programme des coups de chapeau particuliers à Mikhaïlovski, Berdiaïev et autres ? D'une part, à toute la théorie de Marx sur l'exploitation du travail par le capital n'est consacrée que l'expression socialiste la plus commune : « créer par leur travail les revenus de ceux-ci » (par. 3, fin), et d'autre part, on note la transformation spéciale de la plus-value en profit, lors de « la production marchande sur la base des rapports de production capitalistes ».

Plékhanov a parfaitement raison de dire que les mots « la production marchande sur la base des rapports de production capitalistes » expriment la pensée fondamentale du livre III [18]. Mais c'est tout. Cette idée n'a rien à faire dans le programme, de même que n'a rien à y faire la description du processus de la réalisation, qui constitue la pensée fondamentale du livre II, de même que n'a rien à y faire non plus la description de la conversion du surprofit en rente foncière. Il suffit dans le programme de *noter* l'exploitation du travail par le capital=formation de la plus-value, et il est inutile (et impossible en une paire de courtes propositions) d'y parler de tous les types de *transformation* et de modification des formes de cette plus-value.

ADDITION À LA QUESTION DE LA LUTTE DE CLASSE

Je partage entièrement l'idée de Véra Zassoulitch selon laquelle il nous est possible de faire entrer dans les rangs de la social-démocratie une beaucoup plus grande fraction des petits producteurs et beaucoup plus rapidement (qu'en Occident), que pour y réussir nous devons faire *tout* ce qui dépend de nous, et qu'il faut exprimer ce « souhait » dans le programme « contre » les Martynov et Cie. Entièrement d'accord avec tout cela. *J'applaudis* à l'addition faite à la fin du par. 10, je le souligne pour éviter tout malentendu.

Mais il ne faut tout de même pas donner dans l'excès inverse comme le fait Véra Zassoulitch ! Il ne faut pas prendre ce « souhait » pour la *réalité* et qui plus est pour cette réalité objectivement nécessaire à laquelle seule est consacrée notre *Prinzipienerklärung* *. Il est souhaitable de faire venir à nous *t o u s* les petits producteurs, bien sûr. Mais nous savons qu'ils forment une classe spéciale, liée certes avec le prolétariat par des milliers de fils et de paliers intermédiaires, mais une classe spéciale tout de même.

Il faut d'abord absolument se *délimiter* de tous les autres, mettre à part le seul prolétariat, *uniquement* et *e x c l u s i v e m e n t* et *e n s u i t e* déclarer que le prolétariat libérera tout le monde, qu'il appelle tout le monde, qu'il invite tout le monde.

Je suis d'accord pour cet « ensuite », mais je réclame auparavant ce « d'abord » !

Les tourments infernaux de la « masse travailleuse et exploitée » n'ont pas provoqué en Russie le moindre mouvement *populaire* tant qu'une « poignée » d'ouvriers d'usine n'a pas commencé la lutte, la lutte de classe. Et *s e u l e* cette « poignée » garantit que la lutte sera menée, poursuivie, *élargie*. C'est précisément en Russie, où les critiques (Boulgakov) accusent les sociaux-démocrates de « paysannophobie », et où les socialistes-révolutionnaires [19] crient à la nécessité de *r e m p l a c e r* la notion de lutte de classes par celle de « lutte de *t o u s* les travailleurs et exploités » (*Vestnik Rousskoï Révolioutsii* n° 2) [20], c'est précisément en Russie que nous devons d'*abord* nous *délimiter* de tous ces forbans en proclamant fermement la seule lutte de classe du *s e u l* prolétariat, et ensuite déclarer que nous *appelons tout le monde*, que nous prendrons tout, que nous ferons tout, que nous nous élargirons à tout. Mais la commission « élargit », après avoir oublié de délimiter !! Et on m'accuse d'étroitesse parce que j'exige que cette « délimitation » *passe avant* l'élargissement ?! C'est solliciter les faits, messieurs !!

La lutte qui nous attend inévitablement demain avec les critiques réunis + les messieurs gauchisants des *Rous-*

* Déclaration de principes. (*N.R.*)

skié Viédomosti et du *Rousskoïé Bogatstvo* [21] + les socialistes-révolutionnaires, exigera nécessairement de nous une *délimitation* entre la *lutte de classe* du prolétariat et la « lutte » (en est-ce une ?) de la « masse travailleuse et exploitée ». Les belles phrases prononcées à propos de cette masse sont un atout maître entre les mains de tous ces *unsicheren Kantonisten* *, et la commission joue leur jeu et nous enlève notre arme pour la lutte contre les positions moitié-moitié, à seule fin de souligner une moitié ! Mais n'oubliez pas l'autre !

Rédigé en avril 1902

* Recrues peu sûres. (*N.R.*)

AMENDEMENTS À LA PARTIE AGRAIRE DU PROJET DE PROGRAMME [22]

Je propose d'apporter la modification suivante au 4e point de notre programme agraire : au lieu des mots : « la création de comités paysans (a) pour la restitution aux communautés rurales (soit par expropriation *soit, si les terres ont changé de main, par rachat,* etc.) des terres », etc.,

écrire :

« la création de comités paysans (a) pour la restitution aux communautés rurales (par expropriation) des terres qui... », etc.,

c'est-à-dire de *supprimer les mots soulignés.*

Je pense que cet amendement doit être fait en vertu des considérations suivantes :

1. Dans le programme agraire nous exposons notre « maximum », nos « revendications sociales révolutionnaires » (voir mes commentaires) [23]. Or, admettre le rachat contredit le caractère social révolutionnaire de toute la revendication.

2. Tant par tradition historique (le rachat de 1861) [24] que par son sens même (cf. le célèbre : « le rachat c'est l'achat » [25]) le « rachat » a un arrière-goût spécifique de mesure bourgeoise et platement vertueuse. Si nous *admettons* le rachat, il n'est pas impossible qu'on s'accroche à

cela pour gâcher tout le fond de notre revendication (et on trouvera pour cette opération plus de gâcheurs qu'il n'en faut) *.

3. Il n'y a pas lieu de craindre « l'injustice » qu'il y aurait à enlever les *otrezki* à des gens qui les ont payés de leurs sous. Nous avons d'ailleurs entouré cette mesure de restitution des *otrezki* de deux conditions strictes. [(1) — « les terres qui ont été détachées en 1861 » et (2) — « qui sont utilisées *maintenant* pour l'asservissement »]. Il est parfaitement juste de confisquer, et sans dédommagement, les propriétés qui servent à l'exploitation *féodale*. (Que l'acheteur d'*otrezki* intente un procès au vendeur, cela ne nous regarde pas.)

4. En admettant le « rachat », nous imposons des paiements *en argent* à ceux des paysans que les prestations de travail maintenaient le plus étroitement au niveau de l'économie naturelle : la brutalité du passage aux *paiements en argent* peut *trop rapidement* ruiner les paysans, ce qui irait à l'encontre de tout l'esprit de notre programme.

5. Si, *à titre d'exception*, il y a lieu de « dédommager » un acheteur d'*otrezki*, cela ne doit en aucun cas se faire aux frais des paysans qui ont un droit moral et historique sur ces parcelles. Le « dédommagement » peut se faire par l'octroi d'un lopin de terre convenable quelque part à la périphérie, etc. ; cela n'est plus notre affaire.

Je prie chacun de donner sa voix : *pour* = pour la suppression du membre de phrase sur le rachat, c'est-à-dire des mots que j'ai soulignés.

Contre = pour laisser sous l'ancienne forme.

1) G.V. —
2) P.B. —
3) V. I. —
4) Berg —
5) A. N. —
6) Frey — pour

Rédigé en avril 1902

* En admettant le rachat, nous *ravalons* la restitution des *otrezki*, mesure révolutionnaire d'urgence, au niveau de la plus banale des « réformes ».

SYMPTÔMES DE BANQUEROUTE

Une année seulement s'est écoulée depuis que la balle de Karpovitch, en abattant Bogoliépov [26], a fait place nette pour le « nouveau cours » de la politique universitaire du gouvernement. Au long de cette année, nous avons observé successivement une poussée inhabituelle de mécontentement de l'opinion, une amabilité inhabituelle dans le ton des discours de nos gouvernants, un engouement, hélas, trop habituel du public pour ces nouveaux discours, engouement qui a gagné aussi une bonne partie des étudiants, et enfin, à la suite de la réalisation des mirifiques promesses de Vannovski, une nouvelle explosion de colère des étudiants. Ceux qui s'attendaient au printemps dernier à une « ère nouvelle » et croyaient sérieusement que l'adjudant tsariste réaliserait ne serait-ce qu'à petite dose les aspirations des étudiants et du public, les libéraux russes, en un mot, doivent se rendre compte maintenant qu'ils avaient grandement tort de faire une fois de plus crédit au gouvernement, qu'il était vraiment peu raisonnable d'arrêter le mouvement pour la réforme, qui avait commencé à prendre au printemps des proportions considérables, et de se laisser bercer par les chansons doucereuses des sirènes gouvernementales. Alors que la promesse de réintégrer dans les universités toutes les victimes de l'année dernière est tombée à l'eau, que, par une série de nouvelles mesures réactionnaires, un défi a été lancé à tous ceux qui réclamaient une véritable réforme des règlements scolaires, qu'une série de matraquages s'est abattue sur les manifestants qui exigeaient du failli éhonté le respect des engagements qu'il avait

pris, le gouvernement, dans sa « compatissante sollicitude », publie dans un but d'« apaisement » des « règles provisoires »[27] sur les organisations d'étudiants, et..., en fait d'« apaisement », obtient le tableau d'une flambée générale de « désordres » s'emparant à nouveau de tous les établissements d'enseignement.

Nous autres révolutionnaires, nous n'avons pas cru une minute au sérieux des réformes promises par Vannovski. Nous n'avons cessé de répéter aux libéraux que les circulaires du « charitable » général et les rescrits de Nicolas le Fourbe[28] ne constituent qu'une nouvelle manifestation de cette même politique libérale en laquelle l'autocratie a eu le temps de devenir experte depuis quarante années de lutte contre « l'ennemi intérieur », c'est-à-dire contre tous les éléments progressistes de Russie. Nous avons mis les libéraux en garde contre les « rêves extravagants » auxquels ils ont commencé à s'abandonner dès les premiers pas du gouvernement dans le sens du « nouveau cours », nous avons dévoilé l'hypocrisie notoire des promesses gouvernementales, et nous avons dit à l'opinion : si ton adversaire est ébranlé par la première attaque sérieuse, ne te lasse pas de lui porter de nouveaux coups, redouble leur force et leur fréquence... Ce semblant de droit à s'organiser qui est offert maintenant aux étudiants par les « règles provisoires » avait été prédit par les révolutionnaires dès qu'on a commencé à parler de ce nouveau cadeau du gouvernement. Nous savions ce qu'on pouvait et devait attendre de l'autocratie et de ses tentatives de réforme. Nous savions que Vannovski n'« apaiserait » rien ni personne, qu'il ne satisferait aucun espoir de progrès et que les « désordres » recommenceraient inévitablement sous une forme ou sous une autre.

Une année s'est écoulée, et on en est toujours au point mort. Les établissements d'enseignement supérieur qui conviennent à un Etat policé refusent à nouveau de fonctionner. De nouveau des dizaines de milliers de jeunes sont privés d'une existence normale, et de nouveau se pose à l'opinion la même question : « et maintenant ? ».

Une nette majorité d'étudiants refuse les « règles provisoires » et les organisations qu'elles autorisent. Avec plus de résolution que de coutume, les professeurs expriment

un franc mécontentement de ce cadeau du gouvernement. Et il n'est certes pas besoin d'être révolutionnaire ni radical pour reconnaître que cette « réforme », pour autant qu'elle mérite ce nom, si elle ne donne rien aux étudiants qui ressemble à la liberté, n'est pas non plus capable de ramener le calme dans la vie universitaire. N'est-il pas clair en effet au premier coup d'œil que ces « règles provisoires » créent d'avance toute une série de prétextes à des heurts entre les étudiants et les autorités ? N'est-il pas évident que l'application de ces règles menacera de faire de chaque réunion, convoquée *légalement* pour le motif le plus pacifique, le point de départ de nouveaux « désordres » ? Peut-on douter par exemple que l'inspection, qui exerce les fonctions de police, doive éternellement, en présidant les réunions, irriter les uns, provoquer la colère des autres, inspirer aux troisièmes la peur d'ouvrir la bouche ? Et n'est-il pas clair que les étudiants russes ne sauront tolérer que les sujets débattus à ces réunions soient brutalement déterminés par le « jugement » de l'autorité ?

Or, le « droit » de réunion et d'organisation accordé par le gouvernement sous la forme absurde créée par les « règles provisoires » est le *maximum* de ce que l'autocratie peut donner aux étudiants en restant ce qu'elle est. Tout autre pas dans cette direction serait un suicide, il romprait l'équilibre sur lequel reposent les rapports du pouvoir avec ses « sujets ». Ou bien se résigner à ce maximum supportable pour le gouvernement, ou bien renforcer le caractère *politique*, *révolutionnaire* de leur protestation, tel est le dilemme qui se pose aux étudiants. La majorité d'entre eux adopte la seconde solution. La note révolutionnaire sonne plus haut que jamais dans leurs appels et leurs résolutions. La politique d'alternance des répressions féroces et des baisers de Judas agit à sa manière et radicalise la masse estudiantine.

Oui, les étudiants ont résolu d'une manière ou d'une autre la question qui se posait à eux, et se sont déclarés prêts à reprendre les armes mises de côté (sous l'influence des berceuses qu'on leur avait chantées). Mais que va donc faire le public, qui risque fort de s'être assoupi au son de ces chants trompeurs ? Pourquoi continue-t-elle à se taire et à « sympathiser en cachette » ? Pourquoi n'entend-

on rien de *ses* protestations, de *son* soutien actif de l'agitation qui a repris ? Serait-il prêt à attendre « tranquillement » que se produisent les événements tragiques qui ont inévitablement accompagné jusqu'ici les mouvements d'étudiants ? Est-il possible qu'il se cantonne dans le rôle pitoyable de dénombreur des victimes de la lutte et de spectateur passif de ses tableaux bouleversants ? Pourquoi la voix des « pères » ne se fait-elle pas entendre lorsque les « enfants » proclament sans équivoque leur intention de consentir de nouveaux sacrifices sur l'autel de la liberté russe ? Pourquoi la société russe ne soutient-elle pas les étudiants, au moins comme l'ont déjà fait les ouvriers ? Ce ne sont pas les fils ni les frères des prolétaires qui étudient dans les grandes écoles ; et pourtant à Kiev, à Kharkov, à Ekatérinoslav, les ouvriers ont proclamé ouvertement leur sympathie pour les protestataires, au mépris de toutes les « mesures préventives » des pouvoirs de police, malgré leurs menaces de faire donner la troupe contre les manifestants. Est-il possible que cette preuve d'idéalisme révolutionnaire du prolétariat russe n'ait pas d'influence sur le comportement de la société, vitalement et directement intéressée au sort des étudiants, et ne la pousse pas à protester avec énergie ?

Les « désordres » étudiants de cette année commencent sous d'assez heureux augures. La sympathie de la « foule », de la « rue » leur est assurée. La société libérale commettrait une erreur criminelle si elle ne faisait pas tous les efforts pour prêter *en temps voulu* son soutien aux étudiants, démoraliser ainsi définitivement le gouvernement et le contraindre à des concessions effectives.

L'avenir immédiat montrera dans quelle mesure la société libérale russe est apte à jouer ce rôle. De la solution de cette question dépend dans une large mesure l'aboutissement du mouvement étudiant d'aujourd'hui. Mais quel que soit cet aboutissement, une chose reste certaine : l'agitation qui renaît parmi les étudiants, après une si courte période de calme, constitue un symptôme de banqueroute politique du régime actuel. Voilà trois ans que l'université ne peut reprendre une vie normale, les études vont cahincaha, l'un des rouages de la machine de l'Etat cesse de fonctionner, et, après quelques tours à vide, s'arrête de nouveau

pour longtemps. Et il ne peut y avoir aucun doute maintenant que dans les limites du régime politique actuel, il n'existe pas de moyen de guérir cette maladie. Feu Bogoliépov avait tenté de sauver la patrie par un remède « héroïque » emprunté à l'arsenal de la médecine antédiluvienne, « à la Nicolas Ier ». On sait ce qu'il résulta de l'emploi de ce remède. Aller plus loin dans *cette* direction est évidemment impossible. Avec les étudiants, la politique des avances a fait maintenant fiasco. Or, à part la force ou les avances, il n'y a pas de troisième voie. Et chaque nouvelle manifestation de cette banqueroute certaine du régime actuel va miner ses bases de plus en plus profondément, privant le gouvernement de toute autorité aux yeux des gens indifférents, et multipliant le nombre de ceux qui prendront conscience de la nécessité de lutter contre lui.

Oui, la banqueroute de l'autocratie est certaine, et celle-ci se hâte de la faire connaître au monde entier. N'est-ce pas une déclaration de faillite que cette proclamation de l'« état d'urgence » dans un bon tiers de l'Empire, alors qu'au même moment les pouvoirs locaux dans tous les coins de la Russie publient des « décisions impératives » défendant sous peine de châtiments recrus des actes par ailleurs interdits déjà par les lois russes ? Par leur nature même, toutes les règles d'exception suspendant la validité de lois générales ne sont supposées valables que pour un temps et un territoire limités. On admet que des conditions extraordinaires exigent la mise en vigueur provisoire en un lieu déterminé de mesures extraordinaires, afin de rétablir l'équilibre qui permet le libre jeu des lois générales. Tel est le raisonnement des représentants du régime actuel. Voilà déjà 20 années et plus que l'état d'urgence a été mis en vigueur, 20 années pendant lesquelles il a joué dans les principaux centres de l'Empire sans apporter d'« apaisement » au pays ni rétablir l'ordre social. Après 20 ans d'application de ce puissant médicament, il s'avère que la maladie d'« incivisme » pour laquelle il a été créé s'est répandue si loin et s'est enracinée si profondément qu'il faut maintenant étendre son application à toutes les villes et à tous les centres ouvriers de quelque importance ! N'est-ce pas là une banqueroute déclarée ouvertement par le failli lui-même ? Les défenseurs convaincus du régime actuel (il y en a

sans aucun doute) doivent être effrayés à la pensée que peu à peu la population s'est habituée à ce puissant remède et qu'elle devient insensible à l'injection de nouvelles doses.

Et en même temps, cette fois indépendamment de la volonté du gouvernement, la banqueroute de sa politique *économique* devient évidente. L'économie de rapaces de l'autocratie s'appuyait sur une monstrueuse exploitation des paysans. Cette économie entraînait inévitablement des famines répétées chez les paysans de diverses localités. En ces moments l'Etat-rapace tentait de se donner aux yeux de la population le beau rôle de père nourricier du peuple dépouillé par lui. Depuis 1891, les famines sont devenues gigantesques par le nombre des victimes, et elles se succèdent presque sans interruption depuis 1897. En 1892, Tolstoï disait avec une ironie féroce que « le parasite se dispose à alimenter la plante du suc de laquelle il se nourrit » [29]. C'était en effet une idée absurde. Aujourd'hui les temps ont changé, et la famine étant devenue un état normal à la campagne, notre parasite est moins préoccupé par la pensée utopique de donner à manger à la paysannerie dépouillée que de déclarer cette même pensée crime contre l'Etat. Le but est atteint : l'immense famine d'aujourd'hui se déroule dans un silence de mort, inhabituel même pour la Russie. On n'entend pas les gémissements des paysans affamés, aucune initiative sociale n'essaye de lutter contre la faim, les journaux taisent ce qui se passe à la campagne. Silence enviable, mais MM. les Sipiaguine ne sentent-ils pas que cette tranquillité rappelle fort le calme qui précède l'orage ?

Le régime, qui s'est appuyé de tout temps sur le soutien passif de millions de paysans, a conduit ceux-ci à une situation telle que, des années durant, ils se trouvent hors d'état de manger à leur faim. Cette banqueroute *sociale* de la monarchie de MM. les Fourbe n'est pas moins instructive que sa banqueroute *politique*.

Quand donc aura lieu la liquidation des biens de notre failli éhonté ? Réussira-t-il longtemps à vivre au jour le jour en rapiéçant les trous de son budget politique et financier avec la peau du corps vivant du peuple ? La durée plus ou moins grande du délai que l'histoire donnera à notre failli dépendra de nombreux facteurs ; mais l'un des plus importants sera le degré d'activité révolutionnaire

dont feront preuve ceux qui auront pris conscience de la faillite totale du régime actuel. Sa décomposition est extrêmement avancée, et elle a précédé de beaucoup la *mobilisation politique* des éléments sociaux à qui il appartient d'en être les fossoyeurs. Le plus probable est que cette mobilisation politique sera accomplie par la social-démocratie révolutionnaire, qui seule sera à même de porter le coup mortel à l'autocratie. La nouvelle bataille qui met aux prises les étudiants et le gouvernement nous donne à tous la possibilité et nous impose le devoir d'accélérer cette mobilisation de toutes les forces sociales hostiles à l'autocratie. Dans la vie politique, les mois de guerre valent des années aux yeux de l'histoire. Et le temps que nous vivons est effectivement un temps de guerre.

L'« Iskra » n° 17, 15 février 1902 *Conforme au texte du journal*

LA VIE ÉCONOMIQUE DE LA RUSSIE

Sous ce titre général, nous avons l'intention de publier périodiquement, à mesure que nous recueillerons les documents, des articles et des notes consacrés à l'examen d'un point de vue marxiste de tous les aspects de la vie et du développement économiques de la Russie. Maintenant que l'*Iskra* [30] a commencé à sortir deux fois par mois, l'absence d'une telle rubrique se fait particulièrement sentir. Mais nous devons à ce sujet attirer l'attention la plus sérieuse de tous les camarades et personnes s'intéressant à nos publications sur le fait que pour tenir (de façon tant soit peu correcte) cette rubrique, il faut disposer d'une très riche documentation ; or à cet égard, notre rédaction se trouve placée dans les conditions les plus déplorables. Celui qui écrit légalement ne peut se faire une idée des obstacles parfois les plus élémentaires contre lesquels se brisent les intentions et les désirs de l'écrivain « clandestin ». N'oubliez pas, messieurs, que nous ne pouvons pas nous rendre à la bibliothèque publique impériale, où des dizaines et des centaines de journaux locaux et de publications spéciales sont au service du journaliste. Or, les renseignements nécessaires à une rubrique économique qui puisse convenir à un « journal », c'est-à-dire tant soit peu vivante, actuelle, intéressante et pour le lecteur et pour l'écrivain, ces renseignements sont éparpillés justement dans les petites feuilles locales et dans les publications spécialisées dont la majorité est soit hors de prix, soit exclue de la vente (publications gouvernementales, des zemstvos, médicales, etc.). C'est pour-

quoi la tenue à un niveau tant soit peu convenable d'une rubrique économique n'est possible qu'à la *seule* condition que *tous les lecteurs* du journal illégal agissent conformément à la règle : « que chacun donne un fil, et le gueux sera vêtu ». Et sans fausse honte, la rédaction de l'*Iskra* doit reconnaître que sous ce rapport elle va pratiquement nue. Nous sommes certains que la masse de nos lecteurs a la possibilité de suivre et suit effectivement « pour sa propre information » les publications locales et spécialisées les plus diverses. Mais c'est seulement lorsque *chaque* lecteur, *chaque fois* qu'il rencontrera un renseignement intéressant se demandera si la rédaction de *notre* journal en a connaissance et s'il a fait quelque chose pour la lui faire parvenir, que nous obtiendrons que tous les événements importants de la vie économique de la Russie soient jugés non seulement du point de vue des encenseurs officiels, genre *Novoïé Vrémia* [31] ou Witte, non seulement dans le goût des lamentations traditionnelles des libéraux populistes, mais aussi du point de vue de la social-démocratie révolutionnaire.

Bien, et maintenant, après ces lamentations non libérales, venons-en au fait.

1. LES CAISSES D'ÉPARGNE

Ces temps derniers, les caisses d'épargne sont un des sujets préférés des thuriféraires. En usent d'ailleurs non seulement les laudateurs du modèle Witte, mais aussi les « critiques ». Les David et les Hertz, les Tchernov et les Boulgakov, les Prokopovitch et les Totomiantz, en un mot tous les partisans de la « critique du marxisme » à la mode (sans parler des graves professeurs, les Kabloukov et les Karychev) reprennent sur tous les tons : « ces orthodoxes parlent de concentration du capital ! Et voilà qu'à elles seules les caisses d'épargne nous prouvent la décentralisation du capital. Ils parlent sans cesse de l'accroissement de la misère ! Et nous voyons en réalité l'accroissement de la petite épargne populaire ».

Prenons les données officielles sur les caisses d'épargne russes en 1899 [32], qui nous ont été envoyées par un

sympathisant, et regardons-les de plus près. En 1899, il y avait en tout en Russie 4 781 caisses d'épargne de l'Etat, dont 3 718 dans les bureaux de poste et 84 dans les usines. En cinq ans (de 1895 à 1899), le nombre des caisses s'est accru de 1 189, c'est-à-dire du tiers. Dans le même temps, le nombre des déposants est passé de 1 664 000 à 3 145 000, c'est-à-dire qu'il a augmenté de près d'un million et demi (89 %), et le montant des dépôts est passé de 330 à 608 000 000 de roubles soit une augmentation de 278 millions de roubles ou 84 %. A ce qu'il paraît, il y aurait donc un énorme accroissement de l'« épargne populaire » ?

Cependant, certains faits sautent aux yeux. D'une part, on sait d'après les publications sur les caisses d'épargne qu'au cours des années 80 et du début des années 90, c'est pendant *la période de famine*, c'est-à-dire en 1891 et 1892, que le montant des dépôts s'est accru *le plus rapidement*. D'autre part, nous savons que pendant toute cette période, qui couvre les années 80 et 90, parallèlement à l'augmentation de l'« épargne populaire », on a vu s'accélérer brusquement le glissement de la paysannerie vers la misère, la ruine et la famine. Pour comprendre comment peuvent coexister ces phénomènes contradictoires, il suffit de rappeler que la plus importante particularité de la vie économique russe pendant cette période est le *développement de l'économie monétaire*. Quant à l'augmentation des dépôts dans les caisses d'épargne, elle ne signifie pas du tout un accroissement de l'épargne « populaire » en général, mais seulement un accroissement (et parfois même simplement une concentration dans les établissements centraux) de l'« épargne » *en argent*. Dans la paysannerie par exemple, lors du passage de l'économie naturelle à l'économie monétaire, l'épargne en argent peut très bien *augmenter en même temps que diminue* le montant total de l'épargne « populaire ». Le paysan de vieille souche gardait ses économies dans un bas de laine quand elles consistaient en argent, mais la plus grande partie de ces économies était constituée de blé, de fourrages, de toile, de bois, et autres objets « en nature ». Aujourd'hui le paysan ruiné ou en voie de l'être n'a plus d'économies ni en nature ni en argent, tandis qu'une infime minorité de paysans qui s'enrichissent accumule une épargne en argent qui commence à entrer dans

les caisses d'épargne de l'Etat. Nous expliquons ainsi parfaitement qu'à côté de l'extension de la famine il y ait un accroissement des dépôts, qui indique non pas une élévation du bien-être du peuple, mais une élimination de la vieille paysannerie indépendante par la nouvelle bourgeoisie rurale, c'est-à-dire par les moujiks aisés qui ne peuvent conduire leur exploitation sans louer des valets de ferme ou des journaliers.

La répartition des déposants par professions constitue une intéressante confirmation indirecte de ce que nous venons de dire. Ces données concernent les possesseurs de près de 3 millions (2 942 000) de livrets portant 545 millions de roubles de dépôts. Le dépôt moyen est égal à 185 roubles, somme qui, comme vous le voyez, montre clairement la prédominance parmi les déposants de ceux qui constituent l'infime minorité du peuple russe, les « chanceux » qui possèdent un patrimoine ou des biens acquis par eux-mêmes. Les plus gros déposants appartiennent au *clergé* : 46 millions de roubles sur 137 000 livrets, soit 333 roubles par livret. Le soin de sauver les âmes des fidèles n'est apparemment pas une mauvaise affaire... Ensuite, viennent les *propriétaires terriens* : 9 millions de roubles sur 36 000 livrets, soit 268 roubles par livret ; ensuite les *commerçants* : 59 millions de roubles sur 268 000 livrets, soit 222 roubles par livret ; ensuite les officiers, 219 roubles par livret, les fonctionnaires civils, 202 roubles. Ce n'est qu'à la sixième place qu'on trouve « agriculture et artisanat rural » : 640 000 livrets pour une somme de 126 millions de roubles, c'est-à-dire 197 roubles par livret ; ensuite « employés d'un établissement privé » : 196 roubles ; « divers » : 186 roubles ; artisanat urbain : 159 roubles ; « gens de maisons » : 143 roubles ; *travail en usine* : 136 roubles, et à la dernière place « militaires de grades inférieurs » : 86 roubles.

Ainsi, les ouvriers d'usine occupent en fait la *dernière* place pour le montant des économies (en ne comptant pas les soldats entretenus aux frais de l'Etat) ! Même les domestiques ont une épargne moyenne plus élevée (143 roubles par livret contre 136) et fournissent un beaucoup plus grand nombre de déposants. Les domestiques ont en effet 333 000 livrets pour une somme de 48 millions de roubles et les

ouvriers d'usine 157 000 livrets pour une somme de 21 millions de roubles. Le prolétariat, qui crée toute la richesse de notre aristocratie et de nos gros bonnets, est placé dans des conditions plus mauvaises que leurs serviteurs personnels ! Du nombre total des ouvriers d'usine russes (deux millions au moins) à peu près le *sixième* seulement a la possibilité de déposer ne serait-ce que des sommes très faibles dans les caisses d'épargne [33], et cela malgré que le revenu des ouvriers soit constitué exclusivement d'argent et qu'il leur faille souvent entretenir une famille à la campagne, de sorte que leurs dépôts, pour la plupart, ne sont pas du tout de l'« épargne » au sens propre du terme, mais seulement des sommes *mises de côté* jusqu'au prochain envoi à la maison, etc. Nous ne parlons même pas du fait que dans la rubrique « travail en usine » entrent sans doute les employés, les contremaîtres, les surveillants, en un mot tout autre chose que des ouvriers.

En ce qui concerne les paysans, si on considère qu'ils forment le gros de la rubrique « agriculture et artisanat rural », le montant moyen de leurs dépôts est, comme nous l'avons vu, plus élevé même que celui des gens employés dans un établissement privé et surpasse nettement l'épargne moyenne de l'« artisanat urbain » (c'est-à-dire probablement des boutiquiers, des artisans, des concierges, etc.). De toute évidence, ces 640 000 paysans (pour un total de 10 millions de feux ou familles) avec leurs 126 millions de roubles dans les caisses d'épargne appartiennent exclusivement à la *bourgeoisie paysanne*. C'est uniquement à cette catégorie et peut-être aux paysans qui s'en rapprochent le plus que se rapportent les données sur le progrès de l'agriculture, l'expansion du machinisme, l'élévation de la culture de la terre et du niveau de vie, etc., données que mettent en avant les Witte pour démontrer, contre les socialistes, l'« accroissement du bien-être populaire », et MM. les libéraux (et les « critiques »), pour réfuter le « dogme marxiste » sur la mort et la décadence de la petite production agricole. Ces messieurs ne remarquent pas (ou feignent de ne pas remarquer) que la décadence de la petite production s'exprime justement par le fait que des petits producteurs sort un nombre infime de gens enrichis par la ruine de la masse.

Le classement des déposants selon l'importance de leurs dépôts est encore plus intéressant. En gros cette répartition est la suivante : sur trois millions de déposants un million d'entre eux ont des dépôts *inférieurs à 25 roubles.* Ils possèdent en tout 7 millions de roubles (sur 545 millions, soit 12 kopecks par 10 roubles de montant total des dépôts !). La moyenne de leur dépôt est de *sept roubles.* Autrement dit, les véritables petits épargnants qui constituent *le tiers* du nombre total ne possèdent que 1/83 des dépôts. Ensuite, les épargnants qui possèdent de 25 à 100 roubles constituent le cinquième du nombre total (600 000) et ont en tout 36 millions de roubles, soit 55 roubles chacun en moyenne. En réunissant ces deux groupes, on voit que *plus de la moitié* des déposants (1,6 million sur 3) ne possède que 42 millions de roubles sur 545, soit le 1/12. Parmi les autres, les déposants aisés, un million possède de 100 à 500 roubles, et ils ont en tout 209 millions de roubles, soit 223 roubles par personne. 400 000 titulaires de livrets ont chacun plus de 500 roubles ; ils possèdent en tout 293 millions, soit 762 roubles par personne. Par conséquent, ces gens, qui sont évidemment riches, et qui constituent *moins* de 1/7 du nombre total des déposants, possèdent *plus de la moitié* (54%) de tout le capital.

Ainsi, la *concentration du capital* dans la société actuelle, la misère de la masse de la population apparaissent avec force dans l'institution même qui est spécialement prévue pour le « petit frère », pour le gagne-petit, puisque le montant des dépôts est limité par la loi à 1 000 roubles. Et on remarquera que cette concentration des biens, propre à toute société capitaliste, est plus nette encore dans les pays avancés malgré la grande « démocratisation » de leurs caisses d'épargne. En France, par exemple, au 31 décembre 1899, il y avait 10,5 millions de livrets dans les caisses d'épargne pour une somme de 4 337 millions de francs (le franc vaut un peu moins de 40 kopecks). Cela donne en moyenne pour chaque livret 412 francs ou près de 160 roubles, c'est-à-dire *moins* que la moyenne des dépôts dans les caisses d'épargne russes. Le nombre des petits épargnants en France est aussi relativement plus grand qu'en Russie : près du tiers des déposants (3 millions 1/3) possèdent des dépôts inférieurs à 20 frs (8 roubles), soit en moyenne

13 francs (5 roubles) par personne. Sur la somme totale de 4 337 millions de francs, ces épargnants n'ont que 35 millions, c'est-à-dire 1/125. Les déposants ayant jusqu'à 100 francs constituent un peu plus de la moitié du nombre total (5,3 millions) et ils possèdent en tout 143 millions de francs, c'est-à-dire 1/33 de la somme totale. Inversement, les déposants qui ont 1 000 francs et plus (400 roubles et au-dessus), et qui constituent *moins du cinquième* (18,5%) du nombre total des déposants, réunissent *plus des deux tiers* (68,7 %) du montant total des dépôts, soit 2 979 millions de francs sur 4 337.

Ainsi, le lecteur a maintenant des pièces pour juger du raisonnement de nos « critiques ». Un même fait : l'énorme accroissement des dépôts dans les caisses d'épargne et l'augmentation en particulier du nombre des petits déposants, est interprété de façon différente. Le « critique du marxisme » dit : le bien-être populaire augmente, la décentralisation du capital s'accentue. Le socialiste dit : il se produit une évolution de l'« épargne naturelle » en épargne monétaire, le nombre des paysans aisés qui se transforment en bourgeois et transforment leurs économies en capital augmente. On voit croître incomparablement plus vite le nombre des paysans rejetés dans le prolétariat, qui vit de la vente de sa force de travail et met (voire provisoirement) des parcelles de ses minuscules revenus à la caisse d'épargne. Le grand nombre de petits déposants prouve justement le grand nombre de miséreux dans la société capitaliste, car la part de ces petits déposants dans la somme totale des dépôts est infime.

On se demande ce qui distingue le « critique » du bourgeois le plus ordinaire.

Poursuivons. Voyons à quel emploi sont affectés et de quelle manière les capitaux des caisses d'épargne. En Russie, ces capitaux renforcent avant tout la puissance de l'Etat militaire et policier bourgeois. Le gouvernement du tsar (comme nous l'avons déjà montré dans l'éditorial du n° 15 de l'*Iskra*)* dispose de ces capitaux sans plus de contrôle que des autres biens du peuple qui lui tombent entre

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, pp. 337-342. (*N.R.*)

les mains. Il « emprunte » tranquillement sur ces capitaux des centaines de millions pour payer ses expéditions chinoises, pour faire l'aumône aux capitalistes et aux propriétaires terriens, pour réarmer ses troupes, agrandir sa flotte, etc. Ainsi par exemple : en 1899, sur les 679 millions de roubles déposés dans les caisses d'épargne, 613 millions se trouvaient en titres, soit : 230 millions en *emprunts d'Etat*, 215 millions en titres hypothécaires des banques agricoles et 168 millions en emprunts des chemins de fer.

Le Trésor réalise une opération très fructueuse : premièrement, il couvre toutes les dépenses des caisses d'épargne et obtient un bénéfice net (jusqu'à présent versé au capital de réserve des caisses d'épargne) ; deuxièmement, il *oblige* les déposants à couvrir les déficits de notre économie nationale (il les oblige à prêter de l'argent au Trésor). En moyenne, de 1894 à 1899, les versements dans les caisses d'épargne se sont montés à 250 millions par an et les retraits à 200 millions. Cela donne donc *cinquante millions* par an pour rapiécer à coups d'emprunts les trous dans la bourse de l'Etat, qu'il faut être manchot pour ne pas piller. Allez donc craindre que l'argent gaspillé pour les guerres ou pour les aumônes aux larbins de la cour, aux propriétaires fonciers et aux fabricants, vous mette en déficit ! Avec l'« épargne populaire » on peut toujours couvrir une bonne somme !

Remarquons entre parenthèses que le Trésor fait une bonne affaire en partie parce qu'il diminue constamment l'intérêt sur les dépôts en argent et que cet intérêt reste inférieur à l'intérêt sur les titres. En 1894 par exemple, l'intérêt sur les dépôts en argent était de 4,12 %, sur les titres de 4,34 % ; en 1899, de 3,92 % et de 4,02 %. L'abaissement du taux d'intérêt est, on le sait, un phénomène commun à tous les pays capitalistes et qui démontre de la façon la plus visible et la plus évidente l'accroissement du grand capital et *de la grande production au détriment de la petite*, puisque le taux de l'intérêt est déterminé en fin de compte par le rapport entre le montant total du bénéfice et le montant total du capital investi dans la production. On ne saurait non plus passer sous silence le fait que le Trésor exploite de plus en plus le travail des fonctionnaires des postes et télégraphes : d'abord ils ne s'oc-

cupaient que de la poste, puis on leur a ajouté le télégraphe, et ils sont maintenant chargés en plus des opérations d'encaissement et de paiement de l'épargne (rappelons que sur 4 781 caisses, 3 718 fonctionnent dans les bureaux de poste). L'accroissement effrayant de la tension du travail, l'allongement de la journée de travail, voilà ce que cela signifie pour la masse des petits employés des postes et télégraphes. Quant à leur salaire, le Trésor lésine comme le plus grippe-sous des koulaks : aux employés des catégories les plus basses, aux débutants, on donne littéralement un salaire *de famine* ; de plus, on a établi une échelle hiérarchique interminable avec des paliers espacés de 25 ou 50 kopecks, cependant que la perspective d'une retraite insignifiante, après avoir traîné le boulet pendant 40 ou 50 ans, doit encore plus plier sous le joug ce véritable « prolétariat fonctionnaire ».

Mais revenons à l'usage qu'on fait des capitaux des caisses. Nous avons vu que 215 millions de roubles sont placés par les caisses (selon la volonté du gouvernement russe) en titres hypothécaires des banques agricoles et 168 millions de roubles en emprunts des chemins de fer. Ce fait a donné prétexte à une nouvelle manifestation, très répandue ces derniers temps, de la profondeur de pensée bourgeoise... heu, je veux dire « critique ». Au fond, voyez-vous, nous disent les Bernstein, Hertz, Tchernov, Boulgakov et leurs émules, ce fait montre que les petits déposants dans les caisses d'épargne deviennent *propriétaires des chemins de fer, possesseurs d'hypothèques* sur la terre. En fait, dit-on, même des entreprises aussi purement capitalistes et aussi colossales que les chemins de fer et les banques se décentralisent de plus en plus, se morcèlent, passent entre les mains de petits possédants par le fait qu'ils achètent des actions, des obligations, des hypothèques, etc., en fait, il y a une augmentation du nombre des possédants, du nombre des propriétaires, et ces marxistes bornés qui nous rabâchent la vieille théorie de la concentration et de la paupérisation. Si par exemple les ouvriers d'usine russes ont, d'après les statistiques, 157 000 livrets de caisse d'épargne avec une somme de 21 millions de roubles, environ 5 millions de roubles de cette somme sont placés en emprunts des chemins de fer et environ 8 millions en hypothèques

dans les banques agricoles. Autrement dit, les ouvriers d'usine russes sont pour 5 millions de roubles propriétaires des chemins de fer, et pour 8 millions propriétaires terriens. Et vous venez nous parler de prolétaires ! Ce sont plutôt les ouvriers qui exploitent les propriétaires fonciers, puisque sous forme d'intérêts sur les titres hypothécaires ils reçoivent une partie de la rente, c'est-à-dire une partie de la plus-value.

Tel est bien le raisonnement des modernes critiques du marxisme... Et savez-vous ? Je suis peut-être prêt à partager l'opinion largement répandue selon laquelle il faut saluer la « critique », car elle a mis en mouvement une théorie que l'on disait figée ; j'y suis prêt, mais voici à quelle condition. Les socialistes français ont aiguisé leurs moyens de propagande et d'agitation en analysant les sophismes de Bastiat, les Allemands en débrouillant les sophismes de Schultze-Delitsch [34] ; à nous, les Russes, est échue apparemment la seule compagnie des « critiques », au moins *pour l'instant*. Donc, je suis prêt à crier : « vive la critique ! » *à la condition* que nous, socialistes, introduisions *aussi largement que possible* dans notre propagande et dans notre *agitation parmi les masses* l'analyse de tous les sophismes bourgeois de la « critique » à la mode. D'accord avec cette condition ? Alors topons là ! D'ailleurs, notre bourgeoisie se tait de plus en plus, préférant être défendue par les archanges* du tsar plutôt que par les théoriciens bourgeois, et il nous sera très commode de prendre les « critiques » comme « avocats du diable ».

Par l'intermédiaire des caisses d'épargne, un nombre toujours plus grand d'ouvriers et de petits producteurs deviennent associés des grandes entreprises. C'est un fait indubitable. Toutefois, ce fait ne montre pas une augmentation du nombre des propriétaires, mais 1°) la socialisation croissante du travail dans la société capitaliste et 2°) une soumission croissante de la petite production à la grande. Prenez un petit épargnant russe. On a vu que ceux qui avaient moins de 100 roubles formaient plus de la moitié des déposants, exactement 1 618 000 avec un capital de

* L'équivalent exact des « barbouzes » du français moderne. (*N.R.*)

42 millions de roubles, c'est-à-dire 26 roubles par déposant. Cet épargnant « possède » donc pour 6 roubles de chemin de fer et pour 9 roubles de « biens fonciers ». En devient-il pour autant « possédant » ou « propriétaire » ? Non, il reste prolétaire, contraint de vendre sa force de travail, c'est-à-dire de se faire esclave de ceux qui possèdent les moyens de production. Son « association » aux affaires « des banques et des chemins de fer » montre seulement que le capitalisme lie toujours plus étroitement entre eux les membres de la société et les différentes classes. L'interdépendance entre les divers producteurs était tout à fait négligeable dans l'économie patriarcale ; maintenant elle devient de plus en plus grande. Le travail devient de plus en plus social, et les entreprises de moins en moins « privées », bien que restant toujours *presque entièrement* entre les mains de personnes privées.

Par son association à une grande entreprise le petit déposant se trouve évidemment *lié* à cette entreprise. Qui tire profit de ce lien ? Le grand capital, qui élargit ses opérations, ne paye pas au petit épargnant plus (et lui paye souvent moins) qu'à n'importe quel prêteur, et *dépend d'autant moins* des petits déposants que ceux-ci sont plus *petits* et plus dispersés. Nous avons vu que même dans le capital des caisses d'épargne, la part des petits déposants est extrêmement faible. Combien infime ne sera-t-elle pas alors dans le capital des gros bonnets des chemins de fer et des banques ? En apportant à ces gros bonnets leurs quelques sous, les petits déposants tombent par là même dans une *nouvelle dépendance* à l'égard du grand capital. Pas question de dire leur mot sur l'emploi de ce grand capital ; leur « bénéfice » est si bas qu'il en est ridicule (26 roubles à 4 %=1 rouble par an !). Par contre, en cas de krach ils perdront entièrement leurs malheureux sous. L'abondance de ces petits déposants ne signifie pas une dispersion du grand capital, mais un *renforcement de sa puissance*, puisque même les plus petites miettes de l'épargne « populaire » sont mises à sa disposition. Le petit déposant, par sa participation à une grande entreprise, ne devient pas un propriétaire, jouissant d'une plus grande indépendance, mais un homme *plus dépendant* des gros patrons.

Ce qui découle de l'augmentation du nombre des petits

déposants, ce n'est pas la conclusion rassurante des philistins sur l'accroissement du nombre des possédants, mais une conclusion révolutionnaire sur le renforcement de la dépendance des petits à l'égard des gros, sur l'accentuation de la contradiction entre le caractère de plus en plus social des entreprises et le maintien de la propriété privée des moyens de production. Plus les caisses d'épargne se développent, plus les petits épargnants sont intéressés à la victoire socialiste du prolétariat, qui seule fera d'eux des « associés » et des gérants réels, et non plus fictifs, de la richesse sociale.

L'« Iskra » n° 17, 15 février 1902 *Conforme au texte du journal*

RAPPORT DE LA RÉDACTION DE L'*ISKRA* À LA CONFÉRENCE DES COMITÉS DU P.O.S.D.R. [35]

5 mars 1902.

Camarades ! C'est avant-hier seulement que nous avons reçu avis de la convocation d'une conférence pour le 21 mars ; mais en même temps on nous a informés de façon tout à fait inattendue que le projet initial d'organisation d'une conférence était remplacé par un plan d'organisation d'un congrès du parti. Qui a effectué ce changement brusque et sans motif, nous l'ignorons. Pour notre part, nous le trouvons tout à fait mauvais, nous protestons contre des révisions aussi rapides de décisions intéressant des étapes extrêmement complexes et importantes pour le Parti, et nous conseillons avec insistance le retour au plan initial d'organisation de la conférence.

Pour se convaincre de la nécessité de revenir à cette formule, il suffit à notre avis d'examiner de plus près la liste des questions (*Tagesordnung**) soumises au congrès, qui ne nous a été communiquée elle aussi qu'avant-hier ; nous ne savons d'ailleurs pas s'il s'agit d'un projet de *Tagesordnung* proposé par une organisation seulement ou par plusieurs. Neuf questions y sont inscrites pour être discutées au congrès dans l'ordre suivant (je résume l'exposé des questions) : A) lutte économique ; B) lutte politique ; C) agitation politique ; D) premier mai ; E) attitude à l'é-

* Ordre du jour. (*N.R.*)

gard des éléments d'opposition ; F) attitude à l'égard des groupes révolutionnaires extérieurs au Parti ; G) organisation du parti ; H) organe central et I) représentation étrangère et organisations du parti à l'étranger.

Premièrement, par sa structure et par la formulation des diverses questions, cet ordre du jour donne une impression irrésistible d'« économisme »[36]. Bien entendu, nous ne pensons pas que l'organisation qui l'a proposé s'en tienne toujours à des opinions « économistes » (quoique *jusqu'à un certain point* cela ne soit pas tout à fait impossible), mais nous nous prions les camarades de ne pas oublier qu'il faut compter aussi avec l'opinion publique de la social-démocratie révolutionnaire internationale et avec les restes d'« économisme » encore répandus chez nous. Réfléchissez un peu : le parti d'avant-garde de la lutte politique réunit un congrès au moment de la plus grande tension de toutes les forces révolutionnaires et d'opposition dans le pays, au moment où ces forces passent à un assaut en règle de l'autocratie et voilà que nous mettons soudain en avant la « lutte économique », après laquelle seulement *vient* la « politique » ! ! N'est-ce pas là une copie de l'erreur traditionnelle de nos économistes, pour qui l'agitation politique (ou la lutte) doit suivre l'agitation économique ? Peut-on imaginer un parti social-démocrate européen qui, en pleine période révolutionnaire, s'aviserait de mettre à la première place parmi toutes les questions celle du mouvement syndical ? Ou bien prenez la distinction qui est faite entre la question de l'agitation politique et celle de la lutte politique ! Est-ce qu'on ne voit pas transparaître ici l'erreur habituelle qui oppose l'agitation politique à la lutte politique comme quelque chose de différent en principe, quelque chose qui appartient à un autre stade ? Ou enfin, comment expliquer que les manifestations figurent *avant tout* à l'ordre du jour comme *moyen de lutte économique* ! ? ? Il ne faudrait pas oublier en fait qu'à l'heure actuelle, toute la social-démocratie est accusée d'« économisme » par *toute une série* d'éléments étrangers à la social-démocratie : *Nakanounié*[37], *Vestnik Rousskoï Révolioutsii*, *Svoboda*[38]* et même (et même !) *Rousskoïé Bogatstvo*. Il ne faut pas oublier que,

* Voir le présent tome, p. 289. (*N.R.*)

quelles que soient les résolutions de la conférence, l'ordre du jour lui-même restera déjà un document historique, sur la base duquel on jugera du degré de développement politique de tout notre parti.

Deuxièmement, cet ordre du jour choque par le fait qu'il pose (quelques jours avant le congrès !) des questions qu'on ne peut discuter qu'une fois bien préparées, et si l'on est en mesure de prendre des décisions vraiment nettes, vraiment compréhensibles, sinon il vaut mieux ne pas les discuter du tout pour l'instant. Exemple, les points E et F : attitude envers les tendances d'opposition et autres tendances révolutionnaires. Il est indispensable de discuter d'abord ces questions sous tous les angles, d'y consacrer des exposés, de dégager le sens des diverses interprétations en présence, et c'est seulement alors qu'on pourra adopter des résolutions susceptibles d'apporter réellement quelque chose de nouveau, de servir réellement de *guide* pour tout le Parti, et qui ne répètent pas seulement des phrases toutes faites. Réfléchissez en effet : pouvons-nous en quelques jours élaborer pour les problèmes de l'attitude à l'égard du « groupe révolutionnaire socialiste « Svoboda » ou de la toute dernière nouveauté qu'est le « parti socialiste-révolutionnaire » apparu des solutions circonstanciées, motivées et tenant compte de tous les aspects pratiques du mouvement ? Nous ne parlons même pas de l'impression pour le moins étrange que produira sur tout le monde la mention des groupes révolutionnaires extérieurs au parti alors qu'est passée sous silence une question aussi importante que celle de l'attitude envers le Bund [39] et de la révision des paragraphes de la résolution du premier congrès du parti qui traitent de cette question.

Troisièmement, et c'est le principal, l'ordre du jour souffre d'une lacune impardonnable : la *position de principe* de la social-démocratie révolutionnaire russe d'aujourd'hui et son *programme de parti* sont complètement passés sous silence. A un moment où le monde entier proclame la « crise du marxisme » et où toute la presse libérale russe parle même de sa désagrégation *et* de sa *disparition*, où la question des « deux tendances dans la social-démocratie russe » non seulement est posée mais a déjà pénétré dans maints programmes de lecture systématique, dans les programmes de conférences

des propagandistes et de travail des cercles d'étude personnelle, en un tel moment, passer ces questions sous silence est absolument impossible. Nos adversaires se gaussent de nous, camarades, et cela même dans la *presse* (voir « La veille de la Révolution » de Nadejdine), en disant que nous avons l'habitude de « rendre compte par compte rendu : tout va pour le mieux » !...

Tous ces défauts de l'ordre du jour montrent indiscutablement à notre avis que le projet de transformer en congrès la conférence déjà convoquée n'est pas rationnel. Nous comprenons évidemment à quel point tous ressentent l'absence de Congrès du parti depuis 1898, et combien tentante est l'idée de mettre à profit tous les efforts dépensés pour l'organisation de cette conférence afin de mettre un terme à cette existence d'un « parti sans organismes ». Mais ce serait une très grande erreur que d'oublier, au nom de ces considérations pratiques, que tout le monde attend maintenant d'un Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie des décisions qui soient à la hauteur de *tous* les problèmes révolutionnaires contemporains, que si nous nous dérobons *maintenant*, en un moment aussi critique, nous pourrons enterrer tous les espoirs que forme la social-démocratie de prendre la tête de la lutte politique, qu'il vaut mieux ne pas regarder à une dépense de quelques milliers de roubles et de quelques mois de travail d'organisation préparatoire et utiliser la présente conférence à préparer pour l'été un congrès qui représente réellement *tout le parti*, qui soit capable de résoudre une bonne fois définitivement toutes les questions urgentes dans le domaine de la théorie (programme de principe) et dans le domaine de la lutte politique.

Regardez les socialistes-révolutionnaires qui profitent, de plus en plus, habilement de nos lacunes et progressent au détriment de la social-démocratie. Ils viennent de former un « parti », de fonder un organe *théorique*. Ils ont décidé de créer un journal politique *mensuel*. Que dira-t-on alors des social-démocrates si, *après* cet événement, ils ne sont pas capables à leur congrès d'obtenir *au moins les mêmes* résultats ? Ne risquons-nous pas de provoquer l'impression qu'en ce qui concerne la précision du programme et l'organisation révolutionnaire, les social-démocrates n'ont

pas pu dépasser ce « parti » dont il est notoire qu'il regroupe toutes sortes d'éléments qui restent dans le vague qui s'y complaisent, ou même qui s'y diluent ?

Compte tenu de tout cela, nous pensons que cette réunion des représentants des comités ne doit pas être appelée deuxième congrès ordinaire du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, mais *conférence particulière*, et qu'il faut donner comme *tâche principale et immédiate* à cette conférence d'organiser et de préparer pour l'été de véritables *assises générales du parti* qui soient en état d'adopter un programme, de mettre en route définitivement un organe politique hebdomadaire et en général de réaliser une union totale et effective de tous les comités et même de tous les groupes (d'imprimerie [40] et autres) de social-démocrates sur la base de la fermeté idéologique, de la fidélité aux principes de la social-démocratie révolutionnaire et de la capacité réelle de mener des actions politiques *offensives*.

En partant de cette idée de base, nous nous permettons de soumettre à l'examen des camarades le *Tagesordnung* suivant pour notre conférence :

1. *Résolution de principe*. Dans cette résolution, il est nécessaire de s'élever avec la dernière rigueur contre les fâcheuses tentatives de restreindre notre théorie et nos tâches, tentatives qui tout récemment encore étaient assez largement répandues. En rejetant en termes résolus tout appauvrissement de ce genre, la conférence du parti fera beaucoup pour l'union de principe de tous les social-démocrates et relèvera le prestige ébranlé du marxisme révolutionnaire. Peut-être quelques camarades exprimeront-ils la crainte que la discussion sur la résolution de principe ne prenne une masse de temps et ne porte préjudice à l'examen des questions pratiques ? Nous ne partageons pas du tout ces craintes, car nous pensons que les débats qui se sont prolongés dans la presse illégale ont suffisamment éclairci la question pour que nous puissions rapidement et facilement nous entendre sur les principes de la social-démocratie révolutionnaire. Mais il n'est absolument pas question de faire l'économie d'une résolution de principe.

En outre, si cette question était éliminée du *Tagesordnung* de la conférence, cela n'aurait de toute façon aucun résultat, puisque la discussion des résolutions sur la lut-

te économique, sur la lutte politique, etc., posera obligatoirement cette même question, mais sous une forme plus fragmentaire. C'est pourquoi il sera beaucoup plus rationnel d'en finir d'abord avec cela et au lieu de morceler nos résolutions sur l'agitation politique, les grèves et autres, d'exposer de façon cohérente notre point de vue sur nos tâches fondamentales.

Pour notre part, nous tenterons de tracer les grandes lignes d'un projet de résolution allant dans ce sens et de la mettre en annexe à ce rapport (si nous en avons le temps).

2. *Le deuxième Congrès ordinaire du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.* Nous avons en vue ici une décision préalable (et bien entendu, dans une certaine mesure, hypothétique) concernant la date du Congrès (l'été ou au plus tard l'automne, car il est souhaitable de finir avant le début de la prochaine « saison »), le lieu du Congrès (et il faut examiner ici avec soin les conditions imposées par l'illégalité), les moyens nécessaires pour l'organiser (l'*Iskra* pour sa part serait prête dès maintenant à allouer dans ce but 500 roubles pris sur un don spécial qui lui a été fait ; il est possible que bientôt nous trouvions encore la même somme ou même plus. Il faut voir combien de milliers de roubles cela coûtera à peu près et comment réunir ce qui manquera), enfin les critères généraux de la représentation, qui sera aussi complète que possible (c'est-à-dire que seront représentés les comités préalablement déterminés et les groupes connus, et peut-être les cercles de sociaux-démocrates russes, sans parler de la question relativement facile de la représentation des deux organisations social-démocrates à l'étranger ; il faut établir aussi la marche à suivre pour discuter le problème de l'invitation au congrès des organisations qui se constitueront entre l'époque de la conférence et celle du congrès, etc., etc.).

3. *Election d'un Comité d'organisation.* La tâche de ce Comité serait d'une façon générale de faire appliquer les décisions de la conférence, de préparer et d'organiser le Congrès, d'en fixer définitivement la date et le lieu, d'en assurer l'organisation pratique, de préparer les transports, l'installation d'imprimeries du parti en Russie (avec le concours de l'*Iskra*, deux groupes typographiques locaux

sympathisant à nos publications ont été créés en Russie ; ils ont réussi à éditer les numéros 10 et 11 de l'*Iskra*, les brochures : *Et ensuite* ?, *Le deuxième anniversaire de la grève de chez Morozov*, *Discours de Piotr Alexéiev*, *L'acte d'accusation de l'affaire d'Oboukhov*, etc., ainsi qu'une série de tracts. Nous espérons que les représentants de ces groupes locaux pourront participer aux travaux de la conférence et qu'ils prêteront toute leur assistance à l'accomplissement des tâches communes à tout le parti) et d'aider toutes les organisations locales, syndicales (ouvrières), étudiants, etc., etc. En trois ou quatre mois, ce Comité, soutenu par toutes les organisations, pourrait très bien préparer le terrain pour la formation d'un véritable Comité central capable de diriger *de facto* toute la lutte politique de notre parti.

Compte tenu de la complexité et de la diversité des tâches du comité d'organisation, celui-ci devrait à notre avis être composé d'un nombre pas trop restreint de personnes (5 à 7), auxquelles on proposerait élire un bureau, de se répartir les fonctions et de se réunir plusieurs fois avant le Congrès.

4. *Election d'une commission pour l'élaboration du projet de programme du parti.* Puisque la rédaction de l'*Iskra* (y compris le groupe « Libération du Travail » [41]) travaille depuis longtemps déjà à cette question difficile, nous nous permettons de proposer aux camarades le plan suivant. Nous avons déjà terminé le projet de la partie pratique du programme, y compris le projet de programme agraire, et en outre nous avons établi deux variantes de la partie concernant les principes. Notre délégué fera connaître ces projets à la conférence si cela est jugé utile et si, pour sa part, il n'en est pas empêché. A partir de ces deux variantes, nous sommes en train d'établir un projet unique, que nous ne voudrions évidemment pas publier sous forme de brouillon, c'est-à-dire avant la fin de ce travail. Si la conférence élisait quelques personnes qui se joindraient à notre rédaction pour élaborer le programme, ce serait peut-être la solution la plus pratique.

Pour notre part, nous pouvons en tous cas dès maintenant prendre devant les camarades l'engagement formel de présenter d'ici quelques semaines un projet définitif de pro-

gramme du parti, que nous voudrions d'abord publier dans l'*Iskra* pour le faire connaître à *tous* les camarades et recevoir leurs remarques.

5. *L'organe central.* Compte tenu des énormes difficultés qu'il y a à mettre sur pied un organe périodique sortant régulièrement et suffisamment équipé au point de vue rédactionnel et technique, la conférence, à l'exemple du premier Congrès du parti, devrait probablement arrêter son choix sur l'un des organes existants. Que la question soit résolue ainsi ou qu'on décide de créer un organe entièrement nouveau, il faudra de toute façon confier à une commission spéciale, ou mieux encore au même Comité d'organisation, la préparation de cette question et sa discussion approfondie en commun avec la rédaction existante ou avec la rédaction nouvellement élue.

Il serait à notre avis nécessaire d'inviter à ces discussions le groupe « Libération du Travail », sans la participation et la direction duquel nous ne pouvons imaginer un organe politique valable, ferme sur les principes, et satisfaisant à tous les besoins du mouvement.

Puisqu'il y a déjà eu avant la conférence des tentatives de créer un organe bi-mensuel, le parti devrait prendre comme tâche immédiate la fondation d'un *journal hebdomadaire* : ce serait tout à fait possible si *tous* les social-démocrates russes travaillaient effectivement *en commun* à un tel organe.

6. *Préparation de l'ordre du jour et des rapports pour le congrès du parti.* La conférence devrait en partie prendre sur elle, en partie confier au Comité d'organisation, d'établir cet ordre du jour et *ne pas manquer* de désigner (ou rechercher) des rapporteurs pour chaque question. Les problèmes ne pourront être discutés vraiment sous tous leurs aspects et résolus correctement au congrès que si les rapporteurs sont désignés d'avance (certains rapports pourraient être publiés au préalable en entier ou partiellement et soumis à la discussion dans la presse : par exemple nous espérons bientôt faire paraître l'exposé déjà presque achevé de l'un des membres de la rédaction sur le programme agraire de la social-démocratie russe*, etc.).

* Voir le présent tome, pp. 105-150. (*N.R.*)

7. *Questions pratiques du mouvement*, par exemple (a) discussion et adoption d'un tract pour le 1er Mai (ou bien discussion des projets de tract présentés par l'*Iskra* et d'autres organisations) ;

(b) manifestation du 1er Mai, moment et moyens de l'organiser;

(c) participation du Comité d'organisation à la mise au point des boycottages, des manifestations, etc., et préparation progressive des forces et des moyens du parti et des esprits de ses membres à une insurrection générale ;

(d) questions financières diverses à propos des dépenses qu'entraînera le Comité d'organisation, *etc.*

En terminant notrer apport sur les tâches et le *Tagesordnung* de notre congrès, nous noterons seulement qu'il nous est tout à fait impossible de rédiger un rapport détaillé sur l'activité de l'*Iskra*, en raison du temps très réduit dont nous disposons. Nous devons donc nous en tenir à la brève ébauche ci-dessous.

(N. B.) BROUILLON DE RÉSOLUTION

1. La conférence repousse résolument toutes les tentatives quelles qu'elles soient de faire pénétrer l'opportunisme dans le mouvement révolutionnaire de classe du prolétariat, tentatives qui s'expriment dans la « critique du marxisme », le bernsteinisme [42] et l'« économisme ». Au moment où la bourgeoisie de tous les pays exulte à propos de la fameuse « crise du socialisme », la conférence affirme au nom du Parti ouvrier social-démocrate de Russie sa solidarité avec la social-démocratie révolutionnaire internationale et sa ferme conviction que la social-démocratie sortira de cette crise encore renforcée et prête à une lutte sans merci pour la réalisation de ses grands idéaux.

2. La conférence s'affirme solidaire du Manifeste du Parti ouvrier social-démocrate de Russie [43] et maintient qu'elle considère comme la tâche politique immédiate du parti le renversement de l'autocratie. La conférence déclare que la social-démocratie place au premier plan de son

activité, dirigée vers la réalisation de cette tâche immédiate ainsi que de son but final, l'agitation politique générale appelant le prolétariat à la lutte contre toutes les manifestations d'oppression économique, politique, nationale et sociale, quelle que soit la partie de la population sur laquelle cette oppression s'exerce. La conférence déclare que le parti soutiendra tout mouvement révolutionnaire et d'opposition progressiste dirigé contre le régime politique et social actuel. Comme moyen pratique de lutte, la conférence recommande particulièrement l'organisation de boycottages, de manifestations dans les théâtres et autres, ainsi que de manifestations de masse organisées. La conférence conseille à tous les comités et groupes du parti de prêter attention à la nécessité de mesures préparatoires à une insurrection armée de tout le peuple contre l'autocratie tsariste.

3. La conférence déclare que la social-démocratie russe continuera à diriger la lutte économique du prolétariat, veillera à l'élargir, à la développer en profondeur et à renforcer ses liens idéologiques et structurels avec le mouvement ouvrier social-démocrate, et s'efforcera d'utiliser toute manifestation de cette lutte pour développer la conscience politique du prolétariat et l'entraîner dans la lutte politique. La conférence déclare qu'il n'y a aucune nécessité de mener d'abord l'agitation sur le seul terrain économique, ou de considérer en général que l'agitation économique est le moyen le plus largement applicable pour entraîner les masses dans la lutte politique.

[N. B. : il est très important ici aussi de *prendre* le «*Rabotchéié Diélo*»[44] *sur le fait* une fois de plus !!]

4. (A propos de la paysannerie, peut-être quelque chose dans l'esprit de notre programme agraire ?

J'essayerai de le faire et de l'envoyer ultérieurement.)

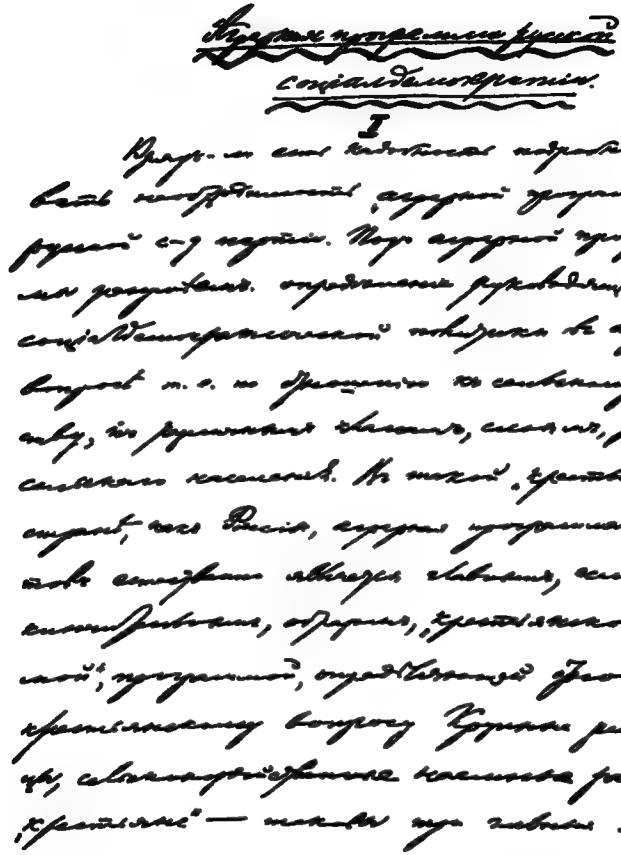
Publié pour la première fois en 1923 dans les « Œuvres de N. Lénine (V. Oulianov) », tome V

Conforme au manuscrit

LE PROGRAMME AGRAIRE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE RUSSE[45]

Rédigé en février et première quinzaine de mars 1902.
Publié pour la première fois en août 1902 dans le n° 4 de la revue « Zaria »
Signé : N. Lénine

Conforme au manuscrit



Première page du manuscrit de V. Lénine « Le programme agraire de la social-démocratie russe ». — 1902

Réduction

I

Il n'est guère besoin de s'attacher longuement à prouver la nécessité d'un « programme agraire » pour le Parti social-démocrate russe. Nous entendons par programme agraire la détermination des principes dirigeants de la politique social-démocrate dans la question agraire, c'est-à-dire en ce qui touche l'agriculture, les classes, couches et groupes divers de la population rurale. Dans un pays « paysan » comme la Russie, le programme agraire des socialistes est naturellement, d'une manière essentielle, sinon exclusive, un « programme paysan », un programme définissant l'attitude à observer face à la question paysanne. Gros propriétaires, ouvriers agricoles salariés et « paysans » : telles sont les trois parties essentielles dont se compose la population rurale de tout pays capitaliste, et en particulier de la Russie. Autant l'attitude des social-démocrates par elle-même est claire et nette à l'égard des deux premières parties constitutives nommées (les propriétaires terriens et les ouvriers), autant est incertaine la notion même de « paysannerie » et, à plus forte raison, notre politique envers les questions essentielles concernant ses conditions de vie et son évolution. Si en Occident, la « question paysanne » est le point crucial du programme agraire des social-démocrates, en Russie, il doit en être ainsi dans une mesure plus importante. Il est d'autant plus nécessaire pour nous, social-démocrates russes, de déterminer de la manière la moins équivoque notre politique dans la question paysanne, que notre tendance est encore toute jeune en Russie et que tout le vieux socia-

lisme russe a été, en fin de compte, un socialisme « paysan ». Il est vrai que la masse des « radicaux » russes qui se donnent comme les gardiens de l'héritage laissé par nos socialistes-populistes de toutes nuances, ne conservent presque rien de socialiste. Mais tous, ils mettent d'autant plus volontiers au premier plan leurs divergences avec nous sur la question « paysanne » qu'il leur est agréable de déguiser le fait que l'on voit déjà apparaître à l'avant-scène de la vie politique et sociale de la Russie la question « ouvrière », qu'ils n'ont dans cette question aucune base solide et que les neuf dixièmes d'entre eux ne sont là-dessus, somme toute, que des social-réformistes bourgeois de la plus commune espèce. Enfin, de nombreux « critiques du marxisme » qui, sous ce dernier rapport, ont presque entièrement fusionné avec les radicaux (ou libéraux ?) russes, s'efforcent eux aussi d'insister précisément sur la question paysanne, au sujet de laquelle le « marxisme orthodoxe » aurait été le plus fortement couvert de honte par les « travaux modernes » des Bernstein, Boulgakov, David, Hertz et même... des Tchernov !

Ensuite, en dehors des malentendus théoriques et de la guerre des tendances « progressistes », les nécessités purement pratiques du mouvement même posent depuis quelque temps le problème de la propagande et de l'agitation à la campagne. Or, il est impossible de les mettre sur pied d'une manière suffisamment sérieuse à une échelle assez vaste sans un programme solidement appuyé sur les principes et politiquement adéquat. Les social-démocrates russes, eux, ont reconnu toute l'importance de la « question paysanne » dès leur apparition comme courant distinct. Rappelons que dans le projet de programme des social-démocrates russes, élaboré par le groupe « Libération du Travail » et paru en 1885, on trouve la revendication d'une « révision radicale des rapports agraires (conditions du rachat et du lotissement des paysans) * ». Dans sa brochure intitulée *Sur les tâches des socialistes dans la lutte contre la famine en Russie* (1892), G. Plékhanov parlait

* Voir le supplément à la brochure de P. Axelrod : *Sur la question des tâches actuelles et de la tactique des social-démocrates russes* Genève 1898.

aussi de la politique social-démocrate dans la question paysanne.

Il est donc tout naturel que dans un de ses premiers numéros (avril 1901, n° 3) l'*Iskra* ait de même publié une esquisse de programme agraire, définissant dans un article intitulé « Le parti ouvrier et la paysannerie » * son attitude envers les principes de la politique agraire des social-démocrates russes. Cet article a plongé dans la perplexité de très nombreux social-démocrates russes ; notre rédaction a reçu un certain nombre de remarques et de lettres à ce sujet. Le point qui a soulevé les objections les plus importantes est celui qui concerne la restitution des *otrezki*, et déjà nous nous proposions d'ouvrir un débat sur ce point dans la *Zaria* lorsque parut le n° 10 du *Rabotchéié Diélo* avec un article de Martynov, analysant entre autres le programme agraire de l'*Iskra*. Le *Rabotchéié Diélo* ayant regroupé une bonne partie des objections les plus fréquentes, nous espérons que nos correspondants ne nous en voudront pas, si, *pour l'instant*, nous nous bornons à répondre à Martynov.

Je souligne *pour l'instant*, et voici pourquoi. L'article de l'*Iskra* a été écrit par un membre de la rédaction ; les autres membres, tout en étant d'accord avec l'auteur sur la manière générale de poser la question, pouvaient naturellement être d'un avis différent quant aux détails, sur divers points. Or, tout notre comité de rédaction (c'est-à-dire le groupe « Libération du Travail » y compris) travaillait à l'établissement d'un projet collectif du programme de notre Parti. La mise au point du projet traînait un peu (soit à cause de différentes affaires du Parti et pour des raisons liées au travail clandestin, soit par suite de la nécessité d'organiser un congrès spécial pour une ample discussion de notre programme) et ne s'est terminée que ces tout derniers temps. Tant que le point concernant la restitution des *otrezki* restait mon opinion personnelle, je ne me hâtais pas de le défendre, car la manière générale de poser la question de notre politique agraire avait pour moi beaucoup plus d'importance que ce point particulier,

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 4. pp. 437-445. (*N.R.*)

qui pouvait encore être rejeté de notre projet commun ou notablement modifié. Maintenant c'est ce projet commun que je vais défendre. Et nous demanderons à notre « ami lecteur », qui s'est donné la peine de nous envoyer sa critique de notre programme agraire, de faire la critique de notre projet commun.

II

Nous citons intégralement la partie « agraire » de ce projet.

« En vue d'éliminer les vestiges du vieux régime féodal et dans l'intérêt d'un libre développement de la lutte de classe à la campagne, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie cherchera à obtenir :

1. l'abolition des indemnités de rachat et des redevances ainsi que de toutes les charges qui retombent actuellement sur la paysannerie en tant que caste taillable ;

2. la suppression de la caution solidaire et de toutes les lois qui empêchent le paysan de disposer pleinement de sa terre ;

3. la restitution au peuple des sommes d'argent qui lui ont été enlevées sous forme d'indemnités de rachat et de redevances ; la confiscation dans ce but des biens des monastères et des apanages, ainsi qu'une taxation spéciale des terres des grands seigneurs terriens ayant bénéficié des prêts de rachat ; le versement des sommes ainsi obtenues à un fonds populaire spécial pour les besoins culturels et de bienfaisance des communautés rurales ;

4. la création de comités paysans :

a) pour la restitution aux communautés rurales (soit par l'expropriation, soit si les terres ont changé de mains, par rachat, etc.) des terres enlevées aux paysans lors de l'abolition du servage (*otrezki*) et qui, entre les mains des propriétaires fonciers, servent d'instrument pour les asservir ;

b) pour l'élimination des vestiges du servage qui subsistent dans l'Oural, dans l'Altaï, dans les régions occidentales et d'autres régions du territoire ;

5. l'octroi aux tribunaux du droit de réduire les prix de fermage excessifs et d'annuler les contrats ayant un caractère asservissant. »

Le lecteur s'étonnera peut-être de l'absence dans le « programme agraire » de toute revendication en faveur des salariés agricoles. Nous dirons à ce propos que ces revendications sont entrées dans la section précédente du programme, celle où figurent les revendications formulées par notre Parti « dans le but de défendre la *classe ouvrière* contre la dégénérescence physique et morale, de même que pour augmenter sa capacité de lutter pour sa libération ». Les mots que nous soulignons embrassent *tous* les ouvriers salariés, y compris les ouvriers agricoles, et *les 16 points* de cette section du programme concernant *également les ouvriers agricoles.*

La réunion des ouvriers industriels et des ouvriers agricoles dans une section commune, en laissant dans la partie « agraire » du programme les seules revendications « paysannes », offre, il est vrai, un inconvénient : les revendications concernant les ouvriers agricoles ne sautent pas aux yeux, ne se dégagent pas immédiatement. Une connaissance superficielle du programme peut même produire une impression tout à fait fausse, à savoir que nous avons à dessein laissé dans l'ombre les revendications concernant des ouvriers agricoles salariés. Inutile de dire que ce serait une impression foncièrement erronée. L'inconvénient indiqué ne revêt au fond qu'un caractère purement superficiel. Il est facile de l'écarter par une étude approfondie du programme et par des commentaires appropriés (et le programme de notre parti, bien entendu, n'« ira dans le peuple » qu'accompagné non seulement de commentaires écrits, mais aussi — ce qui est bien plus important — de commentaires verbaux). Si quelque groupe désire s'adresser spécialement aux ouvriers agricoles, il n'aura qu'à choisir parmi toutes les revendications en faveur des ouvriers celles qui précisément ont le plus d'importance pour les ouvriers agricoles, les journaliers, etc., et les reprendre dans une brochure spéciale, dans un tract ou dans une série d'informations orales.

Au point de vue des principes, la *seule manière juste* de présenter les parties du programme envisagées, serait de rassembler toutes les revendications au profit des ouvriers salariés *dans toutes les branches* de l'économie nationale et de mettre rigoureusement à part, dans une section spé-

ciale, les revendications en faveur des « paysans », car le critère fondamental de ce que nous pouvons et de ce que nous devons exiger dans le premier et dans le second cas, *diffère complètement*. La différence de principe entre les deux parties considérées du programme est exprimée, d'après le projet, dans l'introduction à chaque section.

Nous exigeons en faveur des ouvriers salariés des *réformes* qui les « protègent contre la dégénérescence physique et morale et augmentent leur capacité de lutte » ; par contre, en faveur des paysans, nous exigeons seulement des *réformes* contribuant à l'« élimination des vestiges du vieux régime féodal et au libre développement de la lutte de classe à la campagne ». On voit par là que nos revendications en faveur du paysan sont beaucoup plus limitées, qu'elles sont soumises à des conditions restrictives et placées dans un cadre plus étroit. Vis-à-vis des ouvriers salariés, nous assumons la défense de leurs intérêts *en tant que classe dans la société actuelle* ; cela parce que nous considérons que leur mouvement de classe est le seul mouvement *véritablement* révolutionnaire (cf. dans la partie du programme concernant les principes, ce qui est dit sur l'attitude de la classe ouvrière envers les autres classes), et nous nous efforçons précisément d'organiser ce mouvement, de l'orienter et de projeter sur lui la lumière de la conscience socialiste. Par contre, vis-à-vis de la paysannerie, *nous n'assumons pas du tout* la défense de ses intérêts *en tant que classe de petits propriétaires et d'agriculteurs dans la société actuelle*. Loin de là. « L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », et c'est pourquoi la social-démocratie ne représente *directement* et *intégralement* que les intérêts du seul prolétariat, ne s'efforce de se lier en un tout indissoluble qu'avec son mouvement de classe. Toutes les autres classes de la société contemporaine sont pour la conservation des bases du régime économique existant, et c'est pourquoi la social-démocratie ne peut assumer la défense des intérêts de ces classes que dans certaines circonstances et sous certaines conditions nettement définies. Par exemple, la classe des petits producteurs, petits agriculteurs compris, est dans sa lutte contre la bourgeoisie une classe *réactionnaire*, aussi « vouloir sauver la paysannerie en défendant la petite cul-

ture et la petite propriété contre la poussée du capitalisme, ce serait retarder inutilement l'évolution sociale, duper le paysan en le faisant croire à la possibilité d'un bien-être en régime capitaliste, diviser les classes laborieuses en assurant à une minorité une situation privilégiée aux dépens de la majorité » (*Iskra* n° 3) *. Voilà pourquoi les revendications « paysannes » de notre projet de programme sont subordonnées à *deux conditions très strictes*. Nous faisons dépendre la légitimité des « revendications paysannes » dans le programme social-démocrate de la condition, premièrement, qu'elles conduisent à éliminer les vestiges du régime féodal et, deuxièmement, qu'elles contribuent au libre développement de la lutte de classe à la campagne.

Arrêtons-nous avec plus de détails sur chacune de ces conditions, que nous avons déjà brièvement esquissées dans le n° 3 de l'*Iskra*.

« Les vestiges du vieux régime féodal » sont encore terribles dans nos campagnes. C'est un fait connu de tous. Les prestations de travail et l'asservissement, l'inégalité juridique et civile du paysan, membre d'une caste inférieure, sa subordination au propriétaire foncier comblé de privilèges et autorisé à le punir des verges, ses conditions de vie avilissantes qui font de lui un véritable sauvage, tout cela n'est pas l'exception, mais la règle dans la campagne russe ; tout cela est en fin de compte une survivance directe du régime féodal. Dans les cas et dans les conditions où ce régime se maintient, et pour autant qu'il se maintient, il a pour ennemi *toute la paysannerie dans son ensemble*. A l'égard du régime féodal, des seigneurs féodaux et de l'Etat qui les sert, la paysannerie demeure une *classe*, et une classe non pas de la société capitaliste, mais de la société féodale, c'est-à-dire une classe-caste **. Et *pour au-*

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 4, p. 440. (*N.R.*)

** On sait que dans la société esclavagiste et féodale, les différences de classes s'exprimaient également dans la division de la population en *castes*, chaque classe ayant sa place *juridique* particulière dans l'Etat. C'est pourquoi les classes de la société esclavagiste ou féodale (de même que sous le régime du servage) étaient également des castes distinctes. Au contraire, dans la société capitaliste bourgeoise, tous les citoyens sont juridiquement égaux, les divisions en castes sont abolies (au moins en principe), aussi les classes ont-elles

tant que cet antagonisme de classe entre la « paysannerie » et les propriétaires fonciers privilégiés, propre au régime féodal, subsiste dans nos campagnes, le parti ouvrier doit sans aucun doute se placer du côté de la « paysannerie », doit soutenir sa lutte et l'*inciter à la lutte* contre tous les vestiges du servage.

Nous mettons le mot paysannerie entre guillemets afin de marquer l'existence d'une contradiction absolument certaine : dans la société moderne, la paysannerie n'est naturellement plus une classe unique. Celui qui prend ombrage de cette contradiction, oublie que c'est une contradiction non pas de l'exposé ou de la doctrine, mais de la vie elle-même. Ce n'est pas une contradiction inventée, mais une vivante contradiction dialectique. *Pour autant* que dans nos campagnes, la société basée sur le servage est évincée par la société « moderne » (bourgeoise), la paysannerie cesse de former une seule classe pour se diviser en prolétariat rural et en bourgeoisie rurale (grande, moyenne, petite et très petite). *Pour autant* que les rapports féodaux subsistent encore, la « paysannerie » continue d'être une classe, c'est-à-dire, nous le répétons, une classe de la société non pas bourgeoise, mais féodale. Ce « pour autant » exprime en réalité l'enchevêtrement *très complexe* des rapports féodaux et bourgeois dans les campagnes russes actuellement. Pour reprendre les termes de Marx, la rente en travail, la rente en nature, la rente en argent et la rente capitaliste s'entrelacent chez nous de la façon la plus singulière. Nous soulignons ce fait établi par toutes les recherches économiques sur la Russie, surtout parce qu'il donne, nécessairement et inévitablement, à certaines de nos revendications « agraires » un caractère compliqué, embrouillé, artificiel, si vous voulez qui surprend à première vue beaucoup de gens. Quiconque, dans ses objections, se borne à manifester *globalement* sa désapprobation devant la complexité et la « subtilité » des solutions proposées, oublie qu'*il ne saurait y avoir* de solution simple à des

---

cessé d'être des castes. La division de la société en classes est commune à la société esclavagiste, à la société féodale et à la société bourgeoise, mais dans les deux premières il existe des classes-castes et dans la dernière, des classes et point de castes.

questions aussi embrouillées. Nous sommes tenus de lutter contre tous les vestiges des rapports de servage, cela ne peut faire aucun doute pour un social-démocrate, et comme ces rapports s'enchevêtrent de la manière la plus complexe avec les rapports bourgeois, *force nous est* d'aller, pour ainsi dire, jusqu'au tréfonds de cet embrouillamini, sans reculer devant les difficultés du problème. La solution « simple » ne pourrait être *que celle-ci* : prendre ses distances, traiter par la négligence, laisser à l'« élément spontané » le soin de se débrouiller dans tout ce gâchis. Mais une telle « simplicité », chère à tous les adorateurs bourgeois et « économistes » du spontané, n'est pas digne d'un social-démocrate. Le parti du prolétariat doit non seulement appuyer, mais encore pousser la paysannerie en avant dans sa lutte contre tous les vestiges du servage ; pour ce faire, il ne suffit pas de se borner à des souhaits généraux, il faut donner une direction révolutionnaire précise, il faut savoir *fournir un fil conducteur* dans la confusion des rapports agraires.

III

Afin que le lecteur ait une conscience bien nette de la complexité inévitable de la solution de la question agraire, nous lui demanderons de comparer à cet égard la partie ouvrière et la partie paysanne du programme. Dans la première, toutes les solutions sont extrêmement simples, compréhensibles même pour qui est très peu initié à la question et très peu habitué à réfléchir ; elles sont « naturelles », proches, faciles à réaliser. Dans la seconde, au contraire, la plupart des solutions sont extrêmement compliquées, « incompréhensibles » au premier abord, artificielles, peu vraisemblables, difficiles à réaliser. Comment expliquer cette différence ? Les auteurs du programme auraient-ils, dans le premier cas, raisonné d'une manière lucide et pratique, et se seraient-ils dans le second cas fourvoyés et embrouillés, auraient-ils versé dans le romantisme et la phraséologie ? Une telle explication serait, en vérité, par trop « simple », d'une simplicité puérile, et nous ne nous étonnons pas de ce que Martynov s'en soit emparé. Il n'a pas réfléchi que le développement économique lui-même a facilité et simplifié à l'extrême la solution

pratique des questions ouvrières de détail. Les rapports économiques et sociaux dans le domaine de la grande production capitaliste sont devenus (et deviennent de plus en plus) limpides, clairs et simplifiés au point que les prochains pas en avant se présentent d'eux-mêmes, s'imposent à l'esprit dès le premier coup d'œil. Au contraire, le refoulement du servage par le capitalisme à la campagne a embrouillé et compliqué les rapports économiques et sociaux au point qu'il faut réfléchir beaucoup pour trouver la solution des problèmes pratiques immédiats (dans l'esprit de la social-démocratie révolutionnaire), et l'on n'arrivera pas — on peut l'affirmer à l'avance en toute certitude — à trouver une solution « simple ».

A propos. Puisque nous avons commencé à comparer les parties ouvrière et paysanne du programme, notons encore une différence de principe entre elles. Pour être bref, cette différence pourrait être formulée ainsi : dans la partie ouvrière, nous ne sommes pas en droit de dépasser le cadre des revendications sociales réformistes, dans la partie paysanne, nous ne devons pas reculer même devant les revendications sociales révolutionnaires. Autrement dit : dans la partie ouvrière, nous resterons assurément dans le cadre du programme-minimum ; dans la partie paysanne, nous pouvons et devons formuler un programme-maximum *. Expliquons-nous.

Nous formulons dans les deux parties non pas notre but final, mais nos revendications immédiates. Aussi devons-nous, ici comme là, rester sur le terrain de la société moderne (= bourgeoise). C'est là qu'est la ressemblance entre les deux parties. Mais leur différence radicale, c'est que la partie ouvrière comporte des revendications dirigées contre la *bourgeoisie*, alors que la partie paysanne comporte

* L'objection suivant laquelle la revendication de la restitution des *otrezki* est encore loin de constituer le maximum de nos revendications immédiates en faveur de la paysannerie (ou de nos revendications agraires en général), et que pour cette raison elle n'est pas conséquente, sera examinée plus loin, lorsque nous aborderons les points concrets du programme que nous défendons. Nous affirmons, et nous tâcherons d'en faire la preuve, que la revendication de « restitution des *otrezki* » est le maximum de ce que nous pouvons exiger pour le moment dans notre programme agraire.

des revendications dirigées contre les *seigneurs terriens* (contre les féodaux, aurais-je dit, si l'application de ce terme à notre noblesse foncière n'était pas une question aussi controversée) *. Dans la partie ouvrière, nous devons nous borner à des améliorations *partielles* du régime bourgeois existant. Dans la partie paysanne, nous devons viser à une épuration *complète* de ce régime existant de tous les vestiges du servage. Dans la partie ouvrière, nous ne saurions formuler des revendications dont la signification équivaudrait à briser définitivement la domination de la bourgeoisie : lorsque nous serons arrivés à ce but final, suffisamment souligné dans un autre passage du programme, et que nous ne perdons « pas un seul instant » de vue dans notre lutte pour nos revendications immédiates, alors, comme parti du prolétariat, nous ne nous bornerons plus à des questions concernant la responsabilité des entrepreneurs ou les logements de fabriques ; nous prendrons en main *entièrement* la direction et la gestion de toute la production sociale et, par suite, de la répartition. Au contraire, dans la partie paysanne, nous pouvons et devons formuler des revendications dont la signification équivaudrait à briser définitivement la domination des seigneurs terriens, à épurer complètement notre campagne de toutes les traces de servage. Dans la partie ouvrière des revendications immédiates, nous ne pouvons mettre des revendications sociales révolutionnaires, car une révolution sociale renversant la domination de la bourgeoisie est déjà la révolution du prolétariat réalisant notre but *final*. Dans la partie paysanne, nous formulons en outre des revendications sociales révolutionnaires, car une révolution sociale renversant la domination des seigneurs terriens (c'est-à-dire une révolution sociale de la bourgeoisie semblable à la Révolution française) est possible sur la base de l'ordre bourgeois existant. Dans la partie ouvrière, nous restons (pour l'instant et sous condition, tout en conservant nos desseins et

* Pour ma part, je serais enclin à résoudre cette question par l'affirmative, mais en l'occurrence ce n'est naturellement ni le lieu ni le moment de motiver et même d'avancer cette solution, car il s'agit maintenant de défendre le projet collectif du programme agraire, proposé par l'ensemble de la rédaction.

nos intentions propres, mais nous restons tout de même) sur le terrain des réformes sociales, car nous y exigeons seulement ce que la bourgeoisie peut (en principe) nous céder sans perdre encore sa domination (et ce que pour cette raison messieurs Sombart, Boulgakov, Strouvé, Prokopovitch et Cie lui conseillent à l'avance de céder raisonnablement et en tout honneur). Mais dans la partie paysanne, nous devons, *à la différence des social-réformistes*, revendiquer aussi ce que les seigneurs féodaux ne donneront jamais et ne pourront jamais nous donner ni à nous (ni aux paysans), exiger aussi ce que le mouvement révolutionnaire de la paysannerie n'est en état d'obtenir que par la force.

IV

Voilà pourquoi le « simple » critère de la « possibilité de réalisation », au moyen duquel Martynov a si « aisément » « démoli » notre programme agraire, est insuffisant et ne vaut rien. D'une façon générale ce critère de « possibilité de réalisation » directe et immédiate ne peut jouer que pour les parties et les points incontestablement réformistes de notre programme, mais nullement pour tous les programmes d'un parti révolutionnaire en général. En d'autres termes, ce critère n'est applicable à notre programme qu'à titre d'exception, et nullement en règle générale. Notre programme n'a le devoir d'être réalisable que dans le sens large et philosophique de ce mot, en sorte qu'il ne contredise par aucune de ses lettres le sens de l'évolution économique et sociale. Mais dès que nous avons défini ce sens, avec exactitude (en général et dans les détails), nous devons — nous le devons au nom de nos principes révolutionnaires et de notre devoir révolutionnaire — lutter sans cesse et absolument *de toutes nos forces* pour le *maximum* de nos revendications. Tenter d'établir à l'avance, avant l'issue définitive de la lutte, au cours même de la lutte, que nous n'obtiendrons peut-être pas *tout* le maximum, c'est tomber dans le philistinisme le plus pur. Les considérations de ce genre mènent toujours à l'opportunisme, quelles que soient les intentions de leurs auteurs.

N'est-ce pas en effet du philistinisme que ce raisonnement de Martynov qui voit du « romantisme » dans le pro-

gramme agraire de l'*Iskra*, « parce que la *jonction de la masse paysanne à notre mouvement*, dans les conditions actuelles, *est très problématique* » (*Rabotchéié Diélo*, n° 10, p. 58, souligné par moi) ? C'est là un bel exemple de ces raisonnements « d'apparence correcte » et très bon marché à l'aide desquels le social-démocratisme russe s'est réduit à l'« économisme ». Si l'on considère de plus près ce raisonnement « de belle apparence », on constatera que ce n'est là qu'une bulle de savon. « Notre mouvement », c'est le mouvement ouvrier social-démocrate. La *masse* paysanne ne peut vraiment pas « se joindre » à *lui* : une telle éventualité n'est pas problématique, mais *impossible*, et il n'en a jamais été question. Mais la masse paysanne *ne peut manquer de participer* au « mouvement » contre tous les vestiges du servage (y compris contre l'autocratie). Martynov a embrouillé les choses avec l'expression « notre mouvement » sans avoir réfléchi au caractère essentiellement différent du mouvement contre la bourgeoisie et du mouvement contre le servage *.

* On peut voir combien Martynov a peu réfléchi à la question sur laquelle il s'est avisé d'écrire, surtout si on prend la phrase suivante de son article : « Etant donné que la partie agraire de notre programme *revêtira pendant longtemps encore une importance pratique relativement faible*, elle ouvre un vaste champ d'action à la phraséologie révolutionnaire. » Les mots soulignés portent justement en eux la confusion que mentionne le corps de mon article. Martynov a entendu dire qu'un programme agraire n'est formulé en Occident que lorsque le mouvement ouvrier est très développé. Chez nous ce mouvement n'a fait que commencer. Par conséquent, « pendant longtemps encore » ! se hâte de conclure notre publiciste. Il n'a pas remarqué un détail : en Occident, les programmes agraires se font pour entraîner les *semi-paysans*, les *semi-ouvriers* dans le mouvement *social*-démocrate contre la *bourgeoisie* ; chez nous, c'est pour entraîner la *masse* paysanne dans le mouvement *démocratique* contre les *vestiges du servage*. C'est pourquoi en Occident, le programme agraire prendra d'autant *plus* d'importance que le capitalisme agricole se développera davantage. Pour la plupart de ses revendications notre programme agraire aura une importance pratique d'autant *moindre* que le capitalisme agricole se développera *davantage*, car les vestiges du servage contre lesquels ce programme est dirigé dépérissent en partie d'eux-mêmes et en partie sous l'influence de la politique du gouvernement. Aussi, notre programme agraire concerne-t-il pratiquement surtout l'avenir immédiat, la période *antérieure* à la chute de l'autocratie. La révolution politique en Russie entraînera en tout cas infailliblement des changements si radicaux dans nos rapports agraires les

Ce que l'on peut appeler problématique, ce n'est nullement la participation de la masse paysanne au mouvement contre les vestiges du servage, mais peut-être seulement le *degré* de cette participation : les rapports de servage à la campagne s'entrelacent terriblement avec les rapports bourgeois ; or, en qualité de classe de la société bourgeoise, les paysans (les petits cultivateurs) sont un élément beaucoup plus conservateur que révolutionnaire (particulièrement du fait que l'évolution bourgeoise des rapports agraires n'en est encore chez nous qu'à son début). Aussi sera-t-il beaucoup plus facile au gouvernement, à l'époque des transformations politiques, de diviser les paysans (que les ouvriers, par exemple), et beaucoup plus facile d'affaiblir (ou même au pis, de paralyser) leur esprit révolutionnaire en faisant des concessions minimes et accessoires à un nombre relativement peu important de petits propriétaires.

Tout cela est vrai. Mais qu'en résulte-t-il ? Plus il sera facile au gouvernement de se mettre à l'unisson avec les éléments conservateurs de la paysannerie, et plus nous devons déployer d'efforts et le plus vite possible pour nous mettre à l'unisson avec ses éléments révolutionnaires. Notre devoir est de définir avec toute la précision scientifique voulue dans quelle *direction* nous devons soutenir ces éléments, et les *pousser* ensuite à une lutte décisive et absolue contre tous les vestiges du servage, les y pousser toujours et en toutes circonstances, par tous les moyens accessibles. N'est-ce pas alors une tentative philistine que de vouloir « fixer » à l'avance le *degré de succès* de notre poussée ? La vie en décidera elle-même et l'histoire l'enregistrera, notre affaire à nous c'est de lutter en tout état de cause, de lutter jusqu'au bout. Est-ce qu'un soldat qui marche à l'attaque se lancera dans des raisonnements du genre : peut-être n'anéantirons-nous pas le corps d'armée ennemi tout entier, mais seulement les trois cinquièmes ? Une revendication comme, par exemple, celle de la

---

plus arriérés que force nous sera de réviser notre programme agraire. Martynov, lui, ne sait qu'une chose : que le livre de Kautsky [46] est bon (c'est juste) et qu'il suffit de répéter et de transcrire ce que dit Kautsky, sans réfléchir à ce qui distingue radicalement la Russie au point de vue du programme agraire (ce qui est loin d'être génial).

république, n'est-elle pas, elle aussi « problématique » dans le sens de Martynov ? Il sera plus facile encore au gouvernement de s'en tirer en réglant une petite partie de *cette* traite que d'honorer la traite des revendications paysannes exigeant la suppression de toutes les traces du servage. Mais cela nous importe-t-il ? Cette part du payement, bien entendu, nous l'empocherons sans interrompre pour autant notre lutte acharnée pour obtenir le payement *tout entier*. Il nous faut répandre plus largement l'idée que la bataille décisive entre prolétariat et bourgeoisie ne peut se livrer que sous la république ; il nous faut *créer* * et renforcer la tradition républicaine parmi tous les révolutionnaires russes et parmi des masses aussi larges que possible d'ouvriers russes ; il nous faut par le mot d'ordre de « république » exprimer que dans la lutte pour la démocratisation du régime politique nous irons jusqu'au bout, sans regarder en arrière, et que la lutte décidera elle-même quelle part du payement, quand et comment, nous réussirons à conquérir. Il serait absurde de vouloir fixer cette part avant que nous ayons fait sentir à l'ennemi toute la force des coups que nous portons et avant que nous ayons éprouvé nous-mêmes toute la force des siens. De même en ce qui concerne les revendications paysannes, il nous appartient de définir, sur la base de données scientifiques, le *maximum* de ces revendications et d'aider les camarades à lutter en faveur de ce maximum, libre ensuite aux lucides critiques légaux et aux « suivistes » illégaux qui adorent les résultats palpables, de se moquer de son « caractère problématique » **.

* Nous disons : « créer », car les vieux révolutionnaires russes n'ont jamais prêté une attention sérieuse à la question de la république, ne l'ont jamais tenue pour une question « pratique » ; les populistes, les émeutiers, etc., parce qu'ils considéraient la politique avec le dédain des anarchistes, les membres de la « Narodnaïa Volia », parce qu'ils voulaient sauter directement de l'autocratie à la révolution socialiste. C'est à nous, social-démocrates (si on laisse de côté les idées républicaines des décembristes oubliées depuis longtemps), qu'incombe de répandre parmi les masses la revendication de la république et de créer une tradition républicaine parmi les révolutionnaires russes.

** Il ne sera peut-être pas inutile de rappeler, à propos de la « possibilité de réalisation » des revendications du programme social-démocrate, la polémique qui s'était engagée en 1896 entre K. Kautsky

V

Passons à la seconde thèse générale, qui définit le caractère de toutes nos revendications paysannes et qui est exprimée par les mots : « *...dans l'intérêt d'un libre développement de la lutte de classe à la campagne...* »

---

et R. Luxembourg. R. Luxembourg écrivait que la revendication de la restauration de la Pologne était déplacée dans le programme pratique des social-démocrates polonais, cette revendication n'étant pas réalisable dans la société actuelle. Karl Kautsky lui objectait que cet argument était « basé sur une singulière incompréhension de l'essence du programme socialiste. Nos revendications pratiques, qu'elles soient exprimées directement dans le programme ou qu'elles soient des « postulats» acceptés tacitement, doivent concorder (werden... darnach besmessen) non pas avec la question de savoir si elles sont *réalisables* sous l'actuel rapport des forces, mais si elles sont *compatibles* avec le régime social existant, et si leur application peut faciliter la lutte de classe du prolétariat, donner une impulsion à son développement (fördern) et frayer (ebnen) la voie conduisant le prolétariat à la domination politique. Nous ne tenons ici aucun compte de l'actuel rapport des forces. Ce n'est pas pour ce (« den ») moment-ci que s'élabore le programme social-démocrate : celui-ci doit autant que possible donner la ligne à suivre (ausreichen) dans les conjonctures de toutes sortes dans la société actuelle. Il doit servir non seulement à l'action pratique (der Aktion), mais encore à la propagande ; il doit, sous la forme de revendications concrètes, indiquer avec plus d'évidence que ne le peuvent faire les raisonnements abstraits, la direction que nous voulons suivre. Plus les buts pratiques que nous pouvons alors nous fixer sont éloignés, sans toutefois nous perdre dans des spéculations utopiques, et mieux cela vaut. Plus la voie que nous suivons sera claire pour les masses, même pour celles qui ne sont pas en état de saisir (erfassen) nos développements théoriques. Le programme doit montrer ce que nous *exigeons* de la société contemporaine ou de l'Etat contemporain, et non point ce que nous en *attendons*. Prenons, par exemple, le programme de la social-démocratie allemande. Elle exige l'élection des fonctionnaires par le peuple. Cette revendication, si on la mesure à l'aune de R. Luxembourg, est aussi utopique que la revendication tendant à créer un Etat national polonais. Personne ne tombe dans l'illusion de vouloir considérer comme réalisable, avec les rapports politiques actuels, la revendication de l'élection des fonctionnaires de l'Etat par le peuple, dans l'empire d'Allemagne. Tout comme on peut admettre que l'Etat national polonais ne pourra être constitué que lorsque le prolétariat aura conquis le pouvoir politique, on peut avec la même raison en dire autant à propos de cette revendication. Mais est-ce une raison suffisante pour ne pas l'accepter dans notre programme pratique ? » (*Neue Zeit*, XIV, 2, S. 513-514. Souligné par K. Kautsky.)

Ce membre de phrase est extrêmement important aussi bien pour poser en principe la question agraire en général que pour apprécier les différentes revendications agraires, en particulier. Nous partageons avec tous les libéraux conséquents, les populistes, les social-réformistes, les critiques du marxisme dans la question agraire, etc., la revendication tendant à éliminer les vestiges du servage. En formulant cette revendication, nous nous distinguons de tous ces messieurs non pas en principe, mais seulement pour le degré : sur ce point, de même, ils resteront toujours et inévitablement dans les limites des réformes ; quant à nous, nous ne reculerons pas (dans le sens indiqué plus haut) même devant les revendications sociales révolutionnaires. Au contraire, en exigeant que soit assuré « le libre développement de la lutte de classe à la campagne », nous entrons en contradiction *de principe* avec tous ces messieurs *et même* avec tous les révolutionnaires et tous les socialistes *non* social-démocrates. Ces derniers ne reculeront pas non plus devant les revendications sociales révolutionnaires dans la question agraire, mais ils ne voudront pas subordonner ces revendications à une condition comme celle du libre développement de la lutte de classe à la campagne. Cette condition est le point fondamental et central de la théorie du marxisme révolutionnaire dans la question agraire *. Admettre cette condition, c'est admettre que l'évolution de l'agriculture elle aussi malgré toute sa confusion et sa complexité, malgré toute la diversité de ses aspects est également une évolution capitaliste ; qu'elle engendre de même (tout comme l'évolution de l'industrie) la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie ; que c'est *cette* lutte de classe précisément qui doit être notre premier, notre grand souci, la pierre de touche avec laquelle nous mettrons à l'épreuve les questions de principe, les tâches politiques et les méthodes de propagande, d'agi-

* Toutes les erreurs et toutes les aberrations des « critiques » du marxisme dans la question agraire proviennent au fond de l'incompréhension de ce point précis, et monsieur Boulgakov, le plus hardi, le plus conséquent (et pour autant le plus honnête) d'entre eux, déclare ouvertement dans son « étude » que la « doctrine » de la lutte de classe est tout à fait inapplicable au domaine des rapports agraires. (*Le capitalisme et l'agriculture*, t. II, p. 289.)

tation et d'organisation. Admettre cette condition, c'est s'engager, même dans la question particulièrement brûlante de la participation du petit paysan au mouvement social-démocrate, à s'en tenir avec fermeté au point de vue de classe, à ne rien sacrifier du point de vue du prolétariat au profit des intérêts de la petite bourgeoisie, mais au contraire, exiger que le petit paysan, ruiné et opprimé par tout le capitalisme moderne, abandonne *son propre* point de vue de classe et se place à celui du prolétariat.

En formulant cette condition, nous nous séparerons d'une manière décisive et irrévocable, non seulement de *nos ennemis* (c'est-à-dire des partisans directs ou indirects, conscients ou inconscients de la bourgeoisie, qui sont provisoirement et en partie nos alliés dans la lutte contre les vestiges du servage), mais des *amis peu sûrs* qui, par leur manière équivoque de poser la question agraire, peuvent faire (et font en réalité) beaucoup de tort au mouvement révolutionnaire du prolétariat.

En formulant cette condition nous donnons le fil conducteur à l'aide duquel un social-démocrate, fût-il relégué dans un coin perdu de campagne, fût-il placé en face des rapports agraires les plus enchevêtrés mettant au premier plan des tâches démocratiques d'*ordre général*, peut appliquer et souligner, en accomplissant ces tâches, son point de vue prolétarien, exactement de la même façon que nous restons social-démocrates, en accomplissant des tâches politiques démocratiques d'*ordre général*.

En formulant cette condition nous répondons en même temps à l'objection que bien des gens soulèvent après avoir parcouru rapidement les revendications concrètes de notre programme agraire... « Verser les indemnités de rachat et remettre les *otrezki* aux *communautés rurales* » !? Où est donc notre personnalité prolétarienne et notre indépendance prolétarienne ? Ne serait-ce pas en fait un cadeau à la bourgeoisie rurale ??

Certainement, mais seulement dans le sens où la chute du servage a été un « cadeau à la bourgeoisie », c'est-à-dire la libération du développement bourgeois, et de nul autre que lui, des lisières et des entraves féodales. Le prolétariat se distingue précisément des autres classes opprimées par la bourgeoisie et opposées à cette dernière, en ce

qu'il fonde ses espoirs non pas sur un arrêt du développement bourgeois, non pas sur l'affaiblissement ou l'atténuation de la lutte de classe, mais au contraire sur son développement le plus complet et le plus libre, sur l'accélération du progrès bourgeois *. Dans une société capitaliste en développement, *il est impossible* de supprimer les vestiges du servage qui en entravent le progrès de façon à ne pas renforcer ni raffermir la bourgeoisie. En « prendre ombrage », c'est répéter l'erreur de ceux des socialistes qui disaient que la liberté politique ne nous servira à rien, car elle renforcera et consolidera la domination de la bourgeoisie.

VI

Après avoir examiné la « partie générale » de notre programme agraire, nous en venons à l'analyse de ses différentes revendications. Qu'il nous soit permis de commencer non par le premier point, mais par le quatrième (sur les *otrezki*), ce qui est l'élément le plus important, le pivot qui donne son caractère au programme agraire et qui, en même temps, est le plus vulnérable (du moins de l'avis de la majorité de ceux qui se sont prononcés sur l'article du n° 3 de l'*Iskra*).

Rappelons que ce point se compose des parties suivantes : 1. Il réclame la création de comités paysans chargés de réorganiser à fond les rapports agraires qui sont des survivances directes du servage. L'expression : « comités *paysans* » a été choisie pour montrer clairement que contrairement à la « réforme » de 1861 avec ses comités de nobles [47], cette nouvelle réorganisation doit se trouver entre les mains des paysans, et non des propriétaires fonciers. Autrement dit : l'abolition définitive des rapports féodaux incombe non pas aux oppresseurs, mais à la partie de la population opprimée par ces rapports ; elle incombe

* Il va de soi que le prolétariat ne défend pas toutes les mesures accélérant le progrès bourgeois, mais seulement celles qui contribuent *directement* à renforcer la capacité de lutte de la classe ouvrière pour son émancipation. Or, les « prestations » et l'asservissement retombent sur la partie de la paysannerie non possédante et proche du prolétariat d'une manière bien plus forte encore que sur la paysannerie aisée.

non pas à la minorité, mais à la majorité des personnes intéressées. Au fond, ce n'est là rien d'autre qu'une *révision démocratique de la réforme paysanne* (c'est-à-dire exactement ce qu'exigeait le premier projet de programme élaboré par le groupe « Libération du Travail »). Et si nous n'avons pas choisi cette dernière expression, c'est uniquement parce qu'elle est moins précise, parce qu'elle montre de façon moins expressive le caractère véritable et le contenu concret de cette révision. Aussi Martynov, par exemple, s'il avait vraiment eu quelque chose à dire sur la question agraire, aurait dû préciser nettement s'il repousse l'idée même d'une révision démocratique de la réforme paysanne et, sinon, comment *il* se la représente *.

Poursuivons, 2. Aux comités paysans est conféré le droit d'exproprier et de racheter les terres des propriétaires fonciers, de procéder à l'échange des terres, etc. (point 4, b) ; et ce droit est limité seulement aux cas de survivances directes des rapports féodaux. Précisément (3) le droit d'expropriation et de rachat ne s'étend qu'aux terres qui, premièrement, avaient été « enlevées aux paysans lors de l'abolition du servage » (ces terres appartenaient donc depuis toujours à l'exploitation paysanne, en étaient

* Notons l'inconséquence (ou le peu d'empressement à pousser sa pensée jusqu'au bout ?) de Nadejdine qui dans son esquisse de programme agraire, a apparemment fait sienne l'idée de l'*Iskra* sur les comités paysans, mais dans une très mauvaise formulation, lorsqu'il dit : « la création d'un tribunal spécial composé de représentants du peuple, qui examinerait les *plaintes* des paysans et leurs demandes sur toutes les opérations liées à l'« émancipation » (*A la veille de la révolution*, p. 65, souligné par moi). On ne peut *porter plainte* que lorsqu'il y a *infraction* à la loi. L'« affranchissement » du 19 février avec toutes ses « opérations » est lui-même une *loi*. La création de tribunaux spéciaux chargés d'examiner les plaintes sur l'injustice d'une loi n'a aucun sens tant que cette loi n'a pas été abrogée, tant que de nouvelles normes législatives n'ont pas été substituées à cette loi (ou à certaines de ses parties). Il faut donner au « tribunal » le droit non seulement d'examiner les plaintes sur le pacage enlevé, mais le droit de restituer (ou de racheter, etc.) ce pacage. Alors, premièrement, ce « tribunal » investi du droit de faire la loi ne sera plus un tribunal, et, en second lieu, il faut indiquer exactement de quels droits d'expropriation, de rachat, etc., un tel « tribunal » dispose. Mais si malheureuse que soit la formule de Nadejdine, il a bien mieux compris que Martynov la nécessité d'une révision démocratique de la réforme paysanne.

une partie constitutive et en avaient été détachées artificiellement, par ce vol légalisé qu'avait été la grande réforme paysanne) ; et qui, deuxièmement, « entre les mains des propriétaires fonciers servent d'instrument pour les asservir ».

Cette seconde condition limite encore le droit de rachat et d'expropriation, celui-ci ne s'étendant pas à toutes les parcelles enlevées, mais seulement à celles qui restent jusqu'ici un instrument d'asservissement, « à l'aide desquelles — selon la formulation de l'*Iskra* — *se maintient encore* le travail forcé, le travail pour dettes, la corvée, c'est-à-dire en fait toujours le travail servile d'autrefois ». Autrement dit : là où, par suite du caractère équivoque de notre réforme paysanne, les formes féodales de l'économie se sont encore maintenues à l'aide des terres enlevées aux paysans, le paysan se voit attribuer le droit d'en finir d'emblée, une fois pour toutes, avec ces vestiges du servage même par la voie de l'expropriation, le droit à la « *restitution des otrezki* ».

Nous pouvons donc rassurer notre bon Martynov, qui demandait avec tant d'inquiétude : « Comment faire avec les *otrezki* qui, entre les mains de leurs propriétaires nobles ou des roturiers qui les ont achetés, sont actuellement exploités selon des méthodes modernes, capitalistes ? » Il ne s'agit pas de ces terres-là, elles sont peu nombreuses, très honorable Martynov, mais de ces terres typiques (et très nombreuses) qui, jusqu'à présent, servent de base aux vestiges de l'économie féodale.

Enfin, 4. Le point 4, b, confère aux comités paysans le droit de supprimer les vestiges du servage subsistant encore dans certaines régions du pays (servitudes, lots insuffisants ou dispersés, etc.).

Ainsi, tout le contenu du point 4 peut être simplement exprimé en trois mots : « restituer les *otrezki* ». On peut se demander comment est née l'idée d'une telle revendication ? Elle découle directement de la thèse générale et fondamentale d'après laquelle nous devons aider les paysans et les pousser à supprimer aussi pleinement que possible tous les vestiges du servage. « Tout le monde est d'accord » là-dessus, n'est-il pas vrai ? Et du moment que vous voulez bien prendre ce chemin, donnez-vous la peine d'y avancer

de vous-mêmes, ne vous faites pas traîner, ne vous laissez pas décourager par l'aspect « étrange » de ce chemin, ne vous troublez pas si en maint endroit vous ne trouvez même aucun chemin frayé et si vous êtes obligés de ramper au bord du précipice, de vous écorcher les coudes aux taillis, de sauter des fondrières. Si vous déployez ces insuffisances, vos lamentations ne vous seront d'aucun secours, car vous deviez savoir à l'avance que vous vous engagez non pas sur la grande route que toutes les forces du progrès social ont tracée et aplanie, mais dans des sentiers tortueux et reculés d'où il est possible de sortir, mais où ni vous, ni nous, ni personne d'autre ne trouvera jamais d'issue directe, simple et facile, « jamais » c'est-à-dire tant qu'existeront ces lieux perdus et reculés, qui ne consentent à disparaître qu'avec une mortelle lenteur.

Mais si vous ne voulez pas vous aventurer dans ces recoins, dites-le franchement, et ne vous en tirez pas avec des phrases *.

Vous êtes prêts à lutter pour la suppression des vestiges du servage ? — Fort bien. Rappelez-vous donc qu'il *n'existe point* d'institution juridique unique qui exprime ou consacre à elle seule ces vestiges, — je parle, bien entendu, des vestiges du servage exclusivement dans le domaine des

* Martynov, par exemple, accuse l'*Iskra* de se livrer à la « phraséologie », l'*Iskra* qui lui a donné les fondements généraux de sa politique agraire (« introduction de la lutte de classe à la campagne ») et la solution pratique de la question des revendications concrètes du programme. Sans avoir remplacé ces fondements généraux par d'autres, sans même avoir réfléchi à ces fondements, sans avoir tenté d'élaborer un programme déterminé, Martynov s'en est tiré par l'admirable phrase que voici : « ... Nous devons exiger qu'ils (les paysans, en tant que petits propriétaires) soient garantis contre les... diverses formes arriérées de l'asservissement économique... » Ne serait-ce pas trop bon marché ? Peut-être essayeriez-vous de nous montrer simplement *ne fût-ce qu'une seule* garantie contre *ne fût-ce qu'une seule* (et pas « diverses » !) forme arriérée de l'asservissement ? (sans doute existe-t-il encore des « formes d'asservissement » qui ne sont pas arriérées ! !). Car, enfin, les petits crédits, les centres de ramassage du lait, les sociétés de prêts et d'épargnes, les associations de petits propriétaires, la banque paysanne et les agronomes des zemstvos, ce sont aussi des « garanties contre les diverses formes arriérées de l'asservissement économique ». Vous êtes donc d'avis que nous « devons réclamer » tout cela ? ? Il faut d'abord réfléchir, très cher, et après seulement parler de programme !

rapports agraires qui nous occupent pour l'instant, et non pas dans celui de la législation des castes, des finances ou autre. Les survivances directes de l'économie de corvée, constatées en Russie un nombre infini de fois par toutes les recherches économiques, se maintiennent non pas grâce à la protection de quelque loi particulière, mais par la force des rapports agraires existant en fait. Cela est tellement vrai que les témoins, devant la fameuse commission Valouev [48], pouvaient dire ouvertement : le servage réapparaîtrait certainement s'il n'était pas interdit par une loi directe. Donc, de deux choses l'une : ou bien laisser complètement de côté les rapports agraires entre paysans et propriétaires fonciers, dans ce cas tous les autres problèmes se règlent très « simplement », mais alors vous laisserez également de côté la source principale de toutes les survivances de l'économie féodale à la campagne ; vous vous écarterez « simplement » d'une question des plus brûlantes touchant les intérêts les plus profonds des féodaux et de la paysannerie asservie, d'une question qui, demain ou après-demain, peut devenir aisément une des questions sociales et politiques les plus urgentes de la Russie. Ou bien vous toucherez à cette source de « formes arriérées de l'asservissement économique » que sont les rapports agraires, mais alors vous devrez tenir compte d'une complexité et d'un enchevêtrement de ces rapports tels qu'ils rendent absolument impossible une solution facile et simple. Si vous êtes mécontents de la solution concrète que nous proposons de donner à cette question embrouillée, vous *ne serez plus alors en droit* d'éluder la question en vous « plaignant » de sa complexité, mais vous *devrez* essayer de l'analyser vous-mêmes, de proposer une autre solution concrète.

L'importance des *otrezki* dans l'économie paysanne d'aujourd'hui est attestée par les faits. Et ce qui est significatif, c'est que si profond que soit le gouffre qui sépare le populisme (au sens large du mot) et le marxisme dans l'analyse du régime économique et de l'évolution économique de la Russie, il n'y a, en *cette* matière, aucune divergence entre ces doctrines. Les représentants de ces deux tendances admettent que les vestiges du servage pullulent dans les campagnes russes et (*nota bene*) que le mode d'ex-

ploitation privée dominant dans les provinces centrales de Russie (« système des prestations de travail ») est une survivance directe du servage. Puis, ils admettent également que les *otrezki*, c'est-à-dire et les terres enlevées elles-mêmes, et la privation des paysans du droit de pacage, de faire usage des forêts, des abreuvoirs, des pâturages, etc., sont une des bases principales (*sinon la principale*) du système des prestations. Il n'est que de rappeler que, d'après des données toutes récentes, l'économie fondée sur les prestations *prédomine dans au moins 17 provinces de la Russie d'Europe*. Qu'ils essaient donc de contester ce fait, ceux qui voient dans le point concernant les *otrezki* une fiction laborieuse, purement artificielle !

Voici ce que signifie le système d'économie basé sur les prestations. En fait, c'est-à-dire du point de vue non de l'appartenance juridique, mais du système de mise en valeur des terres et des biens des propriétaires fonciers et des paysans ne sont pas définitivement partagés, mais continuent d'être réunis : une partie de la terre paysanne sert, par exemple, à l'entretien du bétail nécessaire pour travailler non pas cette terre, mais bien celle des propriétaires fonciers ; une partie de la terre des propriétaires fonciers est absolument indispensable à l'exploitation paysanne voisine faisant partie du même système (abreuvoirs, pâturages, etc.). Et cet enchevêtrement effectif de la jouissance foncière engendre *inéluctablement* (ou plus exactement : maintient ce qui a été engendré par l'histoire millénaire) des rapports entre le moujik et le seigneur semblables à ceux qui existaient sous le servage. Le moujik reste *de facto* un serf travaillant comme autrefois avec ses instruments de travail ancestraux, avec la routine ancestrale de l'assolement triennal pour le compte de son « sire et suzerain ». Que vous faut-il donc de plus quand les paysans eux-mêmes appellent de partout ces prestations de la « panchtchina » et de la « barchtchina » * ? Quand les propriétaires fonciers disent eux-mêmes, en décrivant leur exploitation : mes terres sont cultivées par « mes anciens »... (donc, pas seulement anciens, mais aussi ac-

* Dérivés des mots « pan » et « barine » — ainsi les paysans appelaient leurs seigneurs féodaux. (*N.R.*)

tuels !) «...paysans » avec leurs instruments de travail en échange des pâturages que je leur donne en location ?

Lorsqu'on veut résoudre une question économique et sociale complexe, la règle élémentaire veut que l'on prenne tout d'abord le cas le plus typique, le plus dégagé de toutes sortes d'influences et de facteurs externes de complexité, et que l'on se base sur la solution qui lui est donnée pour examiner ensuite l'un après l'autre, ces facteurs de complexité. Prenez donc cette fois encore le cas le plus « typique » : les enfants des anciens serfs travaillent pour les fils de l'ancien seigneur en paiement des pâturages que celui-ci leur loue. Les prestations entraînent la stagnation de la technique et de *tous* les rapports économiques et sociaux à la campagne, car elles entravent le développement de l'économie monétaire et la rupture de l'unité de la paysannerie, évitent (relativement) au propriétaire foncier l'influence stimulante de la concurrence (au lieu d'améliorer la technique, il diminue la part du métayer ; d'ailleurs, cette diminution a été constatée dans une série de régions durant de nombreuses années après la réforme), attachent le paysan à la terre, entravent par là le développement des migrations, des activités d'appoint, etc.

Et l'on se demande si un social-démocrate peut douter que l'expropriation d'une partie correspondante des terres des propriétaires fonciers au profit des paysans soit, dans ce cas « idéal », parfaitement naturelle, désirable et réalisable. Cette expropriation secouera Oblomov [49] et l'obligera à passer, sur des terres moins grandes, à un système d'exploitation plus perfectionné, cette expropriation sapera (je ne dis pas fera disparaître, mais sapera) le système des prestations de travail, accroîtra l'indépendance et l'esprit démocratique dans la paysannerie, élèvera son niveau de vie, donnera une vigoureuse impulsion au développement ultérieur de l'économie monétaire et au progrès capitaliste de l'agriculture.

Et puis d'ailleurs : dès que l'on admet que les *otrezki* sont une des sources principales du système des prestations et que ce système constitue une survivance directe du servage qui entrave le développement du capitalisme, peut-on douter que la restitution des *otrezki* sapera les prestations de travail et hâtera le développement économique et social ?

VII

Cependant, nombreux sont ceux qui en ont douté, et nous allons passer maintenant à l'analyse de leurs arguments. On peut classer ces arguments suivant les rubriques que voici : a) la revendication de la restitution des *otrezki* s'accorde-t-elle avec les fondements théoriques du marxisme et avec les principes du programme de la social-démocratie ? b) est-il raisonnable, sur le plan politique, d'exiger que soit réparée une injustice historique dont l'importance diminue à chaque nouveau pas du développement économique ? c) cette revendication est-elle pratiquement réalisable ? d) si l'on admet que nous pouvons et devons formuler une telle revendication et donner dans notre programme agraire non pas un minimum, mais un maximum, est-il logique de ce point de vue d'exiger la restitution des *otrezki* ? Cette revendication est-elle effectivement le maximum ?

Pour autant que je puisse en juger, *toutes* les objections « contre les *otrezki* » se ramènent à l'un ou l'autre de ces quatre points : en outre, la majorité des opposants (Martynov y compris) ont répondu aux quatre questions par la négative, en considérant la revendication de la restitution des *otrezki* comme foncièrement erronée, politiquement inadéquate, pratiquement irréalisable et logiquement inconséquente.

Examinons donc par ordre d'importance toutes ces questions.

a) La restitution des *otrezki* est considérée comme foncièrement erronée pour deux raisons. Premièrement, on dit que cela « portera atteinte » à l'agriculture capitaliste, c'est-à-dire arrêtera ou retardera le développement du capitalisme ; en second lieu, on dit que non seulement cela renforcera, mais multipliera même la petite propriété. Le premier de ces arguments (particulièrement souligné par Martynov) est absolument dénué de fondements, car les *otrezki* typiques retardent au contraire le progrès du capitalisme, et leur restitution renforcera ce progrès ; en ce qui concerne les cas non typiques (sans compter que les exceptions sont toujours et partout possibles, et qu'elles ne font que confirmer la règle) une réserve a été faite dans

l'*Iskra* et dans le programme (...« les terres enlevées... et qui... servent d'instrument pour les asservir... »). Cette objection tient simplement à la méconnaissance du rôle véritable des parcelles enlevées et des prestations de travail dans l'économie de la campagne russe.

Le deuxième argument (développé avec force détails dans certaines lettres personnelles) est beaucoup plus sérieux ; c'est en fait le plus fort argument contre le programme que nous défendons. En thèse générale, développer, soutenir, renforcer et, à plus forte raison, multiplier la petite économie et la petite propriété, ne rentre point dans les tâches de la social-démocratie. Cela est tout à fait juste. Mais nous sommes ici en présence d'un exemple de petite économie non pas « général », mais *exceptionnel* ; et ce caractère exceptionnel est *clairement exprimé* dans l'introduction à notre programme agraire : « l'élimination des vestiges du régime féodal et le libre développement de la lutte de classe à la campagne ». En thèse *générale*, le soutien à la petite propriété est réactionnaire, *car* il est dirigé contre la grande économie *capitaliste* ; il entrave, par conséquent, le développement social, obscurcit et atténue la lutte de classe. Mais dans le cas présent, nous voulons soutenir la petite propriété non pas contre le capitalisme, mais contre le servage ; nous donnons dans ce cas, en soutenant la petite paysannerie, une impulsion vigoureuse au développement de la lutte de classe. En effet, d'un côté, nous faisons par là une *dernière* tentative pour attiser les restes de l'hostilité de classe (de caste) des paysans à l'égard des seigneurs féodaux. D'un autre côté, nous frayons la voie au développement de l'antagonisme de classe bourgeois à la campagne, antagonisme que *recouvre* aujourd'hui l'oppression soi-disant générale et égale de tous les paysans par les vestiges du servage.

Tout au monde a deux côtés. Le paysan-propriétaire d'Occident a déjà joué son rôle dans le mouvement démocratique et défend sa situation privilégiée par rapport à celle du prolétariat. Le paysan-propriétaire de Russie en est encore à la veille d'un mouvement démocratique décisif de tout le peuple, mouvement avec lequel il ne peut manquer de sympathiser. Pour le moment, il regarde bien plus en avant qu'en arrière. Pour le moment, il lutte davantage con-

tre les privilèges féodaux des castes, encore si vivaces en Russie, qu'il ne défend sa situation privilégiée. Dans un *tel* moment historique nous sommes tenus d'appuyer la paysannerie et d'essayer de diriger son mécontentement, encore vague et confus, contre son ennemi véritable. Et nous ne nous contredirons nullement si, dans la période historique qui suivra, lorsque les particularités de la « conjoncture » sociale et politique actuelle auront disparu, et que la paysannerie, disons, se satisfera des infimes aumônes accordées par une poignée de propriétaires et « montrera les dents » pour de bon au prolétariat, nous retirons de notre programme la lutte contre les vestiges du servage. Il nous faudra alors, sans doute, retirer aussi du programme la lutte contre l'autocratie, car on ne saurait supposer que la paysannerie secoue le joug féodal le plus rebutant et le plus lourd *avant* d'avoir accédé à la liberté politique.

Sous la domination de l'économie capitaliste, la petite propriété entrave le développement des forces productives ; elle rive le travailleur à son petit lopin de terre, légalise une technique routinière, freine l'entrée de la terre dans le circuit commercial. Quand l'économie basée sur les prestations de travail domine, la petite propriété agraire, en se libérant des prestations, stimule par là même le développement des forces productives, libère le paysan de la servitude qui le fixait à un lieu, libère le propriétaire foncier du domestique « gratuit », supprime la possibilité de remplacer les perfectionnements techniques par une intensification illimitée de l'exploitation « patriarcale », et facilite ainsi l'entrée de la terre dans le circuit commercial. En un mot, la situation contradictoire du petit paysan à la limite de l'économie féodale et de l'économie capitaliste justifie pleinement cet appui exceptionnel et provisoire que la social-démocratie accorde à la petite propriété. Répétons-le : ce n'est pas une contradiction dans la manière de rédiger ou de formuler notre programme, mais une contradiction de la vie même.

On nous objectera : « si forte que soit la résistance que l'économie des prestations de travail oppose à l'offensive du capitalisme, elle cède cependant ; bien plus : elle est condamnée à disparaître complètement ; la grande exploitation basée sur les prestations de travail cède et cédera sa

place directement à la grande exploitation capitaliste. Et vous voulez hâter le processus de la disparition du servage par une mesure qui tend au fond à diviser (fût-ce partiellement, mais à diviser quand même) la grande exploitation. Ne sacrifiez-vous pas ainsi les intérêts de l'avenir aux intérêts du présent? Au nom de la possibilité problématique d'un soulèvement des paysans contre le servage dans un proche avenir, vous rendez plus difficile, dans un avenir plus ou moins éloigné, l'insurrection du prolétariat rural contre le capitalisme ! »

Un tel raisonnement, si convaincant qu'il apparaisse à première vue, pèche par son extrême étroitesse : premièrement, la petite paysannerie cède elle aussi, bien que pas à pas, à l'offensive du capitalisme ; elle est aussi condamnée, en fin de compte, à une élimination certaine. Deuxièmement, la grande exploitation basée sur les prestations de travail ne cède pas toujours « directement » sa place à la grande exploitation capitaliste, mais elle crée assez souvent une couche de semi-dépendants, semi-ouvriers agricoles, semi-propriétaires ; tandis qu'une mesure révolutionnaire telle que la restitution des *otrezki* rendrait l'immense service de substituer une fois au moins à la « méthode » de la transformation lente et imperceptible celle de la transformation révolutionnaire déclarée de la dépendance féodale en une dépendance bourgeoise : cela *ne pourrait manquer* d'avoir une *influence des plus profondes* sur l'esprit de protestation et de lutte indépendante parmi toute la population laborieuse rurale. Troisièmement, nous, social-démocrates russes, nous nous efforcerons de mettre à profit l'expérience de l'Europe, et nous nous occuperons d'attirer les campagnards au mouvement ouvrier socialiste bien avant et avec bien plus d'ardeur que n'avaient pu le faire nos camarades d'Occident qui, après la conquête de la liberté politique, ont longtemps encore cherché « à tâtons » les voies pour le mouvement des ouvriers industriels : dans ce domaine nous emprunterons beaucoup de choses toutes prêtes aux étrangers, mais peut-être dans le domaine agraire élaborerons-nous quelque chose de nouveau. Pour faciliter plus tard à nos ouvriers et semi-ouvriers agricoles le passage au socialisme, il est extrêmement important que le parti socialiste « intervienne » *dès maintenant* en faveur de la

petite paysannerie, en faisant pour elle « tout ce qui est possible », sans se refuser à participer à la solution des questions « étrangères » (non prolétariennes), pressantes et embrouillées, en apprenant à toute la masse laborieuse et exploitée à voir en lui son chef et son représentant.

Poursuivons. b) La revendication de la restitution des *otrezki* est considérée comme politiquement peu rationnelle : il serait imprévoyant de détourner l'attention du parti vers la réparation de toutes sortes d'injustices historiques qui perdent déjà de leur actualité, de détourner son attention de la question fondamentale et de plus en plus urgente de la lutte du prolétariat et de la bourgeoisie. On s'avise de « relibérer les paysans avec un retard de quarante ans », ironise Martynov.

Ce raisonnement ne paraît si plausible qu'à première vue. En effet, les injustices historiques sont de divers ordres. Il en est qui demeurent, pour ainsi dire, à l'écart du grand courant historique, sans l'entraver ni gêner son cours ; elles n'empêchent pas la lutte de classe prolétarienne de gagner en profondeur et en étendue. Ce serait effectivement manquer d'intelligence que se charger de réparer de telles injustices historiques. Citons, à titre d'exemple, l'annexion de l'Alsace-Lorraine par l'Allemagne. Aucun parti social-démocrate ne s'avisera d'insérer dans son programme la réparation d'une *telle* injustice, bien qu'en même temps aucun d'entre eux ne se dérobera à son devoir qui est de protester contre cette injustice et de stigmatiser à ce sujet toutes les classes dominantes. Et si nous motivions la revendication de la restitution des *otrezki* par ce seul et unique argument qu'une injustice a été commise et qu'il faut la réparer, ce ne serait alors qu'une phrase démocratique creuse. Mais nous motivons notre revendication non point par des lamentations sur l'injustice historique, mais par la nécessité d'abolir les vestiges du servage et de frayer la voie à la lutte de classe à la campagne, c'est-à-dire par une nécessité très « pratique » et très pressante pour le prolétariat.

Nous voyons ici un exemple d'injustice historique *d'une autre sorte* à savoir une injustice qui continue à *entraver directement* le développement social et la lutte de classe. Renoncer à tenter de réparer *de telles* injustices historiques

reviendrait à « défendre le fouet pour la raison que c'est un fouet historique ». La question de l'affranchissement de notre campagne du joug des vestiges du « vieux régime », est une des questions les plus brûlantes de l'actualité posée par toutes les tendances et tous les partis (sauf celui des seigneurs féodaux), de sorte que parler de retard est déplacé et, dans la bouche de Martynov, simplement amusant. C'est la bourgeoisie russe qui « a pris du retard » sur *sa* tâche qui est de balayer tous les vestiges du vieux régime ; c'est nous qui devons combler cette lacune et nous nous y efforcerons jusqu'à ce que la chose soit faite, tant que nous n'aurons pas conquis la liberté politique, tant que la situation de la paysannerie alimentera le mécontentement de la grande masse de la société bourgeoise instruite (comme nous le voyons en Russie), au lieu d'alimenter dans cette masse un sentiment d'infatuation conservatrice à propos de l'« indestructibilité » du rempart soi-disant le plus puissant contre le socialisme (comme nous le voyons en Occident, où cette infatuation se retrouve dans tous les partis de l'ordre, depuis les agrariens et les conservateurs *pur sang* * en passant par les bourgeois libéraux et libres penseurs, et en finissant même... que messieurs les Tchernov et le *Vestnik Rousskoï Révolioutsii* nous le pardonnent !... en finissant même par les « critiques du marxisme » à la mode dans la question agraire). Et puis, prennent encore du « retard » ceux des social-démocrates russes qui, par principe, se traînent à la queue du mouvement et ne s'occupent que des questions qui « laissent entrevoir des résultats palpables » : en ne se pressant pas de donner une directive précise dans la question agraire également, ces « suivistes » ne font que livrer une arme puissante et sûre aux tendances révolutionnaires non social-démocrates.

Quant à l'objection sur (c) le caractère pratiquement « irréalisable » de la revendication de la restitution des *otrezki* (objection particulièrement soulignée par Martynov), elle est une des plus faibles. S'il s'agit de savoir dans quels cas et comment pratiquer l'expropriation, le rachat, l'échange, le bornage, etc., les comités paysans s'acquitteraient de cette tâche, en régime de liberté politique, dix

* En français dans le texte. (*N.R.*)

fois mieux que les comités de nobles, composés des représentants d'une minorité et agissant dans l'intérêt de la minorité. Seuls des gens habitués à trop sous-estimer l'activité révolutionnaire des masses peuvent attacher de l'importance à pareille objection.

Nous en arrivons ici à la quatrième et dernière objection. Si l'on mise sur l'activité révolutionnaire de la paysannerie et que l'on pose pour elle, non pas un programme-minimum, mais un programme-maximum, il faut être logique et exiger soit le « partage noir » [50] paysan, soit la nationalisation bourgeoise de la terre ! « Si nous désirions, écrit Martynov, trouver un véritable (sic !) mot d'ordre de classe pour les masses paysannes qui n'ont que peu de terre, il nous faudrait aller plus loin et poser la revendication du «partage noir», mais alors il nous faudrait faire notre deuil du programme social-démocrate. »

Ce raisonnement trahit fort bien l'« économiste » et fait penser aux gens qui, selon le proverbe russe, quand on les oblige à prier Dieu, se croient obligés de se râper les genoux.

Vous vous êtes prononcés en faveur d'*une* des revendications qui traduisent *certains* intérêts d'une certaine couche de petits producteurs : *donc*, vous devez abandonner votre point de vue et vous placer à celui de cette couche ! ! Mais pas du tout. Seuls raisonnent ainsi les « suivistes » qui confondent l'élaboration d'un programme, conforme aux intérêts bien compris d'une classe, avec la servilité envers cette classe. Bien que représentants du prolétariat, nous n'en condamnons pas moins ce préjugé des prolétaires peu développés d'après lequel il ne faut lutter que pour les revendications qui « laissent entrevoir des résultats palpables ». Tout en soutenant les intérêts et revendications progressistes de la paysannerie, nous repousserons résolument ses revendications réactionnaires. Or, le « partage noir », un des mots d'ordre les plus marquants du vieux populisme, renferme précisément un enchevêtrement de facteurs révolutionnaires et réactionnaires. Et les social-démocrates ont répété des dizaines de fois qu'ils ne rejettent pas par-dessus bord, avec la rigidité de certain oiseau inintelligent, tout le populisme, mais qu'ils dégagent et reconnaissent comme leurs ses éléments révolutionnaires et démocratiques. Dans la revendication du partage noir, il y a l'utopie réactionnaire

qui tend à généraliser et éterniser la petite production paysanne, mais il y a aussi en elle (à part l'utopie suivant laquelle la « paysannerie » peut être la porteuse de la révolution *socialiste*) un aspect révolutionnaire, à savoir la volonté de balayer par l'insurrection paysanne tous les vestiges du régime féodal. A notre avis, la revendication de la restitution des *otrezki* fait ressortir parmi toutes les revendications ambivalantes et contradictoires du paysan justement ce qui ne peut œuvrer de façon révolutionnaire que dans le sens de l'ensemble du développement social et ce qui, par conséquent, mérite l'appui du prolétariat. L'invitation de Martynov à « aller plus loin » ne conduit en réalité qu'à ce non-sens: définir le « *véritable* » mot d'ordre de classe pour la paysannerie en partant du point de vue des préjugés *véritables* de la paysannerie, et non des intérêts du prolétariat *véritablement bien compris*.

Autre chose est la nationalisation du sol. Cette revendication (s'il faut la comprendre dans le sens bourgeois et non socialiste) « va plus loin » en effet que la revendication de restituer les *otrezki*, et, en principe, nous la partageons entièrement. Bien entendu, à un moment révolutionnaire déterminé, nous ne refuserons pas de la formuler. Mais à l'heure actuelle, nous élaborons notre programme non seulement et même moins pour l'époque de l'insurrection révolutionnaire que pour celle de l'esclavage politique, pour l'époque antérieure à la liberté politique. Or, à pareille époque, la revendication de la nationalisation du sol exprime *bien plus faiblement* les tâches immédiates du mouvement démocratique du point de vue de la lutte contre le servage. La revendication de la création de comités paysans et de la restitution des *otrezki* attise directement la lutte de classe à la campagne, et c'est pourquoi elle ne peut donner lieu à aucune expérience de socialisme d'Etat. Au contraire, la revendication de la nationalisation du sol détourne jusqu'à un certain point l'attention des manifestations les plus évidentes et des survivances les plus fortes du servage. Aussi notre programme agraire peut-il et doit-il être proposé tout de suite comme l'un des moyens de stimuler le mouvement démocratique dans la paysannerie. Par contre, poser la revendication de la nationalisation non seulement sous le régime autocratique, mais même sous une monarchie

semi-constitutionnelle, serait tout simplement une erreur, car à défaut d'institutions politiques démocratiques déjà consolidées, profondément enracinées, cette revendication peut contribuer davantage à détourner la pensée vers des expériences absurdes de socialisme d'Etat qu'à impulser le « libre développement de la lutte de classe à la campagne * ».

Voilà pourquoi nous pensons que le maximum de notre programme agraire sur la base du régime social actuel ne doit pas aller au-delà de la révision démocratique de la réforme paysanne. La revendication de la nationalisation du sol, tout à fait juste au point de vue des principes et tout à fait applicable à certains moments, est pour l'instant politiquement inadaptée.

Il est intéressant de noter qu'en s'efforçant d'atteindre à un maximum tel que la nationalisation du sol, Nadejdine a fait fausse route (en partie sous l'influence de la décision qu'il avait prise de se borner, dans son programme, à des « revendications *accessibles* et nécessaires au moujik »). Nadejdine formule la revendication de la nationalisation comme suit : « transformation des terres de l'Etat, des apanages de l'Eglise, des propriétaires fonciers en propriété du peuple, en un fonds national pour être remises à bail à long terme et aux conditions les plus avantageuses aux paysans travailleurs ». Cette revendication sera sans doute compréhensible pour un « moujik », mais ne le sera certainement pas pour un social-démocrate. La revendication de la nationalisation du sol n'est une revendication du programme social-démocrate juste en principe, qu'en tant que mesure bourgeoise et non socialiste, car, dans la perspective socialiste, nous exigeons la nationalisation de *tous* les moyens de production. Si donc nous nous maintenons sur la base de la société bourgeoise, nous ne pouvons exiger que la remise

---

* Kautsky a fort bien noté, dans un de ses articles contre Vollmar : « En Angleterre, les ouvriers avancés peuvent exiger la nationalisation du sol. Mais à quoi cela aboutirait-il si toute la terre d'un Etat aussi militaire et policier que l'Allemagne devenait propriété de l'Etat (eine Domäne) ? La réalisation d'un socialisme d'Etat de cette espèce, nous la trouvons, du moins en grande partie, au Mecklembourg (« Vollmar und der Staatssozialismus», *Neue Zeit*, 1891-1892, X, 2, S. 710).

à l'Etat de la rente foncière, remise qui, par elle-même, loin de retarder l'évolution capitaliste de l'agriculture, la hâterait. Aussi, en soutenant la nationalisation bourgeoise du sol, un social-démocrate devrait, premièrement, ne pas exclure les terres paysannes, comme l'a fait Nadejdine. Si nous maintenons l'exploitation *privée* de la terre, en supprimant seulement la propriété privée du sol, il serait simplement réactionnaire de faire *sous ce rapport* une exception pour le petit propriétaire. En second lieu, avec une *telle* nationalisation, un social-démocrate s'opposerait résolument à ce que la terre nationale soit donnée à ferme à la « paysannerie laborieuse » plutôt qu'aux entrepreneurs capitalistes dans l'agriculture. Encore une fois, étant donné la domination ou le maintien du mode capitaliste de production, cette préférence serait une fois de plus réactionnaire. S'il se trouvait un pays démocratique pour procéder à la nationalisation bourgeoise du sol, le prolétariat de ce pays ne devrait donner la préférence ni aux petits ni aux grands fermiers, mais exiger absolument que *tout* fermier observe les règlements fixés par la loi sur la protection du travail (durée maximum de la journée de travail, application des règles sanitaires, etc., etc.), de même que sur l'exploitation rationnelle de la terre et du bétail. En fait, bien entendu, une telle attitude du prolétariat en cas de nationalisation bourgeoise hâterait la victoire de la grande production sur la petite (tout comme la législation ouvrière hâte cette victoire dans l'industrie).

Vouloir à tout prix être « accessible au moujik » a conduit ici Nadejdine dans le dédale de l'utopie petite-bourgeoise réactionnaire *.

---

* Après discussion de l'article par la rédaction de l'*Iskra* réunie à Zürich, Lénine remplaça les deux derniers paragraphes par la note suivante : « En ce qui concerne Nadejdine, il a commis à notre avis une grande inconséquence dans son esquisse de programme agraire, en exigeant la transformation « en propriété du peuple » des terres de toute nature *sauf les terres paysannes* et la distribution du « fonds national (agraire) » « à bail à long terme à *la paysannerie laborieuse* ». Un social-démocrate n'aurait pas pu exclure de la nationalisation du sol les terres paysannes. Voilà un premier point. En second lieu, il n'aurait préconisé la nationalisation du sol que comme une transition vers la grosse exploitation communiste, et non point vers la petite exploitation individualiste. L'erreur de Nadejdine est due, sans

Ainsi, l'examen des objections soulevées contre la revendication de la restitution des *otrezki* nous persuade de l'inconsistance de ces objections. Nous devons exiger la révision démocratique de la réforme paysanne, notamment des transformations agraires qu'elle implique. Et pour définir avec précision le caractère, les limites et les moyens de procéder à cette révision, nous devons préconiser la création de comités paysans ayant droit d'expropriation, de rachat, d'échange, etc., sur les *otrezki* par lesquels se maintiennent les survivances du servage.

VIII

Au quatrième point du projet de notre programme agraire se trouve étroitement associé le cinquième point, qui revendique « l'octroi aux tribunaux du droit de réduire les prix de fermage excessifs et d'annuler les contrats ayant un caractère asservissant ». Comme le point 4, il est dirigé contre l'asservissement, mais avec cette différence qu'il exige non pas la révision et la transformation des rapports agraires une fois pour toutes, mais la révision permanente des rapports relevant du droit civil. *Cette* révision est confiée à des « tribunaux », non point certes à cette triste parodie du tribunal qu'est l'« institution » des zemskié natchalniki[52] (ou même des juges de paix élus par les classes possédantes parmi les possédants), mais les tribunaux dont il est parlé au paragraphe 16 de la partie précédente de notre projet de programme. Ce paragraphe 16 exige « l'institution de tribunaux d'arbitrage social dans toutes les branches de l'économie nationale... (et donc dans l'agriculture)... avec représentation paritaire des ouvriers et des patrons ». Une telle composition du tribunal garantirait son caractère démocratique et la libre expression des divers intérêts de classe des diverses couches de la population rurale. L'antagonisme de classe ne serait pas couvert par la feuille de vigne d'un bureaucratisme pourri, ce sépulcre blanchi pour le cadavre de la liberté du peuple, mais interviendrait ouvertement et claire-

---

doute, à la décision qu'il avait prise de se borner, dans son programme, à des « revendications *accessibles* (souligné par moi) et nécessaires au moujik » [51]. (*N.R.*)

ment aux yeux de tous, éveillant les habitants de la campagne de leur torpeur patriarcale. La connaissance parfaite des rapports agraires en général et de leurs traits locaux en particulier serait tout à fait garantie par l'élection des juges parmi les habitants de l'endroit. Pour les masses paysannes, qu'il serait impossible de ranger dans la catégorie seulement des « ouvriers » ou seulement des « entrepreneurs », on établirait, naturellement, des règles spéciales garantissant une représentation égale de tous les éléments de la population rurale ; au surplus, nous, social-démocrates, nous insisterions assurément, en toutes circonstances, premièrement, pour une représentation *spéciale* des salariés agricoles, si peu nombreux qu'ils soient, et, en second lieu, pour que la paysannerie de situation médiocre et la paysannerie aisée soient autant que possible représentées à part (car la fusion de ces catégories conduit non seulement à en donner une idée fausse dans la statistique, mais conduit dans tous les domaines de la vie à l'oppression et à l'élimination de la première catégorie par la seconde).

La compétence de ces tribunaux serait double : d'abord, ils auraient le droit de *réduire* les prix de fermage au cas où ils seraient « excessifs ». Déjà ces mots du programme laissent entendre indirectement que ce phénomène est largement répandu. La discussion publique et contradictoire des prix de fermage devant les tribunaux serait d'un très grand profit, quelle que soit la décision de ces tribunaux. Les diminutions des prix de fermage (fussent-elles peu fréquentes) joueraient leur rôle dans l'élimination des vestiges du servage : on sait que dans nos campagnes, l'affermage porte un caractère plus souvent féodal que bourgeois, et le prix de fermage est bien plus une « rente-argent » (c'est-à-dire une rente féodale transformée) qu'une rente capitaliste (c'est-à-dire l'excédent du profit de l'entrepreneur). La diminution du prix de fermage contribuerait donc directement à substituer les formes capitalistes aux formes féodales de l'économie.

Ensuite les tribunaux auraient le droit « d'annuler les contrats portant un caractère asservissant ». La notion d'« asservissement » n'est pas définie ici, car fixer des limites aux juges élus dans l'application de ce point serait tout à fait indésirable. Le moujik russe ne sait que trop bien ce

que c'est que la servitude ! Du point de vue scientifique, cette notion embrasse toutes les transactions renfermant un élément d'*usure* (louée d'hiver, etc.) ou de *servage* (prestations pour dégâts causés dans les champs par le bétail, etc.).

Le troisième point, qui concerne la restitution au peuple des indemnités de rachat, est d'un caractère quelque peu différent. Ici les doutes sur la petite propriété ne se manifestent pas comme au point 4, mais en revanche les opposants indiquent le caractère irréalisable dans sa pratique de cette revendication et l'absence de lien logique entre elle et la partie générale de notre programme agraire (= « l'élimination des vestiges du régime féodal et le libre développement de la lutte de classe à la campagne »). Toutefois, personne ne niera que ce sont précisément les vestiges du servage dans leur ensemble qui provoquent parmi des millions de paysans les famines continuelles qui distinguent tout de suite la Russie de toutes les nations civilisées. L'autocratie elle-même est, pour cette raison, contrainte de créer de plus en plus souvent un « fonds » spécial (tout à fait misérable, naturellement, bien plus pillé par les dilapidateurs des deniers publics et les bureaucrates qu'il ne sert aux affamés) « pour les besoins culturels et de bienfaisance des communautés rurales ». Nous nous devons bien, à notre tour, d'exiger, parmi tant d'autres réformes démocratiques, la création d'un tel fonds. A cela, on ne saurait guère s'opposer.

La question est alors de savoir où prendre l'argent nécessaire à la création de ce fonds. Pour autant que nous puissions en juger, on pourrait nous renvoyer ici à l'impôt progressif sur le revenu : augmenter spécialement les taxes sur les revenus des riches pour alimenter le fonds en question. Il serait tout à fait juste que les plus riches possédants du pays participent le plus à l'entretien des affamés et aux dépenses nécessaires pour remédier, dans la mesure du possible, aux malheurs causés par les famines. Nous n'aurions rien contre une telle mesure non plus, sur laquelle il n'est pas besoin d'insister particulièrement dans le programme, puisqu'elle se relève entièrement à la revendication de l'impôt progressif sur le revenu, mentionné spécialement à part dans le programme. Mais pourquoi s'en tenir uniquement à cette source ? Pourquoi ne pas tenter encore de

restituer au peuple ne fût-ce qu'une partie du tribut qu'ont prélevé et continuent de prélever sur les paysans les esclavagistes d'hier avec l'appui de l'Etat policier ? Ce tribut n'est-il pas étroitement lié aux famines *actuelles* ? Et la revendication de la restitution de ce tribut ne nous rendra-t-elle pas un service appréciable pour accroître en étendue et en profondeur la protestation révolutionnaire des paysans contre tous les féodaux et contre tout asservissement ?

On ne peut cependant restituer entièrement ce tribut, nous objecte-t-on. C'est juste (comme on ne peut restituer entièrement les *otrezki*). Mais si l'on ne peut plus exiger le remboursement de toute la dette, pourquoi ne pas en prendre au moins une partie ? Que peut-on objecter contre un impôt spécial sur les terres des grands propriétaires fonciers nobles qui ont bénéficié des prêts de rachat ? Le nombre de ces propriétaires de latifundia (parfois même convertis en biens de famille inaliénables et indémembrables) est très grand en Russie, et il serait équitable d'engager spécialement contre eux des poursuites pour s'être rendus responsables des famines paysannes. Plus équitable encore serait la confiscation totale des biens des monastères et des apanages, en tant qu'ils constituent la propriété la plus imprégnée des traditions féodales, qui sert à enrichir les parasites les plus réactionnaires et les plus nuisibles pour la société et maintient en même temps une quantité assez importante de terre hors du circuit civile et commerciale. La confiscation de tels biens serait donc entièrement favorable à l'ensemble du développement social * ; elle serait précisément une nationalisation bourgeoise partielle du sol qui ne pourrait en aucun cas conduire aux tours de passe-passe du « socialisme d'Etat ». Elle aurait une énorme importance politique directe pour le renforcement des institutions démocratiques de la *nouvelle* Russie ; et elle donnerait en même temps des moyens supplémentaires pour venir en aide aux affamés.

* Lors de l'affermage de ces biens confisqués, la social-démocratie devrait dès maintenant mener une politique non pas spécifiquement paysanne, mais celle que nous avons décrite plus haut, dans nos objections à Nadejdine.

IX

En ce qui concerne, enfin, les deux premiers points de notre programme agraire, point n'est besoin de nous y arrêter longuement. « L'abolition des indemnités de rachat et des redevances, ainsi que de toutes les charges qui retombent actuellement sur la paysannerie en tant que caste taillable » (point I) est quelque chose qui va de soi pour tout social-démocrate. Pour autant que nous puissions en juger, l'application pratique de cette mesure ne donne lieu non plus à aucun malentendu. Le deuxième point exige : « la suppression de la caution solidaire et de toutes les lois qui empêchent le paysan... » (notez bien : « le paysan », et non « les paysans ») « ... de disposer pleinement de sa terre ». Ici il faut dire quelques mots de la fameuse et mémorable « *communauté rurale* ». Il est clair que la suppression de la caution solidaire (cette réforme, M. Witte aura peut-être encore le temps de la réaliser avant la révolution), l'abolition des divisions en castes, la liberté de se déplacer et de disposer de la terre pour chaque paysan pris à part conduiront de fait à la suppression inéluctable et rapide de ce fardeau fiscal et féodal qu'est, pour les trois quarts, la communauté d'aujourd'hui. Mais ce résultat ne fera que montrer la justesse de nos vues sur la communauté, l'incompatibilité de cette dernière avec toute l'évolution économique et sociale du capitalisme. Ce résultat ne proviendra nullement de quelque mesure recommandée par nous « contre la communauté », car nous n'avons jamais défendu et nous ne défendrons jamais *aucune mesure* visant directement contre tel ou tel système d'organisation foncière. Bien plus : nous défendrons assurément la communauté en tant qu'organisation démocratique d'administration locale, en tant que groupement d'intérêts ou de voisinage, contre toutes les atteintes des bureaucrates, ces atteintes qu'affectionnent tant les ennemis de la communauté du camp de *Moskovskié Viédomosti* [53]. Nous n'aiderons jamais personne à « détruire la communauté », mais nous nous efforcerons à coup sûr d'obtenir la suppression de toutes les institutions contraires à la démocratie, *quelle que soit l'influence de cette suppression sur les partages principaux et secondaires de la terre, etc.*, c'est là ce qui nous distingue foncièrement des populistes

déclarés ou masqués, conséquents ou inconséquents, timides ou audacieux, qui, d'une part, sont « bien entendu » des démocrates, mais qui, d'autre part, craignent de définir nettement et sans équivoque leur attitude à l'égard de revendications démocratiques aussi élémentaires que celles de la liberté *complète* de se déplacer, la suppression *complète* des distinctions de caste dans les communautés paysannes, et, *par suite*, la suppression complète de la caution solidaire, l'abrogation de toutes les lois empêchant le paysan de disposer de sa terre *.

On nous objectera : c'est cette dernière mesure, consacrant la volonté individuelle de chaque paysan pris à part, qui détruit la communauté non seulement en tant que système de partages, etc., mais même en tant que groupement d'intérêts entre voisins. Chaque paysan sera, quel que soit l'avis de la majorité, en droit d'exiger que sa terre soit détachée pour former un lot séparé. Cela n'est-il pas en contradiction avec la tendance générale de tous les socialistes à contribuer à l'élargissement et non au rétrécissement des droits de la collectivité par rapport à l'individu?

A cela nous répondrons : notre formule n'implique pas pour chaque paysan le droit d'exiger que sa terre soit détachée en un lot obligatoirement distinct. Il en ressort seulement la liberté de vendre la terre, le droit de préemption accordé aux membres de la communauté rurale ne contredisant nullement cette liberté.

La suppression de la caution solidaire doit transformer tous les membres de la communauté rurale en libres copropriétaires d'un terrain ; quant à la manière dont ils en disposeront, ce sera leur affaire, cela dépendra des lois civiles générales et des contrats spéciaux existant entre eux. En ce qui concerne l'extension des droits de la collectivité par rapport à l'individu, les socialistes ne la défendent que lorsque cette extension est nécessité par le progrès technique et social **. Sous cette forme nous défendrions, bien

* C'est à cette pierre de touche que l'on devra éprouver les nombreux radicaux de Russie (et même les révolutionnaires du *Vestnik Rousskoï Révoltoutsii*) qui, dans cette question, sont enclins à s'asseoir entre deux chaises.

** Kautsky, par exemple, estime qu'il est juste d'exiger la « limitation des droits de la propriété privée foncière dans l'intérêt :

entendu, toute loi de cette nature, à la condition qu'elle ne concerne pas seulement les petits propriétaires, pas seulement les paysans, mais *tous* les propriétaires fonciers en général.

X

Pour terminer, résumons les thèses fondamentales qui constituent la base de notre programme agraire. Tous ceux qui ont eu l'occasion de participer à l'élaboration d'un programme ou de s'initier aux détails de cette élaboration dans les autres pays, savent que l'on peut formuler une seule et même pensée de la manière la plus diverse ; ce qui importe pour nous, c'est que tous les camarades au jugement desquels nous soumettons maintenant notre projet, s'entendent avant tout et par-dessus tout sur les principes fondamentaux. Pour ce qui est de tels ou tels détails de formulation, ils n'ont aucune importance décisive.

Le fait central, dans le domaine des rapports agraires en Russie comme dans les autres est, pour nous, la lutte de classes. Nous fondons toute notre politique agraire (et, par suite, notre programme agraire) sur la reconnaissance tenace de ce fait avec toutes les conséquences qui en découlent. Notre but principal et immédiat est de frayer le chemin au libre développement de la lutte de classe à la campagne, de la lutte de classe du prolétariat qui tend à atteindre le but final de la social-démocratie mondiale, la conquête du pouvoir politique par le prolétariat et la création des fondements de la société socialiste. En proclamant que la lutte de classe est notre fil conducteur dans toutes les « questions agraires », nous séparons d'une manière décisive et sans retour des partisans si nombreux en Russie des théories équivoques et flottantes : « populiste », « éthico-sociologique », « critique », social-réformiste et tutti quanti !

Pour frayer la voie au libre développement de la lutte de classe à la campagne, il est nécessaire de supprimer tous les vestiges du régime féodal qui *recouvrent* actuellement les

---

1° du bornage, du remembrement ; 2° de l'élévation de la qualité de la culture ; 3° de la prévention des épidémies » (*Die Agrarfrage*, S. 437). Des revendications de ce genre, parfaitement justifiées, ne sont nullement liées et ne doivent nullement l'être avec la communauté paysanne.

germes des antagonismes capitalistes au sein de la population rurale, et entravent leur développement. Et nous tentons un *dernier* effort pour aider la paysannerie à balayer d'un coup décisif tous ces vestiges, — un « dernier » parce que le capitalisme russe en développement, lui aussi, fait spontanément le même travail, marche vers le même but, mais en suivant la voie qui lui est propre, celle de la violence et de l'oppression, de la ruine et de la faim. Le passage de l'exploitation féodale à l'exploitation capitaliste est inéluctable, et ce serait une illusion nuisible, réactionnaire que d'essayer de le retarder ou de le « court-circuiter ». Mais ce passage est concevable également sous la forme du renversement par la violence des rejetons des seigneurs d'antan qui, s'appuyant non sur « le pouvoir de l'argent », mais sur les traditions de l'ancien pouvoir de l'esclavagisme, sucent maintenant les dernières gouttes de sang de la paysannerie patriarcale. Cette paysannerie patriarcale, qui vit de son propre travail sous le système de l'économie naturelle, est condamnée à disparaître, mais n'est pas du tout condamnée « obligatoirement », par une loi « immanente » de l'évolution économique et sociale aux supplices de l'« extorsion des tailles » et aux verges, aux souffrances interminables de la cruelle mort par la faim.

Et, sans nous faire d'illusions sur la prospérité ou même sur une existence supportable des petits producteurs en société capitaliste (la Russie le devient de plus en plus), nous exigeons l'abolition et la suppression complètes et absolues, non réformistes mais révolutionnaires, des survivances féodales, nous reconnaissons comme appartenant aux paysans les terres que le gouvernement des nobles leur a enlevées, et qui continuent à les maintenir aujourd'hui encore dans un réel état d'esclavage. Nous devenons ainsi — à titre d'exception et par suite de circonstances historiques particulières — les défenseurs de la petite propriété, mais nous ne la défendons que dans sa lutte contre ce qui reste de « l'ancien régime », et à la seule condition que soient supprimées les institutions qui entravent la transformation de la campagne patriarcale, somnolente, figée dans son immobilisme, dans son hébétude et sa passivité même : à condition que soit instaurée la liberté complète de déplacement, d'achat et de vente des terres, l'abolition absolue de la division en castes.

Nous voulons compléter la révision démocratique des lois politiques et civiles de la Russie, par la révision démocratique, révolutionnaire de la fameuse « réforme paysanne ».

Guidé par ces principes dans sa politique agraire, le social-démocrate russe saura, en arrivant à la campagne, s'orienter dans le réseau embrouillé des rapports qu'il y trouvera ; il saura y « adapter » sa propagande et son agitation fermement révolutionnaires. Il ne sera pas alors pris de court par un mouvement possible (qui, par endroits, semble déjà commencer) de la paysannerie. Il ne s'en tiendra pas aux revendications tendant à défendre les salariés agricoles exposées en détail dans la partie de notre programme consacrée aux revendications immédiates « de travail », revendications que, bien entendu, il formulera toujours et partout. Il sera en mesure de pousser en avant le mouvement démocratique générale au sein de la paysannerie, mouvement qui (s'il lui est donné, dans nos campagnes, de sortir de son état embryonnaire) commencera par la lutte contre les féodaux campagnards et finira par l'insurrection contre l'un des plus puissants et des plus ignobles vestiges de la féodalité, contre l'autocratie tsariste.

* *
*

P.-S. Cet article a été rédigé avant le début des insurrections paysannes qui ont éclaté dans le sud de la Russie, au printemps de cette année[54] . Les thèses fondamentales de cet article ont été pleinement confirmées par ces événements. Quant aux tâches tactiques qui, à l'heure actuelle, se posent avec force à notre Parti dans son travail à la campagne, nous espérons pouvoir en parler la prochaine fois.

LETTRE AUX MEMBRES DES ZEMSTVOS

Nous citons en entier une lettre polycopiée adressée aux membres des zemstvos, qui circulait lors de la dernière session des assemblées de zemstvos (*malheureusement* cette lettre n'est parvenue entre nos mains que tout récemment) :

« Monsieur,

« Les conditions pénibles dans lesquelles se trouvent à notre époque la Russie, le peuple russe et les zemstvos russes nous incitent à vous adresser cette lettre. Nous pensons, cher monsieur, que les idées et les intentions exprimées ici sauront trouver votre sympathie.

« La longue liste de faits attristants et révoltants dont nous avons été ces derniers temps les témoins silencieux ont étendu un nuage noir sur la conscience sociale, et tout homme intelligent doit se poser franchement cette question fatale : est-il possible de rester politiquement inactif et de participer passivement à l'appauvrissement et à la dépravation progressifs de notre patrie ?

« Les mauvaises récoltes chroniques et les charges insupportables que représentent les indemnités de rachat et les impôts extraordinaires ont littéralement ruiné le peuple, amenant sa déchéance physique.

« Le fait que la paysannerie est pratiquement privée de toute autonomie, la tutelle mesquine des représentants officiels et bénévoles du « pouvoir ferme » et la disette intellectuelle dans laquelle ceux qui s'imposent à nous comme les gardiens des « principes naturels et légitimes » maintiennent artificiellement le peuple, affaiblissent sa puissance spirituelle, son activité propre et son énergie.

« Les forces productives du pays sont impudemment dilapidées par des ressortissants russes et étrangers avec la bénédiction d'aventuriers qui font bon marché des destinées de notre patrie. En vain, le « gouvernement des bienfaiteurs » par une série de mesures inventées à la hâte et qui se contredisent l'une l'autre, s'efforce-t-il de suppléer à la lutte saine et naturelle des groupes économiques du pays.

L'« intervention » et l'« examen bienveillant » sont impuissants devant les funestes présages de faillite économique et financière de la Russie : crises agricole, industrielle et monétaire, brillants résultats d'une politique de hasard et d'aventure. La presse est étouffée et privée de la possibilité de faire la lumière ne serait-ce que sur une partie des crimes commis à toute heure par les défenseurs de l'ordre contre la liberté et l'honneur des citoyens russes. Sur les immenses étendues de la terre natale ruinée, humiliée et offensée, seul l'arbitraire stupide et brutal élève impérieusement la voix et règne sans rencontrer nulle part la résistance nécessaire.

« Dans une telle situation, il est parfaitement naturel que le gouvernement se défie systématiquement des plus petites manifestations d'initiative privée ou publique, de l'activité de toutes les associations publiques quelles qu'elles soient et en particulier des administrations des zemstvos, cette pierre sur laquelle la Russie des années 60 espérait voir se bâtir un nouveau royaume. Une bureaucratie triomphante condamne les administrations des zemstvos à une mort lente, et chaque année porte un nouveau coup à leur activité vitale, à leur valeur et à leur autorité aux yeux de la société et du peuple, qui ne fait presque pas de différence entre les zemstvos et l'administration officielle. Les assemblées de zemstvos, en dépit de la protestation clairement exprimée de tous les groupes progressistes du pays, sont transformées en réunions de castes, en conférences de bureaucrates, elles ont perdu toute liaison avec la masse du peuple russe. Les conseils de zemstvos deviennent un appendice des bureaux du gouverneur, et, en perdant de leur indépendance, acquièrent peu à peu tous les défauts des administrations de l'Etat. Les réunions électorales des zemstvos sont rabaissées à une sorte de comédie. Le petit nombre des électeurs et leur division par castes ne donnent pas aux réunions la possibilité d'exprimer, en la personne des délégués élus, les différents intérêts sociaux et limitent ces réunions à un affrontement mesquin de susceptibilités personnelles.

« La compétence des administrations des zemstvos s'amenuise lentement mais sûrement. Les questions de ravitaillement ont été retirées aux zemstvos. En matière d'estimation, les zemstvos sont transformés en simples exécutants des ordonnances administratives. Dans le domaine de l'instruction publique, leur rôle est presque réduit à zéro. Le statut médical élaboré par le ministère de Gorémykine n'est pas formellement abrogé et reste suspendu comme l'épée de Damoclès sur les services médicaux des zemstvos. La redoutable menace d'une instruction aux conseils scolaires s'est apparemment dissipée. Mais rien ne garantit les zemstvos contre une nouvelle apparition de ce spectre, incarné cette fois sous la forme d'une loi, qui signifierait la mort définitive de l'école populaire des zemstvos. Les relations entre administrations des zemstvos des différentes provinces, dont la nécessité est devenue un lieu commun, se heurtent à de nouvelles difficultés dans la dernière circulaire envoyée à ce sujet par le ministère de l'Intérieur. Chaque initiative des zemstvos au titre d'institution publique s'empêtre dans l'échevau des innombrables circulaires des divers ministres et, avant de faire appliquer une mesure, les membres des zemstvos doivent dépenser pas mal de temps, d'éner-

gie et d'ingéniosité afin de débrouiller cet écheveau. Le fameux article 87 du Règlement des zemstvos, et surtout son deuxième point, soumet toute l'activité du zemstvo au bon vouloir du gouverneur. Les inspections des conseils des zemstvos par les représentants des gouverneurs se font de plus en plus fréquentes; par l'intermédiaire des membres permanents de l'administration provinciale pour les zemstvos, le gouvernement instaure sans se gêner une surveillance ouverte sur le zemstvo. En promulguant la loi qui limite l'aptitude du zemstvo à fixer des impôts, le gouvernement reconnaît ouvertement son extrême défiance à l'égard du droit fondamental de cette institution, à savoir le droit d'imposition. Grâce à l'ingérence du département de la police, les meilleurs collaborateurs des zemstvos, élus ou rétribués, sont arrachés de force à leur activité. Il est probable que dans un proche avenir prendront force de loi les projets ministériels de contrôle des opérations financières du zemstvo par les fonctionnaires du contrôle d'Etat, et de réglementation de l'activité des commissions consultatives des zemstvos.

« Non seulement les requêtes des zemstvos ne sont pas satisfaites, mais elles ne sont même pas examinées selon les règles établies à cet effet, et sont repoussées avec dédain par le pouvoir discrétionnaire des ministres. Dans ces conditions, il est impossible de se consacrer au service des zemstvos en croyant sérieusement à l'utilité de son activité. Et nous voyons se dérouler sous nos yeux un processus de stérilisation croissante du milieu des zemstvos et en particulier de leurs organes exécutifs, les conseils. Le zemstvo est abandonné par des gens dévoués de tout cœur à sa cause, mais qui ont perdu la foi en l'utilité de ce travail dans les conditions actuelles. Ils sont remplacés par des membres de formation nouvelle, par des opportunistes, qui se cramponnent peureusement au nom et à la forme des zemstvos et humilient définitivement la dignité de ceux-ci par une monstrueuse servilité à l'égard de l'administration. Le résultat est une décomposition interne des zemstvos, bien pire qu'une suppression formelle. Des attaques directes du gouvernement contre l'idée même de zemstvo pourraient entraîner une vaste sensibilisation de l'opinion publique, chose que redoute tant la bureaucratie. Mais sous nos yeux s'effectue une liquidation voilée du principe de l'autonomie, qui malheureusement ne rencontre pas de résistance organisée.

« Dans cette situation, l'insignifiance relative des résultats matériels de l'activité des zemstvos n'est nullement compensée par sa valeur éducative, et près de quarante années de travail de ces organes d'auto-administration pour le développement du civisme, de la conscience et de l'initiative publique peuvent se perdre sans laisser de trace dans le plus proche avenir. De ce point de vue, l'attente tranquille et résignée des membres opportunistes des zemstvos ne fait que contribuer à la mort inutile et sans gloire de la grande idée des zemstvos. Il ne sera possible de sortir les zemstvos de l'impasse où l'a conduit le système de tutelle qu'en luttant énergiquement contre l'idée absurde selon laquelle la discussion de problèmes sortant du cadre des événements locaux entraînerait les pires catastrophes nationales. Contre cet épouvantail, qui n'a rien d'effrayant évidemment ni pour le peuple ni pour la sécurité de l'Etat, contre cette

idée dont l'absurdité est reconnue cyniquement par ses propres défenseurs (voir la note confidentielle de Witte « L'autocratie et les zemstvos »), les zemstvos doivent lutter en discutant ouvertement et hardiment dans leurs assemblées des questions intéressant tout l'Etat qui sont étroitement liées aux besoins et aux intérêts de la population locale. Et plus les assemblées des zemstvos discuteront des questions de ce genre de façon complète et énergique, plus il deviendra évident que la discussion publique de ses maux ne menace pas le peuple d'aucune calamité, mais au contraire les prévient, que le joug sous lequel se trouve actuellement la presse n'est utile qu'aux ennemis du peuple, qu'on ne peut pas former des citoyens honnêtes par le règne de la police sur la pensée et la parole, que légalité et liberté ne sont pas contradictoires. La délibération publique de toutes les questions similaires dans plusieurs assemblées de provinces à la fois sera sans aucun doute accueillie avec la plus vive sympathie par toutes les couches du peuple et provoquera un travail énergique de la conscience sociale. Mais si les zemstvos ne réagissent pas à la situation critique que connaît actuellement la Russie, alors naturellement, messieurs Sipiaguine et Witte, après leur avoir enlevé le rôle de représentants des intérêts du travail, n'hésiteront pas à les rendre définitivement « conformes » au régime général des institutions de l'Empire. Quel aspect prendra cette « conformité », nous avons, considérant la profondeur de pensée et l'esprit inventif des gouvernants actuels du pays, quelque difficulté à l'imaginer. Monsieur le ministre de l'Intérieur n'a-t-il pas eu assez d'impudence et d'étonnant mépris pour la « première » caste de l'Empire, pour imposer aux élus de celle-ci — les maréchaux de la noblesse — le rôle infamant d'espions chargés de surveiller les moniteurs et le déroulement des lectures populaires.

« Les considérations ci-dessus nous amènent à penser que notre inaction, et aussi notre humble soumission à toutes les expériences que la bureaucratie fait subir aux zemstvos et à toute la Russie, constituent non seulement une sorte de suicide, mais aussi un grave crime devant notre pays. L'inconsistance et la sottise de la tactique de l'opportunisme — cette vente d'un « droit d'aînesse » pour un « plat de lentilles » — sont suffisamment démontrées par la vie : la bureaucratie autocratique, après s'être attribué d'abord le droit d'aînesse, nous a maintenant enlevé aussi le « plat de lentilles ». Etape par étape, on nous prive de presque tous nos droits de citoyen, et les quarante années écoulées depuis le début des « grandes réformes » nous ont ramenés au point d'où nous étions partis à l'époque où l'on entreprenait ces réformes. Nous reste-t-il beaucoup à perdre, comment justifier la prolongation de notre silence, comment l'expliquer, sinon par une honteuse couardise et un manque total de conscience de nos devoirs de citoyen ?

« En tant que citoyens russes, et qui plus est placés « au sommet de l'échelle », nous sommes tenus de défendre les droits du peuple russe, nous sommes tenus de donner la réponse qui convient à la bureaucratie autocratique, qui cherche à étouffer les plus petites manifestations de liberté et d'indépendance dans la vie du peuple et de faire de tout le peuple russe un esclave soumis. En tant que membre

des zemstvos, nous sommes spécialement tenus de défendre les droits de nos administrations, de les protéger contre l'arbitraire et le joug de la bureaucratie, de défendre le droit qu'elles ont d'agir par elles-mêmes et de satisfaire largement les besoins de toutes les couches populaires.

« Cessons donc de nous taire comme des écoliers pris en faute ; montrons enfin que nous sommes des citoyens adultes, prêts à exiger ce qui nous appartient de droit : notre « droit d'aînesse », nos droits de citoyen.

« La bureaucratie autocratique ne donne jamais rien de son propre gré, elle ne donne que ce qu'elle est contrainte de donner, bien qu'elle s'efforce alors de faire croire qu'elle renonce à ses « droits » par pure grandeur d'âme. Et s'il arrive qu'elle donne plus que ce qu'on l'a obligé à donner, elle revient immédiatement sur ses excédents de concessions, comme cela s'est produit pour nos « grandes réformes ». Le gouvernement ne s'est pas soucié des ouvriers tant qu'il n'a pas vu apparaître un sérieux « mouvement ouvrier » sous la forme de manifestations massives de milliers d'ouvriers ; il s'est bâté alors de mettre sur pied une « législation ouvrière », assez hypocrite certes, mais tout de même calculée pour satisfaire au moins quelques-unes des revendications des ouvriers et apaiser ces masses menaçantes. Pendant des dizaines d'années, le gouvernement a estropié notre jeunesse étudiante, nos sœurs, nos frères et nos enfants, en n'admettant pas la plus petite critique du « système scolaire » qu'il avait inventé et en réprimant férocement les « désordres » estudiantins.

« Mais voilà que ces « désordres » se sont transformés en une grève générale, la machine universitaire s'est arrêtée, et la bureaucratie s'est sentie soudain pénétrée d'un sentiment de « sincère sollicitude » à l'égard de la jeunesse étudiante, et les mêmes revendications auxquelles la seule réponse était hier encore le sifflement du fouet cosaque sont proclamées aujourd'hui programme gouvernemental de « réforme de l'enseignement ».

« Bien sûr, il y a dans cette métamorphose une bonne part d'hypocrisie, mais pourtant... Pourtant il ne fait pas de doute que la bureaucratie se trouve obligée de reconnaître ouvertement l'opinion publique et de lui faire des concessions assez importantes. Et nous, comme toute la société russe, comme tout le peuple russe, nous ne pouvons compter sur la reconnaissance et le respect de nos droits que si nous revendiquons ces droits hardiment, ouvertement, unanimement et opiniâtrement.

« Compte tenu de toutes ces considérations, nous avons résolu, Monsieur, de vous adresser cette lettre, à vous et à beaucoup d'autres membres des zemstvos de toutes les provinces, en vous priant d'accorder votre appui lors de la présente session des assemblées de provinces pour la présentation, la discussion et l'adoption des décisions qui conviennent sur les questions ci-dessous :

« I. Révision du Règlement des administrations des zemstvos et modification de ce Règlement dans le sens suivant :

« a) octroi de droits électoraux identiques à tous les groupes de la population sans aucune distinction de caste, avec diminution

sensible du cens électoral ; b) exclusions des zemstvos des représentants des castes en tant que tels; c) libération des zemstvos dans toutes ses activités de la tutelle de l'administration, octroi aux zemstvos d'une pleine initiative dans toutes les affaires locales dans le cadre des lois du pays au même titre que les autres personnes et institutions ; d) extension de la compétence des zemstvos par l'octroi d'une pleine initiative en ce qui concerne la totalité des besoins et intérêts locaux, dans la mesure où ils ne lèsent pas les intérêts de l'Etat tout entier ; e) suppression de la loi qui limite l'aptitude des zemstvos à fixer des impôts ; f) octroi aux zemstvos des plus larges droits en ce qui concerne la généralisation de l'instruction publique par tous les moyens, les zemstvos devant avoir, outre les préoccupations matérielles, le droit de contrôler et d'améliorer l'enseignement ; g) suppression du statut médical rappelé plus haut, nuisible à l'activité sanitaire des zemstvos ; h) retour aux zemstvos des affaires concernant le ravitaillement et octroi de la pleine initiative dans l'organisation et la conduite des questions d'estimation et de statistique ; i) remise de toutes les affaires des zemstvos aux seuls membres élus, qui ne doivent pas être soumis à l'agrément de l'administration et à plus forte raison désignés en dehors de la volonté des assemblées des zemstvos ; j) octroi au zemstvo du droit d'engager des employés à sa guise, sans la sanction de l'administration; k) octroi aux zemstvos du droit de discuter librement des questions intéressant tout l'Etat qui ont un rapport avec les besoins et les intérêts locaux, les requêtes présentées par les zemstvos devant être obligatoirement examinées par les plus hautes instances gouvernementales dans un délai déterminé ; l) octroi à tous les zemstvos du droit de communiquer entre eux, ainsi que d'organiser des congrès de représentants des zemstvos pour discuter des problèmes qui concernent tous les zemstvos ou plusieurs d'entre eux.

« II. Révision et modification du Règlement sur les paysans de façon à leur accorder des droits parfaitement égaux à ceux des autres castes.

« III. Modification du système fiscal dans le sens de l'égalisation des charges par l'institution d'un impôt progressif sur le revenu, avec exonération de certains bas revenus.

« Il est extrêmement souhaitable aussi que les questions suivantes soient soulevées et discutées aux assemblées des zemstvos :

« IV. Rétablissement des justices de paix sur tout le territoire et abrogation de toutes les lois limitant la compétence des tribunaux de jurés.

« V. Octroi d'une plus grande liberté à la presse, nécessité de supprimer la censure préalable, modification du statut de la censure dans le sens d'une indication ferme et précise de ce qu'il est permis ou défendu d'imprimer, suppression de l'arbitraire administratif dans la censure et transmission de toutes les affaires concernant les délits de presse à la compétence exclusive des tribunaux délibérant en public selon les dispositions judiciaires générales.

« VI. Révision des lois et ordonnances ministérielles existantes concernant les mesures de protection de la sécurité de l'Etat, suppression du « jugement » administratif secret dans ce domaine et examen

public de toutes les affaires de ce genre par les institutions judiciaires normales.

« Pensant que vous ne refuserez pas de contribuer, dans votre assemblée de province, à soulever les questions générales indiquées, nous avons l'honneur de vous prier d'informer dans la mesure du possible, des décisions qui auront pu être prises par votre assemblée tous les autres zemstvos, par l'intermédiaire de vos connaissances et des délégués avec lesquels vous êtes en relation. Nous espérons aussi qu'il se trouvera dans une grande partie des zemstvos suffisamment de gens audacieux et énergiques pour faire adopter ces revendications dans les assemblées. Et si tous, unanimement, ouvertement et de façon catégorique, nous présentons nos légitimes revendications, la bureaucratie sera obligée de reculer, comme elle recule toujours lorsqu'elle rencontre une force unie et consciente.

Un groupe de vétérans des zemstvos »

Cette lettre est très instructive. Elle montre que même des gens peu aptes à la lutte et absorbés surtout par le petit travail pratique sont contraints par la vie elle-même à s'élever *contre* le gouvernement autocratique. Et si on compare cette lettre avec un texte comme la préface de Monsieur P.N.S. [55] à la note de Witte, la première, à mon avis, produit une bien meilleure impression.

S'il n'y a pas dans cette lettre, il est vrai, de « larges » synthèses politiques, ses auteurs ne formulent pas une déclaration de « programme », mais un modeste conseil sur la façon de commencer *pratiquement* l'agitation. Ils n'ont pas d'« envols de pensée », même pas pour parler franchement de la liberté politique, mais en revanche ils ne spéculent pas sur les personnes proches du trône qui pourraient peut-être avoir une influence sur le tsar. Ils ne font pas d'éloges déplacés de l'« œuvre » d'Alexandre II, mais au contraire, laissent voir leur ironie à l'égard des « grandes réformes » (entre guillemets). Ils trouvent la franchise et le courage de s'élever résolument contre les « membres opportunistes des zemstvos », sans craindre de déclarer la guerre à la « honteuse couardise », et sans chercher à plaire aux libéraux les plus attardés.

Nous ignorons pour l'instant le succès obtenu par l'appel des vétérans des zemstvos, mais il nous semble en tout cas que leur initiative mérite un soutien total. La recrudescence du mouvement dans les zemstvos ces derniers temps constitue un phénomène extrêmement intéressant en géné-

ral. Les auteurs de la lettre montrent eux-mêmes combien s'est élargi un mouvement qui, déclenché par les ouvriers, s'est étendu aux étudiants et englobe maintenant les membres des zemstvos. Ces trois éléments de la société se rangent ainsi justement dans l'ordre décroissant de leur force numérique, de leur mobilité sociale, de leur radicalisme social et politique, de leur fermeté révolutionnaire.

Tant pis pour notre ennemi. Moins révolutionnaires sont les éléments qui se dressent contre lui, mieux cela vaut pour nous, adversaires inconditionnels de l'autocratie et de tout le régime économique actuel.

Saluons donc ces nouveaux protestataires et, par conséquent, ces nouveaux alliés. Aidons-les.

Voyez comme ils sont pauvres : ils s'expriment seulement à l'aide d'un petit tract moins bien édité que ceux des ouvriers et des étudiants. Nous, nous sommes riches. Publions ce tract dans la presse. Divulguons cette nouvelle gifle aux tsars fourbes *. Cette gifle est d'autant plus intéressante qu'elle est donnée par des gens plus « rangés ».

Voyez comme ils sont faibles : ils ont si peu de liens avec le peuple que leur lettre circule sous le manteau, comme la copie d'une lettre particulière. Nous, nous sommes forts, nous pouvons et nous devons faire parvenir cette lettre au peuple et avant tout au prolétariat, qui est prêt à la lutte et qui a déjà engagé la lutte pour la liberté de tout le peuple.

Voyez comme ils sont timides : ils entreprennent juste d'élargir leur agitation au-delà du cadre professionnel des zemstvos. Nous sommes plus audacieux qu'eux, nos ouvriers ont déjà dépassé le « stade » (qui leur a été imposé) de la seule agitation professionnelle économique. Montrons-leur donc l'exemple de la lutte. D'ailleurs, si les ouvriers ont lutté pour une revendication telle que la suppression des « Règles provisoires », afin d'exprimer une protestation contre l'autocratie, un prétexte non moins valable peut être fourni par une atteinte administrative à ce qui ressemble de si loin, mais constitue tout de même une « *auto-administration* » !

* Voir note 28 en fin du tome. (*N.R.*)

Mais là, tous les partisans déclarés ou cachés, conscients ou inconscients de l'« économisme » nous arrêtent. Qui a besoin que les ouvriers soutiennent les membres des zemstvos ? nous demandent-ils. N'est-ce pas uniquement ceux-ci ? N'est-ce pas uniquement les gens dont le seul sujet de mécontentement est peut-être le fait que le gouvernement choie plus les entrepreneurs industriels que les entrepreneurs agricoles ? N'est-ce pas la seule bourgeoisie, dont les désirs ne vont pas plus loin qu'une « saine lutte des groupes économiques du pays » ?

Qui ? Et bien avant tout et plus que tout *la classe ouvrière elle-même*. Cette « seule classe vraiment révolutionnaire » de la société actuelle ne serait pas révolutionnaire en fait si elle n'utilisait pas *tous* les prétextes pour porter de nouveaux coups à son pire ennemi. Et les phrases sur l'agitation politique et la lutte politique que contiennent nos déclarations et nos programmes seraient vides de sens si nous laissions échapper des cas de ce genre, favorables à notre lutte, où les disputes commencent entre notre ennemi et ses alliés d'hier (des années 60) et en partie d'aujourd'hui (membres opportunistes des zemstvos et propriétaires féodaux).

Tenons-nous donc soigneusement au courant de la vie des zemstvos, du progrès et de l'élargissement (ou bien du déclin et du rétrécissement) de cette nouvelle vague de protestations. Efforçons-nous de faire mieux connaître à la classe ouvrière l'histoire des zemstvos, concession faite par le gouvernement à la société dans les années 60, les discours trompeurs des tsars et leur tactique de distribution du « plat de lentilles » au lieu du « droit d'aînesse », en vue de récupérer ensuite (en s'appuyant sur le « droit d'aînesse » ainsi conservé) le « plat de lentilles » lui-même. Que les ouvriers apprennent à discerner cette tactique policière traditionnelle dans toutes ses manifestations. Cela est nécessaire aussi à notre lutte pour *notre* « droit d'aînesse », pour la liberté de lutte du prolétariat contre *toute* oppression économique et sociale. Faisons des conférences aux ouvriers dans les réunions de cercles sur les zemstvos et leurs rapports avec le gouvernement, sortons des tracts sur les protestations de leurs membres, préparons-nous à ce que le prolétariat, à tout outrage du gouvernement tsariste

contre un zemstvo tant soit peu honnête, puisse répondre par des manifestations contre les gouverneurs despotes, contre les bachibouzouks de la police et les jésuites de la censure. Le parti du prolétariat doit apprendre à poursuivre et à harceler *tout* serviteur de l'autocratie pour *toute* violence ou *tout* excès exercé contre n'importe quelle couche sociale, n'importe quelle nation ou race.

L'« Iskra » n° 18, 10 mars 1902

Conforme au texte du journal

À PROPOS DU GROUPE « BORBA »

K. N. Vous demandez ce que c'est que ce groupe « Borba ». Nous avons connu plusieurs collaborateurs de *Zaria* (2 articles) et de l'*Iskra* (3 correspondances, 2 articles et 1 note) qui en faisaient partie. Plusieurs articles envoyés par eux n'ont pas été publiés. Ils viennent d'émettre une « déclaration » imprimée, se plaignant de notre « mépris de la démocratie » et dénonçant même... un Personenkultus * ! Comme vous êtes un homme expérimenté, cet admirable et incomparable terme vous fera comprendre à lui seul de quoi il retourne. Et quand « Borba » imprimera une critique de l'article « Par quoi commencer ? », dont le refus est aussi évoqué dans la déclaration, même des camarades n'ayant aucune expérience dans les affaires du parti comprendront pourquoi nous n'avons pas accueilli ces collaborateurs à bras ouverts.

En ce qui concerne le « démocratisme » voir *Que faire ?* IV, e) ** : ce qui y est dit à propos du *Rabotchéié Diélo* est valable aussi pour « Borba ».

L'« Iskra » n° 18, 10 mars 1902 *Conforme au texte du journal*

* Culte de la personnalité. (*N.R.*)
** Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, p. 486. (*N.R.*)

LETTRE À « L'UNION DU NORD DU P.O.S.D.R. »[56]

LETTRE DE N. N. À L'U. DU N.

REMARQUES SUR LE «PROGRAMME» DE « L'U. DU N.»

Il convient avant tout de noter le défaut fondamental du « programme » au point de vue de la *forme*, c'est-à-dire le mélange des principes essentiels du socialisme scientifique et de tâches concrètes limitées valables non seulement pour un moment mais aussi pour un lieu déterminé. Ce défaut apparaîtra dès le premier coup d'œil au contenu des 15 paragraphes du programme. Les voici :

Par. 1 — but du mouvement ouvrier en général.

Par. 2 — condition essentielle pour atteindre ce but.

Par. 3 — tâche politique immédiate de la social-démocratie *russe*.

Par. 4 — attitude de la social-démocratie russe à l'égard des libéraux et autres.

Par. 5 — idem.

Par. 6 — les notions de « classe » et de « parti » (divergence particulière avec les « économistes »).

Par. 7 — tâches pratiques d'agitation.

Par. 8 — importance de la propagande.

Par. 9 — sur les manifestations.

Par. 10 — la célébration du 1er Mai.

Par. 11 — les tracts et les manifestations du 19 février[57].

Par. 12 — lutte revendicative et réformes sociales.

Par. 13 — nécessité d'une lutte non seulement défensive mais aussi offensive des ouvriers.

Par. 14 — attitude vraiment active envers les grèves.
Par. 15 — les grèves, meilleur moyen de lutte.

Il est facile de voir que des paragraphes de contenu aussi divers auraient dû être divisés en sections distinctes (sinon d'importants malentendus sont possibles de la part d'un public incapable de distinguer les principes fondamentaux des problèmes pratiques du moment). Il est non seulement maladroit, mais même carrément erroné et équivoque de mettre ensemble des indications sur le but final du socialisme et une explication avec les économistes ou une définition du rôle des grèves. Il aurait fallu bien mettre à part l'exposé de principe des convictions fondamentales, puis l'indication des tâches politiques du parti telles que les voit « l'Union du Nord » et, troisièmement, séparer de ce programme au sens propre du terme les *résolutions* de l'organisation (« l'Union du Nord ») sur les questions pratiques du mouvement (par. 7 à 11 et 13 à 15). Le par. 6 aurait dû être mis à part, en tant que définition de l'attitude de « l'Union du Nord » à l'égard des divergences parmi les social-démocrates russes. Quant au par. 12, il aurait dû entrer dans la déclaration de principe (car le rapport entre la lutte courante pour des petites améliorations et réformes et la lutte pour le but final est une question générale, et non spécifiquement russe).

Après cette remarque générale, je passe à l'analyse de chacun des paragraphes.

Le par. 1 trace les buts communs de la social-démocratie en général. La désignation de ces buts est faite de façon extrêmement brève et fragmentaire. Il est vrai que le programme d'une organisation locale n'a pas à entrer dans tous les détails qui sont *indispensables* dans un programme du parti. Tout en reconnaissant cela parfaitement et en considérant comme très utile et très importante la décision de « l'Union du Nord » de ne pas passer sous silence les principes fondamentaux de la social-démocratie, même dans le programme de son organisation locale, je jugerais cependant nécessaire d'ajouter dans ce cas un exposé plus circonstancié des principes fondamentaux. C'est-à-dire qu'il fallait indiquer par exemple que « l'Union du Nord » se place sur le terrain du socialisme scientifique *international* (le pro-

gramme ne parle nulle part du caractère international du mouvement) et partage les conceptions théoriques du « marxisme révolutionnaire ». A côté de cette indication *générale* des principes, il serait possible de mettre quelque chose dans le genre du par. 1, mais pris à part, il (le par. 1) est insuffisant.

En tant qu'organisation adhérant au Parti ouvrier social-démocrate de Russie, « l'Union du Nord » aurait dû indiquer qu'elle est solidaire du « Manifeste » de celui-ci, et il aurait été utile d'indiquer aussi la solidarité de « l'Union du Nord » ne serait-ce qu'avec le projet de programme des social-démocrates russes établi dans les années 80 par le groupe « Libération du Travail ». Cette indication, sans trancher a priori la question des amendements nécessaires à ce projet, aurait défini de façon plus précise la position de principe de « l'Union du Nord ». De deux choses l'une : *ou bien* composer soi-même un exposé *complet* de tous les principes de base de la social-démocratie (c'est-à-dire établir soi-même la partie du programme social-démocrate qui concerne les principes), *ou bien* déclarer tout à fait clairement que « l'Union du Nord » *adopte* des principes déjà établis plus ou moins connus. La troisième voie choisie par le programme, c'est-à-dire une désignation très fragmentaire du but final, ne convient pas.

Le par. 2 commence par une déclaration tout à fait imprécise, équivoque et dangereuse : « Considérant le socialisme comme l'intérêt de classe du prolétariat. » Ces mots semblent identifier le socialisme et « l'intérêt de classe du prolétariat ». Cette identification est *entièrement fausse*. A plus forte raison à l'époque actuelle, où une idée *extrêmement étroite* des « intérêts de classe du prolétariat » est répandue de façon extrêmement large, on ne peut absolument pas se permettre d'avancer une formule qui, si elle peut tant bien que mal être acceptée, ne peut l'être qu'à condition que l'expression « intérêt de classe » soit comprise dans un sens *très large*. Leur « intérêt de classe » conduit les prolétaires à s'unir, à lutter contre le capitalisme, à réfléchir aux conditions de leur libération. Leur « intérêt de classe » les rend réceptifs au socialisme. Mais le socialisme, étant l'idéologie de la lutte de classe du prolétariat, est soumis aux conditions communes qui président à la naissance,

au développement et à la consolidation de toute idéologie, c'est-à-dire qu'il est fondé sur tout le patrimoine de la connaissance humaine, qu'il suppose un haut développement de la science, qu'il exige un travail scientifique, etc., etc. Dans la lutte de classe du prolétariat, qui se développe spontanément sur le terrain des rapports capitalistes, le socialisme est *introduit* par les idéologues. La formulation du deuxième paragraphe traite donc tout à fait faussement des rapports réels entre le socialisme et la lutte de classe. D'ailleurs le par. 2 ne parle pas de la lutte de classe. C'est son deuxième défaut.

Le par. 3 donne de l'absolutisme une définition insuffisante (par exemple, ses liens avec les vestiges du servage ne sont pas indiqués), en partie phraseuse (« illimité ») et vague (l'absolutisme « ignore » la *personnalité*). Ensuite, la conquête de la liberté politique (il faudrait noter que « l'Union du Nord » fixe cette tâche *à tout le parti*) n'est *pas seulement* nécessaire pour le plein développement de la lutte de classe des ouvriers ; il fallait indiquer sous une forme ou sous une autre qu'elle est nécessaire aussi dans l'intérêt de tout le développement social.

« L'autocratie représente exclusivement les intérêts des classes dominantes ». C'est imprécis ou inexact. L'autocratie satisfait *certains* intérêts des classes dominantes, s'appuyant en partie sur l'immobilité de la masse des paysans et des petits producteurs en général, en partie sur un équilibre entre intérêts opposés, et constituant aussi, dans une certaine mesure une force politique indépendante et organisée. La formulation du troisième paragraphe est particulièrement inadmissible du fait qu'une identification absurde entre l'absolutisme russe et la domination de la bourgeoisie est fortement répandue chez nous.

« Incompatible avec le principe de la démocratie. » Pourquoi cela, puisque rien n'a été dit encore de la démocratie ? Et l'exigence du renversement de l'autocratie et de la conquête de la liberté politique n'exprime-t-elle pas justement le « principe » de la démocratie ? Cette phrase ne convient pas. Au lieu de cela, il fallait indiquer avec plus de précision notre esprit de suite et notre *résolution* (par comparaison avec la démocratie bourgeoise) dans notre conception du «principe de la démocratie », par exemple, esquis-

ser d'une façon ou d'une autre l'idée *et le contenu* d'une « constitution démocratique » ou déclarer que nous exigeons « par principe » une *république démocratique*.

Le par. 4 est particulièrement insuffisant. Au lieu de parler de la « pleine » utilisation d'une « large » liberté (ce sont là à vrai dire des phrases indéterminées qui peuvent parfaitement et doivent être remplacées par des mentions précises de la république démocratique et de la constitution démocratique, car la « plénitude » réside justement dans une démocratie conséquente), au lieu de cela, il fallait *absolument* dire que la classe ouvrière *n'est pas seule* intéressée à la liberté politique. Se taire là-dessus, c'est laisser la porte grande ouverte aux pires formes d'« économisme » et oublier nos tâches *démocratiques* générales.

Il est *absolument inexact* que la réalisation (?? obtention, conquête) de la liberté politique soit aussi nécessaire au prolétariat que l'augmentation des salaires ou la réduction de la journée de travail. Justement *cette* nécessité *n'est pas la même*, elle est d'un *autre ordre*, d'un ordre *beaucoup plus complexe* que la nécessité de l'augmentation des salaires, etc. La différence entre ces deux ordres de « nécessité » est évidente, par exemple, du fait que l'autocratie est prête à accorder (*et accorde parfois effectivement*) à certaines couches ou à certains groupes de la classe ouvrière une amélioration de leur situation, *pourvu que* ces couches s'accommodent de l'absolutisme. La phrase envisagée, qui traduit une invraisemblable simplification du matérialisme « économique » et un rabaissement des conceptions social-démocrates au niveau du trade-unionisme, est tout à fait inadmissible.

Poursuivons. « Compte tenu de cela » ... est à supprimer, *compte tenu* de ce qui est dit plus haut... « dans la lutte qui s'engage »... (c'est-à-dire la lutte contre le tsarisme, sans doute ?)... « les social-démocrates ont fait connaître un programme et des revendications de classe déterminés »... Le caractère *de classe* de notre programme *politique* et de nos revendications *politiques* s'exprime justement dans la plénitude et la cohérence de leur orientation démocratique. Si, par contre, il est question non seulement de nos revendications politiques, mais de l'ensemble de notre programme, son caractère de classe doit alors découler de son con-

tenu même. Inutile de parler d'un programme de classe « *déterminé* », il nous faut *déterminer*, exposer, exprimer et formuler directement et précisément ce programme de classe.

« ... Ne soumettant pas à un programme libéral... » C'est ridicule. Nous nous présentons en tant que parti démocratique avancé, et tout d'un coup nous spécifions que nous « ne soumettons pas » ! ! Exactement comme des enfants qui viennent d'échapper à la tutelle !

Notre refus de la tutelle libérale doit s'exprimer non pas en phrases sur ce refus, mais dans tout le caractère de notre programme (*et, bien entendu, de notre activité*). C'est précisément dans la conception des tâches politiques qui identifie (ou au moins met à égalité) la nécessité de la liberté et la nécessité de l'augmentation des salaires *que se fait jour la soumission de la social-démocratie à la tutelle libérale*.

La fin du 4e paragraphe est également mauvaise ; la critique en est donnée par tout ce qui précède.

Le par. 5 ramène notre attitude envers la démocratie en général à la seule collaboration avec les autres partis dans les questions pratiques. C'est trop étroit. Si ces partis existent, il aurait fallu (non dans le programme, mais dans une résolution spéciale du congrès) les nommer expressément, et définir exactement notre attitude à l'égard des socialistes-révolutionnaires, de « Svoboda », etc. Si par contre, il ne s'agit pas de partis déterminés, mais en général de nos rapports avec les autres courants révolutionnaires (*et d'opposition*), il faudrait alors formuler cela plus largement, en répétant sous une forme ou une autre la thèse du *Manifeste Communiste* sur notre soutien de tout mouvement révolutionnaire contre le régime existant [58].

Le par. 6 n'est pas à sa place dans le programme. Il faudrait le mettre dans une résolution spéciale et dire *carrément* qu'il s'agit de divergences (ou de deux tendances) dans la social-démocratie russe. Il n'y a pas seulement ici de « nombreux malentendus ». La formulation des divergences est trop étroite, car ces divergences sont *loin de se réduire* à une confusion entre classe et parti. Il fallait prendre position de façon plus résolue et plus précise dans une proposition spéciale contre la « critique du marxisme », l'« économisme », le rétrécissement de nos tâches politiques.

En ce qui concerne la seconde partie du sixième paragraphe, puisqu'elle est *expliquée* par les autres paragraphes (7, 14, etc.), la critique en sera donnée par la critique de ceux-ci.

Le par. 7 comme tous les suivants (sauf le par. 12), doit faire l'objet d'une résolution à part, et ne pas entrer directement dans le *programme*.

Le par. 7 formule avec étroitesse « la raison d'être » de notre activité. Nous devons non seulement « développer la conscience du prolétariat », mais aussi l'*organiser* en parti politique, puis *diriger* sa lutte (économique et politique).

Indiquer que le prolétariat est placé dans « des conditions concrètes déterminées » est superflu. Ou bien supprimer, ou bien *définir* ces conditions (mais cela doit être fait en d'autres endroits du programme).

Il n'est pas vrai que l'agitation soit le « seul » moyen d'accomplir nos tâches. Loin de là.

Il est insuffisant de définir l'agitation comme « action sur de larges couches d'ouvriers ». Il faut parler du caractère de cette action. Il faut parler de l'agitation *politique* de façon plus directe, plus résolue, plus précise et plus détaillée : sinon le programme, muet sur l'agitation proprement politique et parlant dans deux paragraphes entiers (14 et 15) de l'agitation économique, tombe (sans le vouloir) dans l'« économisme ». Il fallait souligner surtout la nécessité de faire de l'agitation à propos de *toutes* les manifestations de l'oppression politique et économique, quotidienne et nationale, *quelles que soient les classes ou les couches de la population sur lesquelles elle s'exerce*, la nécessité (pour les social-démocrates) d'être au premier rang lors de n'importe quelle collision avec le gouvernement, etc., et ensuite seulement indiquer les moyens d'agitation (orale, par la presse, les tracts, les manifestations, etc., etc.).

Par. 8. Le début est une répétition inutile.

« *Ne* reconnaît la propagande *que* pour autant », etc. C'est inexact. La propagande n'a pas seulement cette signification, elle n'est pas seulement la « formation des agitateurs », elle est aussi la diffusion de la conscience en général. Le programme tombe d'un extrême dans l'autre. S'il fallait prendre position contre une propagande trop détachée par certains des tâches d'agitation, il valait mieux dire

alors : « en faisant de la propagande, il faut *surtout* ne pas perdre de vue les tâches de formation d'agitateurs », ou quelque chose de ce genre. Mais on ne peut pas ramener *toute* la propagande à la formation d'« agitateurs habiles et expérimentés », on ne peut pas « nier » purement et simplement la « formation de quelques ouvriers conscients ». Nous trouvons cela insuffisant, mais nous ne le « nions » pas. C'est pourquoi la deuxième partie du 8e paragraphe (à partir de « désapprouvant ») est à supprimer complètement.

Par. 9. Entièrement d'accord sur le fond. On pourrait peut-être ajouter : « à propos des faits de la vie sociale et des mesures gouvernementales *les plus* divers... »

Au lieu de « meilleur moyen », il serait plus juste de mettre : « l'*un* des meilleurs moyens ».

Seule la fin du paragraphe n'est pas satisfaisante. Les manifestations unissent et doivent unir *non seulement* les ouvriers (de plus, « l'union » par les manifestations est *insuffisante*, puisque nous voulons unir par une organisation directement et définitivement, et pas pour un seul événement). « ...Développant *par là même* en eux... » C'est soit inexact: on ne développera pas la conscience par les *seules* manifestations, soit superflu (on a déjà dit que c'était l'un des meilleurs moyens).

Il ne serait pas inutile d'ajouter quelque chose sur la nécessité *d'organiser* les manifestations, sur leur préparation, sur la façon de les mener, etc.

D'une façon générale, l'absence dans le programme de toute mention de la nécessité de prêter une grande attention à l'*organisation révolutionnaire*, celle-ci étant d'ailleurs une organisation de combat pour toute la Russie, constitue une *grave lacune*. Dès le moment où l'on parle d'agitation, de propagande, de grèves, etc., il est tout à fait impardonnable de ne rien dire de l'*organisation révolutionnaire*.

Par. 10. Il fallait ajouter que pour nous, le 1er Mai doit devenir aussi une manifestation *contre l'autocratie*, une revendication de la liberté politique. Il ne suffit pas d'indiquer la signification internationale de la fête. Il faut y joindre la lutte pour les revendications politiques *nationales* les plus urgentes.

Par. 11. L'idée est très bonne. Mais l'expression en est trop étroite. Il aurait fallu dire « entre autres », car

à l'occasion de l'anniversaire de la Commune et de beaucoup d'autres, il est nécessaire d'organiser aussi des manifestations. Ou bien dire « en particulier », sinon on croira que pour les autres occasions cela n'est pas nécessaire.

Continuons. Pour le 19 février, on ne peut pas s'adresser (dans les tracts) *uniquement* aux ouvriers. Sans parler du fait que par les manifestations et les tracts les concernant, nous nous adressons toujours à tout le peuple et même au monde entier, le 19 février il est indispensable de s'adresser aussi à la *paysannerie*. Or, s'adresser à la paysannerie, cela signifie élaborer une politique social-démocrate dans la question agraire. Le programme n'aborde pas cette question, et nous comprenons parfaitement qu'une organisation locale n'a peut-être ni le temps ni les forces nécessaires pour s'en occuper. Mais il faudrait absolument au moins la mentionner sous une forme ou une autre, en liaison avec telle ou telle tentative de la faire entrer dans la littérature social-démocrate russe et dans la pratique de notre mouvement *.

La fin du par. 11 ne va pas (« seule une force de *classe* » : de laquelle ? de la seule classe ouvrière ?). Il faudrait supprimer ce passage.

Par. 12. Nous ne pouvons contribuer « de toutes les manières », et nous ne le ferons pas, à l'amélioration de la situation des ouvriers dans les conditions actuelles. Par exemple, nous ne pouvons pas y contribuer selon la méthode Zoubatov [59] et même sous condition de corruption zoubatovienne, nous n'y contribuerons pas. Nous luttons seulement pour une amélioration de la situation des ouvriers qui *élève* leur capacité de mener la lutte de classe, de telle façon qu'elle *ne s'accompagne pas* de la corruption de la conscience politique, de la tutelle policière, de la fixation sur le lieu de résidence, de l'asservissement au « bienfaiteur », de l'humiliation de la dignité humaine, etc., etc. Surtout en Russie, où l'autocratie est si portée (et le *devient* de plus en plus) à accorder diverses aumônes et fausses réformes en vue de *conjurer* la révolution, nous sommes tenus de nous séparer nettement des « réformistes » de toutes sortes. Nous

* Par exemple, les essais de manifestations ouvrières à propos de la fustigation des paysans, etc.

luttons aussi pour des réformes, justement pas de « toutes les manières », mais *seulement* d'un point de vue social-démocrate, seulement de façon révolutionnaire.

Le par. 13 a été rejeté par décision du congrès. Il fallait en effet le faire.

Le par. 14 formule trop étroitement le contenu et les tâches de l'agitation économique. Celle-ci ne se réduit pas aux grèves. De « meilleures conditions » nous sont nécessaires pour le développement non seulement culturel, mais surtout révolutionnaire du prolétariat. Le « rôle actif » de la social-démocratie dans les grèves ne se réduit pas à éveiller à la lutte *pour l'amélioration de la situation économique*. Il faut *toujours* utiliser les grèves (comme l'agitation économique en général) pour susciter la lutte *révolutionnaire* pour la liberté et le socialisme. Les grèves doivent être utilisées aussi pour l'agitation *politique*.

Le par. 15 est également très insuffisant. Les grèves ne sont pas le « meilleur » moyen, mais seulement *un* moyen de lutte, et pas forcément toujours l'un des meilleurs. Il faut reconnaître la valeur des grèves, et toujours y avoir recours et les diriger, mais les surestimer est d'autant plus dangereux que c'est ce sur quoi insistait le plus l'« économisme ».

Ce qui suit sur les grèves est superflu : on l'a déjà dit au par. 14. Il suffirait de mentionner la direction de la lutte économique en général. Parfois cette direction s'exprime aussi dans le fait de s'abstenir d'une grève. Le programme s'exprime de façon trop absolue, et par là justement trop étroite. Il fallait parler en général de l'objectif de diriger la lutte économique du prolétariat, de la rendre plus organisée et plus consciente, de créer des syndicats ouvriers et d'essayer de les étendre à toute la Russie, d'utiliser toute grève, toute forme de l'oppression économique et autre pour la propagande et l'agitation socialistes et révolutionnaires les plus larges.

La fin du 15e paragraphe *rétrécit* les tâches de cette agitation, comme si l'on faisait dépendre l'emploi de l'agitation politique de l'intervention de la police, etc. Or en fait, il faut s'efforcer de faire de l'agitation politique (et avec des dirigeants tant soit peu habiles, cela est tout à fait possible) *avant* l'intervention des « archanges » et *indépendamment*

de cette intervention. Il faudrait dire plus généralement : « utiliser tous les motifs quels qu'ils soient pour l'agitation politique », etc.

La fin du 15e paragraphe est également inexacte. Il nous sied d'autant moins de parler de « grèves générales » que nous avons moins en Russie la possibilité de les *préparer*. En général d'ailleurs, il n'y a pas de raison de parler *spécialement* de grèves « générales » dans un programme (rappelez-vous l'absurde « grève générale » dans la brochure *Qui accomplira la révolution politique* ? [60] De tels malentendus sont ici fort possibles). Déclarer que les grèves sont « le *meilleur* moyen de développer la *conscience* » est de même complètement faux.

Dans l'ensemble, il serait très souhaitable que ce programme soit sérieusement remanié. Il serait souhaitable aussi qu'en général « l'Union du Nord » prenne une part active tant à la réunion de la social-démocratie *révolutionnaire* en *parti* qu'à l'élaboration du programme de ce parti. Pour sa part, la rédaction de *Zaria* et de l'*Iskra* espère communiquer très bientôt à « l'Union du Nord » son propre projet (déjà prêt en grande partie) et souhaite que « l'Union du Nord » participe à sa correction, à sa diffusion, aide à en préparer l'adoption par tout le parti.

N.N.

Rédigé en avril 1902.
Publié pour la première fois en 1923

Conforme au manuscrit

POURQUOI LA SOCIAL-DÉMOCRATIE DOIT-ELLE DÉCLARER UNE GUERRE RÉSOLUE ET SANS MERCI AUX SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES ?

1) Parce que le courant de la pensée sociale russe connu sous le nom de « socialiste-révolutionnaire » s'écarte en fait et s'est déjà écarté de la seule théorie internationale du socialisme révolutionnaire qui existe à l'heure actuelle, c'est-à-dire du marxisme. Dans la grande scission de la social-démocratie internationale en opportunistes (y compris « bernsteiniens ») et révolutionnaires, ce courant occupe une position tout à fait indéterminée et intolérablement hybride entre deux chaises, considérant que le marxisme « est ébranlé » (*Vestnik Rousskoï Révolioutsii* n° 2, p. 62) sur la base de la seule critique opportuniste bourgeoise, promettant pour sa part de « revoir » entièrement et à sa manière le marxisme, et ne faisant strictement rien pour tenir cette redoutable promesse.

2) Parce que le courant socialiste-révolutionnaire cède sans esquisser de résistance à la tendance dominante de la pensée sociale et politique russe, tendance qui doit être qualifiée de libérale-populiste. Répétant l'erreur de la « Narodnaïa Volia »[61] et de tout le vieux socialisme russe en général, les socialistes-révolutionnaires ne voient pas à quel point cette tendance pèche par imprécision et par incohérence et limitent leur activité propre dans le domaine de la pensée révolutionnaire russe à rajouter simplement des

phrases révolutionnaires aux vieux préceptes de la sagesse libérale populiste. Le premier, le marxisme russe a sapé les fondements théoriques de la tendance libérale populiste, a fait apparaître son contenu de classe bourgeois et petit-bourgeois, a engagé et mène la guerre contre elle, sans se laisser troubler par le passage de tout un tas de marxistes critiques (= opportunistes) dans le camp adverse. Mais, dans toute cette guerre, les socialistes-révolutionnaires ont pris et occupent (*dans le meilleur des cas*) une position de neutralité hostile, s'asseyant une fois de plus entre deux chaises, entre le marxisme russe (auquel ils n'ont emprunté que de misérables lambeaux) et la tendance libérale populiste socialisante.

3) Parce que les socialistes-révolutionnaires, à cause de l'absence totale de principes dans les questions du socialisme russe et international indiquée ci-dessus, ne comprennent pas ou n'admettent pas le seul principe effectivement révolutionnaire, celui de la *lutte de classe*. Ils ne comprennent pas que, dans la Russie actuelle, seul peut être vraiment révolutionnaire et authentiquement socialiste un parti qui *opère la fusion* du socialisme et du *mouvement ouvrier russe*, lequel est impulsé de plus en plus puissamment et de plus en plus largement par le développement du capitalisme russe. L'attitude des socialistes-révolutionnaires à l'égard du mouvement ouvrier russe a toujours été celle de spectateurs dilettantes, et lorsque, par exemple, ce mouvement a contracté (à la suite d'une croissance extraordinairement rapide) la maladie de l'« économisme », les socialistes-révolutionnaires, d'une part, se sont réjouis méchamment des erreurs commises par des gens qui travaillaient à l'œuvre nouvelle et difficile de l'éveil des masses ouvrières, et d'autre part, ont jeté des bâtons dans les roues du marxisme révolutionnaire, qui menait, et menait victorieusement, la lutte contre cet économisme. Cette attitude équivoque à l'égard du mouvement ouvrier conduit nécessairement à s'éloigner en fait de celui-ci, et par suite de cet éloignement, le parti des socialistes-révolutionnaires se trouve privé de toute base sociale. Il ne s'appuie sur aucune classe sociale, car on ne peut qualifier de classe ce groupe d'intellectuels instables qui baptisent « largeur de vue » leur imprécision et leur manque de principes.

4) Parce que, adoptant une attitude dédaigneuse à l'égard de l'idéologie socialiste et voulant s'appuyer à la fois et dans la même mesure sur l'intelligentsia, le prolétariat et la paysannerie, le parti des socialistes-révolutionnaires entraînera ainsi nécessairement (indépendamment de sa volonté) un asservissement politique et idéologique du prolétariat russe à la démocratie bourgeoise russe. Le dédain pour la théorie, l'attitude évasive et de tergiversation à l'égard de l'idéologie socialiste font obligatoirement le jeu de l'idéologie bourgeoise. L'intelligentsia et la paysannerie russes, en tant que couches sociales *comparables* au prolétariat, ne peuvent servir d'appui qu'à un mouvement *démocrate bourgeois*. Ce n'est pas là seulement une considération découlant nécessairement de toute notre doctrine (selon laquelle, par exemple, un petit producteur n'est révolutionnaire que pour autant qu'il rompt définitivement avec la société de l'économie marchande et du capitalisme pour se placer au point de vue du prolétariat), non, c'est en outre un fait certain qui commence à se faire sentir dès maintenant. Lors d'un bouleversement politique et au lendemain de ce bouleversement, ce fait ne manquera pas de se faire sentir avec beaucoup plus de force encore. Le socialisme-révolutionnaire est l'une des manifestations de l'instabilité idéologique petite-bourgeoise et de la simplification petite-bourgeoise du socialisme, contre lesquelles la social-démocratie doit mener et mènera toujours une lutte résolue.

5) Parce que même le programme de revendications pratiques que les socialistes-révolutionnaires ont pu, je ne dirais pas exposer, mais tout juste ébaucher, ont révélé avec une parfaite clarté le préjudice énorme porté en pratique par le manque de principes de cette tendance. Par exemple, le programme agraire minumum esquissé dans le n° 8 de la *Révolioutsionnaïa Rossia* [62] (peut-être serait-il plus juste de dire : éparpillé au milieu des thèses éculées de notre populisme ?) premièrement induit en erreur à la fois la paysannerie, en lui promettant comme « minimum » la socialisation de la terre, et la classe ouvrière, en semant en elle des idées absolument fausses sur le véritable caractère du mouvement paysan. Des promesses distribuées avec une semblable légèreté ne peuvent en général que compromettre un parti révolutionnaire, et en particulier la théorie du socialisme

scientifique qui fait de la socialisation de tous les moyens de production le but final de notre mouvement. Deuxièmement, en inscrivant à leur programme minimum le soutien et le développement des coopératives, les socialistes-révolutionnaires quittent complètement le terrain de la lutte révolutionnaire et rabaissent leur soi-disant socialisme au niveau du réformisme petit-bourgeois le plus banal. Troisièmement, en s'élevant contre l'exigence de la social-démocratie de détruire toutes les chaînes moyennâgeuses qui entravent la communauté russe, attachent le moujik à son lopin de terre, le privent de sa liberté de déplacement et déterminent nécessairement son abaissement humiliant par rapport aux autres castes, les socialistes-révolutionnaires ont montré qu'ils n'avaient même pas su se préserver des théories *réactionnaires* du populisme russe.

6) Parce que, en mettant le terrorisme à leur programme et en prônant celui-ci dans sa forme actuelle comme moyen de lutte politique, les socialistes-révolutionnaires portent un sérieux préjudice au mouvement, détruisant le lien qui doit indissolublement rattacher l'action socialiste à la masse de la classe révolutionnaire. Ni protestations oratoires ni adjurations ne peuvent infirmer ce fait indubitable que le terrorisme actuel, comme le pratiquent et le prônent les socialistes-révolutionnaires, *n'a aucun lien* avec le travail dans les masses, pour les masses et avec les masses, que l'organisation par le parti d'actes terroristes détourne nos forces organisatrices déjà trop peu nombreuses de leur tâche très difficile et qui est loin d'être accomplie, d'organisation d'un parti *ouvrier* révolutionnaire, *qu'en fait* le terrorisme des socialistes-révolutionnaires n'est rien d'autre qu'un *combat singulier* entièrement condamné par l'expérience historique. Même les socialistes étrangers commencent à se laisser troubler par la bruyante campagne en faveur du terrorisme que mènent actuellement nos socialistes-révolutionnaires. Quant aux ouvriers russes, cette propagande sème directement chez eux les illusions nuisibles selon lesquelles le terrorisme « politise les gens, fût-ce contre leur volonté » (*Révolioutsionnaïa Rossia* n° 7, p. 4), « est capable, mieux que des mois de propagande orale, de modifier le point de vue... de milliers de gens sur les révolutionnaires et sur le sens (!!) de leur activité », est capable d'« in-

suffler de nouvelles forces à ceux qui hésitent, qui sont découragés, abbattus par le triste résultat de nombreuses manifestations » (ibidem), etc. Ces illusions nuisibles ne peuvent conduire qu'à une rapide déception et à un affaiblissement du travail pour la préparation de l'offensive des masses contre l'autocratie.

Rédigé en juin-juillet 1902.
Publié pour la première fois en 1923, dans le n° 14 de la revue « Projector »

Conforme au manuscrit

DEUX LETTRES À I. I. RADTCHENKO

I

Cher ami,

Avant tout, je vous félicite de tout cœur, vous et vos amis, pour le grand succès que vous avez remporté en commençant la réorganisation du comité local [63]. Cette affaire peut devenir un tournant dans *tout* notre mouvement, et c'est pourquoi conduire cette réorganisation *à son terme* est la tâche la plus importante et la plus urgente. Veillez doublement à votre propre sécurité afin de pouvoir l'accomplir.

J'en viens au fait. Vous nous demandez de vous aider en vous envoyant une « ébauche concrète de plan de travail local en liaison avec le travail commun pour toute la Russie ». Afin de répondre sans retard à votre demande, je vous écrit seul pour l'instant (pour ne pas faire traîner les choses en me mettant en rapport avec les autres membres de la rédaction, disséminés en ce moment en divers endroits, peut-être par la suite vous ajouteront-ils aussi un petit mot). Je ne suis pas entièrement convaincu de bien comprendre votre demande. Mes sources sont pour l'instant : votre lettre du 21/VI et la lettre de 2a 3b[64] sur les deux rencontres (vous, 2a 3b et Krassikov) avec Vania (Union de Pétersbourg [65]). A en juger par ces sources (et surtout par la seconde), Vania « pense maintenant comme nous, reconnaissant sincèrement les défauts de sa position précédente ». Partant de là, je vais écrire en m'adressant à vous et à Vania, et je vous laisse entièrement le soin de juger si vous devez transmettre tout de suite ma lettre à Vania (*et à Mania*

=organisation ouvrière [66]) ou bien attendre un peu, et s'il vaut mieux la transmettre en entier ou avec quelques modifications, que je vous laisse aussi le soin d'effectuer si c'est nécessaire (en nous informant de toutes ces modifications dans la mesure du possible naturellement).

Strictement parlant, je ne puis naturellement vous donner tout de suite une « ébauche concrète de plan de travail local en liaison avec le travail commun pour toute la Russie »: il m'est impossible d'accomplir cette tâche sans *une série* de discussions *minutieuses* avec Vania et avec Mania. Tout ce que je peux vous donner, c'est une ébauche des actions pratiques que Vania doit réaliser immédiatement et avant tout, maintenant qu'il est devenu un nouveau Vania ou qu'il veut *de facto* devenir tel. Il me semble que les actions proposées par vous tous à la deuxième rencontre avec Vania (et décrites dans la lettre de 2a 3b) sont entièrement justes. Je suis tout à fait d'accord que « la première chose à faire est de se déclarer ouvertement partisans d'opinions déterminées ». C'est effectivement la première chose à faire, et on ne peut le faire qu'en rendant une déclaration. [67] Je sais bien que la majorité des camarades de Vania (c'est-à-dire les comités et leurs membres) ou un grand nombre d'entre eux ont de fortes préventions contre ce genre de déclarations, ou en tout cas n'y sont pas habitués. Du point de vue de l'étape du mouvement déjà franchie et des erreurs déjà rejetées, ce trait est pleinement compréhensible. Mais c'est justement parce que Vania occupe une si importante position, que naguère il proclamait ouvertement ses vieilles opinions, nettement divergentes des opinions iskristes, c'est justement pour cela que je conseillerais très vivement aux camarades (=à Vania) de surmonter en eux ce manque d'habitude et cette prévention. Jusqu'à présent, notre travail local a surtout souffert d'étroitesse et d'isolement, de la répugnance des militants locaux à aborder résolument et *activement* les problèmes généraux du parti. Que Vania donc, en devenant partisan de la social-démocratie révolutionnaire, rompe du même coup avec cette tradition et déclare *publiquement* que *telles* sont ses *opinions théoriques* fondamentales et ses *idées d'organisation*, et que désormais il luttera lui-même pour la réalisation de ces idées, en invitant tous les autres comités à en faire autant. Cette déclaration aura une

portée considérable à la fois pour Vania et pour toute la Russie, et sera déjà par elle-même un *acte* très important. Il ne faut pas craindre de blesser les vieux amis de Vania qui s'en tiennent à d'autres points de vue : toute ombre d'offense sera ôtée ici par le fait même que Vania reconnaîtra *lui-même*, ouvertement et sincèrement, que les circonstances et l'expérience l'ont convaincu de la fausseté des anciens points de vue théoriques, principes tactiques et plans d'organisation liés d'une façon ou d'une autre à l'économisme. Il n'y aura pas ici l'ombre d'une attaque contre ces anciens points de vue, mais une simple reconnaissance de l'évolution qu'il a suivie *personnellement*. La parfaite sincérité de cette reconnaissance exercera dix fois plus d'influence sur l'union *de fait* de tous les social-démocrates russes et sur la cessation complète de la « polémique » entre eux que cent protestations contre cette « polémique ».

Ainsi donc, avant tout et par-dessus tout : une franche déclaration imprimée (dans un tract local ou dans l'*Iskra*, ou mieux encore dans les deux). Cette démarche ne doit absolument pas être ajournée, même d'une semaine, car *sans elle* toutes les autres démarches *peuvent facilement* rester sans résultat (arrestation, etc.), tandis qu'*avec elle* la nouvelle voie sera consolidée du même coup.

Que devrait-il y avoir dans cette déclaration ? Si Vania me demandait à ce sujet un conseil de camarade (*et naturellement pas avant qu'il ne me le demande*), je lui répondrais : 1) affirmation de son rejet des anciennes conceptions (théoriques, tactiques et d'organisation) avec la définition la plus générale (si possible en un ou deux mots) de ces conceptions. 2) Affirmation du passage au nombre des partisans de l'*Iskra*, de ses idées théoriques, tactiques et d'organisation, et reconnaissance de l'*Iskra* comme organe *dirigeant* (N. B. : « dirigeant » ne signifie pas du tout qu'on soit obligé d'être d'accord avec elle en tout. Cela signifie uniquement être solidaire des principes *dirigeants* de tel ou tel organe. Cette reconnaissance est *parfaitement compatible* avec l'expression de désaccords particuliers s'il en est, et avec l'indication que je désire tels ou tels changements et que moi, partisan actuel de l'*Iskra*, je *poursuivrai*, je chercherai à obtenir ces changements dans l'*Iskra*). 3) Mise au premier plan de l'unification, ou plus exactement de la *reconstitution* pratique

d'un parti ouvrier social-démocrate russe unique, *à l'aide* d'un travail collectif, qui doit commencer par un regroupement autour de l'*Iskra* visant à transformer celle-ci en un instrument d'agitation effective de tout le peuple, et qui (ce travail) doit conduire à la création d'une organisation de combat pour toute la Russie, capable de mener une attaque décisive contre l'autocratie. 4) Affirmation (déjà faite, mais pas encore publiée par Vania) de la nécessité de réorganiser la constitution et le fonctionnement de Vania et de Mania (de leurs rapports, etc.), proclamation (si l'on peut dire) de la révision de cette constitution. 5) Affirmation de la nécessité de se rapprocher plus étroitement de l'organisation russe de l'*Iskra*[68] et de *fusionner* avec elle, afin de réaliser les tâches qui sont désormais communes à Vania et à cette organisation. 6) Détachement d'un ou plusieurs membres du Comité de Pétersbourg (peut-être par Vania et par Mania, etc.) qui auront pour fonction d'entreprendre immédiatement la réalisation pratique de ce qui est indiqué plus haut, c'est-à-dire la *fusion* avec l'*Iskra* et l'*unification* du parti *.

Bien entendu, de ces 6 sections, la 6e ne peut absolument pas être publiée, ni peut-être d'autres points non plus. La déclaration pourrait mettre des points de suspension et dire carrément que tels (ou « les autres ») points ne sont pas publiés pour des raisons de sécurité. Mais je le répète : si Vania est effectivement devenu notre partisan, il ne doit pas retarder *d'une seule semaine* cette déclaration.

A cette réunion des délégués du Comité de Pétersbourg avec Sonia (organisation russe de l'*Iskra*) et avec la rédaction de l'*Iskra* (à l'étranger), on élaborera un véritable plan concret non seulement de réorganisation du travail dans la capitale mais d'unification directe du parti, de constitution d'un Comité d'organisation pour la préparation du IIe Congrès du parti, etc., etc., etc.

De plus, à votre deuxième réunion, il a été envisagé « qu'avant l'exécution du projet indiqué (envoi de délégués à l'étranger en juillet), il soit pris connaissance au préalable de la situation dans les différentes régions de notre vaste patrie, afin d'avoir une base de discussion au congrès ».

* Cela (par. 6) aussi a déjà été décidé *de facto* à votre deuxième réunion : envoi à l'étranger pour s'entendre définitivement.

Cette décision (je le dis sincèrement), je la considère comme une erreur, et je conseillerais d'y renoncer. C'est faire traîner les choses et courir deux lièvres à la fois. Attrapons d'abord le premier : mettons-nous d'accord (nous et Vania) nous-mêmes. *Cela équivaudra déjà* à une complète solidarité de Vania et de Sonia. Et avec cette solidarité, la tâche pratique *ultérieure* (la tournée en Russie) sera assurée par Vania≡Sonia (+ou=?) sans aucune difficulté. Mais il n'y a pas de raison de se disperser maintenant : d'abord (1) *convainquons* définitivement Vania et Mania, puis (2) *proclamons* publiquement notre *standpunkt* *, ensuite (3) mettons-nous d'accord directement avec l'*Iskra* (à l'étranger, où l'*Iskra* dispose déjà de véritables archives de données sur la question de la situation dans les différentes régions de notre vaste patrie : ne méprisez pas ces archives, camarades !) et (4) avec Sonia, et alors (5), la tournée en Russie, cette fois dans le but pratique bien affirmé d'unifier réellement le travail (et de convoquer un congrès de tout le parti).

Voilà, si vous voulez, une « ébauche concrète de plan » pour les tâches pratiques immédiates. Si le par. 2 présente des difficultés, on peut mettre en premier le par. 3 (ce sera évidemment un retard, mais dans certaines conditions un retard nécessaire). Mais il faut réussir et 2 et 3, à n'importe quel prix. Il importe au plus haut point en l'occurence que les membres de Vania qui viendront ici soient munis des plus larges pouvoirs possibles, et que, si cela se peut, ils soient deux et non un seul (bien que cela dépende entièrement des conditions locales, ce que vous verrez beaucoup mieux).

On peut, je pense, terminer là-dessus. Ecrivez-moi, s'il vous plaît, le plus tôt possible pour me dire votre opinion : ai-je bien compris votre demande ? appliquerons-nous mon « plan concret »? etc. Je crains un peu que les choses n'aillent pas encore si bien, que Vania ne soit pas encore entièrement avec nous. Il est particulièrement suspect que jusqu'à présent, on n'ait pas encore donné *Que faire ?* ** à Mania. Il serait bon que vous refassiez une réunion avec Vania

---

* Point de vue. (*N.R.*)

** Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, pp. 353-544. (*N.R.*)

in pleno (c'est-à-dire de la *totalité* du Comité de Pétersbourg) : ce serait très important pour *voir exactement* s'il y a des opposants, qui ils sont, quels sont leurs points principaux de désaccord. Il serait tout aussi important que vous ayez une rencontre immédiate avec Mania. Accélérez la venue ici de Vania (et aussi de Mania, ce serait bien !) *autant que vous le pouvez et à quel prix que ce soit* (aller *directement* à Londres : leur donner *sans faute* l'adresse *à Londres* et par-dessus le marché, à tout hasard, l'adresse de Mechtchériakov en Belgique). Si vous y arrivez, ce sera déjà un grand succès, qui garantira que votre travail aura été fructueux, même au cas où la police viendrait brouiller les plans. Et n'oubliez pas que de telles mésaventures sont tout à fait possibles, et que par suite, il est absolument nécessaire d'obtenir immédiatement, sans le moindre délai, un premier pas en avant réel (déclaration, voyage).

Si Vania devient entièrement *des nôtres en fait*, alors nous tiendrons dans quelques mois le deuxième congrès du parti, et nous transformerons l'*Iskra* en organe bimensuel, et même hebdomadaire du parti. Efforcez-vous de convaincre Vania que nous n'avons pas l'intention de le détourner du travail *local*, que Pétersbourg est une « localité » qui a aussi un retentissement immédiat dans toute la Russie, que la fusion de Vania et de Sonia renforcera énormément le travail local, et en même temps fera passer tout le parti d'un état semi-fantômatique non seulement au niveau de la réalité, mais à celui d'une force de premier ordre.

Je vous serre la main. Votre *Lénine*

Rédigé avant le 3 (16) juillet 1902.
Publié pour la première fois en 1924 dans le n° 3 de la revue « Proletarskaïa Révolioutsia »

Conforme au manuscrit

II

Cher ami,

L'information que nous avons reçue de vous récemment sur la libération des amis de Vania, ses « alliés » (=partisans du *Rabotchéié Diélo*), provoque en nous à nouveau une série de doutes. Est-ce que maintenant Vania va tenir bon ? En tout cas, posez-lui carrément la question, essayez d'obtenir une réponse nette, dans le cas d'une réponse négative, faites-lui honte dans les termes les plus résolus, et en tout cas, informez-nous immédiatement de l'état des choses. Si Vania nous a de nouveau échappé (ou même s'il est en train de nous échapper), il vous faut à plus forte raison entreprendre des efforts triples auprès de Mania : si possible directement ; sinon, par l'intermédiaire de vos nouveaux amis, sur votre entretien avec lesquels vous nous avez écrit de façon si détaillée et si intéressante.

Vous devez vous donner pour tâche (dans le cas même d'un *soupçon imperceptible* d'attitude suspecte ou évasive de Vania) de préparer la guerre des iskristes de Pétersbourg contre les vestiges de l'économisme. Il n'est pas besoin évidemment de leur parler de cette guerre, mais il faut la préparer de toutes ses forces et autant que possible sur les deux flancs. C'est-à-dire premièrement, essayez de conserver les relations personnelles qui ont pu être nouées avec les amis que nous avons parmi la moitié intellectuelle de Vania, essayez de les voir, d'influer sur eux, de leur faire honte, de fréquenter leurs éléments jeunes, de préparer les iskristes à se détacher des gens à compromis. Le deuxième flanc, beau-

coup plus important, est celui des ouvriers. Votre cercle est un excellent terrain, et vous devez avant tout faire en sorte que ce cercle développe, comprenne pleinement et officialise son hostilité contre Vania. Tâchez de donner *Que faire ?* à ce cercle et d'obtenir (ce qui ne présente aucune difficulté, à en juger par votre lettre) la solidarité *la plus totale*, tout en soulignant spécialement et doublement que *Que faire ?* est dirigé précisément et principalement contre des gens du type « pétersbourgeois ». Mettez les points sur les i dans les réunions avec eux, citez constamment Vania comme modèle du mal, comme modèle de ce qu'il ne faut pas faire. Je suis prêt volontiers à vous aider en tout cela, dans la mesure de mes moyens, en expédiant, par exemple, une série de lettres au cercle. Que ce cercle devienne d'abord consciemment et pleinement iskriste, consciemment et *absolument* hostile à tout le vieux « pétersbourgisme », à ces *Rabotchaïa Mysl* et *Rabotchéié Diélo* et à toute ambiguïté. *Alors* (*mais seulement alors*) voici ce que nous ferons : cette déclaration que vous conseilliez à Vania de faire et à propos de laquelle je vous ai écrit en détail, cette déclaration, c'est le cercle qui la fera, sous une forme un peu modifiée naturellement, levant le « drapeau de la révolte » contre les économistes de Vania et lançant au grand jour une campagne qui visera à conquérir Mania toute entière.

Je ne doute pas une minute que cette campagne ne se termine par une rapide et complète victoire, et ce n'est pas elle que je considère comme la principale difficulté, mais bien le fait de pousser les gens à cette campagne ouverte, de ne pas tomber à nouveau dans les compromis avec Vania, dans les petites concessions à son égard, dans les atermoiements, etc. Absolument *aucun* compromis, une guerre *sans merci* contre les plus petits vestiges de l'économisme et du dilettantisme, voilà à mon avis ce que vous devez vous donner comme tâche dans le cercle. Il vaut mieux perdre 3 mois, 6 mois et plus en préparation et arriver à la création d'un cercle iskriste de *combat*, que d'unir des gens insuffisamment préparés aux diplomates et aux temporisateurs de Vania.

Profitez du fait que vous avez les mains libres par rapport au cercle, et infléchissez résolument votre ligne,

en maintenant à une portée de fusil les gens qui ne sont pas entièrement des vôtres.

Si vous menez les choses ainsi, vous serez indépendant des flottements et des hésitations de Vania, vous aurez *votre* point d'appui. Et si le besoin vous oblige parfois à biaiser avec Vania, avec le cercle, par contre, évitez absolument toute politicaillerie, et restez toujours *intransigeant* à l'égard de Vania. Votre tactique alors sera simple: si Vania se rapproche de nous, vous lui caressez les cheveux, mais vous demeurez sur vos gardes, c'est-à-dire que vous ne lui cachez pas que cela est peu, qu'il faut venir tout à fait et nous rejoindre, et que vous ne vous contenterez pas de peu de chose. Si Vania s'éloigne, vous ne lui pardonnez pas la moindre faute ni la moindre bévue. *Prendre* Vania *sur le fait* pour chaque bévue et livrer sans pitié celles-ci aux critiques et aux blâmes dans le cercle (et parfois aussi, dans la mesure du possible, dans l'*Iskra*), telle doit être l'une de vos tâches principales.

En un mot, avec Vania, tenez-vous-en inébranlablement à ce principe : je veux la paix avec toi, et pour cela, je me prépare de toutes mes forces à te faire la guerre.

Pour conclure, un conseil pratique. Vania est par nature un diplomate et un pédant. Il a soulevé maintenant la question de la réfection de la baraque, et il est tout à fait probable que sous le prétexte spécieux de cette « révision de la constitution » il va traîner l'affaire en longueur, inventer des milliers de compromis, etc. Ne vous laissez pas prendre à cet hameçon. Raillez impitoyablement cette manie de statuer. Ce n'est point ici affaire de statuts, et s'il y en a qui pensent qu'en partant de telles ou telles idées tactiques et d'organisation on peut écrire un statut modèle, ceux-ci ne comprennent absolument rien, et il faut *les houspiller* pour cette incompréhension. Si Vania imagine que l'on va tout de suite discuter à fond de nouveaux statuts, refaire 40 par. sur 50 et qu'ensuite « il n'y a plus qu'à célébrer la noce », autrement dit que les nouveaux statuts donneraient un travail nouveau, si (comme tout le montre) c'est ce qu'il imagine, cela veut dire qu'il n'a rejeté qu'en paroles les vieux préjugés et qu'en fait il a conservé des centaines d'idées stupides, sur lesquelles il faut tirer à boulets rouges. Attaquez le pédantisme et le formalisme et démontrez qu'il ne s'agit pas

de statuts, mais qu'il s'agit 1) de s'unir sur les points de vue après les avoir *examinés à fond*, et 2) de *s'accorder* au niveau du travail pratique *lui-même*.

Fermes sur ce point de vue, nous nous moquons de votre jeu des statuts (à vous, Vania), et nous déclarons franchement : qui nous sommes, ce que nous voulons et comment nous travaillons, vous, le savez et vous devez l'apprendre non seulement par la littérature, mais par des contacts personnels en Russie et à l'étranger (de tels contacts sont inévitables dans l'action révolutionnaire). Vous ne voulez pas marcher la main dans la main avec nous ? dites-le franchement, sans détours, et rappelez-vous que nous livrerons bataille en règle à toutes les tergiversations. N'allez pas croire que vous nous cacherez vos détours sous des révisions de statuts et autres. Mais si vous voulez marcher avec nous, mettez-vous *tout de suite* au travail, et vous verrez alors que ce travail, en liaison avec un journal pour toute la Russie, sur ce journal et à partir de ce journal, montrera quelles formes nouvelles sont nécessaires, et montrera probablement (ou même certainement) que dans une action véritable, vivante, ces formes se dessinent d'elles-mêmes, sans aucun statut. Et quand nous serons forts, nous organiserons quatre fois par an en Russie et deux fois à l'étranger (ou inversement, selon les circonstances) des rencontres et des conférences, et nous définirons tous nos statuts à ces conférences (ou pour parler plus simplement : nous enverrons tous les statuts au diable).

Je vous serre bien la main et j'attends impatiemment votre réponse : mes lettres vont-elles au but, autrement dit, vous donnent-elles ce qu'il vous faut ?

Votre *Lénine*

Rédigé le 9 (22) juillet 1902.
Publié pour la première fois en 1928 dans les Œuvres de V. Lénine, tome V

Conforme au manuscrit

L'AVENTURISME RÉVOLUTIONNAIRE

I

Nous vivons des temps orageux, où l'histoire de la Russie marche avec des bottes de sept lieues et où chaque année signifie parfois plus que des dizaines d'années en période paisible. On dresse le bilan du demi-siècle écoulé depuis la réforme, on pose les pierres des édifices sociaux et politiques qui détermineront pour très longtemps le destin de tout le pays. Le mouvement révolutionnaire continue de croître avec une étonnante rapidité, et « nos tendances » mûrissent (et fanent) extrêmement vite. Les tendances qui ont des fondements solides dans la structure de classe d'un pays capitaliste se développant aussi rapidement que la Russie, aboutissent presque tout de suite à leur « place » et décèlent les classes qui leur sont apparentées. Exemple : l'évolution de M. Strouvé, dont les ouvriers révolutionnaires ont proposé il y a tout juste 1 an 1/2 d'« arracher le masque » de marxiste, et qui maintenant vient de se produire lui-même sans masque, comme chef de fête (ou valet ?) des propriétaires fonciers libéraux, fiers de leur attachement au terroir et de leur lucidité. Au contraire, les tendances qui n'expriment que l'instabilité d'opinion traditionnelle des couches intermédiaires et mal définies d'intellectuels, s'efforcent de substituer au rapprochement avec des classes déterminées des actions d'autant plus tapageuses que le grondement des événements se fait plus fort. « On se démène, mon vieux, on se démène » [69], tel est le mot d'ordre de nombreux individus

d'humeur révolutionnaire, entraînés par le tourbillon des événements et n'ayant aucune base, ni théorique ni sociale.

A ces tendances « tapageuses » appartiennent également les « socialistes-révolutionnaires », dont la physionomie se dessine de plus en plus clairement. Et il est temps déjà que le prolétariat la dévisage attentivement, qu'il se rende un compte exact de ce que représentent dans la réalité des gens qui recherchent son amitié avec d'autant plus d'insistance que devient plus sensible pour eux l'impossibilité de leur existence comme tendance particulière sans rapprochement étroit avec une classe sociale réellement révolutionnaire.

Trois espèces de circonstances ont contribué plus que tout à révéler la véritable physionomie des socialistes-révolutionnaires. C'est, premièrement, la scission entre la social-démocratie révolutionnaire et l'opportunisme, qui relève la tête sous le drapeau de la « critique du marxisme ». C'est deuxièmement l'assassinat de Sipiaguine par Balmachev et un retour au terrorisme dans l'état d'esprit de certains révolutionnaires. C'est, troisièmement et principalement, le mouvement actuel à la campagne, qui a obligé les gens habitués à être assis entre deux chaises et n'ayant aucun programme à intervenir *post factum* avec au moins quelque chose qui ressemble à un programme. Examinons ces trois circonstances, tout en formulant cette réserve que, dans un article de journal, on ne peut que donner l'ossature de l'argumentation, et que pour un exposé plus détaillé, il nous faudra sans doute revenir à la question dans un article de revue ou une brochure.[70]

Les socialistes-révolutionnaires n'ont été prêts à publier une déclaration théorique de principe que dans le numéro 2 du *Vestnik Rousskoï Révolioutsii*, dans un éditorial non signé, intitulé : « La croissance mondiale et la crise du socialisme. » Nous recommandons vivement cet article à tous ceux qui veulent avoir une idée nette de ce que sont le flottement et le relâchement total dans le domaine des principes (et aussi l'art de couvrir tout cela sous un flot de paroles). Tout le contenu de cet article remarquable au plus haut point peut être traduit en deux mots. Le socialisme est devenu une force mondiale, le socialisme (=marxisme) se scinde maintenant sous l'effet de la guerre entre les révolutionnaires (« orthodoxes ») et les opportunistes (« critiques »).

Nous, socialistes-révolutionnaires, « naturellement », n'avons jamais eu de sympathie pour l'opportunisme, mais nous célébrons par nos jeux et nos ris la « critique » qui nous a délivrés du dogme, nous entreprenons aussi la révision de ce dogme, et bien que nous n'ayons pas encore effectué la moindre critique (opportuniste-bourgeoise excepté), bien que nous n'ayons encore strictement rien révisé, nous devons nous faire un mérite de notre liberté à l'égard de la théorie. Et cela d'autant plus qu'en qualité de gens libres de toute théorie, nous sommes des partisans farouches de l'union sans exclusives, et nous condamnons vivement toutes les disputes théoriques sur les principes. « Une organisation révolutionnaire sérieuse, nous assure avec le plus grand sérieux le *Vestnik Rousskoï Révolioutsii* (n° 2, p. 127), renoncerait à trancher les questions litigieuses de théorie sociale, cause perpétuelle de discorde, ce qui ne doit naturellement pas empêcher les théoriciens de leur chercher des solutions », — soit plus franchement : laissons bien tranquillement l'écrivain à ses écritures, le lecteur à ses lectures [71], nous réjouissant pendant ce temps qu'une place ait été laissée vide.

Cette théorie de déviation (à propos précisément des discussions) par rapport au socialisme ne fournit évidemment pas matière à une analyse sérieuse. A notre avis, la crise du socialisme fait justement un devoir aux socialistes tant soit peu sérieux à accorder plus d'attention encore à la théorie, à occuper plus résolument une position strictement définie, à se démarquer plus nettement des éléments instables et indécis. Pour les socialistes-révolutionnaires, par contre, puisque « même les Allemands » connaissent scissions sur désaccords, ne devons-nous pas, nous autres Russes, nous glorifier de ne pas savoir non plus où va notre chemin ? A notre avis, l'absence de théorie enlève à une tendance révolutionnaire le droit d'exister et la condamne nécessairement, tôt ou tard, à la faillite politique. De l'avis des socialistes-révolutionnaires, par contre, l'absence de théorie est une chose excellente, particulièrement opportune « pour l'union ». Comme vous le voyez, il est difficile de nous entendre, puisque nous ne parlons pas la même langue. Un seul espoir : M. Strouvé ne leur fera-t-il pas entendre raison, lui qui parle aussi (mais un peu plus sérieusement) d'écarter le dogme et

qui dit que « notre » affaire (comme l'affaire de toute bourgeoisie qui s'adresse au prolétariat) n'est pas de désunir, mais d'unir ? Les socialistes-révolutionnaires ne verront-ils pas un jour, avec l'aide de M. Strouvé, quelle est la *signification réelle* de leur politique de sacrifice du socialisme à l'union, et d'union basée sur le sacrifice du socialisme ?

Passons au deuxième point, à la question du terrorisme. Les socialistes-révolutionnaires se donnent bien du mal pour défendre le terrorisme, dont l'expérience du mouvement révolutionnaire russe a si clairement démontré qu'il ne mène à rien : ils déclarent ne l'admettre qu'associé au travail dans les masses, et que par conséquent les arguments à l'aide desquels les social-démocrates russes ont réfuté (et réfuté pour longtemps) le bien-fondé de cette méthode de combat ne les concernent pas. Ici se répète une histoire qui ressemble beaucoup à leur attitude à l'égard de la « critique ». Nous ne sommes pas des opportunistes, crient les socialistes-révolutionnaires, et en même temps ils mettent aux archives le dogme du socialisme prolétarien, uniquement sur la base d'une critique opportuniste et seulement opportuniste. Nous ne répétons pas les erreurs des terroristes, nous ne détournons pas du travail dans les masses, affirment les socialistes-révolutionnaires, et, en même temps, ils recommandent avec zèle au parti des actes tels que l'assassinat de Sipiaguine par Balmachev, bien que tout un chacun voie et comprenne parfaitement que cet acte n'avait aucune liaison avec les masses et, par la manière dont il a été accompli, ne pouvait en avoir aucune, et que ceux qui l'ont accompli n'escomptaient ni n'espéraient aucune intervention ou soutien déterminé de la foule. Naïvement, les socialistes-révolutionnaires ne s'aperçoivent pas que leur penchant pour le terrorisme est intimement lié au fait qu'ils se sont trouvés dès le début et se trouvent toujours à l'écart du mouvement ouvrier, n'essayant même pas de se transformer en parti de la classe révolutionnaire en lutte. Les serments trop solennels mettent très souvent en garde et portent à douter de la véracité de ce qui a besoin d'un fort assaisonnement. Ne peut-on dire qu'il y a des gens qui ne sont pas fatigués de jurer leurs grands dieux quand on lit ces affirmations des socialistes-révolutionnaires : le terrorisme ne nous fait pas reléguer au second plan le travail dans les masses. Car ceux

qui affirment cela sont des gens qui se sont déjà écartés du mouvement ouvrier social-démocrate, qui soulève effectivement les masses, et continuent à s'en écarter, se raccrochant à des lambaux des premières théories venues.

La proclamation du 3 avril 1902 publiée par le « parti socialiste-révolutionnaire » constitue une excellente illustration de ce que nous venons de dire. C'est la source la plus vivante, la plus authentique, émanant le plus directement des militants engagés dans l'action. « La manière de poser la question de la lutte terroriste » dans cette proclamation « correspond entièrement», selon le précieux témoignage de la *Révolioutsionnaïa Rossia* (n° 7, p. 24) * au « point de vue du parti ».

La proclamation du 3 avril copie avec un soin remarquable les clichés de l'argumentation la « plus nouvelle » des terroristes. Les premiers mots qui vous sautent aux yeux sont ceux-ci : « Nous appelons au terrorisme non pas en remplacement du travail dans les masses, mais précisément au nom de ce travail et parallèlement à lui. » Ils sautent aux yeux parce qu'ils sont imprimés en caractères trois fois plus gros que le reste du texte (procédé repris évidemment par la *Révolioutsionnaïa Rossia*). C'est si commode en effet ! On imprime en caractères gras « non pas en remplacement mais parallèlement », et tous les arguments des social-démocrates, toute la leçon de l'histoire tombent du même coup. Mais essayez de lire toute la proclamation, et vous verrez que les serments en gros caractères invoquent en vain le nom des masses. Le temps où « le peuple ouvrier sortira des ténè-

* Certes, la *Révolioutsionnaïa Rossia* se livre aussi sur ce point à certains exercices d'équilibrisme. D'une part, « correspond entièrement », d'autre part, allusion aux « exagérations ». D'une part, la *Révolioutsionnaïa Rossia* déclare que cette proclamation est le fait seulement d'« un groupe » de socialistes-révolutionnaires. D'autre part, nous avons le *fait* que cette proclamation porte la mention : « édition du *parti* socialiste-révolutionnaire », et qu'en outre, l'épigraphe de la *Révolioutsionnaïa Rossia* elle-même y est reproduite (« Dans la lutte tu trouveras ton droit »). Nous comprenons bien qu'il est désagréable à la *Révolioutsionnaïa Rossia* de toucher ce point délicat, mais nous pensons qu'il est simplement deshonnête de jouer à cache-cache dans des cas semblables. L'existence de l'économisme n'était pas plus agréable à la social-démocratie révolutionnaire, mais elle l'a dénoncé ouvertement sans jamais chercher à induire quiconque en erreur.

bres » et où une « puissante vague populaire brisera en mille miettes les portes de fer », ce temps « hélas ! » (« hélas » est dans le texte !) n'arrivera pas de sitôt, et il est effrayant de penser à ce que cela coûtera de victimes » . Les mots « hélas de sitôt » n'expriment-ils pas une totale incompréhension du mouvement de masse et un manque total de confiance en lui ? Cet argument n'est-il pas inventé à dessein pour tourner en dérision le fait que le peuple ouvrier se dresse déjà ? Enfin, même si cet argument éculé était aussi fondé qu'il est en réalité absurde, il en découlerait de façon particulièrement visible l'inutilité du terrorisme, puisque *sans* le peuple ouvrier, toutes les bombes sont impuissantes, notoirement impuissantes.

Ecoutez encore : « Chaque coup terroriste enlève en somme une partie de sa force à l'autocratie et transfère (!) toute cette force (!) du côté de ceux qui luttent pour la liberté. » « Et une fois que le terrorisme sera appliqué systématiquement (!), il est évident que le plateau de la balance penchera enfin de notre côté. » Eh oui, il est évident pour tous que nous avons là sous sa forme la plus grossière le plus grand des préjugés du terrorisme : l'assassinat politique effectue à lui seul un « transfert de force » ! Voilà donc : d'une part la théorie du transfert de la force, et d'autre part « non pas en remplacement, mais parallèlement »... Oui, vraiment, il y a des gens qui ne sont pas fatigués de jurer leurs grands dieux.

Mais ce ne sont encore là que hors-d'œuvre. Voici le plat de résistance. « Qui frapper ? » demande le parti socialiste-révolutionnaire, et il répond : les ministres, mais pas le tsar, car « le tsar ne poussera pas les choses au pire » (! ! où ont-ils été pêcher ça ? ?), et d'ailleurs « c'est plus facile » (sic !) : « aucun ministre ne peut s'enfermer au Palais comme dans une forteresse ». Et cette belle argumentation se termine par le raisonnement suivant, qui mérite d'être immortalisé comme modèle de la « théorie » des socialistes-révolutionnaires. « Contre la foule, l'autocratie a les soldats, contre les organisations révolutionnaires, elle a la police ordinaire et la police secrète, mais qu'est-ce qui la protégera... , (qui ça ? l'autocratie ? mais alors, sans s'en apercevoir l'auteur identifie l'autocratie et le ministre, qu'il est plus facile de frapper !) « ... contre les personnes isolées ou les petits groupes qui, continuellement, et même à l'insu les

uns des autres (! !) se préparent à attaquer et attaquent ? Aucune force ne peut prévaloir contre ce qui est insaisissable. Ainsi, notre tâche est claire : destituer tous les oppresseurs du pouvoir par le seul moyen que nous laisse ! l'autocratie : la mort ». Quelles que soient les montagnes de papier que noircissent les socialistes-révolutionnaires pour persuader à chacun qu'en prêchant le terrorisme ils n'abandonnent ni ne désorganisent le travail dans les masses, aucun torrent de mots ne leur permettra de démentir le fait que l'état d'esprit véritable du terroriste actuel est fidèlement traduit par la proclamation citée. La théorie du transfert de la force est naturellement complétée par la théorie de l'insaisissable, qui met définitivement sens dessus dessous, non seulement toute l'expérience du passé, mais aussi tout bon sens. Que le seul « espoir » de la révolution soit la « foule », que seule une organisation révolutionnaire dirigeant cette foule (en fait et non en paroles) soit à même de lutter contre la police, c'est là l'a b c. On aurait honte de devoir le démontrer. Et seuls des gens qui ont tout oublié et rien appris pouvaient décider le contraire, allant jusqu'à proférer l'invraisemblable absurdité que l'autocratie peut être « protégée » contre la foule par les soldats, contre les organisations révolutionnaires par la police, mais que contre les individus, qui font la chasse aux ministres, *rien ne la protégera* !

Ce fantastique raisonnement, qui est destiné, nous en sommes certains, à devenir célèbre, n'est nullement une simple curiosité. Il est instructif, par le fait qu'en allant hardiment jusqu'à l'absurde, il révèle l'erreur fondamentale que les terroristes partagent avec les économistes (peut-être faudrait-il déjà dire : avec les anciens représentants de feu l'économisme ?). Cette erreur réside, comme nous l'avons déjà maintes fois démontré, dans l'*incompréhension* du défaut essentiel de notre mouvement. Par suite de la croissance extrêmement rapide de celui-ci, les dirigeants se sont laissé distancer par les masses, leurs organisations révolutionnaires ne se sont pas montrées à la hauteur de l'activité révolutionnaire du prolétariat, et se sont révélées incapables de précéder et de diriger les masses. Qu'un décalage de ce genre existe, aucun homme de bonne foi et tant soit peu informé n'en doutera. Et dès lors, il est évident que les terroristes d'aujourd'hui sont de véritables économistes à l'envers, tom-

bant dans des excès tout aussi déraisonnables, bien que de sens contraire. En un temps où les révolutionnaires *manquent* de forces et de moyens pour diriger une masse déjà en mouvement, appeler à une action terroriste telle que l'organisation, par des individus isolés ou des petits groupes qui ne se connaissent pas, d'attentats contre les ministres, c'est *par là-même* non seulement négliger le travail dans les masses, mais y semer directement la désorganisation. Nous, révolutionnaires, lit-on dans la proclamation du 3 avril, « nous sommes habitués à nous serrer craintivement les uns contre les autres, et même (NB) le nouvel esprit d'audace qui a soufflé ces deux ou trois dernières années a suscité jusqu'à présent plus d'enthousiasme dans la foule que chez les individus ». Ces paroles expriment involontairement une grande part de vérité. Et cette vérité confond les propagandistes du terrorisme. De cette vérité, tout socialiste capable de réfléchir conclura : il faut agir ensemble de façon plus énergique, plus hardie et plus ordonnée. Mais les socialistes-révolutionnaires concluent : « tire, individu insaisissable, car, hélas, la masse est encore loin, et contre elle il y a les soldats ». Ça ne tient pas debout, messieurs !

La proclamation ne peut se passer non plus de la théorie de l'excitation par le terrorisme. « Chaque combat singulier d'un héros éveille en nous tous l'esprit de lutte et de vaillance », nous dit-on. Mais le passé nous apprend et nous voyons aujourd'hui que *seules* de nouvelles formes de mouvement de masse, ou le déclenchement d'une lutte cohérente par de nouvelles couches de la masse, pourront effectivement animer *en tous* l'esprit de lutte et de vaillance. Quant aux combats singuliers, précisément dans la mesure où ils restent des *combats singuliers* à la Balmachev, ils ne provoquent dans l'immédiat qu'un choc tout passager, et dans la suite conduisent même à l'apathie, à l'attente passive du prochain *combat singulier*. On nous affirme ensuite que « chaque éclair de terrorisme illumine la raison », ce que, malheureusement, nous n'avons guère remarqué dans le cas du parti socialiste-révolutionnaire qui prêche ce terrorisme. On nous offre une théorie du grand et du petit travail : « Que ceux qui ont plus de forces, plus de possibilités et de décision ne se contentent pas du petit (!) travail ; qu'ils aspirent et se consacrent au grand travail, à la propagande

du terrorisme dans les masses (!), à la préparation d'entreprises terroristes complexes » (la théorie de l'insaisissable est déjà oubliée !). N'est-il pas vrai que c'est d'une intelligence étonnante : sacrifier la vie d'un révolutionnaire pour une vengeance contre le gredin Sipiaguine et le remplacement de celui-ci par le gredin Plehve, c'est du grand travail. Mais préparer, *par exemple*, la masse à une manifestation armée, c'est une occupation mesquine. Voilà justement ce qu'explique la *Révolioutsionnaïa Rossia* dans son n° 8, en déclarant qu'« il est facile d'écrire et de parler » des manifestations armées « comme d'une chose d'un avenir lointain et indéterminé », « mais que tous ces discours n'ont eu jusqu'à présent qu'un caractère théorique ». Comme nous connaissons bien ce langage de gens libérés de l'incommodité de convictions socialistes fermes et de l'encombrante expérience de mouvements populaires de tout genre ! Ils confondent avec l'esprit pratique la recherche de résultats immédiatement tangibles et qui fassent sensation. Le besoin de s'en tenir fermement à un point de vue de classe et de préserver le caractère de masse du mouvement, c'est pour eux du « théorisme » « vague ». La précision à leurs yeux, c'est de suivre aveuglément chaque changement d'humeur, etc... et comme suite inévitable, de rester impuissant lors de chacun de ces changements. Les manifestations commencent, et de tels gens déversent des phrases sanglantes, dissertent sur le commencement de la fin. Les manifestations s'arrêtent, les bras leur tombent, et, sans avoir eu le temps d'user ses bottes, on crie déjà : « Quant au peuple, hélas, il n'arrivera pas de sitôt que... ». Une nouvelle infamie des agresseurs tsaristes, et on exige que soit indiqué un moyen « sûr », qui puisse constituer une réponse péremptoire à cette violence précise, un moyen tel qu'il produirait immédiatement un « transfert de force », et on promet fièrement ce transfert ! Ces gens ne comprennent pas que le seul fait de promettre ce « transfert » de la force est déjà de l'aventurisme politique, et que leur aventurisme a pour cause leur manque de principes.

La social-démocratie mettra toujours en garde contre l'aventurisme et dévoilera sans pitié les illusions qui se terminent nécessairement par une déception totale. Nous devons nous souvenir qu'un parti révolutionnaire ne mérite son nom que lorsqu'il dirige *réellement* le mouvement de la

classe révolutionnaire. Nous devons nous souvenir que tout mouvement populaire prend des formes infiniment variées, en élaborant constamment de nouvelles, rejetant les anciennes, créant des variétés ou de nouvelles combinaisons des formes anciennes et nouvelles. Et notre devoir est de participer activement à ce travail d'élaboration des procédés et des moyens de lutte. Quand le mouvement des étudiants s'est accentué, nous avons appelé les ouvriers à leur aide (*Iskra* n° 2) *, sans prendre sur nous de prédire les formes de manifestations, sans promettre ni transfert de force immédiat, ni illumination de la raison, ni insaisissabilité particulière. Quand les manifestations ont pris de la force, nous avons commencé à préconiser leur organisation, l'armement de masses, nous avons proposé pour tâche de préparer l'insurrection populaire. Sans nier en aucune façon dans le principe la violence et le terrorisme, nous demandions que l'on travaillât à préparer des formes de violence incluant la participation immédiate de la masse et assurant cette participation. Nous ne fermons pas les yeux sur la difficulté de cette tâche, mais nous y travaillerons fermement et opiniâtrement, sans nous laisser troubler par ceux qui objectent qu'il s'agit d'un « avenir lointain et indéterminé ». Oui, messieurs, nous sommes aussi pour l'avenir, et pas seulement pour les formes de mouvement du passé. Nous préférons œuvrer longuement et difficilement à quelque chose qui a de l'avenir plutôt que répéter « facilement » ce qui est déjà condamné par le passé. Nous démasquerons toujours les gens qui font en parole la guerre aux clichés du dogme, et qui suivent en fait les clichés des théories les plus usées et les plus nuisibles sur le transfert de la force, la différence entre le grand et le petit travail, et bien sûr, la théorie du combat singulier et du duel. « De même que jadis, lorsque les peuples s'affrontaient, leurs chefs décidaient de l'issue de la lutte en combat singulier, de même les terroristes, dans leur combat singulier contre l'autocratie, conquerront la liberté de la Russie. » C'est par ces mots que s'achève la proclamation du 3 avril. Il suffit de reproduire de *telles* phrases pour qu'elles soient réfutées.

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 4, pp. 431-436. (*N.R.*)

Celui qui mène effectivement son travail révolutionnaire en liaison avec la lutte de classe du prolétariat, celui-là sait, voit et sent parfaitement quelle masse de besoins immédiats et directs du prolétariat (et des couches du peuple capables de le soutenir) restent insatisfaits. Il sait qu'en de très nombreux endroits, dans d'immenses régions, la masse ouvrière brûle littéralement d'engager la lutte, mais que ces élans sont rendus vains par le défaut de publications et de dirigeants, par l'indigence en forces et en moyens des organisations révolutionnaires. Et nous nous trouvons — nous voyons que nous nous trouvons — dans ce même maudit cercle vicieux qui, comme une fatalité, a pesé si longtemps sur la révolution russe. D'une part, l'élan révolutionnaire d'une foule insuffisamment éclairée et inorganisée ne débouche pas. D'autre part, les coups de feu des « individus insaisissables » qui perdent foi dans la possibilité de marcher dans le rang, de travailler la main dans la main avec la masse restent vains.

Mais la situation peut encore être redressée, camarades ! La perte de confiance dans le travail véritable n'est qu'exceptionnelle. Le goût pour le terrorisme n'est rien de plus qu'une disposition éphémère. Que les social-démocrates se serrent en rangs plus compacts, et nous unirons en un tout l'organisation de combat de révolutionnaires et l'héroïsme de masse du prolétariat russe !

Dans l'article suivant nous examinerons le programme agraire des socialistes-révolutionnaires.

II

L'attitude des socialistes-révolutionnaires à l'égard du mouvement paysan présente un intérêt particulier. C'est en effet dans la question agraire que se sont toujours jugés très forts les représentants du vieux socialisme russe, et leurs héritiers libéraux-populistes, et tous ces partisans de la critique opportuniste, si nombreux en Russie, qui affirment à grands cris que sur ce point, le marxisme est définitivement délogé de sa position par la « critique ». Et nos socia-

listes-révolutionnaires d'ouvrir un feu roulant contre le marxisme : « préjugés dogmatiques... dogmes depuis longtemps périmés et démolis par la vie... l'intelligentsia révolutionnaire a fermé les yeux sur la campagne, l'orthodoxie a interdit le travail révolutionnaire dans la paysannerie », etc., etc. Les coups de pied à l'orthodoxie sont aujourd'hui à la mode. Mais parmi les gens qui ruent ainsi, à quelles variétés rapporter ceux qui, *avant le début* du mouvement dans la paysannerie, n'ont *même pas trouvé le temps* de fixer leur propre programme agraire ? Quand l'*Iskra* dès son n° 3 * a tracé son programme agraire, tout ce que le *Vestnik Rousskoï Révolioutsii* a trouvé, c'est de grommeler : « avec cette façon de poser la question, encore une de nos divergences s'efface sensiblement », avec ce petit malheur pour la rédaction du *Vestnik* qu'elle n'a absolument rien compris à la façon dont l'*Iskra* posait la question (« introduction de la lutte de classe à la campagne »). Maintenant la *Révolioutsionnaïa Rossia* invoque après coup la brochure *La question du jour*, bien qu'il n'y ait là aucun programme, mais seulement une exaltation d'opportunistes célèbres, comme Hertz.

Et voici que ces gens, qui avant le début du mouvement, étaient d'accord à la fois avec l'*Iskra* et avec Hertz, publient au lendemain du soulèvement paysan un manifeste « au nom de l'Union paysanne (!) du Parti socialiste-révolutionnaire », manifeste dans lequel vous ne trouverez d'ailleurs pas une syllabe qui vienne effectivement des paysans, mais seulement la répétition mot pour mot de ce que vous avez déjà lu des centaines de fois chez les populistes, les libéraux et les « critiques »... A cœur vaillant rien d'impossible, dit-on. C'est vrai, messieurs les socialistes-révolutionnaires, mais ce n'est pas d'une telle vaillance que témoigne votre réclame grossièrement peinturlurée.

Nous avons vu que la principale « supériorité » des socialistes-révolutionnaires réside dans leur liberté à l'égard de la théorie, et que leur principal talent est de savoir parler pour ne rien dire. Mais pour présenter un programme, il faut quand même finir par dire quelque chose, il faut, par exemple, jeter par-dessus bord le « dogme des social-démo-

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 4, pp. 437-446. (*N.R.*)

crates russes de la fin des années 80 et du début des années 90, selon lequel il n'existe pas d'autre force révolutionnaire que le prolétariat des villes ». Comme ce « dogme » est un mot commode ! Il suffit de défigurer légèrement la théorie de l'adversaire, de couvrir cette déformation de l'épouvantail du « dogme », et tout est dit.

Tout le socialisme contemporain, à commencer par le *Manifeste communiste*, repose sur cette vérité incontestable que la seule classe vraiment révolutionnaire de la société capitaliste est le prolétariat. Les autres classes ne peuvent être et ne sont révolutionnaires que partiellement et dans des conditions déterminées. On se demande ce qu'il faut penser des gens qui ont « transformé » cette vérité en dogme des social-démocrates russes d'une époque déterminée et tentent de faire croire au lecteur naïf que ce dogme a été « entièrement fondé sur la conviction que la lutte politique au grand jour était lointaine » ?

Contre la théorie de Marx sur la seule classe vraiment révolutionnaire de la société contemporaine, les socialistes-révolutionnaires proposent la trinité : « intelligentsia, prolétariat et paysannerie », révélant ainsi une irrémédiable confusion d'idées. Si vous placez l'intelligentsia en face du prolétariat et de la paysannerie, cela signifie que vous entendez par intelligentsia une certaine couche sociale, un groupe de personnes occupant une position sociale aussi déterminée que celles qu'occupent les ouvriers salariés et les paysans. Mais en tant que couche sociale, l'intelligentsia russe est précisément une intelligentsia bourgeoise et petite-bourgeoise. Par rapport à cette couche, M. Strouvé a pleinement raison d'appeler son organe l'organe de l'intelligentsia russe. Mais si vous parlez des intellectuels qui *n'ont encore occupé* aucune position sociale déterminée ou que la vie a *déjà fait basculer* de leur position normale et qui passent du côté du prolétariat, alors il est complètement absurde d'opposer cette intelligentsia au prolétariat. Comme toute autre classe de la société contemporaine, le prolétariat non seulement produit sa propre intelligentsia, mais se trouve aussi des partisans parmi tous les gens instruits quels qu'ils soient. La campagne des socialistes-révolutionnaires contre le « dogme » fondamental du marxisme ne montre une fois de plus qu'une chose, c'est que toute la force de ce parti est re-

présentée par le groupe des intellectuels russes qui se sont détachés du vieux sans adhérer au nouveau.

Quant à la paysannerie, les jugements des socialistes-révolutionnaires sont encore plus embrouillés. La façon même de poser la question suffit : « Quelles classes sociales en général (!) demeurent toujours (! !) du côté de l'ordre existant... (autocratique seulement, ou bourgeois en général), le défendent et ne se laissent pas gagner par la révolution ? » A proprement parler, on ne peut répondre à cette question que par une autre question : quels éléments de l'intelligentsia en général demeurent toujours du côté du chaos d'idées existant, le défendent et ne se laissent pas gagner par une conception du monde socialiste définie ? Mais les socialistes-révolutionnaires veulent donner une réponse sérieuse à une question qui ne l'est pas. Ils rangent en premier parmi « ces » classes la bourgeoisie, car « ses intérêts sont satisfaits ». Ce vieux préjugé selon lequel les intérêts de la bourgeoisie sont si bien satisfaits que nous n'avons ni ne pouvons avoir de démocratie bourgeoise (cf. *Vestnik Rousskoï Révolioutsii* n° 2 pp. 132-133) constitue maintenant le bien commun des économistes et des socialistes-révolutionnaires. Cette fois-ci encore M. Strouvé ne pourrait-il pas leur remettre les idées en place ?

En second lieu, les socialistes-révolutionnaires rangent parmi ces classes les « couches petites-bourgeoises », « dont les intérêts sont individualistes, non déterminés comme intérêts de classe et ne se formulent pas dans un programme social et politique de réforme ou de révolution ». D'où cela sort-il, Allah seul le sait. Que la petite bourgeoisie non seulement ne défende pas en général et toujours l'ordre existant mais au contraire agisse souvent de façon révolutionnaire même contre la bourgeoisie (précisément quand elle se range aux côtés du prolétariat), très souvent contre l'absolutisme et formule presque toujours des programmes de réformes sociales, cela est connu de tout un chacun. Notre auteur s'est simplement engagé de façon « un peu plus marquée » contre la petite bourgeoisie, suivant cette « règle de la vie » que dans l'un de ses *Poèmes en prose* Tourguéniev a mise dans la bouche d'un « vieux roublard » : crier le plus fort contre les vices dont on se sent soi-même atteint [72] Ainsi *puisque* les socialistes-révolutionnaires sentent que la

seule base sociale de leur position entre deux chaises ne peut être fournie que par certaines couches petites-bourgeoises de l'intelligentsia, ils écrivent *par conséquent* sur la petite bourgeoisie, comme si ce terme au lieu de désigner une catégorie sociale constituait seulement une pointe polémique. Ils voudraient aussi éviter le fait désagréable qu'ils ne comprennent pas l'appartenance de la paysannerie actuelle, dans son ensemble, aux « couches petites-bourgeoises ». N'essayerez-vous pas de nous donner une réponse sur ce point, MM. les socialistes-révolutionnaires ? Ne nous direz-vous pas pourquoi, reproduisant des lambeaux des théories du marxisme russe (par exemple sur l'aspect positif de l'exode rural et du vagabondage des paysans), vous fermez les yeux sur le fait que ce même marxisme a montré la structure petite-bourgeoise de l'économie paysanne russe ? Ne nous expliquerez-vous pas comment ces « propriétaires ou semi-propriétaires » peuvent, dans la société contemporaine, ne pas appartenir aux couches petites-bourgeoises ?

Non, n'ayez aucun espoir ! Les socialistes-révolutionnaires ne répondront pas, ils ne diront ni n'expliqueront rien sur le fond, car (une fois encore à la manière des économistes) ils sont passés maîtres dans l'art d'esquiver les questions de théorie. La *Révolioutsionnaïa Rossia* s'en remet au *Vestnik Rousskoï Révolioutsii*, dont ces questions relèveraient (voir n° 4, réponse à *Zaria*), et le *Vestnik Rousskoï Révolioutsii* raconte au lecteur les exploits de la critique opportuniste, et menace, menace et menace de critiquer encore plus. C'est maigre, Messieurs !

Les socialistes-révolutionnaires se sont gardés purs de l'influence délétère des théories socialistes modernes. Ils ont conservé entièrement les bonnes vieilles recettes du socialisme vulgaire. Nous avons devant nous un nouveau fait historique, un nouveau mouvement dans une couche du peuple. Ils n'étudient pas la situation de cette couche, ne se donnent pas pour but d'expliquer son mouvement par le caractère de cette couche et ses relations avec le régime économique en train de se développer dans l'ensemble de la société. Tout cela pour eux n'est que dogme creux, orthodoxie périmée. Chez eux ça se fait plus simplement. De quoi parlent les représentants de la couche en effervescence ? De la terre, de l'agrandissement des lots, du repartage. — Eh

bien voilà, c'est tout. Voilà, un « programme semi-socialiste », un « principe tout à fait juste », une « idée lumineuse », un « idéal qui, sous une forme embryonnaire, vit déjà dans la tête du paysan », etc. Il faut simplement « épurer et développer cet idéal », exprimer l'« idée pure du socialisme ». Vous ne me croyez pas, lecteur ? Il vous paraît invraisemblable que cet antique attirail populiste soit refourbi par des gens si prompts à ressortir le dernier livre lu ? Cependant, c'est un fait, et tous les mots que nous avons cité viennent de la déclaration « au nom de l'union paysanne» du n° 8 de la *Révolioutsionnaïa Rossia*.

Les socialistes-révolutionnaires accusent l'*Iskra* d'avoir, en appelant le mouvement paysan la dernière émeute de la paysannerie, sonné le glas trop vite : la paysannerie, nous reprend-t-on, peut participer aussi à un mouvement socialiste du prolétariat. Cette accusation montre clairement toute la confusion de pensée des socialistes-révolutionnaires. Ils n'ont même pas su démêler le fait qu'un mouvement démocratique contre les vestiges du servage est une chose, et qu'un mouvement socialiste contre la bourgeoisie en est une autre. N'ayant pas compris le mouvement paysan lui-même, ils ne pouvaient comprendre non plus que les formules de l'*Iskra* qui les ont effrayés concernaient simplement le premier de ces mouvements. Dans son programme, non seulement l'*Iskra* a parlé du fait que les petits producteurs en perdition (paysans y compris) peuvent et doivent participer au mouvement socialiste du prolétariat, mais elle a défini exactement les conditions de cette participation. Mais le mouvement actuel des paysans n'est pas du tout un mouvement socialiste, dirigé contre la bourgeoisie et le capitalisme. Au contraire, il rassemble les éléments bourgeois et prolétariens de la paysannerie, qui sont effectivement unis dans la lutte contre les vestiges du servage. Le mouvement paysan actuel conduit — et aboutira — à l'instauration d'un régime agraire non pas socialiste ou semi-socialiste, mais bourgeois, après avoir débarrassé des entraves féodales les fondements bourgeois déjà parvenus à maturité dans nos villages.

Au reste, pour les socialistes-révolutionnaires tout cela est grimoire indéchiffrable. Ils assurent même sérieusement l'*Iskra* que le déblayage de la voie pour le développement

du capitalisme est un dogme creux, puisque « les réformes » (des années 60) « ont déblayé (!) complètement (! !) l'espace pour le développement du capitalisme ». Voilà ce que peut en arriver à écrire un homme aux allures dégagées et à la plume facile, qui imagine que de « l'union paysanne » il peut sortir n'importe quoi ; le paysan n'y verra que du feu ! Mais réfléchissez un peu, s'il vous plaît, cher auteur : n'avez-vous jamais entendu dire que les vestiges de la féodalité freinent le développement du capitalisme ? ne vous semble-t-il pas que c'est même presque une tautologie ? et n'avez-vous rien lu nulle part sur les vestiges du régime féodal dans la campagne russe d'aujourd'hui ?

L'*Iskra* dit que la révolution qui couve sera une révolution bourgeoise. Les socialistes-révolutionnaires protestent : elle sera « avant tout une révolution politique et dans une certaine mesure démocratique ». Les auteurs de cette jolie protestation n'essayeront-ils pas de nous expliquer s'il y a jamais eu dans l'histoire, si on peut imaginer en général une révolution bourgeoise qui ne fût pas « dans une certaine mesure démocratique » ? D'ailleurs le programme des socialistes-révolutionnaires eux-mêmes (jouissance égalitaire du sol transformé en propriété sociale) ne sort encore pas du cadre d'un programme bourgeois, car conserver la production marchande et admettre l'exploitation privée, fût-ce sur une terre commune, cela ne supprime en rien les rapports capitalistes dans l'agriculture.

Plus les socialistes-révolutionnaires traitent à la légère les vérités les plus élémentaires du socialisme contemporain, plus ils inventent aisément les « déductions les plus élémentaires », fiers même que leur « programme se ramène » à celles-ci. Examinons leurs trois déductions, qui resteront probablement pour longtemps un monument de leur finesse d'esprit et de la profondeur de leurs convictions socialistes.

Déduction n° 1 : « Une grande part du territoire de la Russie appartient dès maintenant à l'Etat ; il faut que tout le territoire appartienne au peuple. » « Dès maintenant « nous en avons par-dessus la tête des références attendries à la propriété foncière de l'Etat en Russie, qu'on trouve dans les œuvres des populistes policiers (*à la* * Sazonov, etc.) et au-

* En français dans le texte. (*N.R.*)

tres réformistes de la chaire [73]. « Il faut » qu'emboîtent le pas à ces messieurs des gens qui se qualifient de socialistes et même de révolutionnaires. « Il faut » que les socialistes mettent en relief la toute-puissance imaginaire de l'« Etat » (oubliant même qu'une grande partie des terres de l'Etat est concentrée dans des confins désertiques du pays), mais pas l'opposition de classe qui existe entre une paysannerie semi-féodale et une poignée privilégiée de grands propriétaires fonciers qui possèdent la masse des terres les mieux cultivées et avec lesquels l'« Etat » a toujours vécu en parfaite harmonie. En s'imaginant exprimer l'idée pure du socialisme, nos socialistes-révolutionnaires souillent en fait cette idée par une attitude non critique à l'égard du vieux populisme.

Déduction n° 2 : « Dès maintenant la terre passe du capital au travail ; il faut que ce processus soit achevé par l'Etat. » Nous marchons d'émerveillement en émerveillement. Faisons encore un pas vers le populisme policier, et nous inviterons l'« Etat » (de classe !) à étendre la propriété paysanne en général. Cela est remarquablement socialiste et étonnamment révolutionnaire. Mais qu'attendre de gens pour qui l'achat ou la prise à bail de la terre par les paysans ne s'appelle pas passage de la terre des propriétaires féodaux à la bourgeoisie rurale, mais passage « du capital au travail » ? Rappelons à ces gens ne serait-ce que les chiffres de répartition réelle des terres « qui passent au travail » : six à neuf dixièmes de la terre paysanne achetée et cinq à huit dixièmes de la terre louée sont concentrés entre les mains d'*un cinquième des feux*, c'est-à-dire d'une petite minorité de paysans aisés. Jugez maintenant s'il y a beaucoup de vrai dans ce que disent les socialistes-révolutionnaires, lorsqu'ils affirment que « nous ne comptons pas sur » les paysans aisés, mais seulement sur « les couches purement travailleuses ».

Déduction n° 3 : « Les paysans possèdent déjà la terre et l'utilisent dans la majorité des cas selon une répartition égalitaire ; il faut que cette jouissance par le travail soit menée à son terme... et aboutisse, grâce au développement de tous les genres de coopération, à une production agricole collective. » Grattez un socialiste-révolutionnaire, et vous trouverez M. V. V. [74] ! A peine aborde-t-on le fond du problème qu'aussitôt tous les vieux préjugés populistes, soigneu-

sement conservés sous le couvert de phrases évasives, apparaissent en pleine lumière. Propriété de l'Etat sur la terre — achèvement par l'Etat du transfert de la terre à la paysannerie — communauté — coopérative — collectivisme — à ce merveilleux schéma de MM. Sazonov, Iouzov, N-on [76], des socialistes-révolutionnaires, Hofstetter, Totomiantz, etc. etc., à ce schéma il manque une toute petite chose. On n'y trouve ni capitalisme en développement ni lutte de classe. Mais où trouver cette petite chose dans la tête de gens dont tout le bagage idéologique consiste en guenilles du populisme rapiécées de morceaux tout neufs pris à la critique à la mode ? M. Boulgakov n'a-t-il pas dit *lui-même* qu'il n'y avait pas de place à la campagne pour la lutte de classe ? Est-ce que le remplacement de la lutte de classe par « toutes les coopératives possibles » ne satisfera pas à la fois les libéraux, les « critiques », et en général tous ceux pour qui le socialisme n'est rien de plus qu'une enseigne traditionnelle ? Et ne peut-on pas essayer de tranquilliser les gens naïfs en affirmant : « nous sommes, bien sûr, étrangers à toute idéalisation de la communauté », bien qu'à côté de cette affirmation on lise ce bavardage colossal sur la « colossale organisation de la paysannerie au sein du *mir* » sur ce que « sous certains rapports aucune classe en Russie n'est autant poussée à la lutte purement (!) politique que la paysannerie », que l'autodétermination paysanne (!), par son ampleur et sa compétence, dépasse largement celle des zemstvos, que cette juxtaposition d'une « large »... (jusqu'à la lisière du village ?)... « indépendance » et de l'absence des « droits civiques les plus élémentaires » paraît à s'y méprendre inventée à dessein, pour... éveiller et exercer (!) les instincts et les habitudes politiques de la lutte sociale ». Il vaut mieux entendre ça que d'être sourd...

« Il faut être aveugle pour ne pas voir combien il est aisé de passer de la tradition de la gestion commune de la terre à l'idée de la socialisation de la terre. » N'est-ce pas le contraire, Messieurs ? Ne sont-ils pas irrémédiablement aveugles et sourds, ceux qui ne savent pas encore que le repliement moyenâgeux de la communauté semi-féodale, morcelant la paysannerie en unions minuscules et liant les pieds et les mains du prolétariat rural, soutient les traditions en routine, d'abrutissement et d'hébétude ? Ne vous

contredisez-vous pas vous-mêmes, quand vous reconnaissez l'avantage de l'exode, qui a déjà détruit aux trois quarts le fameux égalitarisme des traditions communautaires et a ramené ces traditions aux seules chicanes policières ?

Le programme minimum des socialistes-révolutionnaires, qui est fondé sur la théorie analysée plus haut, constitue un véritable morceau d'anthologie. Deux points dans ce « programme » : 1) « Socialisation de la terre, c'est-à-dire remise de celle-ci en propriété à toute la société et en jouissance aux travailleurs » ; 2) « développement dans la paysannerie de toutes les formes possibles de groupements sociaux et de coopératives économiques... (pour la lutte « purement » politique ?)... pour une libération progressive de la paysannerie du pouvoir du capital financier... (pour la mettre sous le pouvoir du capital industriel ?)... et pour la préparation de la future production agricole collective. » Comme le soleil dans une goutte d'eau, tout l'esprit du « socialisme révolutionnaire » contemporain se reflète dans ces deux points. En théorie, des phrases révolutionnaires au lieu d'un système de conceptions réfléchi et cohérent, en pratique des tentatives impuissantes de se raccrocher à tel ou tel truc à la mode au lieu de participer à la lutte de classe, voilà tout ce qu'ils ont. Faire *voisiner* dans un programme *minimum* la socialisation de la terre et les coopératives, il fallait avoir pour cela, avouons-le, un rare courage civique. Notre programme minimum, c'est d'une part Babeuf, d'autre part M. Lévitski.[78] Il fallait y penser.

Si l'on pouvait prendre ce programme au sérieux, il nous faudrait dire que les socialistes-révolutionnaires, en se leurrant eux-mêmes de mots, trompent également les paysans. C'est un leurre que de dire que « toutes les coopératives possibles » jouent un rôle révolutionnaire dans la société contemporaine et préparent le collectivisme, et non la consolidation de la bourgeoisie rurale. C'est un leurre de présenter à la « *paysannerie* » la socialisation de la terre comme un « minimum », comme quelque chose d'aussi proche que la coopération. N'importe quel socialiste expliquerait à nos socialistes-révolutionnaires que l'abolition de la propriété privée de la terre ne peut être que le prélude immédiat à l'abolition de la propriété privée en général, que le seul fait de donner la terre « en jouissance aux travailleurs » ne satis-

ferait pas encore le prolétariat, car des millions et des dizaines de millions de paysans ruinés ne sont pas en état actuellement d'exploiter la terre, même s'ils en avaient. Et pour fournir à ces millions de paysans ruinés les outils, le bétail, etc., il faudrait déjà la socialisation de tous les moyens de production, ce qui exigerait une révolution socialiste du prolétariat, et non pas un mouvement paysan contre les vestiges du régime féodal. Les socialistes-révolutionnaires confondent socialisation et nationalisation bourgeoise de la terre. Pour parler de façon abstraite, celle-ci reste concevable sur une base capitaliste, sans abolition du travail salarié. Mais l'exemple même des socialistes-révolutionnaires confirme clairement cette vérité, que réclamer la nationalisation de la terre dans un Etat policier, c'est mettre sous le boisseau le seul principe révolutionnaire, celui de la lutte de classe, et porter de l'eau au moulin de la bureaucratie.

Qui plus est, les socialistes-révolutionnaires s'abaissent au niveau de la plus authentique réaction, lorsqu'ils s'insurgent contre cette revendication figurant dans notre projet de programme : « abolition de toutes les lois qui empêchent le paysan de disposer pleinement de la terre ». Au nom du préjugé populiste sur le « principe communautaire » et le « principe égalitaire », ils refusent au paysan un « droit civique des plus élémentaires » : celui de disposer de sa propre terre ; ils ferment benoîtement les yeux sur le caractère extrêmement fermé de la communauté réelle, ils se font les défenseurs des interdictions policières, établies et soutenues par l'« Etat »... des fonctionnaires des zemstvos ! Nous pensons que non seulement M. Lévitski, mais aussi M. Pobiédonostsev [77] ne s'effrayeront guère de la revendication de la socialisation de la terre pour la jouissance égalitaire de celle-ci, dès l'instant où cette revendication est présentée comme un minimum, à côté duquel figurent les coopératives et la défense de la fixation policière du moujik au lot d'Etat qui le nourrit.

Que le programme agraire des socialistes-révolutionnaires serve de leçon et de mise en garde pour tous les socialistes, d'exemple concret de ce à quoi mène l'absence d'idées et de principes, que certains personnages superficiels appellent liberté à l'égard des dogmes. A peine aborde-t-on le fond du problème qu'on s'aperçoit que les socialistes-révolutionnaires ne possèdent aucune des trois conditions nécessaires

pour établir un programme socialiste conséquent : ni idée claire du but final, ni compréhension juste du chemin qui mène à ce but, ni représentation précise de la situation réelle du moment et des tâches de ce moment. Ils n'ont fait qu'obscurcir le but final du socialisme, en confondant la socialisation de la terre et sa nationalisation bourgeoise, l'idée primitive des paysans sur la petite jouissance égalitaire du sol et la théorie du socialisme contemporain sur la transformation de tous les moyens de production en propriété sociale et sur l'organisation de la production socialiste. Pour juger de leur façon de se représenter les voies qui mènent au socialisme, il n'est de meilleur exemple que la substitution à la lutte de classe du développement des coopératives. Dans leur appréciation de l'étape actuelle de l'évolution agraire de la Russie, ils ont oublié un petit détail : les vestiges du régime féodal qui pèsent sur nos campagnes. La célèbre trinité qui traduisait leurs vues théoriques : intelligentsia, prolétariat, paysannerie, a été complétée par la trinité non moins remarquable de leur « programme » : socialisation de la terre, coopératives, fixation au lot.

Comparez à cela le programme de l'*Iskra*, qui indique un seul but final à tout le prolétariat en lutte, sans ramener ce but à un « minimum », sans l'accomoder aux idées de couches peu développées du prolétariat ou des petits producteurs. Le chemin à suivre pour atteindre ce but est le même à la ville et à la campagne : la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie. Mais outre cette lutte de classe, une autre lutte se poursuit à la campagne : celle de toute la paysannerie contre les vestiges du servage. Et dans *cette* lutte, le parti du prolétariat promet son soutien *à toute* la paysannerie, avec l'intention de lui montrer le but véritable de son élan révolutionnaire, d'orienter son soulèvement contre son véritable ennemi, considérant comme un déshonneur et une indignité de s'adresser au moujik comme à un mineur en tutelle, de lui cacher que tout ce qu'il peut obtenir actuellement, dans l'immédiat, c'est la suppression complète des séquelles et des vestiges du régime féodal, le déblaiement du chemin pour une lutte plus large et plus difficile de tout le prolétariat contre toute la société bourgeoise.

L'« Iskra » n° 23, 1er août, et n° 24, 1er septembre 1902

Conforme au texte du journal

LETTRE AU COMITÉ DE MOSCOU

Chers camarades. Nous avons reçu votre lettre où vous exprimez votre reconnaissance à l'auteur de *Que faire ?* et où vous décidez un versement de 20% au bénéfice de l'*Iskra*. A mon tour, je vous remercie sincèrement pour cette expression de sympathie et de solidarité. Pour l'écrivain illégal, cela est d'autant plus précieux qu'il doit travailler dans des conditions d'extrême isolement par rapport à son lecteur. Tout échange d'idées, tout renseignement sur l'impression produite par tel ou tel article ou brochure sur différentes couches de lecteurs ont pour nous une importance toute particulière, et nous serons très reconnaissants à ceux qui nous écriront non seulement pour nous parler du travail au sens étroit du terme, non seulement pour la presse, mais aussi pour que celui qui écrit ne se sente pas coupé du lecteur.

Votre décision d'un versement de 20% au bénéfice de l'*Iskra* a été publiée dans le n° 22 du journal. Nous ne nous sommes pas décidés à publier vos remerciements à Lénine, car premièrement vous les avez mis à part, sans mentionner si vous souhaitiez ou non les voir dans la presse. Et deuxièmement, la forme de ces remerciements ne semblait pas convenir à la presse. Mais ne croyez pas, nous vous en prions, qu'il ne soit pas important pour nous de publier les déclarations des comités sur leur solidarité avec tels ou tels points de vue. Au contraire, *c'est particulièrement important*, justement à l'heure actuelle où nous pensons tous à l'unification de la social-démocratie révolutionnaire. Il serait très souhaitable que le comité de Moscou exprime sa solidarité avec mon livre

sous la forme d'une *déclaration*, qui paraîtrait immédiatement dans l'*Iskra*. Il est grand temps que les comités proclament ouvertement leur position de parti et rompent avec la tactique de l'accord tacite qui prévalait au cours de la « 3e période ». Cela, c'est l'argument général en faveur des déclarations ouvertes. En ce qui me concerne particulièrement, par exemple, on m'a *accusé par voie de presse* (le groupe « Borba » dans sa « Feuille ») de vouloir faire de la rédaction de l'*Iskra* un comité central en Russie, de vouloir « donner des ordres » à des « agents », etc. C'est là une déformation évidente de ce qui est dit dans *Que faire ?* mais je n'ai pas envie de passer mon temps à écrire : « vous déformez ». Je pense que doivent parler ceux qui agissent pratiquement en Russie *bien placés pour savoir* qu'en fait d'« ordres », l'*Iskra* se borne à donner des conseils et exprimer des opinions, et qui *voient* que les idées *d'organisation* exposées dans *Que faire ?* expriment la question essentielle du moment, le point sensible du mouvement *réel*. Je pense que c'est à ces militants de réclamer la parole pour dire à haute voix comment *eux* envisagent la question, comment l'expérience de leur travail les amène à partager notre point de vue sur les problèmes d'organisation.

Nous avons compris, et nous ne pouvions évidemment la comprendre autrement, l'expression de votre reconnaissance pour *Que faire ?* comme le témoignage que vous avez trouvé dans ce livre des réponses à *vos propres* questions, et que *vous-mêmes*, à partir de votre connaissance *directe* du mouvement, vous avez acquis la conviction de la nécessité d'un travail plus audacieux, plus ample, plus *uni*, plus centralisé, plus soudé autour d'un seul centre — le journal — qui est formulée dans le livre. Et dès le moment où il en est ainsi, dès le moment où vous avez effectivement acquis cette conviction, il est souhaitable que le comité le déclare hautement et ouvertement qu'il invite les autres comités à travailler avec lui dans la même direction, à suivre la même ligne, à se donner les mêmes buts immédiats d'organisation du parti.

Nous espérons, camarades, que vous estimerez possible de lire cette lettre en assemblée générale du comité, et que vous nous ferez connaître vos décisions au sujet des questions indiquées. (Entre parenthèses, j'ajouterai que le comité de Pétersbourg nous a adressé aussi l'expression de sa

solidarité et pense actuellement à une déclaration de ce genre.)

Avez-vous eu assez de *Que faire ?* ? Les ouvriers l'ont-ils lu et qu'en pensent-ils ?

Je serre cordialement la main à tous les camarades et leur souhaite plein succès.

Votre *Lénine*

Rédigé le 11(24) août 1902.
Publié pour la première fois en 1922 dans le livre de P. Lépéchinski « Au tournant »

Conforme au manuscrit

PRÉFACE À LA SECONDE ÉDITION DE LA BROCHURE *LES TÂCHES DES SOCIAL-DÉMOCRATES RUSSES*

La présente brochure, dont une seconde édition paraît aujourd'hui pour répondre aux besoins de la propagande, a été écrite il y a exactement cinq ans. Pendant ce court laps de temps, notre jeune mouvement ouvrier a fait un si grand pas en avant, des changements si profonds sont intervenus dans la situation de la social-démocratie russe et l'état de ses forces que certains s'étonneront peut-être qu'on éprouve le besoin de réimprimer telle quelle une vieille brochure. Se peut-il qu'en 1902 les « *Tâches des social-démocrates russes* n'aient pas du tout changé par rapport à 1897 ? Se peut-il que les opinions à ce sujet de l'auteur lui-même, qui faisait alors le point uniquement de la « première expérience » de son activité dans le parti, n'aient pas progressé d'un pas ?

Ces questions (ou d'autres du même genre) se présenteront sans doute à l'esprit de plus d'un lecteur, et pour y répondre nous devons renvoyer à la brochure *Que faire ?* et compléter sur certains points ce qui y est dit. Renvoyer, pour signaler les opinions exposées par l'auteur sur les tâches *actuelles* de la social-démocratie : compléter ce qui y est dit (pp. 31-32, 121, 138) * sur les conditions dans les-

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, pp. 395-396, 509, 531. (*N.R.*)

quelles a été écrite la brochure que nous rééditons aujourd'hui et sur sa connexion avec une « période » déterminée du développement de la social-démocratie russe. Dans la brochure en question (*Que faire ?*) j'ai indiqué que ces périodes étaient au nombre de quatre, la dernière englobant « le domaine du présent et, partiellement, celui de l'avenir », la troisième période est celle de la domination (ou du moins d'une large extension) de la tendance « économiste » à partir de 1897-1898 ; la seconde période s'étend de 1894 à 1898, et la première de 1884 à 1894. Dans la seconde période, nous ne voyons pas, à la différence de la troisième, de désaccords parmi les social-démocrates eux-mêmes. La social-démocratie était alors idéologiquement une, et c'est alors aussi qu'une tentative fut faite de réaliser également l'unité pratique, en matière d'organisation (formation du Parti ouvrier social-démocrate de Russie). L'attention des social-démocrates était alors principalement consacrée non à clarifier et à résoudre tels ou tels problèmes intérieurs du parti (comme dans la troisième période), mais à mener la lutte idéologique contre les adversaires de la social-démocratie, d'une part, à développer le travail pratique du parti, d'autre part.

Il n'y avait pas entre la théorie et la pratique des social-démocrates l'antagonisme qui devait se faire jour ensuite à l'époque de l'« économisme ».

La présente brochure reflète précisément les particularités de la situation et des « tâches » qui étaient alors celles de la social-démocratie. Elle convie à approfondir et à élargir le travail pratique ; elle ne voit à cela aucun « obstacle » dans les opinions, les théories et les principes généraux qui pourraient rester à clarifier ; elle ne voit aucune difficulté (il n'en existait pas alors) à allier la lutte politique à la lutte économique. Elle s'adresse aux adversaires de la social-démocratie, membres de la « Narodnaïa Volia » et du « Narodnoïé Pravo » [78], leur donnant une explication de ses principes susceptible de dissiper les malentendus et les préventions qui les incitent à rester à l'écart du nouveau mouvement.

Et voici qu'à l'heure actuelle, quand de toute évidence la période de l'« économisme » touche à sa fin, les social-démocrates se retrouvent dans une situation analogue à celle d'il y a cinq ans. Certes, les tâches qui se posent à nous sont

aujourd'hui infiniment plus complexes en raison de la croissance prodigieuse du mouvement au cours de cette période ; mais les particularités essentielles du moment reproduisent, sur une base plus large et sur une plus grande échelle, celles de la « seconde » période. L'écart entre notre théorie, notre programme, nos tâches tactiques et la pratique disparaît en même temps que l'économisme. De nouveau, nous pouvons et devons hardiment convier à approfondir et à élargir le travail pratique, car les conditions théoriques de ce travail sont déjà en grande partie dégagées. De nouveau, nous devons porter une attention particulière aux tendances illégales non social-démocrates en Russie, ces tendances étant au fond les mêmes que dans la première moitié des années 90 du siècle passé, mais beaucoup plus développées, cristallisées, « mûres ».

Rejetant leur vieil affublement, les partisans de la « Narodnaïa Volia » en sont venus à se transformer en « socialistes-révolutionnaires », montrant en quelque sorte par cette seule appellation qu'ils se sont arrêtés à mi-chemin. Ils se sont détachés du vieux socialisme (le socialisme « russe »), mais sans adhérer au nouveau (la social-démocratie). La seule théorie du socialisme révolutionnaire que connaisse l'humanité moderne, c'est-à-dire le marxisme, ils la mettent au rancart au nom d'une critique bourgeoise (« socialistes » !) et opportuniste (« révolutionnaires » !). L'absence d'idées et de principes les conduit, dans la pratique, à une politique d'« aventurisme révolutionnaire », qui se traduit par leur tendance à mettre sur le même plan des couches et des classes sociales telles que l'intelligentsia, le prolétariat et la paysannerie, par leur propagande tapageuse du terrorisme « systématique », par leur remarquable programme agraire minimum (socialisation de la terre — coopératives — fixation du paysan à son lot. Voir *Iskra*, nos 23 et 24 *), par leur attitude vis-à-vis des libéraux (voir la *Révolioutsionnaïa Rossia* n° 9 et un compte rendu de l'*Osvobojdénié* par M. Jitlovski dans le n° 9 des *Sozialistische Monatshefte* [79], et par bien d'autres choses sur lesquelles nous aurons probablement à revenir. Il subsiste en Russie tant de conditions et d'éléments sociaux pour entretenir l'instabilité propre

* Voir le présent tome, pp. 188-209. (*N.R.*)

aux intellectuels, inciter des esprits radicaux à associer la relique périmée à la mode exsangue, et les empêcher de fondre leur cause avec celle du prolétariat menant sa lutte de classe, que la social-démocratie russe aura encore à compter avec une ou plusieurs tendances semblables à celle des « social-révolutionnaires » tant que l'évolution capitaliste et l'exacerbation des contradictions de classe ne les auront pas privés du terrain qui les nourrit.

Les membres du « Narodnoïé Pravo », qui, en 1897, se distinguaient par les mêmes tâtonnements (voir ci-après, pp. 20-22) * que les socialistes-révolutionnaires d'aujourd'hui, ont dû pour cette raison très vite quitter la scène. Mais leur idée « saine » — établir une séparation complète entre la revendication de la liberté politique et le socialisme — n'est pas morte, et ne pouvait mourir, car en Russie les courants libéraux démocratiques sont très forts et ne cessent de se renforcer parmi les couches les plus différentes de la bourgeoisie grande et petite. Aussi l'héritier légitime des membres du « Narodnoïé Pravo », leur continuateur notoire, conséquent, mûri, est-il l'*Osvobojdénié* [80] libéral qui désire grouper autour de soi les représentants de l'opposition bourgeoise en Russie. De même que le déclin et le dépérissement de la vieille Russie d'avant la réforme, de la paysannerie patriarcale, du vieux type d'intelligèntsia capable de s'engouer également de la communauté paysanne, des coopératives agricoles et du terrorisme « insaisissable » sont inévitables, de même sont inévitables la montée et la maturation des classes possédantes de la Russie capitaliste, de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, dont le libéralisme lucide commence à se rendre compte qu'il est déraisonnable d'entretenir un gouvernement absolutiste obtus, barbare, coûteux et ne les protégeant aucunement contre le socialisme, et qui exigent que la lutte de classe et la domination de classe revêtent des formes européennes, qui manifestent une tendance innée (à l'époque de l'éveil et de la croissance du prolétariat) à masquer leurs intérêts de classe bourgeois en niant purement et simplement la lutte de classe.

Nous avons donc tout lieu de remercier MM. les grands

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 2, pp. 351-352. (*N.R.*)

propriétaires fonciers libéraux qui cherchent à fonder un « parti constitutionnel des zemstvos ». D'abord — commençons par le moins important —, nous les remercierons d'avoir débarrassé la social-démocratie russe de M. Strouvé en faisant définitivement de ce pseudo-marxiste un libéral, en nous aidant à montrer à tous et à chacun par un exemple concret la nature réelle du bernsteinisme en général, et du bernsteinisme russe en particulier. Deuxièmement, en s'attachant à rendre les différentes couches de la bourgeoisie russe consciemment libérales, l'*Osvobojdénié* nous aidera à accélérer la transformation d'ouvriers de plus en plus nombreux en socialistes conscients. Le pseudo-socialisme amorphe des populistes libéraux était et est chez nous si répandu que la nouvelle tendance libérale constitue par rapport à lui un progrès notoire. De la sorte, il sera désormais facile de montrer concrètement aux ouvriers ce qu'est la bourgeoisie libérale et démocrate russe, de leur expliquer la nécessité d'un parti politique ouvrier indépendant ne faisant qu'un avec la social-démocratie internationale ; de la sorte, il sera si simple d'inviter désormais les intellectuels à définir nettement leur position : libéralisme *ou* social-démocratie ; de la sorte, les théories et les tendances bâtardes seront rapidement pulvérisées par les meules de ces deux « antipodes » qui se développent et se renforcent. Enfin — et c'est naturellement l'essentiel —, nous remercierons les libéraux *si*, par leur opposition, ils ébranlent l'alliance de l'autocratie avec certaines couches de la bourgeoisie et de l'intelligentsia. Nous disons « si », car en faisant les yeux doux à l'autocratie, en exaltant les activités culturelles pacifiques, en partant en guerre contre les révolutionnaires « tendancieux », etc., les libéraux ébranlent moins l'autocratie que la lutte contre l'autocratie. En dénonçant fermement et avec intransigeance tout louvoiement des libéraux, toute tentative de leur part de flirter avec le gouvernement, nous affaiblirons ce côté trahison de l'activité politique de messieurs les bourgeois libéraux, nous paralyserons leur sénestre tout en tirant le meilleur parti de l'ouvrage de leur dextre.

Les membres de la « Narodnaïa Volia » et du « Narodnoïé Pravo » ont réalisé de grands progrès en ce qui concerne le développement, la définition et la cristallisation de leurs aspirations et de leur nature véritables. La lutte qui, dans la

première moitié des années 90 du siècle passé, mettait aux prises de petits cercles de la jeunesse révolutionnaire, se rallume aujourd'hui entre courants politiques venus à maturité et partis politiques véritables.

Aussi la réédition des *Tâches* ne sera peut-être pas sans utilité à un autre point de vue : elle rappellera aux jeunes membres du parti le passé récent de celui-ci ; elle montrera la genèse de la situation des social-démocrates parmi les autres tendances telle qu'elle s'est précisée de nos jours ; elle les aidera à se faire une idée plus claire et plus précise des « tâches » au fond similaires, mais plus complexes, du moment actuel.

Une tâche se pose aujourd'hui impérieusement à la social-démocratie : mettre un terme à tout désarroi et à tout flottement dans son sein ; se grouper plus étroitement et fusionner au sein d'une même organisation sous le drapeau du marxisme révolutionnaire, orienter tous les efforts vers l'unification de tous les social-démocrates effectuant un travail pratique, vers un approfondissement et un élargissement de leur activité, et par ailleurs accorder une attention sérieuse à la nécessité d'expliquer au plus grand nombre possible d'intellectuels et d'ouvriers la nature réelle des deux orientations précitées, dont depuis longtemps déjà la social-démocratie doit tenir compte.

Août 1902

Publié pour la première fois en décembre 1902 dans une brochure éditée par la Ligue de la social-démocratie révolutionnaire russe à l'étranger

Conforme au texte de la brochure

UN PROJET DE LA NOUVELLE LOI SUR LES GRÈVES

Un nouveau document secret nous est parvenu : une note du ministère des Finances « sur la révision des articles de la loi punissant les grèves et les ruptures de contrats d'embauche, et sur la création souhaitable d'organisations ouvrières dans un but d'entraide ». Compte tenu de l'ampleur de cette note et de la nécessité de la faire connaître aux plus larges couches possibles de la classe ouvrière, nous l'éditons en brochure [81]. Pour l'instant, nous nous contenterons de résumer cet intéressant document et d'indiquer sa signification.

La note commence par retracer rapidement l'histoire de notre législation du travail ; elle mentionne les lois du 3 juin 1886 et du 2 juin 1897 [82], puis elle passe à la question de l'abolition des peines de droit commun pour abandon du travail et pour faits de grève. Le ministère des Finances pense que la menace d'arrestation ou de prison pour abandon volontaire du travail par un ouvrier ou pour cessation du travail concertée de nombreux ouvriers n'atteint pas son but. L'expérience a montré que le maintien de l'ordre public ne s'en trouve pas garanti par-là. Cette menace ne fait qu'irriter les ouvriers, en les persuadant de l'injustice de la loi. Il est très difficile d'appliquer ces lois « à cause des charges accablantes qu'entraîne le fait d'intenter cent et parfois mille procès » pour le départ de chaque ouvrier, et aussi à cause du fait qu'il est désavantageux pour le fabricant de rester sans ouvriers, si l'on met ceux-ci en prison pour grève. Considérer la grève comme un délit entraîne une intervention trop zélée de la police qui cause plus de mal que de bien,

plus de difficultés et de tracas que de soulagement pour les fabricants. La note propose de supprimer complètement les peines pour départ volontaire d'un ouvrier de son usine et pour grève pacifique (non accompagnée de violence ni d'atteinte à l'ordre public, etc.). Il ne doit y avoir de peine, à l'instar des lois étrangères, que « pour violences, menaces ou *diffamations* (!), accomplies par quiconque, employeurs ou ouvriers, à l'égard de la personne ou des biens d'autrui, et ayant pour but, en dépit des intentions libres et légales de ce dernier, de le contraindre ou de l'empêcher » d'effectuer son travail à telles ou telles conditions. En d'autres termes, au lieu de peines de droit commun pour grèves, on propose des peines de droit commun pour entraves à « la liberté du travailleur ».

En ce qui concerne les associations d'entraide, le ministère des Finances se plaint de l'arbitraire administratif dans ce domaine (particulièrement manifeste à Moscou, où l'association des métallurgistes [83] a même émis la prétention de jouer un « rôle de médiation » entre les ouvriers et l'administration) ; il réclame l'adoption par voie législative d'un statut normatif pour ces associations et des facilités pour leur organisation.

Ainsi, la nouvelle note du ministère des Finances a, dans l'ensemble, un caractère incontestablement libéral, et elle a pour point central la proposition de supprimer les peines de droit commun pour fait de grève. Nous n'entreprendrons pas ici d'examiner en détail le contenu de tout le « projet de loi » (il vaudra mieux le faire lorsque la note aura été publiée en entier), mais nous appelons l'attention du lecteur sur le caractère et le sens de ce libéralisme. La proposition d'octroyer aux ouvriers une certaine liberté de grève et une certaine liberté d'organisation n'est pas chose nouvelle, non seulement dans notre presse libérale, mais aussi dans les dispositions des commissions officielles, gouvernementales. Au début des années 60, la Commission Stakelberg, après avoir réexaminé les statuts de l'usine et de l'artisanat, proposa d'instituer des tribunaux d'arbitrage social composés de représentants élus des ouvriers et des patrons, et de donner aux ouvriers une certaine liberté d'organisation. Dans les années 80, la Commission pour l'établissement d'un projet de nouveau code pénal proposa la suppression des condam-

nations de droit commun pour fait de grève. Mais le projet actuel du ministère des Finances diffère profondément des précédents, et cette différence restera un très important signe des temps, même dans le cas où les propositions du nouveau projet resteraient dans les dossiers, comme toutes les précédentes. Cette différence essentielle réside en ceci que le nouveau projet a incomparablement plus « les pieds sur terre » : on y sent non seulement la main de quelques théoriciens d'avant-garde et idéologues de la bourgeoisie, mais aussi celle de toute une couche d'industriels. Ce n'est plus là seulement un libéralisme de fonctionnaires et de professeurs « humanistes », c'est le libéralisme fabrication maison, lourd de la senteur du terroir, des marchands et des industriels moscovites. Ce fait, je le dis sincèrement, remplit mon cœur d'une grande fierté patriotique : le libéralisme à deux sous du marchand vaut beaucoup plus que le libéralisme à dix sous du fonctionnaire. Et ce qui est le plus intéressant dans la note, ce ne sont pas les raisonnements cent fois rabâchés sur la liberté de contrat et les avantages de l'Etat, mais les considérations pratiques des fabricants, qui fraient leur chemin à travers l'argumentation juridique traditionnelle.

Assez ! La barbe ! Ne fourre pas ton nez là-dedans ! — voilà ce que dit le fabricant russe à la police russe par la bouche de l'auteur de la note ministérielle. Ecoutez un peu, en effet, les raisonnements suivants :

« Selon le point de vue des organismes policiers, qui trouve un appui dans l'imprécision et la confusion de la loi en vigueur, toute grève est considérée non comme un phénomène économique naturel, mais immanquablement comme une atteinte à l'ordre et à la tranquillité publics. Cependant, une attitude plus sereine envers les faits de cessation du travail dans les fabriques et les usines, qui n'identifierait plus les grèves à une atteinte à l'ordre public, permettrait beaucoup plus facilement d'en démêler les causes véritables, de distinguer les raisons légales et valables des prétextes illégaux et injustifiés et de prendre les mesures appropriées pour un arrangement à l'amiable entre les parties. Dans une situation ainsi normalisée, on ne prendrait des mesures d'interdiction et de répression que si l'on était en présence de faits témoignant effectivement qu'il y a désordre. » La police n'examine pas les causes d'une grève, mais se soucie *unique-*

ment de l'empêcher par l'un ou l'autre des moyens suivants : soit obliger les ouvriers (par les arrestations, les déportations ou d'autres mesures « jusques et y compris l'emploi de la force armée ») à reprendre le travail soit engager les patrons à faire des concessions. « On ne peut pas dire que l'un quelconque de ces moyens fasse l'affaire » de MM. les fabricants : le premier « sème l'irritation parmi les ouvriers », et le second « renforce chez les ouvriers la conviction extrêmement nuisible que la grève est dans tous les cas le meilleur moyen d'obtenir satisfaction ». « L'histoire des grèves qui se sont déroulées au cours des dix dernières années fournit de nombreux exemples du dommage qui résulte de la tendance à réprimer rapidement et à n'importe quel prix les complications qui surgissent. Des arrestations effectuées hâtivement ont provoqué parfois, parmi des ouvriers jusque-là parfaitement paisibles, une telle flambée de colère qu'il a fallu mettre en action les Cosaques, après quoi naturellement il ne pouvait être question de satisfaire même les revendications légitimes des grévistes. D'autre part, les cas où les fabricants ont été poussés à satisfaire trop vite des exigences illégitimes des ouvriers ont inévitablement provoqué des grèves analogues dans d'autres établissements industriels, où il a fallu appliquer non plus le système des concessions, mais la force armée, ce qui est tout à fait incompréhensible pour les ouvriers et répand parmi eux la certitude d'une injustice à leur égard et de l'arbitraire des pouvoirs publics... » En affirmant que la police satisfait parfois certaines revendications, même illégitimes, des ouvriers au moyen de pressions sur les fabricants, MM. les capitalistes se laissent de toute évidence emporter, ils veulent dire que parfois, en marchandant eux-mêmes avec les grévistes, ils pourraient donner moins qu'ils ne sont contraints de le faire sous la pression du spectre menaçant de l'« atteinte à l'ordre et à la tranquillité publics ». La note donne un coup d'épingle au ministère de l'Intérieur, qui, dans une circulaire du 12 août 1897 « publiée sans l'accord du Ministère des Finances » (ci-gît le merle !), prescrit des mesures d'arrestation et de déportation pour toute grève et assimile les faits de grève aux atteintes à la sûreté de l'Etat. La note continue l'exposé des doléances des fabricants en ces termes : « Les hautes autorités administratives vont encore plus loin (que

la loi) et font de *tout* (souligné dans le texte) cas de grève rien moins qu'une affaire d'Etat... Cependant, au fond, toute grève (bien entendu si elle n'est pas accompagnée de violences) est un phénomène purement économique, entièrement naturel, et qui ne menace en rien l'ordre et la tranquillité publics. La protection de celle-ci doit se traduire en pareil cas par des formes semblables à celles qui sont pratiquées lors des kermesses, fêtes et spectacles populaires et autres cas de ce genre »

C'est là le langage de véritables libéraux manchesteriens, qui appellent la lutte du Capital et du Travail un phénomène purement naturel, mettent sur le même plan avec une remarquable franchise le « commerce des marchandises » et le « commerce du travail » (à un autre endroit de la note), exigent la non-ingérence de l'Etat, et assignent à celui-ci le rôle de veilleur de nuit (et de jour). Et ce qui n'est pas le moins important, ce sont justement nos ouvriers, et personne d'autre, qui ont obligé les fabricants russes à adopter ce point de vue libéral. Le mouvement ouvrier s'est développé à un tel point que les grèves sont effectivement devenues « un phénomène économique naturel ». La lutte des ouvriers a pris des formes si opiniâtres que l'intervention de l'Etat policier pour interdire toute manifestation de cette lutte a commencé effectivement à apparaître nuisible non seulement pour les ouvriers (pour eux d'ailleurs elle n'a jamais été que nuisible), mais aussi pour les fabricants eux-mêmes, en faveur de qui cette intervention avait lieu. Les ouvriers ont tourné en fait les interdits policiers, mais la police a continué (et dans un Etat autocratique elle ne pouvait pas ne pas continuer) à intervenir, et, sentant son impuissance, elle n'a plus su où donner de la tête : alternant recours à la force armée et concessions, brutalités sauvages et sourires engageants. Moins l'intervention policière avait de valeur, plus l'*arbitraire* de la police se faisait sensible aux fabricants, et plus ceux-ci inclinaient à penser qu'il n'était pas de leur *intérêt* de soutenir cet arbitraire. Le conflit entre une certaine partie des grands industriels et le pouvoir discrétionnaire de la police n'a fait que s'accentuer et a pris des formes particulièrement graves à Moscou, où le système des sourires aux ouvriers s'est épanoui de façon spécialement luxuriante. La note se plaint nommément de l'administration

de Moscou, qui a entrepris un jeu dangereux avec des causeries ouvrières et l'association d'entraide des ouvriers de l'industrie mécanique. Pour allécher les ouvriers, il a fallu donner au conseil de cette association un certain droit de médiation, et les fabricants se sont aussitôt rebiffés. « Ce conseil — écrit la note sous leur dictée — s'adressait au début aux fonctionnaires de l'inspection du travail, mais ensuite, voyant que ceux-ci ne reconnaissaient pas la compétence de médiateur qu'il s'était attribuée de sa propre autorité, il commença à s'adresser au chef de la police, qui non seulement accepte les demandes présentées, mais leur donne force légale, sanctionnant ainsi le droit que le conseil s'est attribué. » Les fabricants protestent contre les dispositions administratives privées et exigent une nouvelle légalisation.

Certes, pour l'instant, le libéralisme des fabricants ne sort pas d'un cadre professionnel très étroit, leur hostilité envers l'arbitraire policier ne vise que certains excès désavantageux pour eux, sans s'attaquer aux racines de l'autoritarisme bureaucratique. Mais le développement économique de la Russie et du monde entier se chargera, en aiguisant les antagonismes de classes des pays capitalistes, d'étendre cette hostilité, de lui fournir maint nouveau prétexte, de l'attiser. La force du prolétariat réside précisément en ce que son importance numérique et sa cohésion augmentent du fait même du développement économique, tandis que parmi la grande et la petite bourgeoisie ne cessent d'augmenter la dissemblance et le morcellement des intérêts. Pour tenir compte de cet avantage « naturel » du prolétariat, la social-démocratie doit suivre avec attention tous les conflits d'intérêts au sein des classes dominantes, en utilisant ces conflits non seulement afin d'en tirer des avantages pratiques pour telle ou telle couche de la classe ouvrière, mais afin d'éduquer cette classe dans son ensemble, afin de tirer une leçon utile de chaque nouvel épisode de l'actualité sociale et politique.

Le bénéfice pratique que peuvent tirer les ouvriers de la modification de la loi proposée par les fabricants libéraux est trop évident pour qu'il soit nécessaire de s'y arrêter longuement. C'est un recul incontestable devant une force croissante, l'abandon par l'adversaire de l'une de ses positions, qui est déjà presque conquise en fait par le proléta-

riat révolutionnaire et que les chefs les plus perspicaces de l'armée ennemie ne veulent pas défendre plus longtemps. Ce recul n'est pas bien grand, c'est évident mais : premièrement, il est ridicule de songer à une *véritable* liberté, à la liberté de grève en l'absence de liberté politique. La police a toujours le droit d'arrêter et de déporter sans jugement, et elle l'aura tant qu'existera l'autocratie. Or, la conservation de ce droit signifie la conservation des neuf dixièmes des tracasseries, des abus et de l'arbitraire policiers qui commencent à dégoûter même les fabricants. Deuxièmement, dans l'étroit domaine de la législation spécifiquement industrielle, le ministère des Finances fait aussi un pas en avant très timide, imitant ce projet de loi allemand que les ouvriers d'Allemagne ont appelé « loi de bagne » [84], et maintenant des châtiments *spéciaux* pour « violences, menaces et diffamations » ayant un rapport avec les contrats d'embauche, comme s'il n'existait pas de lois pénales *générales* pour réprimer ces délits ! Mais les ouvriers russes sauront tirer parti de toute concession même minime pour consolider leur position, pour renforcer et élargir leur grande lutte pour la libération de l'humanité travailleuse de l'esclavage salarié.

En ce qui concerne la fructueuse leçon que nous donne la nouvelle note, nous devons remarquer avant tout que la protestation des fabricants contre la loi moyenâgeuse sur les grèves nous montre sur un petit exemple particulier la discordance générale qui existe entre les intérêts de la bourgeoisie montante et ceux de l'absolutisme sur son déclin. Les gens qui continuent (comme les socialistes-révolutionnaires) à fermer craintivement les yeux sur les éléments d'opposition *bourgeoise* en Russie et qui répètent à l'ancienne que les « intérêts » (en général !) de la bourgeoisie russe sont satisfaits, auraient dû réfléchir à cela. Il apparaît que le despotisme policier entre en conflit tantôt avec les intérêts des uns, tantôt avec ceux des autres, même ceux des couches de la bourgeoisie que la police tsariste *protège* le plus directement et qui sont *directement menacées* d'un préjudice matériel par le moindre relâchement de la bride mise au cou du prolétariat.

Il apparaît qu'un mouvement véritablement révolutionnaire, s'il ébranle le gouvernement de façon immédiate

par le fait qu'il éduque, secoue et rassemble les masses exploitées, le touche aussi de façon indirecte, en enlevant tout fondement aux lois périmées, en ôtant leur confiance en l'autocratie même à ceux qu'on eût dit ses hommes liges, en multipliant les « scènes de ménage » entre ces familiers et en remplaçant la stabilité et l'unité dans le camp ennemi par la discorde et les flottements. Mais pour obtenir ces résultats, il faut une condition que nos socialistes-révolutionnaires n'ont jamais pu s'assimiler : il faut que le mouvement soit réellement révolutionnaire, c'est-à-dire qu'il élève à une existence nouvelle des couches de plus en plus larges de la classe réellement révolutionnaire, qu'il transforme en fait la mentalité politique de cette classe et, par son intermédiaire, de tous ceux qui sont en contact avec elle. S'ils assimilaient cette vérité, les socialistes-révolutionnaires comprendraient quel préjudice pratique porte leur absence d'idées et de principes dans les questions fondamentales du socialisme, ils comprendraient que ce ne sont pas les forces gouvernementales, mais les forces révolutionnaires, que désorganisent ceux qui prêchent que contre la foule, l'autocratie a les soldats, contre les organisations, la police, mais que les terroristes isolés qui suppriment les ministres et les gouverneurs sont en vérité insaisissables.

Il y a encore une leçon utile dans le nouveau « pas » du département des fabricants. Cette leçon c'est qu'il faut savoir tirer un profit pratique de tout libéralisme, fût-il même à deux sous, et qu'il faut en même temps avoir « l'œil », afin que ce libéralisme ne corrompe pas les masses populaires par sa façon trompeuse de poser les questions. Exemple, M. Strouvé ; nous pourrions intituler notre polémique avec lui : « Comment les libéraux veulent enseigner les ouvriers, et comment les ouvriers doivent enseigner les libéraux. » Ayant commencé dans le n° 4 de l'*Osvobojdénié* la publication de la note que nous avons analysée, M. Strouvé y déclare entre autres que le nouveau projet est l'expression d'un « grand dessein politique », dessein dont on doute fort qu'il puisse franchir le mur de l'arbitraire et de la stupidité. Ce n'est pas ça, M. Strouvé. Le projet de la nouvelle loi sur les grèves n'émane du «grand dessein politique», mais des fabricants. Ce projet n'est pas venu au jour parce que l'Etat « a reconnu » les principes fondamentaux du droit des

citoyens (la « liberté et l'égalité » bourgeoises des patrons et des ouvriers), mais parce que la suppression des peines pour faits de grève est devenue *avantageuse pour les fabricants*. Les formulations juridiques et les motifs tout à fait probants que donne maintenant le ministère des Finances « lui-même » (*Osvobojdénié* n° 4, p. 50) se trouvaient depuis belle lurette dans la littérature russe et même dans les travaux des commissions gouvernementales, mais tout cela est resté sous le boisseau jusqu'à ce que les *maîtres de l'industrie*, à qui les ouvriers ont *démontré pratiquement* l'absurdité des vieilles lois, n'élèvent la voix. Si nous soulignons l'importance décisive des avantages et des intérêts des fabricants, ce n'est pas parce que cela doit affaiblir, à notre avis, l'importance des prescriptions du gouvernement : au contraire, nous avons déjà dit que nous y voyions un renforcement de leur importance. Mais dans sa lutte contre tout le régime actuel, le prolétariat doit apprendre avant tout à regarder les choses en face et lucidement, à déceler les mobiles véritables des « grandes actions politiques » et à dénoncer sans se lasser les phrases grandiloquentes et trompeuses sur le « grand dessein politique » et autres objets que les habiles fonctionnaires de la police avancent par calcul, et les savants libéraux par myopie.

M. Strouvé conseille ensuite aux ouvriers d'être « réservés » dans leur campagne pour l'abolition des peines pour faits de grève. « Plus elle (cette campagne) sera réservée dans ses formes, prêche M. Strouvé, plus sa portée sera grande. » Les ouvriers doivent remercier comme il convient l'ancien socialiste pour ces conseils. Cette traditionnelle sagesse à la Moltchaline [85] des libéraux se révèle bien ici : prôner la retenue juste au moment où le gouvernement est sur le point d'hésiter (pour certaine question particulière). Il faut être plus réservé, pour ne pas gêner la mise en œuvre de la réforme entreprise, pour ne pas effrayer, pour utiliser le bon moment, lorsque le premier pas est déjà fait (la note est déjà établie !) et que la reconnaissance par tel ou tel service de la nécessité des réformes donne « une démonstration irréfutable (?) à la fois pour le gouvernement lui-même et pour la société (!) du bien-fondé et de l'opportunité » (?) de ces réformes. C'est ainsi que M. Strouvé raisonne sur le projet que nous avons examiné, et c'est ainsi qu'ont toujours rai-

sonné les libéraux russes. Mais ce n'est pas ainsi que raisonnent les social-démocrates. Voyez, disent-ils, même parmi les fabricants, certains ont commencé à comprendre que les formes européennes de lutte de classe valent mieux que l'arbitraire asiatique de la police. Par notre lutte opiniâtre, nous avons obligé même les fabricants à douter de la toute-puissance des « opritchniki » de l'autocratie. En avant donc, plus hardiment ! Répandez plus largement l'agréable nouvelle de l'incertitude qui s'est fait jour dans les rangs de l'ennemi, utilisez ses moindres hésitations non pour mettre sagement une sourdine à vos revendications, mais au contraire pour les accroître. Au compte de la dette dont le gouvernement est redevable au peuple, on veut vous donner un copeck sur cent roubles. Profitez du fait que vous avez reçu ce copeck pour exiger de plus en plus haut toute la somme, pour discréditer définitivement le gouvernement, pour préparer nos forces à lui porter le coup *décisif*.

L'« Iskra » n° 24, 1er septembre 1902

Conforme au texte du journal

LETTRE À LA RÉDACTION DU *IOUJNY RABOTCHI* [86]

Chers camarades ! Votre lettre circonstanciée nous a fait à tous un très grand plaisir. Envoyez-nous rapidement, si vous voulez bien, les compléments promis et écrivez-nous plus souvent. Nous espérons vous envoyer bientôt un camarade pour des pourparlers plus détaillés et définitifs, et nous nous limiterons pour le moment au plus important.

Vous avez mille fois raison : nous devons aussi tôt que possible, sans souffrir de retard, nous unir en une seule organisation pour toute la Russie, qui se donnera pour but de préparer l'unité idéologique des comités et l'unité pratique, d'organisation du parti. Pour notre part, nous avons déjà fait des pas assez importants dans ce sens, grâce au fait que le comité de Pétersbourg est devenu entièrement iskriste, qu'il a publié une déclaration dans ce sens et qu'il a fusionné *de facto* (cela bien sûr, tout à fait *entre nous**) avec l'organisation russe de l'*Iskra*, en donnant à ses membres la place la plus influente dans le groupe central du Comité. Si nous obtenons de même une entière solidarité et une complète fusion avec le sud, la question de l'unification de fait du parti se trouvera aux trois quarts résolue. Il faut se hâter. Nous prenons immédiatement des mesures, premièrement, pour que des membres de l'organisation russe de l'*Iskra* aillent vous voir pour accord ; deuxièmement, pour établir ici la liaison avec Tchernychev. De votre côté,

* En français dans le texte. (*N.R.*)

hâtez-vous de publier (ou de faire paraître dans l'*Iskra*) votre déclaration de principe, qui définira entièrement votre position dans le parti, et prenez toutes les mesures pour une fusion effective avec l'organisation russe de l'*Iskra*.

Pour conclure, quelques mots sur les questions que vous avez soulevées. En ce qui concerne la paysannerie et le programme agraire, nous ne voyons toujours pas bien ce qui ne vous satisfait pas dans notre projet de programme agraire ni quels changements vous désireriez y voir apporter. Précisez-nous. Avez-vous vu le n° 4 de *Zaria* avec l'article sur le programme agraire* ? En général, vos remarques à propos des bévues de l'*Iskra* témoignent de l'importance qu'il y a pour nous à rendre plus fréquents et à régulariser nos rapports de manière à parvenir à un accord complet. Nos forces sont si ridiculement limitées que seule l'union la plus étroite de *tous* les social-démocrates peut nous assurer le succès dans la lutte à la fois contre les « aventuristes » et contre le gouvernement. Or jusqu'à présent, nous ne savions à peu près rien, par exemple, de votre point de vue ni de votre travail pratique : n'est-ce pas anormal ? N'est-il pas anormal également que, dans l'organisation des transports, vous posiez des jalons de votre côté et nous du nôtre ? (Ecrivez-nous plus en détails ce que vous entreprenez, et où vous le faites, quels sont vos moyens, etc.) Il faut prendre en considération cette circonstance, c'est-à-dire le manque de forces, lorsqu'on discute de la question de savoir s'il faut un organe à part, s'il faut continuer à publier le *Ioujny Rabotchi*, ou le transformer en *Rousski Rabotchi*. Il faut peser encore et encore tous les aspects du problème. Demandez-vous où nous trouverons les forces pour deux organes, quand nous savons parfaitement qu'il n'y en a pas assez pour un seul. N'allez-vous pas, ce faisant, encourager Pétersbourg (les éléments non iskristes de Pétersbourg) à éditer la *Rabotchaïa Mysl* comme journal lui aussi « explicatif », populaire, etc., et cela au moment où Pétersbourg se prépare justement à cesser la publication de la *Rabotchaïa Mysl* et à se mettre enfin à un vrai travail autour de l'*Iskra* ? Vos plans ne porteront-ils pas préjudice à vos efforts pour établir une collaboration normale des élé-

* Voir le présent tome, pp. 105-150. (*N.R.*)

ments de Russie à l'*Iskra* ? Or, sans cette collaboration, l'*Iskra* ne peut devenir le véritable organe du parti, et n'oubliez pas que pour ce travail, nous n'avons pratiquement personne en vue à part vous-mêmes. Et si les iskristes ne s'y mettent pas, qui donc s'y mettra et quand ? Enfin, discutez soigneusement la question de savoir si les tâches d'une littérature explicative, propagandiste, populaire, adaptée au lecteur moyen (selon votre expression), sont compatibles avec celles d'un journal. Il faut naturellement des publications à part pour le lecteur moyen et la masse, mais ce ne peut être que des tracts et des brochures, car *on ne peut pas* dans un journal expliquer au lecteur moyen *chaque question* de façon valable. Pour cela il faut commencer *par le commencement*, par l'a b c et aller jusqu'au bout, ruminer la question sous tous ses aspects. Il est douteux qu'un journal soit en état de faire ce travail, même s'il est pourvu de façon idéale en personnel de rédaction. N'oubliez pas enfin que votre choix aura, que vous le vouliez ou non, un retentissement dans toute la Russie, et que les bruits, les idées, les théories sur des journaux *spéciaux* « pour les intellectuels » et « pour les ouvriers » peuvent jouer le rôle le plus nuisible, non seulement indépendamment de votre volonté, mais même en dépit de vos propres dénégations. Du reste, parmi les social-démocrates russes, il n'y a qu'une poignée de gens comme vous, tandis que dans la masse des social-démocrates russes, il y a encore énormément d'étroitesse de toute sorte. Pour une question aussi importante, nous ne pensons pas, bien sûr, nous limiter à ces rapides remarques, mais nous vous demandons seulement de ne pas vous hâter de prendre des décisions, et de discuter les choses sous tous les angles. Nous considérons même qu'il est *souhaitable* de conserver un groupe particulier (la rédaction du *Ioujny Rabotchi*) au moins jusqu'au congrès du parti, mais ce groupe ne doit pas prendre de décision brusquée quant à son journal.

Publié pour la première fois en 1924 dans le n° 3 de la «Prolétarskaïa Révolioutsia». Rédigé le 3 (16) septembre 1902

Conforme au manuscrit

LETTRE À UN CAMARADE SUR NOS TÂCHES D'ORGANISATION[87]

Rédigé en septembre 1902. Publié pour la première fois en 1902. Polycopié

Conforme au texte de la brochure éditée en 1904 par le C.C. du P.O.S.D.R.

Россійская Соціальдемократическая Рабочая Партія.

Пролетаріи всѣхъ странъ, соединяйтесь!

Письмо къ товарищу

о нашихъ организаціонныхъ задачахъ

Н. Ленина

Изданіе Центральнаго Комитета Р.С.-Д. Р. Партіи.

Женева
Типографія Партіи, Rue de la Coulouvrenière, 27.
1904

Couverture de la brochure de V. Lénine «Lettre à un camarade sur nos tâches d'organisation».—1904.
Réduction

Cher camarade ! Je réponds avec plaisir à la prière que vous m'avez faite de donner mon avis sur votre projet d'« organisation d'un parti révolutionnaire Saint-Pétersbourgeois ». (Vous aviez en vue, sans doute, l'organisation du travail du Parti ouvrier social-démocrate de Russie à Pétersbourg.) La question que vous soulevez est d'une importance telle que les membres du comité de Saint-Pétersbourg et même tous les social-démocrates russes en général doivent prendre part à sa discussion.

Je vous annonce tout d'abord que je suis entièrement d'accord avec vous lorsque vous expliquez que l'ancienne organisation de l'« Union » (l'organisation « unioniste », comme vous l'appelez) ne convient pas. Vous attirez l'attention sur l'absence de préparation sérieuse et d'éducation révolutionnaire des ouvriers avancés, sur le système dit électif défendu avec tant d'orgueil et d'acharnement par les gens du *Rabotchéié Diélo* au nom des principes « démocratiques », sur le fait que les ouvriers demeurent à l'écart des activités principales.

C'est bien cela : 1) absence de préparation sérieuse et d'éducation révolutionnaire (non seulement des ouvriers, mais aussi des intellectuels), 2) application inadéquate et excessive du principe électif et 3) non-participation des ouvriers à la véritable activité *révolutionnaire*, c'est en cela effectivement que consiste le principal défaut, non seulement de l'organisation de Saint-Pétersbourg, mais de nombreuses autres organisations locales de notre parti.

Partageant entièrement votre point de vue de base sur les tâches d'organisation, j'adhère également à votre projet

d'organisation, pour autant que votre lettre m'en présente les traits essentiels.

Notamment, je suis tout à fait d'accord avec vous qu'il faut surtout souligner les problèmes du travail à l'échelle de toute la Russie et au niveau de l'ensemble du parti ; c'est ce que vous faites dire au premier point du projet : « Le journal *Iskra*, qui a des correspondants permanents parmi les ouvriers et qui est étroitement lié au travail intérieur de l'organisation, constitue le centre dirigeant *du parti* (et non pas simplement d'un comité ou d'une région). » Je ferais cette seule remarque, c'est que le journal peut et doit assumer la direction *idéologique* du parti et développer les vérités théoriques, les principes tactiques, les idées générales d'organisation, les tâches générales de l'ensemble du parti à tel ou tel moment. Quant au dirigeant *pratique*, direct du mouvement, ce ne peut être qu'un groupe central distinct (appelons-le Comité central, si vous voulez), communiquant *personnellement* avec tous les comités, intégrant les meilleures forces révolutionnaires de tous les social-démocrates russes et ayant la direction de toutes les questions qui intéressent l'ensemble du parti, à savoir : diffusion des publications, édition des tracts, répartition des forces, distribution des tâches aux personnes et aux groupes, préparation des manifestations et de l'insurrection dans toute la Russie, etc. En raison de sa situation illégale et pour assurer la continuité du mouvement, notre parti peut et doit avoir *deux* centres dirigeants : l'O.C. (Organe central) et le C.C. (Comité central). Le premier doit assurer la direction idéologique, le second la direction immédiate et pratique. L'unité d'action et la solidarité nécessaire entre ces groupes doivent être assurées non seulement par le programme unique du parti, mais par le choix *des membres des deux groupes* (il faut que les deux groupes, l'O.C. et le C.C., soient composés de gens qui s'accordent parfaitement entre eux) et l'institution de réunions régulières et permanentes entre eux. C'est seulement ainsi, d'une part, que l'O.C. échappera aux entreprises des gendarmes russes, que sa fermeté et sa continuité seront garanties, et d'autre part, que le C.C. sera toujours solidaire de l'O.C. dans tout ce qui est essentiel et suffisamment libre pour *prendre* directement *en main* tout côté pratique du mouvement.

C'est pourquoi il serait souhaitable que le premier point des statuts (conformément à votre projet) n'indique pas seulement l'organe du parti reconnu pour dirigeant (ce qui est, bien sûr, une indication nécessaire), mais qu'il indique aussi que l'organisation locale considérée se donne pour tâche de travailler activement à la *création*, au soutien et au renforcement des institutions centrales sans lesquelles notre parti ne peut exister en tant que tel.

Ensuite, dans le deuxième point, vous dites du comité qu'il doit « diriger l'organisation locale » (il serait mieux, peut-être, de dire : « tout le travail local et toutes les organisations locales du parti », mais je ne m'arrêterai pas sur les détails de la formulation), et qu'il doit être composé à la fois d'ouvriers et d'intellectuels, car il est mauvais de les séparer en deux comités. C'est parfaitement et indiscutablement juste. Il ne doit y avoir qu'un seul comité du parti ouvrier social-démocrate de Russie composé de militants pleinement conscients et qui se consacrent totalement à l'activité social-démocrate. Il faut surtout tendre à ce que le plus grand nombre d'ouvriers possible deviennent des révolutionnaires pleinement conscients et professionnels et à ce qu'ils entrent au comité*. Dans le cas d'un comité *unique* et non double, la question des contacts personnels des membres du comité avec de nombreux ouvriers acquiert une importance particulière. Pour diriger tout ce qui se passe dans le milieu ouvrier, il faut avoir la possibilité d'aller partout, connaître énormément de monde, avoir ses entrées partout, etc., etc. C'est pourquoi on doit trouver autant que possible dans le comité tous les principaux *chefs* ouvriers du mouvement ouvrier, et le comité doit diriger *tous* les aspects du mouvement local et régir *tous* les organismes, *toutes* les forces et *toutes* les ressources locaux du parti. Vous ne parlez pas de la façon dont le comité doit être composé, et là aussi, sans doute, nous serons d'accord avec vous : des règles spéciales ne sont guère nécessaires ici ; la composition du comité regarde les social-démocrates de l'endroit. Peut-être pourrait-on seulement indiquer que les nouveaux mem-

* Il faut s'efforcer de faire entrer dans le comité des ouvriers révolutionnaires ayant le plus de liaisons et la meilleure réputation dans la masse ouvrière.

bres sont cooptés par décisions de la majorité (ou des deux tiers, etc.) du comité, que celui-ci doit se soucier du transfert de ses liaisons à des personnes de confiance (sur le plan révolutionnaire) et en sécurité (au point de vue politique), et de se former à l'avance des suppléants. Quand nous aurons un O.C. et un C.C., les nouveaux comités ne devront pas se former autrement qu'avec leur participation et leur accord. Autant que possible, le nombre des membres du comité ne doit pas être grand (afin que le niveau de ces membres soit plus élevé et que leur spécialisation dans le métier révolutionnaire soit plus complète), mais il doit être en même temps suffisant pour assurer la direction de *tous* les aspects de l'activité et garantir la représentativité des réunions et la fermeté des décisions. S'il arrivait que les membres soient assez nombreux et qu'il soit dangereux pour eux de se réunir souvent, peut-être faudrait-il alors détacher du comité un groupe *dirigeant* spécial, très petit (disons cinq personnes ou même moins), dont devraient absolument faire partie le secrétaire et les personnes les plus capables de diriger pratiquement l'ensemble du travail. Il serait *extrêmement important* pour ce groupe de s'assurer des remplaçants au cas où il serait repéré par la police, afin que le travail ne s'arrête pas. Les assemblées générales du comité sanctionneraient les décisions du groupe dirigeant, détermineraient sa composition, etc.

Vous proposez ensuite, *après* le comité, les organismes suivants, qui doivent lui être subordonnés : 1) discussion (réunion des « meilleurs » révolutionnaires), 2) cercles d'arrondissement, avec 3) un cercle de propagandistes pour chacun d'eux, 4) cercles d'usine et 5) « rencontres représentatives » des délégués des cercles d'usines de l'arrondissement. Je suis tout à fait d'accord avec vous, que *tous* les autres organismes (et ils doivent être très nombreux et très divers, outre ceux que vous avez nommés) doivent être subordonnés au comité, et qu'il doit y avoir des groupes d'arrondissement (pour les très grandes villes) et des groupes d'usines (toujours et partout). Mais pour certains détails, il me semble que je ne suis pas entièrement d'accord avec vous. Par exemple, en ce qui concerne la « discussion », je pense que cette institution n'est *pas du tout nécessaire*. Les « meilleurs révolutionnaires » doivent être tous dans

le comité où remplir des fonctions spéciales (imprimerie, transports, propagande itinérante, organisation, disons, d'un service de pièces d'identité, ou d'un groupe de lutte contre les mouchards et les provocateurs, ou de groupes dans l'armée, etc.)

Des « réunions », il y en aura au comité, et dans *chaque* arrondissement, dans chaque cercle d'usine, de propagandistes, professionnel (tisseurs, mécaniciens, tanneurs et autres), d'étudiants, littéraire, etc. A quoi bon alors prévoir spécialement des réunions ?

Continuons. Vous avez parfaitement raison de demander que la possibilité soit offerte « à tous ceux qui le désirent » de devenir directement correspondants de l'*Iskra*. Seulement, il faut entendre par « directement » non pas que l'on donnera « à tous ceux qui le désirent » l'adresse et le droit de s'adresser à la rédaction, mais qu'il faudra transmettre (ou envoyer) à la rédaction les lettres de *tous ceux qui le désirent*. L'adresse doit d'ailleurs être donnée *assez largement*, mais cependant pas à tous ceux qui le désirent, seulement aux révolutionnaires sûrs et à la prudence éprouvée, et peut-être pas à un seul par arrondissement, comme vous le voulez, mais à plusieurs ; il faut aussi que tous ceux qui participent au travail, tous les cercles quels qu'ils soient *aient le droit* de porter leurs décisions, leurs souhaits et leurs demandes à la connaissance *aussi bien du comité* que de l'O.C. et du C.C. Si nous garantissons cette possibilité, on obtiendra des délibérations générales *de tous les militants du parti* sans avoir besoin de créer des institutions aussi encombrantes et voyantes que la « discussion ». Naturellement, il faut encore s'efforcer d'organiser des *contacts individuels* avec le plus grand nombre possible de militants de toute sorte, mais ici toute la question est dans le respect des règles de sécurité. Des assemblées ou des réunions générales en Russie ne sont possibles qu'à de rares intervalles et à titre exceptionnel, et il faut user d'une extrême prudence lors de l'admission à ces assemblées des « meilleurs révolutionnaires », car pour ce genre de réunion, un provocateur aura généralement plus de facilité à venir, ou un mouchard à suivre l'un des participants. Je pense qu'il vaudrait mieux, peut-être, procéder ainsi : quand on peut organiser de grandes (disons de 30 à 100 personnes) réunions générales (par

exemple, en forêt l'été, ou dans un appartement clandestin prévu à cette intention), que le comité y envoie alors 1 ou 2 des « meilleurs révolutionnaires » et se *préoccupe* de la composition judicieuse de cette assemblée, c'est-à-dire par exemple d'y inviter le plus grand nombre possible de membres sûrs des cercles d'usines, etc. Mais il ne faut pas officialiser ces réunions, il ne faut pas les faire entrer dans les statuts, il ne faut pas les rendre régulières, il faut faire en sorte que tous les membres de l'assemblée ne connaissent pas tous les participants, c'est-à-dire qu'ils ne sachent pas que tous sont des « représentants » des cercles, etc. ; voilà pourquoi non seulement je suis contre la « discussion », mais aussi contre les « rencontres représentatives ». Au lieu de ces deux institutions, je proposerais plutôt, en gros, la règle suivante. Le comité se préoccupe d'organiser de grandes assemblées du plus grand nombre possible d'animateurs pratiques du mouvement, et de tous les ouvriers en général. La date, le lieu, le prétexte de la réunion et sa composition sont déterminés par le comité qui est responsable du caractère clandestin de ces entreprises. Il va de soi que cela ne limite en rien l'organisation par les ouvriers de meetings encore moins officiels, lors de promenades, en forêt, etc. Peut-être vaudrait-il encore mieux ne pas aborder ces questions dans les statuts.

En ce qui concerne ensuite les groupes d'arrondissement, je suis entièrement d'accord avec vous que l'une de leurs tâches essentielles est de bien mettre au point la *diffusion* de la littérature. Je pense que les groupes d'arrondissement doivent être principalement des *intermédiaires* entre les comités et les usines, et même avant tout des organes de distribution. Leur première tâche doit être de mettre sur pied clandestinement une bonne diffusion de la littérature envoyée par le comité. Et cette tâche est d'une haute importance ; en effet, si l'on assure des relations régulières entre un groupe spécial de colporteurs pour l'arrondissement et *toutes les usines* de l'arrondissement, entre ces colporteurs et le plus grand nombre possible de *logements ouvriers* de l'arrondissement, cela aura une énorme importance à la fois pour les manifestations et pour l'insurrection. Mettre au point et organiser une diffusion rapide et judicieuse des brochures, des tracts, des proclamations et autres, former

pour cela tout un réseau d'agents, c'est faire *plus* de la moitié du chemin dans la préparation des manifestations ou de l'insurrection futures. Quand commence une époque d'agitation, de grèves, d'effervescence, il est trop tard pour entreprendre l'organisation du colportage ; on ne peut le faire entrer dans les mœurs que peu à peu, en le pratiquant *sans faute* deux ou trois fois par mois. S'il n'y a pas de journal, on peut et on doit faire circuler des tracts, mais il ne faut en aucun cas laisser cet appareil de distribution inactif. Il faut s'efforcer de faire atteindre à cet appareil un degré de perfection tel qu'en une nuit, toute la population ouvrière de Saint-Pétersbourg puisse être informée et, pour ainsi dire, mobilisée. Et cette tâche n'a rien d'utopique, si les tracts sont systématiquement transmis du centre à des cercles intermédiaires plus étroits, et de ceux-ci aux colporteurs. A mon avis, il ne faudrait pas étendre la compétence d'un groupe d'arrondissement à d'autres fonctions que celles de simple intermédiaire ou de relais, ou plus exactement, il ne faudrait le faire qu'avec une extrême prudence, car cela ne peut que nuire à la clandestinité et à la bonne marche du travail. Naturellement, des réunions sur tous les problèmes du parti auront lieu également dans les cercles d'arrondissement, mais toutes les questions générales du mouvement local doivent être *résolues* par le comité, et par lui seul. Il ne faudrait admettre l'initiative du groupe d'arrondissement que dans les questions de technique de relais et de diffusion. La composition du groupe d'arrondissement doit être déterminée par le comité, c'est-à-dire que le comité *désigne* un ou deux de ses membres (ou même des personnes extérieures) comme délégués pour tel ou tel arrondissement et charge ces délégués de *former le groupe d'arrondissement*, dont tous les membres seront encore confirmés par le comité dans ce qu'on pouvait appeler leur charge. Le groupe d'arrondissement est une filiale du comité, et c'est de lui seul qu'il tient ses pouvoirs.

Je passe maintenant à la question des cercles de propagandistes. Il est douteux qu'on puisse les organiser à part dans chaque arrondissement, à cause du manque d'éléments, et d'ailleurs cela n'est guère souhaitable. La propagande doit être menée dans un même esprit par tout le

comité, et il faut qu'elle soit strictement centralisée ; c'est pourquoi je me représente les choses ainsi : le comité charge quelques-uns de ses membres d'organiser un groupe de propagandistes (qui sera une filiale du comité ou l'*un des organismes du comité*). Ce groupe, utilisant de façon clandestine les *services* des groupes d'arrondissement, doit assurer la propagande *dans toute la ville*, dans toute la localité qui est « du ressort » du comité. Si cela est nécessaire, ce groupe peut aussi former des sous-groupes, donner procuration, pour ainsi dire, pour telle ou telle partie de ses fonctions, mais toujours avec la confirmation du comité, celui-ci devant toujours et en toute circonstance avoir le droit d'envoyer un délégué dans chaque groupe, sous-groupe ou cercle ayant tant soit peu rapport au mouvement.

C'est sur ce type de missions, sur ce type de filiales ou d'organismes du comité que doivent être organisés tous les groupes divers qui servent le mouvement, groupes d'étudiants et groupes de lycéens, groupes, disons, de fonctionnaires qui nous aident, et groupes de transport, d'imprimerie, de pièces d'identité, groupes pour l'installation d'appartements clandestins, groupes pour le dépistage des mouchards, groupes de militaires, groupes de ravitaillement en armes, groupes pour l'organisation, par exemple, de « sources de revenus financiers », etc. Tout l'art d'une organisation clandestine doit consister à tirer parti de *tout*, à « donner du travail à tous et à chacun », tout en conservant la *direction* de tout le mouvement, et cela, bien sûr, non parce qu'elle est investie du pouvoir, mais par son prestige, par son énergie, par sa plus grande expérience, par sa plus grande variété de talents, par sa plus grande ingéniosité. Cette remarque se rapporte à l'objection possible et fréquente, selon laquelle une centralisation stricte peut trop facilement tout perdre, si *par hasard* il se trouve au centre une personne *incapable* munie d'un pouvoir considérable. Cela est possible, bien sûr, mais le remède ne peut être le principe électif et la décentralisation, absolument inadmissible à une échelle tant soit peu large et même franchement nuisible au travail révolutionnaire sous l'autocratie. Il n'y a pas de statuts pour remédier à cela. Seules peuvent en fournir des mesures de « correction fraternelle », à commencer par des résolutions de tous les groupes et sous-

groupes, pour continuer par l'envoi de celles-ci à l'.O.C. et au C.C., pour finir (dans le pire des cas) par le *renversement* de l'autorité complètement incapable. Le comité doit s'efforcer de pratiquer le plus possible la division du travail, sans oublier que les divers aspects du travail révolutionnaire requièrent des capacités diverses, que parfois, un homme tout à fait inapte à l'organisation fera un agitateur irremplaçable, ou qu'un homme incapable de la stricte fermeté qu'exige l'activité clandestine fera un excellent propagandiste, etc.

A propos des propagandistes, d'ailleurs, je voudrais dire encore quelques mots contre l'*encombrement* habituel de cette profession par des gens peu capables, et l'abaissement du niveau de la propagande qui en résulte. Parfois, le premier étudiant venu est promu sans autre examen propagandiste, et tous les *jeunes* exigent qu'on leur « donne un cercle », etc. Il faut lutter contre cette pratique, car le mal qui en résulte est très grand. Il y a *très peu* de propagandistes réellement capables et fermes sur les principes (et pour le devenir, il faut beaucoup étudier et acquérir une bonne dose d'expérience), et ceux-là, il faut les spécialiser, les occuper entièrement et en prendre un soin tout spécial. Il faut organiser pour eux plusieurs conférences par semaine, et savoir les appeler à temps dans d'autres villes, et en général organiser des tournées de propagandistes capables dans différentes villes. Quant à la masse des jeunes débutants, il vaut mieux l'employer à des entreprises pratiques, qui chez nous se trouvent reléguées au second plan par rapport à cette promenade des étudiants de cercle en cercle qu'on a l'optimisme d'appeler de la « propagande ». Certes, pour les entreprises pratiques sérieuses, une préparation solide est également nécessaire, mais il est malgré tout plus facile de trouver ici de quoi faire pour les « débutants ».

Parlons maintenant des cercles d'usines. Ils sont particulièrement importants pour nous : la force essentielle du mouvement est en effet dans le degré de l'organisation des ouvriers dans les *grandes* usines, car les grandes usines (et fabriques) renferment la partie de la classe ouvrière qui prédomine non seulement par le nombre, mais plus encore par l'influence, le niveau, la combativité. Chaque usine doit être pour nous une forteresse. Et pour cela, l'organisa-

tion ouvrière « d'usine » doit être aussi clandestine à l'intérieur, aussi « ramifiée » à l'extérieur, c'est-à-dire dans ses relations extérieures, elle doit pousser ses tentacules aussi loin, et dans les directions les plus diverses, que n'importe quelle organisation révolutionnaire. Je souligne qu'ici également on doit absolument avoir pour noyau, pour dirigeant, pour « patron », un groupe d'ouvriers révolutionnaires. Nous devons rompre complètement avec la tradition d'un type purement ouvrier ou professionnel d'organisation social-démocrate, *jusques et y compris* dans les cercles « d'usines ». Le groupe d'usine ou le comité d'usine ou de fabrique (pour le distinguer des autres groupes, qui doivent être très nombreux) doit se composer d'un très petit nombre de *révolutionnaires* recevant *directement du comité* la mission et le pouvoir de mener tout le travail social-démocrate dans l'usine. Tous les membres du comité d'usine doivent se considérer comme des représentants du comité, tenus de se soumettre à tous les ordres de celui-ci, tenus d'observer toutes les « lois et coutumes » de cette « armée en campagne » dans laquelle ils sont entrés et de laquelle ils n'ont pas le droit de sortir en temps de guerre sans l'autorisation du commandement. Par suite, la composition du comité d'usine a une très grande importance, et l'un des premiers soins du comité doit être de former comme il convient ses sous-comités. Dans ce domaine, j'imagine les choses de la façon suivante : le comité charge tels de ses membres (plus, admettons, telles personnes parmi les ouvriers qui ne sont pas entrées dans le comité pour certaines raisons, mais qui peuvent être utiles par leur expérience, par leur connaissance du milieu, par leurs dons, par leurs relations) d'organiser partout des sous-comités d'usine. La commission se réunit avec des délégués de l'arrondissement, fixe une série de rendez-vous, éprouve comme il convient les candidats aux sous-comités d'usine, les soumet à un interrogatoire serré et « partial », les met, si besoin est, à l'essai, en s'efforçant d'examiner et d'éprouver elle-même directement le *plus grand nombre possible* de candidats au sous-comité d'une usine donnée et, enfin, propose au comité de confirmer la composition de chaque cercle d'usine ou de donner pouvoir à un ouvrier de former, de désigner, de choisir l'ensemble du sous-comité. De cette façon,

c'est le comité qui déterminera avec lequel de ces agents il se mettra en relations et *comment* il le fera (en règle générale par l'intermédiaire des délégués d'arrondissement, mais cette règle peut admettre des compléments ou des modifications). Compte tenu de l'importance de ces sous-comités d'usine, nous devons tendre dans la mesure du possible à ce que *chaque* sous-comité ait une adresse pour communiquer avec l'O.C. et un *dépôt* de ses liaisons en lieu sûr (c'est-à-dire afin que les renseignements nécessaires pour remettre immédiatement sur pied le sous-comité en cas d'immixtion de la police soient transmis le plus régulièrement et le plus abondamment possible au centre du parti pour être conservés là où il sera impossible aux gendarmes russes d'avoir accès). Il va de soi que cette remise d'adresses doit être régie par le comité en accord avec ses propres raisons et avec les données dont il dispose, et non sur la base d'un droit inexistant à une répartition « démocratique » de ces adresses. Enfin, il n'est peut-être pas superflu de préciser que, parfois, au lieu d'un sous-comité d'usine de plusieurs membres, il *sera* nécessaire, ou *plus commode* de se limiter à la désignation d'un agent du comité (et d'un suppléant). Une fois formé, le sous-comité d'usine doit entreprendre la création de toute une série de groupes et de cercles d'usine, avec des tâches différentes, plus ou moins clandestins, plus ou moins structurés, par exemple des cercles pour le colportage et la diffusion des publications (l'une des fonctions les plus importantes qui doit être organisée de telle sorte que nous disposions d'une véritable poste, que soient éprouvés et vérifiés non seulement les procédés de diffusion, mais aussi ceux du porte-à-porte, afin que tous les logements et leurs entrées soient absolument connus), des cercles de lecture de la littérature illégale, des cercles pour le dépistage des mouchards*, des cercles spéciaux de direction du

* Nous devons prévenir les ouvriers que la suppression des mouchards, des provocateurs et des traîtres peut être parfois, bien sûr, une nécessité absolue, mais qu'il est extrêmement peu souhaitable et même erroné de l'ériger en système, et que l'on doit s'efforcer de créer une organisation capable de mettre les mouchards *hors d'état de nuire* en les repérant et en les harcelant. Il est impossible de tuer tous les mouchards, mais *on peut et on doit* créer une organisation qui les suive à la trace *et qui éduque* la masse des ouvriers.

mouvement professionnel et de la lutte économique, des cercles d'agitateurs et de propagandistes sachant engager une conversation et la prolonger de façon *pleinement légale* (à propos des machines, de l'inspection, etc.), cela afin de pouvoir parler en toute sécurité et publiquement, afin de souder les gens, de tâter le terrain, etc.* Le sous-comité d'usine doit s'efforcer de s'étendre sur toute l'entreprise, d'entourer le plus grand nombre possible d'ouvriers d'un réseau de toutes sortes de cercles (ou d'agents). La bonne marche des activités du sous-comité doit se mesurer à l'abondance de ces cercles, à la possibilité qu'auront les propagandistes itinérants d'y pénétrer, et, ce qui est le principal, à la bonne marche du travail régulier de *diffusion des publications* et d'obtention d'informations et de correspondances.

Ainsi, à mon avis, le type général d'organisation doit être de ce genre : à la tête de tout le mouvement local, de tout le travail social-démocrate local se trouve le comité. Il est prolongé par des organismes et des filiales qui lui sont subordonnés, à savoir : premièrement, un *réseau d'agents d'exécution* embrassant (dans la mesure du possible) toute la masse ouvrière et organisé sous forme de groupes d'arrondissement et de sous-comités d'usines (ou de fabriques). En période de paix, ce réseau diffusera les brochures, les tracts, les proclamations, les communiqués clandestins du comité ; en période de combats, il organisera des manifestations et autres actions collectives. Deuxièmement, doivent également relever du comité toute une série de cercles et de groupes divers servant l'ensemble du mouvement (propagande, transports, toutes entreprises clandestines, etc.) Par leur situation, tous les groupes, cercles, sous-comités et autres doivent être des organismes ou des filiales du comité. Les uns exprimeront clairement leur intention d'adhérer au parti ouvrier social-démocrate de Russie, et sous réserve de ratification par le comité, ils y adhéreront, prendront des fonctions (par délégation du comité ou par accord avec lui), s'engageront à obéir aux directives des

* Il faut aussi des groupes de combat, utilisant des gens qui ont servi dans l'armée ou des ouvriers particulièrement forts et agiles en cas de manifestations ou pour délivrer des prisonniers, etc.

organismes du parti, recevront les mêmes droits que tous les membres du parti et seront considérés comme des candidats directs au comité, etc. Les autres, dont la situation est celle de cercles organisés par des membres du parti ou adjacents à tel ou tel groupe du parti, n'adhéreront pas au parti ouvrier social-démocrate de Russie.

Dans toutes leurs affaires *intérieures*, les membres de *tous* ces cercles ont bien entendu des droits égaux, de même que les membres du comité entre eux. L'unique exception à cela sera que seule la personne (ou les personnes) désignée par le comité local aura le droit d'entretenir des relations *personnelles* avec ce comité (ainsi qu'avec le Comité central et l'organe central). Sous tous les autres rapports, cette personne aura les mêmes droits que les autres, qui ont également le droit d'adresser (mais pas personnellement) des déclarations au comité local, ainsi qu'au C.C. et à l'O.C. De cette façon, l'exception indiquée ne portera au fond aucune atteinte à l'égalité des droits, mais ne sera qu'une concession nécessaire aux exigences imprescriptibles de la clandestinité. Un membre du comité qui n'aura pas transmis au comité, au C.C. et à l'O.C. une déclaration de « son » groupe aura à répondre d'une infraction directe aux devoirs du parti. Ensuite, en ce qui concerne le degré de clandestinité ou de structuration des divers types de cercles, cela dépendra du genre de leurs fonctions : à cet égard, on aura ici les organisations les plus variées (depuis la plus « rigoureuse », la plus étroite, la plus fermée, jusqu'à la plus « libre », la plus large, la plus ouverte, la plus souple). Par exemple, pour le groupe des colporteurs, le secret et la discipline militaire la plus rigoureuse sont requis. Pour le groupe des propagandistes, la clandestinité est aussi nécessaire, mais la discipline militaire beaucoup moins. Pour le groupe d'ouvriers qui donnent lecture des publications légales ou qui organisent des causeries sur les besoins et les revendications professionnels, la clandestinité est encore moins nécessaire, etc. Les groupes de colporteurs doivent appartenir au P.O.S.D.R. et connaître un certain nombre de ses membres et de ses responsables. Le groupe qui étudie les conditions du travail et élabore les revendications professionnelles ne doit pas nécessairement appartenir au P.O.S.D.R. Les groupes d'étudiants, d'officiers, d'employés

qui font leur éducation *avec la participation* d'un ou deux membres du parti doivent même parfois ne rien savoir de l'appartenance de ceux-ci au parti, etc. Mais il est un point sur lequel nous devons *absolument* exiger l'*organisation maxima* dans tous les groupes affilés au comité, à savoir : chaque membre du parti qui y participe est formellement responsable de ce qui se fait dans ces groupes, et il est tenu de prendre *toutes* les mesures pour que le C.C. et l'O.C. soient *le plus possible au courant* de la composition de chacun de ces groupes, de tout le *mécanisme* de leur travail et de tout le contenu de ce travail. Cela est indispensable à la fois pour que le centre ait une vue *complète* du mouvement, pour qu'il dispose de la base de recrutement la plus large en vue de pourvoir les diverses fonctions du parti, pour que l'expérience d'un groupe puisse être transmise (par l'intermédiaire du centre) à tous les autres groupes analogues de toute la Russie, pour qu'on puisse prévenir la venue de provocateurs et de personnes douteuses, en un mot, cela est absolument indispensable dans tous les cas.

Comment réaliser cette organisation ? En envoyant régulièrement des rapports au comité, en communiquant à l'O.C. la plus grande partie possible du contenu du plus grand nombre possible de ces rapports, en organisant des visites de tous les cercles par des membres du C.C. et du comité local, enfin en mettant *sans faute* en lieu sûr (et au bureau du parti près le C.C. et l'O.C.) les liaisons avec ces cercles, c'est-à-dire les noms et les adresses de plusieurs membres de ces cercles. Ce n'est qu'une fois les rapports communiqués et les liaisons transmises que l'on pourra considérer qu'un membre du parti qui prend part à l'activité de tel ou tel cercle a rempli ses obligations ; alors seulement le parti dans son ensemble sera à même de *se mettre à l'école* de chacun des cercles qui mènent le travail pratique ; alors seulement les opérations de police ne seront plus une catastrophe, car dès le moment où le délégué de notre C.C. sera en possession de liaisons dans différents cercles, il lui sera toujours facile de trouver *tout de suite* des remplaçants et de rétablir l'organisation. La découverte d'un comité par la police ne détruira plus alors toute la machine, mais nous privera seulement de dirigeants que des suppléants seront prêts à remplacer. Et que l'on ne dise pas que les con-

ditions de la clandestinité ne permettent pas de communiquer les rapports et les liaisons : il suffit de le vouloir, et tant que nous aurons des comités, un C.C. ou un O.C., on a et on *aura toujours* la possibilité de transmettre (ou d'envoyer) les communiqués et les liaisons.

Nous sommes arrivés ici à un principe extrêmement important de toute l'organisation et toute l'activité du parti : si, en ce qui concerne la *direction* idéologique et pratique du mouvement et de la lutte révolutionnaire du prolétariat, il faut la *plus grande centralisation possible* en ce qui concerne *l'information* du centre du parti (et par suite de tout le parti) sur le mouvement et la *responsabilité* devant le parti, il faut *la plus grande décentralisation possible*. Le mouvement doit être dirigé par le plus petit nombre possible de groupes les plus homogènes possible, riches de l'expérience de révolutionnaires professionnels. Au mouvement doit participer le plus grand nombre possible de groupes les plus divers et les plus hétérogènes possible venus des couches les plus différentes du prolétariat (et des autres classes du peuple). Et en ce qui concerne chacun de ces groupes, le centre du parti doit toujours disposer non seulement des données exactes sur leur activité, mais aussi *des données aussi complètes que possible sur leur composition*. Nous devons centraliser la direction du mouvement. Nous devons aussi (et nous devons *pour cela*, car sans information la centralisation est impossible) *décentraliser* au maximum la *responsabilité devant le parti* de chacun de ses membres, de chacun de ceux qui participent au travail, de chaque cercle membre du parti ou apparenté au parti. Cette décentralisation est la condition indispensable de la centralisation révolutionnaire et *son correctif nécessaire*. C'est justement lorsque cette centralisation sera achevée et que nous aurons un O.C. et un C.C. que la possibilité pour les plus petits groupes de s'adresser à eux — et non seulement la possibilité, mais l'habitude, acquise par une pratique de longues années, de s'adresser *régulièrement* au C.C. et à l'O.C. — éliminera les résultats fâcheux que peut avoir la présence au sein de tel ou tel comité local d'éléments peu satisfaisants. Maintenant que nous sommes à la veille d'une réelle unification du parti et de la création d'un véritable centre dirigeant, nous devons nous graver dans l'esprit que *ce centre*

sera impuissant si nous ne réalisons pas en même temps une *décentralisation maxima* dans la responsabilité à l'égard de ce centre et dans son information sur toutes les roues et tous les rouages de la machine du parti. Cette décentralisation n'est rien d'autre que l'autre aspect de cette *division du travail* qui, de l'aveu général, constitue l'un des besoins pratiques les plus urgents de notre mouvement. Aucune attribution officielle du rôle dirigeant à une organisation, aucune création de Comités centraux formels ne rendra notre mouvement réellement uni ni ne créera un parti solide et combatif, si le centre du parti reste comme par le passé *séparé* du travail pratique direct par des comités locaux du type ancien, où, premièrement, entre une masse de gens dont chacun dirige toutes sortes d'affaires sans se consacrer à des fonctions bien distinctes du travail révolutionnaire, sans être responsable d'entreprises particulières, sans se donner la peine d'étudier soigneusement, de préparer minutieusement et de mener jusqu'au bout ce qu'ils entreprennent et dépensent une masse de temps et de forces en vaines agitations, et qui, deuxièmement, sont flanqués d'une masse de cercles d'étudiants et d'ouvriers, pour la moitié complètement inconnus du comité, et pour l'autre moitié aussi encombrants, aussi peu spécialisés, n'élaborant pas plus d'expérience professionnelle, n'utilisant pas plus l'expérience des autres et exactement aussi occupés que le comité à d'interminables réunions « à propos de tout », à des élections et à des élaborations de statuts. Pour que le centre puisse bien travailler, il faut que les comités locaux *se transforment*, deviennent des organisations spécialisées et plus « pratiques », atteignant effectivement la perfection soit dans l'une soit dans l'autre des fonctions pratiques. Pour que le centre puisse non seulement conseiller, convaincre, discuter (comme cela se faisait jusqu'à présent), mais effectivement diriger l'orchestre, il est nécessaire, que l'on sache exactement qui conduit les violons, à quel endroit, qui a appris et apprend chacun des instruments, où et comment il le fait, qui (lorsque la musique commence à détonner) est responsable des canards et qui il faut déplacer, etc., pour corriger des dissonances. A l'heure actuelle, il faut le dire franchement, ou bien nous ne savons rien du travail *intérieur effectif* du comité, à part ses proclamations

et ses correspondances générales, ou bien nous savons quelque chose par nos amis et par les gens que nous connaissons bien. Or n'est-il pas ridicule de penser qu'un immense parti capable de diriger le mouvement ouvrier russe et qui prépare l'assaut général contre l'autocratie puisse se borner à cela ? La réduction du nombre des membres du comité, l'affectation à chacun d'eux, dans la mesure du possible, d'une fonction déterminée dont il sera comptable et responsable, la création d'un centre spécial très peu nombreux et dirigeant tout, la mise sur pied d'un réseau d'agents d'exécution liant le comité à chaque grande usine ou fabrique, s'occupant régulièrement de la diffusion des publications et donnant au centre un tableau exact de cette diffusion et de tout le mécanisme du travail, enfin la création de nombreux groupes et cercles assumant différentes fonctions ou unissant des gens proches de la social-démocratie, qui aident celle-ci et se préparent à devenir des social-démocrates, l'activité (et la composition) de ces cercles devant toujours être connue du comité et du centre, voilà en quoi doit consister la réorganisation du comité de Saint-Pétersbourg, et d'ailleurs de tous les autres comités du parti, et voilà pourquoi la question des statuts a si peu d'importance.

J'ai commencé par analyser l'ébauche de statuts afin de montrer de façon plus claire à quoi tendent mes propositions. Le résultat de cette analyse aura permis au lecteur, je l'espère, de comprendre qu'au fond, on pourrait peut-être *se passer de statuts*, en les remplaçant par des rapports réguliers sur chaque cercle, sur chaque fonction. Que peut-on mettre dans les statuts ? Le comité dirige tout (c'est déjà clair sans cela). Le comité élit un groupe dirigeant (cela n'est pas toujours nécessaire, et quand ça l'est, il ne s'agit pas de statuts, il s'agit d'*informer* le centre de la composition de ce groupe et des suppléants prévus). Le comité répartit entre ses membres les divers secteurs du travail, chargeant chacun d'eux d'envoyer régulièrement des rapports au comité et d'informer le C. C. et l'O. C. sur la marche des choses (et ici, il est plus important d'informer le centre de telle ou telle répartition que d'inscrire dans les statuts une règle qui, à cause de la pauvreté de nos forces, restera *souvent* sans application). Le comité doit définir

avec précision ses membres. Le comité recrute ses membres par cooptation. Le comité désigne les groupes d'arrondissement, les sous-comités d'usine, les groupes de ceci et de cela (si on énumère tout ce qu'il est souhaitable de créer, on n'en finira pas, et il ne servirait à rien d'en faire une énumération type dans les statuts ; il suffit d'informer le centre de leur création). Les groupes et les sous-comités d'arrondissement constituent tels et tels cercles... Il est d'autant moins utile actuellement d'établir des statuts de ce genre que nous n'avons presque pas (et en beaucoup d'endroits pas du tout) d'expérience commune à tout le parti quant à l'activité de ces divers groupes et sous-groupes, et que pour acquérir cette expérience, ce n'est pas de statuts que l'on a besoin, mais de l'organisation, si l'on peut s'exprimer ainsi, de la mise au courant du parti : pour les statuts, chacune de nos organisations locales leur consacrera au minimum plusieurs soirées. Si chacun selon sa fonction particulière consacrait ce temps à rendre compte de façon détaillée et réfléchie de cette fonction *à tout le parti*, le travail y gagnerait au centuple.

Et ce n'est pas parce que le travail révolutionnaire ne se coule pas toujours dans des formes précises que les statuts sont inutiles. Non, les formes sont nécessaires, et nous devons essayer de *donner forme* à tout le travail, dans la mesure du possible. Et les formes sont admissibles dans une mesure beaucoup plus grande qu'on ne le croit habituellement ; seulement, on n'y arrivera pas par des statuts, mais uniquement et exclusivement (répétons-le une fois de plus) en informant de façon exacte le centre du parti : alors seulement ce seront des structures réelles liées à une responsabilité réelle et à une réelle publicité (dans le parti). Qui donc d'ailleurs ignore que chez nous, les divergences de vue et les conflits *graves* se règlent essentiellement non pas par un vote « statutaire », mais par la lutte et la menace de « s'en aller » ? L'histoire de la *majorité* de nos comités au cours des trois ou quatre dernières années de la vie du parti est remplie de cette lutte intérieure. Il est très regrettable qu'on n'ait pas donné une forme à cette lutte ; elle aurait alors apporté beaucoup plus pour l'instruction du parti, pour l'expérience de nos successeurs. Mais une *telle* structuration utile et nécessaire ne sera jamais créée par des sta-

tuts, mais exclusivement par *la publicité dans le parti.* Sous l'autocratie, nous ne pouvons avoir d'autre moyen ni d'autre outil pour la publicité dans le parti que la mise au courant régulière du centre du parti.

Et ce n'est que lorsque nous aurons appris à faire cette publicité que nous tirerons effectivement une expérience du fonctionnement de telle ou telle organisation, ce n'est que sur la base de cette expérience large et prolongée que l'on élaborera *des statuts qui n'existeront pas seulement sur le papier.*

LUTTE POLITIQUE ET POLITICAILLERIE

Le manque de décision et de fermeté est actuellement, semble-t-il, ce qu'on peut le moins reprocher à la politique intérieure du gouvernement russe. La lutte contre l'ennemi intérieur bat son plein. Je crois que jamais dans le passé les forteresses, les prisons, les locaux spéciaux des postes de police et même les maisons et appartements particuliers momentanément transformés en prisons, n'ont été à ce point surpeuplés. On ne sait où mettre tous les prisonniers, il est impossible, sans organiser des « expéditions » extraordinaires, d'envoyer en Sibérie par les « convois » habituels tous les déportés; on n'a ni la possibilité ni les moyens de mettre au même régime tous les detenus que l'arbitraire total des pouvoirs locaux, dépavés et despotiques, exaspère, suscitant protestations, luttes, grèves de la faim. Quant aux pouvoirs supérieurs, laissant le menu fretin se débrouiller avec les ennemis intérieurs déjà arrêtés, ils continuent à travailler avec persévérance à l'« amélioration » et à la réorganisation de la police en vue d'extirper les racines et de démêler le reste de l'échevau. C'est vraiment et ouvertement une guerre, que des masses de plus en plus grandes de Russes moyens non seulement observent, mais ressentent plus ou moins directement. Derrière l'avant-garde des détachements volants de la police et de la gendarmerie s'avance lentement mais sûrement le lourd colosse législatif. Prenez les lois du mois écoulé, et la première chose qui vous sautera aux yeux, ce sont les nouvelles ordonnances qui portent le coup de grâce aux derniers vestiges des libertés finlandaises et aussi, peut-être, la loi détaillée sur les caisses d'entraide de la noblesse. La première de ces mesures met fondamentalement en cause l'autonomie du sé-

nat et des tribunaux finlandais, en donnant la possibilité au général gouverneur de tout voir, de tout connaître, c'est-à-dire en transformant en fait la Finlande en une province russe comme les autres, également humiliée et baillonnée. Désormais, note l'officielle et policière *Finlandskaïa Gazéta*, l'espoir existe d'une activité « harmonieuse » de toutes les institutions locales... Je ne sais s'il s'agit d'une raillerie méchante aux dépens d'un adversaire désarmé qu'on a frappé violemment et lâchement, ou d'un mielleux verbiage à la Ioudouchka Golovliev [88].

La seconde de ces lois est un nouveau fruit de cette commission spéciale pour les affaires de la noblesse qui a déjà fait cadeau à la patrie du pillage des terres sibériennes (« implantation de la grosse propriété terrienne en Sibérie ») [89]. En cette époque de crise aiguë dans le commerce et l'industrie et d'appauvrissement total des campagnes, à un moment où la misère, la sous-alimentation et la famine frappent des millions d'ouvriers et de paysans, on ne saurait certes imaginer de meilleur emploi pour l'argent du peuple que de faire des aumônes à ces pauvres messieurs les propriétaires terriens de la noblesse. A chaque caisse d'entraide de la noblesse, le gouvernement donnera premièrement une certaine somme forfaitaire (« à fixer par sa Majesté l'Empereur » !), et deuxièmement, pendant une période de dix ans, des sommes égales à ce que pourront rassembler eux-mêmes les nobles locaux. La caisse aidera ceux qui auront des difficultés à payer les intérêts de leurs dettes. Messieurs les nobles pourront donc emprunter sans se gêner, maintenant qu'on donne un moyen si commode de rembourser en puisant dans la poche du peuple.

Et comme pour dresser le bilan de cette politique de persécution, de violence et de détroussage, comme pour la généraliser et la consacrer sont venus les discours du tsar aux nobles, aux membres des zemstvos, aux paysans et aux ouvriers (à Koursk et à Saint-Pétersbourg). Le tsar a remercié les nobles de leurs « bons et loyaux services », et il leur a promis de prendre un soin constant du renforcement de la grande propriété terrienne, « qui constitue le rempart traditionnel de l'ordre et de la force morale de la Russie ». Aux membres des zemstvos, le tsar n'a pas dit un mot du rempart, ni de la force morale de la Russie, ni des

bons et loyaux services. Il leur a déclaré brièvement et nettement qu'ils avaient pour « mission l'aménagement local dans le domaine des besoins économiques » et que c'est seulement en se souvenant de cela, en remplissant correctement cette mission qu'ils pourraient compter sur sa bienveillance. C'était là une réponse parfaitement nette aux velléités constitutionnelles des zemstvos, un avertissement direct (ou plutôt un défi), une menace de les priver de toute « bienveillance » au cas où ils s'écarteraient si peu que ce soit des limites de l'« aménagement local dans le domaine des besoins économiques ».

Aux paysans, le tsar a exprimé directement sa réprobation pour les « désordres » et le « pillage des exploitations nobiliaires », qualifiant de « châtiment mérité » les brutales voies de fait et la torture endurées par les moujiks que la faim et le désespoir avaient poussés à se soulever et rappelant les mots d'Alexandre III, qui avait ordonné d'« obéir aux maréchaux de la noblesse ». Aux ouvriers enfin, le tsar a parlé ni plus ni moins que des « ennemis », ses ennemis *à lui*, qui doivent être aussi les ennemis des ouvriers.

Ainsi, les nobles sont les fidèles serviteurs et le rempart traditionnel de l'ordre. Les membres (ou les nobles ?) des zemstvos méritent un avertissement. Les paysans, un blâme et l'ordre d'obéir aux nobles. Aux ouvriers, on pose carrément la question des *ennemis*. Discours instructifs. Il est instructif de les comparer, et il serait tout à fait souhaitable qu'au moyen de proclamations, de tracts, de causeries dans les cercles et dans les réunions, le plus grand nombre de gens possible prenne connaissance à la fois du texte exact et de la véritable signification de ces discours. De simples notes explicatives jointes au texte de ces discours pourraient constituer un matériel remarquable pour l'agitation parmi la partie la plus ignorante des couches les moins développées de la classe ouvrière, des petits commerçants et industriels, ainsi que de la paysannerie. Il ne serait d'ailleurs pas mauvais que non seulement le peuple « ignorant », mais aussi que de nombreux petits bourgeois russes éclairés et instruits réfléchissent comme il convient aux discours du tsar, notamment parmi les libéraux en général et les membres des zemstvos en particulier. On n'a pas

souvent l'occasion d'entendre de la bouche des personnages couronnés un aveu, une confirmation et une déclaration aussi nets de la guerre intérieure : la guerre des différentes classes de la population, la guerre contre l'ennemi intérieur. Et cet aveu non dissimulé de la guerre constitue un très bon remède contre toutes les formes de politicaillerie, c'est-à-dire contre les tentatives de masquer, d'éviter, d'étouffer la guerre, ou les tentatives d'en rétrécir ou d'en minimiser le caractère.

De la politicaillerie dont nous parlons font preuve à la fois le gouvernement, l'opposition pacifique, et même parfois les révolutionnaires (dans ce dernier cas, il est vrai, sous une forme particulière, qui ne ressemble pas aux précédentes). De la part du gouvernement c'est un jeu conscient, une corruption et une dépravation, en un mot, le système qui a reçu le nom de « zoubatovisme ». Promettre des réformes plus ou moins amples, n'être disposé à réaliser effectivement qu'une infime partie de ce qui a été promis et exiger en échange que l'on renonce à la lutte politique, voilà en quoi consiste essentiellement le « zoubatovisme ». Même certains membres des zemstvos voient maintenant que les conversations entre le ministre de l'Intérieur, M. Plehve et M. D. Chipov (président de la Direction du zemstvo de Moscou) sont le commencement du « zoubatovisme » dans les zemstvos. Plehve promet d'avoir une attitude « plus favorable » à l'égard du zemstvo (voir l'*Osvobojdénié* n° 7), il promet de convoquer pour le début de l'année prochaine une réunion de représentants des directions de zemstvos pour « résoudre toutes les questions relatives à l'organisation des institutions des zemstvos », exigeant en échange que les membres des zemstvos « ne disent pas un mot de la représentation dans les institutions gouvernementales supérieures ». Les choses sont, semble-t-il, aussi claires que possible : la promesse est tout à fait imprécise, et l'exigence est telle que si elle était satisfaite, les plus vifs désirs des membres des zemstvos deviendraient irréalisables. Contre cette escroquerie, ce tour de passe-passe et cette corruption politique, il ne peut être qu'un remède : la dénonciation impitoyable des prestidigitateurs et une lutte politique (c'est-à-dire, dans les conditions de la Russie *révolutionnaire*) résolue contre l'autocratie

policière. Or, il s'avère que nos membres des zemstvos, pour autant qu'on en puisse juger d'après l'*Osvobojdénié*, ne sont pas encore à la hauteur de cette tâche. A la politicaillerie ils répondent par la politicaillerie, et leur revue fait preuve d'une complète instabilité. Dans le n° 7 de l'*Osvobojdénié*, cette instabilité apparaît de façon particulièrement nette grâce au fait que sur la question indiquée, outre la rédaction, certains collaborateurs avec lesquels la rédaction est plus ou moins en désaccord donnent également leur opinion. Dans l'éditorial, l'opinion, selon laquelle les promesses de Plehve sont un piège et du zoubatovisme, n'est présentée que comme celle de certains membres des zemstvos, tandis qu'à côté on trouve l'opinion d'autres membres des zemstvos, qui « sont enclins à suivre les indications de M. le Ministre » (!!). La rédaction est loin de songer à engager une campagne contre le zoubatovisme dans les zemstvos. Elle a mis en garde les membres des zemstvos contre les « concessions » au gouvernement (dans les nos 5 et 6), mais elle ne condamne pas résolument MM. Chipov et Cie, qui ont obéi aux conseils du vieux renard policier et ont supprimé le 4e point du programme du congrès de printemps des zemstvos (point qui indiquait la nécessité de faire entrer à la Commission spéciale sur les besoins de l'industrie agricole des élus des zemstvos). La conclusion tirée par la rédaction dans son éditorial n'est pas que le zemstvo se trouve humilié par le consentement de certains de ses membres aux méprisables appâts de la police, mais que le fait même qu'il y ait eu des pourparlers entre le gouvernement et les zemstvos « montre que les zemstvos sont déjà maintenant des « organismes représentatifs » (!!) et que le « congrès » promis par M. Plehve (M. Plehve n'a parlé, il me semble, que de « conférence » ?) « est en tout cas souhaitable », car il « ne peut manquer d'apporter de la clarté dans les rapports entre les zemstvos et le gouvernement ». La rédaction est « fermement convaincue que les délégués des zemstvos sauront s'y montrer tels qu'ils doivent être, c'est-à-dire des représentants de la population, et non pas des auxiliaires des ministres pour les questions matérielles ». A en juger d'après le seul éditorial, on doit au contraire être fermement convaincu que les membres des zemstvos se montreront une fois de plus des

« auxiliaires » des services de la police, de même que MM. Chipov et Cie (tant qu'un autre courant dans les zemstvos ne les en écartera pas ou ne les fera pas changer).

On se repose avec plaisir de la politicaillerie de l'éditorial dans d'autres articles de collaborateurs comme M. Anton Staritski ou mieux encore comme M. T., délégué de zemstvo. Le premier qualifie de « pas de clerc » la démarche de M. Chipov et Cie, conseille aux membres des zemstvos « de ne pas se hâter de prendre pour leur droit d'aînesse un quelconque congrès organisé par M. Plehve », et conseille de ne pas mordre à l'appât et de ne pas politicailler. La rédaction ajoute en note : « nous sommes d'accord en général avec l'auteur de l'article », trouvant de toute évidence qu'en particulier, on ne peut pas condamner ainsi, de façon unilatérale, la politicaillerie *.

Quant au second collaborateur, il s'élève carrément contre toute la position de l'*Osvobojdénié*, attaquant son caractère inachevé et irrésolu, condamnant les phrases hypocrites telles que la référence à l'« anarchie populaire », déclarant qu'« on ne peut pas se contenter de demi-mesures, qu'il faut se décider à aller jusqu'au bout », qu'« il faut en finir avec les demi-mesures serviles de l'opposition légale... », « ne pas reculer devant les sacrifices », que « si nous (les membres des zemstvos) ne devenons pas des révolutionnaires, nous ne pourrons pas apporter de véritable contribution à la cause de la libération politique de la Russie ». Nous saluons de tout cœur ces paroles fermes et honnêtes de M. le délégué, et nous conseillons vivement à tous ceux qui s'intéressent à la question d'en prendre connaissance. Monsieur le délégué confirme *entièrement* le jugement du programme de l'*Osvobojdénié* que nous avions formulé dans l'*Iskra*. Plus encore : son article démontre non seulement la justesse de notre point de vue, mais aussi que nous avons fort bien fait de révéler brutalement l'ambi-

* Dans le n° 8 de l'*Osvobojdénié* que nous venons juste de recevoir, nous trouvons une condamnation déjà plus résolue de la politicaillerie et du pas de clerc de M. Chipov. A la bonne heure ! Peut-être ce qui s'est produit avec cette honorable personne incitera-t-il la rédaction à rechercher les racines de « politicaillerie » dans ses opinions fondamentales sur les rapports entre le libéralisme et les tendances révolutionnaires !

guïté du libéralisme. Il apparaît que dans le milieu même des zemstvos, il y a des gens que toutes ces tergiversations dégoûtent et que nous devons particulièrement nous efforcer de soutenir en critiquant impitoyablement ces tergiversations de notre point de vue.

Bien entendu, le rédacteur de l'*Osvobojdénié* n'est pas d'accord avec Monsieur le délégué T., et, respectueusement mais fermement, il déclare : « il y a beaucoup de choses que nous voyons autrement... » Comment donc ! Et quelles sont alors les objections de la rédaction ? Elles se ramènent toutes à deux points principaux : premièrement, M. Strouvé préfère « par principe » les voies pacifiques, à la différence, selon lui, de certains révolutionnaires ; deuxièmement, il accuse ces derniers de manquer de tolérance. Examinons ces objections.

Dans son article « A propos d'un reproche », M. Strouvé (l'article est signé « la Rédaction ») cite mon article du n° 2-3 de *Zaria* (« Les persécuteurs des zemstvos et les Annibals du libéralisme »). Les mots qui lui ont particulièrement déplu sont évidemment ceux-ci : « L'importance historique gigantesque qu'aurait une bonne leçon administrée, une fois au moins, par le peuple russe à son gouvernement » *. M. Strouvé, voyez-vous, conteste absolument et résolument qu'une révolution violente soit préférable à une réforme pacifique. Les révolutionnaires russes les plus résolus, dit-il, ont préféré par principe la voie pacifique, et aucune doctrine n'étouffera cette glorieuse tradition.

Il est difficile de s'imaginer quelque chose de plus faux et de plus forcé que ce raisonnement. Est-il possible que M. Strouvé ne comprenne pas que l'esclave qui s'est insurgé est en droit de dire s'il préfère la paix avec son maître, mais que l'esclave qui a refusé de se soulever tombe dans une honteuse hypocrisie en répétant ces mêmes mots ? « Les éléments d'une révolution en Russie ne sont pas encore, malheureusement *ou heureusement*, parvenus à maturité », dit Monsieur Strouvé, et ce : « ou heureusement » le démasque.

---

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, p. 66. (*N.R.*)

Quant à ce qui touche aux glorieuses traditions de la pensée révolutionnaire, M. Strouvé ferait mieux de tenir sa langue. Qu'il nous suffise de citer la conclusion bien connue du *Manifeste Communiste* [90]. Qu'il nous suffise de rappeler que trente ans après le *Manifeste*, alors que les ouvriers allemands étaient privés d'une parcelle des droits que le peuple russe n'a jamais eus, Engels répliquait à Dühring :

« Pour M. Dühring, la violence est le mal absolu, le premier acte de violence est pour lui le péché originel, tout son exposé est une jérémiade sur la façon dont toute l'histoire jusqu'ici a été contaminée par le péché originel, sur l'infâme dénaturation de toutes les lois naturelles et sociales par cette puissance diabolique, la violence. Mais que la violence joue encore dans l'histoire un autre rôle, un rôle révolutionnaire, que, selon les paroles de Marx, elle soit l'accoucheuse de toute vieille société qui en porte une nouvelle dans ses flancs, qu'elle soit l'instrument grâce auquel le mouvement social l'emporte et met en pièces des formes politiques figées et mortes, — de cela pas un mot, cher Monsieur Dühring. C'est dans les soupirs et les gémissements qu'il admet que la violence peut être nécessaire pour renverser le régime économique d'exploitation, — par malheur ! Car tout emploi de la violence démoralise celui qui l'emploie. Et dire qu'on affirme cela en présence du haut essor moral et intellectuel qui a été la conséquence de toute révolution victorieuse ! Dire qu'on affirme cela en Allemagne, où un heurt violent qui peut même être imposé au peuple aurait tout au moins l'avantage d'extirper la servilité qui, à la suite de l'humiliation de la Guerre de Trente ans, a pénétré la conscience nationale ! Dire que cette mentalité de prédicateur sans élan, sans saveur et sans force a la prétention de s'imposer au parti le plus révolutionnaire que connaisse l'histoire ! » [91]

Passons au deuxième point, celui de la tolérance. Il faut une « compréhension réciproque », une « entière sincérité » et une « large tolérance » dans les rapports entre les différentes tendances, nous prêche avec onction M. Strouvé (à la façon de nombreux socialistes-révolutionnaires et représentants de la société). Bien, mais comment faire alors — lui demanderons-nous —, si notre entière sincérité vous apparaît comme un manque de tolérance ? Si nous

trouvons, par exemple, que dans l'*Osvobojdénié* il y a la dextre et la senestre, une senestre mauvaise et félonne, une entière sincérité ne nous oblige-t-elle pas à lutter impitoyablement contre cette senestre ? Ne nous oblige-t-elle pas à lutter contre l'aventurisme (alias politicaillerie) des socialistes-révolutionnaires, dont ceux-ci font preuve à la fois dans les questions de théorie du socialisme et dans toute leur tactique à l'égard de la lutte de classe ? Y a-t-il la moindre trace de pensée politique dans le fait de vouloir rogner, avachir cette lutte au profit de ce que des gens contre qui, d'ailleurs, cette lutte est dirigée se plaisent à appeler tolérance ?

Il serait temps d'abandonner cette naïveté de calicot, Messieurs ! Il serait temps de comprendre cette simple vérité qu'une unité de lutte réelle (et non en paroles) contre l'ennemi commun ne peut pas être assurée par la politicaillerie, ni, selon le mot de feu Stepniak [93], par la mutilation et la dissimulation de ses exigences, ni par le mensonge conventionnel de la reconnaissance diplomatique réciproque, mais par une participation effective à la lutte, par une unité de lutte effective. Lorsque, chez les social-démocrates allemands, la lutte contre la réaction militaire, policière, féodale et cléricale a recoupé effectivement la lutte d'un véritable parti, s'appuyant sur une certaine classe du peuple (par exemple la bourgeoisie libérale), l'unité d'action s'est réalisée sans phrases sur la reconnaissance réciproque. On ne parle pas de la reconnaissance d'un fait qui est évident et tangible pour tous (nous ne demandons d'ailleurs à personne la reconnaissance du mouvement ouvrier !). Seuls des gens qui confondent politique et politicaillerie peuvent penser que le « ton » de la polémique est capable de gêner une véritable union politique. Et tant que nous verrons des phrases évasives tenir lieu d'une participation effective à notre lutte et une tactique aventuriste se substituer au cheminement effectif de telle ou telle couche ou classe sociale vers notre lutte, aucun flot de paroles plaintives ou menaçantes ne rapprochera d'un iota la « reconnaissance réciproque ».

L'« Iskra » n° 26, 15 octobre 1902

Conforme au texte du journal

À PROPOS DES MANIFESTATIONS [93]

Il nous semble que l'auteur de la lettre pose la question de façon un peu trop immédiate et sous-estime l'importance qu'il y a à ce que les manifestations soient bien organisées. Dans cet important domaine, nous avons encore peu fait, et c'est avant tout et plus que tout à l'organisation que nous devons consacrer nos forces. Tant que nous n'aurons pas d'organisations révolutionnaires solidement liées, capables de mettre en ligne plusieurs détachements d'élite pour diriger tous les aspects d'une manifestation, les échecs seront inévitables. Une fois qu'une telle organisation sera formée et qu'elle se renforcera au cours même du travail, par une série d'expériences, elle (et elle seule) pourra alors résoudre la question de savoir quand et comment il faudra s'armer, quand et comment il faudra faire parler les armes. Cette organisation devra sérieusement s'occuper aussi d'accroître la « rapidité de mobilisation » (circonstance très importante, soulignée à très juste titre par l'auteur de la lettre), d'augmenter le nombre des manifestants actifs, de former un service d'ordre, d'élargir l'agitation dans les masses, d'entraîner la « foule des curieux » à participer « à l'action », et de « séduire » la troupe. C'est justement parce qu'un acte tel que le passage à la lutte armée dans la rue est « brutal » et qu'il est « tôt ou tard inévitable » que seule peut et doit le réaliser une organisation révolutionnaire forte, dirigeant *directement* le mouvement.

Rédigé fin octobre 1902.
Inédit

Conforme au manuscrit

LE SOCIALISME VULGAIRE ET LE POPULISME, RESSUSCITÉS PAR LES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES

La raillerie a son utilité. Dans les articles réunis sous le titre : « L'aventurisme révolutionnaire » *, nous avons exprimé la ferme conviction que nos socialistes-révolutionnaires ne voudraient jamais définir franchement et précisément leur position théorique. Pour démentir cette allégation aussi injuste que mal intentionnée, la *Révolioutsionnaïa Rossia* entreprend dans son n° 11 la publication d'une série d'articles sous le titre : « Questions de programme ». A la bonne heure ! Mieux vaut tard que jamais. Nous saluons d'avance tous les articles de la *Révolioutsionnaïa Rossia* sur les « questions de programme » et nous promettons de les suivre attentivement pour voir si l'on peut effectivement en tirer quelque *programme*.

Dans ce but, examinons de plus près le premier article : « La lutte de classe à la campagne », mais remarquons d'abord qu'une fois de plus, nos adversaires... « s'emballent » un peu trop, lorsqu'ils déclarent (n° 11, p. 6) : « notre programme est exposé ». Vous savez bien que ce n'est pas vrai, Messieurs ! Vous n'avez pas encore exposé le moindre programme, c'est-à-dire que non seulement vous n'avez pas donné d'exposé définitif et officiel, au nom du parti, de vos points de vue (d'un programme au sens étroit du terme ou au moins d'un projet de programme), mais vous n'avez même pas défini votre attitude à l'égard de « ques-

* Voir le présent tome, p. 188-209 (*N.R.*)

tions de programme » aussi fondamentales que la question du marxisme et de sa critique opportuniste, celle du capitalisme russe et de la situation, de l'importance et des tâches du prolétariat engendré par ce capitalisme, etc. Tout ce que nous savons de « votre programme », c'est que vous occupez une position tout à fait indéterminée, d'une part *entre* la social-démocratie révolutionnaire et le courant opportuniste, et d'autre part *entre* le marxisme russe et la tendance populiste libérale russe.

Dans quelles contradictions sans issue vous vous empêtrez à la suite des vains efforts que vous faites pour vous asseoir entre deux chaises, c'est ce que nous allons vous montrer tout de suite, et sur une question choisie par vous-mêmes. « Ce n'est pas que nous ne comprenions pas, en fait nous ne reconnaissons pas l'appartenance de la paysannerie actuelle, dans son ensemble, aux couches petites-bourgeoises », écrit la *Révolioutsionnaïa Rossia* (n° 11). « Pour nous, la paysannerie se divise en deux catégories essentiellement distinctes : 1) la paysannerie laborieuse, qui vit de l'exploitation de sa propre force de travail (!??), et 2) la bourgeoisie rurale — moyenne et petite — qui vit dans une plus ou moins grande mesure de l'exploitation de la force de travail d'autrui. » Voyant le « signe distinctif fondamental » de la classe bourgeoise dans la « source du revenu » (jouissance du travail d'autrui non payé), les théoriciens socialistes-révolutionnaires découvrent une « similitude essentielle très grande » entre le prolétariat rural et les «agriculteurs indépendants », qui vivent de l'application de leur propre travail aux moyens de production. «La base de l'existence des uns et des autres est le *travail*, comme catégorie déterminée de l'économie politique. Premier point. Deuxièmement, dans les conditions actuelles les uns et les autres sont *impitoyablement exploités.* » C'est pourquoi ils doivent être réunis en *une seule* catégorie, la paysannerie laborieuse.

C'est à dessein que nous avons exposé le raisonnement de la *Révolioutsionnaïa Rossia* de façon aussi détaillée, afin que le lecteur puisse le méditer à loisir et apprécier ses bases de départ théoriques. L'inconsistance de celles-ci saute aux yeux. Chercher le critère fondamental des différentes classes de la société dans la source de leurs revenus,

c'est mettre à la première place les rapports de distribution, qui sont en fait le résultat des rapports de production. Cette erreur a été depuis longtemps indiquée par Marx, qui appelait socialistes vulgaires ceux qui ne la voyaient pas. Le critère fondamental de la différence entre les classes est leur place dans la production sociale, et par suite, leur situation par rapport aux moyens de production. L'appropriation de telle ou telle partie des moyens sociaux de production et leur transformation en entreprise privée pour la vente des produits, voilà ce qui distingue fondamentalement l'une des classes de la société contemporaine (la bourgeoisie) du prolétariat qui, lui, est dépourvu de moyens de production et vend sa force de travail.

Poursuivons. « La base de l'existence des uns et des autres est le *travail*, comme catégorie déterminée de l'économie politique. » Ce n'est pas le travail qui est une catégorie déterminée de l'économie politique, mais seulement la forme sociale du travail, l'organisation sociale du travail, ou autrement dit : les rapports entre les hommes selon leur participation au travail social. Sous une autre forme se répète ici la même erreur du socialisme vulgaire que nous avons déjà analysée. Quand les socialistes-révolutionnaires déclarent : « L'essence des rapports entre l'agriculteur indépendant et le salarié agricole, d'une part, et d'autre part entre le cultivateur indépendant et les prêteurs, les koulaks, est absolument identique », ils répètent entièrement l'erreur, mettons du socialisme vulgaire allemand, qui, par exemple, en la personne de Mühlberger, déclarait que l'essence des rapports entre le patron et l'ouvrier était identique à celle des rapports entre le propriétaire d'immeuble et le locataire d'un appartement. Exactement de la même façon, nos Mühlberger sont incapables de distinguer les formes fondamentales et les formes dérivées de l'exploitation, se bornant à déclamer sur l'« exploitation » en général. Exactement de la même façon, nos Mühlberger ne comprennent pas que c'est l'exploitation du travail salarié qui constitue la base de tout le régime de pillage actuel, que c'est elle qui entraîne la division de la société en classes irréconciliablement opposées, et que c'est seulement du point de vue de *cette* lutte des classes que l'on peut juger de façon conséquente toutes les autres manifestations de

l'exploitation, sans tomber dans l'imprécision et l'absence de principes. Par suite, nos Mühlberger doivent rencontrer de la part des socialistes russes attachés à l'intégrité de leur mouvement et au « bon renom » de leur drapeau révolutionnaire la même résistance décidée et impitoyable qu'a rencontrée le Mühlberger allemand.

Pour montrer plus clairement le chaos de la « théorie » de nos socialistes-révolutionnaires, nous aborderons la même question sous l'angle pratique, et nous essayerons d'illustrer la question examinée par des exemples concrets. Premièrement, toujours et partout, l'immense majorité de la petite bourgeoisie *travaille* et est exploitée. Sinon, pourquoi la classerait-on dans les couches de transition, les couches intermédiaires ? Deuxièmement, exactement comme les paysans dans la société fondée sur l'économie marchande, les petits artisans et commerçants *travaillent* et sont exploités. Nos socialistes-révolutionnaires ne veulent-ils pas, à la place de la catégorie « étroite » du prolétariat, créer aussi une « catégorie » de la population commerçante et industrielle « laborieuse » ? Troisièmement, que les socialistes-révolutionnaires, pour comprendre la signification de ce « dogme » si peu aimé d'eux, essayent d'imaginer un paysan de région suburbaine qui, n'embauchant pas d'ouvriers, vit de son travail et de la vente de toutes sortes de produits agricoles. Nous osons espérer que même de fervents populistes ne se résoudront pas à nier l'appartenance d'un *tel* paysan à la petite bourgeoisie et l'impossibilité de le « réunir » en une seule *classe* (remarquez qu'il s'agit bien de classe, et non de parti) avec l'ouvrier salarié. Or y a-t-il quelque différence de principe entre la situation du cultivateur-commerçant des régions suburbaines et celle de n'importe quel petit cultivateur, dans une société où se développe l'économie marchande ?

Mais comment expliquer que les socialistes-révolutionnaires se rapprochent ainsi (pour parler poliment) du socialisme vulgaire ? Peut-être est-ce une particularité accidentelle de l'auteur en question ? Pour réfuter cette hypothèse, il suffit de citer le passage suivant de la *Révoliou-tsionnaïa Rossia* n° 11 : « Comme si, s'écrie l'auteur, toute la question était ici dans les dimensions d'une seule et même catégorie économique (le grand et le petit bourgeois),

et non dans la différence essentielle [écoutez bien !] entre deux catégories : l'économie du travail et l'économie capitaliste bourgeoise ! » Il nous aurait été difficile d'imaginer une confirmation plus totale et plus éclatante de ce que nous avons dit dans l'article « L'aventurisme révolutionnaire » : grattez le socialiste-révolutionnaire et vous trouverez Monsieur V.V. Pour quiconque est tant soit peu au courant de l'évolution de la pensée politique et sociale russe, cette seule phrase révèle la position des socialistes-révolutionnaires. On sait qu'à la base de ce pseudo-socialisme rose pâle, qui faisait (et qui fait toujours) l'ornement de la tendance populiste libérale qui domine dans notre société instruite, se trouvait l'idée d'une opposition radicale entre l'économie bourgeoise et l'« économie du travail » paysanne. Cette idée mise au point dans ses détails et ses diverses nuances par MM. Mikhaïlovski, V. V., Nik-on et autres fut l'une des forteresses contre lesquelles a été dirigée la critique du marxisme russe. Pour venir en aide au paysan qui se ruine et que l'on met sous le joug, disions-nous, il faut savoir refuser les illusions et regarder la réalité en face, cette réalité qui détruit les rêves fumeux sur l'économie du travail (ou la « production populaire » ?) et nous montre la *structure petite-bourgeoise* de l'économie paysanne. Et chez nous comme partout, le développement et le renforcement de la petite économie du travail ne sont possibles qu'au moyen de sa transformation en économie petite-bourgeoise. Cette transformation a effectivement lieu, et *actuellement*, la tendance réelle du paysan travailleur à devenir un petit entrepreneur est irréfutablement démontrée par les faits. Comme tous les petits producteurs, nos paysans entrent par-là même dans la catégorie des petits bourgeois, pour autant que se développe l'économie marchande : ils se scindent en une minorité de patrons et une masse prolétarienne, qui est reliée aux «petits patrons » par toute une série de degrés intermédiaires de semi-ouvriers et de semi-patrons (ces formes intermédiaires existent dans tous les pays capitalistes et dans toutes les branches industrielles).

Quelle a été l'attitude des socialistes-révolutionnaires à l'égard de ce remplacement d'un courant de la pensée socialiste par l'autre, à l'égard de la lutte entre le vieux

socialisme russe et le marxisme ? Ils ont tout simplement essayé d'éviter tant qu'ils l'ont pu d'examiner le fond du problème. Mais lorsqu'il devint impossible de passer outre, lorsque, de gens qui voulaient créer un « parti » à part, on s'est mis à exiger des explications précises, lorsqu'on les a contraints de répondre, à la fois en les raillant et en les accusant directement de manquer de principes, alors ils se sont mis simplement à répéter la vieille théorie populiste de l'« économie du travail » et les vieilles erreurs du socialisme vulgaire. Nous le répétons : on ne pouvait attendre, pour l'accusation que nous avions portée contre les socialistes-révolutionnaires de manquer totalement de principes, de meilleure confirmation que l'article du n° 11, qui essaie d'« unir » l'« économie du travail » et la théorie de la lutte de classes.

* *
*

A titre de curiosité, notons encore que le n° 11 de la *Révolioutsionnaïa Rossia* se livre à des tentatives d'expliquer de façon « plausible » la décision d'éviter la polémique de principe. Imaginez-vous que dans l'article « L'aventurisme révolutionnaire », l'*Iskra* donne des citations inexactes. Par exemple ? Elle omet par exemple les mots « par endroits » (la terre passe par endroits du capital au travail). Horreur ! On omet des mots qui n'ont pas de rapports avec la question ! Ou peut-être, la *Révolioutsionnaïa Rossia* se propose-t-elle d'affirmer que les mots « par endroits » ont *au moins un certain* rapport avec la question de savoir comment il faut *juger* ce passage de la terre *en général* (si ce processus est bourgeois ou non). Qu'elle essaie.

Ensuite, l'*Iskra* a arrêté la citation au mot « Etat », bien qu'il y ait ensuite : « naturellement, pas celui d'aujourd'hui ». L'*Iskra* (ajouterons-nous) a encore plus mal agi : elle a osé appeler cet Etat un Etat *de classe*. Nos adversaires, « blessés dans leurs meilleurs sentiments », ne vont-ils pas affirmer que dans le « programme minimum » analysé par nous, il pouvait s'agir d'un Etat qui *ne soit pas* de classe ?

Enfin, l'*Iskra* citait la proclamation du 3 avril, dans laquelle la *Révolioutsionnaïa Rossia elle-même* avait trouvé

que le terrorisme était surestimé. — Oui, et nous avons *cité* cette réserve de la *Révolioutsionnaïa Rossia*, mais nous avons ajouté que pour notre part, nous voyons là de l'« équilibrisme » et des allusions peu claires. La *Révolioutsionnaïa Rossia* en est fort mécontente et se lance dans des explications et un exposé de détails (confirmant ainsi qu'il y avait bien, *en fait*, un manque de clarté exigeant des explications). Mais quelles sont ces explications ? Dans la proclamation du 3 avril, voyez-vous, des *corrections* ont été apportées à la demande du parti. Ces corrections, cependant, « ont été reconnues insuffisantes », et c'est pourquoi les mots « au nom du parti » ont été retirés de la proclamation. Mais les mots « édition du parti » sont restés, et l'autre (la « vraie ») proclamation du même 3 avril n'a pas mentionné un mot des désaccords ou des exagérations. En apportant ces explications, et sentant qu'elles ne font que confirmer le bien-fondé de la demande d'explications présentée par l'*Iskra* (dans les mots : équilibrisme et allusions), la *Révolioutsionnaïa Rossia* se pose à elle-même la question : comment le parti a-t-il pu éditer dans son imprimerie une proclamation avec laquelle il n'est pas d'accord ? Et la *Révolioutsionnaïa Rossia* répond : « Eh bien, exactement de la même façon que sous l'étiquette du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, on publie le *Rabotchéié Diélo*, l'*Iskra*, la *Rabotchaïa Mysl* [94] et la *Borba* [95]. Très bien. Mais premièrement, chez nous, ce sont des publications hétérogènes qui, de plus, ne sont pas éditées par l'imprimerie « du parti », mais par celles des groupes. Deuxièmement, lorsque paraissaient chez nous à la fois la *Rabotchaïa Mysl*, le *Rabotchéié Diélo* et l'*Iskra*, nous appelions nous-même cela du *désordre*. Regardez-donc ce qu'il en découle : la social-démocratie dénonce et fustige elle-même le désordre *chez elle*, et elle s'efforce de l'éliminer par un sérieux travail théorique, tandis que les socialistes-révolutionnaires ne commencent à reconnaître leur désordre qu'*après* avoir été démasqués, et se piquent une fois de plus à cette occasion d'une largeur d'esprit qui leur a permis, à propos du même événement politique, de publier le même jour deux proclamations dans lesquelles le sens politique de cet événement (un nouvel acte terroriste) est expliqué de façon directement opposée. Sachant qu'il ne sort rien

de bon du désordre idéologique, les social-démocrates ont préféré d'abord se délimiter, et ensuite s'unir *, garantissant ainsi que l'union future serait durable et féconde. Les socialistes-révolutionnaires, eux, donnant « à qui mieux mieux » différentes interprétations de leur « programme » **, jouent sur la fiction de l'unité « pratique », et nous déclarent de haut : oh vous, les social-démocrates, vous avez tout un tas de « groupes », nous, nous avons un parti ! Parfaitement exact, Messieurs, mais l'histoire nous enseigne que parfois, le rapport entre les « groupes » et les partis est semblable au rapport entre les vaches maigres et les vaches grasses du pharaon. Les « partis » peuvent être fort différents. Il y a eu par exemple un « Parti ouvrier de la libération politique de la Russie », et cependant, ses deux années d'existence n'ont pas laissé plus de traces que sa disparition.

L'« Iskra » n° 27,
1er novembre 1902

Conforme au texte du journal

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 4, p. 368. (*N.R.*)

** Comparez seulement *Nos tâches* de l'ex-« Union des socialistes-révolutionnaires » avec le *Manifeste* de l'ex-« Parti des socialistes-révolutionnaires » (voir à ce propos le n° 5 de l'*Iskra*), puis avec la déclaration de la rédaction dans le n° 1 du *Vestnik Rousskoï Révoloutsii*, les articles de « programme » dans les nos 7 à 11 de la *Révoloutsionnaïa Rossia* et la brochure *La Liberté* éditée par le groupe qui s'intitule « Parti ouvrier de la libération politique de la Russie », dont l'union avec le Parti socialiste-révolutionnaire a été annoncée récemment dans la *Révoloutsionnaïa Rossia*.

SUR LES TÂCHES DU MOUVEMENT SOCIAL-DÉMOCRATE [96]

Lorsque la fausse amabilité à la fois avec la classe ouvrière et avec l'opposition « légale » va de pair avec l'intervention des hordes de gredins furieux du genre Val ou Obolienski [97], cela signifie que le gouvernement veut corrompre et diviser les masses et les couches du peuple qu'il est impuissant à briser, et que pour se faciliter la tâche, il veut que les forces révolutionnaires, déjà peu nombreuses, dispersent leurs efforts à poursuivre séparément chacun de ces gredins en particulier. Il importe peu de savoir si tels ou tels représentants du gouvernement ont conscience de cela en général et à quel point ils en ont une conscience précise. Ce qui importe, c'est que cette tactique, à laquelle toute son immense expérience politique et tout son instinct policier poussent le gouvernement, a bien *en réalité* cette signification. Lorsque le mouvement révolutionnaire pénètre au cœur des classes effectivement révolutionnaires du peuple, lorsqu'en outre il croît non seulement en profondeur, mais aussi en extension, permettant de devenir rapidement une force invincible, le gouvernement a alors intérêt à provoquer les meilleures forces révolutionnaires à donner la chasse aux responsables immédiats des violences les plus révoltantes. Mais nous ne devons pas nous laisser prendre à ce jeu. Nous ne devons pas, dès les premiers grondements du tonnerre de la révolution dans le peuple, perdre la tête et nous jeter dans toutes les aventures, en lançant par-dessus bord, pour nous alléger l'esprit et la

conscience, toute l'expérience de l'Europe et de la Russie, toutes les convictions socialistes tant soit peu précises, toutes les prétentions à une tactique de principe conséquente, qui se garde des aventures. En un mot, nous ne devons pas permettre qu'aboutisse la tentative entreprise et menée sans relâche par les socialistes-révolutionnaires de restaurer la « Narodnaïa Volia » et de répéter toutes les erreurs théoriques et pratiques. A la corruption des masses, à la provocation des révolutionnaires, nous devons répondre non pas par un « programme » ouvrant toutes grandes les portes aux vieilles erreurs les plus nuisibles et aux nouvelles hésitations de pensée, non pas par une tactique renforçant la coupure entre les révolutionnaires et les masses, qui constitue la source principale de notre faiblesse, de notre incapacité à commencer dès maintenant la lutte décisive. Nous devons répondre par un renforcement des liens entre les révolutionnaires et le peuple, et la création de tels liens ne peut pas être assurée à notre époque autrement que par le développement et le renforcement du mouvement ouvrier social-démocrate. Seul le mouvement ouvrier soulève la classe réellement révolutionnaire et avancée, qui n'a rien à perdre à la chute des régimes politiques et sociaux contemporains, la classe qui constitue le dernier et inévitable produit de ces régimes, la classe qui seule apparaît comme l'ennemi inconditionnel et irréconciliable de ces régimes. C'est seulement en nous appuyant sur la théorie du marxisme révolutionnaire, sur l'expérience de la social-démocratie internationale que nous pouvons opérer la fusion de notre mouvement révolutionnaire et du mouvement ouvrier et créer un mouvement social-démocrate invincible. C'est seulement au nom d'un parti devenu réellement ouvrier que nous pouvons, sans perdre la fidélité à nos conceptions, appeler au travail révolutionnaire tous les éléments progressistes du pays, appeler à soutenir le socialisme tous les travailleurs, tous ceux qui peinent et ploient sous le fardeau.

Rédigé en novembre 1902.
Publié pour la première fois en 1939 dans le n° 1 de la revue « Proletarskaïa Révolioutsia »

Conforme au manuscrit

THÈSE FONDAMENTALE CONTRE LES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES

La thèse fondamentale que j'avance contre les socialistes-révolutionnaires et en fonction de laquelle on doit porter un jugement sur *tous* les aspects de l'activité (et de l'essence même) de cette tendance, consiste en ceci : *toute la tendance des socialistes-révolutionnaires et tout leur parti ne sont rien d'autre qu'une tentative de l'intelligentsia petite-bourgeoise pour escamoter notre mouvement ouvrier et, par conséquent, tout mouvement socialiste et tout mouvement révolutionnaire en Russie.*

Je m'empresse d'expliquer pourquoi, dans cette thèse si importante à mon sens, je n'ai pu éviter d'employer un mot d'origine étrangère peu usité et certainement incompréhensible à la majorité des lecteurs. « Escamoter » *, cela signifie proprement tromper, s'attribuer frauduleusement les résultats du travail d'autrui, et par là même ramener tout ce travail à rien, mystifier et donner le change, etc. Il n'est pas difficile de voir pourquoi j'ai dû écarter ces expressions russes et choisir un mot étranger. Les mots « mystifier, donner le change, tromper » nous font nécessairement penser à un mensonge prémédité, conscient, d'une part, et, deuxièmement, ils nous donnent à penser que celui qui a recours à ce mensonge a des motifs intéressés et malhonnêtes de le faire. Loin de moi cependant l'idée d'accuser les socialistes-révolutionnaires de quoi que

* Lénine emploie le mot « escamotirovat » calqué sur le mot français et effectivement peu usité en russe. (*N.R.*)

ce soit qui ressemble à un mensonge conscient ou à des raisons d'agir malhonnêtes. Rien de semblable. Il ne fait pour moi aucun doute qu'en tant que tendance, en tant que « parti », les socialistes-révolutionnaires ont pu naître (ou ont pu se maintenir depuis l'époque de la « Narodnaïa Volia »), ont pu se développer ces derniers temps et quelque peu se renforcer *entièrement* grâce au seul fait qu'ils ont attiré à eux des gens d'esprit incontestablement révolutionnaire, pleins même d'une abnégation héroïque, des gens qui désirent le plus sincèrement du monde se mettre de tout cœur au service de la liberté et du peuple. Mais le fait que des gens occupent sincèrement et avec conviction une certaine position sociale et politique ne résout nullement *a priori* la question de savoir si cette position n'est pas entièrement fausse et minée de contradictions. Les résultats de la meilleure activité menée à partir de cette position ne doivent-ils pas inévitablement (voire même en dehors de la conscience et contre la volonté de ses protagonistes) « escamoter » le mouvement ouvrier, le détourner de la bonne voie, le mener dans une impasse, etc. ?

Je vais essayer le faire comprendre ma pensée par un exemple. Supposez que nous nous trouvions dans une forêt immense, sombre et humide, épaisse et à demi vierge. Supposez que le seul moyen d'ouvrir la voie au développement de la civilisation dans toute la région occupée ou entourée par la forêt soit de détruire celle-ci par le feu, et qu'il soit extrêmement difficile de s'y procurer du feu et de l'y entretenir. Il faut faire sécher ce bois qu'on trouve partout en si grande quantité, mais qui prend si difficilement et s'éteint si facilement et si fréquemment dans cette atmosphère humide et étouffante. Il faut rassembler le bois qui peut être allumé. Il faut entretenir le feu (combustion), le protéger, prendre soin de chaque nouvelle flammèche qui jaillit, permettre aux flammes de prendre de la force et préparer systématiquement, opiniâtrement l'incendie général sans lequel cette forêt sombre et humide restera ce qu'elle est. Et ce travail est extrêmement difficile non seulement à cause des conditions extérieures, atmosphériques, mais à cause de la rareté du matériau qui seul convienne parfaitement à la combustion, qui ne cesse pas de brûler quelles que soient les conditions, qui a réellement pris et

brûle déjà d'un feu continu, différent de ces nombreux feux follets qui n'ont pas de force intérieure et qui si souvent déjà ne se sont allumés que pour s'éteindre après une brève combustion. Or, alors que ce combustible de base s'est mis à flamber suffisamment pour provoquer une élévation générale de la température et donner ainsi force et clarté à la masse des flammèches fugitives, voilà qu'apparaissent des gens qui déclarent avec aplomb : quelle étroitesse que de croire au vieux dogme selon lequel il n'y a qu'un seul combustible de base, un seul qui soit absolument sûr ! Quelle infirmité d'esprit que de considérer simplement toutes les autres flammèches comme des moyens accessoires, des éléments d'appoint, et de juger absolument indispensable quoi qu'il advienne de s'en tenir avant tout et surtout à *un seul* matériau ! Quelle partialité que de préparer et repréparer encore et toujours le véritable incendie général et de permettre ainsi à ces révoltants gredins, aux sommets des arbres, de couvrir et d'entretenir l'humidité et les ténèbres. Il faut lancer des fusées qui abattent les cîmes des arbres, qui les brûlent, qui effraient les forces obscures et produisent une véritable sensation, un éveil, un encouragement et une excitation. Et ces gens se mettent hardiment à l'œuvre. Avec un soupir de soulagement, ils jettent par-dessus bord les vieux préjugés sur on ne sait quel combustible de base. L'âme tranquille, ils ouvrent les bras à tout un chacun, sans se soucier des points de vue et des opinions, des convictions et des espérances : nous sommes un parti d'action, et même si certains d'entre nous s'accrochent à des raisonnements qui tendent à éteindre le feu, peu nous importe. Ils appellent hardiment à se comporter sans discernement à l'égard de n'importe quelle flammèche et du lancement des fusées, tournant le dos avec mépris aux leçons du passé : maintenant, paraît-il, il y a beaucoup plus de combustible, aussi toutes les imprudences sont permises !... Ainsi donc, compte tenu de tout le mal que des gens pareils font au mouvement, peut-on penser que ce sont de simples trompeurs ? Pas le moins du monde. Ce ne sont pas du tout des trompeurs, ce sont seulement des pyrotechniciens.

C'est en cela, entre autres, que consiste ma réponse à ceux des socialistes-révolutionnaires qui ont tout sim-

plement traduit le terme « aventuriste » par les termes « escroc » (M. Rafaïlov à Genève) et « filou » (M. Jitlovski à Berne). On ne doit pas, Messieurs, leur répondais-je, tout entendre immanquablement au sens du code pénal ! On ne doit pas confondre l'aventure d'un courant révolutionnaire intérieurement contradictoire, sans principes, instable, qui cache sa vacuité sous un bruyant tapage et qui est par suite inévitablement condamné à la faillite, avec celle de chevaliers d'industrie qui savent parfaitement qu'ils commettent des actions passibles de poursuites judiciaires et qu'ils sont menacés d'être convaincus d'escroquerie. Nous vous avons accusés d'aventurisme, en disant de façon franche et précise (voir nos 23 et 24 de l'*Iskra* *), que cela découle de votre absence totale de principes dans toutes les questions essentielles du socialisme international, de l'incroyable confusion d'idées qu'il y a dans votre programme agraire cuisiné à la hâte et « servi » avec une sauce piquante, de l'instabilité et du manque de fondement de votre tactique terroriste. Et vous, vous répondez : voyez, on nous traite d'aventuristes-filous-escrocs, on nous insulte, on nous offense ! Ces vociférations, respectables Messieurs, laissent fort à penser qu'au fond, vous n'avez rien à répliquer.

La question qui se pose maintenant, c'est de savoir en quoi doit consister la démonstration que la thèse exposée par moi est juste. Quels traits distinctifs, caractéristiques de la tendance des socialistes-révolutionnaires dois-je montrer pour justifier l'appréciation que je donne dans cette thèse de l'ensemble de leur tendance ? Si cette appréciation est juste, pas un socialiste tant soit peu honnête et sérieux (du moins faut-il l'espérer) n'ira nier la nécessité d'une lutte résolue et impitoyable contre cette tendance, et d'une dénonciation complète de sa nocivité devant les plus larges couches possible de la population. C'est pour que nous puissions étudier cette question à fond et sous tous ses aspects que je propose de prêter attention avant tout et surtout à ce que doivent être les *réponses* à cette question. Que ceux qui désirent réfuter cette appréciation ne se bornent pas à des « plaintes » ou à des « amendements »,

* Voir le présent tome, pp. 188-209. (*N.R.*)

mais répondent eux aussi directement à la question : quels points devraient être *à leur avis* démontrés pour confirmer la justesse de la thèse avancée ?

Le point central de cette thèse (escamotage du mouvement ouvrier par l'intelligentsia petite-bourgeoise) est le fait de l'escamotage, autrement dit : le fait qu'il y a une contradiction radicale entre les principes, le programme du « parti » et son attitude réelle à l'égard du processus de développement de la révolution dans la société actuelle. Cette contradiction réside en ce que le parti des « socialistes-révolutionnaires » ne se place pas du tout, en fait, au point de vue du socialisme révolutionnaire scientifique (=marxisme), ni dans les questions du mouvement international, ni dans celles du mouvement russe. En réalité, le « parti » se caractérise par une absence totale de principes dans toutes les questions de principe les plus importantes du socialisme contemporain *.

Rédigé en novembre-décembre 1902.
Publié pour la première fois en 1936 dans le n° 7 de la revue « Proletarskaïa Révolioutsia »

Conforme au manuscrit

* Le manuscrit s'interrompt ici. (*N.R.*)

NOUVEAUX ÉVÉNEMENTS ET VIEILLES QUESTIONS

Apparemment, la courte « accalmie » qui a marqué les deux ou trois derniers trimestres de notre mouvement révolutionnaire — par comparaison avec son évolution précédente qui avait été rapide et impétueuse — commence à tirer à sa fin. Si brève qu'ait été cette « accalmie », si évident qu'il soit pour tout observateur attentif et informé que l'absence (pour un temps aussi court) de manifestations au grand jour du mécontentement de la masse des ouvriers ne signifie nullement que ce mécontentement ait cessé de croître en profondeur et en extension, il se trouve néanmoins que parmi notre intelligentsia, dont l'esprit est révolutionnaire mais qui n'a bien souvent ni liaison solide avec la classe ouvrière ni bases fermes pour des convictions socialistes déterminées, de nombreuses voix ont commencé à se faire entendre, d'une part pour exprimer l'abattement et le manque de confiance dans le mouvement ouvrier de masse, d'autre part pour se déclarer en faveur d'une reprise de la vieille tactique des assassinats politiques individuels, en tant que procédé de lutte politique nécessaire et obligatoire à l'heure actuelle. Les quelques mois qui se sont écoulés depuis les manifestations de l'an dernier ont suffi pour que se forme chez nous un « parti » des « socialistes-révolutionnaires » qui a élevé la voix pour affirmer que l'impression produite par les manifestations était décourageante, que « le peuple, hélas, il n'arrivera pas de sitôt... », qu'il est facile, *bien sûr*, de parler

et d'écrire sur l'armement des masses, mais qu'il faut maintenant engager la « résistance individuelle », sans récuser l'urgente nécessité du terrorisme individuel sous le prétexte de références éculées à la même, à l'éternelle tâche (ennuyeuse et « sans intérêt » pour un intellectuel libre de la foi « dogmatique » dans le mouvement ouvrier !) de l'agitation à mener parmi les masses prolétariennes et de l'organisation d'une offensive de masse.

Mais voici que se déclenche à Rostov-sur-le-Don l'une de ces grèves à première vue des plus ordinaires et des plus « quotidiennes » ; or cette grève conduit à des événements qui montrent de la façon la plus éclatante toute l'absurdité et toute la nocivité de la tentative entreprise par les socialistes-révolutionnaires de revenir aux temps de la « Narodnaïa Volia » avec toutes ses erreurs théoriques et tactiques. Cette grève, qui touche des milliers d'ouvriers et qui a commencé pour des revendications d'ordre purement économique, dégénère rapidement en événement politique, malgré une participation gravement insuffisante de forces révolutionnaires organisées. Selon le témoignage de plusieurs participants, des foules atteignants jusqu'à vingt ou trente mille personnes font des réunions politiques étonnamment sérieuses et organisées, dans lesquelles on lit et on commente avec avidité les proclamations social-démocrates, on prononce des discours politiques, on explique aux représentants les plus occasionnels et les moins préparés du peuple travailleur les vérités élémentaires du socialisme et de la lutte politique, on donne des leçons pratiques et des « leçons de choses » sur la manière de se comporter avec les soldats et de s'adresser à eux. L'administration et la police perdent la tête (peut-être en partie parce qu'on ne peut se fier à la troupe ?) et se trouvent incapables d'empêcher l'organisation pendant plusieurs jours de meetings politiques de masses en plein air, encore jamais vus sur la terre russe. Et lorsque enfin la force militaire entre en jeu, la foule lui oppose une résistance farouche, et le meurtre d'un camarade donne lieu le lendemain à une manifestation politique autour de son corps... D'ailleurs, les choses se présentent probablement sous un autre jour aux socialistes-révolutionnaires, et de leur point de vue, il aurait sans doute été plus « oppor-

tun » que les six camarades tués à Rostov aient donné leur vie dans un attentat contre tels ou tels monstres policiers ?

Quant à nous, nous pensons que seuls de tels mouvements de masse, liés à la manifestation au grand jour de l'élévation de la conscience politique et de l'énergie révolutionnaire de la classe ouvrière, méritent le nom d'actes *réellement révolutionnaires* et sont capables d'inspirer réellement courage à ceux qui luttent pour la révolution russe. Nous voyons ici non pas cette fameuse « résistance individuelle » dont le lien avec les masses consiste uniquement en déclarations verbales, en condamnations imprimées, etc. Nous voyons une véritable résistance de la foule, et le manque d'organisation, le manque de préparation, la spontanéité de cette résistance nous rappellent combien il est stupide de surestimer ses propres forces révolutionnaires, combien il est criminel de négliger la tâche d'assurer à cette foule, qui là, sous nos yeux, lutte de façon véritable, une organisation et une préparation toujours plus grandes. Non pas créer par des coups de feu des prétextes à l'excitation, un matériel pour l'agitation et pour la pensée politique, mais apprendre à travailler, à utiliser, à prendre en main le matériel dont la vie russe ne nous fournit que trop, telle est la seule tâche digne d'un révolutionnaire. Les socialistes-révolutionnaires n'ont pas assez de louanges pour la haute valeur « d'agitation » des meurtres politiques, dont on chuchote tant dans les salons libéraux et les cabarets du petit peuple. Il ne leur coûte rien (attendu qu'ils sont libres de tous les dogmes étroits d'une théorie socialiste tant soit peu précise !) de remplacer (ou en tout cas de compléter) l'éducation politique du prolétariat par du *sensationnel* politique. Quant à nous, nous considérons que *seuls* les événements dont le protagoniste est la masse elle-même et qui sont engendrés par son état d'esprit au lieu d'être mis en scène « dans un but spécial » par telle ou telle organisation sont capables d'avoir une action réellement et sérieusement « agitatrice » (stimulante), et non seulement une action stimulante, mais aussi (ce qui est beaucoup plus important) une action éducative. Nous pensons que cent régicides ne pourront jamais produire une action aussi stimulante et éducative que la seule parti-

cipation de ces dizaines de milliers d'ouvriers à des réunions consacrées à discuter de leurs intérêts vitaux et du lien entre la politique et ces intérêts, que cette participation à une lutte qui sans cesse *élève* effectivement des couches encore « non entamées » du prolétariat à une vie plus consciente, à une lutte révolutionnaire plus large. On nous parle de la désorganisation du gouvernement (contraint de remplacer MM. Sipiaguine par MM. Plehve et de « sélectionner » pour le servir les plus infâmes aventuriers), mais nous sommes convaincus que *sacrifier* un seul révolutionnaire fût-ce même pour dix aventuriers, c'est seulement désorganiser nos propres rangs, qui sont assez clairsemés sans cela, si clairsemés qu'ils n'ont pas le temps d'assurer tout le travail « exigé » d'eux par les ouvriers. Nous pensons qu'il y a véritable désorganisation du gouvernement lorsque, et seulement lorsque, de larges masses effectivement organisées par la lutte elle-même font perdre la tête au gouvernement, lorsque la foule de la rue et même une partie de troupes appelées pour la « pacification » commencent à prendre conscience de la légitimité des revendications présentées par les hommes d'avant-garde de la classe ouvrière, lorsque les actions militaires lancées par les pouvoirs publics contre des dizaines de milliers de personnes sont précédées de longues hésitations, les autorités n'ayant aucune possibilité réelle de déterminer jusqu'où mèneront ces actions militaires, lorsque la foule voit et sent que ceux qui sont tombés au champ de bataille de la guerre civile sont ses camarades, sont des siens, et accumule en elle une nouvelle réserve de haine et une volonté plus âpre de combattre l'ennemi plus résolument. Et ce n'est pas tel ou tel aventurier, mais tout le régime actuel qui joue ici le rôle d'ennemi du peuple, contre lequel partent en guerre les pouvoirs locaux et le pouvoir central de Saint-Pétersbourg, la police, les cosaques et la troupe, sans parler des gendarmes et des juges, qui complètent et achèvent, comme toujours, toutes les insurrections populaires.

Oui, les insurrections. Si éloigné qu'ait été d'une insurrection « véritable » le début de ce qui paraît une simple grève dans une lointaine ville de province, sa continuation et sa finale suggèrent précisément, qu'on le

veuille ou non, l'idée d'une insurrection. La banalité des causes de la grève, le caractère peu important des revendications présentées par les ouvriers font ressortir tout particulièrement la puissance de la solidarité du prolétariat, qui a vu tout de suite que la lutte des ouvriers des chemins de fer était l'affaire de tous, la réceptivité du prolétariat aux idées politiques, à la propagande politique, sa volonté de se dresser pour défendre, en affrontant directement la troupe, ses droits à une vie libre et à un libre développement, droits dont la légitimité ne fait plus aucun doute pour l'ensemble des ouvriers qui réfléchissent. Et le comité du Don a eu mille fois raison lorsque, dans une proclamation entièrement reproduite ci-dessous, il a parlé « à tous les citoyens » de la grève de Rostov comme d'un pas en avant vers le soulèvement général des ouvriers russes pour revendiquer la liberté politique [98]. Avec des événements de ce genre, on observe effectivement de la façon la plus évidente que l'insurrection armée de tout le peuple contre le gouvernement autocratique mûrit non seulement comme idée dans l'esprit et les programmes des révolutionnaires, mais aussi en tant qu'étape *suivante*, conséquence pratique inévitable et naturelle du mouvement lui-même, en tant que résultat du mécontentement croissant, de l'expérience croissante, de l'audace croissante des masses, auxquelles la réalité russe a donné de si précieuses leçons et une aussi excellente éducation.

Etape inévitable et naturelle, ai-je dit, et je m'empresse de faire cette réserve : *si toutefois* nous ne nous permettons pas de nous écarter même d'un pas de la tâche, qui nous presse et qui s'impose à nous d'aider ces masses qui se dressent déjà à agir avec plus d'audace et plus d'union, de leur donner non pas deux, mais de dizaines d'orateurs et de dirigeants pour les manifestations de rue, de créer une véritable organisation de combat capable de diriger les masses, et non une soi-disant « organisation de combat » dirigeant (si elle les dirige) des personnes insaisissables. Cette tâche est difficile évidemment, mais nous pouvons de plein droit modifier ces mots de Marx cités si souvent et si mal à propos ces derniers temps : « tout pas fait en avant, toute progression *réelle* importe plus qu'une douzaine » d'attentats et de résistances individuels, plus

important qu'une centaine d'organisations et de « partis » formés uniquement d'intellectuels [99].

Au premier plan des faits politiques de ces derniers temps sont apparues, à côté de la bataille de Rostov, les condamnations au bagne prononcées contre des manifestants. Le gouvernement a décidé d'inspirer la frayeur par tous les moyens, à commencer par les verges pour finir par les travaux forcés. Mais quelle réponse remarquable lui ont donné les ouvriers, dont nous reproduisons ci-dessous les discours au tribunal [100], et comme cette réponse est instructive pour tous ceux qui ont fait tant monté en épingle l'effet décourageant des manifestations, et cela non pas dans le but d'encourager à poursuivre le travail dans le même sens, mais dans le but de prôner la fameuse résistance individuelle ! Ces discours sont un excellent commentaire, émanant des profondeurs mêmes du prolétariat, aux événements du genre de ceux de Rostov, et en même temps, une déclaration remarquable (une « attestation publique », dirais-je, si ce terme n'était pas spécifiquement policier), infiniment encourageante pour le long et difficile travail qu'exigent les pas en avant « réels » du mouvement. Ce qui est remarquable dans ces discours, c'est qu'ils sont la représentation simple et authentique de la façon dont s'effectue le passage des faits les plus quotidiens, et qui se répètent *des dizaines et des centaines de millions de fois*, d'« oppression, de misère, d'esclavage, d'humiliation et d'exploitation » des ouvriers dans la société contemporaine à l'éveil de leur conscience, à la montée de leur « colère », à l'expression révolutionnaire de cette colère (j'ai mis entre guillemets les expressions qu'il m'a *fallu* employer pour caractériser les discours des ouvriers de Nijni-Novgorod, car ce sont précisément les mots célèbres de Marx qu'on trouve dans les dernières pages du premier livre du *Capital*, et qui ont provoqué de la part des « critiques », des opportunistes, des révisionnistes et autres, tant de tentatives bruyantes et infructueuses d'infliger un démenti aux social-démocrates et de les convaincre d'avoir parlé contre la vérité).

C'est précisément parce que ces discours ont été prononcés par de simples ouvriers, nullement à l'avant-garde par le degré de leur développement, et qu'ils les ont prononcés non pas en tant que membres de telle ou telle organisation

mais en tant que gens de la foule, c'est précisément parce qu'ils ont mis l'accent non pas sur leurs convictions personnelles mais sur les faits de la vie de chaque prolétaire ou semi-prolétaire en Russie, qu'une impression aussi encourageante ressort de leur conclusion qui est celle-ci : « voilà pourquoi nous sommes allés consciemment manifester contre le gouvernement autocratique ». Le caractère commun, général des faits dont ils ont tiré cette conclusion constitue la garantie que des milliers, des dizaines et des centaines de milliers de gens peuvent venir eux aussi à la même conclusion et y viendront inévitablement, si nous savons continuer à agir sur eux, si nous savons élargir et renforcer notre action révolutionnaire (social-démocrate) systématiquement dans la fidélité aux principes et sur tous les fronts. Nous sommes prêts à aller au bagne pour notre lutte contre l'esclavage politique et économique, maintenant que nous avons senti le souffle de la liberté, ont dit quatre ouvriers de Nijni-Novgorod. Nous sommes prêts à aller à la mort, leur ont en quelque sorte fait écho les milliers d'ouvriers de Rostov qui ont conquis pour quelques jours la liberté des réunions politiques et repoussé toute une série d'attaques militaires contre la foule désarmée.

« In hoc signo vinces » *, nous reste-t-il à dire à l'adresse de ceux qui ont des yeux pour voir et des oreilles pour entendre.

L'« Iskra » n° 29
1er décembre 1902

Conforme au texte du journal

* Par ce signe tu vaincras. *(N.R.)*

AUX ÉLÈVES DES ÉCOLES SECONDAIRES [101]

En saluant de tout cœur l'initiative énergique des lycéens, nous leur donnerons pour notre part le conseil amical suivant. Efforcez-vous de donner pour but essentiel à votre organisation l'éducation personnelle, la formation de social-démocrates convaincus, fermes et conséquents. Séparez le plus strictement possible ce travail de préparation extrêmement important et nécessaire de l'activité pratique immédiate. Efforcez-vous lors de votre entrée (et *avant* votre entrée) dans les rangs de l'armée active de nouer les rapports les plus étroits (et les plus clandestins) avec les organisations social-démocrates locales ou nationales, afin que vous n'abordiez pas vos tâches dans l'isolement, afin que vous puissiez non pas recommencer depuis le début mais continuer ce qui a été déjà fait, trouver tout de suite votre place dans des formations organisées et faire avancer le mouvement en l'élevant à un degré supérieur.

L'« Iskra », n° 29, 1er décembre 1902

Conforme au manuscrit

À PROPOS DU GROUPE « SVOBODA »

Ce qui suit va nous montrer quelle est l'attitude de messieurs les « révolutionnaires-socialistes » à l'égard de l'examen des divergences sur le fond. Dans la brochure *Que faire ?* Lénine a lancé ouvertement un défi au groupe « Svoboda » en lui demandant de réfuter la thèse selon laquelle une « organisation des révolutionnaires » est nécessaire pour *étendre et renforcer le travail dans les masses.* La même brochure expliquait de façon circonstanciée à M. Nadejdine tout le caractère nuisible et toute l'inconvenance de la légèreté théorique, des jongleries avec le programme (un « révolutionnaire-socialiste » et avec cela presque un social-démocrate !), des flottements tactiques entre le révolutionnisme et l'« économisme », entre le terrorisme et la lutte de classe du prolétariat. Il y était franchement indiqué et démontré que « Svoboda » *se laissait aller à la démagogie* *. M. Nadejdine a préféré éluder ce défi. Au lieu de la lutte ouverte à visière levée ce noble foudre de guerre a préféré agir derrière le paravent d'un différend d'organisation. Dans une « revue pour les ouvriers » (??) le groupe « Svoboda », sans expliciter son point de vue, se contente de récriminations, excitant les « masses » contre l'« organisation des révolutionnaires » et leur affirmant que l'*Iskra* est en train d'abattre le « tronc vigoureux » de l'« économisme ». Discuter sur le fond, ce n'est sans doute, qu'un passe-temps pour intellectuels. Pour les « masses », il suffit bien de crier contre les « petits chefs » et de faire des astuces du genre du « ventre creux et de l'esprit de Dieu », des « nuisibles chaussures à clous », des « cochons et des tê-

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, pp. 463-479. (*N.R.*)

tes de bois », de la « matière grise ramollie », de la « science du casse-gueule et du caresse-échine », etc. (voir *Otkliki* pp. 30 à 55). Messieurs nos révolutionnaires-socialistes et socialistes-révolutionnaires continuent à rabaisser la littérature de « masse » au niveau de la littérature pseudo-populaire, et pour ce service ils exigent qu'on leur donne le droit de semer la zizanie et la démoralisation dans toutes les questions sérieuses du parti. En fait de programme : de la comptabilité en partie double, en fait de tactique : de la comptabilité en partie double, en fait d'activité pratique : de la démagogie, voilà le portrait du groupe « révolutionnaire-socialiste » « Svoboda ».

L'« Iskra » n° 30, 15 décembre 1902

Conforme au texte du journal

FRAGMENT D'UN ARTICLE CONTRE LES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES

La rencontre du socialisme et du mouvement ouvrier (gage *unique* d'un mouvement révolutionnaire réel et solide) n'est pas une chose facile, et l'on ne saurait s'étonner que sa réalisation s'accompagne de divers flottements, écrivions-nous, il y a juste deux ans, dans le premier article du premier numéro de l'*Iskra* *. Et s'il était nécessaire de lutter contre une tendance (un courant) qui avait choisi la bonne voie mais qui définissait de façon fausse les tâches à accomplir dans cette voie, il est encore bien plus nécessaire de lutter contre une tendance qui ne songe pas le moins du monde à la fusion d'un socialisme tant soit peu cohérent et réfléchi avec le mouvement ouvrier. Privée de base sociale, n'ayant aucune liaison avec quelque classe sociale que ce soit, cette tendance essaie de cacher son impuissance intrinsèque sous la hardiesse du projet, la « largeur » du programme, *c'est-à-dire* l'assemblage sans principe des programmes les plus divers et les plus contradictoires, et pour cette raison, applicables aussi bien aux intellectuels qu'au prolétariat et à la paysannerie. On peut donc ne distinguer derrière l'intelligentsia *en masse* **, de même que derrière l'opposition libérale, aucune classe sociale (d'autant plus que la tendance libérale populiste, envers laquelle le vieux socialisme russe, de même qu'aujourd'hui les socialistes-révolution-

* Voir V. Lénine, Œuvres, t. 4, p. 383. (*N.R.*)
** En français dans le texte. (*N.R.*)

naires, a été incapable d'avoir une attitude critique, se déclare en dehors des classes). On peut aborder la paysannerie en lui proposant non point des solutions aux questions « maudites » des fondements de son existence, de sa place dans l'évolution économique et sociale de la Russie et du monde, mais des phrases révolutionnaires et socialistes (à première vue socialistes) si générales qu'elles ne contredisent dans la mesure du possible aucune des solutions de la question paysanne déjà arrêtées et affirmées. La période tourmentée que nous traversons, lorsque tantôt ici, tantôt là, la lutte explose, permet de profiter du vacarme de cette lutte pour éluder toutes les questions de principe, de se borner à soutenir avec sympathie toutes les manifestations de cette lutte et à inventer la « résistance individuelle » en période de relative accalmie. On obtient ainsi une tendance très révolutionnaire par ses phrases, mais pas du tout révolutionnaire par ses conceptions réelles et ses liens avec la classe révolutionnaire, une tendance révolutionnaire par la brutalité de ses attaques contre le gouvernement et en même temps parfaitement incapable d'apprécier de façon juste la tactique générale de ce gouvernement et de donner la réponse qui convient à cette tactique. En effet, il n'est pas difficile de voir que malgré tous les sursauts et toutes les hésitations, malgré tout le désarroi du gouvernement dans tels ou tels cas particuliers, sa tactique générale fait nettement paraître ses deux systèmes principaux de défense.

Rédigé en décembre 1902.
Publié pour la première fois en 1939 dans le n° 1 de la revue « Proletarskaïa Révolioutsia »

Conforme au manuscrit

PROJET D'ADRESSE DU COMITÉ D'ORGANISATION DE RUSSIE À LA LIGUE, À L'UNION ET AU C.B.E.

En application de la résolution de la conférence de printemps (1902) du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, le *Comité d'organisation* propose à la Ligue de la social-démocratie révolutionnaire russe [102], à l'« Union des social-démocrates russes » [103] à l'étranger et au Comité du Bund à l'étranger la formation d'une section étranger du Comité d'organisation du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

Les fonctions de cette section étranger du Comité d'organisation russe doivent être les suivantes :

1) mise au point de la question de la représentation au congrès des organisations social-démocrates à l'étranger. La décision finale en cette question dépend du Comité d'organisation de Russie et ensuite du congrès lui-même ; 2) coopération à partir de l'étranger à l'organisation du congrès (par exemple argent, passeports, etc.) et 3) préparation de l'unification des organisations social-démocrates à l'étranger, dont la nécessité est si urgente dans l'intérêt du parti et de tout le mouvement ouvrier social-démocrate en Russie.

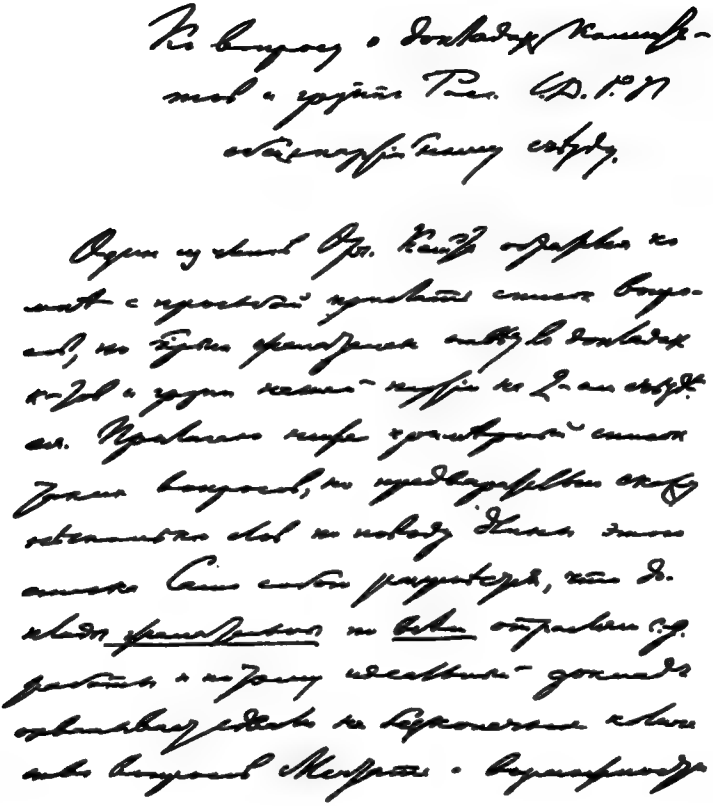
Rédigé en décembre 1902-janvier 1903.
Inédit

Conforme au manuscrit

LA QUESTION DES RAPPORTS DES COMITÉS ET GROUPES DU P.O.S.D.R. AU CONGRÈS DU PARTI [104]

Un membre du Comité d'organisation m'a prié de lui envoyer une liste de questions auxquelles il serait souhaitable que les comités et les groupes de notre parti donnent une réponse dans leurs rapports à son deuxième congrès. On trouvera ci-dessous une liste approximative de ces questions; mais auparavant, je dirai quelques mots de la longueur de cette liste. Il va de soi qu'il est *souhaitable* d'avoir des rapports sur *toutes* les branches du travail social-démocrate, et que par suite, le rapport idéal devrait presque englober un nombre infini de questions. On ne peut évidemment songer à voir présenter des rapports aussi complets. Néanmoins, je considère comme indispensable et très important que le Comité d'organisation s'efforce de faire connaître à chaque comité ou groupe l'*ensemble* des questions intéressantes (et nécessaires) pour le congrès. Notre deuxième congrès sera, plus que le premier, de caractère *constituant*, et par suite, il faut appliquer tous nos efforts pour que les rapports soient plus complets et plus étoffés : plus grande sera la *part* du programme de rapport idéal que remplira chaque groupe, plus l'ensemble du mouvement sera présenté à notre congrès avec ampleur et précision, et plus durables seront les résultats du congrès.

Il faut que la préparation des rapports et leur discussion dans les comités et les groupes, etc., commencent le plus longtemps possible avant le congrès. Il serait extrêmement im-



Première page du manuscrit de V. Lénine « La question des rapports des comités et groupes du P.O.S.D.R. au Congrès du parti ». — Décembre 1902 — janvier 1903

Réduction

portant à cet égard, premièrement, que les comités et les groupes répartissent le travail d'élaboration des rapports entre de nombreux membres ; deuxièmement, qu'*immédiatement* après la mise au point de *chaque* partie du rapport (sans attendre que l'*ensemble* de celui-ci soit prêt), ils en envoient une copie à l'étranger, c'est-à-dire en lieu sûr ; troisièmement, qu'ils s'efforcent de faire participer à ce travail non seulement des membres actuels, mais aussi des anciens membres, non seulement des membres actifs, mais aussi des membres retirés du mouvement, c'est-à-dire des gens se trouvant en déportation ou à l'étranger. A ces personnes, on peut confier l'établissement de rapports soit sur un groupe déterminé de questions, soit sur une période particulière, durant laquelle ils ont milité dans un comité ou dans un groupe. De tels rapports ou parties de rapports peuvent grandement faciliter la tâche des délégués au congrès. Il va de soi également que les délégués devront utiliser aussi les publications du parti, qui contiennent un foisonnement de réponses aux questions du rapport, c'est-à-dire s'efforcer de rassembler cette littérature, d'en extraire l'essentiel, d'en corriger les erreurs, d'y compléter ou d'y ajouter ce que des considérations de clandestinité avaient empêché d'y trouver place, etc. (il est très important aussi de faire participer à ce travail d'anciens membres des comités ou groupes se trouvant momentanément à l'étranger). D'ailleurs, à propos de clandestinité, il faut ajouter que pour certaines questions, on ne peut ni ne doit établir de réponses écrites, car ce serait divulguer des secrets. Mais il est cependant indispensable de réfléchir sur les réponses à ces questions, de les préparer et de les discuter dans les comités et les groupes, car au congrès du parti, un rapport sur ces questions sera *obligatoire* (sinon devant le congrès *in pleno*, du moins devant une commission spéciale, devant le C. C., etc.).

Afin d'entraîner le plus grand nombre de gens possible à l'établissement des rapports, il serait souhaitable de faire circuler *la liste* des questions *elle-même* (avec les compléments apportés par les différents comités, groupes ou camarades) *le plus largement possible* ; seul le fait que ces questions et rapports sont destinés au IIe Congrès du parti ne devant pas être communiqué à la masse des social-démocrates.

Enfin, une question se pose : sur quelle période doivent porter les rapports ? D'un point de vue formel, on dira : sur la période qui va du premier au deuxième congrès, c'est-à-dire de 1898 à 1903. Mais du fait que le premier congrès a été incomplet, qu'il a duré trop peu de temps et qu'il s'est déroulé dans de très mauvaises conditions, il serait souhaitable d'étendre les rapports à la période qui a précédé l'année 1898.

Il ne serait peut-être pas superflu également de préciser qu'une liste très détaillée de questions concernant les rapports n'a nullement besoin d'être commentée, en ce sens que les meilleurs délégués au congrès seront ceux qui connaissent le mieux l'histoire du mouvement ou en général les camarades les plus capables de répondre à toutes ces questions. Le congrès doit avoir une portée pratique pour unifier le mouvement et lui donner une puissante impulsion, et les meilleurs délégués doivent être les camarades qui, même nouveaux, sont les plus énergiques, ont la plus grande influence et se consacrent le plus pleinement au travail révolutionnaire. Quant aux rapports, ils peuvent être le fruit du travail de nombreuses personnes, et de plus, il peut s'avérer possible dans certains cas d'envoyer une délégation de plusieurs personnes : il serait éminemment souhaitable d'offrir à *un grand nombre de délégués ouvriers* la possibilité d'être présents au congrès.

Je donne maintenant la liste des questions, divisées en huit sections ou groupes (une division en questions distinctes ou même en groupes de questions est souvent artificielle, et n'est faite que pour la commodité de l'examen, car toutes les questions sont liées entre elles de la façon la plus étroite).

I. LE MOUVEMENT OUVRIER, SON HISTOIRE ET SON ÉTAT ACTUEL

1. Bref exposé des conditions et de la situation de l'industrie. Nombre, composition, répartition et autres particularités du prolétariat local (industriel, commerçant, artisanal, etc., et peut-être aussi agricole).

2. Dans quelle mesure les ouvriers sont-ils touchés par l'agitation socialiste ? Quels quartiers ? Quelles usines ? Quelles fabriques ? Quels ouvriers à domicile, etc. ? Décrire avec le plus de détails possible l'élargissement de ce cercle d'ouvriers depuis le début du mouvement.

3. Enumération la plus complète possible des grèves passées et description détaillée de chaque grève tant soit peu importante. Des données d'ensemble sont souhaitables.

4. Outre les grèves, y a-t-il eu des cas notables de boycottage et autres actions collectives * des ouvriers ? Donner des détails.

5. Quels cercles ouvriers ont existé et existent ? Quelles caisses ? Quelles associations éducatives ? Quelles organisations ouvrières ? Quels syndicats ? Décrire de la façon la plus complète possible toutes les associations de ce genre, leur type d'organisation, leur composition la plus fréquente, le nombre de leurs membres, leur durée, le caractère de leur fonctionnement, les résultats de l'expérience ainsi acquise, etc.

6. A-t-on essayé de mettre sur pied des sociétés ouvrières légales ? Indications détaillées sur chacune de ces tentatives et ses résultats, son influence, son sort, sa situation et sa signification actuelles. La même chose sur les associations zoubatoviennes. Y a-t-il eu des expériences d'utilisation des sociétés légales pour les buts de la social-démocratie ?

7. Influence de la crise actuelle ? La définir de préférence d'après les données fournies par les ouvriers. Les chômeurs, leur état d'esprit, l'agitation menée parmi eux, etc.

II. HISTOIRE DES CERCLES SOCIALISTES LOCAUX, APPARITION DES SOCIAL-DÉMOCRATES, LUTTE DES TENDANCES AU SEIN DE CES CERCLES

8. Restait-il des vestiges des vieilles organisations socialistes au moment de l'apparition des social-démocrates ? En quoi consistaient-ils et quelle était leur influence ? Qui a

* Déclarations collectives ? réunions publiques ? participation à des « attestations » publiques ? etc., etc.

commencé la propagande et l'agitation dans la classe ouvrière, et quand ? Les gens de la « Narodnaïa Volia » ? Leur attitude à l'égard des social-démocrates ?

9. Quand et dans quelles circonstances sont apparus des social-démocrates isolés ou des cercles social-démocrates ? Décrire avec le plus de détails possible *chaque* cercle (conformément au programme donné), son importance et son influence sur les cercles formés par la suite.

10. Comment se sont formées et développées les conceptions social-démocrates dans les cercles locaux ? Influence des autres localités (villes) ? des publications venant de l'étranger ? des éditions marxistes légales (et de la « critique du marxisme ») ? Caractériser l'influence de ces trois facteurs séparément et avec le plus de détails possible.

11. Divergences parmi les social-démocrates. En existait-il avant la parution du Manifeste de 1898 ? En quoi exactement s'exprimaient-elles ? N'ont-elles pas laissé des traces écrites ? Comment le Manifeste a-t-il été accueilli ? Quelles protestations ou quels mécontentements a-t-il provoqués ? Et de la part de quoi ? Comment précisément sont apparues les conceptions dites « économistes » ? Comment se sont-elles développées et répandues ? Il est très important de donner ces renseignements de façon précise et documentée par rapport à chaque « étape » économique dans le mouvement local. Comment se sont exprimées les divergences dans les jugements sur les différents organes du parti — la *Rabotchaïa Gazéta* (1897) [105], le *Rabotnik* [106] publié à l'étranger et ses *Feuilles*, la *Rabotchaïa Mysl*, le *Rabotchéié Diélo*, l'*Iskra*, la *Zaria*, *Borba*, *Jizn* [107], etc., etc. — et dans la lutte entre leurs partisans.

11. *bis*. Y a-t-il eu des scissions et des discordes entre les ouvriers et l'« intelligentsia » parmi les social-démocrates ? Il est très important d'en expliquer les causes et l'influence.

12. De quelle manière précisément s'est déroulée la lutte des tendances dans les cercles locaux ? Seulement parmi les intellectuels social-démocrates ? Ou parmi les ouvriers aussi ? Parmi les cercles étudiants en rapports avec le mouvement ? Cette lutte s'est-elle traduite par des scissions ? Par la formation de groupes séparatistes ? S'est-elle

déclenchée pour des questions de principe ? Pour le contenu des tracts ? Pour la question des manifestations ? A propos de l'attitude à l'égard du mouvement des étudiants ? Pour la question des revendications du premier Mai ?

Décrire avec beaucoup de détails le déroulement et les conséquences de la lutte des tendances et la situation actuelle à cet égard

III. L'ORGANISATION DU COMITÉ LOCAL, DES GROUPES ET DES CERCLES LOCAUX

13. Composition prédominante du comité (ou bien du groupe, du cercle, et s'il y en a beaucoup, de chacun d'eux en particulier) ? Estudiantine ? Ouvrière ? Se forme-t-il par élection (et selon quel mode précis ?) ou autrement ? Y a-t-il un comité spécial pour les intellectuels ou pour les ouvriers ? Y a-t-il des groupes spéciaux techniques, de propagandistes, d'agitation ? littéraires, centraux, d'arrondissement, locaux, exécutifs ? les rapports entre eux selon les « statuts » (s'il en existe) et dans la réalité ? Les assemblées générales, leur compétence, leur fréquence et leur ampleur ? L'organisation des liaisons avec les autres villes et l'étranger (c'est-à-dire personnes particulières, groupes, ou personnes se trouvant en dehors des groupes, etc.) ? L'organisation de la diffusion des publications? L'organisation des tournées ?

Conclusions de l'expérience dans le domaine de l'organisation et points de vue dominants sur les principes d'organisation dans les comités, chez les intellectuels et chez les ouvriers ?

Il est particulièrement important de mettre en lumière de façon détaillée les causes et les *conséquences* de l'apparition de comités spéciaux d'intellectuels et d'ouvriers (d'usines, artisanaux, etc.).

14. Extension du travail à des localités voisines et autres ? Sous quelle forme s'est-elle effectuée : de façon organisée ou fortuite ? Des tentatives ont-elles été faites de constituer des organisations régionales ou de participer à de telles organisations ?

Caractère des liaisons avec les autres localités.

Historique de la naissance et du fonctionnement des organisations régionales. Composition du comité central de région ? Rapports avec les comités locaux ? Collecte de fonds ? Caisses de région ? Dépôts de publications ? Influence des organisations de région sur l'ampleur du travail, sa constance, liaison entre les comités locaux et autres, etc.

15. Finances du comité ? Données d'ensemble sur les recettes et les dépenses (d'après les bilans, s'il y en a eu) pendant toute l'existence du comité ? Budget ordinaire et budget moyen, caractère des ressources, collectes auprès des ouvriers, imposition des membres, payement des publications, soirées, dons, etc. (influence de l'*Osvobojdénié* et des socialistes-révolutionnaires dans ce domaine).

Importance et caractère des dépenses : travail technique ? Entretien des permanents ? Voyages ? etc.

IV. CARACTÈRE, CONTENU ET AMPLEUR DU TRAVAIL LOCAL

16. La propagande. Composition (des cercles) de propagandistes, leur nombre, formes d'action ? Y a-t-il des ouvriers parmi eux ? Les étudiants dominent-ils ? Y a-t-il un contrôle et une direction de la part des camarades plus expérimentés ? Programmes habituels des conférences et leur évolution avec le temps ? Sensibilisation et suggestions des ouvriers en ce qui concerne tel ou tel sujet ? A-t-on expérimenté l'envoi de conférenciers avec de bons exposés dans différentes villes, différentes régions, etc. ? Composition et importance numérique, fréquence et ambiance des réunions de lecture ?

17. L'agitation économique. Depuis quand a-t-on commencé à sortir des tracts ? Peut-on faire le compte de tous les tracts et exemplaires sortis ? (approximativement ?) Quels quartiers, quelles usines et quels secteurs d'activité ont été touchés par cette agitation ? Comment les tracts sont-ils établis et ratifiés ? Les ouvriers y prennent-ils part ? Procédé d'édition et de *diffusion* ? Y a-t-il des colporteurs ouvriers ? Dans quelle mesure la demande de tracts est-elle satisfaite ?

18. L'agitation politique. Passage de l'agitation économique à l'agitation politique ? Quand a-t-il commencé ?

A-t-il provoqué des protestations ? Quand a-t-on eu les premiers tracts politiques ? Y a-t-il eu une époque où l'on sortait *uniquement* des tracts économiques ? Façon d'envisager l'agitation politique et prétextes de cette agitation ? Décrire avec le plus de détails possible son extension, tant par le caractère des tracts que par les sphères qu'ils atteignent. Des documents sont souhaitables, car il est souhaitable de connaître *tous les cas* d'agitation politique et toutes les sphères touchées. A-t-il été menée seulement parmi les ouvriers, ou parmi les autres classes aussi (cf. ci-dessous) ? Comment et selon quelles règles les tracts sont-ils établis, quelle en est la demande, et dans quelle mesure est-elle satisfaite ? Des tracts locaux ou des tracts généraux, lesquels sont les plus nécessaires ?

19. Les publications. Quels textes illégaux diffuse-t-on ? Les énumérer, indiquer leur degré de diffusion, l'attitude du comité et des ouvriers (ou du public en général) à l'égard de *chaque* publication (brochure et autres), le moment de la distribution, la demande, les couches de la population qui demandent de préférence tel ou tel genre de textes ?

Distribution, dispersion, lecture en commun dans les cercles ? Quels points ont-exigé des explications de la part des intellectuels ? Pratique-t-on largement la lecture commentée ? De quelles œuvres ?

20. Les organes locaux et généraux du parti. Historique de l'organe local : périodicité ? tirage ? Comment a été aménagée la partie littéraire ? Collecte et conservation (perte ?) des documents ? Organisation de la collaboration aux organes locaux et généraux ? Groupes littéraires spéciaux ? Les « reporters » ? Liaisons dans les milieux littéraires ? Procédés d'expédition des correspondances ? par l'intermédiaire du comité ? individuellement ? Cela est-il fait largement ? Tentatives d'utiliser les étudiants ? les déportés ?

Conclusions et demandes au sujet des organes de presse.

21. Rassemblements du Premier Mai. Historique de chacune de ces réunions et leçons à en tirer pour l'avenir.

22. Les manifestations. Ensemble des caractéristiques de chaque manifestation. Tentatives d'organisation en général ? De résistance, en particulier ? D'armement ? Points de vue des ouvriers et des « praticiens » en général sur cette question ?

Complément et vérification des publications du parti sur les manifestaitions.

Attitude actuelle envers cette question.

V. ATTITUDE ENVERS LES GROUPES RÉVOLUTIONNAIRES (ET EN PARTICULIER SOCIAL-DÉMOCRATES) DES AUTRES RACES ET NATIONALITÉS

23. Y a-t-il des ouvriers d'autres nationalités ou races ? Travail mené parmi eux ? Est-il organisé ou occasionnel ? En quelle langue ? Attitude envers les groupes social-démocrates travaillant dans le voisinage en d'autres langues ? Une analyse exacte et détaillée de ces rapports est souhaitable . Y a-t-il des désaccords ? A propos de la question de principe sur un programme nationaliste ? A propos de la tactique ? De l'organisation ? Relations de collaboration à établir ? Possibilité d'un *seul* organe du parti ? La fédération est-elle souhaitable, et de quel type ?

VI. IMPRIMERIES, TRANSPORT ET ÉQUIPEMENT POUR LE TRAVAIL CLANDESTIN

24. Les imprimeries. Expérience de leur installation. Dépenses en argent et en personnel. Rendement. Besoins en imprimeries locales (pour les tracts ?) et en imprimeries communes à plusieurs villes ? Aspects technique, structurel, financier, clandestin de l'affaire ?

25. Transport. Y a-t-il eu des liaisons dans ce domaine ? Des réalisations ? Historique de chacune d'elles et renseignements détaillés sur la mise en train, la marche des choses, les résultats et les vues pour l'avenir. Organisation souhaitable.

26. Vie clandestine de l'organisation. Appartements clandestins ? Signes de reconnaissances ? Y a-t-il des planques ? Fournitures de passeports ? Expérience dans ce domaine ? Y a-t-il des liaisons pour cela ?

Organisation des rendez-vous ?

Dépistage des mouchards ? Lutte contre les mouchards et les provocateurs ? Ses formes, utilisées ou souhaitées ?

Codes chiffrés. Correspondance entre les villes, à l'intérieur des villes, avec l'étranger ?

Conférences sur la question : « comment se comporter aux interrogatoires » ? Nécessité de cette brochure et d'autres du même genre ?

Les archives du comité ? Y en avait-il auparavant et étaient-elles conservées ? et maintenant ?

VII. LIAISONS ET ACTIVITÉ DANS LES COUCHES DE LA POPULATION AUTRES QUE LA CLASSE OUVRIÈRE

27. Le travail dans la paysannerie ? Y a-t-il des liaisons particulières ? Renseignements détaillés à leur sujet ? Comment ont-elles été établies, comment sont-elles entretenues, et avec quels paysans ? Avec des ouvriers agricoles ? Rôle des ouvriers qui se retirent à la campagne ?

Essais de propagande ? De diffusion de brochures ? de tracts ? Lesquels, et avec quels résultats ?

Situation actuelle et perspectives d'avenir.

28. Les étudiants. Action occasionnelle et individuelle, ou organisée ? Sort-il beaucoup de social-démocrates du milieu étudiant ? Y a-t-il des liaisons avec les cercles d'étudiants, leurs amicales, leurs conseils d'unions ? Comment s'effectuent ces relations ? Les conférences ? La diffusion des publications ? Etat d'esprit dominant parmi les étudiants et historique de l'évolution des différentes attitudes.

Attitude envers les troubles chez les étudiants ?

Participation des étudiants aux manifestations ? Tentatives de s'entendre là-dessus à l'avance ?

Les étudiants comme propagandistes, leur formation ?

29. Les établissements d'enseignement secondaire, les lycées, les séminaires et autres, les écoles de commerce ? Types des relations avec les élèves ? Attitude à l'égard du tournant pris par le mouvement parmi eux ? Tentatives d'organisation de cercles et de cours ? Y avait-il (souvent ?) des social-démocrates parmi les lycéens sortants (ou n'ayant pas encore terminé le lycée) ? Des cercles ? des conférences ? les publications étaient-elles diffusées ?

30. Relations avec la « société » ? Y en avait-il auparavant ? Et maintenant ? Parmi quelles couches de la popu-

lation ? Sur quelles bases : Collectes d'argent? Distribution de publications ? Pour l'aménagement de bibliothèques légales ? Pour recueillir des informations et des correspondances ? Changements dans l'attitude de la « société » envers les social-démocrates ? Les publications social-démocrates sont-elles demandées ? Liaisons dans le monde des fonctionnaires ? Parmi les employés des postes et télégraphes, des chemins de fer ? Parmi l'inspection du travail ? Parmi les fonctionnaires de la police ? Parmi les membres du clergé ? etc. ?

Il est souhaitable que l'on soit mis au courant également de l'expérience que possèdent les différents membres du comité dans leurs rapports personnels avec les diverses couches.

31. Liaisons dans les milieux militaires ? Rôle des intellectuels et des ouvriers social-démocrates qui ont effectué leur service militaire ? Liaisons parmi les officiers et sous-officiers ? Comment sont entretenues et utilisées ces liaisons ? Valeur de ces liaisons dans les domaines de l'agitation, de la propagande, de l'organisation, etc.

Sur cette question et les précédentes, il est souhaitable d'avoir des données particulièrement détaillées, du fait de la nouveauté du problème et de la nécessité de généraliser et de relier entre elles de nombreuses expériences isolées et disparates.

VIII. ETAT DES COURANTS RÉVOLUTIONNAIRES NON SOCIAL-DÉMOCRATES ET D'OPPOSITION, ET ATTITUDE À LEUR ÉGARD

32. Tendances libérales. Tendances libérales-populistes. Dans la société ? chez les étudiants ? L'*Osvobojdénié*, sa diffusion (parmi les étudiants ? les ouvriers ?) et son influence ? Y a-t-il des cercles de partisans de l'*Osvobojdénié* ? Leur attitude envers les social-démocrates ?

Intérêt suscité par l'*Osvobojdénié* dans les cercles social-démocrates et point de vue sur ce journal ? Est-il utilisé pour la propagande et l'agitation ?

Réunions communes contradictoires ?

33. Les socialistes-révolutionnaires. Historique détaillé de leur apparition dans la localité donnée ? Quand ? A

partir des partisans de la « Narodnaïa Volia » ? Passage au socialisme-révolutionnaire ? Influence de l'« économisme » ? Caractère et composition de leurs liaisons et de leurs cercles ? Vieux militants ? Etudiants ? Ouvriers ? La lutte contre la social-démocratie, son déroulement et ses méthodes ?

Groupes unifiés de social-démocrates et de socialistes-révolutionnaires. Historique détaillé de ces groupes, renseignements sur leur travail, sur leurs *tracts*, leurs résolutions, etc.

Causes particulières de la faiblesse ou de la force des socialistes-révolutionnaires ? Engouement pour le terrorisme : Chez les étudiants ? Dans les milieux ouvriers ?

Le travail des socialistes-révolutionnaires parmi la paysannerie ? Caractère de leurs liaisons et de leur activité dans ce milieu ? Influence de leur « programme agraire » ?

34. Autres groupes et tendances. « Svoboda », « Parti ouvrier de la libération politique de la Russie », « machaïstes » [108], partisans du « Rabotchéié Znamia », etc. Définir leurs points de vue, leur attitude envers la social-démocratie, donner des renseignements sur leurs liaisons et leur travail.

Rédigé en décembre 1902-janvier 1903.
Publié pour la première fois en 1924 dans le n° 1 de la revue « Prolétarskaïa Révolioutsia »

Conforme au manuscrit

LES ZOUBATOVISTES DE MOSCOU À PÉTERSBOURG

Les *Moskovskié Viédomosti* (n° 345 du 15 décembre 1902) publient une « Lettre à l'éditeur » de l'ouvrier F. Slépov, lettre que nous reproduisons *intégralement* ci-dessous. Tout d'abord, nous voudrions encourager notre très estimé « confrère », M. Gringmuth, rédacteur en chef des *Moskovskié Viédomosti*, pour avoir publié un document aussi intéressant. Et sans aucun doute, M. Gringmuth a besoin d'encouragements, car sa si utile activité de recherche (et de publication) de textes pouvant servir à l'agitation révolutionnaire s'est quelque peu ralentie, a quelque peu pâli ces derniers temps... on sent un manque d'enthousiasme. Il faut s'appliquer, cher collègue ! Deuxièmement, il est maintenant de la plus haute importance pour les ouvriers de Pétersbourg de suivre chaque pas du zoubatovisme, de rassembler plus régulièrement, de répandre plus largement et de commenter de façon plus circonstanciée au plus grand nombre les informations montrant les ouvriers qui ont donné le baiser de paix aux mouchards en train de converser avec les généraux passés, présents et à venir, dames du grand monde et intellectuels « authentiquement russes ».

Voici cette lettre, à laquelle nous ajoutons quelques remarques entre parenthèses :

« Monsieur, ne vous serait-ce pas possible de publier dans les *Moskovskié Viédomosti*, qui jouissent de la considération de tous les vrais Russes, ce qui suit :

« Le 10 de ce mois, à Saint-Pétersbourg, dans les locaux du « Rousskoïé Sobranié » [109], s'est tenue une réunion des membres du Conseil dudit « Rousskoïé Sobranié », exclusivement consacrée aux questions qui concernent la vie quoti-

dienne des ouvriers d'usines russes. — Parmi les représentants les plus en vue de la société pétersbourgeoise, on apercevait : le général K. Komarov, ancien adjoint du gouverneur général de Varsovie, le contrôleur-général A. Vassiliev, le colonel A. Vérétennikov, le comte Apraxine, le comte A. Ignatiev, ancien gouverneur général de Kiev, le comte P. Golénichtchev-Koutouzov, le général Zaboudski, l'amiral Nazimov, Nikolaï Viatchéslavitch von Plehve, I. Khrouchtchev, membre du Conseil du ministère de l'Instruction publique, le professeur Zolotariev, de l'Etat-Major général, V. Krivenko, le comte N. Heiden, le général Démianenkov, l'archiprêtre Ornatski et d'autres représentants de l'Eglise ; il y avait aussi des dames de la haute société pétersbourgeoise, ainsi que des représentants de la Municipalité, le maire Lélianov et Dekhtériev, membre du Conseil municipal. Représentaient la presse V. Komarov, rédacteur du *Svet*, V. Vélitchko, rédacteur du *Rousski Vestnik*, Syromiatnikov, collaborateur de *Novoïé Vrémia*, K. Sloutchevski, ancien rédacteur du *Pravitelstvenny Vestnik*, Léikine, rédacteur-éditeur de la revue *Oskolki*, le peintre Karazine, etc. — La réunion s'est ouverte par la lecture d'un rapport sur la situation des ouvriers industriels, qui a été lu par l'ouvrier I. Sokolov (voir à son sujet le n° 30 de l'*Iskra*, où est donnée, d'après le *Svet*, une liste plus complète des ouvriers zoubatovistes de Pétersbourg. *Note de l'« Iskra »*). Le rapporteur a principalement évoqué la situation actuelle de la classe ouvrière dans les villes industrielles, ses besoins matériels et culturels, son désir de s'instruire, etc. (Quel dommage que le rapport de M. Sokolov n'ait pas été imprimé ! Il aurait été intéressant de voir comment M. Sokolov a pu « évoquer » le désir des ouvriers de s'instruire sans parler de la façon dont la police s'acharne contre. *Note de l'« Iskra »*). Ensuite, des représentants des ouvriers de Moscou (ne serait-ce pas plus juste de dire : des représentants de la police secrète de Moscou ? N'est-ce pas avec l'argent de la police que vous et vos camarades, vous avez fait le voyage de Pétersbourg, M. Slépov ? *Note de l'« Iskra »*), dont je faisais moi-même partie, ont eu eux aussi l'honneur de participer à la réunion du « Rousskoïé Sobranié » et de présenter des rapports à l'honorable assemblée sur la situation dans le monde ouvrier de Moscou. Dans notre rapport, nous avons tout d'abord

exprimé notre profonde reconnaissance, au nom des ouvriers russes, aux membres du « Rousskoïé Sobranié » pour avoir permis à leurs représentants d'exposer la situation dans laquelle se trouve à l'heure actuelle la classe ouvrière en Russie. — Ensuite, nous avons demandé aux représentants de la haute société russe d'accorder une attention sérieuse à l'instruction des ouvriers russes (c'est ça ! C'est des hautes classes que l'ouvrier doit attendre son instruction... au moyen de la cravache, sans doute ! *Note de l'« Iskra »*), éducation qui est loin de se trouver dans un état satisfaisant, ce dont des individus mal intentionnés profitent avec succès pour mener la propagande socialiste (si le manque d'éducation est profitable aux *socialistes*, pourquoi donc alors le *gouvernement* ferme-t-il les écoles et les salles de lecture pour les ouvriers ? il y a là quelque chose qui ne va pas, M. Slépov ! *Note de l'« Iskra »*), portant ainsi préjudice non seulement aux ouvriers, mais à tout l'Etat russe. Ensuite, nous nous sommes efforcées d'attirer l'attention de l'honorable assemblée sur le manque de sympathie des fabricants et des entrepreneurs de Moscou pour l'idée des ouvriers moscovites de s'unir en une étroite famille, afin d'instituer leurs propres caisses d'entraide, si nécessaires pour les mettre à l'abri des atteintes du besoin. A cette occasion, nous avons prié les membres de l'honorable assemblée de soulever dans les sphères gouvernementales la question du crédit pour les caisses d'entraide ouvrières (voir dans le numéro 29 de l'*Iskra* le discours prononcé au tribunal par l'ouvrier Samyline, de Nijni-Novgorod, sur son arrestation pour avoir participé à un cercle économique. On vous en donnera de l'éducation ! On vous en donnera des caisses ! *Note de l'« Iskra »*). Il ne fait aucun doute que le soutien des besoins matériels des ouvriers constituerait la meilleure réfutation de la propagande mal intentionnée qui est menée parmi eux (est-il possible que M. Slépov — il y en a, des noms prédestinés ! [110] — pense sérieusement qu'un ouvrier conscient abandonnera, pour de misérables aumônes, son aspiration à la liberté ? Quant à « soutenir les besoins matériels » de la *masse* inconsciente et ignorante, cela n'est pas au pouvoir des protecteurs des zoubatovistes même les plus haut placés, car pour le faire, il faut d'abord changer toute la structure sociale, qui repose sur la misère des masses. *Note*

de l'« Iskra »). — Ces prétendus « *bienfaiteurs* » des ouvriers disent habituellement que ceux-ci ne peuvent améliorer leur existence qu'au moyen de la rébellion, de l'émeute, de la résistance aux pouvoirs publics, etc. Malheureusement pour nous, ces excitations ont quelques fois du succès, comme chacun sait. L'amélioration pacifique de la vie des ouvriers oppose le meilleur démenti aux agitateurs. Ensuite, nous avons eu l'honneur d'informer l'honorable assemblée qu'à Moscou, malgré un très fort chômage, la propagande socialiste a perdu ces derniers temps tout succès (or, nous avons tout récemment appris les arrestations monstres de Moscou ! Qui donc arrêterait-on et pourquoi, si la propagande avait perdu tout succès ? ? *Note de l'« Iskra »*), précisément parce que les ouvriers commencent déjà à s'organiser, ayant leur Société d'assistance mutuelle, leur Société de consommateurs, et parce que les pouvoirs publics ont déjà accordé une attention sympathique aux besoins des ouvriers, en permettant de créer pour eux des conférences de culture générale, etc. — Outre ce qui a été dit plus haut, nous avons également fait rapport à l'assemblée des cas qui se sont produits à Moscou, où nous avons travaillé en qualité de médiateurs à la conciliation entre les ouvriers et les usiniers et où nous avons non seulement mis fin aux désordres, mais aussi empêché ceux qui pouvaient éclater, comme par exemple à l'usine Hakenthal, à l'usine des frères Bromlay, à l'usine Dobrov-Nabholtz. Nous avons fait mention également de la grève des ouvriers de l'usine métallurgique Goujon, où les ouvriers des laminoirs et de la clouterie, bien qu'ayant cessé le travail, n'allèrent pas jusqu'aux désordres, et cela seulement grâce à notre intervention, et où des ouvriers se remirent au travail après avoir écouté nos conseils amicaux (lors de chaque grève, les ouvriers entendent déjà suffisamment de conseils « amicaux » de ce genre, tant de la part de la police que des inspecteurs du travail qui toujours les prient instamment de se « mettre au travail ». Ce ne sont pas des conseils d'amis, mais des conseils de policiers. *Note de l'« Iskra »*).

Les membres du « Rousskoïé Sobranié » ont écouté avec bienveillance nos rapports (et comment ne pas écouter avec bienveillance des ouvriers qui secondent la police ! *Note de l'« Iskra »*), et beaucoup d'entre eux ont émis l'opinion

qu'il était nécessaire de réfléchir sérieusement à la question des ouvriers et de donner aux ouvriers la possibilité et les moyens de se soustraire à l'influence des théories socialistes (tableau intéressant : des généraux et des popes, des mouchards de Zoubatov et des écrivains fidèles à l'esprit policier se proposent d'« aider » les ouvriers à se soustraire à l'influence des théories socialistes ! et aussi d'aider du même coup à prendre les ouvriers imprudents qui mordront à l'hameçon. *Note de l'« Iskra »*), en laissant se faire jour leur initiative, sous le contrôle de la législation gouvernementale et sous la direction de la partie de l'intelligentsia qui aime véritablement sa patrie et lui souhaite bonheur et prospérité (belle initiative que celle qui est contrôlée par la police ! Non, les ouvriers exigent désormais l'initiative dans la liberté à l'égard de la police, la liberté de choisir pour dirigeants des intellectuels en qui eux, les ouvriers, ont confiance. *Note de l'« Iskra »*). V. Komarov, A. Vassiliev, le colonel Vérétennikov, M. Dekhtériev, le peintre Karazine, le prince D. Golitsyne et beaucoup d'autres ont eu une attitude extrêmement chaleureuse à l'égard de la question ouvrière. Des idées ont été formulées sur la nécessité d'instituer des conseils spéciaux d'ouvriers avec un conseil central à leur tête, dont le rôle serait bienfaisant en ce sens qu'ils préviendraient les malentendus qui naissent entre les ouvriers et les industriels. Selon l'expression de M. Dekhtériev, il faut admettre une pareille institution parce que la foule ne peut jamais agir consciemment, et que ceux qui peuvent le mieux influencer la foule des ouvriers sont les ouvriers eux-mêmes, citant comme exemple les institutions de ce genre qui existent en France et qui accomplissent avec succès les tâches indiquées plus haut. (Oui, les Conseils d'ouvriers remportent des succès en France et en Europe en général. C'est vrai. Mais cela est dû au fait que là-bas, les ouvriers jouissent de la liberté politique, qu'ils ont leurs syndicats, leurs journaux, leurs élus aux parlements. M. Dekhtériev pense-t-il vraiment que les ouvriers de Pétersbourg sont assez naïfs pour ne pas savoir cela ? *Note de l'« Iskra »*). — La question d'un crédit du gouvernement aux caisses d'entraide des ouvriers a été également accueillie avec sympathie par les membres du « Rousskoïé Sobranié ». La réunion s'est terminée sur la résolution qui a été prise d'élire une commission

spéciale qui discutera des mesures à prendre sur cette question. — Nous espérons, M. le Rédacteur, qu'en tant que vrai Russe, vous ferez preuve également de sympathie envers nous, les ouvriers, et que vous permettrez que ce qui précède soit publié dans votre journal, afin que les meilleurs d'entre nous s'unissent tous pour lutter en commun contre les ennemis de notre patrie, qui sèment le trouble dans les masses populaires, sèment des germes de guerre intestine et affaiblissent la fidélité aux préceptes des anciens consacrés par les siècles, le respect et la vénération devant le pouvoir suprême. Nous croyons fermement qu'il y a en Russie des gens qui sont prêts à consacrer leurs forces au service de la patrie, à porter sur l'autel de la patrie leurs forces et leur talent, et, étroitement unis, à dresser un obstacle infranchissable au mensonge et au mal en Russie.

F. Slépov, ouvrier. »

Et à la fin, M. Slépov n'a pu éviter de se trahir ! Toute la sollicitude envers les besoins des ouvriers, toute la sympathie de la part du gouvernement, tout cela se ramène à une chose : former des groupes d'ouvriers pour la lutte contre le socialisme. Voilà la vérité. Et les ouvriers apprendront avec grand intérêt qu'outre le fouet, la déportation et la prison, MM. les ouvriers zoubatovistes vont encore leur inculquer « le respect et la vénération devant le pouvoir suprême ». Dans les réunions ouvertes, aucun ouvrier sensé n'ira dire ce qu'il pense : cela reviendrait à se désigner à la police. Mais au moyen de *nos* journaux, de *nos* tracts et de *nos* réunions, nous pouvons et nous devons obtenir que la nouvelle entreprise zoubatoviste tourne toute à l'avantage du socialisme.

L'« Iskra » n° 31,
1er janvier 1903

Conforme au texte du journal

COMMUNIQUÉ SUR LA FORMATION DU « COMITÉ D'ORGANISATION » [111]

Il y a quatre ans, un certain nombre d'organisations social-démocrates russes se sont unies pour former le « Parti ouvrier social-démocrate de Russie » et ont mis au point un plan d'organisation et des principes généraux d'activité, exposés dans un *Manifeste* [112] publié par le parti. Malheureusement, cette première tentative ne fut pas couronnée de succès. On ne disposait pas encore des éléments nécessaires pour créer un Parti social-démocrate uni et fort, menant une lutte inflexible pour la libération du prolétariat de tous les jougs et de toutes les exploitations. D'une part, les formes mêmes de l'activité pratique de la social-démocratie russe étaient seulement en train de se constituer ; engagée depuis peu sur le chemin de la lutte, la social-démocratie cherchait encore les moyens d'appliquer au mieux ses idées théoriques, sa démarche était encore hésitante et mal assurée. Le mouvement ouvrier, qui se trouve à la base de son activité et qui s'est exprimé par des grèves grandioses, vient d'exploser avec un éclat tel qu'il a aveuglé beaucoup de gens, leur masquant les tâches et les buts si clairs et si précis de la social-démocratie révolutionnaire et les amenant à se consacrer à la lutte étroitement professionnelle. D'autre part, les répressions gouvernementales incessantes, qui s'abattaient sur des organisations social-démocrates insuffisamment affermies et implantées, ont détruit toute continuité dans le travail, toute tradition d'activité.

Cependant, cette tentative infructueuse n'est pas sans avoir laissé de traces. L'idée même d'un parti politique organisé du prolétariat, qui guidait nos prédécesseurs, est devenue désormais l'étoile des Mages et le but désiré de tous les militants social-démocrates conscients. Au cours de ces quatre années, de multiples tentatives ont été faites pour réaliser cette idée que nous ont léguée les premiers militants social-démocrates. Mais aujourd'hui encore, nous nous trouvons exactement devant la même désorganisation que celle que nous connaissions il y a quatre ans.

Et pourtant, la vie exige sans cesse davantage de nous. Si les premiers militants du parti s'étaient donné pour tâche d'éveiller les forces révolutionnaires qui dormaient dans les masses ouvrières, nous devons quant à nous faire face à une tâche beaucoup plus com-

plexe : orienter les forces qui s'éveillent dans la bonne direction, se mettre à la tête de ces forces et les diriger. Nous devons être prêts d'un jour à l'autre à entendre le cri d'appel : « Conduisez-nous là où vous nous avez appelés ! », et il serait terrible que cet instant nous prenne au dépourvu, dans l'état de dispersion, d'impréparation où nous sommes actuellement. Et qu'on ne nous dise pas que nous exagérons la gravité de la situation. Quiconque est capable de voir plus loin que les rides à la surface de l'eau, quiconque est capable de discerner les phénomènes qui se déroulent en profondeur, celui-là ne nous soupçonnera pas d'exagération.

Mais d'autres circonstances encore aggravent la situation. Nous traversons un moment mémorable de notre histoire. L'éveil de la classe ouvrière en liaison avec l'évolution générale de la vie en Russie a appelé à l'action différentes couches de la société. Avec une conscience plus ou moins claire, elles tentent de s'organiser afin de se joindre d'une manière ou d'une autre à la lutte contre ce régime périmé. A la bonne heure ! La social-démocratie ne peut que saluer tous ceux qui se sont joints à cette lutte. Mais elle doit veiller soigneusement à ce que de semblables alliés ne fassent pas d'elle un marteau entre leurs mains, ne la rejettent pas de l'arène principale, ne la frustrent pas du rôle dirigeant dans la lutte contre l'autocratie, et, ce qui est l'essentiel, ne portent pas préjudice à la marche en avant de la lutte révolutionnaire en détournant celle-ci de la bonne voie. Que ce danger ne soit pas un effet de l'imagination, cela est évident pour quiconque a suivi de près la lutte révolutionnaire de ces dernières années.

Ainsi, à l'heure actuelle, la social-démocratie russe a devant elle une tâche immense, qu'aucun comité local, ni même aucune organisation régionale n'est de taille à accomplir. Si parfaites que soient les organisations locales, elles ne pourront jamais s'acquitter de cette mission, car celle-ci a déjà dépassé les cadres locaux. Elle ne peut être accomplie que par les efforts collectifs de tous les social-démocrates russes, rassemblés dans une seule armée centralisée et disciplinée. Mais qui doit prendre l'initiative de l'union ?

Cette question a été discutée l'année dernière à la conférence des représentants des organisations suivantes : l'« Union de lutte » de Saint-Pétersbourg, le Comité central des comités et organisations unifiés du Sud, l'organisation de l'*Iskra*, les Comités centraux (de Russie et de l'étranger) du Bund, l'« Union des social-démocrates russes à l'étranger » et quelques autres organisations. La conférence a chargé les représentants de certaines organisations de former un Comité d'organisation, qui prendrait sur lui la tâche de restaurer effectivement le Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

En application de cette décision, les représentants de l'« Union de lutte » de Pétersbourg, de l'organisation de l'*Iskra* et du groupe « Ioujny Rabotchi »* ont formé un Comité d'organisation qui se donne

* Il a été également proposé au Bund d'envoyer un représentant au Comité d'organisation, mais pour des raisons inconnues de nous, le Bund n'a pas répondu à cette invitation. Nous espérons que ces causes étaient purement fortuites, et que le Bund ne tardera pas à désigner quelqu'un.

pour premier et principal objectif de *préparer les conditions nécessaires à la convocation d'un congrès du parti.*

Mais compte tenu du fait que la convocation d'un congrès s'avère une chose extrêmement complexe qui exige beaucoup de temps, le Comité d'organisation, jusqu'au rétablissement d'une organisation centrale du parti, se charge de certaines fonctions générales (édition de tracts pour toute la Russie, questions générales de technique et de transport, établissement de liaisons entre les comités et autres).

Il va de soi que le Comité d'organisation, créé sur l'initiative particulière de quelques organisations, ne se trouve en rapports obligatoires qu'avec les organisations qui l'ont déjà mandaté ou le feront par la suite. Pour tous les autres comités ou groupes, il représente une organisation particulière qui leur propose ses services.

La tâche que le Comité d'organisation se décide à assumer est grande et lourde de responsabilités, et s'il a tout de même l'audace de le faire, c'est seulement parce que la nécessité de l'union est trop urgente, que le désarroi se fait trop sentir et qu'une désorganisation prolongée menace trop la cause commune. En se mettant à l'œuvre, le Comité d'organisation pense que le succès de cette activité dépendra dans une grande mesure de l'attitude qu'auront les organisations et comités social-démocrates à son égard, et cette attitude sera pour lui le critère de la justesse de l'appréciation qu'il a donnée sur la situation actuelle.

Décembre 1902.

Le Comité d'organisation.

* *
*

La déclaration du Comité d'organisation nouvellement formé plaide pour elle-même de façon suffisamment éloquente, et il est inutile que nous dépensions beaucoup de paroles pour montrer toute l'importance de la démarche ainsi effectuée. L'union, le rétablissement de l'intégralité du parti, c'est la question la plus urgente, celle qui exige le plus impérieusement des social-démocrates russes une solution immédiate. Cette question est très difficile, car il nous faut non pas unir quelques poignées d'intellectuels à l'esprit révolutionnaire, mais unir tous les dirigeants du mouvement ouvrier qui a élevé à une vie indépendante et à la lutte une large classe de la population. Ce qu'il nous faut, c'est l'union sur la base d'une stricte unité de principe, à laquelle doit venir consciemment et fermement la totalité ou l'immense majorité des comités, des organisations et des groupes, des intellectuels et des ouvriers qui agissent dans des conditions diverses et un contexte divers qui ont abouti parfois

par des voies très différentes à leurs convictions social-démocrates. Non seulement il est impossible de réaliser une telle union par décret, mais il est impossible de la créer d'un seul coup, par les seules résolutions de délégués rassemblés. Il faut la préparer systématiquement et peu à peu la mettre sur pied, de telle sorte que le congrès de tout le parti fixe ou corrige ce qui a déjà été fait, qu'il continue ce qui a été commencé, qu'il achève et qu'il donne une sanction formelle au fondement solide d'un travail futur plus large et plus profond. Et c'est pourquoi nous saluons tout particulièrement la prudence raisonnable et la modestie avec lesquelles le Comité d'organisation aborde son travail. Ne prétendant aucunement obliger l'ensemble des social-démocrates russes à entretenir des relations avec lui, le Comité d'organisation se borne à leur *proposer ses services* à tous. Dans ces conditions, que tous les social-démocrates russes sans exception, tous les comités et cercles, organisations et groupes, que tous ceux qui servent activement ou qui se trouvent provisoirement à l'écart (déportés et autres) s'empressent de répondre à cet appel, s'efforcent de nouer des relations directes et vivantes avec le Comité d'organisation, entreprennent de la façon la plus énergique de soutenir activement tout cet immense travail de regroupement. Nous devons faire en sorte qu'il n'y ait *pas un seul* groupe de social-démocrates russes qui ne soit lié avec le Comité d'organisation, qui ne travaille en union fraternelle avec lui. Ensuite, tout en considérant que sa première tâche, et sa tâche principale, est de préparer et de convoquer un congrès de tout le parti, le Comité d'organisation assume également certaines fonctions générales *pour le service du mouvement*. Nous sommes convaincus qu'il ne se trouvera pas un seul social-démocrate qui ne reconnaisse la pressante nécessité de cet élargissement des fonctions du Comité d'organisation, car ce n'est là qu'une *offre de services* élargie, offre qui répond à des demandes déjà exprimées des milliers et des milliers de fois, offre non pas de renoncer à tels ou tels « droits », mais seulement de renoncer au plus vite dans la pratique à l'isolement, de se mettre ensemble à l'organisation d'une série d'entreprises communes. Enfin, nous considérons également comme parfaitement juste et opportune la déclaration sans équivoque du Comité d'organisation selon laquelle la

convocation d'un congrès s'avère une chose extrêmement complexe qui exige beaucoup de temps. Cela ne signifie pas du tout, bien sûr, que la convocation du congrès soit ajournée. Rien de semblable. En ce qui concerne l'urgence du congrès, nous considérons qu'un délai de convocation d'un mois serait déjà beaucoup trop « important ». Mais si l'on se rappelle nos conditions de travail et la nécessité que tout le mouvement soit sérieusement représenté au congrès, alors un délai cinq fois ou dix fois plus long ne fera pas encore perdre courage à aucun militant tant soit peu expérimenté.

Souhaitons donc plein succès à l'union et à la reconstitution prochaines du parti, montrons notre sympathie non seulement par des mots, mais par des actes immédiats de tous, et vive la social-démocratie révolutionnaire russe, vive la social-démocratie révolutionnaire internationale !

L'« Iskra » n° 32, 15 janvier 1903

Conforme au texte du journal

QUELQUES RÉFLEXIONS À PROPOS D'UNE LETTRE DE 7 TS. 6 F. [118]

Je vous écris sous la première impression produite par votre lettre que je viens de lire. Son verbiage inconsistant m'a mis hors de moi, de sorte que je ne puis me retenir d'exprimer franchement mon opinion. Je vous prie de transmettre ma lettre à l'auteur et de lui dire qu'il n'y a pas à s'offenser pour des mots un peu vifs. De toute façon cela n'est pas pour la presse.

La lettre vaut une réponse, à mon avis, parce qu'elle éclaire avec un relief particulier un trait caractéristique de l'état d'esprit de nombreux révolutionnaires d'aujourd'hui. Attendre les ordres, *tout* exiger d'en haut, d'ailleurs, du dehors, renoncer devant les échecs qu'on a éprouvés localement à cause de son manque d'activité, se plaindre sans cesse, chercher des recettes qui guériraient le mal simplement et à peu de frais.

Vous n'en trouverez pas, messieurs ! Si vous êtes *vous-mêmes* inactifs, si vous admettez sous votre propre nez les scissions et qu'ensuite vous vous lamentez et poussez des oh ! et des ah !, *aucune recette ne vous aidera*. Et il est tout à fait stupide de nous accabler de plaintes à ce sujet. N'allez pas croire que vos accusations et vos invectives nous blessent : nous y sommes habitués, figurez-vous, sacrément habitués, de sorte que cela ne nous touche plus !

Des publications de « masse », des « dizaines de pouds », tel est votre cri de guerre, qui n'est précisément rien d'autre qu'une *recette inventée* pour guérir de l'extérieur votre propre inactivité. Soyez sûrs qu'aucun remède de ce genre n'agira *jamais* ! Si vous n'êtes pas vous-mêmes énergiques et débrouillards, personne ne vous aidera en quoi que ce

soit. Crier : *donnez-nous* ceci et cela, *faites-nous parvenir* ceci et cela, n'a aucun sens, car c'est *vous-mêmes qui devez prendre et faire parvenir*. Il est inutile de nous écrire à ce sujet, car d'ici nous ne pouvons le faire, alors que vous, vous le pouvez et vous le devez : je veux parler de la livraison des publications dont nous disposons et qui sont éditées par nous.

Certains « activistes » locaux (cette appellation leur venant de ce qu'ils sont inactifs), voyant en tout et pour tout quelques numéros de l'*Iskra* et ne faisant rien pour la recevoir et la diffuser de façon *massive*, s'inventent une excuse facile : ça n'accroche pas, disent-ils. Donnez-nous une presse *de masse*, pour les masses ! Mâchez pour nous et donnez-nous la becquée, et peut-être qu'alors nous ferons l'effort de l'avaler.

Ces cris paraissent d'une absurdité phénoménale à celui qui sait et qui voit que ces « activistes » locaux sont incapables d'organiser la diffusion même de ce dont ils disposent. N'est-il pas risible de lire : donnez-nous des dizaines de pouds, quand vous *n'êtes même pas capables* de prendre et de distribuer *cinq pouds* ? Faites d'abord cela, honorables « rêveurs d'une heure » (car le moindre insuccès vous fait perdre complètement la tête, et même toutes vos convictions !). Faites-le, et quand vous l'aurez fait non pas une fois, mais des dizaines de fois, l'édition *progressera* de pair avec la demande.

Je dis : progressera, car vos cris à propos de littérature de masse (empruntés bêtement et tout crus aux socialistes-révolutionnaires, au groupe « Svoboda » et à tous les « inactivistes » déconcertés) sont fondés sur l'oubli d'une petite, d'une toute petite chose, qui est que vous êtes incapables de prendre et de diffuser *même le centième* de la littérature de masse que nous éditons actuellement. Je prends l'une des dernières listes d'une de nos peu nombreuses (de nos misérablement, pitoyablement, honteusement peu nombreuses) livraisons. *Discours de Nijni-Novgorod, la lutte de Rostov, brochure sur les grèves, Dikstein* * [114], je m'arrête là. Quatre, seulement quatre petites choses ! C'est peu ! !

* C'est vieilli ! criez-vous. Oui. Tous les partis qui ont une *bonne* littérature populaire diffusent des *vieilleries* : Guesde et Lafargue, Bebel, Bracke, Liebknecht et autres pendant *des dizaines d'années*. Vous entendez : pendant des dizaines d'an-

Oui, c'est très peu ! Oui, il nous faut quatre cents titres, et pas quatre !

Mais permettez-moi de vous demander si vous avez su diffuser *ne serait-ce que ces quatre* titres à des *dizaines de milliers* d'exemplaires ? Non, vous n'avez pas su le faire. Vous n'avez même pas su les diffuser par centaines. Et *c'est pourquoi* vous criez : *donnez-nous* des dizaines de pouds ! (Personne ne vous donnera jamais rien, si vous ne savez pas *prendre* : souvenez-vous de cela).

Avez-vous su utiliser les *centaines* d'exemplaires qu'on vous a *fait parvenir*, qu'on vous a *mis en mains*, qu'on vous a *placé sous le nez* ? ? Non, vous n'avez pas su le faire. Même à l'occasion de ce trois fois rien, vous n'avez pas su relier la *masse* à la social-démocratie. De tous les coins de la Russie nous parviennent chaque mois des dizaines et des centaines de tracts, d'informations, de correspondances et de lettres, alors que nous n'avons eu *aucune* (réfléchissez un peu au sens précis de ce mot bien précis : « aucune » !) information sur la diffusion de ces centaines de textes dans la *masse*, sur l'impression produite dans la *masse*, sur les opinions de la *masse*, sur les causeries organisées dans la *masse* à propos de *c e s* choses ! Vous nous laissez dans la situation où l'écrivain se cantonne dans ses écritures, le lecteur (intellectuel) dans ses lectures, et où ce même lecteur gobe-mouches fulmine ensuite contre l'auteur parce que celui-ci (l'auteur ! ! !) ne donne pas des « dizaines de pouds » partout et en tous lieux. L'homme dont toute la tâche est de faire la *l i a i s o n* entre l'auteur et la masse reste planté comme un dindon renfrogné et hurle : « donnez de la littérature de masse », *alors qu'il ne sait même pas* utiliser le *c e n t i è m e* de ce qui existe.

Vous allez dire, bien sûr, que par exemple notre principal produit, l'*Iskra*, on *ne peut pas*, pas du tout le *lier* aux masses. Je sais bien que c'est ce que vous allez dire.

---

nées ! Et *seule est bonne, seule convient* la littérature populaire qui peut servir pendant des *dizaines d'années*. Car la littérature populaire, c'est un ensemble de *manuels pour le peuple*, et les manuels exposent l'a b c, qui reste le même *p e n d a n t d e s d e m i-s i è c l e s*. Cette littérature « populaire » qui vous « captive » et que « Svoboda » et les socialistes-révolutionnaires éditent chaque mois par pouds, c'est du *rebut* et du *charlatanisme*. Les charlatans s'agitent toujours et font plus de bruit que tout le monde, et il y a des naïfs qui prennent cela pour de l'énergie.

J'ai déjà entendu cela des centaines de fois, et j'ai toujours répondu que ce n'était pas vrai, que c'était là un faux-fuyant, une mauvaise excuse, un paravant à l'incapacité et à la paresse, que c'était vouloir que les cailles vous tombent toutes rôties dans le bec.

Je sais par expérience que les gens actifs *ont su* « lier » l'*Iskra* (cette *Iskra* archi-intellectualisée, comme disent les intellectuels miteux) avec la *masse*, même avec une masse aussi attardée et peu évoluée que celle des ouvriers des provinces industrielles de la région de Moscou. J'ai connu des *ouvriers* qui diffusaient eux-mêmes l'*Iskra* dans les masses (de cette région), et la seule chose qu'ils disaient, c'est qu'ils en manquaient. Tout récemment, j'ai entendu raconter par un « soldat venu du champ de bataille » comment, dans l'un de ces coins perdus du centre de la Russie où sont venues s'égarer des fabriques, on fait la lecture de l'*Iskra* à la fois dans de nombreux cercles, dans des réunions de 10 à 15 personnes, et comment le comité et les sous-comités lisent *eux-mêmes* auparavant chaque numéro, *déterminant* ensemble la façon d'utiliser chaque article pour l'agitation. Et s'ils ont su utiliser même ces pauvres cinq à huit (maximum : *huit* ! !) exemplaires qu'ils ont reçus en tout et pour tout grâce à l'inactivité des manchots qui se trouvent près de la frontière (qui n'ont jamais été capables même d'assurer la réception des transporteurs et qui espèrent que l'auteur leur pondra non seulement des articles, mais aussi des hommes avec des bras !).

Dites-nous donc franchement, la main sur le cœur : est-ce que beaucoup d'entre vous ont utilisé *de cette façon c h a c u n* des exemplaires de l'*Iskra* que vous avez reçus (qui *vous* a été livré, qu'on *v o u s* a envoyé) ? Vous ne dites rien? Eh bien, c'est moi qui vais vous le dire : un exemplaire *sur les cents* qui parviennent en Russie (par les caprices du sort et l'inactivité des « lecteurs ») est utilisé *de cette façon*, avec discussion de ce qu'on peut tirer pour l'agitation en moindre entrefilet, avec lecture de chaque entrefilet dans un cercle d'ouvriers, *dans tous* les cercles de *tous* les ouvriers ayant l'habitude de se réunir dans la ville en question. Et voilà des gens qui ne savent même pas *traiter* la centième partie du matériel qu'ils reçoivent et qui crient : donnez-nous des dizaines de pouds ! ! La formule de Chtchédrine

sur l'écrivain et ses écritures est trop, bien trop optimiste à l'égard du « lecteur » ! !

Le lecteur d'aujourd'hui (parmi les intellectuels social-démocrates) en est arrivé à faire retomber sur les *écrivains* la responsabilité de ce que les intellectuels locaux sont paresseux et « commandent » les ouvriers, sans rien faire pour eux. Cette imputation est valable, mille fois valable, mais seulement... va-t-elle à la bonne adresse ? Ne nous permettrez-vous pas de *retourner cette réclamation à l'envoyeur* avec double taxe pour celui-ci ?? Où regardez-vous donc, messieurs et honorés plaignants ? Si vos amis *ne savent pas* utiliser l'*Iskra* pour faire des lectures dans les cercles d'ouvriers, s'ils *ne savent pas* choisir des gens pour se procurer et distribuer les publications, s'ils *ne savent pas* aider les ouvriers à former eux-mêmes des cercles pour cela, qu'est-ce *qui vous empêche de prendre par* la peau du cou et de *f l a n q u e r d e h o r s* de pareils manchots ?? Songez-vous seulement dans quelle jolie situation vous vous trouvez, quand vous vous plaignez à *nous* de *v o t r e* propre balourdise ? ?

C'est un *f a i t* que les « praticiens » n'utilisent pas le centième de ce qu'ils peuvent *prendre*. Et c'est un fait non moins certain que l'invention par ces praticiens d'espèces particulières de littérature « de masse » n'est que prétexte et mauvaise excuse. Dans la lettre de 7 ts. 6 f., on « nous » (c'est toujours à nous qu'on s'adresse) recommande trois espèces de ce genre :

1) Un journal populaire. Remâchez chaque fait pour qu'il fasse du profit sans avoir à être digéré. Pour que *n o u s*, les « activistes », nous n'ayons pas besoin d'avoir un estomac.

Peu importe qu'on n'ait pas encore vu au monde de semblable « journal » « populaire », car un journal *répond* à *tout*, alors que les publications populaires *enseignent* quelque chose *de bien délimité*. Peu importe que *tous* les modèles que nous possédons de publications de ce genre, partant de la *Rabotchaïa Mysl* pour aboutir aux *Vpériod* [115], aux *Rabotchéié Diélo*, aux *Krasnoïé Znamia* [116] et autres, se soient avérés inévitablement et infailliblement des avortons, et non des journaux et non populaires. Peu importe que *toutes* les tentatives de journaux « ouvriers » n'aient fait

qu'alimenter, et ne puissent jamais qu'alimenter, l'absurde division en mouvement ouvrier et mouvement intellectuel (division provoquée par l'indigence d'esprit et l'impuissance des intellectuels, qui en sont venus, alors qu'ils sont *sur place*, à envoyer au bout du monde ses plaintes sur leur propre impuissance !). Peu importe que *toutes* les tentatives de journaux « ouvriers » n'aient produit jusqu'ici et ne puissent jamais produire chez nous que du dilettantisme et des théories originales, des théories puissantes, la théorie de Kazan ou bien de Kharkov. Peu importe tout cela. Ne voilà-t-il pas cette *captivante* « Svoboda » et ces *captivants* (« le cœur défaille ») socialistes-révolutionnaires qui éditent — et en quelle quantité ! — des journaux populaires et des journaux-revues ! ! *Narodnoïé Diélo*, *Krasnoïé Znamia*, *Svoboda*, revue pour les ouvriers, *Otkliki*, journal et revue pour les ouvriers, *Loutchina* pour les paysans, *Rabotchaïa Mysl*, journal des ouvriers pétersbourgeois édité à Genève ! ! Peu importe, que tout cela soit de la crotte, pourvu que ce soit de la crotte *de masse*.

Et vous qui n'avez que l'*Iskra*, quel ennui ! 31 numéros et tous de l'*Iskra* et c'est tout, alors que chez les gens captivants, pour deux numéros de même appellation (de la crotte), il y a immédiatement trois numéros d'une autre appellation (de la crotte). Voilà de l'énergie, voilà qui est joyeux, voilà qui est nouveau ! Alors que nos social-démocrates, eux...

2) Et des brochures, « eux », ils en ont de nouvelles et toujours de nouvelles. Et chaque tiré-à-part fait une brochure, et tout cela est crié à faire envie aux camelots, les feuilles d'imprimerie sont comptées (un million de feuilles : voir la *Révolioutsionnaïa Rossia* n° 16. Record battu ! Champions !).

Mais nous ! Chez nous, les tirés-à-part ne sont pas comptés comme brochures : ah ! sacrés intellectuels, ah ! sacrés littéraires ! ! On réédite les vieux, les très-vieux Dikstein, alors que toutes les filles de Paris et de Tchernigov savent que *dix* nouvelles brochures (de la crotte) valent cent fois mieux qu'une seule vieille, même bonne.

Ce n'est que chez les Allemands, n'est-ce pas, qu'on voit des choses telles que la réédition, en 1903, pour la *onzième* fois, de *Nos buts* de Bebel, écrit il y a trente-quatre ans ! !

C'est le comble de l'ennui. Ça fait pouffer nos « captivants » socialistes-révolutionnaires. Mais nos « activistes » locaux ne savent pas profiter ni des *vieilles* brochures de Plékhanov (vieilles de 20 ans : vieilleries ! aux archives !), ni d'une « quelconque » (et unique !) brochure sur les grèves [117] et la note de Witte !

Je ne parle même pas du fait que l'« activiste » local n'a pas bougé le petit doigt pour tirer de *bonnes* brochures des auteurs déportés et *pour organiser la collaboration d'auteurs locaux à l'« Iskra »*. Pourquoi faire ? Il est beaucoup plus facile de se plaindre que de mettre en train une affaire qui cause autant de tracas ! Et le seul fait d'écrire à l'*Iskra* pour se plaindre permet au lecteur, sans rougir, de se parer du titre d'« iskriste ». Et il n'a pas la moindre honte de ce que ce sont toujours les mêmes trois personnes et demie qui rédigent les 99% de l'*Iskra*. Et il ne sent pas le besoin de comprendre qu'on ne peut pas cesser la parution de l'*Iskra*, que sortir tous les quinze jours une feuille et demie ou deux feuilles d'imprimerie exige tout de même quelques soucis. Et malgré tout, avec une légèreté tout à fait inouïe, il s'écrie : 31 numéros, et tant d'idiots et de pleurnicheurs quand même à la base ! ! Argument renversant en vérité, mais seulement... qui et quoi renverse-t-il ?

3) Tracts.

Donnez-nous des tracts ! Les comités ne peuvent pas ! ! ! Ecrivez, envoyez, apportez à domicile (et distribuez ?) les tracts !

Mmm... oui. Evidemment, ça se tient. J'ouvre la bouche toute grande, et vous enfournez : voilà la nouvelle formule des rapports entre l'« écrivain » et l'« iskriste » de la base ! En arriver à dire que les tracts locaux ne sont pas à la portée des organisations locales (qui sont composées de quoi ? d'« activistes » qui bâillent aux corneilles ?), que ces tracts doivent être fournis de l'étranger, c'est *la fin de tout*. C'est (à mon avis) un couronnement tellement admirable de tout l'édifice de la lettre de 7 ts. 6 f. que je ne puis faire autrement que de terminer sur cette « couronne ». Tout commentaire superflu ne pourrait qu'en ternir le resplendissant éclat.

Rédigé dans la deuxième quinzaine de janvier 1903. Publié pour la première fois en 1924 dans le n° 2-3 de la revue «Molodaïa Gvardia»

Conforme au manuscrit

À PROPOS D'UNE DÉCLARATION DU BUND

Nous venons de recevoir le n° 106 des *Poslednié Izvestia* du Bund du 3 février (21 janvier), qui contient l'annonce d'un acte extrêmement important, décisif et affligeant au plus haut point, du Bund. Une déclaration du Bund est parue en Russie à propos du communiqué du Comité d'organisation. Il serait d'ailleurs plus exact de dire : une déclaration à propos de la *note* du communiqué du Comité d'organisation, car le Bund consacre *essentiellement* sa déclaration à cette note.

Voici de quoi il s'agit. Comme nos lecteurs le savent, le Comité d'organisation a dit dans cette épouvantable « note », qui (à ce qu'il paraît) a mis le feu aux poudres, littéralement ceci :

« Il a été également proposé au Bund d'envoyer un représentant au Comité d'organisation, mais pour des raisons inconnues de nous, le Bund n'a pas répondu à cette invitation. Nous espérons que ces causes étaient purement fortuites, et que le Bund ne tardera pas à déléguer quelqu'un * ».

On se demande ce qu'il peut y avoir de plus naturel et de plus innocent que cette note. Que pouvait faire d'autre le Comité d'organisation ? Ne rien dire du Bund aurait été mentir, car le Comité d'organisation n'ignorait pas le Bund, et ne pouvait d'ailleurs l'ignorer tant que celui-ci, conformément à la résolution prise par le Ier Congrès en 1898,

* Voir le présent tome, p. 313. (*N.R.*)

fait partie du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Et si l'on ne se taisait pas, il fallait bien dire que nous l'avions invité. C'est clair, semble-t-il ? Il est encore plus clair que si les causes du silence du Bund étaient inconnues du Comité d'organisation, celui-ci *devait* précisément dire : « pour des raisons inconnues de nous ». En ajoutant les mots : nous espérons que ces causes étaient *purement fortuites* et que le Bund ne tardera pas à déléguer quelqu'un, le Comité d'organisation proclamait franchement et ouvertement son désir de travailler *avec le Bund* à l'organisation du congrès et à la restauration du parti.

Il est évident que si le Bund avait également partagé ce désir, il ne lui restait plus qu'à envoyer un représentant, qui avait été *invité* à la fois par voie clandestine et par déclaration dans la presse. Au lieu de cela, le Bund *engage la polémique* contre une note (!!), et dans une déclaration imprimée, il expose *à part* ses opinions et son point de vue *distincts* sur les tâches du Comité d'organisation et sur les conditions de la convocation du congrès. Avant d'examiner la « polémique » du Bund, avant d'analyser son point de vue, nous devons *protester* de la façon la plus vigoureuse contre la publication par le Bund d'une déclaration particulière, car cette publication viole les règles les plus élémentaires de la conduite *commune* du travail révolutionnaire, et surtout du travail d'organisation. De deux choses l'une, Messieurs : ou bien vous *ne voulez pas* travailler dans un Comité d'organisation *commun*, et dans ce cas, bien sûr, personne ne trouvera à redire à vos déclarations distinctes. Ou bien vous voulez collaborer, et dans ce cas, vous êtes *tenus* d'exprimer votre point de vue non pas à part, devant l'opinion, mais devant les camarades du Comité d'organisation, lequel, Comité d'organisation seul, en tant que corps constitué, se manifeste désormais publiquement.

Le Bund lui-même voit parfaitement, bien entendu, que son initiative rompt en visière à toutes les règles d'action fraternelle pour la cause *commune*, et il tente de recourir à la justification suivante, déjà très faible : « N'ayant pas eu la possibilité d'exprimer notre point de vue sur les tâches du futur congrès, ni par une participation personnelle à la réunion ni par une participation à la rédaction du « Communiqué », nous sommes contraints de combler

au moins dans une certaine mesure cette lacune dans la présente déclaration. » Est-il possible, on se le demande, que le Bund pense sérieusement convaincre les gens qu'il n'a pas « eu la possibilité » d'envoyer une lettre au Comité d'organisation ? ou d'envoyer une lettre au Comité de Saint-Pétersbourg ? ou à l'organisation de l'*Iskra*, ou au *Ioujny Rabotchi* ? Et envoyer un délégué à l'une de ces organisations, c'était aussi impossible ? Le Bund a-t-il essayé de faire ne serait-ce que l'une de ces démarches d'une « impossible » difficulté, et particulièrement difficile, sans doute, pour une organisation aussi chétive, inexpérimentée et dépourvue de toutes liaisons que le Bund ?

Rien ne sera de jouer à cache-cache, Messieurs ! C'est stupide, et c'est déshonorant. Vous exposez votre point de vue à part, parce que vous avez *voulu* l'exposer à part. Et vous avez voulu l'exposer à part tout à la fois pour révéler et pour appliquer votre *décision* de placer vos rapports avec les camarades russes sur un plan *nouveau* : ne pas *entrer* dans le Parti ouvrier social-démocrate de Russie sur la base des statuts de 1898, mais former avec lui une union de type *fédératif*. Au lieu de *discuter* cette question de façon précise et complète devant l'ensemble du congrès, comme nous voulons le faire, *nous qui nous abstenons depuis trop longtemps déjà de poursuivre la polémique que nous avions commencé* sur la question du fédéralisme et des nationalités [118], et comme voulait le faire, sans aucun doute, la totalité ou l'immense majorité des camarades russes, au lieu de cela, vous avez fait *échouer* la discussion commune. Vous avez agi avec le comité de Pétersbourg, l'organisation du Sud, l'*Iskra*, non pas comme un camarade qui désire discuter avec eux (et *avant le congrès* et *au congrès*) de la meilleure forme de rapports, vous avez agi directement comme une *partie* qui, seule en face de tous les membres du P.O.S.D.R., pose *ses conditions* à tout ce parti.

On ne se fait pas aimer de force, dit le proverbe russe. Si le Bund ne veut pas rester dans cette étroite liaison avec le Parti ouvrier social-démocrate de Russie que le Congrès de 1898 a eu raison de fixer, les anciens rapports avec lui ne seront évidemment pas maintenus. Nous ne lui

refusons pas le « droit » de développer ses opinions et ses aspirations (en général, dans ce qui touche à la révolution, nous n'avons pas recours, sauf extrême nécessité, aux discussions sur les « droits »). Mais nous regrettons vivement que le Bund ait manqué de tact au point de développer ses idées dans une intervention publique séparée, à l'heure même où on l'invitait dans une organisation commune (le Comité d'organisation) *qui n'émettait à l'avance aucune opinion catégorique sur la question envisagée* et convoquait le congrès précisément pour discuter toutes les opinions.

Le Bund souhaitait *provoquer* de la part de tous ceux qui voient la question autrement une proclamation immédiate de leur point de vue. Eh bien, nous ne nous y refusons pas, bien sûr. Nous dirons au prolétariat russe, et nous répéterons spécialement au prolétariat juif, que les dirigeants actuels du Bund commettent une grave faute politique, faute qui, sans aucun doute, sera corrigée par le temps, par l'expérience, par les progrès du mouvement. Il y eut un temps où le Bund soutenait l'« économisme », contribuait à la scission à l'étranger, adoptait des résolutions faisant de la lutte économique le *meilleur* moyen de l'agitation politique. Nous nous sommes élevés et nous avons lutté contre cela. Et cette lutte a aidé à corriger les vieilles erreurs, dont il ne reste vraisemblablement plus trace maintenant. Nous avons lutté contre les passions terroristes, qui, semble-t-il, ont disparu encore plus vite. Nous sommes convaincus que les passions nationalistes disparaîtront elles aussi. Le prolétariat juif comprendra en fin de compte que ses intérêts les plus essentiels exigent son union *la plus étroite* avec le prolétariat russe dans un même parti que décider *a priori* si l'évolution des Juifs dans la Russie libre sera différente de leur évolution dans l'Europe libre est le comble de la déraison, que le Bund ne doit pas aller plus loin que la revendication (au sein du Parti ouvrier social-démocrate de Russie) de cette totale autonomie dans les affaires concernant le prolétariat juif qui a été pleinement reconnue par le Congrès de 1898 et que personne n'a jamais niée.

Mais revenons à la déclaration du Bund. La note du « Communiqué » du Comité d'organisation est, selon lui,

« équivoque ». C'est là une contre-vérité, qui frise l'insinuation calomnieuse. Le Comité central du Bund reconnaît lui-même, deux lignes plus loin, que « les causes de l'absence de notre représentant à la réunion étaient purement fortuites ». Qu'a donc dit le Comité d'organisation ? Il a exprimé l'espoir que c'était pour une cause fortuite que le représentant du Bund n'était pas venu. Vous confirmez vous-mêmes son hypothèse, et malgré cela vous vous fâchez. Pour quelle raison ? Continuons. Il n'est donné à personne de connaître à l'avance ce qui est le fait du hasard. Autrement dit, les phrases du Comité du Bund à l'étranger selon lesquelles le Comité d'organisation *connaissait* les causes qui ont empêché la venue du délégué sont dénuées de tout fondement. Le Comité du Bund à l'étranger joue en général dans cette histoire le rôle le plus inconvenant : il ajoute à la déclaration du Comité central du Bund ses propres élucubrations, qui contredisent les paroles du Comité central lui-même ! De quelle façon le Comité à l'étranger a-t-il pu être informé que le Comité d'organisation *connaissait* les causes de l'absence du Bund, alors que c'est le Comité central (et non le Comité à l'étranger) du Bund qui avait été invité ? et alors que le Comité central lui-même qualifie ces causes de l'absence du Bund de purement fortuites ? ?

« Nous sommes convaincus, dit le Comité central du Bund, que si les initiateurs de la réunion avaient fait un peu plus d'efforts, ces causes fortuites n'auraient pu nous empêcher de répondre... » Nous posons la question à toute personne impartiale : si deux camarades ayant l'intention de se rencontrer au Comité d'organisation reconnaissent d'une seule voix que les causes qui ont empêché le rendez-vous étaient « purement fortuites », est-il alors convenable, est-il décent de *soulever publiquement une polémique pour savoir* qui est le plus fautif dans cette absence ? Remarquons pour notre part que depuis longtemps déjà nous avons exprimé notre regret (pas dans la presse bien sûr, mais dans une lettre) de l'absence du Bund, et l'on nous a fait savoir que le Bund avait été invité *deux fois* : une première fois par lettre, et la deuxième fois dans une communication personnelle, par l'intermédiaire du Comité de... du Bund.

Le délégué est arrivé *presque un mois après* la réunion, se plaint le Bund. Oui, c'est un crime épouvantable, digne évidemment d'être publié dans la presse, car il souligne avec un relief particulier la ponctualité du Bund, qui ne s'est pas débrouillé d'envoyer un délégué même deux mois après !

Le délégué « n'a pas rempli sa promesse » de faire parvenir le « Communiqué » du Comité d'organisation, manuscrit ou imprimé, peu importe, mais *de toute façon* avant la diffusion... Nous conseillons à nos camarades de Russie de ne pas avoir de conversation avec certaines gens sans qu'il en soit pris procès-verbal. Nous aussi, nous avions la promesse de l'organisation de l'*Iskra* de nous envoyer à la fois le manuscrit et un exemplaire imprimé du « Communiqué » ; or nous n'avons pas eu du tout de manuscrit, et quant à l'exemplaire imprimé, nous l'avons vu *beaucoup plus tard* que les membres des organisations n'ayant pas de relations avec l'organisation de l'*Iskra*. Que les bundistes répondent à cette question : est-ce que ce serait décent de notre part si nous nous mettions à accuser dans la presse l'organisation de l'*Iskra* d'avoir violé ses promesses ? Le délégué du Comité d'organisation avait promis au Comité central du Bund d'écrire immédiatement au camarade qui s'occupait de l'impression du « Communiqué », pour faire retarder cette impression : telle fut la *véritable* promesse (pour autant que nous puissions en juger d'après nos informations). Cette promesse a été tenue, mais il s'avéra déjà impossible de retarder l'impression, car on n'avait plus le temps de se mettre en rapport avec les techniciens.

Résumons : les initiateurs du Comité d'organisation ont écrit des lettres, ont fait une communication personnelle par l'intermédiaire du comité de ..., ont envoyé un délégué au Comité central du Bund, alors que pendant un mois, le Bund n'a pas envoyé *une seule lettre*, sans parler à plus forte raison d'un délégué ! Et le Bund publie des accusations dans la presse ! Et le Comité du Bund à l'étranger a la singularité d'affirmer que les initiateurs de la réunion ont eu une conduite « singulière », que leurs actes sont en contradiction brutale avec leur but, qu'ils ont fait preuve de « précipitation » (le Comité central du

Bund, au contraire, les accuse de lenteur !), qu'ils veulent « donner l'impression » que le Bund « se désintéressait de la question » ! !

Il nous reste encore à dire quelques mots de l'accusation portée contre le Comité d'organisation de n'avoir pas tiré la « seule conclusion juste », qui consiste en ceci : « Puisqu'en fait le parti n'existe pas, le prochain congrès doit avoir un caractère constitutif, et par suite, le droit d'y participer doit appartenir à toutes les organisations social-démocrates qui existent en Russie, qu'elles soient russes ou de toute autre nationalité ». Le Bund essaye d'éluder le fait désagréable pour lui que le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, tout en n'ayant pas de centre unique, existe dans une série de comités et d'organes, a son *Manifeste* et les résolutions de son premier congrès, auquel ont participé entre autres, et au nom du prolétariat juif, des gens qui n'avaient pas encore donné dans les hésitations économistes, terroristes et nationalistes. En mettant formellement en avant le « droit » de « toutes » les nationalités à fonder un Parti ouvrier social-démocrate de Russie, fondé déjà depuis longtemps, le Bund confirme de façon parfaitement claire que c'est bien à cause du problème de la fameuse « fédération » qu'il a soulevé toute cette querelle. Mais ce n'est pas le Bund qui devrait élever la voix sur cette question, et ce n'est pas de « droits » qu'il devrait s'agir entre révolutionnaires sérieux. Qu'à l'ordre du jour soient inscrites la cohésion et l'union du noyau principal du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, tout le monde le sait. On ne peut pas ne pas être d'accord avec la représentation de « toutes » les nationalités au congrès, mais on ne peut pas oublier non plus que c'est *seulement une fois achevée la formation du noyau du parti* (ou en tout cas après une indubitable consolidation de celui-ci) que l'on pourra penser à *élargir* ce noyau ou à l'étendre à d'autres organisations. Tant que nous-mêmes ne sommes pas unis au point de vue de l'organisation et que nous ne sommes pas engagés fermement sur la bonne voie, « toutes les autres » nationalités ne gagneront rien à s'unir avec nous ! Quant à la question de la *possibilité* (et non du « droit », Messieurs !) d'une représentation de « toutes les autres » nationalités à notre congrès, sa solu-

tion dépend de toute une série de mesures du Comité d'organisation et des comités russes dans des domaines de la tactique et de l'organisation, elle dépend en un mot du succès de l'activité du Comité d'organisation. Mais que, dès le début, le Bund se soit efforcé de mettre des bâtons dans les roues du Comité d'organisation, c'est un fait historique.

L'« Iskra » n° 33,
1er février 1903

Conforme au texte du journal

À PROPOS DU MANIFESTE DE L'« UNION DES SOCIAL-DÉMOCRATES ARMÉNIENS »

Une nouvelle organisation social-démocrate est née au Caucase : l'« *Union des social-démocrates arméniens* ». A notre connaissance, cette Union a commencé son activité pratique depuis un peu plus de six mois et possède déjà son organe de presse en langue arménienne. Nous avons reçu le n° 1 de cet organe, dont le titre est *Prolétariat* et qui porte en en-tête : « Parti ouvrier social-démocrate de Russie ». Il renferme une série d'articles, d'entrefilets et de correspondances qui exposent les conditions sociales et politiques qui ont amené la création de l'« Union des social-démocrates arméniens », et qui indiquent dans ses grandes lignes le programme de son activité.

Dans l'éditorial, intitulé « Manifeste des social-démocrates arméniens », nous lisons : « Etant l'une des branches du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, qui a largement poussé ses ramifications sur toutes les étendues de la Russie, l'« Union des social-démocrates arméniens » est entièrement solidaire de ce parti dans son activité et luttera avec lui pour les intérêts du prolétariat de tout le pays en général et du prolétariat arménien en particulier. » Ensuite, montrant le rapide développement du capitalisme au Caucase et les résultats monstrueux, par leur force comme par leur diversité, dont s'accompagne ce processus, les auteurs abordent la question de la situation actuelle du mouvement ouvrier au Caucase. Dans les centres industriels

caucasiens que sont Bakou, Tiflis et Batoum, avec leurs grandes entreprises capitalistes et leur nombreux prolétariat industriel, ce mouvement s'est déjà profondément enraciné. Mais par suite de leur niveau culturel extrêmement bas, la lutte des ouvriers caucasiens contre les patrons, avait jusqu'à présent, et cela était tout naturel, un caractère plus ou moins inconscient, plus ou moins spontané. Une force était donc nécessaire, qui puisse réunir les forces dispersées des ouvriers, donner à leurs revendications une forme claire et intelligible, et développer en eux la conscience de classe. Cette force est le socialisme. Après avoir ensuite exposé brièvement les thèses fondamentales du socialisme scientifique, l'Union explique sa position vis-à-vis des tendances actuelles de la social-démocratie internationale, et de la social-démocratie russe en particulier. « L'idéal socialiste, dit le Manifeste, ne peut être réalisé, à notre avis, ni sous la pression économique autonome de la classe ouvrière, ni par des réformes politiques et sociales partielles ; cela n'est possible qu'au moyen d'une transformation radicale de tout le régime existant, au moyen d'une révolution sociale à laquelle la dictature politique du prolétariat doit servir de prologue nécessaire. » Ensuite, montrant que le régime politique qui existe en Russie est hostile à tout mouvement social et particulièrement au mouvement ouvrier, l'Union déclare se donner pour tâche immédiate l'éducation politique du prolétariat arménien et sa jonction à la lutte de tout le prolétariat de Russie pour le renversement de l'autocratie tsariste. Sans nier totalement la nécessité d'une lutte économique partielle des ouvriers contre les patrons, l'Union ne fait cependant pas de cette lutte une fin en soi. Elle reconnaît cette lutte dans la mesure où elle améliore la situation matérielle des ouvriers et favorise en eux le développement de la conscience politique et de la solidarité de classe.

L'attitude de l'Union à l'égard de la question nationale présente pour nous un intérêt tout particulier. « Prenant en considération, dit le Manifeste, le fait que dans la composition de l'Etat russe entrent de nombreuses et diverses nationalités, qui se trouvent à différents niveaux de culture, et pensant que seul un large développement de l'auto-ad-

ministration locale peut garantir les intérêts de ces éléments d'origines diverses, nous considérons comme indispensable l'institution dans la future Russie libre d'une république *fédérative* (c'est nous qui soulignons). En ce qui concerne le Caucase, en raison de l'extrême diversité ethnique de sa population, nous nous efforcerons d'unir tous les éléments socialistes locaux et tous les ouvriers appartenant aux différentes nationalités ; nous nous efforcerons de créer une organisation social-démocrate unique et forte pour lutter plus efficacement contre l'autocratie. Dans la Russie future, nous reconnaissons à toutes les nations le droit à une libre autodétermination, puisque nous ne voyons dans la liberté nationale que l'un des aspects des libertés civiques en général. Partant de ce point de vue et tenant compte, comme nous l'avons indiqué plus haut, de la diversité ethnique du Caucase et de l'absence de démarcation géographique entre les différentes nationalités, nous ne jugeons pas possible d'introduire dans notre programme la revendication de l'autonomie politique pour les nationalités caucasiennes ; nous réclamons seulement l'autonomie en ce qui concerne la vie culturelle, c'est-à-dire la liberté de langue, d'écoles, d'éducation, etc. ».

Nous saluons de tout cœur le Manifeste de l'« Union des social-démocrates arméniens », et notamment sa remarquable tentative de poser correctement la question nationale. Il aurait été très souhaitable que cette tentative soit menée jusqu'au bout. Les deux principes fondamentaux qui doivent guider tous les social-démocrates de Russie dans la question nationale sont *indiqués* par l'Union de façon parfaitement juste. Il s'agit, premièrement, de la revendication non pas de l'autonomie nationale, mais de la liberté politique et civique et d'une pleine égalité de droits ; et deuxièmement, c'est la revendication du droit à l'autodétermination pour chacune des nationalités qui entrent dans la composition de l'Etat. Mais l'« Union des social-démocrates arméniens » n'a pas encore développé de façon entièrement conséquente ces deux principes. Peut-on en effet, *de leur point de vue*, parler de la revendication d'une république *fédérative* ? La fédération *suppose* des entités nationales et politiques autonomes, or l'Union repousse la

revendication de l'autonomie nationale. Pour être pleinement conséquente, l'Union doit écarter de son programme la revendication d'une république *fédérative*, et se limiter à la revendication d'une république démocratique en général. Ce n'est pas l'affaire du prolétariat de *prôner* le fédéralisme et l'autonomie nationale, ce n'est pas l'affaire du prolétariat de présenter de semblables revendications, qui se ramènent inévitablement à la revendication de créer un Etat *de classe* autonome. L'affaire du prolétariat, c'est d'unir *plus étroitement* les plus larges *masses* possibles d'ouvriers de toutes nationalités, de les unir afin de lutter *sur le terrain le plus large possible* pour la république démocratique et pour le socialisme. Et si l'arène politique qui nous est donnée à l'heure actuelle a été créée, se maintient et s'élargit au moyen d'une série de violences révoltantes, nous devons précisément, pour lutter efficacement contre toute forme d'exploitation et d'oppression, non pas éparpiller, mais réunir les forces de la classe la plus opprimée et la plus apte à la lutte, c'est-à-dire la *classe ouvrière*. Revendiquer la reconnaissance du droit à l'autodétermination pour chaque nationalité signifie seulement que nous devons, en tant que parti du prolétariat, être toujours et absolument *opposés à toute tentative* d'influer de l'extérieur *par la violence ou par l'injustice* sur la libre détermination du peuple. Tout en remplissant toujours ce devoir négatif (lutte et protestation contre la violence), nous nous soucions pour notre propre part de l'autodétermination non pas des peuples ou des nations, mais du *prolétariat* dans chaque nationalité. De la sorte, le programme commun, fondamental et valable en toutes circonstances, des social-démocrates de Russie doit consister seulement en la revendication d'une complète égalité en droits des citoyens (indépendamment du sexe, de la langue, de la religion, de la race, de la nationalité, etc.) et de leur droit à une *auto*détermination libre et démocratique. Pour ce qui est du *soutien* des revendications d'autonomie *nationale*, ce soutien n'est nullement une obligation constante, une obligation de programme du prolétariat. Ce soutien ne peut devenir pour lui indispensable que dans des cas particuliers, exceptionnels. En ce qui concerne la social-démocratie armé-

nienne, l'absence de circonstances exceptionnelles de ce genre est reconnue par l'« Union des social-démocrates arméniens » elle-même.

Nous espérons revenir encore une fois sur la question du fédéralisme et des nationalités *. Pour l'instant, nous terminerons en saluant encore une fois le nouveau membre du Parti ouvrier social-démocrate de Russie : l'« Union des social-démocrates arméniens ».

L'« Iskra » n° 33,
1er février 1903

Conforme au texte du journal

* Voir le present tome, pp. 475-485. (*N.R.*)

LE PROLÉTARIAT JUIF A-T-IL BESOIN D'UN « PARTI POLITIQUE DISTINCT » ?

Dans le n° 105 des *Poslédnié Izvestia* (du 28/15 janvier 1903), édités par le « Comité à l'étranger de l'Union générale des ouvriers juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie », nous trouvons, dans un entrefilet intitulé « A propos d'une proclamation » (il s'agit d'une proclamation du comité de Iékatérinoslav du Parti ouvrier social-démocrate de Russie), l'affirmation suivante, aussi étonnante qu'importante et véritablement « grosse de conséquences » : « le prolétariat juif s'est constitué (*sic* !) en parti politique distinct (*sic* !), le Bund ».

Jusqu'à présent, nous ne savions pas cela. C'est une nouvelle.

Jusqu'à présent, le Bund était partie intégrante du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, et nous rencontrons encore (encore !) dans le n° 106 des *Poslednié Izvestia* une déclaration du Comité central du Bund qui porte en en-tête : « Parti ouvrier social-démocrate de Russie ». Il est vrai que le Bund a décidé à son dernier congrès, le IVe, de modifier son appellation (sans mentionner un désir quelconque d'entendre l'opinion des camarades russes sur l'appellation de telle ou telle portion du Parti ouvrier social-démocrate de Russie) et de « faire adopter » de nouveaux rapports *fédératifs* dans les statuts du parti russe. Le comité du Bund à l'étranger a même déjà « fait adopter » ces rapports, si l'on peut désigner par ce terme le fait de sortir de l'« Union des social-démocrates russes » à l'étranger et de conclure un accord fédératif avec cette Union.

Or le Bund lui-même, lorsque l'*Iskra* polémisait contre les décisions de son IVe Congrès, déclara de façon tout à fait catégorique qu'il avait seulement l'intention de *faire adopter* par le Parti ouvrier social-démocrate de Russie *ses désirs* et *ses résolutions*, c'est-à-dire qu'il reconnaissait franchement et catégoriquement qu'il restait partie constituante du P.O.S.D.R., jusqu'à l'adoption de nouveaux statuts par ce parti et l'élaboration par lui de nouvelles formes de rapports avec le Bund.

Et voilà que, soudain, le prolétariat juif s'est déjà *constitué* en parti politique *distinct* ! Répétons-le : c'est une nouvelle.

Nouvelle également que la diatribe fracassante et stupide du comité du Bund à l'étranger contre le comité de Iékatérinoslav. Nous avons reçu enfin (*quoique malheureusement avec beaucoup de retard*) cette proclamation, et c'est sans hésitation que nous dirons qu'attaquer une *telle* proclamation constitue *sans aucun doute* un acte politique très important de la part du Bund *. Cet acte se trouve en parfaite conformité avec l'érection du Bund en parti politique distinct et jette pour sa part une vive lumière sur la physionomie et les actions de ce nouveau parti.

Malheureusement, le manque de place nous empêche de reproduire intégralement la proclamation de Iékatérinoslav (elle occuperait près de deux colonnes de l'*Iskra* **), et nous nous bornerons à indiquer que cette excellente proclamation explique très bien aux ouvriers juifs *de la ville de Iékatérinoslav* (nous expliquerons tout à l'heure pourquoi nous soulignons ces mots) ce qu'est l'attitude social-démocrate envers le sionisme et l'antisémitisme. Par ailleurs, la proclamation marque à l'égard des sentiments, de l'état d'esprit et des aspirations des ouvriers juifs une telle sollicitude, une sollicitude si fraternelle qu'elle mentionne spécialement et souligne la nécessité de lutter sous le drapeau du Parti ouvrier social-démocrate de Russie « *même pour la sauvegarde et le développement de votre* (la procla-

* Si toutefois, bien sûr, le comité du Bund à l'étranger exprime dans cette question l'opinion de l'ensemble de l'organisation.

** Nous avons l'intention de publier intégralement cette proclamation, ainsi que l'attaque à laquelle le comité du Bund à l'étranger s'est livré contre elle, dans une brochure que nous préparons.

mation s'adresse aux ouvriers juifs) *culture nationale* », « *même dans un intérêt purement national* » (souligné et imprimé en italique dans la proclamation).

Le comité du Bund à l'étranger (nous allions dire : le Comité central du nouveau parti) n'en est pas moins tombé à bras raccourcis sur cette proclamation pour la raison qu'elle ne dit *pas un mot du Bund*. Voilà son seul crime, mais un crime horrible, impardonnable. Voilà pourquoi le comité de Iékatérinoslav est accusé de manquer de « sens politique ». Les camarades de Iékatérinoslav sont condamnés parce qu'ils n'ont « toujours pas digéré les idées sur la nécessité d'une organisation séparée (profonde et importante idée !) des forces (! !) du prolétariat juif », parce qu'« ils caressent toujours le rêve insensé de se débarrasser de lui (du Bund) d'une manière ou d'une autre », parce qu'ils répandent « la fable tout aussi nuisible (que la fable sioniste) » sur le lien entre l'antisémitisme et les couches bourgeoises, et non pas ouvrières, et les intérêts de ces couches. Voilà pourquoi on conseille au comité de Iékatérinoslav de « rejeter l'habitude nuisible de passer sous silence l'existence d'un mouvement ouvrier juif distinct » et de « prendre son parti de l'existence du Bund ».

Qu'on se demande maintenant : y a-t-il réellement crime de la part du comité de Iékatérinoslav ? Lui fallait-il réellement faire mention à tout prix du Bund ? A ces questions, on ne peut répondre que par la négative, ne serait-ce que pour la simple raison que la proclamation est adressée non pas « aux ouvriers juifs » en général (comme l'indique de façon tout à fait fausse le comité du Bund à l'étranger), mais « aux ouvriers juifs de la ville de *Iékatérinoslav* » (le comité du Bund à l'étranger a oublié de citer ces deux derniers mots !) A Iékatérinoslav, *il n'y a aucune organisation du Bund*. (Et en ce qui concerne tout le sud de la Russie, le IVe Congrès du Bund a pris la décision de *ne pas organiser de comités destincts du Bund* dans les villes où les organisations juives font partie des comités du parti, où leurs besoins peuvent être entièrement satisfaits sans qu'elles se séparent de ces comités.) Dès l'instant où, à Iékatérinoslav, les ouvriers juifs ne sont pas organisés en comité particulier, cela signifie que leur mouvement (en commun avec tout le mouvement ouvrier de cette localité)

est entièrement du ressort du comité de Iékatérinoslav, qui les fait dépendre *directement* du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, lequel *doit* les appeler à travailler *pour l'ensemble du parti*, et non pour certaines portions de celui-ci. Il est évident que dans de telles conditions, non seulement le comité de Iékatérinoslav n'était pas tenu de faire mention du Bund, mais au contraire, s'il s'était avisé de prôner « la nécessité d'une organisation séparée des forces (ou plus justement et plus vraisemblablement une organisation de l'*impuissance*) * du prolétariat juif » (ce que veulent les bundistes), cela aurait été de sa part une très grosse faute et une violation directe non seulement des statuts du parti, mais des intérêts de l'unité de la lutte de classe du prolétariat.

Continuons. Le comité de Iékatérinoslav est accusé de manquer de « repères fermes » dans la question de l'antisémitisme. Le comité du Bund à l'étranger manifeste des vues véritablement enfantines sur les grands mouvements sociaux. Le comité de Iékatérinoslav parle du mouvement antisémite *international* des *dernières décennies* et note que « d'Allemagne, ce mouvement a gagné d'autres pays et a trouvé partout des partisans, précisément dans des couches bourgeoises, et non dans les couches ouvrières de la population ». « C'est une fable tout aussi nuisible » (que la fable sioniste), lance avec colère le comité du Bund à l'étranger. L'antisémitisme « a pris racine dans la masse ouvrière », et pour le démontrer, le Bund, qui, lui, a des « repères », avance deux faits : 1) la participation d'ouvriers au pogrome de Czenstochowa et 2) l'acte commis à Jitomir par 12 (*douze* !) ouvriers chrétiens qui ont pris les places de grévistes et ont menacé d'« égorger tous les youpins ». Ce sont là, effectivement, des preuves de poids,

* C'est précisément cette « organisation de l'impuissance » que sert le Bund en employant par exemple cette expression : nos camarades des « organisations ouvrières chrétiennes ». Une telle façon de parler est aussi déplorable que toute la diatribe contre le comité de Iékatérinoslav. Nous ne connaissons pas la moindre organisation ouvrière « chrétienne ». Les organisations appartenant au Parti ouvrier social-démocrate de Russie n'ont jamais distingué leurs membres selon la religion, ne les ont jamais interrogés sur leurs croyances et ne le *feront* jamais, même lorsqu'*effectivement*, le Bund « se constituera en parti politique distinct ».

surtout la dernière ! La rédaction des *Poslednié Izvestia* est tellement habituée à opérer avec des grandes grèves de cinq à dix personnes que pour apprécier le lien qui existe entre l'antisémitisme international et telles ou telles « couches de la population », elle va rechercher un acte commis par douze ouvriers arriérés de Jitomir. C'est vraiment admirable ! Si les bundistes, au lieu de céder à une fureur stupide et ridicule contre le comité de Iékatérinoslav, avaient un peu réfléchi à la question et consulté à la brochure de Kautsky sur la révolution sociale [119] récemment éditée par eux en yiddish, ils se seraient rendu compte de la liaison *indubitable* qui existe entre l'antisémitisme et les intérêts des couches bourgeoises, et non des couches ouvrières de la population. En réfléchissant encore un petit peu, ils auraient pu aussi se rendre compte que le caractère social de l'antisémitisme contemporain n'est pas modifié par la participation à tel ou tel pogrome non seulement de dizaines, mais même de centaines d'ouvriers inorganisés et pour les neuf dixièmes encore complètement ignorants.

Le comité de Iékatérinoslav s'est élevé (et il a eu raison de le faire) contre la fable des sionistes sur le caractère éternel de l'antisémitisme, mais le Bund, par sa rectification furibonde, n'a fait qu'embrouiller la question et a semé parmi les ouvriers juifs des idées qui conduisent à un *obscurcissement* de leur conscience de classe.

Du point de vue de la lutte de l'ensemble de la classe ouvrière de Russie pour la liberté politique et pour le socialisme, la diatribe du Bund contre le comité de Iékatérinoslav est le comble de la sottise. Du point de vue du Bund, « parti politique distinct », cette sortie devient compréhensible : ne vous hasardez pas à organiser où que ce soit les ouvriers « juifs » en même temps que les ouvriers « chrétiens » et en commun avec eux ! ne vous hasardez pas, au nom du Parti ouvrier social-démocrate de Russie ou de ses comités, à vous adresser aux ouvriers juifs directement, en négligeant la « voie hiérarchique », sans passer par l'intermédiaire du Bund et sans faire mention du Bund !

D'ailleurs, ce fait profondément attristant n'est nullement un hasard. Dès l'instant où, au lieu de l'autonomie dans les affaires qui concernent le prolétariat juif, vous

avez réclamé la « fédération », il vous a *bien fallu* déclarer le Bund « parti politique distinct », afin d'avoir la possibilité de réaliser *à tout prix* cette « fédération ». Mais proclamer le Bund parti politique distinct, c'est justement pousser jusqu'à l'absurde l'erreur fondamentale dans la question nationale, ce qui constituera nécessairement et inévitablement le point de départ du revirement dans les opinions du prolétariat juif et des social-démocrates juifs en général. L'« autonomie » de statuts de 1898 garantit au mouvement ouvrier juif tout ce dont il peut avoir besoin : la propagande et l'agitation en yiddish, des publications et des congrès, la présentation de revendications particulières dans le développement du programme social-démocrate unique commun et la satisfaction des besoins locaux et des revendications locales découlant des particularités du mode de vie israélite. Pour tout le reste, la fusion complète et la plus étroite avec le prolétariat russe est nécessaire, indispensable dans l'intérêt de la lutte de tout le prolétariat de Russie. Et quant au fond même des choses, il n'y a aucune raison de craindre que cette fusion n'entraîne une « majorisation » quelconque, puisque précisément l'autonomie constitue une garantie contre l'intrusion de la majorité dans les questions particulières du mouvement *juif*, tandis que dans les questions de la lutte contre l'autocratie, de la lutte contre la bourgeoisie de toute la Russie, nous devons agir en tant qu'organisation de combat unie et centralisée, nous devons nous appuyer sur l'ensemble du prolétariat, sans distinction de langue et de nationalité, d'un prolétariat soudé dans un effort commun constant de résolution des questions théoriques et pratiques, tactiques et d'organisation, et non pas créer des organisations marchant séparément, chacune suivant son chemin, non pas affaiblir les forces de notre attaque par un fractionnement en nombreux partis politiques distincts, non pas instaurer le morcellement et le cloisonnement pour soigner ensuite à l'aide des emplâtres de la fameuse « fédération » la maladie qu'on se sera inoculée artificiellement à soi-même.

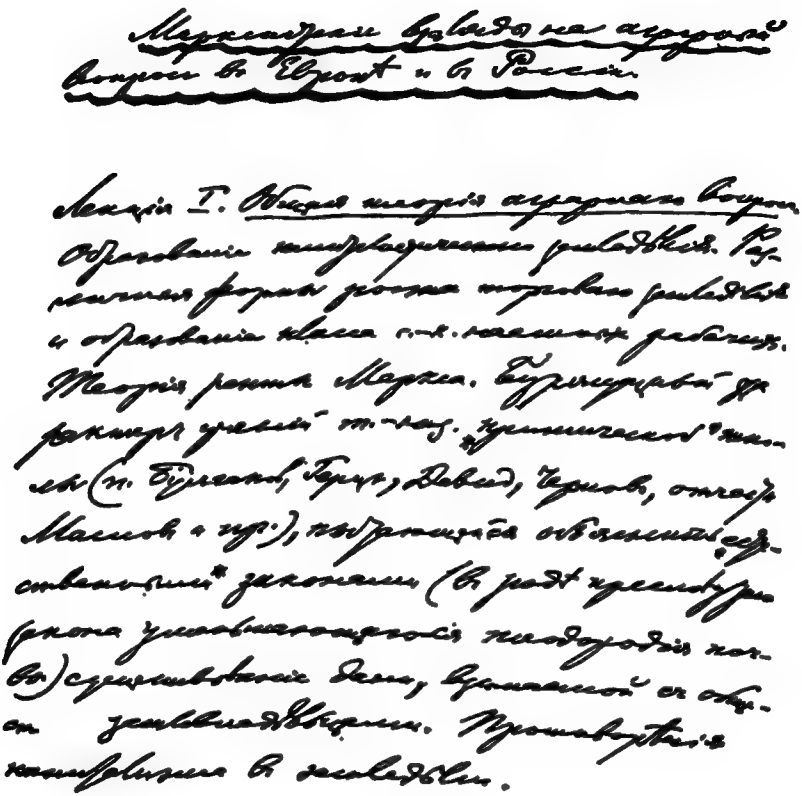
L'« Iskra » n° 34, 15 février 1903

Conforme au texte du journal

OPINIONS MARXISTES SUR LA QUESTION AGRAIRE EN EUROPE ET EN RUSSIE[120]

Rédigé en février 1903.
Publié pour la première fois en 1932 dans le Recueil Lénine XIX

Conforme au manuscrit



Première page du manuscrit de V. Lénine « Opinions marxistes sur la question agraire en Europe et en Russie. » — 1903

Réduction

PROGRAMME DES COURS

Premier cours. *Théorie générale de la question agraire.* Formation de l'agriculture capitaliste. Différentes formes de développement de l'agriculture marchande et formation d'une classe d'ouvriers agricoles salariés. Théorie de la rente de Marx. Caractère bourgeois des théories de l'école dite critique (MM. Boulgakov, Hertz, David, Tchernov, en partie Maslov, et autres), qui essaye d'expliquer par des lois naturelles (dans le genre de la fameuse loi de la fertilité décroissante du sol) l'existence d'un tribut prélevé sur la société par les propriétaires terriens. Les contradictions du capitalisme dans l'agriculture.

Deuxième cours. *Petite et grande production dans l'agriculture.*

Les efforts de l'école dite critique pour masquer la condition d'esclave du petit producteur dans la société contemporaine. Examen des recherches monographiques comprises tout à fait à contre-sens par cette école (M. Hecht, K. Klawki, Auhagen).

Troisième cours. *Suite.* Enquête de Bade. Confirmation complète des points de vue marxistes par ses résultats. Données générales de la statistique agraire allemande. La fable de la dégénérescence « latifundiaire » du grand capital. Les machines dans l'agriculture. La plus grande détérioration du cheptel de trait dans l'exploitation des paysans moyens. La coopération dans l'agriculture ; vastes données allemandes pour 1895 sur les associations laitières. En raison de la différence de forme des coopératives dans l'agriculture et des trustes dans l'industrie, l'école dite critique n'est

pas parvenue à comprendre la complète similitude des unes et des autres en ce qui concerne leur contenu économique et social.

Quatrième cours. *Position de la question agraire en Russie.* Fondements de la théorie populiste et sa signification historique en tant que forme primitive de la démocratie agraire. Place centrale de la question de la paysannerie (communauté et production populaire). Dissociation de la paysannerie en bourgeoisie rurale et en prolétariat rural. Méthodes d'étude et portée de ce processus. Substitution de l'économie capitaliste à l'économie basée sur la corvée. Caractère réactionnaire des conceptions populistes. Exigences de la période historique actuelle : élimination des vestiges du servage et libre développement de la lutte de classe à la campagne.

RESUMÉ DU PREMIER COURS

THÉORIE GÉNÉRALE

La théorie de Marx sur le développement du mode de production capitaliste concerne l'agriculture au même titre que l'industrie. Il ne faut pas confondre les traits fondamentaux du capitalisme et ses différentes formes dans l'agriculture et dans l'industrie.

Examinons en quoi consistent les traits caractéristiques fondamentaux et les formes particulières du processus qui crée la structure capitaliste de l'agriculture. La cause génératrice de ce processus est double : 1) la production marchande, et 2) le fait que ce n'est pas le produit qui est marchandise, mais la force de travail. Quand cette force est entraînée dans le processus de l'échange, toute la production devient capitaliste, il se crée une classe spéciale, le prolétariat. L'accroissance de la production marchande et le développement du travail salarié dans l'agriculture s'effectuent sous une autre forme que dans l'industrie ; c'est pourquoi on peut penser que ce serait une erreur d'appliquer ici la théorie de Marx, mais il faut savoir sous quelle forme l'agriculture devient capitaliste. Pour cela, il faut avant tout expliquer deux phénomènes :

I. Comment se développe l'agriculture marchande ? et II. Comment se manifeste la formation de la classe ouvrière ?

I. L'accroissement rapide de la population industrielle et la mise sur le marché des articles produits constituent le phénomène essentiel de ce processus. Autrement dit, pour qu'il y ait un large développement de l'agriculture marchande, il faut qu'il y ait un large développement de la population non agricole. Ce processus se manifeste sous des formes diverses et s'observe dans des pays qui importent et exportent des céréales. L'accroissement rapide de la population industrielle crée d'ailleurs une insuffisance de grain dans les pays industriels, c'est-à-dire l'impossibilité, si l'on ne modifie pas les techniques, de s'en sortir sans importer de céréales d'autres pays. L'accroissement de la demande en blé, toute la terre restant propriété privée, conduit à la formation d'un prix de monopole.

Cela est important pour expliquer ce qu'est la rente.

Le processus même de formation de l'agriculture marchande ne se déroule pas tout à fait de la même façon que dans l'industrie manufacturière : dans l'industrie, cela se produit sous une forme simple et directe, tandis que dans l'agriculture, nous assistons à autre chose : ici domine un mélange de production marchande et non marchande. Ici s'unissent des formes différentes. Dans chaque localité donnée, on met sur le marché essentiellement *un* produit quelconque. D'une part la production du propriétaire foncier et surtout celle du paysan est marchande, et d'autre part, elle conserve son caractère de production destinée à la consommation personnelle.

La nécessité de se procurer de l'argent entraîne le passage de l'économie naturelle à l'économie marchande. Le pouvoir de l'argent pèse sur les paysans non seulement en Europe occidentale, mais aussi en Russie. Les statistiques des zemstvos montrent que même là où les vestiges de l'économie patriarcale sont très forts, la soumission du paysan au marché atteint des proportions considérables.

II. Le processus de formation d'une classe d'ouvriers agricoles salariés constitue une dissociation de la paysannerie en deux couches : 1) les fermiers, qui considèrent l'agriculture comme une industrie, et 2) les ouvriers sala-

riés. Ce processus est souvent appelé différenciation de la paysannerie. En Russie notamment, ce processus s'est manifesté avec un relief tout particulier. Il avait été remarqué par les économistes dès l'époque du système féodal.

Particularités de formation.

Ce processus ne se déroule pas de façon uniforme. En même temps que la formation d'une classe d'ouvriers salariés, nous constatons l'existence du système patriarcal et la formation d'un système nouveau, capitaliste. La classe des ouvriers salariés est liée à la terre d'une façon ou de l'autre : les formes du processus seront par conséquent d'une grande diversité.

SUR LA DOMINATION DE L'AGRICULTURE CAPITALISTE

LA RENTE

La population d'un pays capitaliste se divise en trois classes : 1) les ouvriers salariés, 2) les propriétaires terriens, et 3) les capitalistes. Lorsqu'on étudie un système, il faut laisser de côté les particularités locales, où cette division peut n'être pas encore apparue.

La principale division du produit, selon Marx, est celle qui distingue produit nécessaire et surproduit. Une certaine partie de ce surproduit est la rente foncière, soit la partie qui reste déduction faite du profit moyen sur le capital investi. Or, dans une société capitaliste développée, le profit moyen se forme sous l'influence de la concurrence, qui répartit le surproduit entre les capitalistes non pas proportionnellement au nombre des ouvriers, mais proportionnellement à l'importance du capital investi dans l'entreprise.

Marx étudie la formation du profit moyen dans le IIIe tome du *Capital*. Sur des parcelles de fertilité différente, le capital donnera un profit différent : sur les terres les plus mauvaises, le profit sera moindre, sur les meilleures il sera plus grand, il y aura surprofit. (Avant Marx, Ricardo avait déjà posé les fondements de la théorie de la rente.) Du fait des prix de monopole sur le marché du blé, ainsi que de l'insuffisance générale de la quantité de blé, le prix

général est réglé sur le prix qu'on obtient avec les terrains les plus mauvais. Le surplus de profit obtenu sur les terres de meilleure qualité ou sur les terres situées à proximité du marché, par comparaison avec les terres les moins fertiles et les plus éloignées, est appelé, d'après Marx, rente *différentielle*.

La rente est prélevée sur les fermiers par les propriétaires fonciers.

Le surprofit peut provenir de deux sources : 1) la différence de fertilité, et 2) l'application différente du capital. Poursuivons. Outre le monopole de l'exploitation privée de la terre, il existe un monopole de la propriété privée de la terre : le propriétaire foncier peut ne pas donner de terre au fermier tant que le prix du blé n'augmente pas, il prend alors une rente *absolue*, qui constitue un monopole élémentaire. Ce monopole peut être : 1) un monopole à l'état pur (dans le cas, si l'on analyse les choses strictement, il ne doit pas être qualifié de rente). 2) La rente absolue peut être prise sur l'excédent du profit fourni par le capital agraire, en raison de la circonstance suivante. Dans l'agriculture, le niveau technique est plus bas, de sorte que la part du capital variable (= celui qui crée le profit) est plus élevée que dans l'industrie. C'est pourquoi également la part du profit doit être plus élevée dans l'agriculture que dans l'industrie. Or, le monopole de la propriété de la terre empêche le nivellement du haut profit dans l'agriculture et du bas profit dans l'industrie. C'est de ce profit agricole plus élevé, non soumis au nivellement, qu'est tirée la rente absolue au sens propre du terme. Sa source est l'élévation du prix du blé. Quant à la rente différentielle, elle est tirée, elle, du produit. Les dernières années, caractérisées par l'entrée de nouveaux pays dans l'activité commerciale, ont entraîné une crise.

Le prix de la terre constitue une rente escomptée par anticipation. C'est pourquoi il est considéré comme le revenu d'un certain capital. Pour acquérir de la terre, il faut dépenser un capital, qui peut fournir le revenu de la rente moyenne. C'est pourquoi le rapide développement de l'industrie en Europe a fortement gonflé et assis la rente.

La plus grande partie du livre récemment paru de Maslov : *Les conditions du développement de l'agriculture en*

Russie est consacrée à la théorie de la rente ; Maslov adopte sur cette question un point de vue entièrement erroné, répétant les raisonnements des prétendus « critiques » bourgeois de Marx, dans le genre de Boulgakov et autres. Marx a montré que la vieille économie politique anglaise avait envisagé cette question de façon trop simpliste, non comme un processus engendrant des conditions historiques particulières, mais comme un processus créant des conditions naturelles, et par suite, elle raisonnait de la façon suivante : la rente se forme à cause de la nécessité qu'il y a de passer des meilleurs terrains aux plus mauvais. Mais le passage inverse existe aussi, puisque des perfectionnements sont possibles. Les critiques lâchent Marx pour revenir à l'économie bourgeoise.

Une autre conception étroite de la théorie de la rente consiste à rattacher la loi de la formation de la rente différentielle à la loi de la fertilité décroissante du sol, loi selon laquelle il y aurait diminution du profit sur un même terrain. Ricardo explique le passage des meilleures terres aux plus mauvaises par l'*impossibilité* d'investir un capital de plus en plus grand. Les « critiques » russes, eux, ont tous pris le parti de défendre la théorie de la fertilité décroissante du sol, et il en est de même de Maslov, qui, dans les autres questions, veut rester marxiste. Mais les arguments utilisés pour défendre cette théorie ne sont pas allés plus loin que des astuces du genre : si l'on ne reconnaît pas cette théorie, alors il faut reconnaître qu'avec une petite parcelle de terre, on pourrait nourrir tout un Etat.

Marx a lutté contre cette théorie. Elle envisage la dépense de capital d'un point de vue arithmétique, et elle tombe dans l'erreur en laissant de côté les conditions générales de l'économie. Si l'on suppose qu'il est toujours possible d'accroître l'investissement de capital, cette théorie sera alors valable ; mais cela supposerait une transformation des systèmes, or dans l'agriculture, les systèmes durent pendant des siècles, ce qui impose à l'investissement de capital des limites déterminées. Si la technique ne se modifie pas, un nouvel investissement de capital s'avérera impossible, ou ne sera possible que dans d'étroites limites. Marx montre que dans l'industrie également, il est impossible de développer de façon illimitée la production sur une

surface de terre donnée : si une surface de terre déterminée est occupée par une entreprise, pour développer celle-ci, il faut nécessairement l'agrandir. Mais *si* la terre est mise en valeur de façon rationnelle, cela ne doit qu'améliorer la production, de sorte que Marx conclut que non seulement, il n'y a pas désavantage sous ce rapport avec la terre, bien au contraire. C'est ce « *si* » que n'ont pas voulu voir les adversaires de la théorie de Marx. De cette façon Maslov comme soi-disant marxiste, peut induire beaucoup de gens en erreur par sa manière de voir dans cette question. Son livre représente l'un des innombrables exemples de la façon dont, à notre époque, on recule au lieu d'avancer.

La population agricole diminue de façon absolue, mais la production agricole progresse. Au cours du XIXe siècle, ce progrès a été étroitement lié au développement de l'agriculture marchande. Il caractérise l'un des traits fondamentaux du régime capitaliste contemporain, trait qui se manifeste par le fait qu'il se crée une concurrence dans l'agriculture, un marché agricole et une différenciation de la population. Ce processus a donné une forte impulsion au développement de l'agriculture, mais chaque pas dans la voie du progrès s'accompagnait de la naissance de contradictions, qui engendrent l'impossibilité de tirer parti de toutes les forces productives de l'agriculture nouvelle scientifique. Le capitalisme crée la grande production et la concurrence qui s'accompagnent de la dilapidation des forces productives de la terre. La concentration de la population dans les villes entraîne l'abandon des terres et une détérioration du régime des sols. La culture de la terre ne s'améliore pas, ou ne s'améliore pas comme elle le devrait.

La critique socialiste a depuis longtemps attiré l'attention là-dessus (Marx). Monsieur Hertz, et après lui en Russie MM. Boulgakov, Tchernov et Strouvé, ont indiqué que la théorie de Marx, qui s'appuyait sur Liebig, était dépassée. Cette opinion des « critiques » est absolument fausse. La destruction par le capitalisme de l'équilibre entre l'exploitation de la terre et l'amendement de celle-ci ne fait aucun doute (rôle de la séparation entre la ville et la campagne). Chez beaucoup d'auteurs dont les sympathies ne vont pas à la théorie marxiste, mais à la « critique » de celle-ci, leurs propres données parlent contre eux. Par

exemple Nossig. D'après ses données, il s'avère que les forces productives de la terre ne sont pas compensées, qu'on ne rend pas à la terre ce qu'on lui prend. Des engrais artificiels et animaux sont nécessaires. En moyenne, sur 60 000 kilogrammes d'engrais utilisés par hectare de terre, il faudrait que le 1/3 soit de l'engrais naturel, mais le système actuel de l'agriculture n'est pas en état de le fournir.

Ainsi, l'influence du capitalisme dans l'agriculture se manifeste de la façon suivante :

Il exige la liberté de l'ouvrier salarié et évince toutes les formes de l'ancienne servitude. Mais les ouvriers agricoles salariés restent en situation d'opprimés. Le joug s'est aggravé et exige désormais une plus grande lutte.

Le capitalisme a accru dans une mesure considérable le tribut prélevé par le propriétaire terrien, la valeur de la rente absolue et de la rente différentielle. Le gonflement de la rente fait obstacle au développement de l'agriculture.

L'AUTOCRATIE HÉSITE...

L'autocratie hésite. L'autocrate lui-même l'avoue publiquement devant le peuple. Telle est la portée considérable du manifeste publié par le tsar le 26 février, et aucune phrase conventionnelle, aucune des réserves et des restrictions qui abondent dans le texte ne changeront quoi que ce soit à l'importance historique du pas qui vient d'être franchi.

Le tsar commence à la vieille manière, *pour l'instant encore* à la vieille manière : « par la grâce de Dieu »... et termine en appelant à l'aide mi-peureusement et mi-hypocritement les gens investis de *la confiance publique*. Le tsar sent déjà lui-même que le temps où le gouvernement pouvait se maintenir en Russie par la grâce de Dieu passe irrévocablement et que le seul gouvernement durable en Russie ne peut être désormais qu'un gouvernement *par la volonté du peuple*.

Le tsar renouvelle son vœu sacré de conserver les fondements séculaires de l'Etat russe. Traduit du charabia officiel de la cour en russe, cela signifie : conserver l'autocratie. Il y eut un temps où Alexandre III disait cela sans hésiter et franchement (dans le manifeste du 29 avril 1881) : à l'époque, le mouvement révolutionnaire s'essoufflait et déclinait. Aujourd'hui que le cri de guerre « à bas l'autocratie ! » résonne de plus en plus puissant et de plus en plus imposant, Nicolas II préfère couvrir sa déclaration d'une petite feuille de vigne et en appeler pudiquement à l'autorité de son immortel géniteur. Echappatoire stupide et méprisable ! La question est posée carrément et a été

portée dans la rue : l'autocratie doit-elle être ou ne pas être. Et toute promesse de « réformes » — s'il est permis ici de parler de « réformes » ! — qui commence par la promesse de conserver l'autocratie est un mensonge éhonté, c'est se moquer du peuple russe. Mais il n'y a pas de meilleure occasion de dénoncer le pouvoir gouvernemental devant tout le peuple que le moment où ce pouvoir adresse lui-même à l'ensemble du peuple des promesses trompeuses et hypocrites.

Le tsar parle (à nouveau avec une feuille de vigne) du mouvement révolutionnaire et se plaint que « les troubles » empêchent de travailler au mieux-être du peuple, qu'ils agitent les esprits, qu'ils détournent le peuple du travail productif, qu'ils ruinent des forces chères au cœur du tsar, qu'ils ruinent les jeunes forces dont la patrie a tant besoin. Or donc, *c'est parce que* les participants au mouvement révolutionnaire, en danger de se perdre, sont chers au cœur du tsar, *que* le tsar promet aussitôt de réprimer sévèrement tout manquement aux règles normales de la vie sociale, c'est-à-dire de pourchasser férocement la liberté de parole, les grèves ouvrières et les manifestations populaires.

C'est suffisant. C'est plus que suffisant. Ce discours de jésuite se passe de commentaires. Nous aurons seulement l'audace d'exprimer la conviction que cette « parole du tsar », en se répandant dans tous les coins et les recoins de la Russie, constituera la plus remarquable propagande en faveur des revendications révolutionnaires. Pour quiconque a gardé la moindre parcelle d'honnêteté, la parole du tsar ne peut appeler qu'une réponse : *exiger* la libération immédiate et inconditionnelle de *tous* ceux qui ont été, par jugement ou sans jugement, après condamnation ou avant, emprisonnés, déportés ou arrêtés pour des raisons politiques ou religieuses, pour faits de grève ou pour avoir opposé une résistance aux autorités.

Nous avons vu la duplicité du langage employé par le tsar. Voyons maintenant *de quoi* il parle.

Principalement, de trois sujets. Premièrement, de la tolérance religieuse. Il faut réaffirmer et renforcer nos lois fondamentales garantissant la liberté du culte pour toutes les croyances religieuses. Cependant, le culte orthodoxe doit demeurer le culte dominant. Deuxièmement, le tsar

parle de la révision des lois qui concernent l'état agricole, de la participation à cette révision de personnes jouissant de la confiance publique, du travail commun de tous ses sujets à la consolidation des principes moraux dans la famille, à l'école et dans la vie publique. Troisièmement, il parle des moyens de permettre aux paysans de quitter plus facilement leurs communautés, et de la libération des paysans de la caution solidaire, qui leur est une gêne.

Aux trois déclarations, aux trois promesses, aux trois propositions de Nicolas II, la social-démocratie russe répond par trois revendications, qu'elle a déjà exposées depuis longtemps, qu'elle a toujours défendues et qu'elle a diffusées par tous les moyens en son pouvoir, et qu'il faut affirmer de façon particulièrement énergique aujourd'hui, en liaison avec le manifeste du tsar, et à titre de réponse à ce manifeste.

Premièrement, nous exigeons la reconnaissance immédiate et inconditionnelle par la loi de la liberté de réunion, de la liberté de la presse et l'amnistie pour tous les « politiques » et les membres de toutes les sectes. Tant que cela n'est pas fait, toutes les paroles sur la tolérance et sur la liberté religieuse resteront un pitoyable artifice et un mensonge éhonté. Tant que la liberté de réunion, la liberté de parole et la liberté de la presse ne seront pas proclamées, on ne verra pas disparaître la honteuse inquisition russe, qui pourchasse la confession de croyances non officielles, la profession d'opinions non officielles, de théories non officielles. A bas la censure ! A bas la protection de l'Eglise « dominante » par la police et la gendarmerie ! Pour ces revendications, le prolétariat russe conscient se battra jusqu'à la dernière goutte de son sang.

Deuxièmement, nous exigeons la convocation d'une Assemblée nationale constituante, qui doit être élue par tous les citoyens sans exclusive, et qui doit instaurer en Russie une forme élective de gouvernement. Assez joué aux assemblées locales, aux parlements de propriétaires fonciers près les gouverneurs, à l'administration représentative de messieurs les maréchaux (et peut-être aussi des délégués ?) de la noblesse ! L'administration toute-puissante a suffisamment joué, comme le chat avec la souris, avec tous les zemstvos, tantôt les renvoyant, tantôt les caressant de

ses pattes de velours ! Tant qu'une assemblée de députés de toute la nation ne sera pas convoquée, toutes les paroles sur la confiance en la société et les principes moraux dans la vie publique ne seront que mensonge et encore mensonge. Jusque-là la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière russe contre l'autocratie russe ne faiblira pas.

Troisièmement, nous exigeons la reconnaissance immédiate et inconditionnelle par la loi de la complète égalité en droits des paysans avec toutes les autres catégories sociales et la convocation de *comités paysans* pour éliminer tous les vestiges du servage à la campagne, et prendre des mesures sérieuses pour améliorer la situation de la paysannerie.

L'absence de droits de la paysannerie, qui constitue à elle seule les neuf dixièmes de la population de la Russie, ne saurait être tolérée un jour de plus. Toute la classe ouvrière, tout le pays en souffrent : c'est sur elle que s'appuie tout ce que la vie russe a d'asiatique ; à cause de cette absence de droits, toutes les assemblées et autres commissions passent sans laisser de traces (*ou en aggravant la situation des paysans*). Maintenant encore, le tsar veut se contenter d'un recours aux vieilles « conférences » de fonctionnaires et de nobles, le tsar parle même de « pouvoir fort » pour diriger l'activité des forces locales. Les paysans savent fort bien, d'après l'exemple des *zemskié natchalniki*, ce que signifie ce « pouvoir fort ». Ce n'est pas en vain que les paysans auront vécu quarante années de besoin, de pauvreté et de sous-alimentation chronique depuis l'intervention bienfaisante des comités de la noblesse. Les paysans comprendront maintenant que toutes les « réformes » et toutes les améliorations resteront des leurres, à moins d'être réalisées *par les paysans eux-mêmes*. Les paysans comprendront — et nous les aiderons à comprendre — que seuls les *comités paysans* sont capables de supprimer effectivement non seulement la caution solidaire, mais tous les vestiges quels qu'ils soient de la corvée et du servage qui auront opprimé jusqu'au vingtième siècle des dizaines de millions d'hommes. Pour les ouvriers des villes, la liberté de réunion et la liberté de la presse suffisent pleinement : nous saurons bien tirer parti de ces libertés ! ! Mais pour les paysans, disséminés dans des coins perdus, abêtis et ensauvagés, cela n'est pas assez, et les ouvriers doivent

les aider, doivent leur expliquer qu'ils resteront fatalement et inévitablement de misérables esclaves tant qu'ils ne prendront pas en main leur propre destin, tant qu'ils n'obtiendront pas, comme étape première et fondamentale, l'institution de *comités paysans* pour une libération réelle, et non pas fallacieuse, de la paysannerie.

Les gens intelligents et expérimentés ont depuis longtemps déjà remarqué qu'à une époque révolutionnaire, il n'y a pas de moment plus dangereux pour le gouvernement que le commencement des concessions, le commencement des hésitations. La vie politique russe de ces dernières années l'a confirmé d'une façon éclatante. Le gouvernement a fait preuve d'hésitation dans la question du mouvement ouvrier, il a ouvert la voie au zoubatovisme, et il s'est couvert de ridicule pour avoir si bien fait le jeu de l'agitation révolutionnaire. Le gouvernement voulait faire des concessions dans la question des étudiants, et il s'est ridiculisé en faisant progresser à pas de geant le mouvement révolutionnaire parmi les étudiants. Le gouvernement reprend actuellement cette même méthode à une large échelle en ce qui concerne toutes les questions de politique intérieure, et il se ridiculisera inévitablement, il facilitera, renforcera et développera inévitablement l'offensive révolutionnaire contre l'autocratie.

* *
*

Il nous faut encore nous arrêter sur la question pratique de savoir comment nous devons utiliser pour l'agitation le manifeste publié par le tsar le 26 février. Les social-démocrates russes ont déjà donné depuis longtemps cette réponse à la question des moyens de lutte : organisation et agitation, et ils n'ont pas été troublés par les railleries des naïfs qui trouvaient que cela « manque de précision » et pour qui les seuls moyens de lutte « précis » sont les coups de feu. Et c'est en des moments tels que celui-ci, lorsque surgit brusquement devant nous une occasion aussi propice pour l'agitation la plus large, une occasion qui exige aussi impérieusement une tension de toutes nos forces, c'est en de tels instants que se fait tout particulièrement sentir cette faiblesse, encore et toujours pour la même chose :

l'organisation, la capacité de développer rapidement l'agitation.

Mais nous rattraperons le temps perdu, et nous ferons plus que le rattraper !

Nous devons avant tout répondre au manifeste du 26 février par des tracts destinés à toute la Russie et des tracts locaux. Si auparavant nous sortions les tracts pour toute la Russie par dizaines de milliers d'exemplaires, il faut maintenant les répandre par millions d'exemplaires, afin que tout le peuple connaisse la réponse du prolétariat russe conscient à l'adresse du tsar au peuple, afin que tous voient nos revendications précises, pratiques, et les comparent avec le discours du tsar *sur le même sujet*.

Ensuite, nous ne devons pas permettre que les réunions légales de membres des zemstvos, de nobles, de marchands, de professeurs, etc., etc., bien pensants soient les seules à répondre, avec un enthousiasme respectueux, au manifeste du 26 février. Les réponses que donneront dans leurs tracts les organisations de social-démocrates ne suffiront pas non plus. Que *chaque cercle, que chaque réunion d'ouvriers* mette au point sa propre réponse et appuie formellement et solennellement les revendications social-démocrates. Que les résolutions de ces assemblées d'ouvriers (et, si cela est possible, de paysans) soient publiées dans des tracts locaux et communiquées à nos journaux. Que tout le monde sache que seules les réponses des ouvriers et des paysans eux-mêmes sont considérées par nous comme une réponse du peuple. Que dès maintenant, tous les cercles entreprennent de se préparer à soutenir nos revendications fondamentales *par la force*.

Ensuite, nous ne devons pas admettre que dans quelque réunion que ce soit, les motions de reconnaissance au tsar puissent s'exprimer sans rencontrer de résistance. Messieurs nos libéraux ont suffisamment travesti l'opinion publique russe ! Ils ont assez menti, en disant le contraire de ce qu'ils pensent, en disant le contraire de ce que pense toute la partie du peuple qui réfléchit et qui est prête à la lutte ! Il faut s'efforcer de pénétrer dans leurs réunions, d'exprimer là aussi le plus largement, le plus publiquement et le plus ouvertement possible nos opinions, notre protestation contre la reconnaissance servile, notre *véritable* réponse au

tsar, exprimer cela à la fois par la diffusion de tracts et, dans la mesure du possible, par des discours publics à toutes les réunions de ce genre (quand bien même Messieurs les présidents essaieraient d'interrompre ces discours).

Enfin, nous devons nous efforcer également de faire passer la réponse des ouvriers dans la rue, d'exprimer nos revendications par des manifestations, de montrer au grand jour le nombre et la force des ouvriers, leur conscience et leur résolution. Que le Premier Mai qui vient soit, en même temps qu'une proclamation générale de nos revendications prolétariennes, une réponse particulière, spéciale et précise au manifeste du 26 février !

L'« Iskra » n° 35,
1er mars 1903

Conforme au texte du journal

MONSIEUR STROUVÉ DÉMASQUÉ PAR SON COLLABORATEUR

Le n° 17 de l'*Osvobojdénié* a causé bien des sensations agréables à l'*Iskra* en général et à l'auteur de ces lignes en particulier. A l'*Iskra*, parce qu'il lui a été agréable de voir que ses efforts pour pousser M. Strouvé à gauche avaient eu quelque résultat, il lui a été agréable de trouver une sévère critique des louvoiements par Monsieur S.S., il lui a été agréable de lire que les partisans de l'*Osvobojdénié* avaient l'intention de créer « ouvertement et résolument un parti constitutionnel » dont le programme exigerait le suffrage universel. A l'auteur de ces lignes, parce que Monsieur S. S., « qui a pris une part prépondérante à l'élaboration de la proclamation intitulée « Appel des constitutionnalistes russes » dans le n° 1 de l'*Osvobojdénié* et qui, par conséquent, n'est pas un simple collaborateur, mais dans une certaine mesure le *patron* de M. Strouvé, a de façon inattendue rendu un grand service dans la polémique *contre M. Strouvé*. Je me permettrai de commencer par ce second point. Dans mon article « Les persécuteurs des zemstvos et les Annibals du libéralisme » *, du n° 2-3 de *Zaria*, je polémiquais contre Monsieur R.N.S., auteur de la préface à la « Note » bien connue de Witte. J'y montrais le caractère ambigu de la position de Monsieur R.N.S., qui parlait de s'engager par un serment d'Annibal à lutter contre l'autocratie et qui, en même temps, adressait des discours onctueux aux détenteurs du pouvoir, aux sages conservateurs et qui, en

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, pp. 27-77. (*N.R.*)

même temps, avançait la « formule » : « Des droits et un zemstvo investi du pouvoir », etc., etc. Le public sait maintenant, d'après la seconde édition de la « Note », que Monsieur R.N.S. et M. Strouvé ne font qu'un. Ma critique a déplu au plus haut point à M. Strouvé, et il s'en est pris à moi dans très longue et très coléreuse « remarque sur une remarque ».

Examinons les arguments de M. Strouvé.

Le premier exemple qui montre que mes « beautés polémiques » sont « injustes et sans fondement » est le fait que j'ai parlé de l'antipathie de M. Strouvé pour les révolutionnaires, malgré sa « déclaration, pourrait-on croire, parfaitement claire ». Reproduisons cette déclaration intégralement. « Le certificat délivré aux zemstvos par la bureaucratie elle-même, écrivait M. Strouvé, constitue une excellente réponse à tous ceux qui, par manque de formation politique ou par amour de la phrase révolutionnaire, n'ont pas voulu et ne veulent pas voir la valeur politique considérable des zemstvos russes et de leur activité culturelle légale ». A cette tirade, M. Strouvé a ajouté cette réserve en note : « par ces mots, nous ne voulons pas du tout blesser les militants révolutionnaires, chez lesquels on ne peut pas ne pas apprécier avant tout le courage moral dans la lutte contre l'arbitraire ».

Telles sont les « pièces du procès » établissant qu'il y a eu critique injuste et sans fondement. Laissons le lecteur juger par lui-même qui a raison : celui qui a trouvé cette déclaration parfaitement claire, ou celui qui disait que M. Strouvé s'est enferré encore davantage « blessant » des révolutionnaires (*qu'il ne nomme pas expressément*) non seulement par une accusation « anonyme » (dirigée contre on ne sait qui) de grossière ignorance, mais aussi par la supposition qu'on peut les obliger à avaler la pillule de l'accusation d'ignorance si on dore cette pillule en leur reconnaissant du « courage moral ».

Pour ma part, je dirai seulement ceci : à chacun ses goûts. De nombreux libéraux considèrent comme le sommet du tact et de la sagesse de délivrer aux révolutionnaires des certificats de courage, tout en traitant en même temps leur programme de simples phrases, de manifestation de l'insuffisance de leur formation politique, et *sans même examiner*

sur le fond leurs opinions. A notre avis, ce n'est là ni du tact ni de la sagesse, mais un honteux faux-fuyant. C'est affaire de goût. Aux Thiers russes, bien entendu, plaisent les *phrases opportunistes* d'une parfaite décence mondaine et d'une totale correction parlementaire des vrais Thiers.

Poursuivons. J'ai « feint », imaginez-vous, « de ne pas comprendre que la formule « un zemstvo investi du pouvoir pour toute la Russie » signifiait l'exigence d'une constitution », et mes considérations à ce sujet « ont confirmé une fois de plus [pour M. Strouvé] à quel point est largement répandue dans nos publications de l'étranger la vraie phrase révolutionnaire, et qui plus est, haineusement tendancieuse (ce style littéraire peu attrayant fleurit particulièrement dans les colonnes de l'*Iskra* et de *Zaria*) », page XII de la deuxième édition de la « Note ». Eh bien, en ce qui concerne le caractère haineusement tendancieux, il nous est difficile de disputer là-dessus avec M. Strouvé : ce qui nous semble un compliment lui paraît, à lui, un reproche. Ce que les libéraux et de nombreux radicaux appellent esprit tendancieux, c'est une inébranlable fermeté de conviction, et ils qualifient de « haine » une sévère critique des points de vue erronés. A cela rien à faire. *Mea culpa, mea maxima culpa* ! j'ai été et je resterai « haineusement tendancieux » à l'égard des Messires les Strouvé. Et voici l'autre accusation, sur le fond cette fois. J'ai fait semblant de ne pas comprendre ou bien je n'ai pas compris en réalité, et d'ailleurs ne pouvait-on pas comprendre ? Telle est la question.

J'ai affirmé que la formule « des droits et un zemstvo investi du pouvoir » était une spéculation indigne sur les préjugés de la grande masse des libéraux russes, que ce « *n'était pas un drapeau aidant à distinguer entre alliés et ennemis* » (notez bien cela !), mais « un chiffon qui permettrait seulement aux éléments les moins sûrs à s'infiltrer dans le mouvement » (page 95 du n° 2-3 de la *Zaria*) *. Je le demande à chacun : que vient faire ma « feinte » là-dedans ?? Je dis carrément que je considère ce drapeau comme un chiffon, et on me répond : vous feignez de ne pas comprendre ! Mais ce n'est rien d'autre qu'un nouveau faux-fuyant pour échapper à l'examen de la question *sur le fond*, à l'a-

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, p. 72. (*N.R.*)

nalyse de cette question : la formule vaut-elle mieux comme drapeau ou comme chiffon !

Et ce n'est pas tout. Je peux maintenant, grâce à l'aide fort aimable de M. S.S., *démontrer en fait* quelque chose de beaucoup mieux. Je peux démontrer qu'il y a eu « spéculation indigne » de la part de M. Strouvé non seulement dans le sens d'un doctrinarisme de philistin qui souhaite attendrir le gouvernement par sa modestie, non seulement dans le sens du désir déraisonnable d'unir les « libéraux » sur un minimum, mais aussi dans le sens d'un *flirt* direct, *immédiat avec des partisans de l'autocratie connus de M. Strouvé*. Monsieur S.S. démasque impitoyablement et sans recours M. Strouvé lorsqu'il dit que « l'obscur et ambigu (écoutez bien !) mot d'ordre slavophile » de Zemski Sobor[121]» est avancé dans le but de faciliter une « union contre-nature » des libéraux-constitutionnalistes et des partisans libéraux d'une autocratie idéale. Monsieur S.S. appelle cela ni plus ni moins de l' « équilibrisme politique » !! Et M. Strouvé accuse réception..., en disant que le mot d'ordre de Zemski Sobor « n'est pas précis et que *par son imprécision il est précieux* (c'est nous qui soulignons) et en même temps dangereux ».

C'est bien, n'est-il pas vrai ? Lorsqu'un social-démocrate déclara qu'un mot d'ordre *encore plus ambigu* (le zemstvo investi du pouvoir) était une spéculation indigne, M. Strouvé se drapa dans le manteau de l'innocence blessée et prit un air pincé pour parler d'incompréhension feinte. Mais lorsqu'un libéral, M. S. S., *répéta la même chose*, M. Strouvé salua aimablement et accusa réception ! Un mot d'ordre imprécis, par son imprécision même, était *précieux* pour M. Strouvé, qui n'a pas la moindre honte à reconnaître qu'il est prêt également à mettre en circulation des mots d'ordre dangereux, *selon le vent*. Que M. Chipov apparaisse fort et fasse autorité, et le rédacteur de l'organe libéral parlera de zemstvo investi du pouvoir. Que M. S. S. apparaisse fort et fasse autorité, et le rédacteur de l'organe libéral parlera de constitution et de suffrage universel ! Joli petit tableau de mœurs politiques et de morale politique dans le camp libéral... M. Strouvé oublie seulement de réfléchir au prix qu'aura acquis sa déclaration après cette merveilleuse métamorphose : en janvier 1901, M. Strouvé

réclame « des droits et un zemstvo investi du pouvoir » ; en décembre 1902, M. Strouvé qualifie de « feinte » le fait de ne pas comprendre que cela signifie l'exigence d'une constitution ; en février 1903, M. Strouvé déclare qu'au fond, il n'a jamais douté que le suffrage universel fût justifié, et que le mot d'ordre imprécis de Zemski Sobor était précieux par son imprécision même. Une question se pose alors : *quel droit* a maintenant n'importe quel militant politique, n'importe quel citoyen russe, d'affirmer que *demain, M. Strouvé n'avancera pas un nouveau mot d'ordre, « précieux par son imprécision » ?* ?

Passons au dernier point de la réponse de M. Strouvé. « N'est-ce pas de la phrase révolutionnaire, demande-t-il, ou du doctrinarisme absolument figé, que les considérations de M.T.P. [122] sur la signification du zemstvo en tant qu'instrument de consolidation de l'autocratie ? » Monsieur Strouvé voit là à la fois une appropriation des idées des slavophiles, un accord avec Gorémykine [123] et les colonnes d'Hercule d'une doctrine morte. M. Strouvé est absolument hors d'état de comprendre ce qu'est l'attitude *révolutionnaire* à l'égard des réformes bâtardes entreprises pour *éviter la révolution*. Pour M. Strouvé, toute dénonciation du double jeu des réformateurs d'en haut apparaît comme du slavophilisme et de la réaction, exactement de même que tous les Yves Guyot européens qualifient de réactionnaire la critique socialiste de la propriété privée ! Naturellement, il n'est pas étonnant que, *devenu* réformateur, M. Strouvé ait perdu la capacité de comprendre le caractère ambigu des réformes, instrument de renforcement de la domination des dirigeants, renforcement payé par l'octroi des réformes. Mais... il y eut un temps où M. Strouvé comprenait ce mécanisme singulièrement ingénieux. C'était il y a longtemps, quand il était « un tout petit peu marxiste » et que nous nous battions ensemble contre les populistes dans les colonnes du défunt *Novoïé Slovo*[124] . Dans la livraison de juillet 1897 de cette revue, M. Strouvé écrivait à propos de N. Vodovozov : « Je me souviens qu'en 1890, dans la rue — je rentrais alors d'un voyage d'été à travers l'Allemagne, riche en impressions nouvelles et fortes —, une conversation s'engagea entre nous à propos de la politique et des plans de réforme de Guillaume II. Vodovozov leur

accordait de la valeur et n'était pas d'accord avec moi, pour qui déjà à l'époque (et à plus forte raison maintenant), la question de la valeur de ce qu'on appelle la « monarchie sociale », comme fait et comme idée, se trouvait irrévocablement résolue dans le sens négatif. Vodovozov considérait l'*idée* de réforme sociale, abstraction faite des forces sociales réelles qui la réalisent. Voilà pourquoi à son avis, le socialisme catholique était essentiellement un mouvement d'idées original en faveur de la réforme de la société, et non une réaction spécifique de sauvegarde de la bourgeoisie européenne et en partie des restes de la féodalité européenne contre le mouvement ouvrier montant... ». Ainsi, vous voyez : en un temps depuis longtemps révolu, à l'époque des enthousiasmes juvéniles, M. Strouvé comprenait que les réformes peuvent être une réaction de sauvegarde, c'est-à-dire une mesure préservant les classes dirigeantes de la chute, et dirigée contre la classe révolutionnaire, dont elle améliore pourtant la situation. Et je le demande maintenant au lecteur : qui donc a raison ? Est-ce moi qui ait fait de la « phrase révolutionnaire » en démasquant l'étroitesse réformiste de l'attitude de M. Strouvé à l'égard d'une réforme comme le zemstvo ? ou bien est-ce M. Strouvé qui s'est *assagi* et a abandonné « irrévocablement » la position de révolutionnaire qu'il défendait (irrévocablement, eût-on dit) à une certaine époque ? Est-ce moi qui suis devenu partisan des slavophiles et de Gorémykine, ou bien les « fortes impressions » reçues par M. Strouvé de son voyage à travers l'Allemagne socialiste n'ont-elles duré que quelques années ??

Oui, oui, on peut se représenter de façon différente la *force* des impressions, la force des convictions, la valeur des convictions, la compatibilité de la moralité politique et de la fermeté de conviction politique avec la proclamation de mots d'ordre précieux par leur imprécision...

Pour conclure, je ne peux pas ne pas noter certaines déclarations de Monsieur Strouvé, qui « assombrissent » fortement l'heureuse impression produite par son tournant à gauche. Après avoir exposé en tout et pour tout une seule revendication démocratique (le suffrage universel), M. Strouvé se hâte déjà de parler de « parti libéral *démocrate* ». N'est-ce pas un peu tôt ? Ne vaudrait-il pas mieux *d'abord* indi-

quer avec précision toutes les transformations *démocratiques* que le parti exige *absolument* non seulement dans son programme agraire et ouvrier, mais aussi dans son programme *politique*, et ensuite seulement coller l'étiquette, ensuite seulement prétendre à s'élever du « rang » des libéraux au rang des libéraux démocrates ? En effet, le suffrage universel n'est que le *minimum* de démocratie reconnu même par certains conservateurs qui (en Europe) se sont accommodés des élections en général. Mais, on ne sait pourquoi, M. Strouvé ne dépasse pas ce minimum, pas plus dans le n° 18 que dans le n° 17. Nous noterons ensuite, en passant, cette curieuse remarque de M. Strouvé, que le problème du socialisme doit être complètement laissé de côté par le parti libéral démocrate, « avant tout parce que le socialisme, en fait, n'est encore qu'un problème ». Et non pas parce que, très honoré M. Strouvé, les éléments « libéraux démocrates » de la société russe expriment les intérêts de classes qui *s'opposent* aux revendications socialistes du prolétariat ? Cela tout à fait en passant, je le répète, à seule fin de noter les nouveaux *modes* de « négation » du socialisme adoptés par Messieurs les libéraux. Sur le fond, d'ailleurs, M. Strouvé a évidemment raison de dire que le parti libéral « démocrate » n'est pas un parti socialiste, et il serait inconvenant que celui-ci se donnât pour tel.

En ce qui concerne la tactique du nouveau parti, M. Strouvé s'exprime de façon aussi évasive que possible. C'est tout à fait regrettable. Et il est encore plus regrettable qu'il répète et souligne encore et sans cesse la nécessité d'une « tactique double », au sens d'une « combinaison habile, souple et indissoluble » des méthodes légales et illégales d'action. Dans le meilleur des cas, c'est éluder les questions urgentes posées par les méthodes d'action *illégale*. Et ces questions sont urgentes parce qu'une activité illégale systématique définit en fait la physionomie du *parti*. Et dans le pire des cas, c'est la répétition de l'échappatoire à laquelle M. Strouvé recourait lorsqu'il prônait « des droits et un zemstvo investi du pouvoir » au lieu de parler d'un parti résolument et ouvertement constitutionnel et « démocrate ». Tout parti illégal « combine » les actions légales et illégales *en ce sens* qu'il s'appuie sur des masses qui ne prennent pas

une part directe à l'« illégalité », qu'il soutient les protestations légales, utilise les possibilités légales de propagande, d'organisation, etc. Cela est connu de tout le monde, et ce n'est pas de cela qu'on parle, lorsque l'on parle de la tactique d'un *parti illégal*. On parle de l'acceptation irrévocable de la *lutte* par ce parti, de la mise au point de moyens de lutte, de *l'obligation* qu'ont les membres du parti de ne pas se *limiter* aux protestations légales, mais de subordonner *absolument tout* aux intérêts et aux exigences de la *lutte révolutionnaire*. S'il n'y a pas d'activité illégale systématique ni de lutte révolutionnaire, il n'y a pas non plus de *parti*, qui puisse être réellement *constitutionnel* (à plus forte raison démocrate). Et le plus grand préjudice qu'on puisse porter à la lutte, c'est de *confondre* un travail révolutionnaire s'appuyant sur de larges masses, utilisant de larges organisations, contribuant à l'éducation politique des militants légaux, avec un travail qui *se limite* au cadre de la légalité.

L'« Iskra » n° 37,
1er avril 1903

Conforme au texte du journal

AUX PAYSANS PAUVRES

EXPLICATION, À L'USAGE DES PAYSANS, DE CE QUE VEULENT LES SOCIAL-DÉMOCRATES [12]

Rédigé en mars 1903. Publié pour la première fois en brochure à Genève en mai 1903 par la Ligue des social-démocrates russes à l'étranger

Conforme au texte de la brochure

РОССІЙСКАЯ СОЦІАЛЬДЕМОКРАТИЧЕСКАЯ РАБОЧАЯ ПАРТІЯ.

Пролетаріи всѣхъ странъ, соединяйтесь!

Н. ЛЕНИНЪ

Къ деревенской бѣднотѣ.

Объясненіе для крестьянъ, чего хотятъ соціальдемократы.

Съ приложеніемъ Проекта программы Россійской Соціальдемократической Рабочей Партіи.

Изданіе Загран. Лиги Русск. Революціонной Соціальдемократіи.

ЖЕНЕВА
Типографія Лиги, Route Caroline, 27.
1903

Couverture de la brochure de V. Lénine « Aux paysans pauvres » — 1903

Réduction

1. LA LUTTE DES OUVRIERS DES VILLES

Beaucoup de paysans ont déjà entendu parler, sans doute, des mouvements ouvriers dans les villes. Certains sont eux-mêmes allés dans les capitales et dans les usines, et ils y ont vu les séditions, comme les appelle la police. D'autres connaissent des ouvriers qui ont participé à des mouvements et que les autorités ont exilés à la campagne. D'autres encore ont eu entre les mains des tracts ouvriers et des brochures sur la lutte ouvrière. D'autres enfin ont simplement entendu des récits de gens au courant sur ce qui se passe dans les villes.

Au début, seuls les étudiants ont régimbé, mais maintenant des milliers et des dizaines de milliers d'ouvriers se révoltent dans toutes les grandes villes. Ils luttent le plus souvent contre leurs patrons, contre les fabricants, les capitalistes. Les ouvriers organisent des grèves, cessent tous à la fois le travail dans la fabrique, réclamant des augmentations de salaires, exigeant qu'on ne les fasse pas travailler dix ou onze heures par jour, mais seulement huit. Les ouvriers réclament aussi toutes sortes d'autres allégements dans leur vie de travail. Ils veulent que les ateliers soient mieux aménagés, que les machines soient munies de dispositifs de sécurité spéciaux et ne blessent plus ceux qui les font fonctionner, que leurs enfants puissent aller à l'école, que les malades soient convenablement soignés dans les hôpitaux, que les logements des ouvriers soient des habitations humaines et non des boîtes à sardines.

La police intervient dans la lutte ouvrière. La police s'empare des ouvriers, les jette en prison, les renvoie dans

leur région d'origine ou même les exile en Sibérie, et ceci sans justement. Le gouvernement interdit par la loi les grèves et les rassemblements d'ouvriers. Mais les ouvriers mènent la lutte et contre la police et contre le gouvernement. Les ouvriers disent : nous en avons assez de courber le dos, nous qui sommes des millions ! nous en avons assez de travailler pour les riches, nous qui restons pauvres ! nous en avons assez de nous laisser piller ! nous voulons nous unir dans des associations, nous voulons rassembler tous les ouvriers dans une grande union ouvrière (dans un *parti* ouvrier), et tous ensemble conquérir une vie meilleure. Nous voulons promouvoir une meilleure organisation de la société : dans cette société nouvelle, il ne doit plus avoir ni riches ni pauvres, tous doivent travailler. Ce n'est plus une poignée de riches, mais tous ceux qui travaillent qui doivent jouir des fruits du labeur de tous. Les machines et les autres perfectionnements doivent alléger le travail de tous, et non pas enrichir quelques-uns au détriment de millions et de dizaines de millions d'hommes. Cette société nouvelle, cette société meilleure s'appelle la *société socialiste*. La théorie qui parle de cette société s'appelle le *socialisme*. Les unions d'ouvriers en lutte pour instaurer cette meilleure organisation de la société s'appellent partis *social-démocrates*. De tels partis existent au grand jour dans presque tous les pays (sauf la Russie et la Turquie), et nos ouvriers, avec des socialistes des milieux instruits, ont formé eux aussi un tel parti : *le Parti ouvrier social-démocrate de Russie*.

Le gouvernement le persécute, mais le parti existe secrètement, en dépit de toutes les interdictions, édite ses journaux et ses brochures, forme des unions clandestines. Et les ouvriers non seulement se rassemblent dans des réunions secrètes, mais sortent en foule dans la rue, déployant des banderoles qui portent ces mots : « Vive la journée de huit heures, vive la liberté, vive le socialisme ! » De tels actes attirent sur les ouvriers la fureur du gouvernement, qui envoie même la troupe tirer sur les ouvriers. Des soldats russes ont tué des ouvriers russes à Iaroslavl et à Pétersbourg, à Riga, à Rostov-sur-le-Don, à Zlatooust.

Mais les ouvriers ne cèdent pas. Ils continuent la lutte. Ils disent : aucune poursuite, ni la prison, ni la déporta-

tion, ni les travaux forcés, ni la mort ne nous font peur. Notre cause est juste. Nous nous battons pour la liberté et le bonheur de tous ceux qui travaillent. Nous nous battons pour délivrer de la violence, de l'oppression et de la misère des dizaines et des centaines de millions d'hommes. Les ouvriers deviennent de plus en plus conscients. Le nombre des social-démocrates augmente rapidement dans tous les pays. Nous vaincrons, en dépit de toutes les persécutions.

Il faut que les paysans pauvres comprennent clairement ce que sont les social-démocrates, ce qu'ils veulent, et comment il faut agir dans les campagnes pour les aider à conquérir le bonheur pour le peuple.

2. QUE VEULENT LES SOCIAL-DÉMOCRATES ?

Les social-démocrates russes cherchent tout d'abord à obtenir la *liberté politique*. Ils ont besoin de cette liberté pour pouvoir rassembler largement, ouvertement, tous les ouvriers russes dans la lutte pour une organisation de la société nouvelle, meilleure, socialiste.

Qu'est-ce que la liberté politique ?

Pour s'en faire une idée, que le paysan compare d'abord sa liberté actuelle avec le servage. Sous le servage, le paysan ne pouvait se marier sans l'autorisation du propriétaire foncier. Aujourd'hui, le paysan est libre de se marier sans aucune autorisation. Sous le servage, le paysan était dans l'obligation absolue de travailler pour son seigneur les jours où l'intendant le lui ordonnait. Aujourd'hui, le paysan est libre de choisir pour quel propriétaire, quels jours et pour quel salaire travailler. Sous le servage, le paysan ne pouvait en aucun cas s'éloigner du village sans l'autorisation de son seigneur. Aujourd'hui, le paysan est libre d'aller où il veut, si le *mir* le laisse partir, s'il n'a pas d'arrérages, si on lui donne un passeport, si le gouverneur ou le commissaire de police du district ne lui interdit pas de changer de lieu de résidence. Autrement dit, aujourd'hui encore, le paysan n'a pas la pleine liberté d'aller où il veut, la pleine liberté de se déplacer, le paysan reste encore à demi asservi. Nous parlerons plus loin en détails des raisons

pour lesquelles le paysan russe reste encore à demi asservi, et de ce qu'il lui faut faire pour modifier cette situation.

Sous le régime du servage, le paysan ne pouvait acquérir de biens sans l'autorisation du seigneur, il ne pouvait acheter de terre. Aujourd'hui, le paysan est libre d'acquérir n'importe quel bien (cependant, il n'a pas encore la pleine liberté de quitter le *mir*, la pleine liberté de disposer de sa terre comme il l'entend). Sous le servage, le paysan pouvait être châtié corporellement par le propriétaire foncier. Aujourd'hui, le paysan ne peut être châtié par le propriétaire foncier, bien que jusqu'à présent, il ne soit pas encore libéré du châtiment corporel.

C'est cette liberté que l'on appelle la liberté *civile* ; c'est la liberté dans les affaires familiales, dans les affaires personnelles, dans les affaires concernant les biens privés. Le paysan et l'ouvrier sont libres (encore que pas pleinement) d'organiser comme ils l'entendent leur vie de famille, de gérer leurs affaires, de disposer de leur force de travail (de choisir leur patron), de disposer de leurs biens.

Mais ni les ouvriers russes ni le peuple russe dans son ensemble n'ont jusqu'à présent la liberté de mener comme ils l'entendent les affaires qui *concernent tout le peuple*. Le peuple dans son ensemble reste asservi aux fonctionnaires de la même façon que les paysans étaient asservis aux propriétaires fonciers. Le peuple russe n'a pas le droit de choisir les fonctionnaires, il n'a pas le droit d'élire des députés qui établiraient les lois de l'Etat. Le peuple russe n'a même pas le droit d'organiser des assemblées pour discuter des affaires *de l'Etat*. Sans l'autorisation de fonctionnaires placés au-dessus de nous en dehors de notre accord — de même que dans l'ancien temps, le seigneur nommait l'intendant sans consulter les paysans —, nous ne pouvons même pas publier nos journaux et nos livres, nous ne pouvons pas parler devant tous et à tous des affaires qui intéressent tout l'Etat !

De même que les paysans étaient les esclaves des propriétaires fonciers, de même le peuple russe reste jusqu'à présent l'esclave des fonctionnaires. De même que les paysans, sous le régime du servage, n'avaient pas de liberté civile, de même le peuple russe n'a pas, jusqu'à présent, de liberté

politique. La liberté politique, c'est la liberté pour le peuple de régler les affaires qui concernent toute la nation, tout l'Etat. La liberté politique, c'est le droit, pour le peuple, d'élire ses délégués (ses députés) à la Douma (au parlement) d'Etat. Toutes les lois doivent être discutées et promulguées, tous les impôts et contributions doivent être fixés uniquement par cette Douma (parlement) d'Etat élue par le peuple lui-même. La liberté politique, c'est le droit, pour le peuple, de choisir lui-même tous les fonctionnaires, d'organiser toutes les réunions qu'il veut pour discuter de toutes les affaires de l'Etat, d'éditer, sans aucune autorisation, livres et journaux.

Tous les autres peuples d'Europe ont conquis depuis longtemps la liberté politique. Il n'y a qu'en Turquie que le peuple reste dans l'esclavage politique sous le gouvernement du sultan, et en Russie sous le gouvernement autocratique du tsar. Quand on parle d'autocratie tsariste, on désigne le pouvoir illimité du tsar. Le peuple ne prend absolument aucune part à l'organisation et à la direction de l'Etat. C'est le tsar seul qui, par son pouvoir personnel, illimité, autocratique, promulgue toutes les lois, nomme tous les fonctionnaires. Mais le tsar, évidemment, *ne peut même pas connaître* toutes les lois russes, ni tous les fonctionnaires russes. Le tsar ne peut même pas connaître ce qui se passe dans l'Etat. Le tsar ne fait qu'entériner la volonté de quelques dizaines des plus importants et des plus illustres fonctionnaires. Un homme seul, quelque désir qu'il en ait, est incapable de diriger un Etat aussi immense que la Russie. Ce n'est pas le tsar qui dirige la Russie — on ne peut que parler du pouvoir absolu d'un seul homme ! — c'est une poignée de fonctionnaires parmi les plus riches et les plus illustres. Le tsar ne connaît que ce dont cette poignée de fonctionnaires trouve bon de l'informer. Le tsar n'a aucune possibilité d'aller contre la volonté de cette poignée de hauts dignitaires : il est lui-même propriétaire foncier et noble ; depuis sa tendre enfance, il n'a jamais vécu que parmi de tels personnages ; ce sont eux qui l'ont formé et instruit ; de tout le peuple russe, il ne connaît que ce qu'en savent ces nobles de haute lignée, ces riches propriétaires fonciers et ces quelques marchands, parmi les plus fortunés, qui ont accès à la cour.

Dans chaque direction de canton, vous pouvez voir un tableau accroché : le tsar (le père du tsar actuel, Alexandre III) y est représenté prononçant un discours devant les doyens de canton venus assister à son couronnement. Le tsar leur prescrit : « *Obéissez à vos maréchaux de la noblesse* ! » Et le tsar actuel, Nicolas II, leur a répété la même chose. Autrement dit, les tsars reconnaissent eux-mêmes qu'ils ne peuvent diriger l'Etat autrement qu'avec l'aide des nobles, que par l'intermédiaire des nobles. Il faut bien se rappeler ces discours des tsars sur la soumission des paysans aux nobles. Il faut comprendre clairement quel mensonge disent au peuple ceux qui s'efforcent de présenter l'administration des tsars comme la meilleure administration. Dans les autres pays, disent ces gens, le gouvernement est électif ; là-bas, on élit les riches, or les riches gouvernent de façon injuste, ils oppriment les pauvres. En Russie, par contre, le gouvernement n'est pas électif ; le tsar autocrate dirige tout. Le tsar est au-dessus de tous, des riches comme des pauvres. Le tsar est juste envers tous, envers les riches et envers les pauvres indistinctement.

De tels discours ne sont que de l'hypocrisie. N'importe quel Russe sait quelle est la justice de notre administration. Chacun sait si chez nous un simple ouvrier ou un valet de ferme peut entrer au Conseil d'Etat. Or dans tous les autres pays d'Europe, il est arrivé que des ouvriers des fabriques et des travailleurs de la charrue entrent à la Douma (parlement) d'Etat, et qu'ils parlent librement devant tout le peuple de la vie misérable des ouvriers, appelant les ouvriers à s'unir et à lutter pour une vie meilleure. Et personne ne s'est hasardé à interrompre ces discours des élus du peuple, aucun policier n'a osé les toucher du doigt.

En Russie, il n'y a pas d'administration élue ; seuls gouvernent les riches et les notables, et encore les pires d'entre eux : ceux qui espionnent le mieux à la cour impériale, qui sont les plus habiles à donner des crocs-en-jambe, qui mentent et calomnient auprès du tsar, qui flagornent et encensent. Ils gouvernent secrètement, le peuple ne sait pas et ne peut pas savoir quelles lois on élabore, quelles guerres on fomente, quels nouveaux impôts on imagine, quels fonctionnaires on récompense et pourquoi, lesquels on destitue et pourquoi. Dans aucun pays, il n'y a un aussi

grand nombre de fonctionnaires qu'en Russie. Et ces fonctionnaires se dressent au-dessus du peuple muet tels une sombre forêt : jamais le simple travailleur ne peut se frayer un chemin à travers, jamais il ne peut faire prévaloir son droit. Aucune plainte contre les fonctionnaires pour concussion, pillage ou violences ne parvient au jour : les lenteurs bureaucratiques réduisent toutes les plaintes à néant. La voix d'un homme isolé n'atteint jamais l'ensemble du peuple, elle se perd dans cette épaisse et obscure forêt, elle est étouffée dans les geôles de la police. L'armée des fonctionnaires, que le peuple n'a pas élus et qui ne sont pas obligés de rendre des comptes au peuple, a tissé une épaisse toile d'araignée, où les gens se débattent comme des mouches.

L'autocratie, ou pouvoir absolu du tsar, c'est le pouvoir absolu des fonctionnaires. Le pouvoir absolu du tsar, c'est une dépendance servile du peuple à l'égard des fonctionnaires, et par-dessus tout à l'égard de la police. Le pouvoir absolu du tsar, c'est le pouvoir absolu de la police.

Voilà pourquoi les ouvriers descendent dans la rue et écrivent sur leurs banderoles : « A bas l'autocratie ! » « Vive la liberté politique ! ». Voilà pourquoi aussi des dizaines de millions de paysans pauvres doivent appuyer et reprendre ce cri de guerre des ouvriers des villes. Comme eux, les ouvriers agricoles et les paysans pauvres doivent, sans craindre les persécutions, sans redouter menace ni violence de l'ennemi, sans se laisser démonter par les premiers échecs, engager une lutte résolue pour la liberté de tout le peuple russe et exiger avant tout la *convocation des représentants du peuple*. Que dans toute la Russie le peuple élise lui-même ses délégués (députés). Que ces députés constituent une assemblée suprême, qui instaurera un mode électif de gouvernement en Russie, délivrera le peuple de sa dépendance servile à l'égard des fonctionnaires et de la police, garantira au peuple le droit à la liberté de réunion, à la liberté de parole et à la liberté de la presse !

Voilà ce que veulent avant tout les social-démocrates. Voilà ce que signifie leur première revendication : *la revendication de la liberté politique*.

Nous savons que la liberté politique, la liberté des élections à la Douma d'Etat (parlement), la liberté de réu-

nion, la liberté de la presse ne délivreront pas encore d'un seul coup le peuple travailleur de la misère et de l'oppression. Il n'y a pas au monde de moyen qui permette d'affranchir d'un seul coup les pauvres des villes et de la campagne de la nécessité de travailler pour les riches. Le peuple travailleur n'a personne en qui espérer, personne sur qui compter, *hormis lui-même*. Personne ne délivrera le travailleur de la misère, *s'il ne se délivre pas lui-même*. Et pour se libérer, les ouvriers doivent se rassembler dans tout le pays, dans toute la Russie, en une seule union, en un seul parti. Mais des millions d'ouvriers ne peuvent se rassembler, si le gouvernement autocratique policier interdit toutes les réunions, tous les journaux ouvriers, toute élection de députés ouvriers. Pour s'unir, il faut avoir le droit d'organiser n'importe quelle association, il faut avoir la liberté d'association, il faut avoir la liberté politique.

La liberté politique ne délivrera pas d'un seul coup le peuple travailleur de la misère, *mais elle donnera aux ouvriers une arme pour la lutte contre la misère*. Il n'y a pas d'autre moyen, et il ne peut y avoir d'autre moyen pour la lutte contre la misère que l'*union des ouvriers eux-mêmes*. Il n'y a aucune possibilité pour des millions de gens de s'unir s'il n'y a pas de *liberté politique*.

Dans tous les pays européens, où le peuple a conquis la liberté politique, les ouvriers ont déjà commencé depuis longtemps à s'unir. Des ouvriers qui ne possèdent ni terre ni atelier, qui toute leur vie travaillent au service d'autrui, de tels ouvriers sont appelés dans toute l'Europe des *prolétaires*. Il y a plus de cinquante ans qu'a retenti l'appel à l'union du peuple travailleur : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » ; ces mots ont fait au cours des cinquante dernières années le tour du monde, ils sont répétés dans des dizaines et des centaines de milliers d'assemblées ouvrières, on peut les lire dans des millions de brochures et de journaux social-démocrates en toutes les langues possibles.

Bien entendu, il n'est pas facile, loin de là, de rassembler en une seule union, en un seul parti des millions d'ouvriers, cela exige du temps, de la persévérance, de l'opiniâtreté et du courage. Les ouvriers sont écrasés par le besoin et la misère, abrutis par un perpétuel travail de bagnard

pour le compte des capitalistes et des propriétaires fonciers, et bien souvent, ils n'ont pas le temps de penser aux raisons pour lesquelles ils demeurent éternellement pauvres, et à la façon dont ils peuvent s'en sortir. On empêche par tous les moyens les ouvriers de s'unir : soit par la violence directe et brutale, dans les pays comme la Russie où il n'y a pas de liberté politique, soit par le refus d'embaucher les ouvriers qui propagent les théories du socialisme, soit, enfin, par le mensonge et la corruption. Mais aucune violence, aucune persécution n'arrête les ouvriers prolétaires qui luttent pour la grande cause de la libération de tout le peuple travailleur de la misère et de l'oppression. Le nombre des ouvriers social-démocrates augmente constamment. Dans l'Allemagne voisine, il y a maintenant un mode électif de gouvernement. Auparavant, il y avait aussi en Allemagne un gouvernement royal au pouvoir absolu, illimité. Mais il y a longtemps, plus de cinquante ans déjà, que le peuple allemand a renversé l'autocratie et a conquis de haute lutte la liberté politique. En Allemagne, les lois ne sont pas promulguées par une poignée de fonctionnaires, comme en Russie, mais par une *assemblée d'élus du peuple*, par un parlement, ou *Diète impériale* comme l'appellent les Allemands. Les députés de cette Diète sont élus par tous les hommes adultes. Par suite, on peut faire le compte des voix qui ont été données aux social-démocrates. En 1887, *un dixième* des voix a été donné aux social-démocrates. En 1898 (année des dernières élections à la Diète impériale allemande), le nombre des voix social-démocrates s'était *accru de près de trois fois. Plus du quart* des voix déjà est donc allé aux social-démocrates. *Plus de deux millions* d'hommes adultes ont élu *des députés social-démocrates* au Parlement. Le socialisme est encore peu répandu en Allemagne parmi les ouvriers agricoles, mais maintenant il progresse dans ce milieu d'une façon particulièrement rapide. Et lorsque la masse des ouvriers agricoles, des journaliers et des paysans pauvres et réduits à la misère se joindront à leurs frères des villes, les ouvriers allemands vaincront et instaureront un régime dans lequel il n'y aura plus ni misère ni oppression pour les travailleurs.

De quelle façon les ouvriers social-démocrates veulent-ils délivrer le peuple de la misère ?

Pour le savoir, il faut comprendre clairement d'où provient la misère des grandes masses du peuple sous le régime social actuel. Des villes prospères grandissent, on construit des immeubles et des magasins luxueux, on installe des lignes de chemin de fer, toutes sortes de machines et de perfectionnements sont introduits tant dans l'industrie que dans l'agriculture, alors que le peuple par millions reste dans la misère ; des millions de gens continuent toujours à travailler toute leur vie pour subvenir tout juste aux besoins de leur famille. Et ce n'est pas tout : il y a de plus en plus de chômeurs. Aussi bien à la campagne que dans les villes, on voit de plus en plus de gens qui ne peuvent trouver absolument aucun travail. Au village, ils souffrent de la faim, dans les villes, ils forment des bandes de va-nu-pieds et de clochars ; ils gîtent comme des bêtes dans les masures des banlieues ou dans des taudis et des caves infectes, comme au marché Khitrov à Moscou.

Comment cela est-il possible ? Les richesses et le luxe ne cessent de s'accroître, et, cependant, les millions de gens qui créent par leur travail toutes les richesses restent dans la pauvreté et la misère. Les paysans meurent de faim, les ouvriers battent le pavé, alors que les marchands exportent à l'étranger des millions de pouds de grain, les fabriques et les usines s'arrêtent parce qu'on ne sait plus que faire des marchandises, parce qu'on ne peut plus les écouler nulle part.

Cela provient avant tout du fait que l'immense masse des terres, ainsi que les fabriques, les usines, les ateliers, les machines, les immeubles, les bateaux à vapeur constituent la propriété privée d'un petit nombre de riches. Sur ces terres, dans ces fabriques et ces ateliers travaillent des dizaines de millions de gens, mais tout cela appartient à quelques milliers ou à quelques dizaines de milliers de riches, de propriétaires fonciers, de marchands et de fabricants. Le peuple travaille au bénéfice de ces riches sous contrat, pour un salaire, pour une bouchée de pain. Sauf le minimum indispensable à la subsistance misérable des ouvriers, tout ce qu'ils produisent passe entre les mains des riches, constitue leurs bénéfices, leurs « revenus ». Tout ce que rapportent les machines, les perfectionnements apportés au travail, servent aux propriétaires fonciers et

aux capitalistes : ils accumulent des richesses à millions ; mais de cette richesse, les travailleurs n'obtiennent que des misérables miettes. Les ouvriers se trouvent rassemblés et unis dans le travail : dans les grands domaines et dans les usines importantes travaillent plusieurs centaines, parfois même plusieurs milliers d'ouvriers. Par suite de ce groupement des forces, et grâce à l'utilisation des machines les plus diverses, le travail devient plus efficace : un ouvrier produit aujourd'hui beaucoup plus que jadis des dizaines d'ouvriers travaillant isolément et sans aucune machine. Cependant, ce ne sont pas les travailleurs qui profitent de cette efficacité, de cette productivité du travail, mais seulement un très petit nombre de grands propriétaires fonciers, de marchands et de fabricants.

On a souvent l'occasion d'entendre dire que les propriétaires fonciers et les fabricants « *donnent* du travail » au peuple, « donnent » un gagne-pain aux pauvres. On dit par exemple que la fabrique voisine ou le domaine voisin « *nourrit* » les paysans de l'endroit. Or, en réalité, par leur travail, les ouvriers *se nourrissent* eux-mêmes et nourrissent tous ceux qui ne travaillent pas. Mais *pour avoir le droit* de travailler sur la terre du propriétaire foncier, à la fabrique ou aux chemins de fer, l'ouvrier *donne gratuitement* au propriétaire tout ce qu'il gagne, recevant juste lui-même de quoi ne pas mourir de faim. En réalité donc, ce ne sont pas les propriétaires fonciers et les marchands qui donnent du travail aux ouvriers, mais les ouvriers qui par leur travail entretiennent tout le monde, donnant gratuitement une grande partie de leur labeur.

Poursuivons. Dans tous les Etats contemporains, la misère du peuple provient du fait que tous les objets fabriqués sont destinés à la vente, au marché. Le fabricant et l'artisan, le propriétaire foncier et le paysan aisé produisent tels ou tels articles, élèvent du bétail, sèment et récoltent du blé pour la *vente*, pour en tirer de l'*argent*. L'argent est devenu partout aujourd'hui la force principale. Contre de l'argent on peut échanger tous les produits du travail humain. Avec de l'argent on peut acheter tout ce que l'on veut. Avec de l'argent on peut même acheter des hommes, c'est-à-dire obliger des hommes qui n'ont rien à travailler pour ceux qui ont de l'argent. Auparavant,

c'est la terre qui était la force principale ; il en était ainsi sous le régime féodal ; celui qui avait la terre, celui-là avait la force et le pouvoir. Mais aujourd'hui, la force principale, c'est l'argent, le capital. Avec de l'argent, on peut acheter autant de terre que l'on veut. Et sans argent, on ne peut pas faire grand-chose de la terre : on n'aura pas de quoi acheter la charrue et les autres outils, acheter le bétail, les vêtements et tous les autres produits de la ville, sans parler du paiement des redevances. Presque tous les propriétaires fonciers ont hypothéqué leurs propriétés en banque pour avoir de l'argent. Pour se procurer de l'argent, le gouvernement contracte des emprunts auprès des riches et des banquiers, dans le monde entier, et paie pour ces emprunts des centaines de millions de roubles d'intérêts chaque année.

A cause de l'argent, tous se mènent une guerre sans merci. Chacun s'efforce d'acheter moins cher, de vendre plus cher, chacun s'efforce de dépasser l'autre, de vendre le plus possible de marchandises, de faire baisser les prix, de cacher à l'autre les bons débouchés, ou les commandes avantageuses. Dans cette mêlée générale pour l'argent, la situation la plus pénible est celle des petites gens, du petit artisan et du petit cultivateur : ils restent toujours à la traîne du riche marchand et du paysan fortuné. Ils n'ont jamais la moindre réserve, ils vivent au jour le jour et, à chaque difficulté, à chaque accident, il leur faut engager leurs derniers biens ou vendre à vil prix du bétail de trait. Une fois qu'ils sont tombés dans les pattes de quelque koulak ou de quelque usurier, il est très rare qu'ils puissent se libérer de leurs chaînes et, pour la plupart, ils se ruinent définitivement. Chaque année, des dizaines et des centaines de milliers de petits paysans et de petits artisans quittent leur maison, rendent pour rien leur lot à la communauté et deviennent ouvriers salariés, journaliers, manœuvres, prolétaires. Quant aux riches, ils ne cessent de s'enrichir dans cette lutte pour l'argent. Les riches amassent de l'argent à la banque par millions et centaines de millions de roubles et s'enrichissent non seulement de leur propre argent, mais aussi de l'argent que les autres déposent à la banque. Les petites gens qui déposent quelques dizaines ou quelques centaines de roubles à la

banque ou dans les caisses d'épargne, reçoivent trois ou quatre copecks d'intérêts par rouble, mais les riches, avec ces dizaines de roubles, constituent des millions. Ils accroissent, grâce à ces millions, leur chiffre d'affaires et ils gagnent dix à vingt copecks par rouble.

Voilà pourquoi les ouvriers social-démocrates disent que le seul moyen de mettre fin à la pauvreté du peuple, c'est de bouleverser de fond en comble l'organisation actuelle de l'Etat et d'instaurer un *régime socialiste*, c'est-à-dire : enlever leurs domaines aux grands propriétaires terriens, leurs fabriques et leurs usines aux fabricants, leurs capitaux financiers aux banquiers, en supprimer la *propriété privée* et remettre tout cela entre les mains du peuple travailleur dans tout l'Etat. Alors ce ne seront plus les riches, ceux qui vivent du travail d'autrui, qui disposeront du labeur des ouvriers, mais les ouvriers eux-mêmes et leurs élus. Alors les fruits du travail commun et les bénéfices procurés par les perfectionnements et les machines iront à tous les travailleurs, à tous les ouvriers. Alors la richesse s'accroîtra encore plus vite, parce que les ouvriers travailleront mieux pour eux-mêmes que pour les capitalistes, et la journée de travail sera plus courte, les ouvriers gagneront plus et toute leur vie sera transfigurée.

Cependant, changer tout le système de l'Etat n'est pas chose facile. Cela exige beaucoup de travail et de peine, une lutte longue et opiniâtre. Tous les riches, tous les possédants, toute la *bourgeoisie* * défenderont leurs richesses de toutes leurs forces. Les fonctionnaires et l'armée se dresseront pour défendre l'ensemble de la *classe riche*, parce que le gouvernement lui-même se trouve entre les mains de cette classe. Les ouvriers doivent serrer les rangs, s'unir comme un seul homme dans la lutte contre tous ceux qui vivent du travail d'autrui ; les ouvriers doivent s'unir eux-mêmes et unir tous les déshérités en une *classe*

* Le bourgeois, c'est le possédant. La bourgeoisie, c'est l'ensemble des possédants. Le grand bourgeois, c'est le grand propriétaire. Le petit bourgeois, c'est le petit possédant. Dire bourgeoisie et prolétariat, cela revient à dire patrons et ouvriers, riches et déshérités, gens qui vivent du travail d'autrui et gens qui travaillent pour les autres contre un salaire.

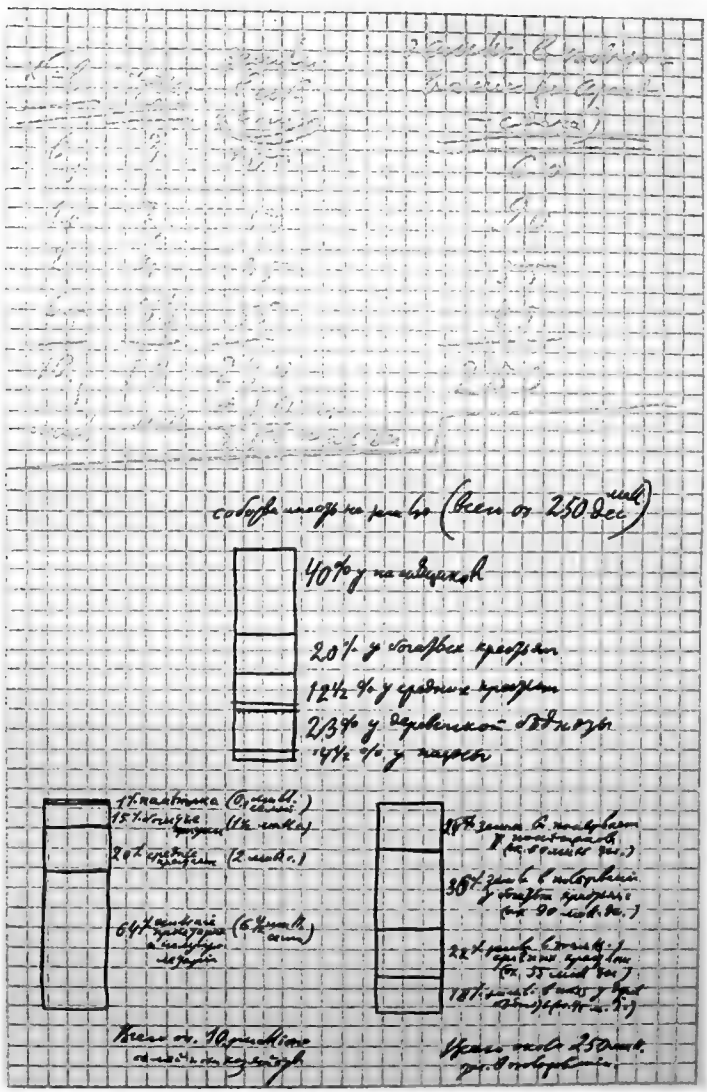
ouvrière, en un seul *prolétariat*. La lutte ne sera pas facile pour la classe ouvrière, mais elle se terminera inévitablement par la victoire des ouvriers, parce que la bourgeoisie, c'est-à-dire les gens qui vivent du travail d'autrui, constitue une infime partie du peuple. La classe ouvrière, par contre, forme l'immense majorité du peuple. Les ouvriers contre les possédants, cela signifie des millions contre des milliers.

Et en Russie, les ouvriers commencent déjà à s'unir, pour cette grande lutte, en un seul parti ouvrier social-démocrate. Si difficile qu'il soit de s'unir clandestinement, en se cachant de la police, l'union se renforce et se développe malgré tout. Et quand le peuple russe aura conquis la liberté politique, alors l'union de la classe ouvrière, la cause du socialisme ira de l'avant incomparablement plus vite, plus rapidement encore qu'elle n'avance aujourd'hui chez les ouvriers allemands.

3. RICHESSE ET MISÈRE, PROPRIÉTAIRES ET OUVRIERS À LA CAMPAGNE

Nous savons maintenant ce que veulent les social-démocrates. Ils veulent lutter contre toute la classe riche pour délivrer le peuple de la misère. Or dans notre pays, il n'y a pas moins de misère à la campagne qu'à la ville, et peut-être même plus encore. Nous n'allons pas parler ici de ce qu'est la misère des campagnes : les ouvriers qui sont allés à la campagne et les paysans connaissent parfaitement le besoin, la faim, le froid et la ruine de la campagne.

Mais le paysan ne sait pas *pourquoi* il est pauvre, pourquoi il meurt de faim et se ruine, ni *comment* il peut se sortir de ce dénuement. Pour le savoir, il faut avant tout comprendre d'où proviennent en général le besoin, les privations à la ville et à la campagne. Nous avons déjà parlé de cela brièvement, et nous avons vu que les paysans pauvres et les ouvriers agricoles doivent s'unir aux ouvriers des villes. Mais cela ne suffit pas. Il faut savoir ensuite quels sont ceux qui, à la campagne, seront du côté des riches, des possédants, et quels sont ceux qui seront du côté des ouvriers, des social-démocrates. Il faut savoir s'il y a beaucoup de paysans qui sont capables, tout aussi bien



Répartition de la terre entre les diverses catégories sociales calculée par V. Lénine en vue de la brochure « Aux paysans pauvres ». — 1903

Réduction

que les propriétaires fonciers, d'amasser du capital et de vivre du travail d'autrui. Si l'on ne comprend pas cela parfaitement, tous les propos sur la misère resteront lettre morte, et les paysans pauvres ne comprendront pas *qui*, à la campagne, doit réaliser son unité et rejoindre les ouvriers des villes, ni *comment* faire en sorte que cela soit une union *sûre*, que le paysan ne soit pas la dupe, non seulement du propriétaire foncier, mais aussi de son frère, le moujik riche.

Pour comprendre tout cela, nous allons voir maintenant quelle est la force des propriétaires fonciers à la campagne et quelle est la force des paysans riches.

Commençons par les propriétaires fonciers. On peut juger de leur force avant tout par la quantité de terre dont ils ont la propriété privée. L'ensemble des terres de la Russie d'Europe, comprenant les lots concédés aux paysans affranchis et les terres en propriété privée (mais non compris les terres domaniales, dont nous parlerons à part), a été évalué à environ 240 millions de *déciatines* *. Sur ces 240 millions de déciatines qui se trouvent aux mains des paysans, c'est-à-dire aux mains de *plus de dix millions de feux*, 131 millions constituent les lots concédés aux paysans. Entre les mains des propriétaires privés, c'est-à-dire *de moins d'un demi-million de familles*, se trouvent donc 109 millions de déciatines. Autrement dit, même si l'on compte en chiffres ronds, une famille paysanne disposerait de 13 déciatines, tandis qu'une famille de propriétaires fonciers en aurait 218 ! Mais l'inégalité dans la répartition de la terre est beaucoup plus forte encore que nous ne le voyons ici.

Sur les 109 millions de déciatines qui se trouvent entre les mains des propriétaires privés, *sept* millions sont des terres des *apanages*, c'est-à-dire sont la propriété privée des membres de la famille impériale. Le tsar, avec sa fa-

* Tous ces chiffres et les suivants sur la quantité des terres ont déjà considérablement vieilli. Ils concernent les années 1877-1878. Mais il n'y en a pas de plus récents. Le gouvernement russe ne peut se maintenir que dans une obscurité propice, et c'est pourquoi il est si rare que l'on puisse réunir des données complètes et exactes sur la vie de la population dans l'ensemble de l'État.

1 déciatine vaut 1,092 hectare. (*N.R.*)

mille, est le premier des propriétaires fonciers, le plus grand propriétaire foncier de toute la Russie. Une *seule* famille possède *plus* de terre qu'*un demi-million* de familles paysannes ! En outre, les églises et les monastères possèdent environ *six* millions de déciatines de terre. Nos popes prêchent aux paysans la pauvreté en esprit et le détachement, mais eux-mêmes se sont emparés, à bon droit ou non, d'une énorme quantité de terres.

Ensuite, on compte environ deux millions de déciatines appartenant aux villes et aux bourgs, et autant de diverses sociétés et compagnies commerciales ou industrielles. 92 millions de déciatines de terre (le chiffre exact est de 91 605 845 déciatines, mais nous donnerons pour simplifier des chiffres ronds) appartiennent *à moins d'un demi-million* (481 358) de familles de propriétaires. La moitié de ces familles sont de très petits propriétaires ; chacune d'elles possède moins de dix déciatines de terre. Et à elles toutes, elles ont moins de un million de déciatines. Par contre, *seize mille* familles possèdent chacune *plus de mille* déciatines de terre ; à elles toutes, elles ont *soixante-cinq millions de déciatines*. Quelles énormes quantités de terre sont rassemblées entre les mains des gros propriétaires, on le voit encore d'après le fait qu'*un peu moins de mille familles* (924) possèdent chacune *plus* de dix mille *déciatines de terre*, et que toutes ensemble elles possèdent *vingt-sept millions de déciatines* ! Mille familles ont donc autant de terre que deux millions de familles de paysans.

On comprend dès lors que des millions et des dizaines de millions de gens sont *obligés* de connaître la misère et la faim, et connaîtront *toujours* la misère et la faim, tant qu'il y aura entre les mains de quelques milliers de richards des quantités de terre aussi immenses. On comprend également que, tant que cela durera, les pouvoirs publics et le gouvernement lui-même (fût-ce le gouvernement tsariste) obéiront au doigt et à l'œil à ces gros propriétaires fonciers. On comprend donc que la paysannerie pauvre n'a d'aide à attendre de rien ni de personne, tant qu'elle-même ne s'unira pas et ne se fondra pas en une seule classe pour mener une lutte acharnée et sans merci contre cette classe de propriétaires fonciers.

Il faut remarquer ici que chez nous beaucoup de gens

(et même parmi les gens instruits) se font des idées tout à fait fausses sur la force de la classe des propriétaires fonciers, disant que l'« Etat » possède encore beaucoup plus de terre qu'eux. « Dès à présent, disent ces mauvais conseilleurs des paysans, une grande partie du territoire de la Russie appartient à l'Etat » (ces mots sont extraits du journal *Révolioutsionnaïa Rossia*, n° 8, page 8). L'erreur que commettent ces gens vient de ce qu'ils ont entendu dire que chez nous, dans la Russie d'Europe, 150 millions de déciatines de terre appartiennent à l'Etat. C'est vrai, effectivement. Mais ils oublient de dire que ces cent cinquante millions de déciatines sont constituées presque entièrement *par les terres inutilisables et les forêts de l'Extrême-Nord*, dans les provinces d'Arkhangelsk, de Vologda, d'Olonietz, de Viatka et de Perm. Autrement dit, il ne reste à l'Etat que des terres qui sont jusqu'à présent absolument impropres à la culture. Quant aux bonnes terres l'Etat ne possède *moins de quatre millions de déciatines*. De plus, ces terres cultivables qui appartiennent à l'Etat (par exemple, dans la province de Samara, où elles sont particulièrement nombreuses), sont données à bail aux riches à bon marché, pour des prix dérisoires. Les riches afferment chacun des milliers et des dizaines de milliers de déciatines de ces terres, puis ils les redistribuent aux paysans pour des prix trois fois plus élevés.

Oui, ceux qui disent : l'Etat a beaucoup de terres, sont bien de très mauvais conseilleurs des paysans. En réalité, les grands propriétaires terriens privés possèdent beaucoup de bonnes terres (y compris le tsar personnellement), et ces grands propriétaires fonciers tiennent l'Etat là même entre leurs mains. Et tant que la paysannerie pauvre ne saura pas s'unir et devenir, ainsi unie, une force menaçante, l'« Etat » restera toujours un serviteur dévoué et obéissant de la classe des propriétaires fonciers. Et il ne faut pas oublier non plus que, jadis, seuls ou presque seuls, les nobles étaient propriétaires fonciers. Maintenant encore, les nobles possèdent quantité de terres (en 1877-1878, on comptait 73 millions de déciatines appartenant à 115 000 nobles). Mais c'est maintenant l'argent, le capital, qui est devenu la force principale. Et les marchands et les paysans aisés se sont acheté beaucoup, beaucoup de terre. On compte

qu'en trente ans (de 1863 à 1892), les nobles ont perdu (c'est-à-dire vendu plus qu'ils n'ont acheté) pour plus de six cents millions de roubles de terres. Par contre, les marchands et les notables ont acquis pour 250 millions de roubles de terres. Les paysans, les cosaques et les « autres roturiers de la campagne » (ainsi que notre gouvernement appelle les gens de condition simple, par opposition aux « nobles », aux gens « distingués ») ont acquis pour 300 millions de roubles de terres. Autrement dit, chaque année en moyenne dans toute la Russie, les paysans acquièrent des terres en propriété privée pour 10 millions de roubles.

Ainsi donc, tous les paysans ne sont pas à mettre dans le même sac : les uns s'appauvrissent et souffrent de la faim, les autres s'enrichissent. Ainsi donc il y a de plus en plus de paysans riches qui donnent dans les propriétaires fonciers, et qui se mettront du côté des riches contre les ouvriers. Il faut que la paysannerie pauvre qui veut s'unir avec les ouvriers des villes réfléchisse bien à ce fait, s'efforce de savoir s'il y a beaucoup de ces paysans riches, quelle est leur force et quelle union nous est nécessaire pour lutter contre cette force. Nous venons de faire mention des mauvais conseilleurs des paysans. Ces mauvais conseilleurs aiment à dire : les paysans ont déjà leur union, leur association. Cette union, c'est le *mir*, la communauté. Le *mir* est une grande force. La communauté du *mir* soude étroitement les paysans entre eux ; l'organisation (c'est-à-dire l'union, l'association) de la paysannerie dans le *mir* est colossale (c'est-à-dire énorme, immense).

C'est faux. C'est un conte. Même s'il a été inventé par des gens bien intentionnés, cela reste un conte. Et si nous nous mettons à prêter l'oreille à des contes, nous ne ferons que nuire à notre cause, à la cause de l'union de la paysannerie pauvre avec les ouvriers des villes. Que chaque habitant de la campagne regarde sérieusement autour de lui : est-ce que l'organisation du *mir*, est-ce que la communauté paysanne ressemble à une union des pauvres pour lutter contre *tous* les riches, contre *tous ceux* qui vivent du travail d'autrui ? Non, elle n'y ressemble pas, et elle ne peut pas y ressembler. Dans chaque village, dans chaque communauté, il y a beaucoup d'ouvriers agricoles, beaucoup de paysans tombés dans la misère, et il y a des riches, qui

ont eux-mêmes des ouvriers agricoles et qui s'achètent de la terre « à perpétuité ». Ces riches sont aussi membres de la communauté, et ils agissent en maîtres, parce qu'ils sont une force. Croyez-vous que nous ayons besoin d'une union dans laquelle entrent des riches, où les riches agissent en maîtres ? Absolument pas. Il nous faut une union *pour la lutte* contre les riches. Autrement dit, l'union du *mir* ne nous convient pas du tout.

Il nous faut une union volontaire, une union qui rassemble uniquement les gens qui ont compris qu'il leur faut s'unir avec les ouvriers des villes. La communauté, elle, n'est pas une union volontaire, c'est une union sous l'égide de l'État. La communauté ne réunit pas ceux qui travaillent pour les riches et qui veulent lutter ensemble contre les riches. Elle réunit toutes sortes de gens, non pas selon leur volonté, mais parce que leurs parents vivaient sur cette terre et travaillaient pour ce propriétaire foncier, et parce que les autorités les ont inscrits à cette communauté. Les paysans pauvres ne peuvent pas sortir librement de la communauté ; ils ne peuvent faire entrer librement dans la communauté une personne étrangère, qui est inscrite par la police dans un autre canton, mais qui pourrait précisément, pour notre union, nous être nécessaire ici. Oui, c'est une tout autre association qu'il nous faut, une union volontaire qui rassemble seulement les travailleurs et les paysans pauvres pour la lutte contre tous ceux qui vivent du travail d'autrui.

L'époque est depuis longtemps révolue où le *mir* était une force. Et cette époque-là ne reviendra jamais. Le *mir* était une force quand, parmi les paysans, il n'y avait presque pas de valets de ferme et d'ouvriers agricoles parcourant toute la Russie à la recherche d'un gagne-pain, quand il n'y avait presque pas de richards, et quand tous n'étaient opprimés que par le seul seigneur féodal. Mais maintenant, c'est l'argent qui est devenu la force principale. Pour l'argent, les membres d'une même communauté se battent entre eux comme des bêtes féroces. Les moujiks qui ont de l'argent oppriment et pressurent les membres de leur propre communauté mieux encore que certains propriétaires fonciers. Ce qu'il nous faut maintenant, ce n'est plus l'association du *mir*, mais une union contre

le pouvoir de l'argent, contre le pouvoir du captial, une union de tous les travailleurs agricoles et de tous les paysans pauvres des différentes communautés, une union de toute la paysannerie pauvre avec les ouvriers des villes pour lutter à la fois contre les propriétaires fonciers et contre les paysans riches.

Nous avons vu quelle était la force des propriétaires fonciers. Il nous faut voir maintenant si les paysans riches sont nombreux et quelle est leur force.

Nous avons jugé de la force des propriétaires fonciers d'après l'importance de leurs domaines, d'après la quantité de terre qu'ils possèdent. Les propriétaires fonciers disposent librement de leur terre, ils l'achètent librement et la vendent de même. C'est pourquoi on peut très exactement juger de leur force d'après la quantité de terre qu'ils possèdent. Les paysans, eux, n'ont pas le droit jusqu'à présent, en Russie, de disposer de leur terre comme ils l'entendent, ils restent jusqu'à présent à demi asservis, attachés à leur communauté. C'est pourquoi on ne peut pas juger de la force des paysans riches d'après la quantité de terre dont ils ont été lotis. Ce n'est pas grâce à leurs lots que les paysans riches font fortune : ils *achètent* beaucoup de terre, ils en achètent à la fois « à perpétuité » (c'est-à-dire en toute propriété) et « à terme » (c'est-à-dire prennent à bail), ils en achètent et au propriétaire foncier, et à leurs frères paysans, à ceux qui abandonnent leur terre, que la nécessité pousse à louer leurs lots. Le plus juste sera donc, par conséquent, de distinguer les paysans riches, les paysans moyens et les paysans pauvres d'après la quantité de chevaux qu'ils possèdent. Un paysan qui possède plusieurs chevaux est presque toujours un paysan riche. S'il a beaucoup de bétail de trait, cela veut dire qu'il a beaucoup à semer, qu'il a de la terre en plus de son lot, et qu'il a de l'argent en réserve. En outre, nous avons la possibilité de savoir combien il y a dans toute la Russie (la Russie d'Europe, sans compter la Sibérie, ni le Caucase) de paysans qui possèdent plusieurs chevaux. Bien entendu, il ne faut pas oublier qu'en ce qui concerne toute la Russie, on ne peut parler qu'en chiffres ronds : entre les divers districts et provinces, il y a de très grandes différences. Par exemple, aux alentours des villes, on rencontre souvent

de riches cultivateurs qui possèdent très peu de chevaux. Les uns s'occupent de cultures maraîchères, qui rapportent beaucoup, les autres élèvent peu de chevaux, mais beaucoup de vaches et font le commerce du lait. Partout en Russie, il y a également des paysans qui s'enrichissent non pas de la terre, mais du commerce, qui installent des beurreries, des minoteries, etc. Tous ceux qui vivent à la campagne connaissent très bien les paysans riches de leur village et des alentours. Mais il nous faut savoir combien il y en a dans toute la Russie, et quelle est leur force, afin que le paysan pauvre n'aille pas au hasard, les yeux bandés, mais qu'il sache exactement quels sont ses ennemis et quels sont ses amis.

Nous allons donc voir s'il y a beaucoup de paysans riches en chevaux et beaucoup de paysans qui en possèdent peu. Nous avons déjà dit qu'au total, en Russie, on comptait environ *dix millions* de foyers paysans. Ils possèdent en tout, actuellement, quelque chose comme *quinze millions* de chevaux (il y a quatorze ans on en comptait dix-sept millions, mais maintenant il y en a moins). Autrement dit, on trouve en chiffres ronds *quinze* chevaux pour *dix* feux. Mais toute la question est dans le fait que les uns — et ils sont peu nombreux — possèdent une grande quantité de chevaux, tandis que les autres — et ils sont en très grand nombre — en possèdent peu ou même pas du tout. Il n'y a *pas moins de trois millions* de paysans sans cheval, et près de trois millions et demi de paysans n'ont qu'*un seul cheval*. Ce sont soit des paysans qui ont tout perdu, soit des paysans qui n'ont jamais rien possédé. Nous les désignons sous le nom de paysannerie pauvre. Ils sont *six millions et demi* sur dix, c'est-à-dire *presque les deux tiers* ! Viennent ensuite les paysans moyens, qui ont chacun une paire de bêtes de trait. Ces paysans forment *environ deux* millions de feux, et ils ont *environ quatre* millions de chevaux. Après eux viennent les paysans riches, qui possèdent plus d'une paire de bêtes de trait. Ces paysans forment un *million et demi* de feux, mais ils ont *sept millions et demi* de chevaux *. Cela signifie que la moitié du nombre

* Répétons encore une fois que nous prenons ici des chiffres arrondis, approximatifs. Il n'y a peut-être pas exactement un million et demi de paysans riches, mais peut être un million un quart ou un

total des chevaux se trouve entre les mains d'un sixième environ des feux paysans.

Sachant cela, nous pouvons juger avec assez d'exactitude de la force des paysans riches. Ils sont en très petit nombre : dans les diverses communautés, dans les différents cantons, on en trouve une ou deux dizaines pour chaque centaine de feux. Mais ces feux peu nombreux sont les plus riches. C'est pourquoi il leur revient dans toute la Russie presque autant de chevaux qu'aux autres paysans pris ensemble. Cela veut dire qu'ils ont aussi presque la moitié de toutes les emblavures paysannes. Ces paysans récoltent beaucoup plus de céréales qu'il n'en faut à leur famille. Ils en vendent en grandes quantités. Pour eux, le blé ne sert pas seulement à se nourrir, mais surtout à la vente, pour le gain. Ces paysans peuvent thésauriser. Ils déposent leur argent dans les caisses d'épargne et à la banque. Ils acquièrent de la terre en propriété privée. Nous avons déjà dit que, dans toute la Russie, les paysans achetaient beaucoup de terre chaque année ; presque toutes ces terres sont précisément acquises par ce petit nombre de paysans riches. Les paysans pauvres, quant à eux, ce n'est pas à l'achat de terre qu'il leur faut penser, mais à la façon dont ils pourront trouver à se nourrir. S'ils manquent d'argent, ce n'est pas pour acheter de la terre, mais pour acheter du pain. C'est pourquoi toutes les banques en général et la banque paysanne en particulier n'aident nullement tous les paysans à acquérir de la terre (comme l'affirment parfois les gens qui veulent tromper le moujik, ou encore les naïfs incorrigibles), mais seulement un très petit nombre d'entre eux, les riches. C'est pourquoi

million trois quarts, ou même deux millions. Cela ne fait pas une très grande différence. La question n'est pas de faire le compte exact de chaque millier ou de chaque centaine de milliers, mais de comprendre clairement quelle est la force des paysans riches, quelle est leur situation, pour être à même de distinguer ses amis de ses ennemis, pour ne pas se laisser duper par tous les racontars et toutes les paroles vides, mais savoir exactement la situation des pauvres et particulièrement la situation des riches.

Que chaque travailleur agricole jette un regard attentif sur son canton et les cantons voisins. Il verra que notre évaluation est juste, et qu'en chiffres ronds, il en est bien partout ainsi : sur chaque centaine de feux, on trouve une dizaine, deux au plus de riches, deux dizaines de moyens, et tout le reste, c'est la paysannerie pauvre.

également ces mauvais conseilleurs du moujik dont nous parlions déforment la vérité, quand ils affirment, en parlant de l'achat des terres par les paysans, que ces terres passent du capital au travail. La terre ne peut jamais passer au travail, c'est-à-dire à ceux qui travaillent et qui ne possèdent rien, parce que pour avoir de la terre, il faut donner de l'argent. Et les pauvres n'ont jamais à revendre. La terre passe aux seuls paysans riches, à ceux qui ont de l'argent, au capital, à ceux seuls contre lesquels la paysannerie pauvre doit mener la *lutte*, en union avec les ouvriers des villes.

Non seulement les paysans riches achètent la terre à perpétuité, mais le plus souvent ils louent la terre à terme, la prennent à bail. Ils privent la paysannerie pauvre de la terre qu'ils louent par grandes parcelles. On a compté par exemple combien de terre les paysans riches avaient pris à bail dans l'un des districts de la province de Poltava (Konstantinograd). Et qu'en est-il ressorti ? Ceux qui avaient pris à bail 30 déciatines et plus par feu étaient très peu nombreux, en tout et pour tout deux feux sur quinze. Mais ces riches n'avaient pas pris moins de *la moitié* de la terre louée, soit *75 déciatines* pour chaque riche ! Ou bien encore, on a calculé dans la province de Tauride quelle part les riches avaient accaparé de la terre que les paysans ont louée à l'Etat *pour le mir*, pour les communautés. Il est apparu que les riches, qui ne comptent qu'*un cinquième* de feux, se sont emparés des *trois quarts* de toute la terre louée. On partage partout la terre selon l'argent, et il ne se trouve d'argent qu'entre les mains d'un petit nombre de riches.

En outre, les paysans eux-mêmes donnent maintenant à bail beaucoup de terre. Ils abandonnent les lots qui leur ont été concédés, parce qu'ils n'ont ni bétail, ni semences, ni rien pour les exploiter. Sans argent, aujourd'hui, on ne peut rien faire de la terre. Par exemple, dans le district de Novoouzensk (province de Samara), sur trois feux de paysans riches, un feu, si ce n'est deux, *loue de la terre concédée* soit dans sa propre communauté soit dans une autre. Ceux qui louent leurs lots sont ceux qui n'ont pas de cheval ou qui n'en ont qu'un. Dans la province de Tauride, *un tiers* de feux paysans donnent leurs lots à bail. Le *quart*

des lots est loué, soit deux cent cinquante mille déciatines. Et sur ce quart de million de déciatines, cent cinquante mille (les trois cinquièmes) passent entre les mains des paysans riches ! Nous voyons à nouveau ici si l'union dans la communauté peut convenir à la paysannerie pauvre. Dans la communauté rurale, celui qui a de l'argent possède la puissance. Mais ce qu'il nous faut à nous, c'est l'union de la paysannerie pauvre de toutes les communautés.

De même qu'en ce qui concerne l'achat de la terre, on fait miroiter aux paysans la perspective de l'achat à bon marché de charrues, de moissonneuses, et de toutes sortes d'autres instruments perfectionnés. On crée des entrepôts de zemstvo, des artels, et on dit : les instruments perfectionnés améliorent la situation du paysan. C'est pur mensonge. Tous les meilleurs outils reviennent uniquement aux riches, et les paysans pauvres ne peuvent s'en procurer pratiquement aucun. Pour eux, ce n'est pas de charrues et de moissonneuses qu'il s'agit pourvu seulement qu'ils puissent vivre ! Toute « aide aux paysans » de ce genre est une aide aux riches, et rien d'autre. La masse de la paysannerie pauvre, elle, ne sera pas aidée par le fait que les meilleurs outils deviendront moins chers, elle qui n'a ni terre, ni bétail, ni réserves. Dans l'un des districts de la province de Samara, par exemple, on a fait le compte des instruments perfectionnés appartenant aux paysans riches et aux paysans pauvres. On a trouvé qu'un *cinquième* des feux, c'est-à-dire les plus aisés, disposaient de près des *trois quarts* des instruments perfectionnés, tandis que les paysans pauvres, soit la *moitié* des feux, en possédaient en tout et pour tout le *trentième*. Dans ce district, sur 28 000 feux, il y en a 10 000 qui n'ont pas de cheval ou qui n'ont qu'un seul cheval ; et ces 10 000 foyers ont en tout et pour tout *sept* outils agricoles perfectionnés sur les 5 724 que possèdent l'ensemble des feux paysans du district. Sept instruments sur 5 724, voilà ce qui revient aux paysans pauvres de toutes ces améliorations de l'exploitation, de cette multiplication des charrues et des moissonneuses, qui doivent apporter une aide à « toute la paysannerie » ! Voilà tout ce que doit attendre la paysannerie pauvre des gens qui dissertent sur l'« amélioration de l'exploitation paysanne » !

Enfin, l'un des éléments les plus importants auxquels on reconnaît le paysan riche consiste dans le fait qu'il *emploie des ouvriers agricoles et des journaliers.* De même que les propriétaires fonciers, les paysans riches vivent du travail d'autrui. De même que les propriétaires fonciers, ils s'enrichissent de la ruine et de la misère de la masse de la paysannerie. De même que les propriétaires fonciers, ils s'efforcent de faire rendre à leurs ouvriers agricoles le plus de travail possible tout en les payant le moins possible. Si des millions de paysans n étaient pas ruinés à fond et contraints d'aller travailler pour autrui, de se louer comme salariés, de vendre leur force de travail, les paysans riches ne pourraient pas exister, ils ne pourraient pas gérer l'exploitation. Ils n'auraient nulle part où prendre des lots abandonnés, nulle part où trouver des ouvriers. Or, le million et demi de paysans riches de toute la Russie n'emploie vraisemblablement pas moins d'*un million* d'ouvriers agricoles et de journaliers. On comprend que dans la grande lutte entre la classe des possédants et la classe des non-possédants, entre les patrons et les ouvriers, entre la bourgeoisie et le prolétariat, les paysans riches soient du côté des possédants contre la classe ouvrière.

Nous connaissons désormais la situation et la force de la paysannerie riche. Voyons maintenant comment vit la paysannerie pauvre.

Nous avons déjà dit que pour toute la Russie, l'immense majorité des foyers paysans, presque les deux tiers, appartenaient à la paysannerie pauvre. A ne prendre que les foyers ne possédant pas de chevaux, il n'y en a en tout cas pas moins de *trois millions*, et peut-être même plus, jusqu'à trois millions et demi à l'heure actuelle. Chaque année de disette, chaque mauvaise récolte ruine des dizaines de milliers d'exploitations. La population s'accroît, on vit de plus en plus à l'étroit, et toutes les meilleures terres ont déjà été récupérées par les propriétaires fonciers et les paysans riches. Et chaque année qui passe voit toujours plus de gens se ruiner, partir pour la ville et pour l'usine, se mettre ouvrier agricole, devenir manœuvres. Le paysan sans cheval, c'est celui qui est déjà devenu tout à fait un non-possédant. C'est un prolétaire. Il vit (pour autant qu'il vive, il serait plus juste de dire, non pas qu'il vit,

mais qu'il subsiste) non de la terre, non d'une exploitation, mais *d'un travail salarié*. C'est le jumeau de l'ouvrier de la ville. Pour le paysan qui n'a pas de cheval, la terre ne sert à rien : la moitié des foyers qui ne possèdent pas de cheval *louent leur lot* et parfois même le rendent pour rien à la communauté (et payent même de surcroît pour s'en défaire !), parce qu'ils sont hors d'état de cultiver la terre. Le paysan sans cheval parvient à ensemencer une déciatine, deux tout au plus. Il est toujours obligé de racheter du blé, si toutefois il a de quoi le faire, car il lui est impossible de se nourrir suffisamment avec le sien propre. Les paysans qui n'ont qu'un cheval, et on en compte pour toute la Russie près de 3 millions et demi de feux, ne sont guère plus avancés. Bien sûr, il y a des exceptions, et nous avons déjà dit qu'en certains endroits, il y avait des paysans, possédant un seul cheval, dont le niveau de vie était moyen, voire aisé. Mais nous ne parlons pas de cas exceptionnels, de localités isolées, nous parlons de toute la Russie. Si on prend la masse des paysans ne possédant qu'un seul cheval, il ne fait aucun doute qu'ils sont pauvres et misérables. Même dans les provinces où l'agriculture prédomine, le paysan qui ne possède qu'un cheval ensemence trois ou quatre déciatines, rarement cinq ; le blé qu'il produit ne peut non plus à lui suffire. Même dans les bonnes années, il ne peut se nourrir mieux que le paysan sans cheval, et, par conséquent, il est constamment sous-alimenté, il a constamment faim. Son exploitation périclite, le bétail ne vaut rien, faute de fourrage, et le cultivateur n'a pas de quoi faire rendre à la terre ce qu'elle peut rendre. Pour l'ensemble de son exploitation — la nourriture du bétail exceptée — le paysan qui ne possède qu'un cheval ne peut pas dépenser — c'est le cas, par exemple, dans la province de Voronèje — plus de *vingt roubles par an* ! (Le moujik riche dépense *dix fois plus* !) Vingt roubles par an, à la fois pour la location de la terre, pour l'achat de bétail, pour la réparation de l'araire et des autres instruments, pour le berger et pour tout le reste ! Peut-on appeler cela une exploitation ? C'est uniquement un souci permanent, un bagne, un enfer. On comprend parfaitement alors qu'il y ait des paysans possédant un seul cheval, et même en assez grand nombre, qui *louent leur lot*. Celui

qui est pauvre tire peu de profit de la terre. Sans argent, non seulement la terre ne rapportera pas d'espèces, mais elle ne donnera même pas de quoi se nourrir. Or, de l'argent, il en faut pour tout : et pour manger et pour s'habiller et pour l'exploitation et pour les impôts. Dans la province de Voronèje, les impôts coûtent habituellement à eux seuls au paysan qui n'a qu'un cheval, *dix-huit roubles* par an; or, en tout et pour tout, il ne peut pas se procurer plus de 75 roubles pour faire face à *toutes* ses dépenses. Ce n'est que par dérision que l'on peut parler, dans ce cas, d'achat de terre, d'outils agricoles perfectionnés, de banques agricoles : ce n'est en aucune façon pour la paysannerie pauvre que tout cela a été inventé !

Mais où donc prendre l'argent ? Il faut chercher des « gagne-pain » supplémentaires. Le paysan qui n'a qu'un cheval, comme celui qui n'en a pas, ne peut tenir, lui aussi, que grâce à ces « gagne-pain ». Mais qu'est-ce que cela signifie, des « gagne-pain » ? Cela signifie s'embaucher, travailler pour un salaire. Cela signifie que le paysan qui n'a qu'un cheval a cessé pour une moitié d'être son maître pour devenir un salarié, un prolétaire. C'est pourquoi on appelle ces paysans des *semi-prolétaires*. Ils sont aussi les frères de l'ouvrier des villes, parce qu'eux aussi sont volés de toutes les manières par toutes sortes d'employeurs. Pour eux non plus, il n'y a pas d'autre issue, pas d'autre salut que dans l'union avec les social-démocrates pour lutter contre tous les riches, contre tous les possédants. Qui travaille à la construction des lignes de chemin de fer ? Qui se fait rouler par les tâcherons ? Qui va à l'abattage et au flottage du bois ? Qui fait le valet de ferme ? Qui trime comme journalier ? Qui fait un travail de manœuvre dans les villes et dans les ports ? Toujours la paysannerie pauvre. Toujours les paysans sans cheval ou qui n'ont qu'un seul cheval. Toujours les prolétaires et les semi-prolétaires de la campagne. Et quelle masse ils représentent dans toute la Russie ! On a calculé que dans toute la Russie (sans compter le Caucase et la Sibérie), on délivrait chaque année huit et parfois neuf *millions* de passeports. Tous le sont à des gens qui vont chercher un travail ailleurs. Ils ne sont paysans que de nom, mais en fait, ce sont des salariés, des ouvriers. Ils doivent tous s'unir en

une seule association avec les ouvriers des villes, et chaque rayon de lumière et de savoir qui tombera sur les campagnes renforcera et consolidera cette association.

Il y a encore une chose qu'il ne faut pas oublier en ce qui concerne les « gagne-pain » supplémentaires. Tous les fonctionnaires et gens de la même tournure d'esprit aiment à répéter que pour le paysan, le moujik, deux choses sont « nécessaires » : la terre (mais il n'en faut pas beaucoup — et d'ailleurs, où en prendre beaucoup, puisque les riches ont déjà mis la main dessus ?), et des « gagne-pain » supplémentaires. C'est pourquoi, dit-on, afin d'aider le peuple, il faut créer plus d'industries artisanales à la campagne, il faut « donner » au paysan plus de « gagne-pain ». De tels discours ne sont qu'hypocrisie. Pour la paysannerie pauvre, les gagne-pain en question, c'est du travail salarié. En donner au paysan, c'est le transformer en ouvrier salarié. Jolie aide, il n'y a pas à dire ! Pour les paysans riches, il y a d'autres sources de « gagne-pain », qui demandent un capital : par exemple, l'installation d'un moulin ou autre entreprise, l'achat d'une batteuse, le commerce, etc. Confondre ces gains des gens qui ont de l'argent avec le *travail salarié* auquel est astreinte la paysannerie pauvre, c'est abuser celle-ci. Ces mensonges sont évidemment profitables aux riches, ceux-ci ont intérêt à présenter les choses comme si tous les « gagne-pain » supplémentaires étaient à la portée et dans les moyens de *tous* les paysans. Mais celui qui veut effectivement le bien de la paysannerie pauvre lui dira *toute la vérité et rien que la vérité.*

Il nous reste maintenant à parler des paysans moyens. Nous avons déjà vu qu'en gros, dans l'ensemble de la Russie, on pouvait considérer comme paysan moyen celui qui possède une paire de bêtes de trait, et que sur dix millions de feux paysans, il y avait environ deux millions de feux de paysans moyens. Le paysan moyen se trouve dans une situation intermédiaire entre le paysan riche et le prolétaire, et c'est précisément pourquoi il est appelé paysan moyen. Son niveau de vie également est moyen : dans les bonnes années, il arrive à joindre les deux bouts dans son exploitation, mais il est toujours guetté par l'indigence. Quant aux économies, ou bien il n'en a pas du tout, ou bien il en a très peu. Par suite, l'état de son ex-

ploitation reste précaire. Se procurer de l'argent est difficile : de son exploitation, le paysan moyen ne peut que très rarement tirer autant d'argent qu'il lui en faut, et quand il le peut, il n'a pas un sou de trop. Et aller chercher d'autres emplois, cela signifie abandonner l'exploitation, qui en souffrira forcément. Cependant, de nombreux paysans moyens ne peuvent absolument pas s'en tirer sans gagne-pain extérieurs : il faut se faire salarié, le besoin les oblige à subir le joug des propriétaires fonciers, à contracter des dettes. Or, le paysan moyen ne réussit pratiquement jamais à se libérer de ses dettes : il ne dispose pas, comme le moujik riche, de revenus sûrs. Quand il contracte des dettes, il se passe donc la corde au cou et met le doigt dans l'engrenage de la ruine complète. Le paysan moyen se fait de plus en plus exploiter par le propriétaire foncier, parce que pour les travaux à la tâche, le propriétaire foncier a besoin d'un moujik qui ne soit pas ruiné, mais qui possède une paire de chevaux et l'outillage nécessaire. Il est difficile au paysan moyen d'aller ailleurs ; ne doit-il pas se faire exploiter par les propriétaires fonciers et pour le pain, et pour le pacage, et pour la location des *otrezki*, et pour les dettes en argent contractées l'hiver. Outre le propriétaire foncier et le koulak, le paysan moyen est également opprimé par son riche voisin : celui-ci arrive toujours à lui souffler de la terre, et il ne laisse jamais passer une occasion de la pressurer par tous les moyens. C'est ainsi, ni chair ni poisson, que vit le paysan moyen, à mi-chemin des deux bords. Il ne peut ni être un vrai chef de culture ni être un ouvrier. Tous les paysans moyens aspirent à être des cultivateurs indépendants, à devenir propriétaires, mais très peu sont ceux qui y parviennent. Il y en a très peu qui emploient des valets de ferme ou des journaliers, et qui s'efforcent eux-mêmes de s'enrichir du travail d'autrui, d'accéder à la catégorie des riches sur le dos des autres. Dans leur majorité, non seulement les paysans moyens n'emploient personne, mais il leur faut se louer eux-mêmes.

Partout où s'engage la lutte entre les riches et les pauvres, entre les propriétaires et les ouvriers, le paysan moyen se trouve entre les deux et ne sait où aller. Les riches cherchent à l'entraîner de leur côté : écoute, lui disent-ils,

tu es, toi aussi, un exploitant, un propriétaire, tu n'as rien à faire avec ces gueux d'ouvriers. Les ouvriers, eux, disent : les riches te berneront, ils te dépouilleront et tu n'as pas d'autre moyen de te sauver que de nous aider dans la lutte contre les riches. Cette dispute pour le paysan moyen a lieu partout, dans tous les pays où les ouvriers social-démocrates luttent pour la libération du peuple travailleur. En Russie, cette bataille commence juste maintenant. C'est pourquoi il nous faut examiner cette question de façon particulièrement approfondie et comprendre clairement par quelles ruses les riches s'efforcent d'attirer le paysan moyen, comment nous pouvons faire éclater ces ruses, comment nous pouvons aider le paysan moyen à trouver ses véritables amis. Si les ouvriers social-démocrates russes s'engagent tout de suite dans le bon chemin, nous réussirons beaucoup plus vite que nos camarades ouvriers allemands à établir une alliance solide entre la population travailleuse de la campagne et les ouvriers des villes, et à obtenir rapidement la victoire sur tous les ennemis des travailleurs.

4. QUEL PARTI LE PAYSAN MOYEN DOIT-IL PRENDRE ? CELUI DES POSSÉDANTS ET DES RICHES, OU CELUI DES OUVRIERS ET DES MAL LOTIS ?

Tous les possédants, toute la bourgeoisie essaient d'entraîner la paysannerie moyenne de son côté en lui promettant toutes sortes de mesures pour améliorer son exploitation (charrues à bon marché, banques agricoles, introduction des semis d'herbages, vente de bétail et d'engrais à bon marché, et autres), et aussi en faisant participer le paysan à toutes sortes d'union agricoles (ou coopératives, comme on les appelle dans les livres), unions entre toute sorte de fermiers pour améliorer leur exploitation. Par ces moyens, la bourgeoisie s'efforce de détourner de l'union avec les ouvriers le paysan moyen et même le petit paysan, même le semi-prolétaire, elle s'efforce de les inciter à prendre parti pour les riches, pour la bourgeoisie dans sa lutte contre les ouvriers, contre le prolétariat.

A cela, les ouvriers social-démocrates répondent : amé-

liorer l'exploitation, c'est une bonne chose. Il n'y a rien de mal à pouvoir acheter les charrues moins cher ; maintenant le moindre marchand qui n'est pas idiot s'efforce de vendre à meilleur marché, pour attirer les clients. Mais quand on dit au paysan pauvre et au paysan moyen que l'amélioration de l'exploitation et l'abaissement du prix des charrues les aideront tous à se mettre à l'abri du besoin et à prendre de l'assiette, sans toucher le moins du monde les gens riches, c'est un *mensonge*. A toutes ces améliorations, toutes ces diminutions de prix et toutes ces coopératives (associations pour la vente et l'achat de marchandises), *ce sont les riches qui gagnent de loin le plus*. Les riches deviennent toujours plus forts, ils oppriment toujours plus et la paysannerie pauvre et les paysans moyens. Tant que les riches resteront les riches, tant qu'ils garderont entre leurs mains la plus grande partie de la terre, du bétail, de l'outillage et de l'argent, non seulement les paysans pauvres, mais même les paysans moyens ne pourront *jamais* se mettre à l'abri du besoin. Parmi ces derniers, certains tireront parti de ces améliorations et de ces coopératives pour se faire une place parmi les riches, mais l'ensemble du peuple et l'ensemble des paysans moyens ne feront que s'embourber davantage. Pour que *tous* les paysans moyens deviennent riches, il faut chasser les riches et seule peut les faire disparaître l'alliance des ouvriers des villes et de la paysannerie pauvre.

La bourgeoisie dit au paysan moyen (et même au petit) : nous te vendrons de la terre à bon marché, des charrues pas chères, et toi, en échange, vends-nous ton âme, renonce à lutter contre les riches.

L'ouvrier social-démocrate dit : si réellement on vend à bon marché, pourquoi donc, si on a de l'argent, ne pas acheter ? Question de commerce. Mais il ne peut être question de vendre son âme. Renoncer à lutter avec les ouvriers des villes contre toute la bourgeoisie, cela signifie rester éternellement dans la misère et le besoin. L'abaissement du prix des marchandises permettra au riche de s'enrichir encore plus, de gagner encore plus. Quant à ceux qui n'ont jamais un sou à la maison, aucune baisse de prix ne les aidera, tant qu'ils n'auront pas enlevé cet argent à la bourgeoisie.

Prenons un exemple. Les partisans de la bourgeoisie ont tout le temps à la bouche le mot de coopérative (association pour acheter à bon marché et pour vendre avantageusement). Il se trouve aussi des gens, qui se qualifient de « socialistes-révolutionnaires », et qui crient également, à la suite de la bourgeoisie, que les coopératives sont ce dont la paysannerie a le plus besoin. On commence à constituer toutes sortes de coopératives en Russie également, mais chez nous il y en a encore très peu, et il n'y en aura pas plus tant que nous n'aurons pas de liberté politique. Mais en Allemagne, il y a une grande quantité de coopératives de toutes sortes parmi les paysans. Nous allons voir qui ces coopératives aident le plus. Dans toute l'Allemagne, cent quarante mille agriculteurs font partie d'associations pour la vente du lait et des produits laitiers, et ces cent quarante mille agriculteurs (nous prenons à nouveau des chiffres ronds pour simplifier) possèdent en tout 1 100 000 vaches. On compte dans toute l'Allemagne *quatre millions* de paysans pauvres. Quarante mille d'entre eux seulement font partie d'associations : autrement dit, sur cent paysans pauvres, un seul profite de la coopération. Ces quarante mille paysans pauvres ne possèdent en tout et pour tout que 100 000 vaches. On compte ensuite *un million* de fermiers moyens, de paysans moyens ; cinquante mille d'entre eux (c'est-à-dire cinq personnes sur cent) participent à la coopérative, et ils possèdent 200 000 vaches. Enfin on compte *trois cent mille* riches exploitants (c'est-à-dire propriétaires fonciers et paysans riches pris ensemble) ; cinquante mille d'entre eux (c'est à-dire *dix-sept* personnes sur cent !) participent à la coopérative, et ils ont 800 000 vaches !

Voilà donc qui est aidé avant tout et surtout par les coopératives. Voilà comment le moujik est mené par le bout du nez par les gens qui crient que le salut du paysan moyen est dans toutes ces associations pour l'achat à bon marché et la vente aux meilleurs conditions. C'est vraiment à très bas prix que la bourgeoisie veut « racheter » le moujik aux social-démocrates, qui appellent les paysans pauvres et les paysans moyens à les rejoindre.

Chez nous aussi, on organise divers artels pour la fabrication du fromage et autres centres de ramassage de lait.

Chez nous aussi, il ne manque pas de gens pour proclamer : l'artel, et le *mir* et les associations, voilà ce qu'il faut au moujik. Mais voyons un peu à qui profitent ces artels, ces associations et ces affermages par la communauté. Chez nous, sur cent feux paysans, il n'y en a pas moins de deux dizaines qui ne possèdent aucune vache ; trois dizaines ont chacun une vache : ils vendent du lait poussés par l'extrême besoin, au détriment de leurs enfants, qui ont faim et meurent comme des mouches. Les moujiks riches, eux, ont chacun trois ou quatre vaches et plus, et ce sont eux qui possèdent la moitié de toutes les vaches. Qui alors bénéficie des artels pour la fabrication du fromage ? Il est parfaitement clair que ce sont avant tout les propriétaires fonciers et la bourgeoisie paysanne. Il est parfaitement clair qu'*ils ont intérêt* à ce que les paysans moyens et les paysans pauvres se mettent à leur remorque, à ce qu'ils envisagent comme moyen de se mettre à l'abri du besoin non pas la lutte de tous les ouvriers contre toute la bourgeoisie, mais les efforts personnels de chaque petit exploitant pour se dépêtrer de sa situation et devenir lui aussi un riche.

Ces efforts sont soutenus et encouragés sur tous les tons par tous les partisans de la bourgeoisie, qui se font passer pour les partisans et les amis du petit paysan. Bien des naïfs ne reconnaissent pas le loup sous la peau de la brebis et c'est en pensant agir pour le bien des petits et moyens paysans qu'ils répètent les mensonges de la bourgeoisie. Dans des brochures et des discours, on démontre par exemple que la petite exploitation est la plus avantageuse, que c'est elle qui rapporte le plus, que la petite exploitation prospère ; c'est pourquoi, dit-on, il y a partout un si grand nombre de petits exploitants dans l'agriculture et c'est aussi pourquoi ils s'accrochent si fermement à la terre (et non pas parce que toutes les meilleures terres sont occupées par la bourgeoisie, ni parce que tout l'argent est aussi entre ses mains, tandis que la paysannerie pauvre est réduite à la portion congrue et doit vivoter toute son existence sur des lopins minuscules !). Le petit paysan n'a besoin de beaucoup d'argent, disent ces bons apôtres ; le petit paysan et le paysan moyen sont plus économes et plus travailleurs que le gros et, partant, ils savent vivre

plus simplement : au lieu d'acheter du foin pour les bêtes, ils se contentent de paille ; au lieu d'acheter des machines chères, ils se lèvent plus tôt et travaillent plus longtemps et ils font ainsi la besogne de la machine ; au lieu de donner leurs sous à des étrangers pour la première réparation venue, ils prendront eux-mêmes la hache les jours de fête et feront des charpentiers, cela leur coûtera beaucoup moins cher qu'aux gros exploitants ; au lieu de nourrir à grands frais un cheval ou un bœuf, ils se contenteront d'une vache pour les labours : en Allemagne, tous les paysans pauvres labourent avec des vaches et, chez nous, le peuple est si misérable que l'on commence à labourer non seulement avec des vaches, mais avec des hommes ! Et que cela est donc avantageux ! que cela est donc bon marché ! Comme cela est digne d'éloges que le petit et le moyen paysan soient si durs à la besogne, qu'ils aient tant de cœur à l'ouvrage, qu'ils vivent si simplement, en laissant de côté les fantaisies, qu'ils ne songent pas au socialisme, mais qu'ils pensent seulement à leur exploitation ! Ils ne penchent pas vers les ouvriers, ces ouvriers qui organisent des grèves contre la bourgeoisie, mais ils suivent les riches, ils ne pensent qu'à devenir des gens comme il faut ! Ah, si tout le monde était aussi âpre à la besogne, si tout le monde avait autant de cœur à l'ouvrage, si tout le monde vivait aussi simplement, sans se saouler, si tout le monde économisait plus d'argent et en dépensait moins pour acheter toutes sortes de tissus imprimés, si tout le monde avait moins d'enfants, alors tout le monde vivrait bien et il n'y aurait plus ni misère ni besoin !

Tels sont les discours doucereux que la bourgeoisie susurre aux paysans moyens, et il se trouve des simples d'esprit pour croire à ces chansons et pour les répéter eux-mêmes ! * En fait, de tels discours ne sont que mensonge, c'est

* Chez nous, en Russie, on appelle « populistes » ou encore « partisans de la petite exploitation » les simples d'esprit qui veulent le bien du moujik et qui, cependant, en viennent à prononcer des discours mielleux. Les « socialistes-révolutionnaires », par étourderie, leur emboîtent le pas. Chez les Allemands aussi, on compte un bon nombre de personnages aux paroles mielleuses. L'un d'entre eux, Edouard David, a écrit récemment un gros livre. Dans ce livre, il déclare que la petite exploitation est incomparablement plus avanta-

simplement se moquer du paysan. Ce que ces bons apôtres appellent exploitation avantageuse et à bon marché, c'est le besoin, l'amer besoin, qui oblige le petit paysan et le paysan moyen à travailler du matin au soir, à rogner sur chaque morceau de pain, à se refuser la plus petite dépense. Quoi de « moins cher » et de « plus avantageux », évidemment, que de porter pendant trois ans les mêmes culottes, que d'aller pieds nus en été, que d'atteler l'araire avec des ficelles et que de nourrir la vache avec la paille pourrie du toit ! Qu'on mette n'importe quel bourgeois, ou n'importe quel paysan riche dans une exploitation « bon marché » et « avantageuse » de ce genre, et je crois qu'il aurait vite fait d'oublier ses prônes doucereux !

Les gens qui font l'éloge de la petite exploitation veulent parfois du bien au paysan, mais en réalité, ils ne font que lui nuire. Par leurs discours onctueux, ils trompent le moujik de la même façon que la *loterie* trompe le peuple. Je vais expliquer tout de suite ce que c'est que la loterie. Supposons par exemple que j'aie une vache qui coûte cinquante roubles. Je veux mettre cette vache en loterie, et je propose à tout le monde des billets à un rouble. Pour un rouble, on peut avoir la vache ! Les gens sont séduits, et les roubles d'argent commencent à pleuvoir. Quand j'ai réuni cent roubles, je procède au tirage : celui dont le billet sort a obtenu la vache pour un rouble, et les autres s'en vont les mains vides. Cette vache n'est-elle vraiment pas revenue « bon marché » au peuple ? Non, elle a coûté très cher, parce qu'on en a payé deux fois le prix, et parce que deux personnes (celui qui a organisé la loterie, et celui qui a gagné la vache) ont fait du profit sans se donner aucune peine, et de plus, ont fait ce profit au détriment de quatre-vingt-dix-neuf personnes qui ont perdu leur argent. Autrement dit, celui qui déclare que les loteries sont avantageuses pour le peuple ne fait que tromper le peuple. Exactement de la même façon, c'est tromper les paysans que de leur promettre qu'ils pourront se mettre à l'abri du besoin et de la misère grâce à toutes sortes de

---

geuse que la grande parce que le petit paysan ne fait pas de dépenses superflues, qu'il ne nourrit pas de cheval pour le labour, mais se contente de la même vache qui lui fournit le lait.

coopératives (associations pour une vente avantageuse et des achats à bon marché), à toutes sortes d'améliorations de l'exploitation, à toutes sortes de banques, etc. De même qu'à la loterie, un seul gagne tandis que les autres sont perdants, de même ici, un seul paysan moyen se tire d'affaire, se fait sa place parmi les riches, tandis que quatre-vingt-dix-neuf de ses camarades continuent toute leur vie à courber le dos, incapables de se sortir du besoin et même se ruinant de plus en plus. Que chaque habitant de la campagne regarde attentivement la société où il vit et tout ce qui l'entoure : y a-t-il beaucoup de paysans moyens qui soient devenus riches et qui aient oublié les privations ? Combien, par contre, ne peuvent, de toute leur vie, échapper au besoin ? Combien se ruinent et quittent leur village ? Comme nous l'avons vu, on ne compte pas dans toute la Russie plus de deux millions d'exploitations agricoles moyennes. Supposons que les associations de toute sorte pour l'achat à bon marché et la vente au meilleur prix soient dix fois plus nombreuses qu'actuellement. A quoi cela conduira-t-il ? Cela sera déjà énorme, si cent mille paysans moyens arrivent à s'enrichir. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que sur cent paysans moyens, cinq sont devenus riches. Et les quatre-vingt-quinze autres ? Il leur est toujours aussi difficile de vivre, et pour beaucoup cela devient même encore beaucoup plus difficile ! Quant à la paysannerie pauvre, elle se ruine encore plus !

Tout ce qu'il faut à la bourgeoisie, bien sûr, c'est que le plus grand nombre possible de petits et moyens paysans se mettent à la remorque des riches, qu'ils *croient* à la possibilité d'échapper au besoin sans lutter contre la bourgeoisie, qu'ils *mettent leur espoir* dans leur zèle au travail, dans leur parcimonie, dans leur enrichissement futur, et non dans leur union avec les ouvriers des villes et de la campagne. La bourgeoisie fait tous ses efforts pour entretenir les croyances et les espoirs fallacieux du moujik, elle s'efforce de le bercer par toutes sortes de discours mielleux.

Pour dévoiler la fausseté de tous ces enjôleurs, il suffit de leur poser trois questions.

Première question. Le peuple travailleur peut-il échapper au besoin et à la misère, lorsqu'en Russie, sur deux

cent quarante millions de déciatines de terres cultivables, cent millions de déciatines appartiennent à des propriétaires privés ? Le peut-il, lorsque seize mille gros propriétaires terriens ont entre leurs mains soixante-cinq millions de déciatines ?

Deuxième question. Le peuple travailleur peut-il échapper au besoin et à la misère, lorsque un-million et demi de feux de paysans riches (sur un total de dix millions) ont rassemblé entre leurs mains la moitié de toutes les terres ensemencées, de tous les chevaux, de tout le bétail et bien plus de la moitié de toutes les réserves et de toutes les économies en argent de l'ensemble des paysans ? Le peut-il, lorsque cette bourgeoisie paysanne continue de plus en plus à s'enrichir, écrasant la paysannerie pauvre et la paysannerie moyenne, bâtissant leur profit sur le travail des ouvriers agricoles et des journaliers ?

Le peut-il, lorsque six millions et demi de feux paysans sont des feux de paysans pauvres, ruinés, toujours affamés, devant accepter n'importe quel travail salarié pour un misérable morceau de pain ?

Troisième question. Le peuple travailleur peut-il échapper au besoin et à la misère, lorsque l'argent est devenu la force principale, lorsqu'il peut tout acheter : une fabrique, ou de la terre, ou même des hommes, comme ouvriers salariés, comme esclaves salariés ? Le peut-il, lorsque sans argent, on ne peut ni vivre ni gérer une exploitation ? Lorsque, pour avoir de l'argent, le petit fermier misérable doit mener la lutte contre le gros ? Lorsque quelques milliers de propriétaires fonciers, de marchands, de fabricants et de banquiers ont réuni entre leurs mains des centaines de millions de roubles, et qu'en outre, ils disposent de toutes les banques, dans lesquelles sont déposées des milliers de millions de roubles ?

Aucun discours mielleux sur les avantages de la petite exploitation ou des coopératives ne peut permettre d'éluder ces questions. A ces questions, il ne peut y avoir qu'une seule réponse : la véritable « coopération », celle qui peut sauver le peuple travailleur, c'est l'*alliance* de la paysannerie pauvre avec les ouvriers social-démocrates des villes pour la lutte contre toute la bourgeoisie. Plus vite une *telle* alliance s'élargira et se renforcera, plus vite le pay-

san moyen comprendra le caractère trompeur des promesses bourgeoises, et plus tôt il viendra se ranger à notre côté.

La bourgeoisie le sait, et c'est pourquoi, outre ses discours doucereux, elle répand toutes sortes de mensonges sur les social-démocrates. Elle dit que les social-démocrates veulent enlever leur propriété aux petits et aux moyens paysans. *C'est un mensonge.* Les social-démocrates ne veulent enlever leur propriété qu'aux gros exploitants, *à ceux qui vivent du travail d'autrui.* Les social-démocrates *n'enlèveront jamais leur propriété aux petits et moyens cultivateurs qui n'emploient pas d'ouvriers.* Les social-démocrates protègent et défendent les intérêts de tout le peuple travailleur, non seulement des ouvriers des villes qui sont les plus conscients et les plus unis de tous, mais aussi des ouvriers agricoles, et également des petits artisans et des petits paysans s'ils n'emploient pas d'ouvriers et ne se mettent pas à la remorque des riches, s'ils ne passent pas du côté de la bourgeoisie. *Les social-démocrates luttent pour toutes les améliorations dans la vie des ouvriers et des paysans* que l'on peut entreprendre maintenant, tant que nous n'avons pas renversé encore la domination de la bourgeoisie, et qui faciliteront cette lutte contre la bourgeoisie. Mais les social-démocrates ne trompent pas le paysan, ils lui disent *toute la vérité*, ils déclarent d'avance et carrément qu'aucune amélioration ne peut permettre au peuple d'échapper au besoin et à la misère tant que la bourgeoisie domine. Afin que *tout le peuple* sache ce que sont les social-démocrates et ce qu'ils veulent, les social-démocrates ont établi leur *programme.* Un programme, cela signifie une déclaration brève, claire et précise de *tout ce que le parti veut et ce pourquoi il lutte.* Le parti social-démocrate est le seul parti qui propose un programme clair et précis, afin que tout le peuple le connaisse et le voie, afin que, dans le parti, il ne puisse y avoir que des gens qui désirent réellement lutter pour la libération de tout le peuple travailleur du joug de la bourgeoisie, et qui, en outre, comprennent correctement qui doit s'unir pour une telle lutte et comment cette lutte doit être menée. En outre, les social-démocrates considèrent que dans le programme, il faut *expliquer* directement, franchement et exactement

d'où proviennent le besoin et la misère du peuple travailleur et pourquoi l'union des travailleurs devient toujours plus large et toujours plus forte. C'est peu de dire que la vie est dure et d'appeler à la révolte ; cela, n'importe quel braillard sait le faire, mais ça ne sert pas à grand-chose. Il faut que le peuple travailleur comprenne clairement *pourquoi* il est dans la misère et *avec qui s'unir* dans la lutte pour se libérer de cette misère.

Nous avons déjà dit ce que veulent les social-démocrates. Nous avons dit d'où proviennent le besoin et la misère du peuple travailleur ; nous avons dit contre qui la paysannerie pauvre doit lutter et avec qui elle doit s'unir pour cette lutte.

Nous allons voir maintenant *quelles améliorations* nous pouvons conquérir *dès à présent* par notre lutte, améliorations qui touchent la vie des ouvriers et celle des paysans.

5. QUELLES AMÉLIORATIONS LES SOCIAL-DÉMOCRATES CHERCHENT-ILS À OBTENIR POUR TOUT LE PEUPLE ET POUR LES OUVRIERS ?

Les social-démocrates luttent pour libérer l'ensemble du peuple travailleur de toutes les spoliations, de toutes les oppressions, de toutes les injustices. Pour se libérer la classe ouvrière doit avant tout s'unir. Mais pour s'unir, il faut avoir la liberté de s'unir, le droit de s'unir, il faut avoir la *liberté politique*. Nous avons déjà dit que l'administration autocratique, c'était l'assujettissement du peuple aux fonctionnaires et à la police. C'est pourquoi la liberté politique est nécessaire à tout le peuple, excepté à une poignée de courtisans, à quelques gros bonnets et dignitaires ayant leurs entrées à la cour. Mais la liberté politique est nécessaire avant tout aux ouvriers et aux paysans. Les riches peuvent se payer des assouplissements de l'arbitraire et de la tyrannie des fonctionnaires et de la police. Les riches qui ont à se plaindre peuvent s'adresser très haut. C'est pourquoi la police et les fonctionnaires se permettent beaucoup plus rarement de chercher chicane aux riches qu'aux pauvres. Les ouvriers et les paysans n'ont

pas d'argent pour adoucir la police et les fonctionnaires, ils n'ont personne à qui se plaindre et ils n'ont pas les moyens d'aller en justice. Les ouvriers et les paysans ne pourront jamais échapper aux exactions, aux tyrannies et aux brimades de la police et des fonctionnaires tant qu'il n'y aura pas dans l'Etat de *direction élue*, tant qu'il n'aura pas d'*assemblée nationale de députés*. Seule une telle assemblée nationale de députés peut libérer le peuple de la soumission aux fonctionnaires. Tout paysan conscient doit être pour les social-démocrates, qui exigent du gouvernement du tsar, avant tout et par-dessus tout, *la convocation d'une assemblée nationale*. Les députés doivent être élus par tous, sans distinction de catégorie sociale, sans distinction entre riche et pauvre. Les élections doivent être libres, sans aucune intervention des fonctionnaires ; la bonne marche des élections doit être surveillée par des représentants des électeurs, et non par des policiers ou des *zemskié natchalniki*. Alors les députés de la nation seront à même de discuter tous les besoins du peuple et d'instaurer un régime meilleur en Russie.

Les social-démocrates exigent que la police ne puisse emprisonner sans jugement. Les fonctionnaires coupables d'arrestations arbitraires doivent être châtiés sévèrement. Pour mettre fin à la justice sommaire des fonctionnaires, il faut faire en sorte que ceux-ci soient élus directement par le peuple et que chacun ait le droit de porter plainte directement au tribunal contre n'importe lequel d'entre eux. Quel sens y a-t-il par contre à se plaindre d'un policier au fonctionnaire du zemstvo, ou du fonctionnaire du zemstvo au gouverneur ? Bien entendu, le fonctionnaire du zemstvo ne fera que couvrir le policier, et le gouverneur couvrira le fonctionnaire du zemstvo, et de plus tout retombera sur le plaignant. On le mettra en prison ou on le déportera en Sibérie. Il n'y aura de recours sérieux, contre les fonctionnaires que le jour où, en Russie (comme dans tous les autres Etats), chacun aura le droit de porter plainte aussi bien à l'assemblée nationale qu'au tribunal élu et d'exprimer librement ses besoins par la parole ou dans les journaux.

Jusqu'à présent encore, le peuple russe se trouve dans une dépendance servile à l'égard des fonctionnaires. Sans

la permission des fonctionnaires, le peuple ne peut ni organiser de réunions ni publier de brochures et de journaux ! N'est-ce pas là condition de serf ? Si on ne peut pas organiser une réunion libre ni imprimer librement une brochure, comment obtenir justice contre les fonctionnaires et les riches ? Il va de soi que les fonctionnaires interdisent toute brochure, toute parole reflétant fidèlement les besoins du peuple. La brochure que voici, le parti social-démocrate doit l'imprimer secrètement et la diffuser clandestinement : tous ceux qui sont trouvés en possession de cette brochure passent en jugement et vont en prison. Mais ceci n'est pas pour effrayer les ouvriers social-démocrates : ils impriment de plus en plus de brochures véridiques et ils en donnent de plus en plus à lire au peuple. Et aucune prison, aucune persécution n'arrêtera la lutte pour la liberté du peuple !

Les social-démocrates exigent que les castes soient supprimés et que tous les citoyens de l'Etat soient entièrement égaux en droits. Nous avons actuellement des castes taillables et des non taillables, des privilégiés et des non privilégiés, il y a le sang bleu et le sang noir; pour le bas peuple on a même gardé les verges. Aucun autre pays n'humilie autant les ouvriers et les paysans. Dans aucun pays autre que la Russie, il n'y a de lois différentes pour les différentes castes. Il est temps pour le peuple russe d'exiger que chaque moujik ait *tous les droits* que possède le noble. N'est-ce pas une honte que, plus de quarante ans après l'abolition du servage, les verges existent encore, qu'il y ait encore une caste *taillable* ?

Les social-démocrates exigent pour le peuple la liberté complète de déplacement et d'entreprise. Qu'est-ce que cela signifie : *la liberté de déplacement* ? Cela signifie que le paysan aura le droit d'aller où il veut, de s'installer où il lui convient, de choisir n'importe quel village ou n'importe quelle ville, sans demander la permission à personne. Cela signifie que les passeports doivent être supprimés en Russie aussi (dans les autres Etats il y a longtemps qu'il n'y a plus de passeports), qu'aucun policier, aucun fonctionnaire de zemstvo n'aura le pouvoir d'empêcher un paysan de vivre et de travailler où bien lui semble. Le moujik russe est encore soumis aux fonctionnaires

à tel point qu'il ne peut librement aller habiter la ville ni librement s'en aller sur de nouvelles terres. Le ministre ordonne que les gouverneurs n'admettent pas les changements de résidence *volontaires* ! Le gouverneur sait mieux que le moujik où le moujik doit aller ! Le moujik est un petit enfant, il ne sait pas se déplacer sans être dirigé ! N'est-ce pas là de la servitude féodale ? N'est-ce pas faire injure au peuple que d'admettre qu'un quelconque nobliau au blason dédoré puisse commander à des exploitants agricoles adultes ?

Il existe une brochure intitulée *Mauvaise récolte et calamité populaire* (la famine), écrite par l'actuel « ministre de l'agriculture », M. Ermolov. Dans cette brochure on déclare carrément : il ne convient pas que moujik change de résidence lorsque messieurs les propriétaires fonciers ont besoin de main-d'œuvre là où il se trouve. Le ministre parle franchement, il ne se gêne pas, il pense que le moujik n'entendra ni ne comprendra de tels propos. Pourquoi laisser le peuple aller où il veut, quand messieurs les propriétaires fonciers ont besoin de main-d'œuvre à bon marché ? Plus les gens vivent serrés les uns contre les autres, plus cela est avantageux pour les propriétaires fonciers — ils connaîtront davantage le besoin, meilleur marché se loueront et plus patiemment supporteront toutes les vexations. Auparavant, c'étaient les intendants qui veillaient aux intérêts des seigneurs, maintenant, ce sont les fonctionnaires des zemstvos et les gouverneurs. Auparavant, les intendants ordonnaient d'administrer le fouet à l'écurie, maintenant les gens des zemstvos font fouetter au local de l'administration communale.

Les social-démocrates exigent la dissolution de l'armée permanente à laquelle seront substituées des milices populaires, le peuple tout entier en armes. L'armée permanente, c'est une force détachée du peuple et formée dans le but de tirer sur le peuple. Si le soldat n'était pas enfermé pendant plusieurs années en caserne et s'il n'y était pas dressé à la dure, est-ce qu'il pourrait tirer sur ses frères, sur les ouvriers et les paysans ? Est-ce que le soldat pourrait marcher contre les moujiks affamés ? Pour défendre l'Etat contre les attaques de l'ennemi extérieur, il n'est pas du tout nécessaire d'avoir une armée permanente ; il suffit

pour cela que le peuple soit armé. Si chaque citoyen était armé, la Russie n'aurait à craindre aucun ennemi. Et le peuple serait alors débarrassé du joug militariste : *des centaines de millions de roubles* sont dépensés *par an* pour les militaires, et tout cet argent est prélevé sur le peuple ; c'est pour cela que les impôts sont si élevés et qu'il devient de plus en plus difficile de vivre. Le militarisme renforce encore plus le pouvoir des fonctionnaires et de la police sur le peuple. Le militarisme est nécessaire pour piller les autres peuples, par exemple, pour prendre de la terre aux Chinois. Loin de s'en porter mieux, le peuple subit encore plus lourdement le joug des impôts. Le remplacement de l'armée permanente par l'armement de tout le peuple apporterait un soulagement considérable aux ouvriers et aux paysans.

Le même soulagement considérable leur serait apporté par *la suppression des impôts indirects*, que veulent obtenir les social-démocrates. On appelle impôts indirects des impôts qui ne sont pas prélevés directement sur la terre ou sur l'exploitation, mais qui sont payés par le peuple *indirectement*, sous forme d'une augmentation du prix des marchandises. Le gouvernement frappe d'un impôt le sucre, la vodka, le pétrole, les allumettes et toute sorte d'autres objets de consommation ; cet impôt est payé à l'Etat par le marchand ou le fabricant, mais ceux-ci, bien sûr, ne le payent pas avec leur argent, mais avec celui des acheteurs. Le prix de la vodka, du sucre, du pétrole, des allumettes est augmenté, et chaque acheteur d'une bouteille de vodka ou d'une livre de sucre paye non seulement le prix de la marchandise, mais aussi l'impôt dont elle est frappée. Par exemple, si vous payez, disons, quatorze copecks pour une livre de sucre, quatre copecks (environ) constituent l'impôt : le producteur du sucre a déjà payé cet impôt au Trésor, et il prélève maintenant la somme qu'il a payée sur chaque acheteur. Ainsi, les impôts indirects, ce sont des impôts sur les objets de consommation, des impôts qu'acquitte l'acheteur en payant plus cher les marchandises. On dit parfois que les impôts indirects sont les plus justes : celui qui achète tant paye tant. Mais cela n'est pas vrai. Les impôts indirects sont les impôts les plus injustes, parce qu'il est beaucoup dur aux pauvres de les

payer qu'aux riches. Le riche a un revenu dix fois, ou même cent fois plus élevé que l'ouvrier ou le paysan. Mais le riche a-t-il besoin de cent fois plus de sucre ? A-t-il besoin de dix fois plus de vodka ou d'allumettes ? Ou de dix fois plus de pétrole ? Non, évidemment. Une famille riche achète deux fois, ou au maximum trois fois plus de pétrole, de vodka, de sucre qu'une famille pauvre. Cela signifie donc que le riche paye sous forme d'impôt *une plus petite part* de son revenu que le pauvre. Supposons que le revenu d'un paysan pauvre soit de deux cents roubles par an ; supposons qu'il achète pour soixante roubles de marchandises frappées d'une taxe et dont, par suite, le prix est augmenté (le sucre, les allumettes, le pétrole sont frappés d'une *accise*, c'est-à-dire que le fabricant paye la taxe avant la sortie de la marchandise sur le marché ; sur la vodka produite par l'Etat, le Trésor élève directement le prix; pour les indiennes, le fer et d'autres marchandises, le prix est augmenté par le fait que les marchandises étrangères à bon marché ne peuvent entrer en Russie sans une taxe douanière élevée). Sur ces soixante roubles, *vingt roubles* constitueront l'impôt. Cela signifie que sur chaque rouble de son revenu le pauvre donnera *dix copecks* sous forme d'impôts indirects (sans compter les impôts directs, les indemnités de rachat, les redevances, les contributions foncières, celles dues au zemstvo, à l'administration cantonale, au *mir*). Un paysan riche par contre aura mille roubles de revenus ; il achètera pour cent cinquante rouble de marchandises frappées d'une taxe ; sur ces cent cinquante roubles, il paiera *cinquante roubles* d'impôts. Autrement dit, sur chaque rouble de son revenu, le riche ne donnera que *cinq copecks* sous forme d'impôts indirects. Plus un homme est riche, *plus petite* est la part de son revenu qu'il paie en impôts indirects. C'est pourquoi les impôts indirects sont *les plus injustes*. Les impôts indirects, ce sont des impôts sur les pauvres. Les paysans et les ouvriers constituent ensemble les neuf dixièmes de la population, et ils paient huit ou neuf dixièmes des impôts indirects. Quant à l'ensemble des revenus, les paysans et les ouvriers n'en touchent certainement pas plus des quatre dixièmes ! Voilà pourquoi les social-démocrates réclament la suppression des impôts indirects et l'institution d'un impôt *pro-*

gressif sur le revenu et sur les successions. Cela signifie que plus le revenu sera élevé, plus l'impôt devra être élevé. Que celui qui a mille roubles de revenus paye un copeck par rouble, celui qui a deux mille roubles de revenus, deux copecks par rouble, etc. Les plus petits revenus (par exemple, les revenus inférieurs à quatre cent roubles) ne paieront rien du tout. Quant aux plus riches, ils paieront les plus gros impôts. Un tel impôt *sur le revenu*, ou, plus précisément, l'impôt *progressif sur le revenu*, serait beaucoup plus juste que les impôts indirects. C'est pourquoi les social-démocrates veulent obtenir la suppression des impôts indirects et l'institution d'un impôt progressif sur le revenu. Mais il est évident que tous les possédants, toute la bourgeoisie, n'en veulent pas et s'y opposent. Seule une union solide de la paysannerie pauvre et des ouvriers des villes peut *arracher* cette amélioration à la bourgeoisie.

Enfin, une amélioration extrêmement importante pour tout le peuple, et particulièrement pour la paysannerie pauvre, consiste dans *l'instruction gratuite* des enfants, que réclament les social-démocrates. Actuellement il y a beaucoup moins d'écoles à la campagne que dans les villes, et partout, seules les classes riches, seule la bourgeoisie a la possibilité de donner à ses enfants une bonne instruction. Seule l'instruction obligatoire et gratuite de *tous les enfants* peut débarrasser le peuple ne serait-ce que d'une partie de l'ignorance actuelle. Or, la paysannerie pauvre souffre particulièrement de cette ignorance et a particulièrement besoin d'instruction. Mais évidemment, il nous faut une éducation véritable, libre, et non celle que veulent les fonctionnaires et les popes.

Les social-démocrates exigent ensuite que chacun ait le droit absolu de professer en toute liberté la croyance de son choix. Parmi tous les Etats européens, il n'y a qu'en Russie et en Turquie que restent en vigueur des lois honteuses, dirigées contre les gens d'une autre croyance, contre les non-orthodoxes, contre les schismatiques, les sectaires, les Juifs. Ces lois, ou bien interdisent nommément telle ou telle religion, ou bien en interdisent la prédication, ou bien privent de certains droits les gens qui la professent. Toutes ces lois sont les plus injustes, les plus contraignantes, les plus honteuses. Chacun doit avoir la pleine liberté non

seulement d'être adepte de la foi qu'il désire, *mais aussi de propager n'importe quelle religion ou de changer de foi.* Aucun fonctionnaire ne doit avoir même le droit d'interroger qui que ce soit sur sa foi : c'est une affaire de conscience, et personne n'a le droit de s'en mêler. Il ne doit y avoir aucune religion ni aucune église « *dominante* ». Toutes les religions, toutes les églises doivent être égales devant la loi. Les prêtres des différentes religions peuvent être entretenus par ceux qui appartiennent à cette religion, et l'Etat, avec l'argent du Trésor, ne doit soutenir aucune religion, ne doit entretenir aucun ecclésiastique, ni orthodoxe, ni schismatique, ni sectaire, ni aucun autre. Voilà pour quoi luttent les social-démocrates, et tant que ces mesures ne seront pas appliquées sans aucune réserve et sans aucune échappatoire, le peuple ne sera pas délivré des honteuses persécutions religieuses exercées par la police et des non moins honteuses aumônes policières versées à telle ou telle confession.

* *
*

Nous avons vu quelles sont les améliorations que les social-démocrates veulent obtenir pour tout le peuple, et en particulier pour les pauvres. Examinons maintenant quelles améliorations ils veulent obtenir pour les ouvriers, non seulement ceux des fabriques et des villes, mais aussi pour les ouvriers agricoles. Les ouvriers de fabrique et d'usine vivent plus serrés, plus entassés ; ils travaillent dans d'immenses ateliers ; il leur est plus facile de profiter de l'aide de social-démocrates venant des milieux instruits. Pour toutes ces raisons, les ouvriers des villes ont commencé beaucoup plus tôt que tous les autres la lutte contre les patrons, et ils ont obtenu des améliorations plus importantes, ils ont obtenu également l'institution d'une législation du travail. Mais les social-démocrates mènent la lutte pour que *tous* les ouvriers bénéficient des mêmes améliorations : les personnes travaillant à domicile pour un patron, aussi bien à la ville qu'à la campagne, les ouvriers employés par de petits entrepreneurs ou artisans, les ouvriers du bâtiment (charpentiers, maçons et autres), les ouvriers forestiers, les manœuvres, *et exactement de la même façon les ouvriers*

agricoles. Tous ces ouvriers commencent maintenant à s'unir dans toute la Russie, à la suite et avec l'aide des ouvriers d'usines, ils commencent à s'unir afin de lutter pour de meilleures conditions de vie, pour une journée de travail plus courte, *pour un salaire plus élevé*. Et le parti social-démocrate se donne pour tâche de soutenir *tous* les ouvriers dans leur lutte pour une vie meilleure, de les aider tous à organiser (à unir) les ouvriers les plus fermes et les plus sûrs en unions solides, de les aider en diffusant des brochures et des tracts, en envoyant des ouvriers expérimentés auprès des novices, et, en général, d'aider par tous les moyens dans la mesure du possible. Lorsque nous aurons obtenu la liberté politique, nous aurons alors, dans une assemblée nationale, nos hommes, les députés ouvriers, les social-démocrates, et ils exigeront, de même que leurs camarades des autres pays, la promulgation de lois en faveur des ouvriers.

Nous n'allons pas énumérer ici *toutes* les améliorations que veut obtenir le Parti social-démocrate pour les ouvriers : ces améliorations sont énumérées dans le programme et expliquées en détail dans la brochure *La question ouvrière en Russie*. Il nous suffira ici de citer les principales de ces améliorations. La journée de travail ne doit pas excéder huit heures par jour. Un jour par semaine doit être obligatoirement réservé au repos. Les heures supplémentaires doivent être rigoureusement interdites, ainsi que le travail de nuit. Les enfants doivent être instruits gratuitement jusqu'à l'âge de seize ans et par conséquent ne doivent pas être admis au travail salarié avant cet âge. Les femmes ne doivent pas travailler dans les entreprises insalubres. Pour tout accident du travail, l'employeur doit indemniser les ouvriers, par exemple pour les mutilations causées aux ouvriers qui travaillent sur les batteuses, les tarares, etc. Le salaire doit toujours être versé à tous les ouvriers *chaque semaine* et non pas une fois tous les deux mois ou tous les trimestres, comme cela arrive souvent lors de la rétribution des travaux agricoles. Il est très important pour les ouvriers de recevoir leurs salaires régulièrement chaque semaine et de plus, obligatoirement en argent liquide et non en nature. Les employeurs aiment beaucoup imposer aux ouvriers en fait de paiement toutes

sortes de mauvaises marchandises qu'ils leur comptent au prix fort ; pour supprimer ce scandale, il faut absolument interdire au moyen d'une loi le paiement du salaire en nature. En outre, les ouvriers âgés doivent recevoir une retraite de l'Etat. Les ouvriers entretiennent par leur travail toutes les classes riches et tout l'Etat et, par conséquent, ils ont tout autant le droit à la retraite que les fonctionnaires qui en touchent une. Pour que les patrons ne puissent abuser de leur situation et violer les règles édictées en faveur des ouvriers, il faut nommer des inspecteurs du travail non seulement pour les fabriques, mais aussi pour les grandes exploitations terriennes et, en général, pour toutes les entreprises qui emploient des ouvriers salariés. Mais ces inspecteurs ne doivent pas être des fonctionnaires. Ils ne doivent pas être nommés par les ministres ou les gouverneurs, ni être au service de la police. Les inspecteurs doivent être *des élus des ouvriers* ; le Trésor doit rétribuer les hommes de confiance que les ouvriers auront choisis eux-mêmes librement. Et ces députés élus par les ouvriers doivent également veiller à ce que les logements ouvriers soient bien entretenus, à ce que les patrons ne puissent obliger les ouvriers à vivre dans des niches à chiens ou des huttes en terre (comme cela arrive souvent lors des travaux agricoles), à ce que soient respectées les règles sur le repos des ouvriers, etc. Il ne faut pas oublier cependant qu'aucun député élu par les ouvriers n'apportera quoi que ce soit de positif tant qu'il n'y aura pas de liberté politique, tant que la police sera toute-puissante et irresponsable devant le peuple. Chacun sait qu'actuellement, la police arrête sans jugement non seulement les députés des ouvriers, mais aussi n'importe quel ouvrier qui ose élever la voix au nom de tous, dénoncer les violations de la loi et appeler les ouvriers à l'union. Mais lorsque nous aurons la liberté politique, alors les députés des ouvriers feront œuvre très utile.

Il faut *interdire absolument* à tous les employeurs (fabricants, propriétaires fonciers, entrepreneurs, paysans riches) d'effectuer de leur propre gré quelque retenue que ce soit sur les salaires des ouvriers, par exemple des retenues pour fabrications défectueuses, des retenues sous forme d'amendes, etc. C'est une illégalité et un abus inadmissible,

quand les employeurs effectuent *de leur propre autorité* des retenues sur les salaires. Le patron ne doit diminuer le salaire de l'ouvrier sous aucune forme ni par aucune retenue. Le patron ne doit pas rendre justice et condamner lui-même (beau juge que celui qui met dans sa poche les retenues prises aux ouvriers !), mais il doit s'adresser à un *tribunal véritable*, et ce tribunal doit être choisi paritairement parmi les délégués des ouvriers et des patrons. Seuls de tels tribunaux peuvent examiner en toute justice tous les griefs des patrons contre les ouvriers et des ouvriers contre les patrons.

Telles sont les améliorations que les social-démocrates veulent obtenir pour toute la classe ouvrière. Dans chaque propriété, dans chaque exploitation, chez chaque entrepreneur, les ouvriers doivent s'efforcer de discuter tous ensemble, avec les gens sûrs, quelles améliorations ils doivent chercher à obtenir, quelles revendications ils doivent présenter (selon les usines, les exploitations, les entrepreneurs, les revendications des ouvriers seront évidemment différentes).

Dans toute la Russie, les *comités social-démocrates* aident les ouvriers à définir clairement et précisément leurs revendications, ainsi qu'à publier des tracts imprimés exposant ces revendications, afin qu'elles soient connues par tous les ouvriers, et par les patrons, et par les autorités. Quand les ouvriers sont unis au coudeàcoude, comme un seul homme, pour défendre leurs revendications, les patrons sont obligés de reculer et de donner leur accord. Dans les villes, les ouvriers ont déjà obtenu beaucoup d'améliorations par ce moyen, et actuellement, les travailleurs à domicile, les ouvriers au service de gros artisans et les ouvriers agricoles commencent aussi à s'unir (à s'organiser) et à lutter pour leurs revendications. Tant que nous n'avons pas encore la liberté politique, nous menons cette lutte clandestinement, en nous cachant de la police, qui interdit tous les tracts et toutes les unions d'ouvriers. Mais quand nous aurons conquis la liberté politique, nous mènerons alors cette lutte encore plus largement et ouvertement devant tous, afin que toute la population ouvrière de la Russie s'unisse et se défende au coudeàcoude contre l'oppression. Plus les ouvriers s'uniront en grand nombre *dans le Parti*

ouvrier social-démocrate, plus grande sera leur force, et plus vite ils réussiront à libérer complètement la classe ouvrière de toute oppression, de tout travail salarié, de tout travail pour la bourgeoisie.

* *
*

Nous avons déjà dit que le Parti ouvrier social-démocrate cherchait à obtenir des améliorations non seulement pour les ouvriers, mais aussi pour *tous les paysans*. Examinons maintenant quelles améliorations concernant les paysans il cherche à obtenir.

6. QUELLES AMÉLIORATIONS LES SOCIAL-DÉMOCRATES CHERCHENT-ILS À OBTENIR POUR TOUS LES PAYSANS ?

Pour la libération complète de tous les travailleurs, la paysannerie pauvre doit, dans l'union avec les ouvriers des villes, mener la lutte contre toute la bourgeoisie, jusques et y compris contre les paysans riches. Les paysans riches s'efforceront de payer leurs ouvriers agricoles moins cher et de les obliger à travailler plus longtemps et plus durement, tandis que les ouvriers des villes et de la campagne chercheront à obtenir que les valets de ferme au service des paysans riches reçoivent eux aussi un meilleur salaire, et que leur travail soit allégé, avec un repos obligatoire. La paysannerie pauvre doit donc constituer ses propres unions, excluant les paysans riches ; nous l'avons déjà dit, et nous ne cesserons de le répéter.

Mais en Russie, tous les paysans pris ensemble, riches et pauvres, restent encore en beaucoup de points asservis, comme dans le passé : ils constituent la caste *inférieure*, *noire*, *taillable* ; tous sont asservis aux fonctionnaires de la police et aux *zemskié natchalniki* ; tous travaillent encore très souvent pour le seigneur, comme jadis, pour les *otrezki*, pour l'abreuvoir, pour le pacage, le pré, etc., ... exactement comme ils travaillaient pour le seigneur sous le régime du servage. *Tous* les paysans veulent se libérer de ce nouvel état de servitude, *tous* veulent jouir de tous les droits,

tous haïssent les propriétaires fonciers, qui les obligent encore maintenant à *aller à la corvée*, à « payer par leur travail », à messieurs les nobles et la terre, et le pacage, et l'abrevoir, et le pré, et à réparer par leur travail les « dégâts causés par le bétail dans les champs », et à envoyer leurs femmes moissonner « pour des prunes ». La paysannerie pauvre souffre encore bien plus de toutes ces prestations de travail que le moujik riche. Le moujik riche se libère parfois à prix d'argent de son travail pour le seigneur, mais tout de même, les propriétaires fonciers oppriment aussi pour une bonne part le moujik riche. Cela signifie que la paysannerie pauvre doit lutter contre sa situation d'inégalité civique, contre toute corvée, contre toutes les prestations de travail, en commun avec les paysans riches. Nous ne nous délivrerons de *toute* servitude, de *toute* misère, que lorsque nous aurons vaincu *toute* la bourgeoisie (les paysans riches y compris). Mais il y a une servitude dont nous nous libérerons *avant*, parce que de cette servitude-là, le moujik riche a, lui aussi, par-dessus la tête. Il y a encore beaucoup d'endroits, beaucoup de localités en Russie où les paysans, tous ensemble, continuent toujours à demeurer exactement à l'état de serfs. C'est pourquoi il faut que tous les ouvriers russes et toute la paysannerie pauvre *mènent la lutte des deux mains dans deux directions* : d'une main, *la lutte contre tous les bourgeois*, dans l'union avec tous les ouvriers ; de l'autre main, *la lutte contre les fonctionnaires à la campagne, contre les propriétaires servagistes*, dans l'union avec tous les paysans. Si la paysannerie pauvre ne constitue pas sa propre union, sans les paysans riches, alors les paysans riches la tromperont, la duperont, ils joueront eux-mêmes le rôle de propriétaires fonciers, et non seulement ils laisseront le miséreux dans sa misère, mais ils ne lui donneront pas la liberté de s'unir. Si d'autre part, la paysannerie pauvre ne lutte pas en commun avec les paysans riches contre la servitude féodale, alors elle restera liée, fixée sur place, et elle n'aura pas non plus la liberté complète de s'unir avec les ouvriers des villes.

La paysannerie pauvre doit d'abord s'attaquer aux propriétaires fonciers et se débarrasser au moins de la plus mauvaise, de la plus nuisible servitude, celle qui la lie à son seigneur ; en cela, beaucoup de paysans riches et de

partisans de la bourgeoisie seront du côté de la paysannerie pauvre parce que tout le monde en assez de la morgue des propriétaires fonciers. Mais dès le moment où nous aurons réduit le pouvoir des grands propriétaires fonciers, le paysan riche se montrera tel qu'il est et commencera à allonger la patte un peu partout, et il en a de crochues qui ont déjà raflé pas mal de choses. Autrement dit, il faut ouvrir l'œil, et le bon, et conclure une alliance solide, indestructible, avec l'ouvrier des villes. Les ouvriers des villes aideront aussi à corriger le propriétaire foncier de ses manières de seigneur, et ils feront également entendre raison au paysan riche (comme ils ont déjà fait entendre raison à un certain nombre de leurs patrons dans les usines). Sans s'unir avec les ouvriers des villes, la paysannerie pauvre ne pourra *jamais* se débarrasser complètement de la servitude, du besoin et de la misère ; *personne* d'autre qu'elle ne pourra l'aider dans ce domaine, et elle ne peut compter sur personne d'autre que sur soi-même. Mais il y a des améliorations que nous pouvons obtenir plus tôt, que nous pouvons obtenir dès maintenant, dès le début de cette grande lutte. Il y a en Russie beaucoup de servitudes qui n'existent plus depuis longtemps dans les autres pays, et de ces servitudes bureaucratiques, de ces servitudes féodales, *toute la paysannerie russe* peut se libérer *dès maintenant*.

Nous allons voir à présent quelles améliorations le Parti ouvrier social-démocrate cherche à obtenir avant tout, au premier chef, afin de débarrasser l'ensemble de la paysannerie russe au moins de la pire des servitudes, de la servitude féodale et de délier enfin les mains de la paysannerie pauvre dans la lutte contre toute la bourgeoisie russe.

La première revendication du Parti ouvrier social-démocrate est celle-ci : abolition immédiate de toutes les indemnités de rachat, de toutes les contributions et redevances que la paysannerie « taillable » doit supporter. Quand les comités de la noblesse et le gouvernement noble du tsar de Russie « affranchirent » les paysans du servage, ils les obligèrent à *racheter leurs propres* terres, à racheter des terres qu'ils labouraient depuis des temps immémoriaux ! C'était une *spoliation*. Les comités de la noblesse *volèrent* purement et simplement les paysans avec l'aide du gouvernement tsariste. Dans beaucoup d'endroits, le gouvernement tsa-

riste a envoyé la troupe pour faire appliquer les chartes réglementaires [128] *par la force*, pour exercer des châtiments corporels sur les paysans qui refusaient d'accepter les lots de misère, les lots tronqués, qui leur étaient concédés. Sans la troupe, les châtiments corporels et les fusillades, jamais les comités de la noblesse n'auraient pu aussi impudemment piller les paysans qu'ils l'ont fait à l'époque où la paysannerie a été affranchie du servage. Les paysans ne doivent jamais oublier la façon dont les comités de la noblesse, ces comités de propriétaires fonciers, les ont dupés et volés, parce que maintenant encore, le gouvernement impérial continue à nommer des comités de la noblesse ou des comités de fonctionnaires quand il est question de nouvelles lois pour les paysans. Récemment (le 26 février 1903), le tsar a publié un manifeste : dans ce manifeste, il promet de réviser et d'améliorer les lois qui concernent les paysans. Qui révisera ? Qui améliorera ? A nouveau les nobles, à nouveau les fonctionnaires ! Les paysans seront toujours trompés, tant qu'ils n'auront pas obtenu que soient institués des *comités paysans* pour l'amélioration de la vie paysanne. Les grands propriétaires fonciers, les *zemskié natchalniki* et autres fonctionnaires ont assez commandé les paysans ! Assez de cette dépendance féodale à l'égard de n'importe quel policier, à l'égard de tous ces fils de familles perdus de boisson que l'on nomme *zemskié natchalniki*, commissaires de police ou gouverneurs ! Les paysans doivent exiger qu'on leur donne la liberté d'arranger *eux-mêmes* leurs affaires, de mûrir *eux-mêmes* les nouvelles lois, de les faire connaître et de les mettre en application *eux-mêmes*. Les paysans doivent exiger des *comités paysans* indépendants et élus, et tant qu'ils ne les auront pas obtenu, ils seront toujours dupés et spoliés par les nobles et les fonctionnaires. Personne ne délivrera les moujiks de leurs sangsues de bureaucrates, si les moujiks ne s'en délivrent pas eux-mêmes, s'ils ne s'unissent pas pour assurer *personnellement* leur destin.

Les social-démocrates réclament non seulement la suppression totale et immédiate des indemnités de rachat, des redevances et autres charges de toutes sortes, mais ils exigent en outre *la restitution au peuple* des sommes qui lui ont été prises à ces titres. Dans toute la Russie, les moujiks

ont ainsi payé indûment des centaines de millions de roubles depuis le temps où les comités de la noblesse les ont affranchis du régime du servage. Cet argent, les paysans doivent en exiger la restitution. Que le gouvernement frappe d'un impôt spécial les gros propriétaires terriens de la noblesse, qu'on reprenne des terres aux monastères et aux apanages (c'est-à-dire à la famille impériale), et qu'une assemblée nationale de députés dispose de cet argent au profit des paysans. Nulle part au monde ailleurs qu'en Russie le paysan n'est autant rabaissé, exténué, nulle part au monde on ne voit ce spectacle terrible de millions de paysans mourant de faim. Le paysan en est réduit à mourir de faim, parce que les comités de la noblesse l'ont dépouillé, et parce que l'on continue à le dépouiller chaque année en lui extorquant les vieux tributs destinés aux rejetons des propriétaires de serfs, en lui extorquant des indemnités de rachat et des redevances. Que ceux qui pillent en répondent. Qu'on prenne donc de l'argent aux grands propriétaires fonciers de la noblesse afin d'apporter une aide sérieuse à ceux qui ont faim. Le moujik affamé n'a pas besoin d'aumônes ni de cadeaux misérables. Qu'il exige donc qu'on lui restitue l'argent que, pendant des années et des années, il a payé aux propriétaires fonciers et à l'Etat. Alors, l'assemblée des députés du peuple et les comités paysans sauront bien apporter une aide véritable et sérieuse à ceux qui ont faim.

Ensuite, le Parti ouvrier social-démocrate exige la suppression totale et immédiate de la caution solidaire et *de toutes les lois qui empêchent le paysan de disposer pleinement de sa terre*. Le manifeste du tsar du 26 février 1903 promet la suppression de la caution solidaire. La loi qui l'abolit vient d'être promulguée. Mais cela n'est pas suffisant. Il faut en outre supprimer immédiatement *toutes les lois* qui empêchent le paysan de disposer librement de sa terre. Autrement, le paysan, même si la caution solidaire n'existe plus, restera imparfaitement libre, à demi serf. Le paysan doit obtenir la *pleine liberté* de disposer de sa terre : il doit pouvoir la céder ou la vendre à qui bon lui semble, sans rien demander à personne. Mais voilà ce que le décret du tsar ne permet pas : nobles, marchands et petits-bourgeois peuvent librement disposer de leur terre, mais le paysan,

lui, ne le peut pas. Le moujik n'est qu'un petit enfant. Il faut lui adjoindre les fonctionnaires des zemstvos pour qu'ils veillent sur lui comme des nourrices. Il faut interdire au moujik de vendre sa terre, sinon il gaspillera l'argent ! Voilà comment raisonnent les partisans du servage, et il se trouve des simples d'esprit pour les croire et pour dire, dans les meilleures intentions à l'égard du moujik, qu'il faut lui interdire de vendre sa terre. Même les populistes (dont nous avons déjà parlé) et les gens qui s'intitulent « socialistes-révolutionnaires » y consentent et trouvent qu'il vaut mieux que notre moujik reste un tout petit peu serf et qu'il ne vende pas sa terre.

Les social-démocrates disent : ce n'est qu'une hypocrisie, qu'idées de seigneurs, que paroles doucereuses ! Quand nous aurons réalisé le socialisme, quand la classe ouvrière aura vaincu la bourgeoisie, alors toute la terre sera commune, et *personne* n'aura le droit de vendre de la terre. Mais tant que nous n'en sommes pas encore là ? Le noble et le marchand peuvent vendre, et le paysan ne le peut pas ? ! Le noble et le marchand sont libres, et le paysan doit rester encore à demi serf ! ? Le paysan doit continuer à demander la permission aux autorités ?

C'est une duperie, qui, même si elle est couverte par des paroles mielleuses, demeure tout de même une duperie.

Tant qu'on permet au noble et au marchand de vendre leur terre, le paysan doit lui aussi avoir *entièrement le droit* de vendre sa terre et d'en disposer d'une façon *absolument* libre, exactement comme le noble et le marchand.

Quand la classe ouvrière aura vaincu toute la bourgeoisie, elle confisquera la terre des grands propriétaires, et elle organisera les grandes entreprises agricoles *en exploitations collectives*, afin que les ouvriers cultivent la terre ensemble, en commun, en élisant librement des gens de confiance comme dirigeants, en disposant de toutes sortes de machines pour faciliter leur travail, et en travaillant par équipes huit heures par jour (et parfois même six heures) au maximum. Quant au petit paysan qui voudra continuer comme par le passé à travailler seul pour son compte, il mènera alors son exploitation non pas pour le marché, non pas pour vendre au premier venu, mais pour les associations des ouvriers : le petit paysan fournira à la collectivité

des ouvriers du pain, de la viande, des légumes et les ouvriers lui donneront, sans qu'il ait d'argent à payer, des machines, du bétail, des engrais, des vêtements et tout ce dont il aura besoin. Il n'y aura plus alors de conflits entre gros et petits exploitants pour les questions d'argent, il n'y aura plus de travail salarié, de travail pour le compte d'autrui ; tous travailleront pour eux-mêmes, toutes les améliorations dans le travail et toutes les machines profiteront aux ouvriers eux-mêmes, allégeant leur labeur, améliorant leur existence.

Mais tout homme raisonnable comprendra qu'on ne peut pas arriver d'emblée au socialisme pour cela, il faut mener une lutte acharnée contre la bourgeoisie tout entière, contre tous les gouvernements quels qu'ils soient, pour cela, il faut rassembler dans une union solide, indestructible, tous les ouvriers des villes de toute la Russie, et avec eux, toute la paysannerie pauvre. C'est là une grande cause, et à une telle cause il n'y a pas à regretter de consacrer toute sa vie. Mais tant que nous n'aurons pas atteint le socialisme, le gros exploitant continuera toujours à lutter contre le petit pour l'argent : est-il possible que le gros exploitant soit libre même de vendre sa terre, et pas le petit paysan ? Répétons-le : les paysans ne sont pas des gamins, et ils ne permettront à personne de les commander ; les paysans doivent obtenir, sans aucune limitation, *tous les droits* dont jouissent les nobles et les marchands.

On dit encore : la terre n'appartient pas en propre au paysan, elle appartient à la communauté. Il est impossible de permettre à chacun de vendre la terre communautaire. Mais cela aussi, c'est un mensonge. Est-ce que les nobles et les marchands n'ont pas également leurs associations ? Est-ce que les nobles et les marchands ne s'associent pas eux aussi pour former des compagnies, est-ce qu'ils n'achètent pas en commun de la terre, des fabriques et tout ce qu'on veut ? Pourquoi alors n'a-t-on inventé aucune limitation pour les sociétés de la noblesse, alors que pour le moujik n'importe quelle canaille de flic ne cherche que l'occasion d'inventer limitation sur interdiction ? Les paysans n'ont jamais rien obtenu de bon de la part des fonctionnaires, excepté des coups, des vexations et des

injures. Les paysans ne pourront jamais rien attendre bon tant qu'ils n'auront pas pris eux-mêmes leurs propres affaires en main, tant qu'ils n'auront pas obtenu une pleine égalité en droits et une liberté complète. Si les paysans veulent que la terre leur soit commune, personne ne pourra le leur interdire, et ils constitueront par accord volontaire leur propre association avec qui ils voudront et comme ils voudront, et ils écriront eux-mêmes, comme ils le voudront et de façon entièrement libre, leur contrat d'association. Qu'aucun fonctionnaire n'ait alors l'audace de fourrer son nez dans les affaires communes des paysans. Et que personne n'ose créer des difficultés aux paysans ni d'inventer pour le moujik limitations sur interdictions.

* *
*

Enfin, il y a encore une amélioration importante que les social-démocrates veulent obtenir pour les paysans. Ils veulent que soit dès maintenant, immédiatement, limitée la servitude seigneuriale, la servitude féodale du moujik. Nous ne pouvons certes abolir immédiatement toute servitude, tant que le besoin existe dans le monde, et nous ne pouvons supprimer le besoin tant que la terre et les fabriques se trouvent entre les mains de la bourgeoisie, tant que la principale force dans le monde reste l'argent, tant que n'est pas instaurée *la société socialiste*. Mais dans les campagnes russes, il existe encore souvent une servitude particulièrement pesante, que l'on ne trouve pas dans les autres pays, bien que le socialisme n'y soit pas encore instauré non plus. En Russie, il existe encore une grande part de *servitude féodale*, qui profite à tous les propriétaires fonciers, qui opprime tous les paysans, que l'on peut et que l'on doit supprimer dès maintenant, immédiatement, au premier chef.

Nous allons expliquer quelle servitude nous appelons servitude féodale.

N'importe quel habitant de la campagne connaît des cas du genre suivant. La terre appartenant au propriétaire foncier jouxte celle du paysan. Lors de l'affranchissement des paysans, on les a dépossédés de la terre dont ils avaient besoin, on les a dépossédés des prés, des pacages, des bois,

des abreuvoirs. Sans cette terre, sans ces pâturages, sans ces abreuvoirs, les paysans ne peuvent plus rien faire. Bon gré, mal gré, il faut bien aller trouver le propriétaire foncier, et lui demander de laisser au bétail l'accès de l'abreuvoir, ou de donner le droit de pacage, etc. Le propriétaire foncier, lui, néglige son exploitation et peut-être n'a-t-il pas d'argent, et ne vit-il que grâce au fait qu'il asservit les paysans. En échange des terres qui leur ont été enlevées, les paysans travaillent pour lui gratuitement, ils labourent sa terre avec leurs propres chevaux, ils récoltent son grain et son fourrage, ils font les battages pour lui, et même, en certains endroits, ils engraissent la terre du seigneur avec leurs propres engrais et portent à la maison du seigneur de la toile, des œufs et toutes sortes de volailles. Exactement comme au temps du servage ! A cette époque, les paysans vivaient sur le domaine d'un maître, pour qui ils travaillaient gratuitement, et maintenant encore, très souvent, ils travaillent gratuitement pour le seigneur en échange de ces mêmes terres qui ont été enlevées aux paysans au moment de leur affranchissement par les comités de la noblesse. C'est bien la corvée d'autrefois. Dans certaines provinces, les paysans appellent eux-mêmes ce travail « barchtchina » ou « panchtchina » *. C'est cela que nous appelons « servitude féodale ». C'est de propos délibéré que les comités de propriétaires fonciers, les comités de la noblesse, à l'époque de l'abolition du servage, ont agi de telle sorte qu'ils puissent continuer à asservir les paysans comme dans le passé, c'est à dessein qu'ils ont découpé les terres concédées aux moujiks, c'est à dessein qu'ils les ont enclavées au milieu de celles du propriétaire foncier, en sorte que le moujik n'ait nulle part assez de place pour lâcher ses poules ; c'est à dessein qu'ils ont refoulé les paysans sur les plus mauvaises terres, c'est à dessein qu'ils ont enclos dans les terres du propriétaire foncier l'accès aux abreuvoirs, en un mot, ils se sont arrangés de telle sorte que les paysans se trouvent pris au piège et qu'on puisse comme dans le passé faire les paysans prisonniers sans tirer un coup de fusil. Et les villages sont chez nous innombrables, où les paysans sont

* Voir la note en bas de la page 130. (*N.R.*)

esclaves du propriétaire foncier voisin, esclaves comme ils l'étaient sous le régime du servage. Dans ces villages, le moujik riche comme le moujik pauvre ont pieds et poings liés et sont entièrement livrés au propriétaire foncier. Le moujik pauvre a encore beaucoup plus à souffrir de cette situation que le riche. Le moujik riche possède parfois sa propre terre, et il envoie un valet de ferme à sa place à la corvée, tandis que le pauvre n'a aucune ressource, et le propriétaire foncier le foule et le pressure. Aussi asservi, le paysan pauvre n'a souvent même pas le temps de souffler, ni la possibilité, à cause du travail pour le seigneur, de chercher un travail ailleurs ou de penser à se rassembler en une seule union, en un seul parti avec la paysannerie pauvre et les ouvriers des villes.

N'existe-t-il donc pas quelque moyen de supprimer dès maintenant, immédiatement, une telle servitude ? Le Parti ouvrier social-démocrate propose aux paysans *deux* moyens pour atteindre ce but. Mais nous répétons encore une fois que seul le socialisme délivrera toute la paysannerie pauvre de toute servitude quelle qu'elle soit, car tant que les riches auront la force, ils opprimeront toujours les pauvres d'une manière ou d'une autre. On ne peut supprimer complètement toute servitude d'un seul coup, mais on peut réduire fortement la plus pesante, la plus odieuse, la servitude féodale, qui écrase les paysans pauvres, les paysans moyens et mêmes les paysans riches, on peut obtenir dès maintenant un certain soulagement dans la situation de la paysannerie.

Il y a deux moyens pour cela.

Le premier moyen, c'est l'institution de tribunaux librement élus et formés de gens investis de la confiance des ouvriers agricoles et des paysans pauvres, ainsi que de gens choisis par les paysans riches et par les propriétaires fonciers.

Le second moyen, c'est la création de *comités paysans* librement élus. Ces comités paysans doivent avoir le droit non seulement de discuter et de prendre toute mesure nécessaire pour la suppression de la corvée seigneuriale, pour la liquidation des vestiges du servage, mais ils doivent également avoir le droit *de reprendre des terres enlevées aux paysans et de les leur restituer.*

Examinons ces deux moyens un peu plus en détail. Les tribunaux d'hommes de confiance librement élus auront à connaître de toutes les affaires concernant les plaintes des paysans contre la servitude. Ces tribunaux auront le droit de diminuer le prix de location de la terre, si les propriétaires fonciers, profitant de l'état de besoin dans lequel se trouvent les paysans, l'ont fixé trop haut. Ces tribunaux auront le droit de dispenser les paysans des redevances exagérées, par exemple, si un propriétaire foncier a embauché un moujik en hiver pour un travail d'été à demi tarif, le tribunal examinera l'affaire et fixera un juste paiement. Un tel tribunal ne doit pas être composé, évidemment, de fonctionnaires, mais de gens de confiance librement élus, et de telle sorte que les ouvriers agricoles et les paysans pauvres aient obligatoirement leurs élus, et pas moins que les paysans riches et les grands propriétaires fonciers. Ces tribunaux connaîtront aussi de toutes les affaires opposant ouvriers et employeurs. Avec de tels tribunaux, il sera plus facile aux ouvriers agricoles et à tous les paysans pauvres de défendre leurs droits, il leur sera plus facile de s'unir entre eux et de reconnaître exactement quels sont les gens qui peuvent vraiment et sûrement prendre le parti de la paysannerie pauvre et des ouvriers.

Le second moyen est encore plus important. Ce sont les *comités paysans* libres, formés d'hommes de confiance élus par les ouvriers agricoles, les paysans pauvres, les paysans moyens et les paysans riches à raison d'un comité par district (ou de plusieurs comités pour un district, si les paysans le jugent nécessaire ; peut-être même organiseront-ils des comités paysans dans chaque canton et dans chaque village important). Personne mieux que les paysans eux-mêmes ne sait quelle servitude les écrase. Personne mieux que les paysans eux-mêmes ne saura confondre les propriétaires fonciers qui vivent encore aujourd'hui de la servitude féodale. Les comités paysans examineront attentivement quels lots de terre, de pâturage, de pacage ou autre ont été enlevés injustement aux paysans, et ils examineront s'il convient de reprendre ces terres gratuitement ou de faire verser à ceux qui ont acheté ces terres une indemnité couverte par les grands seigneurs. Les comités paysans,

à tout le moins, libéreront les paysans ne serait-ce que des pièges dans lesquels les ont fait tomber de très nombreux comités de la noblesse, des propriétaires fonciers. Les comités paysans délivreront les paysans de l'intervention des fonctionnaires, ils montreront que les paysans veulent et peuvent arranger eux-mêmes leurs affaires, ils aideront les paysans à se mettre d'accord sur leurs besoins et à bien reconnaître les gens capables de défendre véritablement les intérêts de la paysannerie pauvre, d'agir pour l'union avec les ouvriers des villes. Les comités paysans, c'est *la première étape* à franchir pour que, même dans les campagnes les plus reculées, les paysans affermissent leur position et assument eux-mêmes leur destin.

Voilà pourquoi les ouvriers social-démocrates avertissent les paysans :

Ne faites confiance à aucun comité de la noblesse, à aucune commission de fonctionnaires.

Exigez une assemblée nationale.

Exigez l'institution de comités paysans.

Exigez la liberté complète de publier n'importe quels journaux et brochures.

Lorsque chacun aura le droit d'exprimer librement, sans craindre personne, ses opinions et ses revendications aussi bien à l'assemblée nationale que dans les comités paysans et les journaux, alors on verra très rapidement qui passe du côté de la classe ouvrière et qui passe du côté de la bourgeoisie. Actuellement, l'immense majorité des gens ne se préoccupe pas du tout de cette question, certains cachent leurs opinions véritables, certains ne savent encore rien eux-mêmes, et d'autres mentent intentionnellement. Mais alors tous commenceront à y penser, on n'aura plus rien à cacher, et tout deviendra rapidement clair. Nous avons déjà dit que la bourgeoisie attirerait les paysans riches de son côté. Plus vite et mieux on réussira à supprimer la servitude féodale, plus vite et mieux les paysans réussiront à acquérir une véritable liberté, et plus vite la paysannerie pauvre s'unira, plus vite la paysannerie riche s'unira avec toute la bourgeoisie. Et qu'ils s'unissent donc : nous ne le craignons point, bien que nous sachions parfaitement que grâce à cette union, la paysannerie riche deviendra plus forte. Mais nous aussi, nous nous unirons,

et *notre union*, l'union de la paysannerie pauvre et des ouvriers des villes, sera incomparablement plus nombreuse, elle sera l'union de dizaines de millions d'hommes contre l'union de centaines de milliers de personnes. Nous savons également que la bourgeoisie s'efforcera (elle s'y efforce déjà !) d'attirer de son côté les paysans moyens et même les petits paysans, qu'elle s'efforcera de les tromper, de les séduire, de les désunir, et qu'elle promettra à chacun d'eux d'en faire un riche. Nous avons déjà vu par quels moyens et par quels mensonges la bourgeoisie attire de son côté les paysans moyens. C'est pourquoi nous devons ouvrir d'avance les yeux de la paysannerie pauvre, renforcer d'avance son alliance particulière avec les ouvriers des villes contre toute la bourgeoisie.

Que chaque habitant de la campagne regarde attentivement autour de lui. Les riches cultivateurs sont bien portés à déblatérer les messieurs, les propriétaires fonciers ! Comme ils se plaignent que le peuple soit pressuré, et que les seigneurs laissent pour rien la terre en friche. Comme ils aiment répéter (entre quatre yeux), qu'il faudrait bien que la terre passe aux moujiks !

Peut-on accorder foi à ce que disent les riches ? Non. Ce n'est pas pour le peuple qu'ils veulent la terre, mais pour eux-mêmes. Ils se sont déjà emparés de terres en les achetant ou en les louant, mais cela ne leur suffit pas encore. *Par conséquent, la paysannerie pauvre n'aura pas à marcher longtemps avec les riches contre les propriétaires fonciers.* Nous ne pourrons faire que le premier pas avec eux, mais pour la suite, il nous faudra aller chacun de notre côté.

Voilà pourquoi il faut clairement distinguer ce premier pas des suivants, et surtout de notre dernier pas, le plus important. Le premier pas à la campagne, c'est la libération complète du paysan, son accession à la plénitude des droits, c'est l'instauration de comités paysans pour la restitution des *otrezki*. Mais la dernière étape, tant à la ville qu'à la campagne, sera celle-ci et seulement celle-ci : *nous prendrons aux propriétaires fonciers et à la bourgeoisie toutes les terres et toutes les fabriques, et nous instaurerons la société socialiste.* Entre le premier et le dernier pas, nous avons encore pas mal de périodes de lutte à traverser, *et*

celui qui confond la première étape avec la dernière, celui-là fait du tort à cette lutte, et bouche les yeux à son insu à la paysannerie pauvre.

Le premier pas, la paysannerie pauvre le fera de concert avec tous les autres paysans. Peut-être certains koulaks resteront-ils en arrière, peut-être, sur cent moujiks, en est-il un que la servitude ne dégoûte pas. Mais l'immense majorité marchera : tous les paysans ont besoin de jouir de droits égaux. La servitude à l'égard des propriétaires fonciers lie les pieds et les mains à tout le monde. Le dernier pas, par contre, jamais les paysans ne le feront tous ensemble : là, tous les paysans riches se mettront contre les ouvriers agricoles. Là, il nous faut une solide alliance de la paysannerie pauvre *et des ouvriers social-démocrates des villes.* Ils trompent le paysan, ceux qui prétendent qu'il peut du même coup accomplir le premier et le dernier pas. Ceux-là oublient la grande lutte entre les paysans eux-mêmes, la grande lutte entre la paysannerie pauvre et les paysans riches.

Voilà pourquoi les social-démocrates ne promettent pas aux paysans *dans l'immédiat* monts et merveilles. Voilà pourquoi les social-démocrates exigent avant tout une pleine liberté pour la lutte, pour la vaste, la grandiose lutte de tout le peuple, de toute la classe ouvrière contre toute la bourgeoisie. Voilà pourquoi les social-démocrates indiquent comme *premier pas* un pas *modeste mais réalisable.*

Il y a des gens qui pensent que notre revendication d'instituer des comités paysans pour limiter la servitude et restituer les *otrezki* est une limite, une sorte de barrière. Autrement dit, arrête-toi là et ne va pas plus loin. Ces gens-là se font une idée très fausse de ce que veulent les social-démocrates. La revendication d'instituer des comités paysans pour la limitation de la servitude et pour la restitution des *otrezki* n'est pas une barrière. C'est une *porte.* Il faut d'abord et avant tout franchir cette porte *pour aller plus loin,* pour aller, par une route large et ouverte, *jusqu'au bout,* jusqu'à la libération complète de tout le peuple travailleur en Russie. Tant que la paysannerie n'a pas franchi cette porte, elle reste dans les ténèbres, dans la servitude, sans la plénitude des droits, sans vraie et

complète liberté, et elle ne peut même pas distinguer nettement en son sein qui est l'ami du travailleur et qui est son ennemi. C'est pourquoi les social-démocrates montrent cette porte et disent qu'avant tout, tout le monde, tout le peuple, doit peser sur cette porte et l'enfoncer complètement. Or il y a des gens, qui s intitulent populistes et socialistes-révolutionnaires, qui veulent eux aussi le bien du moujik, qui font du bruit, qui crient, qui agitent les bras, qui brûlent de rendre service, et *qui ne voient pas cette porte !* Ces gens-là sont à tel point aveugles qu'ils disent: il est tout à fait inutile de donner au moujik le droit de disposer librement de sa terre ! Ils veulent le bien du moujik, et ils raisonnent parfois tout à fait comme des partisans du servage ! On ne peut pas attendre de tels gens une grande aide. A quoi cela peut-il servir de souhaiter tout ce qu'il y a de meilleur au moujik, quand on ne voit même pas clairement quelle porte il faut enfoncer en premier ? A quoi cela peut-il bien servir de vouloir aussi le socialisme, quand on ne voit pas comment s'engager sur le chemin d'une lutte populaire libre pour le socialisme, non seulement à la ville, mais aussi à la campagne, non seulement contre les grands propriétaires fonciers, mais aussi *contre les riches au sein de la communauté, au sein du mir.*

Voilà pourquoi les social-démocrates montrent avec tant d'insistance cette première porte toute proche. Le difficile maintenant n'est pas de débiter toutes sortes de vœux preux, mais d'indiquer la bonne voie, de comprendre clairement *comment il faut accomplir le premier pas.* Que le moujik russe soit écrasé de servitude, que le moujik russe soit resté à demi serf, il y a déjà quarante ans que tous les amis du moujik le rabâchent oralement et par écrit. De quelle façon odieuse les propriétaires fonciers pillent et asservissent le moujik au moyen des *otrezki*, bien des livres ont été écrits là-dessus par tous les amis du moujik longtemps avant que n'apparaissent en Russie les social-démocrates. Qu'il faille aider le moujik dès maintenant, immédiatement, qu'il faille le libérer ne serait-ce que dans une certaine mesure de la servitude, cela, tous les gens honnêtes le voient maintenant très bien, et même les fonctionnaires de notre gouvernement policier commen-

cent à en parler. Toute la question est de savoir *comment se mettre au travail, comment accomplir le premier pas,* dans quelle porte donner de l'épaule en premier lieu.

A cette question, diverses personnes (parmi celles qui veulent le bien du paysan) donnent deux réponses différentes. Tout prolétaire de la campagne doit s'efforcer de comprendre clairement ces deux réponses et de se former une opinion précise et ferme. L'une de ces réponses est donnée par les populistes et les socialistes-révolutionnaires. Il faut avant tout, disent-ils, développer dans la paysannerie toutes sortes d'associations (de coopératives). Il faut renforcer l'union du *mir*. Il ne faut pas donner à chaque paysan le droit de disposer librement de sa terre. Que la communauté ait plus de droits, et que peu à peu toute la terre en Russie devienne terre communautaire. Il faut donner aux paysans toutes les facilités en ce qui concerne l'achat de la terre, afin que la terre passe plus facilement du capital au travail.

Les social-démocrates donnent une autre réponse. Le paysan doit avant tout acquérir tous les droits, sans exception, dont jouissent le noble et le marchand. Le paysan doit avoir le plein droit de disposer librement de sa terre. Afin de supprimer la servitude la plus odieuse, il faut instituer des comités paysans pour la restitution des *otrezki*. Ce n'est pas l'union du *mir* qu'il nous faut, mais l'union de la paysannerie pauvre des différentes communautés rurales de toute la Russie, l'union des prolétaires de la campagne avec les prolétaires de la ville. Toutes les associations (coopératives) quelles qu'elles soient et l'achat de la terre dans le cadre du *mir* apporteront toujours plus de profits aux paysans riches et, de plus, duperont le paysan moyen.

Le gouvernement russe voit qu'il faut relâcher l'étreinte qui enserre les paysans, mais il veut se limiter à des faux-semblants, il veut que l'affaire soit menée par les fonctionnaires. Les paysans doivent être sur leurs gardes parce que les commissions de fonctionnaires les tromperont exactement comme les ont trompés les comités de la noblesse. Les paysans doivent exiger l'élection de comités paysans libres. L'essentiel n'est pas d'attendre un soulagement des fonctionnaires, l'essentiel est que les pay-

sans prennent eux-mêmes leur sort en main. Faisons d'abord seulement un premier pas, libérons-nous d'abord seulement de la pire des servitudes, pour qu'au moins les paysans sentent leur force, pour qu'au moins ils s'entendent et s'unissent librement. Aucun homme sincère et honnête ne peut nier que les *otrezki* sont souvent utilisés pour le plus honteux des asservissements féodaux. Aucun homme sincère et honnête ne peut nier que notre revendication est la première et la plus juste des revendications : que les paysans élisent librement *leurs* comités, sans fonctionnaires, pour liquider toute servitude féodale quelle qu'elle soit.

Dans les comités paysans libres (et de même, dans une assemblée libre de députés de toute la Russie), les social-démocrates renforceront aussitôt et de tout leur pouvoir l'alliance particulière des prolétaires de la campagne et des prolétaires de la ville. Les social-démocrates défendront toutes les mesures en faveur des prolétaires de la campagne et les aideront, une fois le premier pas franchi, à accomplir, le plus vite possible et dans l'union la plus étroite possible, le second pas et le troisième, et ainsi de suite jusqu'à l'étape finale elle-même, jusqu'à la totale *victoire du prolétariat*. Mais peut-on dire déjà maintenant, tout de suite, quelle revendication viendra demain à l'ordre du jour, pour la deuxième étape ? Non, on ne peut pas le dire, car nous ne savons pas comment se comporteront demain les paysans riches et bien des gens instruits, préoccupés de divers moyens d'organiser des coopératives et de faire passer la terre du capital au travail.

Peut-être ne parviendront-ils pas dès demain à s'entendre avec les propriétaires fonciers et voudront-ils abattre complètement le pouvoir de ceux-ci. Dans ce cas, parfait. Cela, les social-démocrates le souhaitent beaucoup, et ils conseilleront aux prolétaires de la ville et de la campagne d'exiger la confiscation de toutes les terres des propriétaires fonciers, et leur remise à l'Etat populaire libre. Les social-démocrates veilleront jalousement à ce que les prolétaires de la campagne ne se laissent pas duper dans cette affaire, à ce qu'ils s'affermissent encore mieux afin d'engager la lutte finale pour la libération complète du prolétariat.

Mais il se peut aussi qu'il en soit tout à fait autrement. Et il est même plus vraisemblable qu'il en sera autrement. Les paysans riches et beaucoup de gens instruits peuvent dès demain, dès le moment où la pire des servitudes sera limitée et réduite, s'unir aux grands propriétaires fonciers, et alors, contre tout le prolétariat de la campagne, se dressera toute la bourgeoisie de la campagne. Dans ces conditions, il serait ridicule de notre part de lutter contre les seuls propriétaires fonciers. Dans ces conditions, nous devons lutter contre toute la bourgeoisie et exiger avant tout d'avoir les coudées les plus franches possible pour cette lutte, exiger que la vie de l'ouvrier soit allégée afin que sa lutte elle-même devienne plus aisée.

Dans tous les cas, qu'il en soit ainsi ou autrement, le premier, le principal et le plus urgent de nos devoirs est le suivant : *renforcer l'union des prolétaires et des semi-prolétaires de la campagne avec les prolétaires de la ville.* Pour réaliser cette union nous avons besoin maintenant, immédiatement, *que le peuple jouisse d'une liberté politique complète, que le paysan jouisse d'une complète égalité en droits, et que la servitude féodale soit supprimée.* Lorsque cette union aura été créée et consolidée, nous dévoilerons aisément les perspectives fallacieuses que la bourgeoisie fait miroiter au paysan moyen, nous accomplirons facilement et rapidement, contre toute la bourgeoisie, contre toutes les forces du gouvernement, le second, le troisième, et le dernier pas, et nous irons inévitablement vers la victoire, et nous conquerrons rapidement *la libération complète de tout le peuple travailleur.*

7. LA LUTTE DE CLASSE À LA CAMPAGNE

Qu'est-ce que *la lutte de classe* ? C'est la lutte d'une partie du peuple contre l'autre, la lutte de la masse des sans-droits, des opprimés, des bésogneux contre les privilégiés, les oppresseurs et les parasites, la lutte des ouvriers salariés ou prolétaires contre les possédants ou bourgeois. Dans la campagne russe également, cette grande lutte a toujours eu lieu et a lieu encore actuellement, bien que tout le monde ne la voie pas et que tout le monde n'en

comprenne pas la signification. A l'époque du servage, toute la masse des paysans luttait contre ses oppresseurs, la classe des propriétaires fonciers, que protégeait, défendait et soutenait le gouvernement tsariste. A cette époque, les paysans ne pouvaient pas s'unir, les paysans étaient complètement écrasés par l'ignorance, les paysans n'avaient pas d'alliés ni de frères parmi les ouvriers des villes, mais les paysans luttaient tout de même, comme ils savaient et comme ils pouvaient. Les paysans ne craignaient pas les sauvages répressions du gouvernement, ils ne craignaient ni les exécutions ni les balles, ils refusaient leur confiance aux popes quant à démontrer que le servage était approuvé par l'écriture sainte et légitimé par Dieu (c'est réellement ainsi que parlait à l'époque le métropolite Philarète !), les paysans se soulevaient tantôt ici tantôt là, et le gouvernement finit par céder, craignant une insurrection générale.

Le servage fut aboli, mais pas complètement. La paysannerie est restée privée de droits, elle est restée une caste inférieure, taillable, une caste de manants, elle est restée dans les griffes de la servitude féodale. Et les paysans continuent à se soulever, ils continuent à chercher une liberté complète, véritable. Mais entre-temps, depuis l'abolition du servage, on a pu voir se développer une nouvelle lutte de classe, *la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie*. Les richesses se sont mises à augmenter, on a construit des chemins de fer et de grandes fabriques, les villes sont devenues encore plus peuplées et encore plus luxueuses, mais toutes ces richesses ont été accaparées par un très petit nombre de gens, tandis que le peuple n'a cessé de s'appauvrir, de se ruiner, d'avoir faim, de s'embaucher au service d'autrui. Les ouvriers des villes ont commencé une nouvelle lutte, une grande lutte de tous les pauvres contre tous les riches. Les ouvriers des villes se sont unis dans le *Parti social-démocrate*, et ils mènent leur lutte avec acharnement, avec fermeté et au coude à coude, avançant pas à pas, se préparant à la grande lutte finale, exigeant la liberté politique pour l'ensemble du peuple.

Enfin, à leur tour, les paysans n'ont pas pu y tenir. Au printemps de l'année dernière, en 1902, les paysans des provinces de Poltava, de Kharkov et d'autres se sont

soulevés et s'en sont pris aux grands propriétaires fonciers, ouvrant leurs greniers, se partageant leurs biens, distribuant aux affamés le blé semé et récolté par le moujik, mais accaparé par le propriétaire foncier, exigeant un nouveau partage des terres. Ne pouvant plus endurer une oppression sans mesure, les paysans ont commencé à chercher à améliorer leur sort. Les paysans ont décidé — et ils ont eu tout à fait raison de décider—qu'il valait mieux mourir en luttant contre leurs oppresseurs que de mourir de faim sans lutte. Mais les paysans n'ont pas obtenu un meilleur sort. Le gouvernement tsariste les a déclarés simplement rebelles et voleurs (pour avoir repris aux propriétaires fonciers voleurs le grain semé et récolté par les paysans mêmes !), le gouvernement impérial a envoyé contre eux, comme contre les ennemis, la force armée, et les paysans ont été battus, on a tiré sur eux, on en a tué beaucoup, on en a fustigé sauvagement, on en a battu à mort, on en a torturé comme jamais les Turcs n'ont torturé leurs ennemis, les chrétiens. Les envoyés du tsar, les gouverneurs, ont été les pires tortionnaires, à les croire des bourreaux de profession. Les soldats ont violé les femmes et les filles de paysans. Et après tout cela, les paysans furent jugés par le tribunal des fonctionnaires, et on les obligea à payer au profit des propriétaires fonciers la somme de huit cent mille roubles, et dans ce tribunal honteux, secret, dans cette chambre de torture, on n'a même pas permis aux défenseurs de raconter comment les envoyés du tsar, tels le gouverneur Obolenski et autres serviteurs de l'empereur, avaient torturé et tourmenté les paysans.

Les paysans luttaient pour une juste cause. La classe ouvrière russe honorera toujours la mémoire des martyrs suppliciés et fusillés par les serviteurs du tsar. Ces martyrs étaient des combattants pour la liberté et le bonheur du peuple travailleur. Les paysans furent vaincus, mais ils se soulèveront encore et toujours, ils ne se laisseront pas décourager par leur première défaite. Les ouvriers conscients feront tous leurs efforts pour que le plus grand nombre possible de travailleurs dans les villes et dans les campagnes connaissent la lutte des paysans et se préparent à une lutte nouvelle plus efficace. Les ouvriers conscients s'efforceront de tout leur pouvoir d'aider les paysans

à comprendre clairement pourquoi fut vaincue la première insurrection paysanne (celle de 1902), *et comment il faut faire pour que la victoire reste aux paysans et aux ouvriers, et non aux serviteurs du tsar.*

L'insurrection paysanne a été écrasée parce qu'elle fut l'insurrection d'une masse ignorante, inconsciente, une insurrection sans revendications *politiques* claires, déterminées, c'est-à-dire sans la revendication d'un changement des structures *de l'Etat*. L'insurrection paysanne fut écrasée parce qu'elle n'avait pas été *préparée*. L'insurrection paysanne fut écrasée parce que les prolétaires de la campagne n'avaient pas encore formé d'alliance avec les prolétaires de la ville. Telles sont les trois causes de la première défaite paysanne. Pour que l'insurrection réussisse, il faut qu'elle soit consciente et organisée, il faut qu'elle embrasse toute la Russie et qu'elle se fasse en alliance avec les ouvriers des villes. Et chaque pas en avant de la lutte ouvrière dans les villes, chaque brochure ou chaque journal publiés par les social-démocrates, chaque discours adressé par un ouvrier conscient aux prolétaires de la campagne rapprochent de nous le jour où l'insurrection recommencera, et où elle se terminera par la victoire.

Les paysans se sont soulevés non pas à l'appel d'une idée, mais simplement parce qu'ils ne pouvaient plus y tenir, parce qu'ils ne voulaient plus agoniser sans murmurer ni résister. Les paysans en avaient tellement assez de toutes les spoliations, de toutes les oppressions et de tous les tourments, qu'ils ne pouvaient pas, fût-ce pour une minute, cesser de croire aux vagues bruits qui couraient sur la miséricorde du tsar, qu'ils ne pouvaient pas ne pas croire que tout homme sensé reconnaîtrait comme juste le partage du blé entre les affamés, entre ceux qui toute leur vie avaient travaillé pour les autres, avaient semé et récolté, et qui maintenant mouraient de faim à côté des greniers pleins du blé « seigneurial ». On eût dit que les paysans avaient oublié que si les meilleures terres, toutes les fabriques et toutes les usines avaient été accaparées par les riches, par les propriétaires fonciers et la bourgeoisie, c'était précisément pour que le peuple affamé vienne travailler pour eux. Les paysans avaient oublié que la défense de la classe riche ne se fait pas seulement en parole,

dans les sermons des popes, mais qu'elle mobilise aussi tout le gouvernement impérial avec la multitude de ses fonctionnaires et de ses soldats. Cela, le gouvernement impérial l'a rappelé aux paysans. Le gouvernement impérial a montré durement, sauvagement aux paysans ce qu'est le pouvoir d'Etat, qui il sert, qui il défend. Il nous faut seulement rappeler un peu plus souvent aux paysans cette leçon, et ils comprendront aisément pourquoi il est indispensable de *changer le régime politique*, pourquoi la *liberté politique* est nécessaire. Les insurrections paysannes cesseront d'être spontanées quand un nombre de gens de plus en plus grand comprendra cela, quand tout moujik instruit et capable de penser connaîtra les *trois revendications essentielles* pour lesquelles il faut lutter avant tout. La première de ces revendications est la convocation d'*une assemblée nationale pour l'instauration en Russie d'un gouvernement élu par le peuple au lieu du gouvernement autocratique*. La seconde de ces revendications est *la liberté pour tout le monde de publier n'importe quels journaux et brochures*. La troisième de ces revendications est *la reconnaissance par la loi de la pleine égalité en droits des paysans avec les autres castes et la formation de comités paysans élus afin de supprimer avant tout la servitude féodale sous toutes ses formes*. Ce sont là les revendications radicales essentielles des social-démocrates, et les paysans comprendront maintenant très facilement ces revendications, ils sauront *par quoi il faut commencer* la lutte pour la liberté du peuple. Et lorsque les paysans comprendront ces revendications, ils comprendront aussi qu'il faut d'abord *se préparer* longuement, assidûment et fermement à la lutte, et s'y préparer non pas isolément, mais en commun avec les ouvriers des villes, avec les social-démocrates.

Que chaque ouvrier conscient, que chaque paysan conscient, rassemble autour de lui les camarades les plus réfléchis, les plus sûrs et les plus audacieux. Qu'il s'efforce de leur expliquer ce que veulent les social-démocrates, afin que tous comprennent quelle lutte il faut mener et ce qu'il faut exiger. Que les social-démocrates conscients commencent peu à peu, prudemment, mais sans relâche, à enseigner aux paysans leur théorie, qu'ils leur donnent à lire des brochures social-démocrates, qu'ils ana-

lysent ces brochures dans des petites réunions de gens sûrs.

Mais la théorie social-démocrate doit être expliquée non seulement d'après les livres, mais aussi sur chaque exemple, sur chaque cas d'oppression et d'injustice que nous constatons autour de nous. La théorie social-démocrate est la théorie de la lutte contre toute oppression, contre toute spoliation, contre toute injustice. Seul est un véritable social-démocrate celui qui connaît les causes de l'oppression et qui *dans toutes les circonstances de sa vie lutte contre chaque cas d'oppression*. Comment le faire ? Les social-démocrates conscients, réunis dans leur ville, dans leur village, doivent décider eux-mêmes comment il faut le faire, afin d'apporter le plus de profit à toute la classe ouvrière. Je citerai un cas ou deux à titre d'exemple. Supposons qu'un ouvrier social-démocrate vienne en vacances dans son village, ou qu'un ouvrier social-démocrate de souche citadine arrive pour une raison quelconque dans un village. Tout le village, comme une mouche dans une toile d'araignée, est entre les pattes du propriétaire foncier voisin, stagne dans la servitude toute sa vie et n'a aucun moyen d'en sortir. Il faut aussitôt choisir les paysans les plus intelligents, les plus sensés et les plus sûrs, ceux qui cherchent la vérité et n'ont pas peur du premier chien policier venu, et expliquer à ces paysans d'où provient leur interminable servitude, leur raconter comment les propriétaires fonciers ont dupé et dépouillé les paysans dans les comités de la noblesse, leur parler de la force des riches et du soutien qu'ils trouvent auprès du gouvernement impérial, leur exposer les revendications des ouvriers social-démocrates. Quand les paysans auront compris toute cette mécanique simple, il faudra alors réfléchir ensemble soigneusement pour voir si l'on ne peut opposer au coude à coude une résistance au propriétaire foncier, si les paysans ne peuvent présenter leurs premières et principales revendications (de même que dans les villes, les ouvriers font connaître leurs revendications aux fabricants). Si c'est un bourg ou plusieurs villages qui sont asservis à ce propriétaire foncier, le mieux serait alors de se procurer auprès du comité social-démocrate le plus proche, par l'intermédiaire d'hommes de confiance, un *tract* : dans ce tract, le comité

social-démocrate écrirait comme il convient, en prenant les choses depuis le début, de quelle servitude souffrent les paysans et ce qu'ils exigent au premier chef (que le paiement pour les terres prises à bail soit moins cher, ou que la louée d'hiver entraîne une rémunération au prix véritable et non à demi tarif, ou qu'on ne soit pas aussi poursuivi pour les dégâts causés par le bétail dans les champs, ou toutes autres revendications). Grâce à ce tract, tous les paysans qui savent lire comprendront très bien de quoi il s'agit, et ils l'expliqueront aux illettrés. Les paysans se rendront alors clairement compte que les social-démocrates sont de leur côté, que les social-démocrates condamnent toute spoliation. Les paysans commenceront alors à comprendre quels allégements, qui, si petits soient-ils, seront tout de même des allégements, on peut obtenir dès maintenant, immédiatement, si on se tient au coude à coude, et quelles grandes améliorations il faudra obtenir dans tout l'Etat par une grande lutte menée en commun avec les ouvriers social-démocrates des villes. Les paysans commenceront alors de plus en plus à se préparer à cette grande lutte, ils commenceront à apprendre comment il faut faire pour trouver des gens sûrs, et comment il faut se dresser ensemble pour ces revendications. Peut-être réussira-t-on parfois à organiser une grève, comme le font les ouvriers des villes. Il est vrai qu'à la campagne c'est plus difficile, mais cependant, c'est parfois possible, et dans les autres pays il est arrivé que des grèves réussissent, par exemple, pendant la saison, quand les propriétaires fonciers et les riches agriculteurs ont un besoin pressant d'ouvriers. Si la paysannerie pauvre s'est préparée à la grève, si tous se sont mis d'accord depuis longtemps sur les revendications communes, si ces revendications ont été expliquées dans des tracts ou au moins convenablement exposées au cours de réunions, alors tous se tiendront au coude à coude et le propriétaire foncier sera bien obligé de reculer ou en tous cas de refréner un peu sa cupidité. Si la grève est faite dans l'unité et organisée en un moment de presse, il est difficile au propriétaire foncier et même à l'administration, avec sa force armée d'inventer quoi que ce soit : le temps passe, la ruine menace le propriétaire foncier, et il deviendra rapidement plus accommodant. C'est là, bien sûr, une

chose nouvelle. Et toute chose nouvelle bien souvent ne réussit pas du premier coup. Les ouvriers des villes eux non plus, au début, n'étaient pas capables de mener la lutte dans l'unité, eux non plus ne savaient pas quelles revendications ils devaient présenter tous ensemble, ils se mettaient simplement à casser les machines et à démolir la fabrique. Mais maintenant, les ouvriers ont appris à lutter dans l'union. Toute chose nouvelle doit d'abord s'apprendre. Les ouvriers comprennent maintenant qu'on ne peut conquérir du premier coup que certains allégements, à condition de se tenir au coude à coude, et pendant ce temps, le peuple s'habitue à résister dans l'unité et se prépare de plus en plus à la grande lutte, à la lutte décisive. Ainsi, également, les paysans apprendront à voir comment opposer une résistance aux détrousseurs les plus impitoyables, comment revendiquer tous ensemble des allégements, et comment il faut se préparer peu à peu, fermement et partout au grand combat pour la liberté. Le nombre des ouvriers et des paysans conscients deviendra sans cesse plus grand, les unions rurales de social-démocrates sans cesse plus solides, et chaque cas d'asservissement de la part des propriétaires fonciers, de prélèvements de la part des popes, d'exactions policières et d'oppression administrative, ouvrira de plus en plus les yeux du peuple, lui apprendra à résister au coude à coude et l'habituera à l'idée qu'il est indispensable d'obtenir par la force le changement des structures de l'Etat.

Dès le début de cette brochure nous avons déjà dit que la population ouvrière des villes descend maintenant dans la rue et sur les places publiques et exige ouvertement devant tout le monde *la liberté*, écrit sur des banderoles et proclame : « A bas l'autocratie ! ». Le jour viendra bientôt où le peuple ouvrier des villes ne se dressera plus seulement pour parcourir les rues en criant, mais pour la grande lutte, pour la lutte finale, où les ouvriers, comme un seul homme, diront : « Nous mourrons dans la lutte ou nous conquerrons la liberté ! », où, pour prendre la place de centaines d'hommes tués ou tombés dans la lutte, se lèveront des milliers de nouveaux combattants encore plus résolus. Et alors les paysans se dresseront, ils se dresseront dans toute la Russie et viendront en aide aux ou-

riers des villes, ils viendront se battre jusqu'à la mort pour la liberté des paysans et des ouvriers. Alors nulle soldatesque tsariste ne pourra résister. La victoire appartiendra au peuple travailleur, et la classe ouvrière ira par une route large, spacieuse, vers la libération de tous les travailleurs de toute oppression, la classe ouvrière utilisera la liberté dans la lutte pour le socialisme !

PROGRAMME DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE DE RUSSIE PRÉSENTÉ EN COMMUN PAR LE JOURNAL *ISKRA* ET PAR LA REVUE *ZARIA*

Nous avons déjà dit ce que c'est qu'un programme, à quoi il sert, et pourquoi seul le Parti ouvrier social-démocrate présente un programme précis et clair. Le programme ne peut être adopté définitivement que par le congrès de notre parti, c'est-à-dire par une assemblée des représentants de tous les militants du parti. Ce congrès est actuellement préparé par le Comité d'organisation. Mais de très nombreux comités de notre parti ont déjà proclamé ouvertement leur accord avec l'*Iskra*, leur reconnaissance de l'*Iskra* comme journal dirigeant. Par conséquant, jusqu'au congrès, notre projet (proposition) de programme peut parfaitement servir à prendre une connaissance exacte de ce que veulent les social-démocrates, et nous jugeons indispensable de publier entièrement ce projet en supplément à la présente brochure.

Bien entendu, tous les ouvriers ne comprendront pas sans explication tout ce qui est dit dans le programme. Beaucoup d'éminents socialistes ont travaillé à la création de la théorie social-démocrate achevée par Marx et Engels, et les ouvriers de tous les pays ont traversé de nombreuses épreuves pour acquérir l'expérience que nous voulons utiliser, que nous voulons mettre à la base de notre programme. C'est pourquoi l'ouvrier doit étudier la théorie social-démocrate, afin de comprendre chaque mot du programme, de *son* programme, de *son* drapeau de combat.

Et les ouvriers comprennent et assimilent avec une facilité particulière le programme social-démocrate, parce que ce programme parle de ce qu'a vu et éprouvé tout ouvrier qui réfléchit. Que personne ne soit effrayé de la « difficulté » qu'il y a à comprendre le programme du premier coup : plus chaque ouvrier lira et réfléchira, plus grande sera son expérience dans la lutte et mieux il la comprendra. Mais que chaque homme réfléchisse et discute sur *tout* le programme des social-démocrates, que chacun ait constamment en mémoire *tout ce que veulent les social-démocrates et tout ce qu'ils pensent sur la libération* de l'ensemble du peuple travailleur. Les social-démocrates veulent que tout un chacun connaisse clairement et précisément toute la vérité, jusqu'au bout, sur ce qu'est le parti social-démocrate.

Nous ne pouvons ici expliquer tout le programme de façon détaillée. Il faudrait pour cela une brochure spéciale. Simplement, nous indiquerons brièvement de quoi parle le programme, et nous conseillerons au lecteur de se procurer deux brochures pour l'aider dans son travail. L'une de ces brochures a été écrite par le social-démocrate allemand Karl Kautsky, sous le titre *Le Programme d'Erfurt*, et elle existe traduite en russe. L'autre brochure est celle du social-démocrate russe L. Martov, *La question ouvrière en Russie*. Ces deux brochures aideront à comprendre tout notre programme.

Nous allons maintenant désigner chaque partie de notre programme par une lettre distincte (voir ci-après le programme lui-même), et nous allons indiquer de quoi il est question dans chaque partie.

A) Au commencement, il est question du fait que dans le monde entier, le prolétariat lutte pour sa libération, et que le prolétariat russe n'est qu'un détachement de l'armée mondiale de la classe ouvrière de tous les pays.

B) Ensuite, on parle de ce qu'est le régime bourgeois dans presque tous les pays du monde, y compris en Russie. Comment la majorité de la population, travaillant pour les propriétaires fonciers et les capitalistes, vit dans la misère et la pauvreté, comment se ruinent les petits artisans et les petits paysans, tandis que se multiplient les grandes fabriques, comment le capital opprime à la fois l'ouvrier lui-même, sa femme et ses enfants, comment se détériore

la situation de la classe ouvrière, comment le chômage et le besoin ne cessent de croître.

C) Il est question ensuite de l'union des ouvriers, de leur lutte, du grand but de cette lutte : libérer tous les opprimés, abolir complètement tout joug des riches sur les pauvres. On explique également dans cette partie pourquoi la classe ouvrière devient sans cesse de plus en plus forte, pourquoi elle vaincra inévitablement tous ses ennemis, tous les défenseurs de la bourgeoisie.

D) On explique plus loin pourquoi des partis social-démocrates ont été fondés dans tous les pays, comment ils aident la classe ouvrière à mener la lutte, comment ils unissent et dirigent les ouvriers, les instruisent, les préparent au grand combat.

E) On dit ensuite pourquoi en Russie le peuple vit encore plus mal que dans les autres pays, quel fléau constitue l'autocratie du tsar, comment nous devons avant tout la jeter bas et instaurer en Russie un mode de gouvernement électif.

F) Quelles améliorations doit apporter un gouvernement élu à l'ensemble du peuple ? Nous parlons de cela dans notre brochure, et le programme en parle de son côté.

G) Le programme indique ensuite quelles améliorations il faut obtenir dès maintenant pour toute la classe ouvrière, afin qu'il lui soit plus facile de vivre et qu'elle puisse lutter plus librement pour le socialisme.

H) Le programme indique à part les améliorations qu'il faut obtenir en premier lieu pour tous les paysans, afin que la paysannerie pauvre puisse plus facilement et plus librement mener la lutte de classe à la fois contre la bourgeoisie rurale et contre toute la bourgeoisie russe.

I) Enfin, le Parti social-démocrate prévient le peuple de n'accorder foi à aucune promesse ni à aucun discours doucereux de la police et des fonctionnaires, mais de lutter fermement pour la convocation immédiate d'une assemblée nationale libre.

LES BEAUX ESPRITS SE RENCONTRENT *

Le fameux programme agraire minimum de nos socialistes-révolutionnaires (coopératives et socialisation) a enrichi la pensée socialiste russe et le mouvement révolutionnaire russe en juin 1902. Le livre allemand de l'opportuniste (alias bernsteinien) bien connu Edouard David *Le socialisme et l'agriculture* a été publié en février 1903. Apparemment, il ne saurait être question que la dernière mouture de la pensée opportuniste contienne l'original des exercices précédents de la pensée « socialiste-révolutionnaire ». Mais comment expliquer alors la convergence étonnante, qui saute aux yeux, et même l'identité de principe entre le programme des socialistes-révolutionnaires russes et celui des opportunistes allemands ? N'est-ce pas la *Révolioutsionnaïa Rossia* qui est l'« original » et l'ouvrage « capital » de David (selon l'appréciation du correspondant des *Rousskié Viédomosti*) qui est la copie ? Deux idées essentielles, et par conséquent, deux points principaux du programme font la trame du « travail » de David. Il vante les coopératives agricoles, attendant d'elles tout le bien possible, réclamant que les social-démocrates collaborent à leur développement, et ne remarquant pas (tout à fait comme nos socialistes-révolutionnaires) le caractère bourgeois de ces alliances entre des petits cultivateurs et des petits et grands capitalistes dans l'agriculture. David réclame la transformation des grandes exploitations agricoles en petites exploitations ; il

* En français dans le texte. (*N.R.*)

tombe en admiration devant le caractère avantageux et rationnel, économique et productif des exploitations *des Arbeitsbauern*, c'est-à-dire littéralement « du paysan travailleur » ; il vante le droit souverain de propriété de la société sur la terre, ces petits « paysans travailleurs » en ayant la jouissance. Positivement, l'opportuniste allemand a plagié les « socialistes-révolutionnaires » russes! Le caractère petit-bourgeois du « paysan travailleur » dans la société contemporaine, sa situation intermédiaire, transitoire, entre la bourgeoisie et le prolétariat, sa volonté de « devenir quelqu'un » (c'est-à-dire de devenir un bourgeois véritable) grâce à son zèle, à son sens de l'économie, à ses privations et à son travail intense, sa tendance à exploiter le travail des « ouvriers » agricoles, ni le petit bourgeois opportuniste allemand, ni les petits bourgeois « socialistes-révolutionnaires » russes ne voient évidemment rien de tout cela.

Oui, oui, *les beaux esprits se rencontrent* et c'est en cela que consiste la solution d'un problème si compliqué à première vue: trouver où est la copie et où est l'original. Les idées qui expriment les besoins, les intérêts, les tendances et les appétits de telle ou telle classe sont dans l'air, et aucun déguisement, aucune différence de terminologie, tantôt opportuniste, tantôt « socialiste-révolutionnaire », ne peut masquer l'identité de ces idées. La vérité finit toujours par percer.

Dans tous les pays européens, y compris en Russie, le « pressurage » et la décadence de la petite bourgeoisie progressent inéluctablement ; ils ne se manifestent pas toujours par son élimination directe et immédiate, mais dans une énorme masse de cas particuliers conduisent à l'amoindrissement de son rôle dans la vie économique, à la détérioration de ses conditions d'existence, au renforcement de son insécurité. Tout conspire contre elle : et le progrès technique des grandes exploitations industrielles et agricoles, et le développement des grands magasins, et l'accroissement des associations d'entrepreneurs, des cartels et des trusts, et même le développement des associations de consommateurs et des entreprises municipales. Et à côté de ce « pressurage » de la petite bourgeoisie dans l'agriculture et dans l'industrie, on assiste à la naissance et au développement

d'une « nouvelle catégorie moyenne », comme disent les Allemands, d'une nouvelle couche de petits bourgeois, les intellectuels, pour qui il devient également de plus en plus difficile de vivre dans la société capitaliste, et qui, dans leur masse, considèrent cette société du point de vue du petit producteur. Il est absolument naturel qu'il découle de là de façon tout à fait inévitable une large diffusion et une constante renaissance, sous les formes les plus diverses, des théories et des idées petites-bourgeoises. Il est absolument naturel que le « socialiste-révolutionnaire » russe, entièrement prisonnier des idées du populisme petit-bourgeois, se « rencontre en esprit » avec le réformiste et l'opportuniste européen, qui, lorsqu'il veut être conséquent, tombe inévitablement dans le proudhonisme. C'est précisément par ce dernier terme que Kautsky a caractérisé de façon tout à fait juste le programme et le point de vue de David.

Nous avons dit « quand il veut être conséquent », et nous en sommes venus ainsi à cette particularité essentielle — particularité qui distingue les socialistes-révolutionnaires contemporains à la fois du vieux populiste russe et de certains, au moins, des opportunistes européens — et qu'on ne peut appeler autrement que de l'aventurisme. L'aventurisme ne songe pas à être conséquent avec lui-même, il s'efforce seulement de saisir le moment opportun, de tirer parti de la lutte des idées pour justifier et conserver l'absence d'idées. L'ancien populiste russe voulait être conséquent, et il défendait, professait et prêchait son programme particulier. David veut être conséquent et il s'élève résolument contre toute la « théorie agraire marxiste », il prêche et professe résolument la transformation des grandes exploitations en petites, ne craignant pas en tous cas d'avoir le courage de ses opinions, ne craignant pas de s affirmer ouvertement partisan de la petite exploitation. Nos socialistes-révolutionnaires... choisissons nos expressions ... sont beaucoup plus « circonspects ». Ils ne s'élèveront jamais résolument contre Marx, Dieu les en garde! Au contraire, ils servent à profusion des citations de Marx et d'Engels, affirmant les larmes aux yeux qu'ils sont *presque* en tous points d'accord avec eux. Ils ne s'attaquent pas à Liebknecht ni à Kautsky, au contraire, ils sont profondément

et sincèrement convaincus que Liebknecht était socialiste-révolutionnaire, oui, parole d'honneur, socialiste-révolutionnaire. Ils ne s'affirment pas partisans par principe de la petite exploitation, au contraire, ils défendent de toutes leurs forces la « socialisation de la terre », et ce n'est que par accident qu'il leur arrive de laisser échapper que cette socialisation universelle, russo-hollandaise, signifie tout ce que l'on veut : aussi bien l'établissement de la propriété sociale de la terre que la jouissance de la terre pour les travailleurs (tout à fait comme chez David !) ou simplement la remise de la terre aux paysans, ou enfin, encore plus « simplement » l'attribution gratuite...

L'attitude « circonspecte » de nos socialistes-révolutionnaires nous est à tel point connue que nous nous permettrons, en conclusion, de leur donner un bon conseil.

Il n'y a pas à dire, messieurs, vous êtes tombés dans une situation assez délicate. Vous avez toujours affirmé que vous n'aviez rien de commun ni avec l'opportunisme et le réformisme d'Occident ni avec les sympathies petites-bourgeoises pour la petite exploitation « avantageuse », et voici qu'apparaît tout d'un coup un livre d'un opportuniste et partisan déclaré de la petite exploitation qui, avec de touchants scrupules, « copie » votre programme « social-révolutionnaire » ! C'est le comble de la confusion. Mais ne vous tracassez pas : on peut en sortir facilement. Il suffit seulement... de citer Kautsky.

Que le lecteur ne croie pas avoir affaire à un lapsus. Absolument pas. Kautsky part en guerre contre le proudhonien David, et *c'est précisément pourquoi* les socialistes-révolutionnaires solidaires de David doivent citer Kautsky, exactement comme ils ont déjà cité une fois Engels. Prenez le numéro 14 de la *Révolioutsionnaïa Rossia*, et vous y lirez, à la page 7 que le « changement de tactique » des social-démocrates à l'égard de la paysannerie a été « légitimé » (! !) par l'un des pères du socialisme scientifique Engels, — Engels, qui partait en guerre précisément contre les camarades français qui avaient changé de tactique ! Comment peut-on justifier ce tour de passe-passe ? Très simplement. Il faut, premièrement, « citer » les paroles par lesquelles Engels s'affirme résolument du côté du petit paysan (et passer sous silence le fait que c'est précisément cette idée

qu'exprime le programme des social-démocrates russes, lorsqu'il appelle tous les travailleurs aux côtés du prolétariat !). Il faut, deuxièmement, à propos de « concessions au bernsteinisme » de la part des camarades français qui avaient changé de tactique, dire : « *voyez l'excellente critique de ces concessions chez Engels* ». Voilà la méthode, bien rôdée, que nous conseillons à messieurs les socialistes-révolutionnaires d'utiliser aussi maintenant. Le livre de David a légitimé le changement de tactique dans la question agraire. On ne peut plus maintenant ne pas reconnaître qu'on peut rester dans les rangs du Parti social-démocrate avec un programme de « coopération et de socialisation » ; seuls les dogmatiques et les orthodoxes peuvent ne pas voir cela. Mais d'autre part, il faut reconnaître que David, à la différence des nobles socialistes-révolutionnaires, fait quelques concessions au bernsteinisme. « *Voyez l'excellente critique de ces concessions chez Kautsky* ».

Vraiment, messieurs, essayez. Peut-être cela réussira-t-il encore une petite fois.

L'« Iskra » n° 38,
15 avril 1903

Conforme au texte du journal

RÉPONSE À UNE CRITIQUE DE NOTRE PROJET DE PROGRAMME

Le camarade X [127] repousse le troisième et le quatrième point de la partie agraire de notre projet et propose son propre projet avec une modification de tous les points ainsi que de l'introduction générale au programme agraire. Examinons d'abord les objections du camarade X à notre projet, et ensuite son propre projet.

Contre le troisième point, le camarade X soutient que la confiscation proposée par nous des biens appartenant aux monastères (nous ajouterions volontiers : et à l Eglise) et des apanages signifierait que les capitalistes s'empareraient à bas prix des terres. Ce sont, ajoute-t-il, les spoliateurs des paysans qui, avec l'argent récolté par leur spoliation, achèteraient ces terres. Nous feront remarquer à cela que, lorsqu'il parle de la vente des biens confisqués, le camarade X tire une conclusion arbitraire, qui n'est pas contenue dans notre programme. La confiscation signifie l'aliénation de la propriété sans indemnité. Et c'est de cette seule aliénation que nous parlons. Ces terres seront-elles vendues, à qui et comment, à quel titre et à quelles conditions, notre projet de programme ne dit pas un mot là-dessus. Nous ne nous lions pas les mains, nous nous proposons de déterminer la forme la plus rationnelle d'utilisation des biens confisqués, lorsqu'ils auront été confisqués, lorsque toutes les conditions sociales et politiques de cette confiscation seront claires. Le projet du camarade X diffère du nôtre à cet égard ; il réclame non seulement la confiscation, mais aussi la

remise des terres confisquées « en la possession de l'Etat démocratique pour l'utilisation la plus judicieuse de ces terres par la population ». Par conséquent, le camarade X exclut l'une des formes d'utilisation des biens confisqués (la vente) et ne définit exactement aucune forme déterminée (car on ne s'explique pas en quoi consiste, ou consistera, ou devra consister « l'utilisation la plus judicieuse », ni quelles seront les classes de la « population » qui auront droit à cette utilisation et dans quelles conditions). Ainsi, le camarade X n'apporte pas de précision dans la question qui concerne la manière dont on disposera des terres confisquées (on ne peut d'ailleurs déterminer cela d'avance), et d'autre part, il exclut sans raison l'une de ces manières possibles, à savoir la vente. Il ne serait pas juste de dire que les social-démocrates seront toujours, et quelles que soient les conditions, contre la vente. Dans un Etat de classe policier, fut-il constitutionnel, la classe des propriétaires peut être souvent un bastion de la démocratie beaucoup plus solide que la classe des fermiers dépendant de cet Etat. Premier point. Deuxième point, la transformation de la confiscation en « cadeaux aux capitalistes » est beaucoup mieux prévue par notre projet que par le projet du camarade X (pour autant qu'il puisse être question en général de prévoir cela dans la formulation d'un programme). En effet, admettons le pire : admettons que, malgré tous ses efforts, le parti ouvrier ne puisse endiguer la liberté d'agir et les appétits des capitalistes *. Dans ce cas, la formulation du camarade X ouvre toute grande la porte à l'utilisation « la plus judicieuse » des terres confisquées par la classe capitaliste de la « population ». Au contraire, notre formulation, qui ne rattache pas la revendication fondamentale à la forme de sa réalisation, prévoit cependant avec une très grande précision la destination des sommes produites par cette réalisation. Quand le camarade X dit que « le Parti social-démocrate ne peut entreprendre de décider à l'avance sous quelle forme concrète la représentation populaire utilisera le fonds terrien se trouvant entre ses mains », il confond deux choses différentes : le

* Mais si nous *pouvons* le faire, la vente ne se transformera pas en accaparement ni en cadeaux aux capitalistes.

procédé de réalisation (autrement dit : « la forme d'utilisation ») du fonds et la *destination* des sommes produites par la réalisation. En laissant absolument dans le vague la question de la destination des sommes et en se liant, partiellement au moins, les mains en ce qui concerne le procédé de réalisation, le camarade X rend notre projet deux fois pire.

Le camarade X a également tort, à notre avis, quand il nous fait l'objection suivante : « On ne peut pas non plus se faire restituer les indemnités de rachat par les nobles, puisque beaucoup d'entre eux ont déjà dilapidé. » A proprement parler, ce ne peut être là une objection, puisque nous ne proposons pas simplement de « faire restituer », mais nous proposons un impôt spécial. Le camarade X fournit lui-même dans son article des données témoignant que les grands propriétaires terriens ont « détaché » une très grande part des terres paysannes à leur profit, s'en emparant quelquefois même des *trois quarts*. C'est pourquoi la revendication de frapper d'un impôt spécial les grands propriétaires terriens de la noblesse est parfaitement naturelle. Il est parfaitement naturel également de donner aux sommes d'argent obtenues par ce moyen précisément l'affectation spéciale que nous réclamons, parce que *au-delà* du problème général de restitution au peuple de tous les revenus obtenus par l'Etat (problème qui ne sera résolu complètement que sous le socialisme), la Russie libérée aura nécessairement à résoudre encore un problème spécial et particulièrement urgent, celui de l'élévation du niveau de vie des paysans, le problème d'une aide sérieuse à la masse des pauvres et des affamés, qui augmente si démesurément dans notre régime autocratique.

Passons au quatrième point, que le camarade X rejette en entier, bien qu'il n'examine exclusivement que sa première partie, sur les *otrezki*, et qu'il ne dise pas un mot de la seconde partie, où est envisagée la suppression des vestiges du servage différant dans les diverses localités de l'Etat. Commençons par une remarque formelle de l'auteur : il voit une contradiction dans le fait que, d'une part, nous réclamons la suppression des castes, et que, d'autre part, nous réclamons l'institution de comités paysans, donc de comités de caste. En fait, la contradiction

n'est ici qu'apparente : la suppression des castes exige une « dictature » de la caste inférieure, opprimée, exactement de même que la suppression des classes en général et de la classe des prolétaires en particulier exige la dictature du prolétariat. Tout notre programme agraire a pour but la suppression, dans le domaine des rapports agraires, des traditions liées au servage et aux castes ; or, pour cette suppression, on ne peut faire appel qu'à la caste inférieure, à celle sur qui pèsent ces vestiges du régime féodal.

Si l'on va au fond des choses, le principal reproche que nous fait l'auteur est le suivant : « il est douteux qu'on puisse démontrer », dit-il, que les *otrezki* sont la base principale du système des prestations de travail, car l'importance de ces *otrezki* dépendait de ce qu'étaient les paysans sous le servage : ou bien redevanciers, et par conséquent possédant beaucoup de terre, ou bien prestataires de corvées, et par conséquent possédant peu de terre. « Les dimensions des *otrezki* et leur importance dépendent de la convergence de conditions historiques », et par exemple, dans le district de Volsk, le pourcentage des *otrezki* dans les petits domaines est négligeable, tandis que dans les grands, il est énorme. C'est ainsi que raisonne l'auteur, sans remarquer qu'il passe à côté de la question. Il ne fait aucun doute que les *otrezki* ont été répartis d'une façon extrêmement inégale, et en fonction de la combinaison des conditions les plus diverses (et en particulier d'une condition telle que l'existence, sous le servage, de paysans corvéables et de paysans redevanciers). Mais qu'est-ce que cela prouve ? Est-ce que le système des prestations de travail n'est pas réparti, lui aussi, de façon extrêmement inégale ? Est-ce que son existence n'est pas déterminée également par la rencontre des conditions historiques les plus diverses ? L'auteur veut réfuter l'existence d'un *lien* entre les *otrezki* et le système des prestations de travail, mais il ne raisonne que sur les causes des *otrezki* et les variations de leur superficie, sans dire un seul mot de ce lien. Une fois seulement, l'auteur présente une affirmation qui a trait au fond de sa thèse, mais c'est précisément dans cette affirmation qu'il a *absolument tort*. « Par conséquent, dit-il en tirant la conclusion de ses raisonnements sur l'influence de la redevance et de la corvée, par conséquent, là où les paysans étaient serfs

corvéables (*principalement dans la région agricole centrale*), *ces otrezki seront négligeables*, et là où ils étaient redevanciers, toute la terre des propriétaires fonciers peut être constituée d'« *otrezki* » » Le passage souligné par nous renferme une faute énorme, qui détruit toute l'argumentation de l'auteur. Précisément dans la région agricole centrale, dans ce centre principal des prestations de travail et de toutes sortes d'autres vestiges du régime féodal, les *otrezki* ne sont pas « négligeables », mais considérables, ils sont beaucoup plus importants que dans les régions des terres non noires où la redevance l'emporte sur la corvée. Voici, sur cette question, les données que m'a procurées un camarade spécialiste de la statistique. Il a comparé les données du *Recueil statistique militaire* sur les terres possédées par les paysans des propriétaires terriens avant la réforme avec les données de la statistique de 1878 sur la propriété foncière, et il a déterminé ainsi la grandeur des *otrezki* pour chaque province. Il s'est avéré que dans neuf provinces * de la zone des terres non noires, les paysans appartenant aux propriétaires terriens possédaient avant la réforme 10 421 000 déciatines, alors qu'en 1878, il leur restait 9 746 000 déciatines, c'est-à-dire que 675 000 déciatines, soit 6,5% des terres, soit encore 72 800 déciatines en moyenne par province, leur avaient été enlevées. Par contre, dans 14 provinces de la zone des terres noires **, les paysans possédaient 12 795 000 déciatines avant la réforme, et il leur en est resté 9 996 000 déciatines, c'est-à-dire que 2 799 000 déciatines, soit 21,9% des terres soit encore 199 100 déciatines en moyenne par province, ont été enlevées. La seule exception est la troisième zone, celle de la steppe, où dans cinq provinces ***, les paysans possédaient 2 203 000 déciatines avant la réforme, tandis qu'il leur en est resté 1 580 000 déciatines, c'est-à-dire que 623 000

---

* Les provinces de Pskov, Novgorod, Tver, Moscou, Vladimir, Smolensk, Kalouga, Iaroslavl et Kostroma.

** Les provinces d'Orel, Toula, Riazan, Koursk, Voronèje, Tambov, Nijni-Novgorod, Simbirsk, Kazan, Penza, Saratov, Tchernigov, Kharkov et Poltava (dans cette dernière, 37% des terres ont été détachées).

*** Les provinces de Kherson, Iékatérinoslav, Tauride, du Don (pour celle-ci, les calculs sont approximatifs), et de Samara.

déciatines ont été enlevées, soit 28,3% des terres soit encore 124 600 déciatines en moyenne par province *. Cette zone constitue une exception parce qu'ici, le système capitaliste l'emporte sur le système des prestations de travail, tandis que le pourcentage des *otrezki* est le plus élevé. Mais cette exception confirme plutôt la règle générale, car ici, l'influence des *otrezki* a été paralysée par des circonstances très importantes, telles que le fait que malgré les retraits de terres, les paysans y possèdent les plus grands lots, et que la quantité de fonds agraire libre pour l'affermage de la terre y est la plus grande. De la sorte, la tentative de l'auteur de mettre en doute l'existence d'un lien entre les *otrezki* et le système des prestations de travail se solde par un échec complet. *De façon générale*, il ne fait aucun doute que le centre du système des prestations de travail en Russie (la zone moyenne des terres noires) est en même temps le centre du retrait des *otrezki*. Si nous soulignons les mots « de façon générale », c'est pour répondre à une interrogation de l'auteur. Au passage de notre programme sur la restitution des terres qui ont été détachées et qui jouent le rôle d'instrument d'asservissement, l'auteur met entre parenthèses cette question : « et lesquelles ne jouent pas ce rôle ? » Nous lui répondrons que notre programme n'est pas un projet de loi sur la restitution des *otrezki*. Nous définissons et nous expliquons la signification générale des retraits de terres, mais nous ne parlons pas des cas particuliers. Et est-il encore possible, après toutes les publications populistes sur la situation de la paysannerie après la réforme, de mettre en doute que les *otrezki* jouent en somme le rôle d'instrument de servitude féodale ? Est-il encore possible, demanderons-nous ensuite, de nier l'exis-

* En comparant ces données sur les *otrezki* dans les trois zones avec les données sur le pourcentage des paysans corvéables par rapport au nombre total des paysans (d'après les documents des commissions de rédaction : voir le *Dictionnaire encyclopédique*, tome 32, page 686, à l'article « Paysans »), nous obtenons le rapport suivant. Zone des terres non noires (9 provinces) : *otrezki*, 6,5% ; paysans corvéables, 43,9 % (moyenne des chiffres obtenus pour chacune des 9 provinces). Zone moyenne des terres noires (14 provinces) : *otrezki*, 21,9 % ; paysans corvéables, 76 %. Zone de la steppe (5 provinces) : *otrezki*, 28,3 % ; paysans corvéables, 95,3 %. Par conséquent, le rapport obtenu est l'inverse de celui que veut établir le camarade X.

tence d'un lien entre les *otrezki* et le système des prestations de travail, quand ce lien découle des notions les plus fondamentales de l'économie de la Russie d'après la réforme ? Le système des prestations de travail, c'est la réunion de la corvée et du capitalisme, de l'« ancien régime » et de l'économie « contemporaine », du système de l'exploitation au moyen de l'attribution de terres et du système de l'exploitation au moyen du retrait de terres. Et quel exemple plus frappant de la corvée moderne peut-on trouver si ce n'est le système du paiement en travail du droit d'utiliser les *otrezki* (système que la littérature populiste décrivait déjà *comme tel*, en tant que système particulier, et non comme phénomène fortuit, en ce bon vieux temps où il n'était pas encore question des marxistes étroits et sans originalité) ? Est-il possible de penser que la fixation actuelle des paysans à la terre maintient *seulement* à cause de l'absence de loi sur la liberté de déplacement, et non, outre cette absence (*et en partie à la base de cette absence*), à cause de l'existence d'une économie de servitude basée sur les *otrezki*.

N'ayant apporté aucune preuve, quelle qu'elle soit, du bien-fondé de ses doutes quant à la présence d'un lien entre les *otrezki* et l'asservissement, l'auteur poursuit son raisonnement de la façon suivante. La restitution des *otrezki*, c'est un lotissement de la terre en petites parcelles, fondé moins sur les besoins de l'économie paysanne que sur une « tradition » historique. De même que toute affectation d'une quantité insuffisante de terre (il ne peut être question, d'ailleurs, de quantité suffisante), loin de supprimer la servitude, il la fera naître, car il *provoquera* la prise à bail des terres manquantes, l'affermage par besoin, l'affermage alimentaire, et il sera par conséquent une mesure réactionnaire.

Raisonnement qui, encore une fois, manque son but, car notre programme, dans sa partie agraire, ne « promet » nullement de faire disparaître totalement le besoin (cela, seule sa partie socialiste générale le promet), mais seulement de supprimer les vestiges (ou au moins quelques-uns des vestiges) du servage. Ce dont parle notre programme, ce n'est pas de l'attribution en général de diverses petites parcelles, mais de la suppression ne serait-ce que d'une forme de ser-

vitude déjà constituée. L'auteur s'est écarté de la ligne de pensée que nous avons mise à la base de notre programme, et il a attribué, arbitrairement et faussement, une autre signification à celui-ci. Voyez en effet son argumentation. Il rejette (et sous ce rapport, il a évidemment raison) l'interprétation qui ne voit dans les *otrezki* rien d'autre qu'un système d'enclavements, et il écrit : « si les *otrezki* sont un lotissement complémentaire de la terre, il faut voir alors s'ils suffiront à supprimer les rapports de servitude, car de ce point de vue, les rapports de servitude sont le résultat du manque de terre ». Notre programme n'affirme absolument nulle part que les *otrezki* suffisent pour supprimer l'asservissement. Toutes les servitudes ne pourront être supprimées que par la révolution socialiste, alors que dans notre programme agraire, nous nous plaçons sur le terrain des rapports bourgeois, et nous réclamons certaines mesures « dans le but de mettre fin » (nous ne disons même pas qu'on puisse ainsi mettre fin complètement) aux vestiges du servage. L'essentiel de tout notre programme agraire consiste en ce que le prolétariat agricole doit lutter de concert avec la paysannerie riche pour la suppression des vestiges du servage, pour les *otrezki*. Quiconque examinera attentivement cette proposition comprendra combien sont injustes, *déplacées* et illogiques des objections du genre : pourquoi *seulement* les *otrezki* puisque cela ne suffit pas ? Parce que, *avec la paysannerie riche*, le prolétariat *ne peut ni ne doit* aller plus loin que la liquidation du servage, plus loin que la question des *otrezki*, etc. *Plus loin*, le prolétariat en général, et le prolétariat agricole en particulier, *ira seul* ; pas avec la « paysannerie », pas avec le moujik riche, mais *contre lui*. Si nous n'allons pas plus loin que la question des *otrezki*, ce n'est pas parce que nous ne voulons pas le bien du moujik, ni parce que nous avons peur d'effrayer la bourgeoisie, mais parce que nous ne voulons pas que le prolétariat agricole aide le moujik riche *plus qu'il n'est nécessaire*, plus que cela n'est nécessaire pour le prolétariat. De la servitude féodale, le prolétaire et le moujik riche souffrent tous les deux ; contre *cette* servitude, ils peuvent et doivent marcher ensemble, mais contre *les autres* servitudes, le prolétariat ira seul. Par conséquent, le fait que nous séparons, dans notre programme, la servitude féodale

de toutes les autres est le résultat nécessaire d'une *stricte observation des intérêts de classe du prolétariat*. Nous aurions agi à l'encontre de ces intérêts, nous aurions quitté le point de vue de classe du prolétariat, si nous avions admis dans notre programme que « la paysannerie » (c'est-à-dire les riches plus les pauvres) irait ensemble plus loin que la liquidation des vestiges du servage ; ce faisant, nous *aurions freiné* un processus incontestablement nécessaire, et d'une extrême importance du point de vue de la social-démocratie, le processus de *séparation* définitive du *prolétariat agricole* et des exploitants agricoles, le processus de croissance d'une conscience de classe prolétarienne à la campagne. Quand les tenants de la vieille école, à savoir les populistes et ces gens sans croyances ni convictions d'aucune sorte que sont les socialistes-révolutionnaires, écartent les bras d'un air découragé devant notre programme agraire, cela provient du fait que (comme par exemple MM. Roudine et Cie) ils n'ont aucune idée de la structure économique réelle de nos campagnes et de son évolution, qu'ils n'ont aucune notion des rapports bourgeois qui se constituent et qui se sont déjà presque entièrement constitués à l'intérieur de la communauté, ni de la force de paysannerie bourgeoise. Ils traitent notre programme agraire avec les vieux préjugés populistes, ou le plus souvent avec des fragments décousus de ces préjugés, et ils commencent à en critiquer divers points ou leur formulation, sans même comprendre quel but il poursuit, quels rapports sociaux et économiques il envisage. Quand on leur dit que dans notre programme agraire, il ne s'agit pas de lutter contre la société bourgeoise, mais d'étendre à la campagne les conditions du régime bourgeois, ils ne font que se frotter les yeux, n'ayant pas conscience (à cause de l'insouciance théorique qui leur est propre) que leur perplexité est le simple écho de la lutte qui oppose les conceptions du monde marxiste et populiste.

Pour un marxiste qui entreprend d'établir un programme agraire, la question des vestiges du servage dans la campagne russe, campagne bourgeoise où le capitalisme se développe, est une question déjà résolue, et seule leur absence totale de principes empêche les socialistes-révolutionnaires de voir que pour faire une critique *sur le fond*, ils doivent au moins opposer à la solution que nous avons donnée à cette question

quelque chose de cohérent et de complet. Pour un marxiste, le problème consiste uniquement à éviter deux extrêmes : d'une part, ne pas tomber dans l'erreur de ceux qui disent que, du point de vue du prolétariat, nous n'avons rien à faire de questions non prolétariennes d'intérêt immédiat et temporaire, et d'autre part, ne pas admettre que la participation du prolétariat à la résolution des problèmes démocratiques immédiats puisse conduire à un obscurcissement de sa conscience de classe et de sa personnalité de classe. Dans le domaine des rapports fonciers proprement dits, ce problème se ramène au suivant : donner, sur le terrain de la société existante, un mot d'ordre précis de transformation agraire, telle qu'elle supprime le plus complètement possible les vestiges du servage, et qu'elle libère le plus vite possible le prolétariat agricole de la masse compacte formée par l'ensemble de la paysannerie.

Il nous semble que notre programme a résolu ce problème. Et nous ne sommes nullement troublés par la question du camarade X : comment faire, si les comités paysans réclament non pas les *otrezki*, mais toute la terre ? Nous réclamons aussi toute la terre, seulement bien sûr, non « dans le but de supprimer les vestiges du régime féodal » (but auquel se limite *la partie* agraire de notre programme), mais dans le but d'accomplir la révolution socialiste. Et toujours et en toute circonstance, nous indiquons et indiquerons inlassablement ce but à la « paysannerie pauvre ». Il n'y a pas de plus lourde erreur que de penser que les social-démocrates militant à la campagne peuvent s'en tenir à la partie agraire de leur programme, que les social-démocrates peuvent, ne serait-ce que pour une minute, mettre leur drapeau socialiste dans son étui. Si la revendication de toute la terre doit être la revendication de la nationalisation de la terre ou de la remise de la terre aux exploitants agricoles actuels, nous apprécierons cette revendication du point de vue des intérêts du prolétariat, après avoir pris en considération toutes les circonstances : nous ne pouvons dire d'avance, par exemple, si, lorsque la révolution éveillera les exploitants agricoles à la vie politique, cette couche sociale agira en qualité de parti démocratique révolutionnaire ou en qualité de parti de l'ordre. Nous devons composer notre programme de telle sorte que nous

soyons prêts au pire, et la réalisation de meilleures possibilités ne fera que nous faciliter le travail et lui donner une nouvelle impulsion.

Il nous reste encore, sur cette question, à nous arrêter au raisonnement suivant du camarade X. « A cela, écrit-il à propos de sa thèse selon laquelle la distribution des *otrezki* renforcera l'affermage alimentaire, à cela on peut répliquer que la distribution des *otrezki* a la signification d'un moyen de supprimer les formes asservissantes d'affermage de *ces otrezki*, et non de renforcer et d'accroître la petite exploitation alimentaire. Cependant, il n'est pas difficile de remarquer que cette objection contient un vice de raisonnement. La distribution de lopins de terre, c'est de la *distribution de terre en quantités insuffisantes* pour utiliser des méthodes d'exploitation modernes, mais suffisantes pour consolider l'exploitation fermière alimentaire. Par conséquent, l'exploitation alimentaire sort renforcée de la distribution de terre en quantités insuffisantes. Mais que les formes asservissantes de fermage s'en trouvent supprimées, cela reste à prouver. Or, nous avons démontré qu'elles se renforcent, puisque le nombre des petits propriétaires en concurrence pour la prise à bail de la terre du propriétaire foncier s'accroît. »

Nous avons recopié entièrement ce raisonnement du camarade X afin que le lecteur puisse juger aisément *où* se trouve en réalité le « vice de raisonnement ». En règle générale, les paysans utilisent actuellement les *otrezki* dans le cadre d'une servitude féodale. Lorsque ces terres leur seront restituées, ils les utiliseront en tant que propriétaires libres. Est-il vraiment « encore à prouver » que cette restitution *supprimera* la servitude féodale basée sur ces *otrezki* ? Il s'agit de portions de terre particulières, qui ont créé déjà une forme distincte de servitude, et l'auteur, à la place de cette notion particulière, met la catégorie générale de « quantité de terre insuffisante ». Cela s'appelle passer à côté de la question. Cela signifie supposer que les *otrezki* n'engendrent à l'heure actuelle aucune espèce de servitude : alors effectivement, leur restitution serait *simplement* une « distribution d'une quantité insuffisante de terre » ; alors effectivement, nous ne pourrions être partisans de cette mesure. Mais chacun voit parfaitement qu'il n'en est pas ainsi.

Autre chose. L'auteur confond à tort la servitude féodale (le *système* des prestations de travail), engendrée par les *otrezki*, avec le fermage alimentaire, avec la prise à bail par besoin en général. Ce dernier genre de fermage existe dans tous les pays européens : *partout et toujours*, en économie capitaliste, la concurrence des petits propriétaires et des petits fermiers fait monter les prix de vente et de location de la terre jusqu'à ces proportions « asservissantes ». Nous n'avons aucune possibilité de nous affranchir *de ce genre* de servitude *, tant que nous ne nous serons pas affranchis du capitalisme. Mais est-ce là une objection à des mesures particulières de lutte contre des formes particulières, purement russes, de servitude ? Le camarade X raisonne de la même façon que s'il s'opposait à la réduction de la journée de travail parce que l'intensité du travail s'en trouverait augmentée. La réduction de la journée de travail est une réforme partielle, supprimant seulement une forme de servitude, à savoir la servitude basée sur l'allongement du temps de travail. D'autres formes de servitude, par exemple, celle qui consiste à harceler les ouvriers pour qu'ils travaillent plus vite, ne seront pas supprimées par *cette* réforme et il n'est possible de supprimer entièrement toutes les formes de servitude par aucune réforme demeurant dans le cadre du capitalisme.

Lorsque l'auteur déclare : « la distribution des *otrezki* est une mesure réactionnaire, qui perpétue la servitude », la thèse qu'il avance se trouve en contradiction tellement criante avec toutes les données qui concernent l'économie paysanne d'après la réforme, que lui-même ne peut se maintenir sur cette position. Il se contredit lui-même, lorsqu'il dit un peu plus haut : « ...Implanter le capitalisme, évidemment, n'est pas l'affaire du Parti social-démocrate. Mais cela se produira en dehors de la volonté de quelque parti que ce soit, si la paysannerie étend sa jouissance de la terre »... Mais si l'extension de la jouissance paysanne de la terre doit conduire de façon générale au développement du capitalisme, ce résultat sera *d'autant plus* inévitable si c'est la

* Il est possible de limiter cette servitude, de lui imposer un frein, en accordant aux tribunaux le droit de diminuer les prix d'affermage de la terre ; ce que nous réclamons dans notre programme.

possession de la terre par la paysannerie qui s'étend, par l'adjonction de parcelles de terre engendrant une servitude féodale particulière. La restitution des *otrezki* élèvera le niveau de vie de la paysannerie, élargira le marché intérieur, accroîtra la demande de main-d'œuvre dans les villes, et accroîtra de même la demande de main-d'œuvre chez les paysans riches et les grands propriétaires fonciers, qui auront perdu le bénéfice du système des prestations de travail. Quant à ce qui concerne le fait d'« *implanter* le capitalisme », c'est là une objection pour le moins étrange. La restitution des *otrezki* ne serait l'implantation du capitalisme que dans le cas où elle serait nécessaire et utile *exclusivement* à la bourgeoisie. Mais ce n'est pas le cas. Elle n'est pas moins nécessaire et utile, si ce n'est plus encore, à la paysannerie pauvre, qui souffre de la servitude et des prestations de travail. Le prolétaire rural, *avec* le bourgeois rural, souffre de la servitude féodale, basée dans une grande mesure précisément sur les *otrezki*. C'est pourquoi le prolétaire rural ne peut se libérer de cette servitude sans libérer *par là même* le bourgeois rural aussi. Seuls MM. Roudine et autres socialistes-révolutionnaires de ce genre reniant leur héritage populiste peuvent imaginer que c'est là « implanter » le capitalisme.

Les considérations du camarade X sur la question de savoir si la restitution des *otrezki* est réalisable sont encore moins convaincantes. Les chiffres qu'il cite sur le district de Volsk se retournent contre lui : près du cinquième des domaines (18 sur 99) sont restés entre les mains de leurs anciens possesseurs, c'est-à-dire que les *otrezki* pourraient revenir directement, sans aucun rachat, entre les mains des paysans. Un tiers des domaines est passé en entier en d'autres mains, c'est-à-dire qu'ici, il faudrait racheter les *otrezki* aux frais des grands propriétaires de la noblesse. Et ce n'est que dans 16 cas sur 99 qu'il faudrait racheter les terres aux paysans mêmes et à d'autres possesseurs ayant acquis la terre par parties. Dans de pareilles conditions, nous renonçons décidément à comprendre en quoi la restitution des *otrezki* serait « irréalisable ». Prenons les chiffres qui concernent cette même province de Saratov. Nous avons ici les derniers « Matériaux sur la question des besoins de l'industrie agricole dans la province de Saratov »

(Saratov 1903). L'ensemble des terres enlevées aux anciens serfs se monte à 600 000 déciatines, soit 42,7% *. Si les statisticiens des zemstvos ont pu déterminer en 1896 les dimensions des *otrezki* d'après des extraits des chartes réglementaires et d'autres documents, pourquoi donc les comités de paysans ne pourraient-ils pas déterminer ces dimensions avec encore plus de précisions en telle ou telle année, disons par exemple en 1906 ? Et si l'on prenait le taux du district de Volsk, on s'apercevrait que près de 120 000 déciatines pourraient être restituées aux paysans directement et sans aucun rachat, qu'ensuite on pourrait racheter directement (au détriment des terres de la noblesse) 200 000 déciatines environ sur les domaines passés entièrement en d'autres mains, et que c'est seulement en ce qui concerne les autres terres que la procédure de rachat (au détriment des propriétés terriennes de la noblesse), d'échange, etc., serait un peu plus compliquée, mais en tous cas ne présenterait absolument rien d'« irréalisable ». On peut se rendre compte de la valeur qu'aurait pour les paysans la restitution de leurs 600 000 déciatines, en partant du fait par exemple que l'ensemble de la terre en propriété privée prise à bail dans la province de Saratov représentait, à la fin des années 90, près de 900 000 déciatines. Nous ne pensons pas, cela va de soi, affirmer que tous les *otrezki* ont été pris à bail à l'heure actuelle, nous voulons seulement montrer clairement le rapport qu'il y a entre la quantité de terres devant être restituée et la terre louée maintenant *bien souvent* dans des conditions de servitude qui rappellent dans bien des cas les conditions féodales. Cette comparaison montre de façon très frappante quel coup sensible la restitution des *otrezki* porterait aux rapports de servitude féodale, quelle impulsion elle donnerait à l'énergie révolu-

* Remarquons que ces tout derniers chiffres fournis par la statistique des zemstvos confirment entièrement l'opinion du camarade statisticien que nous avons cité plus haut, selon laquelle les chiffres communiqués par lui sur les *otrezki* étaient en-dessous de la réalité. D'après *ces* derniers chiffres, les *otrezki* ne représentent en tout dans la province de Saratov que 512 000 déciatines (soit 38 %). D'ailleurs, le total de 600 000 déciatines est lui-même *en-dessous de la surface réelle des otrezki* car, premièrement, il n'englobe *pas toutes* les communautés des anciens serfs, et, deuxièmement, il n'englobe *que les terres cultivables.*

tionnaire de la « paysannerie », et, ce qui importe plus que tout du point de vue des social-démocrates, dans quelle mesure considérable elle accélérerait le clivage idéologique et politique entre le prolétariat agricole et la bourgeoisie paysanne. Car le résultat inévitable et immédiat du travail d'expropriation des comités paysans serait précisément ce clivage brusque et irréversible, et nullement une union de toute la « paysannerie » pour des revendications « semi-socialistes », « égalitaires » de toute la terre, comme il le semble aux épigones actuels du populisme. Plus la « paysannerie » aura une attitude révolutionnaire à l'égard des propriétaires fonciers, plus rapide et plus profonde sera cette rupture, qui proviendra alors non pas des calculs statistiques de la recherche marxiste, mais des actes politiques de la bourgeoisie paysanne, de la lutte des partis et des classes à l'intérieur des comités paysans.

Et notez bien qu'en revendiquant la restitution des *otrezki*, nous limitons intentionnellement notre tâche au cadre du régime existant : nous sommes *obligés* de le faire si nous parlons de programme minimum et si nous ne voulons pas tomber dans cette impardonnable planomanie qui frise le charlatanisme, quand d'une part, on met « au premier plan » la coopération, et d'autre part, la socialisation. Nous donnons la réponse à une question qui n'a pas été posée par nous *, à la question des réformes de demain,

* On verra bien que la question de la réforme agraire, dans le cadre du régime existant, n'a absolument pas été « soulevée par nous », d'après la citation suivante, par exemple, que nous empruntons à l'un des théoriciens *les plus éminents* du populisme, M. V.V., et, qui plus est, dans un article se rapportant à la meilleure époque de son activité (« *Otétchestvennyé Zapiski* [128], 1882, nos 8 et 9). « Les institutions considérées, écrivait alors M. V.V. à propos de la structure de l'agriculture russe, nous ont été léguées par le régime du servage... Le régime du servage s'est effondré, mais, jusqu' à présent, seulement du point de vue juridique et de quelques autres, tandis que dans l'agriculture, le régime est resté le même qu'avant la réforme ... Les paysans ne pouvaient continuer à mener leur exploitation exclusivement sur leurs lots rognés ; il leur fallait absolument utiliser des terrains qui leur avaient été enlevés... Afin d'assurer la bonne marche de la petite exploitation agricole, il faut donner au paysan la garantie qu'il pourra utiliser, tout au moins, les terres qui... d'une façon ou d'une autre, se trouvaient à sa disposition au temps du servage. Ce sont là les revendications minimums que l'on peut présenter au nom de la petite agriculture. » Voilà comment la question posée par

qui sont examinées à la fois par la presse illégale, par la « société », par les zemstvos, et peut-être même par le gouvernement. Nous serions des anarchistes ou simplement des bavards, si nous nous détournions de cette question urgente, mais pas du tout socialiste, mise en avant par toute l'histoire de la Russie d'après la réforme. A cette question qui n'a pas été posée par nous, nous devons donner une solution *juste* du point de vue social-démocrate, nous devons définir notre position à l'égard des réformes agraires que toute la société libérale a déjà réclamées et sans lesquelles aucun homme sensé ne peut se représenter la libération politique de la Russie. Nous définissons *notre* position dans cette réforme libérale (au sens scientifique, c'est-à-dire marxiste, du mot libéral), en restant inébranlablement fidèles à notre principe de soutien du mouvement véritablement démocratique, à côté du développement inlassable et incessant de la conscience de classe du prolétariat. Nous donnons une ligne de conduite pratique dans cette réforme que le gouvernement ou les libéraux devront mettre en application un jour ou l'autre. Nous donnons un mot d'ordre tel qu'il pousse à un aboutissement révolutionnaire une réforme effectivement mise en avant par la vie, et non inventée par la fantaisie d'un socialisme *Allerwelts* * vague et humanitaire.

C'est précisément par là que pèche le projet de programme du camarade X. A la question de savoir comment se

---

des gens qui croyaient au populisme et le prônaient ouvertement, mais ne jouaient pas à cache-cache de façon indigne, comme MM. les socialistes-révolutionnaires. Et la social-démocratie a jugé sur le fond la position populiste, comme elle juge toujours sur le fond les revendications bourgeoises et petites-bourgeoises. Elle a repris entièrement à son compte la partie positive et progressiste de ces revendications (lutte contre tous les vestiges du servage), jetant par-dessus bord les illusions petites-bourgeoises, et montrant que la destruction des vestiges du régime du servage facilitera et accélérera le développement du capitalisme, et de rien d'autre que le capitalisme. C'est dans l'intérêt du développement social et pour délier les mains du prolétariat, et non pas « au nom de la petite agriculture », que nous présentons notre revendication de la restitution des *otrezki*, sans prendre nullement l'obligation d'aider la « petite » *bourgeoisie paysanne* non seulement contre le servage, mais aussi contre la grande bourgeoisie.

* Acceptable pour tous. (*N.R.*)

comporter face aux prochaines transformations libérales des rapports agraires, il ne donne aucune réponse. En revanche, on nous offre (aux points cinq et sept) une formulation plus mauvaise et contradictoire de la revendication concernant la nationalisation de la terre. Contradictoire, parce que la suppression de la rente est prévue soit au moyen d'un impôt, soit au moyen de la remise de la terre à la société. Plus mauvais, parce qu'un impôt ne supprimera pas la rente, et parce qu'il est souhaitable (en général) de remettre la terre entre les mains d'un Etat démocratique et non de *petites* organisations sociales (dans le genre du zemstvo actuel ou futur). Les arguments qui s'opposent à l'adoption dans notre programme de la revendication de la nationalisation de la terre ont déjà été donnés plus d'une fois, et nous n'allons pas les répéter ici.

Le huitième point ne concerne pas du tout la partie pratique du programme ; quant au point six, le camarade X. l'a formulé de telle façon qu'il n'y reste plus rien d'« agraire ». Pourquoi il écarte les tribunaux et la diminution du prix de fermage, cela reste un mystère.

L'auteur formule le premier point de façon moins claire que dans notre projet ; quant à l'adjonction « dans l'intérêt de la défense des petits propriétaires (et non du développement de la petite propriété) », elle est encore une fois non « agraire », inexacte (il n'y a pas à défendre des petits propriétaires qui embauchent des ouvriers), et superflus, car puisque nous défendons la *personne*, et non la propriété du petit bourgeois, nous le faisons en réclamant des réformes sociales, financières et autres précisément définies.

Rédigé en juin 1903. Publié pour la première fois en juillet 1903, dans une brochure éditée par la Ligue de la social-démocratie russe à l'étranger

Conforme au texte de la brochure

LA QUESTION NATIONALE DANS NOTRE PROGRAMME

Dans le projet de programme du parti, nous avons présenté la revendication d'une république dotée d'une constitution démocratique, garantissant, entre autres, la « reconnaissance du droit à l'autodétermination pour toutes les nations dont se compose l'Etat ». Cette revendication du programme a paru à beaucoup insuffisamment claire, et dans le n° 33 de l'*Iskra*, parlant du Manifeste des social-démocrates arméniens, nous avons expliqué la signification de ce point de la façon suivante. La social-démocratie luttera toujours contre toute tentative d'exercer de l'extérieur, par la violence ou par quelque injustice que ce soit, une influence sur la libre expression de la volonté nationale. Mais la reconnaissance inconditionnelle de la lutte pour la liberté d'autodétermination ne nous oblige pas du tout à soutenir n'importe quelle revendication d'autodétermination nationale. La social-démocratie, en tant que parti du prolétariat, se donne pour tâche positive et principale de coopérer à la libre détermination non pas des peuples et des nations, mais du prolétariat de chaque nationalité. Nous devons toujours et inconditionnellement tendre à l'union *la plus étroite* du prolétariat de toutes les nationalités, et c'est seulement dans des cas particuliers, exceptionnels, que nous pouvons exposer et soutenir activement des revendications tendant à la création d'un nouvel Etat de classe ou au remplacement de l'unité politique totale de l'Etat par une union fédérale plus lâche, etc. *

* Voir le présent tome, pp. 322-336. (*N.R.*)

Cette explication de notre programme en ce qui concerne la question nationale a provoqué une protestation énergique de la part du Parti socialiste polonais (P.S.P.) [129]. Dans un article intitulé « L'attitude de la social-démocratie russe à l'égard de la question nationale » (*Przedswit* *, mars 1903), le P.S.P. s'émeut de cette « étonnante » explication et du caractère « nébuleux » de notre « mystérieuse » autodétermination, il nous traite de doctrinaires et nous accuse d'avoir des vues « anarchistes » selon lesquelles « l'ouvrier n'a pas à s'occuper d'autre chose que de renverser complètement le capitalisme, puisque, voyez-vous, la langue, la nationalité, la culture et autres ne sont qu'inventions bourgeoises », etc. Il convient de s'arrêter de façon très détaillée sur cette argumentation, où l'on retrouve à peu près tous les malentendus si habituels et si répandus parmi les socialistes sur la question nationale.

Pourquoi notre explication est-elle si « étonnante » ? Pourquoi y voit-on une divergence avec le sens « littéral » ? Est-ce que la reconnaissance du *droit* à l'autodétermination des nations exige vraiment le *soutien* de n'importe quelle revendication d'autodétermination émanant de n'importe quelle nation ? La reconnaissance du *droit* pour tous les citoyens d'organiser des associations libres ne nous oblige nullement, nous, social-démocrates, à *soutenir* la formation de n'importe quelle association nouvelle, elle ne nous empêche nullement de nous prononcer et de faire de la propagande contre l'idée de former telle ou telle nouvelle association, si l'idée en est inopportune et déraisonnable. Nous reconnaissons même aux jésuites le *droit* de faire librement de la propagande, mais nous luttons (non pas, cela va de soi, par des méthodes policières) contre toute union des jésuites et des prolétaires. C'est pourquoi, quand *Przedswit* déclare: « si cette revendication de la libre détermination doit être comprise littéralement (et c'est bien la signification que nous lui avons attribuée jusqu'à présent), dans ce cas, elle nous satisfait », il est tout à fait évident que c'est bien le P.S.P. qui s'écarte du sens littéral du programme. L'illogique de sa conclusion du point de vue formel est incontestable.

* « L'Aube ». (*N.R.*)

Mais nous ne voulons pas nous limiter à la vérification formelle de notre explication. Posons franchement la question sur le fond : la social-démocratie doit-elle toujours, sans condition, revendiquer l'indépendance nationale, ou doit-elle ne le faire que dans des conditions déterminées, et dans quelles conditions précisément ? Le P.S.P. a toujours nettement répondu oui à cette question, et c'est pourquoi nous ne sommes nullement étonnés de sa tendresse à l'égard des socialistes-révolutionnaires russes, qui réclament un régime politique de type fédéral, se prononçant pour « une reconnaissance totale et inconditionnelle du droit à l'autodétermination nationale » (article intitulé « L'asservissement national et le socialisme révolutionnaire », dans le n°18 de *Révolioutsionnaïa Rossia*. Malheureusement, cela n'est rien de plus que l'une de ces phrases démocratiques bourgeoises, qui montrent pour la centième ou pour la millième fois la nature véritable du prétendu parti des soi-disant socialistes-révolutionnaires. Mordant à l'appât de ces phrases, se laissant séduire par ce battage, le P.S.P. à son tour montre par là combien, dans sa conscience théorique et dans son activité politique, sa liaison avec la lutte de classe du prolétariat est faible. C'est précisément aux intérêts de cette lutte que nous devons *subordonner* la revendication de la libre expression de la volonté nationale. Et c'est précisément dans cette condition que réside la différence entre notre façon de poser la question nationale et la façon d'un démocrate bourgeois. Celui-ci (ainsi que le socialiste opportuniste contemporain qui suit ses traces) s'imagine que la démocratie élimine la lutte de classe, et c'est pourquoi il pose toutes ses revendications politiques dans l'abstrait, en bloc, « inconditionnellement », du point de vue des intérêts de « tout le peuple », ou même du point de vue d'un absolu moral éternel. Le social-démocrate dénonce impitoyablement ces illusions petites-bourgeoises, toujours et partout, qu'elles s'expriment dans une philosophie idéaliste abstraite ou dans la façon de poser inconditionnellement la revendication de l'indépendance nationale.

S'il est encore nécessaire de démontrer qu'un marxiste ne peut reconnaître la revendication de l'indépendance nationale autrement que sous condition, et précisément

sous la condition indiquée plus haut, nous allons citer les paroles d'un auteur qui *défendait* d'un point de vue marxiste la revendication par le prolétariat polonais d'une Pologne indépendante. Dans un article intitulé « Finis Poloniae ? » *, Karl Kautsky écrivait en 1896 : « Dès le moment où le prolétariat polonais s'occupe de la question polonaise, il ne peut pas ne pas se prononcer pour l'indépendance de la Pologne, il ne peut pas, par conséquent, ne pas saluer chaque pas en avant qui peut être accompli dès à présent dans cette direction, dans la mesure où un tel pas est compatible en général avec les intérêts de classe du prolétariat international en lutte. »

« Cette réserve, continue Kautsky, doit être faite dans tous les cas. *L'indépendance nationale n'est pas si indissolublement liée aux intérêts de classe du prolétariat en lutte qu'il faille s'efforcer de l'obtenir inconditionnellement, quelles que soient les circonstances* **. Marx et Engels se prononçaient avec la plus grande résolution pour l'unité et la libération de l'Italie, mais cela ne les empêcha pas en 1859 de s'élever contre l'alliance de l'Italie avec Napoléon » (*Neue Zeit* XIV, 2, p. 520).

Vous le voyez : Kautsky repousse catégoriquement la révendication *inconditionnelle* de l'indépendance des nations, il exige catégoriquement que la question soit posée non seulement sur un terrain historique général, mais précisément sur un terrain de classe. Et si nous examinons comment Marx et Engels posaient la question polonaise, nous verrons que c'est précisément ainsi qu'ils la posaient dès le début. *La Nouvelle Gazette Rhénane* [130] réserva beaucoup de place à la question polonaise, et elle réclama énergiquement non seulement l'indépendance de la Pologne, mais même la guerre de l'Allemagne contre la Russie pour la liberté de la Pologne. Dans le même temps, cependant, Marx s'en prenait à Ruge qui, s'affirmant pour la liberté de la Pologne au Parlement de Francfort, résolut la question polonaise à l'aide des seules phrases démocratiques bourgeoises sur cette « honteuse injustice », sans faire la moindre analyse historique. Marx n'appartenait pas au

* « La fin de la Pologne ? » (*N.R.*)
** Souligné par nous.

nombre de ces pédants et de ces philistins de la révolution qui craignent plus que tout la « polémique » dans les moments historiques révolutionnaires. Marx couvrait de sarcasmes impitoyables l'« humanité » du citoyen Ruge, lui montrant, d'après l'exemple de l'oppression du Sud de la France par le Nord, que toute oppression nationale n'entraîne pas toujours, du point de vue de la démocratie et du prolétariat, une aspiration légitime à l'indépendance. Marx s'appuyait sur les conditions sociales particulières à la suite desquelles « la Pologne était devenue une partie révolutionnaire de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse... Même la noblesse polonaise, qui se tenait encore en partie sur des assises féodales, se joignit avec une abnégation exemplaire à la révolution démocratique agraire. La Pologne était déjà un foyer de la démocratie européenne alors que l'Allemagne végétait encore dans l'idéologie constitutionnelle la plus plate et aux allures philosophiques les plus grandiloquentes... Tant que nous (Allemands) aidons à opprimer la Pologne, tant que nous gardons une partie de la Pologne enchaînée à l'Allemagne, nous restons nous-mêmes enchaînés à la Russie et à la politique russe, nous ne pouvons nous libérer radicalement chez nous de l'absolutisme patriarcal et féodal. La création d'une Pologne démocratique est la première condition de la création d'une Allemagne démocratique » [121].

Si nous avons cité ces déclarations de façon aussi détaillée, c'est parce qu'elles montrent clairement dans quelles conditions historiques s'est formée la position de la social-démocratie internationale sur la question polonaise, position qui s'est maintenue pendant presque toute la seconde moitié du XIXe siècle. Ne pas prêter attention aux conditions qui ont changé depuis lors, et défendre les vieilles solutions du marxisme, c'est être fidèle à la lettre et non à l'esprit de la doctrine, c'est répéter de mémoire les anciennes conclusions, sans savoir utiliser les méthodes de la recherche marxiste pour l'analyse d'une nouvelle situation politique. L'époque d'alors, époque des derniers mouvements révolutionnaires bourgeois, et celle d'aujourd'hui, époque de réaction acharnée, d'extrême tension de toutes les forces à la veille de la révolution prolétarienne, ces deux époques diffèrent l'une de l'autre de la façon la plus mani-

feste. *Alors* c'était la Pologne tout entière, c'est-à-dire non seulement la paysannerie, mais aussi la masse de la noblesse, qui était révolutionnaire. Les traditions de la lutte pour la libération nationale étaient alors si puissantes et si profondes qu'après avoir été vaincus dans leur pays, les meilleurs fils de la Pologne allèrent soutenir partout et en tous lieux les classes révolutionnaires ; le souvenir de Dombrowski et de Wroblewski [132] est indissolublement lié aux plus grands mouvements révolutionnaires du XIXe siècle, à la dernière — et, nous l'espérons, à la dernière malheureuse — insurrection des ouvriers parisiens. *Alors* la victoire totale de la démocratie en Europe était effectivement impossible sans le rétablissement de la Pologne. *Alors* la Pologne était effectivement le rempart de la civilisation contre le tsarisme, le détachement avancé de la démocratie. Mais *maintenant*, les classes dirigeantes de Pologne, la noblesse polonaise en Allemagne et en Autriche, les gros industriels et les gros financiers en Russie agissent en qualité d'alliés des classes dirigeantes dans les pays qui oppriment la Pologne, tandis qu'à côté du prolétariat polonais, qui a repris héroïquement les grandes traditions de la vieille Pologne révolutionnaire, le prolétariat allemand et le prolétariat russe luttent pour leur propre libération. *Maintenant*, les représentants avancés du marxisme dans le pays voisin, tout en observant attentivement l'évolution politique de l'Europe et en sympathisant pleinement avec la lutte héroïque des Polonais, reconnaissent néanmoins franchement : « Pétersbourg est devenu à l'heure actuelle un centre révolutionnaire beaucoup plus important que Varsovie, le mouvement révolutionnaire russe a maintenant une portée internationale plus grande que le mouvement révolutionnaire polonais. » Telle est la réponse que donnait déjà Kautsky en 1896, quand il défendait la légitimité de l'introduction dans le programme des social-démocrates polonais de la revendication du rétablissement de la Pologne. Mais en 1902, Mehring, étudiant l'évolution de la question polonaise de 1848 à nos jours, arrivait à la conclusion suivante : « Si le prolétariat polonais voulait prôner la restauration d'un Etat de classe polonais, dont même les classes dominantes ne veulent pas entendre parler, il jouerait un carnaval historique :

ce genre de mésaventure peut arriver aux classes possédantes (comme par exemple à la noblesse polonaise en 1791), mais la classe ouvrière ne doit pas s'abaisser jusque-là. Si cette utopie réactionnaire est ramenée à la lumière dans le but d'inciter à rejoindre l'agitation prolétarienne les couches de l'intelligentsia et de la petite bourgeoisie parmi lesquelles l'agitation nationale trouve encore un certain écho, cette utopie mérite alors doublement d'être condamnée, comme manifestation de cet opportunisme indigne qui sacrifie à des succès faciles et sans importance les intérêts profonds de la classe ouvrière.

« Ces intérêts commandent catégoriquement que les ouvriers polonais, dans les trois Etats qui se partagent la Pologne, luttent au coude à coude avec leurs camarades de classe, sans aucune arrière pensée. Le temps est passé où la révolution bourgeoise pouvait créer une Pologne libre ; à l'heure actuelle, la renaissance de la Pologne n'est possible que par la révolution sociale, lorsque le prolétariat contemporain aura brisé ses chaînes. » [133]

Nous souscrivons entièrement à ces conclusions de Mehring. Remarquons seulement que cette conclusion reste d'une justesse irréprochable, même si, dans l'argumentation, nous n'allons pas aussi loin que Mehring. Il est incontestable que la situation actuelle de la question polonaise diffère de façon radicale de ce qu'elle était il y a cinquante ans. Mais cette situation actuelle ne peut pas être considérée comme éternelle. Il est incontestable que l'antagonisme de classe a rejeté maintenant très loin à l'arrière-plan les questions nationales, mais on ne peut pas affirmer catégoriquement, sans risquer de tomber dans le dogmatisme, que l'apparition provisoire au premier plan du drame politique de telle ou telle question nationale est impossible. Il est incontestable que la restauration de la Pologne avant la chute du capitalisme est extrêmement improbable, mais on ne peut pas dire qu'elle est absolument impossible, que la bourgeoisie polonaise ne peut pas, à l'occasion de certaines combinaisons, prendre parti pour l'indépendance, etc. Et la social-démocratie russe ne se lie pas du tout les mains. Elle tient compte de *toutes* les combinaisons possibles, et même de toutes les combinaisons *pensables*, quand elle inscrit dans son programme la recon-

naissance du droit des nations à l'autodétermination. Ce programme n'exclut pas du tout que le prolétariat polonais adopte comme mot d'ordre une république polonaise libre et indépendante quand bien même la probabilité de sa réalisation avant l'avènement du socialisme serait tout à fait infime. Ce programme exige seulement qu'un parti réellement socialiste ne pervertisse pas la conscience prolétarienne, n'estompe pas la lutte de classe, ne flatte pas la classe ouvrière avec des phrases démocratiques bourgeoises, ne détruise pas l'unité de la lutte politique actuelle du prolétariat. Cette condition, sans laquelle il n'est pas question pour nous de reconnaître l'autodétermination, est fondamentale. C'est en vain que le P.S.P. s'efforce de présenter les choses comme si la différence entre lui et les social-démocrates russes ou allemands résidait dans le fait que ceux-ci nient le droit à l'autodétermination, le droit à la revendication d'une république libre et indépendante. Ce n'est pas cela, mais c'est l'oubli du point de vue de classe, l'obscurcissement de ce point de vue par le chauvinisme, la destruction de l'unité de la lutte politique présente, voilà ce qui ne nous permet pas de voir dans le P.S.P. un parti véritablement ouvrier social-démocrate. Voici, par exemple, comment le P.S.P. pose habituellement la question : « ...nous pouvons seulement affaiblir le tsarisme en lui arrachant la Pologne, mais c'est aux camarades russes qu'il appartient de le renverser ». Ou encore : « ...après le renversement de l'autocratie, nous déterminerions notre destin de manière à nous détacher de la Russie ». Voyez à quelles monstrueuses conclusions conduit cette logique monstrueuse, même du point de vue d'un programme réclamant la restauration de la Pologne. *Puisque* l'une des conséquences possibles (mais dont la probabilité, sous la domination de la bourgeoisie, n'est absolument pas garantie) de l'évolution démocratique est la restauration de la Pologne, *par conséquent*, le prolétariat polonais ne doit pas lutter en commun avec le prolétariat russe pour le renversement du tsarisme, mais « seulement » pour l'affaiblissement de celui-ci grâce à la sécession de la Pologne. *Puisque* le tsarisme conclut avec la bourgeoisie et les gouvernements allemands, autrichiens, etc., des alliances de plus en plus étroites, *par conséquent*, le prolétariat polonais

doit affaiblir son alliance avec les prolétariats russe, allemand et autres, avec lesquels il lutte actuellement contre *un seul et même* joug. Cela ne signifie pas autre chose que le sacrifice des intérêts primordiaux du prolétariat à la conception démocratique bourgeoise de l'indépendance nationale. Le morcellement de la Russie, auquel veut aboutir le Parti socialiste polonais, *à la différence* de notre but qui est le renversement de l'autocratie, reste et restera une phrase creuse, tant que l'évolution économique tendra à unir plus étroitement les différentes parties d'un même ensemble politique, tant que la bourgeoisie de tous les pays s'unira de plus en plus solidement contre son ennemi commun, le prolétariat, et pour son allié commun, le tsar. Mais en revanche, le *morcellement des forces du prolétariat* qui souffre actuellement sous le joug de cette autocratie est la triste réalité, le résultat direct de l'erreur du P.S.P., le résultat immédiat de son engouement pour les formules démocratiques bourgeoises. Pour pouvoir fermer les yeux sur ce morcellement du prolétariat, le Parti socialiste polonais est obligé de s'abaisser jusqu'au chauvinisme et d'exposer par exemple le point de vue des social-démocrates russes de la façon suivante : « nous (les Polonais) devons attendre la révolution sociale, et jusque-là supporter patiemment le joug national ». C'est tout simplement une contre-vérité. Non seulement les social-démocrates russes n'ont jamais conseillé quoi que ce soit de ce genre, mais, bien au contraire, ils luttent eux-mêmes, et ils appellent tout le prolétariat russe à lutter contre tout joug national en Russie, ils inscrivent dans *leur* programme non seulement la pleine égalité des langues, des nationalités, etc., mais aussi la reconnaissance du droit pour chaque nation de déterminer elle-même son destin. Si, tout en reconnaissant ce droit, nous *subordonnons* notre soutien des revendications d'indépendance nationale aux intérêts de la lutte du prolétariat, seul un chauvin peut expliquer notre position par la méfiance du Russe envers l'étranger, car en réalité, cette position doit nécessairement découler de la méfiance du prolétariat conscient envers la bourgeoisie. Le P.S.P. voit les choses comme si la question nationale était *épuisée* par l'opposition suivante : « nous » (les Polonais), et « eux » (les Allemands, les Russes, etc.). Les social-démocrates

mettent au premier plan, quant à eux, l'opposition suivante : « nous » les prolétaires, et « eux » la bourgeoisie. « Nous », les prolétaires, nous avons vu des dizaines de fois comment la bourgeoisie *trahit* les intérêts de la liberté, de la patrie, de la langue et de la nation, quand le prolétariat révolutionnaire se dresse devant elle. Nous avons vu comment la bourgeoisie française, au moment du plus grand abaissement et du plus grand asservissement de la nation française, s'est livrée aux Prussiens, comment le gouvernement de défense nationale s'est transformé en gouvernement de trahison nationale, comment la bourgeoisie d'une nation opprimée a appelé à son aide les soldats de la nation opprimante pour écraser ses compatriotes prolétaires qui avaient eu l'audace de tendre la main vers le pouvoir. Et voilà pourquoi, sans nous laisser troubler en quoi que ce soit par les extravagances chauvines et opportunistes, nous dirons toujours aux ouvriers polonais : seule l'union la plus totale et la plus étroite avec le prolétariat russe est capable de satisfaire les exigences de la lutte en cours, de la lutte présente contre l'autocratie, seule une telle union pourra donner la garantie d'une complète libération économique et politique.

Ce que nous avons dit de la question polonaise est entièrement applicable à toute autre question nationale. L'histoire maudite de l'autocratie nous a laissé en héritage un *isolement* fortement marqué des classes ouvrières des différentes nationalités opprimées par cette autocratie. Cet isolement est le plus grand mal, la plus grande entrave dans la lutte contre l'autocratie, et nous ne devons pas légitimer ce mal, nous ne devons consacrer ce scandale par aucun « principe » de particularisme de parti, ou de « fédération » de parti. Il est plus simple et plus facile, bien sûr, de suivre la ligne de moindre résistance et de s'organiser chacun dans son coin selon le principe : « le reste ne me regarde pas », comme veut le faire actuellement le Bund. Plus nous sommes conscients de la nécessité de l'unité, plus nous sommes fermement convaincus de l'impossibilité d'un assaut général contre l'autocratie sans une union complète, plus fortement se fait sentir la nécessité d'une organisation centralisée de lutte dans notre régime politique, moins nous sommes enclins à nous satisfaire d'une

solution de la question « simple » mais purement apparente et en réalité profondément fausse. Si l'on n'a pas conscience du mal causé par le cloisonnement, si l'on n'a pas la volonté d'en finir radicalement et quoi qu'il en coûte avec ce cloisonnement dans le camp du parti prolétarien, alors point n'est besoin des feuilles de vigne de la « fédération », alors rien ne sert d'entreprendre de résoudre une question que l'une des « parties » ne veut pas résoudre au fond, alors mieux vaut laisser aux leçons de l'expérience vivante et du mouvement réel le soin de convaincre chacun de la nécessité du centralisme pour le succès de la lutte des prolétaires de toutes les nationalités opprimées par l'autocratie contre cette autocratie, et contre la bourgeoisie internationale dont l'union se fait de plus en plus étroite.

L'« Iskra » n° 44,
15 juillet 1903

Conforme au texte du journal

PLAN D'UN ARTICLE CONTRE LES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES

Sur les s.-r. (parti sans programme).

α) absence de principes

Absence de principes théoriques : préjugés populistes + « critique » opportuniste bourgeoise à la mode de l'Europe occidentale. Absence de credo, obscurcissement de la conscience. Jeu de cache-cache...

β) idéologie petite-bourgeoise

Idéologie petite-bourgeoise : pervertit la conscience de classe du prolétariat, le rend incapable d'une position indépendante vis-à-vis de la démocratie bourgeoise (car les *s.-r.* s'efforcent de fondre et de mêler la démocratie sociale et la démocratie bourgeoise, étant au fond une branche de cette dernière).

γ) phrases et bluff

Phrases en théorie et dans la tactique : attitude peu sérieuse à l'égard du travail révolutionnaire, exagération, gonflement, « littérature »... (des publications « populaires » qui vous nourrissent d'amuse-gueules) (guerre contre la « polémique », absence de principes).

δ) le terrorisme

Erreur tactique, très grossière : le terrorisme, sa propagande, affaiblissement de la liaison avec le mouvement de masse.

ε) sèment des illusions+ réact. dans la partie populiste du prog.+tort idéologique, politique, pratique

ΣΣ * : de toutes les révolutions bourgeoises d'Europe la classe ouvrière est sortie déçue, car elle y a pris part avec des illusions démocratiques bourgeoises. De toutes leurs forces les s.-r. « répètent » cette histoire ; notre dévoir : lutter résolument contre cela, afin que le prolétariat russe tire de la prochaine révolution non pas une déception, mais une nouvelle confiance dans ses forces, plus de courage pour la lutte encore plus grandiose qui l'attend, et l'embryon d'une solide organisation purement prolétarienne.

Rédigé en juillet 1905.
Publié pour la première fois en 1939 dans la revue « Proletarskaïa Révolioutsia » n° 1

Conforme au texte du manuscrit

* Summa summarum, total, bilan. (*N.R.*)

LE DEUXIÈME CONGRÈS DU P.O.S.D.R.[134] *17 (30) JUILLET-10 (23) AOÛT 1903*

Les discours ont été publiés pour la première fois en 1904 dans l'édition de Genève des « Procès-verbaux du IIe Congrès ordinaire du P.O.S.D.R. »

Les discours sont conformes au texte des « Procès-verbaux » et aux manuscrits

1

PROJET DE RÉSOLUTION SUR LES MANIFESTATIONS

Le Congrès considère l'organisation de manifestations publiques contre l'autocratie comme un très important moyen d'éducation politique des masses ouvrières. Le Congrès recommande à ce propos, premièrement, de s'efforcer tout particulièrement d'utiliser pour les manifestations les moments et les situations où une bassesse révoltante du tsarisme a provoqué dans des couches très larges de la population un sentiment d'indignation ; deuxièmement, de faire porter les efforts sur la participation la plus large des *masses* de la classe ouvrière aux manifestations et sur la meilleure *organisation* possible de celles-ci, aussi bien ce qui concerne la préparation que le service d'ordre et la conduite de la résistance des manifestants à la troupe et à la police ; troisièmement, de commencer la préparation de manifestations armées, en se conformant strictement sous ce rapport aux indications du Comité central.

Le Congrès recommande également à tous les comités et aux autres organisations du parti de soumettre à une discussion aussi complète que possible la question de la préparation d'une insurrection armée et de faire tous les efforts pour répandre dans les masses ouvrières la conviction que cette insurrection est nécessaire et inévitable. Le Comité central est seul habilité par le Congrès à prendre toutes les mesures pratiques de préparation de l'insurrection qui peuvent être envisagées dès maintenant.

Rédigé en juin-juillet 1903.
Publié pour la première fois en 1927 dans le Recueil Lénine VI

Conforme au texte du manuscrit

2

PROJET DE RÉSOLUTION SUR LA PLACE DU BUND DANS LE PARTI

Prenant en considération le fait que l'unité la plus totale et la plus étroite du prolétariat combattant est absolument nécessaire, tant pour que celui-ci atteigne le plus rapidement possible son but final, que dans l'intérêt d'une lutte politique et économique incessante dans le cadre de la société existante ;

— qu'en particulier, l'unité complète du prolétariat juif et du prolétariat non juif est particulièrement nécessaire, outre le but cité plus haut pour une lutte efficace contre l'antisémitisme, cet attisement odieux par le gouvernement et les classes exploiteuses des particularismes raciaux et des antagonismes nationaux ;

— que la fusion complète des organisations social-démocrates du prolétariat juif et du prolétariat non juif ne peut en aucune façon ni en quoi que ce soit restreindre la liberté qu'ont nos camarades juifs de mener la propagande ou l'agitation dans la langue de leur choix d'éditer des publications correspondant aux besoins de tel mouvement local ou national, de monnayer par des mots d'ordre d'agitation et de lutte politique immédiate les dispositions générales et fondamentales du programme social-démocrate sur la pleine égalité en droits et la pleine liberté de langue, de culture nationale, etc., etc. ;

— le Congrès rejette résolument le principe fédératif d'organisation du parti russe et confirme le principe d'or-

ganisation mis à la base des statuts de 1898, c'est-à-dire l'autonomie des organisations social-démocrates nationales dans les questions qui concernent... *

Rédigé en juin-juillet 1903.
Publié pour la première fois en 1927 dans le Recueil Lénine VI

Conforme au texte du manuscrit

* Le manuscrit s'interrompt ici. (*N.R.*)

3

PROJET DE RÉSOLUTION SUR L'ATTITUDE À L'ÉGARD DE LA JEUNESSE ÉTUDIANTE

Le deuxième Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie salue l'intensification de l'activité révolutionnaire de la jeunesse étudiante, convie toutes les organisations du parti à lui prêter toute assistance dans ses efforts pour s'organiser et recommande à tous les groupes et cercles d'étudiants, premièrement, de mettre au premier plan de leur activité la diffusion parmi leurs membres d'une conception socialiste du monde achevée et conséquente, l'étude sérieuse du marxisme d'une part, et d'autre part, du populisme russe et de l'opportunisme d'Europe occidentale, qui sont actuellement les principales tendances progressistes qui luttent ; deuxièmement, de se méfier des faux amis de la jeunesse, qui la détournent d'une éducation révolutionnaire sérieuse au moyen d'une phraséologie révolutionnaire ou idéaliste creuse et de récriminations de philistins sur la nocivité et l'inutilité d'une polémique incisive entre les tendances révolutionnaires et oppositionnelles, car ces faux amis ne répandent en fait que le manque de principes et de sérieux dans le travail révolutionnaire ; troisièmement, de s'efforcer de faire précéder le passage à l'action de l'établissement de relations avec les organisations social-démocrates, afin de mettre à profit leurs indications et d'éviter dans la mesure du possible de commettre de grosses fautes au début.

Ecrit en juin-juillet 1903.
Publié pour la première fois en 1904 dans l'édition de Genève des « Procès-verbaux du IIe Congrès ordinaire du P.O.S.D.R. »

Conforme au texte du manuscrit

4

PROJET DE RÉSOLUTION SUR LES PUBLICATIONS DU PARTI

Le Congrès reconnaît la nécessité absolue et impérieuse de créer une littérature social-démocrate largement accessible à toutes les couches de la population et en particulier aux masses de la classe ouvrière.

Le Congrès place au premier plan la préparation d'une série de brochures (d'un volume de 1 à 5 feuilles d'imprimerie) sur chaque point (théorique et pratique) du programme de notre parti, avec exposé détaillé et explication de ces points ; ensuite, d'une série de tracts (de 1 à 8 pages imprimées) sur les mêmes sujets destinés à être disséminés et distribués massivement dans les villes et dans les campagnes. Le Congrès charge la rédaction de l'organe central de prendre immédiatement toutes les mesures voulues pour l'exécution de ces tâches.

En ce qui concerne l'édition d'un journal distinct pour le peuple ou pour les larges couches de la classe ouvrière, le Congrès, sans repousser ce plan dans le principe, considère actuellement comme inopportune sa réalisation immédiate.

Rédigé en juin-juillet 1903.
Publié pour la première fois en 1927 dans le Recueil Lénine VI

Conforme au texte du manuscrit

5

PROJETS DE RÉSOLUTIONS SUR DES POINTS DE DÉTAIL

LA LUTTE ÉCONOMIQUE

Le Congrès reconnaît comme absolument nécessaire de soutenir et de développer dans tous les cas et par tous les moyens la lutte économique des ouvriers et leurs syndicats (des syndicats panrusses de préférence), et de fixer dès le début le caractère social-démocrate de la lutte économique et du mouvement syndical ouvrier en Russie.

LE PREMIER MAI

Le Congrès approuve la célébration du Premier Mai, qui est déjà entrée dans les mœurs, tout en attirant l'attention de toutes les organisations du parti sur la nécessité de choisir, dans les conditions où nous sommes, le moment et la manière les plus convenables pour célébrer la fête internationale de la lutte de libération du prolétariat.

LE CONGRÈS INTERNATIONAL

Le Congrès confie le soin de représenter le Parti ouvrier social-démocrate de Russie au secrétariat socialiste international au camarade Plékhanov (en remplacement de la décision prise à Paris de nommer conjointement comme représentants Plékhanov et Kritchevski).

Le Congrès confie à la rédaction de l'organe central et au Comité central, par accord entre eux (ou par décision du Conseil du parti), d'organiser la représentation du Parti ouvrier social-démocrate de Russie au Congrès socialiste international d'Amsterdam en 1904.

LE TERRORISME

Le Congrès repousse résolument le terrorisme, c'est-à-dire la pratique des assassinats politiques individuels, en tant que moyen de lutte politique au plus haut point contraire à nos buts à l'heure actuelle, détournant les forces les meilleures d'un travail d'organisation et de propagande urgent et absolument indispensable, coupant les liens des révolutionnaires avec les masses des classes révolutionnaires de la population, semant à la fois parmi les révolutionnaires eux-mêmes et parmi l'ensemble de la population les idées les plus fausses sur les tâches et les méthodes de la lutte contre le pouvoir absolu.

LA PROPAGANDE

Le Congrès attire l'attention de tous les membres du parti sur l'importance qu'il y a à élever le niveau théorique des propagandistes et à créer des groupes de conférenciers itinérants pour toute la Russie, afin d'unifier le travail de propagande.

LA RÉPARTITION DES FORCES

Le Congrès recommande à tous les camarades qui rentrent de l'étranger ou qui reviennent de déportation à leur lieu d'activité, en particulier s'ils n'ont pas de liaisons vraiment solides avec tel ou tel comité, de s'efforcer en temps opportun de prendre contact avec le Comité central ou avec ses agents, afin que le Comité central puisse répartir de façon judicieuse et au moment voulu les forces révolutionnaires en Russie.

Rédigé en juin-juillet 1903.
Publié pour la remière fois en 1927 dans le Recueil Lénine VI

Conforme au texte du manuscrit

6

PROJET DE RÉSOLUTION SUR LA CRÉATION D'UN PÉRIODIQUE POUR LES MEMBRES DES SECTES

Prenant en considération le fait que le mouvement sectaire en Russie constitue, dans beaucoup de ses manifestations, un courant démocratique, le IIe Congrès attire l'attention de tous les membres du parti sur le travail parmi ses membres dans le but de les rapprocher de la social-démocratie. A titre d'essai, le Congrès autorise le camarade V. Bontch-Brouïévitch à éditer, sous le contrôle de la rédaction de l'organe central, un journal populaire intitulé *Srédi sektantov* * et charge le Comité central et la rédaction de l'organe central de prendre toutes les mesures nécessaires au lancement de cette publication et de déterminer les conditions de son bon fonctionnement.

Rédigé en août 1903.
Publié pour la première fois en 1904 dans l'édition de Genève des « Procès-verbaux du IIe Congrès ordinaire du P.O.S.D.R. »

Conforme au texte du manuscrit

* « Parmi les membres des sectes ». (*N.R.*)

7

PROJET DE STATUTS DU P.O.S.D.R. [185]

1. Est membre du parti quiconque reconnaît son programme et soutient le parti tant matériellement qu'en militant personnellement dans l'une de ses organisations.

2. L'instance suprême du parti est le Congrès du parti. Il est convoqué par le Comité central (dans la mesure du possible, au moins une fois tous les deux ans). Le C.C. a pour obligation de convoquer le Congrès si cette convocation est demandée par des comités ou des unions de comités qui réunissaient ensemble 1/3 des voix au précédent Congrès, ou si elle est demandée par le Conseil du parti. Le Congrès est considéré comme valable si plus de la moitié des comités du parti régulièrement constitués existant au moment du Congrès y est représentée.

3. Sont représentés au Congrès : a) le Comité central, b) la rédaction de l'organe central, c) tous les comités locaux non groupés en unions, d) toutes les unions de comités reconnues par le parti, et e) la Ligue à l'étranger. Chacune des organisations énumérées dispose de deux voix délibératives au Congrès. Les nouveaux comités et les nouvelles unions de comités ne peuvent obtenir une représentation au Congrès qu'à condition d'avoir été validés au moins six mois auparavant.

4. Le Congrès du parti désigne le Comité central, la rédaction de l'organe central et le Conseil du parti.

5. Le Comité central coordonne et dirige toute l'activité pratique du parti et gère la caisse centrale du parti, ainsi

que tous les organismes techniques intéressant l'ensemble du parti. Il tranche les conflits tant entre les différentes organisations et institutions du parti qu'à l'intérieur de celles-ci.

6. La rédaction de l'organe central assure la direction idéologique du parti en rédigeant l'organe central du parti, l'organe théorique et les diverses brochures.

7. Le Conseil du parti, composé de cinq personnes, est désigné par le Congrès parmi les membres du Comité central et de la rédaction de l'organe central. Le Conseil règle les litiges ou les désaccords entre la rédaction de l'organe central et le C.C. dans le domaine des questions d'organisation générale et de tactique. Le Conseil du parti renouvelle le Comité central en cas de capture complète de celui-ci.

8. Les nouveaux comités et les nouvelles unions de comités sont validés par le Comité central. La compétence des comités, unions, organisations ou groupes reconnus par le parti s'étend aux questions qui concernent spécialement et exclusivement la localité, la région, le mouvement national ou la fonction qui est du ressort particulier du groupe donné, étant entendu qu'ils s'engagent à se soumettre aux décisions du Comité central et de l'organe central et à fournir des ressources à la caisse centrale du parti dans les proportions définies par le C.C.

9. Chaque membre du parti et chaque personne ayant quelque affaire que ce soit avec le parti est en droit d'exiger que ses déclarations soient transmises sous leur forme authentique au Comité central, à l'organe central ou au Congrès du parti.

10. Toute organisation du parti est tenue de fournir au Comité central et à l'organe central toutes les informations nécessaires sur son activité et ses effectifs.

11. Toutes les organisations et toutes les institutions collégiales du parti règlent à la majorité simple des voix les questions de leur ressort et ont le droit de cooptation. Pour la cooptation de nouveaux membres et les exclusions, la majorité des deux tiers est requise.

12. La Ligue de la social-démocratie révolutionnaire à l'étranger a pour but la propagande et l'agitation hors des frontières, ainsi que le soutien au mouvement en Russie.

La Ligue a exactement les mêmes droits que les comités, avec cette seule exception que son soutien du mouvement russe s'exerce uniquement par l'intermédiaire de personnes ou de groupes spécialement désignés par le Comité central.

Rédigé fin juin-début juillet 1903. Publié pour la première fois en 1904 dans l'édition de Genève des « Procès-verbaux du IIe Congrès ordinaire du P.O.S.D.R.»

Conforme au texte des « Procès-verbaux »

8

PROJETS DE RÉSOLUTIONS NON SOUMIS AU CONGRÈS

LA SÉCESSION DU BUND

Le Congrès considère que par le refus des délégués du Bund de se soumettre à la décision de la majorité du Congrès, le Bund a quitté le P.O.S.D.R.

Le Congrès regrette profondément cet acte, qui, à son avis, constitue une grave faute politique des dirigeants actuels de l'« union ouvrière juive », dont les conséquences iront inévitablement à l'encontre des intérêts du prolétariat juif et du mouvement ouvrier. Pour le Congrès, les arguments invoqués par les délégués du Bund pour justifier leur acte du point de vue pratique se ramènent à des appréhensions et à des soupçons non fondés portant sur la sincérité et la conséquence des convictions social-démocrates des social-démocrates russes, et représentent du point de vue théorique le résultat d'une affligeante pénétration du nationalisme dans le mouvement social-démocrate du Bund.

Le Congrès exprime le souhait et la profonde conviction de la nécessité de l'unité la plus complète et la plus étroite du mouvement ouvrier juif et du mouvement ouvrier russe en Russie, aussi bien au plan des principes qu'à celui de l'organisation, et décide de prendre toutes mesures pour que le prolétariat juif soit informé en détail de la présente résolution du Congrès et, plus généralement, de l'attitude de la social-démocratie russe à l'égard de tout mouvement national.

LES GROUPES

Le Congrès exprime son regret de constater l'existence de groupes séparés de social-démocrates, tels que « Borba », « Jizn » et « Volia » *. Leur isolement ne peut pas ne pas provoquer une désorganisation indigne du parti, d'une part, et d'autre part, un glissement regrettable des conceptions et de la tactique social-démocrates au soi-disant socialisme révolutionnaire (pour le groupe « Volia » et en partie pour le groupe « Borba » dans son programme agraire) ou au socialisme chrétien et à l'anarchisme (pour « Jizn »). Le Congrès exprime le souhait que les groupes indiqués, ainsi qu'en général tous les groupes de personnes qui se rangent au nombre des social-démocrates, entrent dans les rangs de la social-démocratie russe unie et organisée. Le Congrès charge le Comité central de réunir les informations nécessaires et de publier une décision définitive concernant la place des groupes indiqués et d'autres groupes isolés à l'intérieur du parti ou l'attitude que notre parti doit avoir à leur égard.

L'ARMÉE

Le Congrès attire l'attention de toutes les organisations du parti sur l'importance de la propagande et de l'agitation social-démocrates parmi les troupes et recommande de s'efforcer de consolider et de normaliser au plus vite les relations acquises parmi les officiers et les hommes de troupe. Le Congrès considère comme souhaitable la formation, à partir des social-démocrates servant dans l'armée, de groupes spéciaux occupant une place bien déterminée dans les comités locaux (au titre d'éléments structurels) ou dans l'organisation centrale (comme organismes créés directement par le Comité central et directement subordonnés à celui-ci).

LA PAYSANNERIE

Le Congrès attire particulièrement l'attention de tous les membres du parti sur l'importance qu'il y a à développer et à renforcer le travail parmi la paysannerie. Il est in-

* Les noms de ces groupes se traduisent en français comme suit : « La lutte », « La vie », « La liberté ». (*N.R.*)

dispensable de faire connaître à la paysannerie (et plus particulièrement au prolétariat rural) le programme social-démocrate intégral présentant le programme agraire comme les premières revendications à faire valoir dans le cadre du régime existant. Il est indispensable de faire en sorte que parmi les paysans conscients et les travailleurs intellectuels de la campagne se forment des groupes de social-démocrates solidement unis et entretenant des rapports constants avec les comités du parti. Il est indispensable de contrebattre, au sein même de la paysannerie, la propagande des socialistes-révolutionnaires, qui sèment le manque de principe et les préjugés populistes réactionnaires.

Rédigé du 5 (18) au 10 (23) août 1903.
Publié pour la première fois en 1930 dans le Recueil Lénine XV

Conforme au texte du manuscrit

9

PREMIER DISCOURS SUR LA QUESTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONGRÈS 18 (31) JUILLET

Je veux faire une remarque. On dit qu'il n'est pas juste de mettre à la première place la question du Bund, puisqu'à la première place doivent se trouver les rapports, à la seconde place le programme, et à la troisième, le Bund. Les raisons invoquées en faveur de cet ordre ne résistent pas à la critique. Elles se ramènent à la constatation que le parti dans son ensemble ne s'est pas encore mis d'accord sur un programme : il peut arriver que nous nous séparions précisément sur cette question du programme. Ces paroles m'étonnent. Certes, nous n'avons pas jusqu'à présent adopté de programme, mais l'hypothèse d'une rupture sur la question du programme est au plus haut point problématique. Dans le parti, dans celles des publications tout au moins qui ont reflété ces derniers temps le plus pleinement les opinions du parti, nous n'avons pas remarqué de tels courants. Or, la discussion en priorité de la question du Bund repose sur des motifs à la fois d'ordre formel et d'ordre moral. Formellement, nous restons sur le terrain du Manifeste de 1898, tandis que le Bund a exprimé le désir de modifier de façon radicale l'organisation de notre parti. Moralement, de nombreuses organisations ont exprimé leur désaccord avec le Bund sur cette question ; ainsi sont nées de profondes divergences, qui ont même provoqué une polémique. On ne peut, par conséquent, entreprendre un travail constructif au Congrès, sans avoir éliminé ces désaccords. En ce qui concerne les rapports des délégués, il est possible que, dans les réunions *in pleno* *, ils ne soient pas présentés du tout. C'est pourquoi je soutiens l'ordre des questions approuvé par le Comité d'organisation.

* Plénières. (*N.R.*)

10

DEUXIÈME DISCOURS SUR LA QUESTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONGRÈS 18 (31) JUILLET

Maintenant que le Congrès a résolu la question du *premier* point de notre ordre du jour, la seule question *controversée* concernant l'ordre des points suivants est celle du troisième. Ce point est ainsi libellé : « Création d'un organe central du parti ou confirmation de celui qui existe. » Certains camarades ont trouvé qu'il fallait repousser ce point plus loin, parce que premièrement, on ne peut parler d'organe central tant que les questions d'organisation du parti en général et de son centre en particulier, etc., n'ont pas été entièrement résolues, et que deuxièmement, sur le fond de la question, de nombreux comités ont déjà exprimé leur avis. Je trouve, quant à moi, que cette dernière raison n'est pas valable, car les déclarations des comités n'engagent pas le Congrès, et formellement, ils n'ont pas de voix délibératives au Congrès. L'autre objection n'est pas valable non plus, car avant de résoudre la question des détails d'organisation, des statuts du parti et autres, il est nécessaire de donner une réponse définitive à la question de l'orientation de la social-démocratie russe. C'est précisément sur cette question que nous avons été divisés si longtemps, et la seule adoption d'un programme ne peut éliminer tous les désaccords qui nous *divisent* sur ce problème : on *ne* peut y arriver *qu'en* résolvant, immédiatement après la question du programme, celle de savoir quel organe central nous devons créer, ou à quelle feuille, modifiée sur quel point, reconnaître ce titre.

Voilà pourquoi je soutiens l'ordre du jour qui a été adopté par le Comité d'organisation.

11

DISCOURS SUR LA QUESTION DE LA CONDUITE DU COMITÉ D'ORGANISATION 18 (31) JUILLET [136]

Je ne peux pas être d'accord avec le camarade Egorov. C'est lui qui a violé les statuts du Congrès, c'est lui qui contredit le point sur les mandats impératifs. Je ne mets pas en doute l'existence du Comité d'organisation, de même que je ne mets pas en doute l'existence de l'organisation de l'*Iskra*. Elle a, elle aussi, son organisation et ses statuts. Mais dès l'instant où elle a été informée des statuts du Congrès, elle a de son côté déclaré à ses délégués qu'ils avaient pleine liberté d'action au Congrès. Dans quelle situation nous, membres de la commission de vérification de la composition du Congrès, nous trouvons-nous qui avons entendu hier deux membres du Comité d'organisation, les camarades Stein et Pavlovitch, et entendons aujourd'hui une proposition entièrement nouvelle ? Il y a ici des camarades expérimentés, qui ont participé plus d'une fois à des congrès internationaux. Ces camarades pourraient tous vous raconter quelle tempête d'indignation a toujours provoqué un fait de ce genre, quand des gens disent une chose dans les commissions et une autre au congrès.

12

DISCOURS SUR LA QUESTION DE LA PARTICIPATION DES SOCIAL-DÉMOCRATES POLONAIS AU CONGRÈS 18 (31) JUILLET

Dans son rapport, la commission trouve souhaitable la présence au Congrès des camarades polonais, mais seulement avec voix consultative. A mon avis, cela est parfaitement juste, et il me semble que l'on a entièrement raison de commencer la résolution de la commission précisément par cette déclaration. La présence des Lituaniens et des Lettons serait également tout à fait souhaitable, mais malheureusement, c'est irréalisable. Les camarades polonais ont toujours eu la possibilité de communiquer leurs conditions d'unification, mais ils ne l'ont pas fait. Le Comité d'organisation a donc bien agi en se montrant réservé à leur égard. La lettre de la social-démocratie polonaise lue ici laisse toujours cette question sans éclaircissements. Pour ces raisons, je propose de faire venir les camarades polonais en qualité d'invités.

13

DISCOURS SUR LA QUESTION DE LA PLACE DU BUND DANS LE P.O.S.D.R. 20 JUILLET (2 AOÛT)

Je parlerai avant tout du discours de Hofman [137] et de son expression de « majorité compacte ». Le camarade Hofman donne à ces mots un sens péjoratif. A mon avis, nous devons être non pas honteux, mais bien fiers de ce qu'il y a au Congrès une majorité compacte. Et nous serons encore plus fiers, si tout notre parti forme une seule majorité compacte et supercompacte à 90%. (Applaudissements.) La majorité a agi avec raison en mettant à la première place la question de la situation du Bund dans le parti : les membres du Bund l'ont aussitôt montré, en apportant leurs soi-disant statuts, mais au fond en proposant une *fédération*. Dès l'instant où, dans le parti, il y a des membres qui proposent une fédération et d'autres membres qui rejettent cette fédération, on ne pouvait faire autrement que de donner la priorité à la question du Bund. On ne se fait pas aimer de force, et on ne peut pas parler des affaires intérieures du parti, sans avoir décidé fermement et une fois pour toutes si, oui ou non, nous voulons marcher ensemble.

Le fond de la question controversée n'a pas toujours été exposé avec une entière exactitude dans les discussions. L'affaire se ramène à ceci, que, de l'avis de nombreux membres du parti, la fédération est *nuisible*, la fédération contredit aux principes de la social-démocratie, dans leur application à la réalité russe présente. La fédération est

nuisible, car elle *légalise* le particularisme et le cloisonnement, elle en fait un principe, une loi. Entre nous existe réellement un isolement complet, et nous devons non pas le légaliser, non pas le couvrir d'une feuille de vigne, mais lutter contre lui, nous devons résolument reconnaître et proclamer la nécessité d'aller fermement et sans faillir vers l'unité *la plus étroite*. Voilà pourquoi dans le principe, nous rejetons la fédération *a limine* *, nous rejetons *toutes* les cloisons imposées entre nous. Même sans cela, il y aura toujours dans le parti différents groupements, des groupements de camarades ne pensant pas entièrement de la même façon sur les questions du programme, de la tactique et de l'organisation, mais que dans tout le parti il y ait *une seule* division en groupes, c'est-à-dire que tous ceux qui pensent de même s'unissent en un groupe, et non pas que d'abord, des groupes se forment séparément dans les diverses *portions* du parti, et qu'ensuite s'unissent entre eux non des groupes de différents points de vue et de différentes nuances, mais des portions du parti comportant différents groupes. Je le répète : nous n'acceptons aucune cloison *imposée*, et c'est pourquoi nous rejetons le principe même de la fédération.

J'en viens à la question de l'autonomie. Le camarade Liber a dit que la fédération, c'était le centralisme, et l'autonomie, la décentralisation. Le camarade Liber considère-t-il vraiment les membres du Congrès comme des enfants de six ans, pour leur servir de tels sophismes ? N'est-il pas évident que le centralisme exige l'*absence* de toute cloison entre le centre et les parties les plus éloignées, les plus reculées du parti ? Notre centre aura le droit absolu de toucher directement chaque membre du parti. Les membres du Bund trouveraient plutôt drôle que quelqu'un leur propose *à l'intérieur* du Bund un « centralisme » qui contraindrait le Comité central du Bund à ne prendre contact avec les groupes ou les camarades de Kovno *que* par l'intermédiaire du comité de Kovno. A propos, au sujet des comités. Le camarade Liber s'est écrié d'un ton pathétique : « A quoi bon parler de l'autonomie du Bund,

* D'emblée. (*N.R.*)

en tant qu'organisation subordonnée au seul centre ? Vous ne donneriez pas l'autonomie à un quelconque comité de Toula ? » Vous vous trompez, camarade Liber : nous donnerons sûrement et sans faute l'autonomie aussi bien à un « quelconque » comité de Toula, autonomie en ce sens qu'il sera à l'abri de l'ingérence tâtillonne du centre, tout en restant, bien entendu, tenu de se soumettre au centre. J'ai pris les mots « ingérence tâtillonne » dans le tract du Bund intitulé : « Autonomie ou fédération ? ». Le Bund a présenté cette liberté à l'égard de l'« ingérence tâtillonne » comme une *condition*, comme une *exigence* vis-à-vis du parti. La présentation d'exigences aussi ridicules suffit à montrer de quelle façon embrouillée le Bund se représente la question controversée. Le Bund pense-t-il vraiment que le parti tolérerait l'existence d'un centre qui s'ingérerait « de façon tâtillonne » dans les affaires de *quelque* groupe ou organisation du parti *que ce soit* ? Est-ce que cela ne se ramène pas précisément à cette « méfiance organisée » dont on a déjà parlé au Congrès ? Cette méfiance imprègne toutes les propositions et tous les raisonnements des membres du Bund. En effet, est-ce que par exemple, la lutte pour la *pleine* égalité en droits des nations, et même pour la *reconnaissance* de leur droit à l'autodétermination ne constitue pas une *obligation* pour tout notre parti ? Par conséquent, si l'une quelconque des portions du parti ne remplissait pas cette obligation, elle serait nécessairement passible d'une condamnation en vertu de nos principes, elle devrait nécessairement s'attirer une *mise au point* de la part des institutions centrales du parti. Et si c'était consciemment et de propos délibéré que cette obligation n'était pas remplie, malgré la pleine possibilité de le faire, cela serait une *trahison*.

Ensuite, le camarade Liber nous a demandé d'un ton pathétique : *Comment démontrer* que l'autonomie est capable de garantir au mouvement des ouvriers juifs la liberté d'action qui lui est absolument nécessaire ? Etrange question ! Comment démontrer que l'une des voies proposées est la bonne ? Il n'y a pour cela qu'un seul moyen : suivre cette voie et voir ce qu'elle vaut dans les faits. A la question du camarade Liber, je réponds : *venez avec nous*, et nous nous chargerons de vous démontrer dans les faits

que toutes les revendications légitimes d'autonomie seront entièrement satisfaites.

Les discussions sur la place du Bund me rappellent toujours les mineurs anglais. Ils sont remarquablement bien organisés, mieux que tous les autres travailleurs. Et ils veulent *pour cela* faire échouer la revendication générale de la journée de huit heures, présentée par tous les prolétaires [138]. L'idée que ces mineurs se font de l'unité du prolétariat est aussi étroite que celle de nos membres du Bund. Que le triste exemple des mineurs serve d'avertissement aux camarades du Bund !

14

DISCOURS SUR LA QUESTION DU PROGRAMME DU PARTI 22 JUILLET (4 AOÛT)

Avant tout, je dois noter la confusion extrêmement caractéristique que le camarade Liber fait entre un maréchal de la noblesse et la couche des travailleurs et des exploités. Cette confusion marque tous les débats. Les divers épisodes de notre polémique interfèrent constamment avec l'établissement des bases de principe. On ne peut nier, comme le fait le camarade Liber, la possibilité pour une *couche* quelconque de la population travailleuse et exploitée de passer en bloc du côté du prolétariat. Rappelez-vous qu'en 1852, Marx, ayant en vue les soulèvements des paysans français, écrivait dans *Le 18 Brumaire* que la paysannerie agit tantôt comme représentant du passé et tantôt comme représentant de l'avenir. On peut, disait-il, faire appel, non seulement aux préjugés des paysans, mais aussi à leur jugement [139]. Rappelez-vous en outre que Marx reconnut par la suite comme absolument juste l'affirmation des communards selon laquelle la cause de la Commune était aussi la cause de la paysannerie [140]. Je le répète, il est indubitable que, dans certaines conditions, le passage de telle ou telle couche de travailleurs du côté du prolétariat n'est nullement impossible. Toute la question est de déterminer précisément ces conditions. Et dans les mots « se placent au point de vue du prolétariat », la condition dont il s'agit est exprimée avec une parfaite précision. Ce sont ces mots qui tracent de la façon la plus nette la ligne de démarcation entre nous, social-démocrates, et tous les

courants prétendument socialistes en général, et les soi-disant socialistes-révolutionnaires en particulier.

J'en viens maintenant à ce passage litigieux de ma brochure *Que faire ?*, qui a donné lieu ici à tant d'interprétations. Il semble qu'après tous ces commentaires, la question a été suffisamment éclaircie et qu'il me reste peu de choses à ajouter. Il est évident qu'il y a eu ici confusion entre l'élaboration de principe d'une très importante question théorique (dégagement de l'idéologie) et un simple épisode de la lutte contre l'économisme. De plus, cet épisode lui-même a été rapporté de façon absolument inexacte.

Pour preuve de cette dernière affirmation, je puis invoquer en premier lieu les camarades Akimov et Martynov qui ont pris la parole ici. Ils ont montré clairement qu'en l'occurrence, c'est bien d'un épisode de la lutte contre l'économisme qu'il s'agit ici. Ils ont exprimé des opinions qui ont été déjà qualifiées (et à juste titre) d'opportunistes. Ils sont allés jusqu'à la « réfutation » de la théorie de la paupérisation, et jusqu'à la remise en cause de la dictature du prolétariat, et même jusqu'à l'« Erfüllungstheorie », selon l'expression du camarade Akimov. A la vérité, je ne sais ce que cela veut dire. Le camarade Akimov ne voulait-il pas parler plutôt de l'« Aushöhlungstheorie », de la « théorie de l'évacuation » du capitalisme, c'est-à-dire de l'un des lieux communs les plus répandus de la théorie bernsteinienne. Pour défendre les vieux fondements de l'économisme, le camarade Akimov a même avancé cette conclusion, d'une originalité extraordinaire, que dans notre programme, le mot prolétariat ne se rencontre pas une seule fois au nominatif. Tout au plus, s'est écrié le camarade Akimov, le prolétariat se trouve-t-il chez eux au génitif. Ainsi, semble-t-il, le nominatif est le cas le plus honorable, tandis qu'à cet égard, le génitif n'occupe que la deuxième place. Il ne reste qu'à faire part de ces considérations — peut-être par l'intermédiaire d'une commission spéciale — au camarade Riazanov, afin qu'il complète son premier travail scientifique, sur l'alphabet, par un second traité, sur les déclinaisons...

En ce qui concerne les références directes à ma brochure *Que faire ?*, il m'est très facile de démontrer qu'elles ont été coupées de leur contexte. On dit : Lénine affirme dans

l'absolu, sans mentionner aucune tendance opposée, que le mouvement ouvrier « *va* » toujours vers la soumission à l'idéologie bourgeoise. Vraiment ? Est-ce que je ne dis pas plutôt que le mouvement ouvrier est attiré vers l'idéologie bourgeoise *avec le concours bienveillant* des Schulze-Delitsch et *consorts* * ? Et qui est désigné ici par « consorts » ? Personne d'autre que les économistes, personne d'autre que les gens qui disaient alors, par exemple, que la démocratie bourgeoise en Russie était un fantôme. Il est facile maintenant de parler à bon compte du radicalisme et du libéralisme bourgeois, quand tout le monde en a les modèles sous les yeux. Mais en était-il ainsi auparavant ?

Lénine ne prête nullement attention au fait que les ouvriers, eux aussi, prennent part à l'élaboration de l'idéologie. Vraiment ? Ne trouve-t-on pas cent fois dans mes écrits que le plus grand défaut de notre mouvement, c'était précisément le manque d'ouvriers pleinement conscients, d'ouvriers dirigeants, d'ouvriers révolutionnaires ? N'y est-il pas dit que la formation des ouvriers révolutionnaires devait être le problème de l'heure ? N'y est-il pas montré l'importance qu'il y a à développer le mouvement syndical et à le fournir en publications appropriées ? N'y est-il pas mené une lutte acharnée contre toutes les tentatives d'abaisser le niveau des ouvriers avancés à celui des masses ou des ouvriers moyens ** ?

Je termine. Nous savons tous maintenant que les économistes ont tordu la barre dans un sens. Pour la redresser, il fallait la tordre dans l'autre sens, et c'est ce que j'ai fait. Je suis convaincu que la social-démocratie russe redressera toujours avec énergie la barre tordue par toutes les variétés d'opportunisme, et que, par suite, notre barre sera toujours la plus droite et la mieux utilisable.

---

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, p 392. (*N.R.*)
** *Ibid.*, pp. 479-486, 463-478, 494-504. (*N.R.*)

15

RAPPORT SUR LES STATUTS DU PARTI
29 JUILLET (11 AOÛT)

Lénine (rapporteur) donne des explications sur le projet de statuts proposé par lui. L'idée de base des statuts, c'est la séparation des *fonctions*. C'est pourquoi, par exemple, la division en deux centres n'obéit pas à un critère géographique (Russie et étranger), mais constitue l'aboutissement logique de la séparation des fonctions. Au Comité central appartient la fonction de direction pratique et à l'organe central celle de direction idéologique. Par ailleurs, pour unifier l'activité de ces deux centres, pour éviter que se creuse entre eux un fossé et, en partie, pour régler les conflits entre eux, il faut un Conseil, et ce Conseil ne doit nullement se réduire à une institution purement arbitrale. Les paragraphes des statuts concernant les rapports entre le Comité central et les comités locaux et délimitant la sphère de compétence du Comité central ne peuvent ni ne doivent énumérer tous les points pour lesquels le Comité central est compétent. Une telle énumération est impossible et inutile, parce que l'on ne peut songer à prévoir tous les cas possibles, et parce qu'en outre, les points non compris dans cette énumération paraîtraient échapper à la compétence du Comité central. Il est indispensable de laisser au Comité central le soin de déterminer lui-même la sphère de sa compétence, parce que n'importe quelle question locale peut concerner l'intérêt général du parti, et il est indispensable de laisser au Comité central la possibilité d'intervenir dans les affaires locales, en dépit, peut-être, des intérêts locaux, pour la sauvegarde du bien commun.

16

PREMIER DISCOURS DE LA DISCUSSION DU PROGRAMME AGRAIRE 31 JUILLET (13 AOÛT)

J'indiquerai tout d'abord un détail qui a été évoqué au cours des débats. Le camarade Egorov a regretté l'absence d'un rapport, qui eût pu faciliter grandement et orienter tous nos débats. Etant donné que c'est moi qui avais été proposé comme rapporteur, c'est sur moi en quelque sorte que retombe la responsabilité du fait qu'il n'y a pas eu de rapport. Et je dirai pour ma défense qu'un rapport, j'en ai un : c'est ma réponse au camarade X *, qui est précisément une réponse aux objections et aux malentendus les plus répandus sur notre programme agraire, et qui a été distribuée à tous les délégués au Congrès. Un rapport ne cesse pas d'être un rapport du fait qu'il est imprimé et distribué aux délégués, au lieu d'être prononcé devant eux.

J'en viens au contenu même des discours des orateurs, lesquels, malheureusement, n'ont pas prêté attention au rapport en question. Le camarade Martynov, par exemple, n'a même pas pris en considération les plus anciennes publications sur notre programme agraire, puisqu'il s'est étendu encore et encore sur la réparation d'une injustice historique, l'inutilité de revenir 40 ans en arrière, l'abolition de la féodalité des années 60 au lieu de la feodalité contemporaine, etc., etc. On est obligé de se répéter, si l'on veut répondre à ces arguments. Si nous prenions appui *seulement* sur le principe de la « réparation d'une injustice

* Voir le présent tome, pp. 458-474. (*N.R.*)

historique », nous nous guiderions uniquement sur la phrase démocratique. Mais nous nous référons aux vestiges du régime féodal qui *existent* autour de nous, à la réalité contemporaine, à ce qui, aujourd'hui, entrave et retarde la lutte libératrice du prolétariat. On nous accuse de revenir à un autre âge. C'est seulement montrer son ignorance des faits les plus connus de l'activité des social-démocrates de tous les pays. Partout et en tous lieux, ils se donnent et entreprennent d'atteindre l'objectif suivant : *achever ce que la bourgeoisie n'a pas mené à son terme*. C'est précisément ce que nous faisons. Et pour le faire, il faut nécessairement revenir au passé, et les social-démocrates de chaque pays agissent ainsi, revenant toujours à leur *propre* 1789, à leur *propre* 1848. Il en est exactement de même pour les social-démocrates russes : *ils ne peuvent pas ne pas revenir* à leur *propre* 1861, et y revenir d'autant plus énergiquement et plus fréquemment qu'est plus petite la part de transformations démocratiques réalisées par notre — passez-moi le mot — « réforme » paysanne.

En ce qui concerne le camarade Gorine, il commet lui aussi une erreur classique en oubliant la servitude féodale qui existe réellement. Le camarade Gorine déclare que « l'espoir de récupérer les *otrezki* maintient de force le petit paysan dans une idéologie antiprolétarienne ». Or, en fait, ce ne sont pas des « espoirs » d'*otrezki* mais bien les *otrezki actuels* qui maintiennent de force la servitude féodale, et pour anéantir cette servitude, cet affermage féodal, il n'y a pas d'autre issue que de transformer les prétendus fermiers en propriétaires libres.

Enfin, le camarade Egorov a posé aux auteurs du programme la question de sa signification. Ce programme, a-t-il demandé, découle-t-il de nos conceptions fondamentales sur l'évolution économique de la Russie, représente-t-il une anticipation scientifique sur le résultat possible et inévitable des transformations politiques (et en ce cas, le camarade Egorov pourrait être d'accord avec nous). Ou au contraire, notre programme se réduit pratiquement à un mot d'ordre d'action immédiate, mais alors nous ne battrons pas le record des socialistes-révolutionnaires, alors ce programme doit être considéré comme inadéquat. Je dois dire que je ne comprends pas la distinction faite par

le camarade Egorov. Si notre programme ne remplissait pas la première condition, il serait erroné, et nous ne pourrions l'adopter. Si par contre notre programme est juste, il ne peut pas ne pas fournir un mot d'ordre susceptible d'entraîner les masses. La contradiction entre les deux termes du dilemme présenté par le camarade Egorov n'est qu'apparente : elle ne peut exister dans la réalité, car une solution théorique correcte *garantit* un succès durable dans l'action parmi les masses. Or c'est un succès durable que nous voulons obtenir, et nous ne nous laissons pas troubler par les échecs temporaires.

D'une façon semblable, le camarade Liber a répété des objections depuis longtemps réfutées, s'étonnant de la « pauvreté » de notre programme et exigeant des réformes radicales dans le domaine agraire également. Le camarade Liber a oublié la différence qu'il y a entre la partie démocratique et la partie socialiste du programme : il a pris pour la « pauvreté » le fait qu'il n'y a rien de socialiste dans le programme démocratique. Il n'a pas remarqué que la partie socialiste de notre programme agraire se trouvait à un autre endroit, dans le chapitre qui concerne les ouvriers, et qui s'applique également à l'agriculture. Seuls les socialistes-révolutionnaires, avec le manque de principes qui les caractérise, peuvent confondre et confondent constamment les revendications démocratiques et les revendications socialistes, alors que le parti du prolétariat a pour devoir de les distinguer et de les séparer de la façon la plus stricte.

17

DEUXIÈME DISCOURS LORS DE LA DISCUSSION DU PROGRAMME AGRAIRE 1er (14) AOÛT

Avant de passer aux détails, je voudrais répliquer à certaines considérations d'ordre général, et avant tout à celles du camarade Martynov. Le camarade Martynov déclare que nous devons non pas lutter contre la féodalité qui a existé, mais contre celle qui existe maintenant. C'est juste, mais je rappellerai ma réponse à X. Celui-ci a cité la province de Saratov, j'ai pris les chiffres de cette même province et qu'ai-je constaté ? Que la surface des *otrezki* y est de 600 000 déciatines, c'est-à-dire les 2/5 de toute la terre qui se trouvait en possession des paysans sous le régime du servage, tandis que l'affermage y couvre 900 000 déciatines ; par conséquent, les 2/3 de la terre affermée sont constituées par des *otrezki*. Autrement dit, nous voulons accroître des 2/3 la jouissance de la terre. Autrement dit, nous ne luttons pas contre un fantôme, mais contre un mal réel. Nous en serions venus à la même chose qu'en Irlande, où il a fallu la réforme paysanne actuelle, qui transforme les fermiers en petits propriétaires. L'analogie entre l'Irlande et la Russie a déjà été indiquée dans les ouvrages économiques des populistes. Le camarade Gorine dit que la mesure que je propose n'est pas meilleure, que le mieux est de passer à l'état de fermiers libres. Mais il se trompe lorsqu'il pense que passer de l'état de fermier semi-libre à celui de fermier libre vaut mieux. Nous n'inventons pas

de forme de passage, nous proposons celle où la jouissance juridique de la terre correspond à la jouissance de fait, et nous supprimons ainsi les rapports de servitude actuels. Martynov dit que ce ne sont pas nos revendications qui sont étriquées, mais bien le principe dont elles découlent. Mais cela ressemble aux arguments que nous opposent les socialistes-révolutionnaires. A la campagne, nous poursuivons deux buts qualitativement différents : premièrement, nous voulons assurer aux rapports bourgeois la liberté de se développer, et deuxièmement, nous voulons mener la lutte du prolétariat. Notre objectif, en dépit des préjugés des socialistes-révolutionnaires, est d'indiquer aux paysans où commencent les tâches prolétariennes révolutionnaires du prolétariat paysan. C'est pourquoi les objections du camarade Kostrov sont inconsistantes. On nous dit que la paysannerie ne se contentera pas de notre programme, qu'elle ira plus loin ; mais cela, nous ne le craignons pas, nous avons notre programme socialiste, et c'est pourquoi nous ne craignons pas non plus la redistribution des terres, qui cause tant de frayeur aux camarades Makhov et Kostrov [141].

Je termine. Le camarade Egorov a traité de chimère l'espoir que nous mettons dans les paysans. Eh bien non ! Nous ne nous emballons pas, nous gardons la tête suffisamment froide, et c'est pourquoi nous disons au prolétariat paysan : « Tu luttes en ce moment de concert avec la bourgeoisie paysanne, mais tu dois être toujours prêt à lutter contre cette même bourgeoisie et cette lutte, tu la mèneras en commun avec les prolétaires industriels des villes. »

En 1852, Marx a dit que les paysans avaient non seulement des préjugés, mais aussi du jugement. En montrant maintenant à la paysannerie pauvre les causes de sa pauvreté, nous pouvons compter sur le succès. Nous croyons que, puisque la social-démocratie a engagé à présent la lutte pour les intérêts des paysans, nous pourrons à l'avenir constater que la masse des paysans est habituée à voir dans la social-démocratie un défenseur de ses intérêts.

18

TROISIÈME DISCOURS LORS DE LA DISCUSSION DU PROGRAMME AGRAIRE 1er (14) AOÛT

Le camarade Liber s'étonne vainement. Il réclame de nous une mesure unique qui n'existe pas. Une fois, il faudra en appliquer une, et une autre fois, une différente. Nous n'avons pas de schéma passe-partout. Liber note que notre revendication de la suppression de la féodalité coïncide avec les revendications des libéraux. Mais les libéraux ne disent pas comment cette revendication sera mise en pratique. Nous, par contre, nous disons qu'elle doit être mise en pratique non par la bureaucratie, mais par les classes opprimées, et c'est déjà là le chemin de la révolution. C'est cela qui nous distingue radicalement des libéraux, qui par leurs raisonnements sur les transformations et les réformes « encrassent » la conscience du peuple. Si nous avions entrepris de préciser de façon concrète toutes les revendications concernant la suppression de la féodalité, il nous aurait fallu des volumes entiers. C'est pourquoi nous indiquons seulement les formes et les aspects les plus importants de l'asservissement. Nos comités, eux, en développant le programme général dans les différentes localités, exposeront et préciseront leurs revendications particulières. La remarque de Trotski selon laquelle nous ne pouvons prendre en considération les revendications locales n'est pas juste, car la question des « *khizani* » et des paysans temporairement redevables [142] n'est pas simplement une question locale. De plus, elle est connue dans la littérature agraire.

19

QUATRIÈME DISCOURS
LORS DE LA DISCUSSION DU PROGRAMME AGRAIRE
1er (14) AOÛT

Le camarade Liber propose de supprimer le point qui concerne les *otrezki*, pour la seule raison que les comités paysans ne lui plaisent pas. C'est bizarre. Dès l'instant où nous nous sommes mis d'accord sur la question fondamentale, à savoir que les *otrezki* asservissent les paysans, la création de comités devient alors une question de détail, à cause de laquelle il serait illogique de rejeter le point tout entier. Curieuse également la question de la manière dont nous pourrons exercer une influence sur les comités paysans. J'espère que les social-démocrates pourront alors organiser des congrès avec moins de difficultés et s'y mettront d'accord sur la façon d'agir dans chaque cas particulier.

20

PREMIER DISCOURS LORS DE LA DISCUSSION SUR LES STATUTS DU PARTI 2 (15) AOÛT

Lénine défend brièvement sa formulation, soulignant en particulier qu'elle donne ce stimulant : « organisez-vous ! ». Il ne faut pas croire que les organisations du parti ne doivent comprendre que des révolutionnaires professionnels. Nous avons besoin des organisations les plus diverses, de toutes sortes, de tous rangs et de toutes nuances, depuis des organisations extrêmement étroites et conspiratives jusqu'à de très larges et de très libres *lose Organisationen* *. Le signe nécessaire d'une organisation du parti, c'est sa validation par le Comité central.

* organisations libres. (*N.R.*)

21

DEUXIÈME DISCOURS
LORS DE LA DISCUSSION SUR LES STATUTS DU PARTI
2 (15) AOÛT

Je voudrais d'abord faire deux remarques d'ordre particulier. Premièrement, à propos de l'aimable proposition (je dis cela sans ironie) d'Axelrod de « passer un marché ». J'accepterais volontiers cette invitation, car je ne considère pas du tout notre désaccord comme tellement essentiel que la vie ou la mort du parti en dépende. S'il y a un mauvais article dans les statuts, nous n'en mourrons pas, tant s'en faut ! Mais puisque nous en sommes venus à la nécessité de choisir entre *deux* formulations, il m'est impossible de renoncer à la ferme conviction que la formulation de Martov ne fait qu'*empirer* le projet initial, et que cela *peut* causer au parti, dans certaines conditions, beaucoup de mal. La deuxième remarque concerne le camarade Brucker [143]. Il est tout à fait naturel que, voulant appliquer partout le principe électif, le camarade Bruker ait adopté ma formulation, qui seule définit de façon tant soit peu précise la notion de *membre* du parti. C'est pourquoi je ne comprends pas le plaisir qu'éprouve le camarade Martov à voir le camarade Brucker d'accord avec moi. Est-ce que le camarade Martov aurait adopté comme *règle de conduite* de prendre le contrepied de ce que dit Brucker, sans examiner ses motifs et ses arguments?

En ce qui concerne le fond du problème, je dirai que le camarade Trotski n'a pas du tout compris l'idée essentielle du camarade Plékhanov et que par suite, dans ses raisonne-

ments, il est passé tout à fait à côté de la question. Il a bien parlé des intellectuels et des ouvriers, du point de vue de classe et du mouvement de masse, mais il n'a pas remarqué une question essentielle : est-ce que ma formulation restreint ou élargit la notion de membre du parti ? S'il s'était posé cette question, il se serait aisément rendu compte que ma formulation restreint cette notion, tandis que celle de Martov l'élargit, en se distinguant (selon la juste expression de Martov lui-même) par son « élasticité ». Et, dans une période de la vie du parti telle que celle que nous traversons, c'est précisément l'« élasticité » qui ouvre les portes à tous les éléments de désordre, d'hésitation et d'opportunisme. Pour réfuter cette conclusion simple et évidente, il faut démontrer que de tels éléments n'existent pas, mais cela, le camarade Trotski n'a pas pensé à le faire. Or, il est impossible de le démontrer, car chacun sait que ces éléments sont loin d'être rares, qu'ils existent aussi dans la classe ouvrière. La sauvegarde de la fermeté de la ligne et de la pureté des principes du parti devient précisément maintenant une affaire d'autant plus urgente que le parti, rétabli dans son unité, va accepter dans ses rangs une grande quantité d'éléments instables, dont le nombre s'accroîtra à mesure que se développera le parti. Le camarade Trotski a très mal compris l'idée fondamentale de mon livre *Que faire ?*, quand il a dit que le parti n'était pas une organisation de conspirateurs (beaucoup d'autres m'ont fait également cette objection). Il a oublié que dans mon livre, j'envisage toute une série de divers types d'organisations, à commencer par les plus clandestines et les plus fermées, pour finir par des organisations relativement ouvertes et « libres » (lose) *. Il a oublié que le parti doit être seulement le détachement d'avant-garde, le dirigeant de l'immense masse de la classe ouvrière, qui tout entière (ou presque tout entière) travaille « sous le contrôle et sous la direction » des organisations du parti, mais qui n'entre pas tout entière et ne doit pas entrer tout entière dans le « parti ». Voyez, en effet, à quelles conclusions arrive le camarade Trotski du fait de l'erreur qu'il a commise à la base. Il nous a dit ici que si de grandes quantités d'ouvriers étaient

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t.5, p. 470. (*N.R.*)

arrêtés et que tous déclarent ne pas appartenir au parti, notre parti aurait bonne mine ! N'est-ce pas le contraire ? N'est-ce pas le raisonnement du camarade Trotski qui a bonne mine ? Il considère comme affligeant ce qui ne peut que réjouir n'importe quel révolutionnaire tant soit peu expérimenté. Si des centaines et des milliers d'ouvriers arrêtés pour fait de grève ou de manifestation se révélaient non membres des organisations du parti, cela prouverait seulement que nos organisations sont bonnes, que nous remplissons bien notre tâche : faire travailler dans la clandestinité un cercle plus ou moins étroit de dirigeants et entraîner dans le mouvement la plus large masse possible.

La racine de l'erreur que commettent ceux qui sont pour la formulation de Martov réside en ce que non seulement ils ferment les yeux sur l'un des maux essentiels de la vie de notre parti, mais qu'ils vont jusqu'à consacrer ce mal. Ce mal c'est que, quand le mécontentement politique est général, et que nous devons militer en cachette, que la plus grande partie de notre activité est concentrée dans des cercles clandestins étroits et même dans des rendez-vous personnels, il nous est au plus haut point difficile, presque impossible, de séparer les bavards des militants. Et il est douteux qu'on puisse trouver un autre pays où le mélange de ces deux catégories soit si habituel et apporte tant de confusion et de préjudice qu'en Russie. Nous souffrons durement de ce mal, non seulement dans l'intelligentsia, mais aussi parmi la classe ouvrière, et la formulation du camarade Martov légalise ce mal. Cette formulation tend inévitablement à faire de *tout un chacun* un membre du parti ; le camarade Martov lui-même a dû le reconnaître, avec réserve : « oui, si vous voulez », a-t-il dit. Mais c'est justement ce que nous ne voulons pas ! Et c'est précisément pour cela que nous nous élevons aussi vigoureusement contre la formulation du camarade Martov. Il vaut mieux avoir dix personnes qui militent sans se dire membres du parti (et les militants authentiques ne courent pas après les titres), que de donner à un bavard le droit et la possibilité d'être membre du parti. Voilà un principe qui me semble irréfutable, et qui m'oblige à lutter contre Martov. On m'a objecté que nous ne donnons pas de droits aux membres du parti, et qu'ainsi, il ne pourra pas y avoir d'abus. Cette objection

est tout à fait inconsistante : si nous n'avons pas indiqué quels sont précisément les droits particuliers qui sont attribués aux membres du parti, remarquez que nous n'avons pas donné non plus la moindre indication concernant la limitation des droits des membres du parti. Premier point. Et deuxième point, capital — indépendamment même des droits, il ne faut pas oublier que tout membre du parti est responsable du parti et que *le parti est responsable de chacun de ses membres*. Or, dans les conditions où se déroule notre activité politique, dans l'état embryonnaire où se trouve présentement notre organisation politique, il serait franchement dangereux et nuisible d'accorder les droits de membres du parti à d'autres qu'aux membres de l'organisation, et de rendre le parti responsable de gens qui n'entrent pas dans l'organisation (et à dessein peut-être). Le camarade Martov est scandalisé à l'idée que devant les tribunaux, une personne non membre de l'organisation du parti n'aurait pas le droit, quel que soit le dévouement dont elle ait fait preuve au travail, de se déclarer membre du parti. Personnellement, cela ne me scandalise. Il serait gravement préjudiciable, par contre, que quelqu'un qui aurait devant le tribunal une attitude déplaisante se déclarât membre du parti sans appartenir à aucune de ses organisations. Il est impossible de démentir qu'une telle personne travaillait sous le contrôle et la direction d'une organisation, et si c'est impossible, c'est justement à cause de l'imprécision du terme. En fait — et en cela il ne peut y avoir aucun doute —, les mots « sous le contrôle et sous la direction » auront pour conséquence qu'*il n'y aura ni contrôle ni direction*. Jamais le Comité central ne sera en mesure d'étendre véritablement son contrôle à tous ceux qui travailleront sans faire partie de l'organisation. Notre tâche est d'assurer au Comité central un contrôle *effectif*. Notre tâche est de préserver la fermeté, la tenue et la pureté de notre parti. Nous devons nous efforcer de porter plus haut le titre et le rôle de membre du parti, plus haut, toujours plus haut, et c'est pourquoi je suis contre la formulation de Martov.

22

DISCOURS PRONONCÉ LORS DES ÉLECTIONS À LA RÉDACTION DE L'*ISKRA*
7 (20) AOÛT [144]

Camarades ! Le discours prononcé par Martov était si étrange que je me vois obligé de m'élever énergiquement contre sa façon de poser la question. Je rappelle tout d'abord que la protestation de Martov contre l'élection même de la rédaction, ainsi que son refus et celui de ses camarades de participer à la rédaction qui doit sortir des élections se trouvent en contradiction flagrante avec ce que nous avons tous dit (et Martov y compris) lorsque l'*Iskra* fut reconnue comme l'organe du parti. On nous objectait alors que cette reconnaissance n'avait pas de sens, car on ne pouvait confirmer le titre seul, sans confirmer en même temps la rédaction ; or, à ceux qui faisaient cette objection, le camarade Martov lui-même expliquait que cela était *faux*, que c'était une orientation politique déterminée que l'on ratifiait, que la composition de la rédaction *n'était* en rien *décidée d'avance*, qu'il restait encore à procéder à l'élection des rédacteurs, et que cela ferait l'objet du point 24 * de notre *Tagesordnung* **. C'est pourquoi le camarade Martov n'avait *absolument aucun droit* de parler maintenant d'une restriction à la reconnaissance de l'*Iskra*. C'est pourquoi lorsque Martov déclare que lâcher ses vieux cama-

* Au cours des travaux du Congrès, cette question est devenue le 18e point de l'ordre du jour. (*N.R.*)

** Ordre du jour. (*N.R.*)

rades de la rédaction pour faire partie des trois mettrait une tache sur toute sa réputation politique, cela témoigne simplement d'une *stupéfiante confusion des notions politiques*. Se placer à ce point de vue, c'est nier le droit du Congrès de procéder à de nouvelles élections, de modifier en quoi que ce soit la composition des équipes responsables, des organes qu'il investira de l'autorité. Quelle confusion entraîne cette façon de poser la question, on peut le voir ne serait-ce que sur l'exemple du Comité d'organisation. Nous lui avons exprimé la pleine confiance et la reconnaissance du Congrès, mais nous avons en même temps tourné en ridicule l'idée même selon laquelle le Congrès n'avait pas de droit de regard sur les relations entre membre du Comité d'organisation, nous avons en même temps rejeté la supposition que l'existence d'un Comité d'organisation à la composition bien définie nous empêcherait de procéder à une révision « inamicale » de cette composition et de choisir librement les membres du *nouveau* Comité central. Je le répète encore une fois, quand le camarade Martov soulève la question de la légitimité de l'élection d'une *partie* de l'ancienne équipe, il manifeste la plus grande confusion des notions politiques.

Je passe maintenant à la question des deux groupes de trois. Le camarade Martov a dit que tout ce projet était le fait d'une seule personne, d'un seul membre de la rédaction (à savoir moi), et que personne d'autre n'en portait la responsabilité. Je *proteste catégoriquement* contre cette affirmation et je déclare qu'elle est *radicalement fausse*. Je rappellerai au camarade Martov que, quelques semaines avant le Congrès, je lui ai déclaré sans détours, à lui et à un autre membre de la rédaction, que *j'exigerais* au Congrès que la rédaction soit *librement élue*. Si j'ai renoncé à ce plan, c'est uniquement parce que *le camarade Martov lui-même* m'a proposé à sa place le plan plus commode de l'élection *de deux groupes de trois*. J'ai noté ce plan sur un papier et je l'ai communiqué tout *d'abord* au camarade Martov lui-même, qui me l'a retourné avec des corrections ; je l'ai là, ce papier, avec les corrections de Martov à l'encre rouge. Plusieurs camarades ont vu ce projet des dizaines de fois, tous les membres de la rédaction l'ont vu aussi, et *personne* n'a *jamais* protesté contre ce projet de façon formelle. Je

dis : « de façon formelle », car une fois, si je ne me trompe, le camarade Axelrod a laissé échapper en passant que le projet ne lui convenait guère. Mais il va de soi que pour exprimer la protestation de la rédaction, il fallait autre chose qu'une remarque en passant. Ce n'est pas sans raison que la rédaction a même pris avant le Congrès la décision formelle d'inviter une *septième* personne bien définie, afin de pouvoir, dans le cas où il serait nécessaire de présenter au Congrès telle ou telle déclaration collective, prendre une décision ferme, ce que, si souvent, notre groupe de six personnes n'a pas réussi à faire. Et *tous les membres de la rédaction savent* que l'adjonction à notre groupe de six d'un septième membre permanent de la rédaction constitue déjà depuis très longtemps l'objet de nos préoccupations. De la sorte, je le répète, l'issue trouvée, c'est-à-dire l'élection de deux groupes de trois, imposait tout naturellement, et je l'ai introduite dans mon projet *au su et avec l'accord* du camarade Martov. Et le camarade Martov, avec le camarade Trotski et d'autres, ont ensuite défendu bien des fois ce système d'élection de deux groupes de trois dans toute une série de réunions privées des « iskristes ».

Si je conteste la déclaration de Martov selon laquelle le plan des deux groupes de trois émanait d'une seule personne, je ne m'en prends pas pour autant aux affirmations du même Martov sur la « signification politique » de l'initiative que nous avons prise en ne reconduisant pas l'ancienne rédaction. Au contraire, je suis totalement et sans restrictions d'accord avec le camarade Martov que cette décision a une portée politique considérable, mais pas celle que lui attribue Martov. C'est là, a-t-il dit, un épisode de la lutte pour l'influence sur le Comité central à installer en Russie. Je vais plus loin que Martov. Toute l'activité de l'*Iskra*, en tant que groupe particulier, a été jusqu'à présent une *lutte* pour l'influence, mais maintenant, il s'agit de bien plus : il s'agit de faire passer cette influence dans les *structures*, et non plus seulement de lutter pour elle. La profondeur du fossé *politique* qui nous sépare, le camarade Martov et moi, se manifeste clairement dans le fait que Martov *m'accuse* de vouloir exercer une influence sur le Comité central, alors que moi, je me *félicite* d'avoir voulu et de vouloir consacrer cette influence au moyen de l'or-

ganisation. Il s'avère donc que nous parlons même des langages différents ! A quoi bon tout le travail que nous avons fait, à quoi bon tous nos efforts, si tout cela doit avoir pour couronnement la même vieille lutte pour l'influence, et non l'acquisition et la stabilisation définitives de cette influence ? Oui, le camarade Martov a parfaitement raison : le pas accompli est incontestablement un *grand pas politique*, qui témoigne qu'entre les directions qui s'offraient à nous actuellement pour le travail futur de notre parti, nous avons choisi. Et je ne suis nullement effrayé par les discours terribles sur l'« état de siège dans le parti », sur « les lois d'exception contre certaines personnes ou certains groupes », etc. A l'égard des éléments instables et hésitants, non seulement nous pouvons, mais nous devons créer un « état de siège », et tous nos statuts, tout notre centralisme désormais approuvé par le Congrès, tout cela n'est rien d'autre qu'un « état de siège » contre les sources si nombreuses de *flottements politiques*. C'est contre ces flottements que nous avons besoin de lois adéquates, fussent-elles d'exception, et le pas accompli par le Congrès a indiqué la direction politique juste, en assignant une base solide à de *telles* lois et à de *telles* mesures.

23

DISCOURS SUR LA QUESTION DE L'ATTITUDE À L'ÉGARD DE LA JEUNESSE ÉTUDIANTE 10 (23) AOÛT

La formule « les faux amis » n'est pas employée par les seuls réactionnaires, et que ces faux amis existent, nous le voyons bien avec les libéraux et les socialistes-révolutionnaires. Ce sont précisément ces faux amis qui assurent la jeunesse qu'elle n'a pas à s'efforcer de se faire une opinion sur les différents courants. Quant à nous, nous fixons pour but principal d'élaborer une conception du monde révolutionnaire cohérente, et notre effort pratique dans l'avenir vise à ce que la jeunesse, en s'organisant, se tourne vers nos comités.

L'ÈRE DES RÉFORMES

Oui, nous traversons incontestablement une ère de réformes, si étranges que ces mots paraissent, appliqués à la Russie contemporaine. Il y a stagnation dans tous les domaines de la politique intérieure, excepté ceux qui sont liés à la lutte contre l'ennemi intérieur, et, malgré cela — ou, plus exactement, à cause de cela —, des essais constants, incessants de réformes, des tentatives de réformes dans le domaine des rapports politiques et sociaux les plus délicats, les plus contestés. Le prolétariat, qui en tant que classe s'éveille à une vie consciente, s'est déjà manifesté depuis assez longtemps comme l'ennemi véritable, l'ennemi principal, le seul ennemi irréconciliable de notre autocratie policière. Et contre un tel ennemi, qui constitue la classe d'avant-garde de la société, on ne peut lutter uniquement par la violence, cette violence fût-elle la plus impitoyable, la mieux organisée, la plus généralisée. Un tel ennemi oblige à compter avec lui et à consentir des concessions, qui ne sont jamais sincères, qui ne vont jamais jusqu'au bout, qui souvent ne sont qu'apparences trompeuses et qu'on entoure habituellement de toute une série de pièges plus ou moins soigneusement dissimulés, mais qui constituent tout de même des concessions, des réformes, qui définissent une ère. Il ne s'agit pas, naturellement, de ces réformes qui marquent une ligne descendante d'évolution politique, quand la crise a été écartée, quand la tempête est passée, et que ceux qui sont restés maîtres de la situation entreprennent la réalisation de leur programme, ou (cela arrive aussi) la réalisation du programme que leur ont légué leurs adversaires. Non, il s'agit des réformes d'une ligne ascendante, quand des masses de plus en plus larges sont entraînées dans la lutte, quand la cri-

se ne fait encore qu'approcher, quand chaque combat, en éliminant des centaines d'hommes du champ de bataille, fait lever des milliers de nouveaux combattants plus haineux, plus audacieux, plus expérimentés.

De telles réformes sont toujours un présage et un préambule de la révolution. Au nombre de ces réformes appartiennent incontestablement les dernières mesures, en partie réalisées, en partie seulement prévues par le gouvernement impérial : le projet de loi sur les sociétés d'entraide ouvrières (projet non publié par le gouvernement et connu seulement d'après les informations données par le journal bourgeois libéral *Osvobojdénié*) et les lois sur le dédommagement des ouvriers victimes d'accidents et sur les mandataires d'usines. Nous allons maintenant nous arrêter plus en détails sur cette dernière loi.

La nouvelle loi, au fond, vise à accorder à certaines conditions aux ouvriers le droit d'être représentés dans leurs rapports avec les entrepreneurs, le droit d'avoir une certaine organisation embryonnaire. Ces droits sont enrobés d'une incroyable quantité d'autorisations, de limitations et de restrictions policières. Nous allons le voir, en effet. Avant tout, il faut prendre en considération que, selon la nouvelle loi, le droit de représentation des ouvriers est soumis à l'accord et à l'initiative des directions d'usines et à l'autorisation des administrations qui ont à connaître des questions concernant l'industrie et les mines. Les patrons d'usines *peuvent* accorder aux ouvriers le droit d'être représentés, mais ils n'y sont en aucune façon obligés par la loi, et d'ailleurs, l'administration peut refuser la représentation même si elle est demandée par le fabricant, et elle peut motiver son refus comme elle veut, et même ne pas le motiver du tout. Ainsi, dès le départ, la représentation *des ouvriers* est remise entièrement et absolument, sans appel, à la discrétion *des patrons et de la police*. Quand la représentation ouvrière semble aux patrons et à la police opportune et souhaitable, ils peuvent l'organiser (sur des bases extrêmement étroites) : tel est le sens de cette réforme. En ce qui concerne les entreprises d'Etat, soit dit entre parenthèses, la loi ne dit pas un mot de la représentation : dans les entreprises privées, les représentants des ouvriers *peuvent* devenir entre les mains de la police

de nouveaux agents, de nouveaux concierges de l'usine, tandis que dans les entreprises d'Etat, il y aura toujours assez d'agents et de concierges ! Dans ce domaine, la police ne réclame pas de réformes, donc, les réformes ne sont pas ici nécessaires.

De plus, on a donné à la représentation même des ouvriers une forme odieusement caricaturale. Les ouvriers sont divisés, morcelés en *catégories* ; les règles selon lesquelles est effectuée cette division en catégories sont ratifiées par le *gouverneur*, de même qu'en général *toutes les règles* qui se rapportent à l'organisation de la représentation prévue par la nouvelle loi. Les fabricants et la police pourront délimiter ces catégories, et il est évident qu'ils le feront de façon à entraver par tous les moyens possibles la solidarité et l'unité des ouvriers, de façon à provoquer et à allumer la discorde non seulement entre les professions, entre les corporations, mais aussi entre les ouvriers de nationalités, de sexes, d'âges, de valeur professionnelle, de niveaux de salaires différentes, etc., etc. La représentation des ouvriers peut être et est utile aux ouvriers uniquement si les ouvriers se soudent en un seul bloc, car pour les esclaves salariés de notre monde civilisé, qui sont abrutis, opprimés, écrasés par le travail, la seule source de force est dans l'unité, l'organisation, la solidarité. L'autocratie tsariste veut donner aux ouvriers une représentation *telle* et dans des conditions *telles*, qu'elle puisse de toutes les façons *désunir* les ouvriers et par là même les priver de toute force.

Les catégories constituées par la police devront élire, sur la base de règlements policiers détaillés, des *candidats* mandataires et en élire autant que l'aura décidé la police. La direction de l'usine ratifiera à son gré l'un de ces candidats, et le gouverneur aura toujours le droit de révoquer un mandataire qui n'aura pas, comme le dit la loi, « rempli les devoirs de sa charge ».

Mais tout ceci est cousu de fil blanc. La « charge » de mandataire consiste donc, de toute évidence, à être utile à la police, à lui rendre service. La loi n'en dit rien, car on ne parle pas de telles conditions : on les *aménage discrètement*. Elles ne sont pas difficiles à aménager, puisque le chef de la police locale, le gouverneur, reçoit le droit

de renvoyer à sa guise le mandataire qui ne lui convient pas. Encore une fois : ne serait-il pas plus exact de nommer un tel mandataire concierge d'usine ? La police peut décider de faire élire un très grand nombre de candidats, dont l'un seulement sera confirmé, par exemple dix ou cinq candidats pour chaque catégorie, disons, de cent ou de cinquante personnes. Ne pourrait-elle même parfois transformer cette liste de candidats élus en une liste de personnes passibles d'une surveillance spéciale, voire même passibles d'arrestation ? Auparavant, seuls les mouchards établissaient ces listes, tandis que maintenant, il *peut se faire* que ce soit parfois les ouvriers eux-mêmes qui les établissent. Il n'y aura rien par contre dans les listes de candidats qui puisse présenter un danger ou même une gêne pour la police, car on ratifiera toujours le plus mauvais des candidats, ou bien l'on ne ratifiera personne et l'on exigera de nouvelles élections.

Dans son effort pour faire des mandataires d'usines des gens remplissant « les devoirs de leur charge » policière, la nouvelle loi (comme du reste la majorité des lois russes) fait même du zèle. Les candidats doivent avoir au minimum 25 ans. Le projet initial prévoyait un âge limite de 21 ans, mais les hautes sphères gouvernementales, conscientes des intérêts suprêmes de l'État, ont jugé plus prudent et plus sage d'élever cette limite de quatre ans, de façon à éliminer d'avance « l'élément le plus agité de la population ouvrière », que constituent, « d'après les chiffres du département de la police, les personnes dont l'âge va de 17 à 20 ans » (cité de l'exposé des motifs du ministère des Finances, publié partiellement dans le *Vestnik Finansov*, et *in extenso* dans l'*Osvobojdénié*). Et ce n'est pas tout. La direction d'usine et la police peuvent dans chaque cas particulier, c'est-à-dire dans chaque établissement particulier, réclamer, premièrement, un âge limite plus élevé, et deuxièmement, une certaine ancienneté de l'ouvrier dans l'entreprise. Il est possible, par exemple, que soient requis un âge supérieur à 40 ans et au moins 15 ans de service dans l'usine pour que quelqu'un ait le droit d'être élu comme candidat au poste de mandataire ! Mais, semble-t-il, les rédacteurs de la loi, qui prennent un soin aussi jaloux des intérêts de la police, n'ont pas pensé à une chose :

dans de telles conditions, se trouvera-t-il des ouvriers disposés à accepter ce « poste » de mandataire ? En effet, le mandataire est presque aussi soumis à l'arbitraire de la police qu'un vulgaire surveillant de hameau. En effet, le mandataire peut être transformé en simple intermédiaire, transmettant aux ouvriers les dispositions et les éclaircissements de la direction de l'usine. En effet, sans aucun doute, on exigera des mandataires de faire purement et simplement office de mouchards, de mettre les autorités au courant des réunions de catégories qu'ils auront convoquées et dont ils ont à surveiller le déroulement. Et cependant, la loi, qui prévoit des règles permettant de dispenser le mandataire de travailler pour qu'il puisse remplir ses obligations, passe modestement sous silence la question de savoir si les mandataires toucheront une indemnité et qui la leur paiera. Les rédacteurs de la loi pensent-ils vraiment que les mandataires dispensés de travail ne réclameront pas le paiement par l'usine de ces « loisirs » ? Accepteront-ils, en accord avec la volonté des entrepreneurs et des gouverneurs, de servir comme mandataires uniquement pour les beaux yeux de ces fidèles amis du peuple ouvrier ?

La volonté de transformer les mandataires en concierges de l'usine ressort particulièrement du troisième alinéa de la nouvelle loi : les mandataires ne sont habilités à transmettre les doléances des catégories qu'en ce qui concerne l'*exécution* des conditions d'embauche. Quant à leur *modification*, les mandataires *n'ont même pas le droit d'en parler* ! Il n'y a pas à dire, ce sont là de beaux « porte-parole » des ouvriers. Et comme cette décision est absurde, du point de vue des législateurs eux-mêmes, qui voulaient faciliter « l'expression des désirs et des besoins véritables des ouvriers », « particulièrement à une époque où se manifestent déjà du mécontentement et de l'agitation ». Dans neuf cas sur dix l'agitation découle précisément de la revendication d'une *modification* des conditions d'embauche, et exclure cette question de la compétence du mandataire, c'est ramener pratiquement son rôle à zéro. Les rédacteurs de la loi se sont empêtrés dans l'une des innombrables contradictions de l'autocratie, parce que donner le droit à des délégués ouvriers (à des délégués véritables, et non à des délégués autorisés par la police) de réclamer la modifica-

tion des conditions d'embauche, ce serait accorder la liberté de parole et l'inviolabilité de la personne.

Il ne peut absolument pas être question de reconnaître les mandataires d'usine comme de véritables délégués ouvriers. Un délégué doit être élu uniquement par les ouvriers, sans aucune ratification de la police. Un délégué doit être remplacé dès l'instant où les ouvriers qui l'avaient élu ont voté la défiance à son égard. Un délégué doit présenter un rapport aux réunions d'ouvriers dès que ceux-ci le demandent. Or d'après notre loi, il *appartient* au seul mandataire de réunir les ouvriers de la catégorie qui l'a élu, et ceci au lieu et à l'heure indiqués par la direction de l'entreprise. Autrement dit, le mandataire peut ne pas faire de réunion, et la direction de l'entreprise peut n'accorder ni de lieu ni d'heure. Il serait peut être plus juste, au fond, de ne pas parler du tout de représentation ouvrière, plutôt que de mettre l'eau à la bouche des ouvriers pour ne leur accorder qu'une représentation tenue en laisse.

Les réunions d'ouvriers font une telle peur (et à bon droit) au gouvernement autocratique qu'il interdit absolument les réunions communes des différentes catégories. « Pour la discussion des questions qui intéressent plusieurs catégories, déclare la nouvelle loi, seuls se réuniront les mandataires de ces catégories. » Pour les capitalistes et pour le gouvernement policier qui les défend, ce serait évidemment très commode : constituer des catégories peu nombreuses de contremaîtres, d'employés et d'ouvriers hautement rémunérés, des catégories nombreuses de simples ouvriers et de manœuvres, et n'admettre que les réunions des mandataires de ces différentes catégories. Mais pour faire ce calcul, on a compté *sans le maître* : le prolétariat conscient est le maître de son destin, et il repoussera avec mépris les misérables cages policières dans lesquelles on veut le fourrer. Les ouvriers se réuniront pour discuter ensemble de leurs affaires, et ils organiseront des réunions secrètes de leurs mandataires véritables, les social-démocrates, envers et contre toute interdiction.

Mais si cette pitoyable réforme imprègne à tel point les embryons de représentation ouvrière d'un relent d'espionnage policier, ne convient-il pas que les ouvriers conscients se tiennent résolument à l'écart de toute participa-

tion aux élections des mandataires d'usines ou aux réunions des « catégories » ? Eh bien, nous pensons que non. Se tenir à l'écart de toute participation active à la vie politique actuelle, si ignoble qu'elle soit, ce n'est pas la tactique des social-démocrates, mais celle des anarchistes. Nous saurons, nous devrons savoir développer une large lutte ouvrière contre chacune des infâmes chicanes de la nouvelle loi, contre chacun des pièges policiers qu'elle permet de tendre, et cette lutte éveillera les ouvriers les plus attardés, développera la conscience politique de tous ceux qui prennent part à la « représentation » ouvrière gendarmo-mouchardo-policière en Russie. Les réunions zoubatoviennes corrompaient encore bien plus et beaucoup plus directement les ouvriers, que ne le feront des mandataires à la dévotion de l'administration, et pourtant nous avons envoyé à ces réunions des ouvriers conscients, pour s'instruire et instruire les autres, et pourtant toute cette épopée zoubatovienne s'est terminée par une faillite piteuse, après avoir profité beaucoup plus aux social-démocrates qu'à l'autocratie : les événements d'Odessa [146] n'ont pas laissé l'ombre d'un doute à ce sujet.

Le gouvernement autocratique commence à parler des réunions d'ouvriers. Profitons-en pour mener la plus large propagande et la plus large agitation autour des revendications social-démocrates sur la liberté complète de réunion. Le gouvernement autocratique commence à parler d'élections ; profitons-en pour faire connaître aux masses ouvrières la signification des élections, les divers systèmes électoraux, les divers subterfuges qu'emploie la police lors des élections. Et que cette connaissance ne soit pas acquise seulement par les livres et les causeries, mais aussi par la pratique : par l'exemple des élections russes sauce policière et en participant à ces élections *, les ouvriers conscients prépareront des masses toujours plus larges à mener l'agitation électorale, à tenir des réunions, à défendre leurs revendications à la fois dans les réunions et devant les mandataires, à organiser une surveillance constante de l'activité de ces derniers. Le gouvernement autocratique par-

* Bien entendu, il ne faut en aucun cas élire des ouvriers organisés comme mandataires ; il faut présenter des candidats convenables issus de la masse inorganisée.

le de représentation ouvrière. Profitons-en pour inculquer à tous une notion juste de la représentation. Les ouvriers ne peuvent être représentés que par une *union ouvrière* libre, englobant de nombreuses usines et de nombreuses villes. La représentation d'usine, c'est-à-dire la représentation des ouvriers dans chaque entreprise prise à part, ne peut satisfaire les ouvriers même en Occident, même dans les Etats libres. En Allemagne, par exemple, les chefs du Parti ouvrier social-démocrate se sont élevés plus d'une fois contre la représentation par usine. Et cela est compréhensible, car le joug du capital est trop fort, et le droit de licencier des ouvriers — ce droit sacro-saint du contrat capitaliste libre — rendra *toujours* impuissante la représentation des ouvriers dans chaque usine particulière. Seule une union ouvrière rassemblant les ouvriers de nombreuses usines et de nombreuses localités, pourra supprimer la dépendance des représentants ouvriers à l'égard du fabricant. Seule une union ouvrière aura à sa disposition tous les moyens de lutte qui sont possibles dans la société capitaliste. Or, des unions ouvrières libres ne sont concevables que dans la *liberté politique*, assurant l'inviolabilité de la personne, la liberté de réunion, la liberté d'élire des députés à une assemblée nationale.

Sans liberté politique, toutes les formes de représentation ouvrière resteront un misérable mensonge, le prolétariat demeurera comme par le passé en prison, sans la lumière, l'air et l'espace qui lui sont nécessaires pour lutter pour sa libération complète. Dans cette prison, le gouvernement perce maintenant, au lieu d'une fenêtre, une minuscule chatière, arrangée d'ailleurs de manière à profiter davantage aux gendarmes et aux mouchards qui gardent le prisonnier qu'au prisonnier lui-même. Et c'est cette réforme que les bourreaux du peuple russe veulent faire passer pour un bienfait du gouvernement tsariste ! Mais à l'aide de cette chatière, la classe ouvrière russe aspirera de nouvelles forces pour la lutte, elle ne laissera pas pierre sur pierre de la maudite prison et conquerra une libre représentation de classe dans un Etat bourgeois démocratique.

L'« Iskra » n° 46, 15 août 1903

Conforme au texte du journal

LE DERNIER MOT DU NATIONALISME DU BUND

Le Comité du Bund à l'étranger vient de faire paraître en tract le rapport sur le cinquième Congrès du Bund. Le Congrès a eu lieu en juin (ancien calendrier). Parmi ses résolutions, la première place est occupée par le « projet de statuts », qui définit la place du Bund dans le parti. Ce projet est extrêmement instructif, et du point de vue de la précision et de la « vigueur », il ne laisse rien à désirer. A proprement parler, le premier paragraphe est déjà tellement clair que les autres apparaissent soit comme un simple commentaire soit même comme un remplissage tout à fait inutile. « Le Bund — déclare le Ier paragraphe — est une fraction *fédérée* (souligné par nous) du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. » La fédération, cela suppose un *pacte* entre des ensembles distincts, entièrement indépendants, qui ne déterminent leurs relations que par accord réciproque librement consenti. C'est pourquoi il n'est pas étonnant que le « projet de statuts » parle à plusieurs reprises de « *parties contractantes* » (par. 3, 8, 12). Il n'est pas étonnant que, sur la base de ce projet, on ne reconnaisse pas au *congrès du parti* le droit de modifier, de compléter ou de supprimer des *statuts* qui concernent une *fraction* du parti. Il n'est pas étonnant que le Bund se réserve une « représentation » au Comité central du parti, et ne permette à ce même Comité central du parti de s'adresser au prolétariat juif et de prendre contact avec les différentes parties du Bund « *qu'avec l'accord du Comité central du Bund* ». Tout

cela découle logiquement et inévitablement de la notion de « fédération », de la notion de « partie contractante », et, si le cinquième Congrès du Bund s'était contenté de proclamer le Bund parti social-démocrate national (ou peut-être nationaliste social-démocrate ?) distinct, il se serait épargné (à soi et aux autres) beaucoup de temps, beaucoup de peine et beaucoup de papier. D'une part, il aurait été clair tout de suite et sans discours superflus, qu'un parti distinct, indépendant, ne peut déterminer ses relations avec les autres partis qu'en tant que « partie contractante », et seulement sur les bases d'un « accord réciproque ». Il aurait été inutile d'énumérer tous les cas particuliers où un tel accord est nécessaire (il est d'ailleurs impossible, par la force des choses, d'énumérer *tous* ces cas ; quant à donner, comme le fait le Bund, une énumération incomplète, c'est ouvrir la porte à une foule de malentendus). Il aurait été inutile de faire violence à la logique et à l'honnêteté, en nommant accord de deux unités indépendantes les statuts définissant la place d'une fraction du parti. Cette appellation d'apparence décente et correcte (« statuts définissant la place du Bund dans le parti ») est d'autant plus trompeuse sur le fond, que le parti n'a pas encore réellement rétabli sa complète unité d'organisation, et que le Bund agit comme une fraction qui a déjà trouvé sa cohésion et qui veut utiliser les faiblesses de l'organisation commune dans le but de se détacher encore plus de l'ensemble, *dans le but d'essayer de briser pour toujours cet ensemble en petites fractions.*

D'autre part, poser franchement la question aurait évité aux auteurs du fameux projet de statuts l'obligation de rédiger des paragraphes prévoyant les droits que possède *toute* portion organisée du parti, toute organisation territoriale, tout comité, tout groupe, par exemple le droit de décider, en s'inspirant du programme du parti, des questions générales pour lesquelles les congrès du parti n'ont pas donné de résolutions. Inclure de tels articles dans les statuts est tout bonnement ridicule.

Passons maintenant à l'examen sur le fond de la position prise par le Bund. Une fois engagé sur la pente glissante du nationalisme, le Bund devait naturellement et nécessairement (s'il ne voulait pas renoncer à son erreur fonda-

mentale) en arriver à la formation d'un parti juif distinct. C'est à cela que touche de très près le par. 2 des statuts, en accordant au Bund le *monopole* de la représentation du prolétariat juif. Le Bund entre dans le parti, déclare ce paragraphe, en qualité de son (du prolétariat juif) *seul* (souligné par nous) représentant. L'activité du Bund et l'organisation du Bund ne doivent être limitées par aucun cadre territorial. Ainsi, la séparation complète et la délimitation du prolétariat juif et du prolétariat non juif de Russie non seulement sont menées ici *jusqu'à leur terme*, de façon parfaitement conséquente, mais elles sont confirmées, peut-on dire, par un contrat notarié, par des « statuts », par une loi « fondamentale » (voir par. 12 du projet). Des cas aussi « révoltants » que l'audacieuse adresse du comité de Iékatérinoslav du parti aux ouvriers juifs, à l'insu du Bund (qui n'avait alors aucune organisation particulière à Iékatérinoslav !), doivent désormais, selon le nouveau projet, devenir impossibles. Si petit que soit, dans une localité donnée, le nombre d'ouvriers juifs, si éloignée que soit cette localité des centres de l'organisation du Bund, aucune portion du parti, ni même le Comité central du parti ne pourra s'adresser au prolétariat juif sans l'accord du Comité central du Bund ! On a peine à croire qu'une telle proposition ait pu être faite, tant est monstrueuse cette revendication de monopole, particulièrement dans les conditions que nous connaissons en Russie, mais les par. 2 et 8 (note) du projet de statuts ne laissent place à aucun doute. Le désir du Bund de s'éloigner encore plus des camarades russes, inscrit en filigrane dans chaque paragraphe du projet, est exprimé aussi dans les autres résolutions du Congrès. Le cinquième Congrès a décidé par exemple de publier une fois par mois des *Poslédnié Izvestia* (édités par le Comité du Bund à l'étranger) « sous forme d'un journal dans lequel seraient expliquées la position de programme et la position tactique du Bund ». C'est avec impatience et intérêt que nous attendrons cette explication. Le Congrès a *abrogé* la résolution du quatrième Congrès sur le travail dans le Sud. Comme on le sait, le quatrième Congrès du Bund avait décidé, dans les villes du Sud où les organisations juives font partie organiquement des comités du parti, de « *ne pas créer de comités distincts du Bund* » (souligné

par le Bund). L'abrogation de cette décision est un pas énorme vers la séparation, c'est un défi direct aux camarades du Sud qui travaillaient et voulaient travailler parmi le prolétariat juif tout en restant en liaison indissoluble avec *l'ensemble* du prolétariat local. « Qui a dit A doit dire B » ; qui a adopté le point de vue du nationalisme doit naturellement arriver jusqu'au désir d'entourer d'une muraille de Chine sa nationalité, son mouvement ouvrier national, et il n'est même pas troublé par le fait qu'il faudra construire des murailles particulières dans chaque ville, dans chaque bourg, dans chaque village, il n'est même pas troublé par le fait que, par sa tactique de division et de séparation, *il ramène à rien* le grand précepte de rapprochement et d'union des prolétaires de toutes les nations, de toutes les races, de toutes les langues. Et quelle amère plaisanterie apparaît après cela la résolution du même cinquième Congrès du Bund sur les pogromes, dans laquelle est exprimée la « conviction que *seule une lutte commune* (souligné par nous) des prolétaires de toutes les nationalités extirpera les conditions qui suscitent des événements du genre de ceux de Kichinev [146]. Quelle fausseté apparaît dans ces paroles sur la lutte commune, quand on nous présente en même temps des « statuts » qui non seulement *éloignent* les uns des autres ceux qui mènent cette lutte commune, mais encore traduisent dans les structures cet éloignement et cette séparation ! Comme on voudrait donner aux nationalistes du Bund ce conseil : mettez-vous à l'école de ces ouvriers d'Odessa qui ont fait grève ensemble, qui se sont réunis ensemble, qui ont manifesté ensemble, sans avoir demandé au préalable (quelle impertinence !) l'« accord » du Comité central du Bund pour s'adresser à la nation juive, qui ont rassuré les commerçants en disant (voir le n° 45 de l'*Iskra*) : « n'ayez pas peur, n'ayez pas peur, on n'est pas ici à Kichinev, c'est tout autre chose que nous voulons, il n'y a parmi nous ni youpins ni russes, nous sommes *tous des ouvriers*, la vie est aussi dure pour nous tous ». Que les camarades du Bund réfléchissent à ces paroles, s'il n'est pas trop tard, et qu'ils méditent un peu sérieusement à la voie qu'ils suivent !

L'« Iskra » n° 46, 15 août 1903

Conforme au texte du journal

LES CONTRADICTIONS ET LES ZIGZAGS DE MARTOV

I. A vitupéré les hésitations et les écarts du Comité d'organisation, son *pseudo*-iskrisme, puis a proposé des hésitants et des *pseudo*-iskristes au Comité central.

2. A toujours défendu les idées d'organisation de l'*Iskra* (*Que faire ?*), puis a fait adopter le premier point jauressiste des statuts.

3. Etait d'accord pour le remplacement de la rédaction par le groupe de trois, puis a lutté au Congrès pour le groupe de six *quand même* *.

4. A lutté contre le prétendu « démocratisme », puis a défendu la « liberté » lors de la cooptation dans les organismes centraux.

Rédigé fin août 1903. Publié pour la première fois en 1927 dans le Recueil Lénine VI

Conforme au texte du manuscrit

* En français dans le texte. (*N.R.*)

NOTES

1. Le programme du parti adopté au IIe Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (P.O.S.D.R.) en 1903 a été élaboré à la fin de 1901 et au cours de la première moitié de 1902 par la rédaction du journal de Lénine, l'*Iskra*. Lénine a joué un rôle décisif dans cette élaboration du programme du parti.

Le premier projet de programme et ses commentaires ont été rédigés par Lénine en 1895-1896 en prison (voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 2, pp. 89-117). Fin 1899, au cours de sa déportation en Sibérie, Lénine prépara un nouveau projet (voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 4, pp. 233-261).

En entamant la publication de l'*Iskra*, Lénine lui assigna comme mission capitale de lutter pour la réalisation et la consolidation de l'unité idéologique de la social-démocratie russe, la consécration de cette unité dans un programme de parti : « La discussion des questions de théorie et de politique, écrivait-il, sera rattachée à l'élaboration du programme du parti... » (Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 4, p. 335).

La question de la mise au point d'un programme se posa avec une acuité particulière au cours de l'été 1901 : « On nous écrit de Russie que les bruits au sujet du congrès ont pris de l'importance, écrit V. Lénine à P. Axelrod le 9 juillet 1901. Cela nous oblige à songer encore et encore au programme. Il est *absolument* indispensable de publier un projet de programme ; cela aurait une portée immense. » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 36, pp. 74-75.) Sur proposition de Lénine, Plékhanov rédigea le projet initial de la partie théorique du programme.

A la réunion de la rédaction de l'*Iskra* à Munich en janvier 1902, Lénine soumit le projet de Plékhanov à une rude critique ; il y fit plus d'une trentaine de remarques mettant en évidence diverses erreurs d'ordre théorique (voir le présent tome, pp. 11-19). Sous l'influence des critiques de Lénine et des autres membres de la rédaction, Plékhanov remania les deux premiers paragraphes de son projet, mais il ne tint pas compte de la majorité des autres remarques et propositions. La discussion du projet de Plékhanov fit éclater de profondes divergences au sein de la rédaction de l'*Iskra* ; l'une des plus importantes fut provoquée par la proposition faite par Lénine de constater dès le début

du programme que le capitalisme se développait en Russie ; Lénine notait après la réunion : « Laissée en suspens (3 pour et 3 contre) la question de savoir s'il faut commencer par une constatation sur la Russie » (Recueil Lénine II, 1924, p. 15).

Définitivement persuadé que le projet de la partie théorique dû à Plékhanov ne pouvait convenir, Lénine entreprit de rédiger son propre projet. Le texte initial (désigné dans la correspondance des membres de la rédaction de l'*Iskra* comme projet de Frey) en fut écrit vers le 25 janvier (7 février) 1902 ; Lénine mit définitivement au point son projet avant le 18 février (3 mars) 1902 (voir le présent tome, pp. 20-27 et 28). Plékhanov continuait de son côté à travailler à son second projet de programme. Ce projet fut à son tour soumis par Lénine à une analyse critique approfondie (voir le présent tome, pp. 31-52 et 53-55). La rédaction nomma une commission dite de conciliation chargée d'harmoniser des projets de Lénine et de Plékhanov et d'en dégager un texte unique.

La commission prit pour base de son travail le texte de Plékhanov. Mais, grâce à l'insistance de Lénine, elle y inclut plusieurs propositions importantes : la thèse sur l'élimination de la petite production par la grande remplaça la formule vague de Plékhanov ; le caractère purement prolétarien du parti fut mieux souligné que dans le projet de Plékhanov ; la mention de la dictature du prolétariat, condition fondamentale de la révolution socialiste, devint la clé de voûte du programme. Lénine prit connaissance du projet de la commission le 12 avril 1902, alors qu'il se rendait de Munich à Londres, et il écrivit en cours de route les remarques qu'il lui suggérait (voir le présent tome, pp. 55-67).

Au cours d'une réunion tenue à Zürich, le 14 avril 1902, et à laquelle Lénine n'assistait pas, la rédaction adopta son projet définitif : sa partie théorique (texte de la commission) et sa partie pratique (mise au point avec tous les membres de la rédaction de l'*Iskra* dès le début de mars 1902). Une grande partie des remarques, des corrections et des additions proposées par Lénine fut entérinée par les rédacteurs du projet lors de sa discussion à la réunion de Zürich.

Le projet de programme du Parti social-démocrate ouvrier de Russie, élaboré par la rédaction de l'*Iskra* et de la *Zarïa* fut publié dans le n° 21 du 1er juin 1902, de l'*Iskra*, et adopté, avec des amendements de détail, par le IIe Congrès du parti, qui tint ses travaux du 17 juillet au 10 août (30 juillet-23 août) 1903.

Ce programme demeura en vigueur jusqu'en 1919, quand au VIIIe Congrès du P.C.(b)R. fut adopté un nouveau programme. Sur la proposition de Lénine, la partie théorique du programme du P.O.S.D.R., qui énonçait les lois fondamentales du développement du capitalisme, fut incluse dans le nouveau programme du parti. — P. 9.

2. *Le programme d'Erfurt* de la social-démocratie allemande fut adopté au Congrès d'Erfurt en octobre 1891. Il représentait un progrès certain par rapport au programme de Gotha de 1875 ; il prenait comme fondement l'affirmation marxiste de la nécessaire disparition du mode de production capitaliste, qui serait remplacé par le mode de production socialiste. Il soulignait la nécessité, pour la classe ouvrière, de mener une lutte politique, le rôle de direction joué par le parti dans cette lutte, etc. ; mais il contenait encore d'importantes concessions à l'opportunisme. Engels présenta une critique développée du projet de programme d'Erfurt (« Critique du projet de programme social-démocrate de 1891 ») ; c'était au fond une critique de l'opportunisme de toute la IIe Internationale, les partis y adhérant considérant le texte d'Erfurt comme un modèle. Cependant, la direction de la social-démocratie allemande cacha aux militants de base les critiques d'Engels, dont les principales remarques ne furent pas prises en considération lors de la mise au point du texte définitif du programme. Lénine et Plékhanov considéraient que le principal défaut du programme d'Erfurt, sa plus lâche concession à l'opportunisme, était le silence qu'il gardait sur la dictature du prolétariat. — P. 13.

3. *Frey*, pseudonyme de Lénine. — P. 20

4. *La caution solidaire* contraignait les paysans à assumer collectivement la responsabilité du payement de ses impôts et de l'exécution de ses diverses obligations par leur communauté rurale (contributions, indemnités de rachat, levée de recrues, etc.). Cette forme d'asservissement des paysans, maintenue du temps du servage, ne fut abolie qu'en 1906. — P. 26

5. Il s'agit du passage suivant du *Manifeste du Parti communiste* : « La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, bien qu'elle ne soit pas, quant au fond, une lutte nationale, en revêt cependant tout d'abord la forme. Il va sans dire que le prolétariat de chaque pays doit en finir, avant tout, avec sa propre bourgeoisie. » (K. Marx, F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou 1964, t. I, p. 33.) — P. 32.

6. Voir F. Engels, *Critique du projet de programme social-démocrate de 1891* ». — P. 32.

7. « *Rousskié Viédomosti* » [Les Nouvelles de Russie], journal publié à Moscou à partir de 1863, reflétait les vues des intellectuels libéraux modérés, défendait la nécessité de réformes visant à faire de la Russie une monarchie constitutionnelle ; en 1880-1890, y collaborèrent les écrivains du camp démocrate (Saltykov-Chtchédrine, Ouspenski, Korolenko et autres), y parurent les œuvres de populistes libéraux. A partir de 1905, le journal joua le rôle d'organe de l'aile droite du Parti bourgeois des

cadets. Lénine nota que les *Rousskié Vièdomosti* réalisaient une synthèse originale du « cadétisme de droite avec une apparence de populisme » (Œuvres, 4e éd. russe, t. 19, « Confidences d'un libéral »). En 1918, les *Rousskié Vièdomosti* furent interdites, comme les autres journaux contre-révolutionnaires. — P. 38.

8. Il s'agit des « Statuts Provisoires de l'Association Internationale des Travailleurs », rédigés par Karl Marx et adoptés à une réunion du Conseil central de la Ire Internationale, le 1er novembre 1864, et des « Statuts Généraux de l'Association Internationale des travailleurs », adoptés en septembre 1871 par la conférence de Londres de la Ire Internationale, et qui reprenaient pour l'essentiel les « Statuts Provisoires » (voir K. Marx, F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou, 1964, t. I, pp. 403-406). — P. 44.

9. Lénine appelait « Gironde socialiste » le courant opportuniste de la social-démocratie ; il appelait « Jacobins prolétariens » ou « Montagne » les social-démocrates révolutionnaires. Après la scission du P.O.S.D.R. en bolcheviks et mencheviks, Lénine souligna souvent que les mencheviks représentaient le courant girondin du mouvement ouvrier. — P. 44.

10. Voir K. Marx, F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou 1964, t. I, p. 32. — P. 45

11. Dans son article « La question paysanne en France et en Allemagne », Engels soumit à une critique sévère le programme agraire du Parti ouvrier français adopté à son congrès de Marseille de 1892 et complété au congrès de Nantes en 1894. (Voir K. Marx, F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou 1965, t. II, pp. 461-483.). — P. 46

12. Voir F. Engels « Critique du projet de programme social-démocrate de 1891 ». — P. 47.

13. « *Die Neue Zeit* » (Temps Nouveau), revue théorique de la social-démocratie allemande, parut à Stuttgart de 1883 à 1923, sous la rédaction de Kautsky jusqu'en octobre 1917, puis de Kunow. *Die Neue Zeit* publia plusieurs articles de Marx et d'Engels : « Critique du programme de Gotha » de K. Marx (n° 18 de 1890-1891), « Critique du projet de programme social-démocrate de 1891 » de F. Engels (n° 1 de 1901-1902) et d'autres. Engels donnait souvent des conseils à la rédaction de la revue et la critiqua à plusieurs reprises pour s'être écartée du marxisme. *Die Neue Zeit* bénéficia de la collaboration des dirigeants du mouvement ouvrier allemand et international de la fin du XIXe siècle et du début du XXe : Auguste Bebel, Wilhelm Liebknecht, Rosa Luxembourg, Franz Mehring, Clara Zetkin, Georges Plékhanov, Paul Lafargue, Victor Adler et autres.

A partir de 1895, la revue publia systématiquement des articles de révisionnistes, en particulier une série d'articles de Bernstein intitulée « Problèmes du socialisme », et qui ouvrit la campagne des révisionnistes contre le marxisme. Pendant la première guerre mondiale (1914-1918), elle adopta la position centriste de Kautsky et soutint en fait les social-chauvins. — P. 47.

14. Voir K. Marx, F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou 1965, t. II, p. 23. — P. 49.

15. Voir F. Engels « Critique du programme social-démocrate de 1891 ». — P. 49.

16. Lénine utilisa, pour faire ses remarques, les marges, les interlignes et le verso des pages du manuscrit du projet de partie théorique du programme élaboré par la commission de conciliation. Les passages du texte marqués d'un trait, soulignés ou mis entre parenthèses par Lénine, sont soulignés d'un trait fin. — P. 56.

17. « *Zaria* » [l'Aube], revue théorique marxiste, éditée en 1901-1902 à Stuttgart par la rédaction de l'*Iskra*. Il en parut quatre numéros en trois livraisons : le n° 1 en avril 1901 (en fait le n° 1 parut le 23 mars nouveau calendrier), le n° 2-3 en décembre 1901, le n° 4 en août 1902.

La mission de la *Zaria* fut définie dans le projet de déclaration de l'*Iskra* et de la *Zaria* écrit par Lénine en Russie (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 4, pp. 331-345). Mais étant donné que lors des pourparlers menés avec le groupe « Libération du Travail » et portant sur la publication de ces deux organes à l'étranger, il fut décidé de donner à la *Zaria* un caractère légal, l'*Iskra* paraissant illégalement, la déclaration publiée en octobre 1900 par la rédaction de l'*Iskra* ne dit mot de la *Zaria*.

La revue attaque le révisionnisme international et russe, défendit les fondements théoriques du marxisme. La *Zaria* publia les articles de Lénine : « Notes de circonstance », « Les persécuteurs des zemstvos et les Annibal du libéralisme », les quatre premiers chapitres de l'ouvrage « La question agraire et les « critiques » de Marx » (sous le titre : « MM. les « critiques » dans la question agraire »), « Revue de la politique intérieure », « Le programme agraire de la social-démocratie russe » ainsi que les travaux de Plékhanov : « Critique de nos critiques », « Première partie. M. Piotr Strouvé dans le rôle de critique de la théorie marxiste du développement des sociétés », « Le « Cant » contre Kant ou le testament spirituel de M. Bernstein » et autres. — P. 68.

18. Il s'agit du troisième livre du *Capital* de Karl Marx. Plus bas c'est le deuxième livre du *Capital* qui est cité. — P. 70.

19. *Socialistes-révolutionnaires*, ou s.-r., parti petit-bourgeois apparu en Russie à la fin de 1901 et au début de 1902 à la suite de la fusion de plusieurs groupes et cercles populistes. Il eut pour organes officiels le journal *Révoloutsionnaïa Rossia* (1900-1905) et la revue *Vestnik Rousskoï Révolioutsii* (1901-1905). Les théories des s.-r. représentaient un mélange éclectique de populisme et de révisionnisme ; ils s'efforçaient, suivant le mot de Lénine, de « boucher les trous de populisme au moyen de la « critique » opportuniste du marxisme, en vogue aujourd'hui ». (Œuvres, Paris-Moscou, t. 9, p. 321). Les s.-r. n'apercevaient pas de différence de classe entre le prolétariat et la paysannerie, ils estompaient les contradictions et la division en classes de la paysannerie, rejetaient le rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution. La tactique de terrorisme individuel prônée par les s.-r. comme la principale méthode de lutte contre l'autocratie, fit un grand tort au mouvement révolutionnaire, contrecarrant le travail d'organisation des masses en vue de la lutte révolutionnaire.

Le programme agraire des s.-r. incluait l'abolition de la propriété privée de la terre et la remise de celle-ci aux communautés rurales qui en assureraient la jouissance égalitaire ; il prévoyait aussi le développement de toutes sortes de coopératives. Ce programme, baptisé par ses promoteurs programme de « socialisation de la terre », ne contenait rien de socialiste, puisque l'abolition de la seule propriété privée du sol, comme le notait Lénine, ne pouvait suffire à supprimer la domination du capital et la misère des masses. Le contenu réaliste, effectivement positif du programme agraire des s.-r. était constitué par la lutte contre la possession seigneuriale du sol, qui reflétait objectivement les intérêts et les aspirations de la paysannerie à l'étape de la révolution démocratique bourgeoise.

Le Parti bolchevique travaillait opiniâtrement à arracher le masque de socialistes dont s'affublaient les s.-r., leur disputait la paysannerie, dénonçait les conséquences néfastes de leur tactique de terrorisme individuel pour le mouvement ouvrier. Les bolcheviks n'en acceptaient pas moins, dans un contexte déterminé, de conclure des accords provisoires avec les s.-r. pour lutter contre le tsarisme.

L'hétérogénéité de classe de la paysannerie était en fin de compte à l'origine de l'instabilité politique et idéologique du parti des s.-r., du chaos de son organisation, de ses hésitations perpétuelles entre la bourgeoisie libérale et le prolétariat. Dès la première révolution russe, l'aile droite des s.-r. fit sécession pour former le parti légal dit « parti socialiste populiste du travail », proche des cadets, tandis que l'aile gauche s'organisa en une union des « maximalistes », de tendances anarchisantes. Aussi bien sur le plan des idées qu'en ce qui concerne l'organisation, le Parti des s.-r. connut sous la réaction stolypinienne une décadence complète. La majorité de ses membres

adopta durant la première guerre mondiale une position social-chauvine.

Après la victoire de la Révolution de Février 1917, les s.-r., associés aux mencheviks et aux cadets, constituèrent le principal appui du Gouvernement provisoire, auquel participèrent leurs leaders Kérenski, Avxentiev, Tchernov. Sous l'influence du renforcement des tendances révolutionnaires de la paysannerie, l'aile gauche du Parti s.-r. forma à la fin de novembre 1917 un parti distinct des s.-r. de gauche, qui, pour préserver son autorité aux yeux des paysans, reconnut pour la forme le pouvoir soviétique et conclut un accord avec les bolcheviks. Cependant, il ne tarda pas à engager la lutte contre les Soviets. Durant la période d'intervention étrangère et de guerre civile, les s.-r. menèrent une activité subversive, soutinrent les interventionnistes et les généraux blancs, trempèrent dans des complots contre-révolutionnaires, organisèrent des attentats contre les dirigeants de l'Etat soviétique et du Parti communiste. Une fois la guerre civile achevée, les s.-r. continuèrent leurs agissements hostiles à l'Etat soviétique à l'intérieur du pays aussi bien que dans les milieux de l'émigration blanche. — P. 71.

20. « *Vestnik Rousskoï Révolioutsii. Sotsialno-polititcheskoïé obozrénié* » [Le Courrier de la révolution russe. Revue sociale et politique], revue illégale qui parut à Paris et à Genève en 1901-1905 ; il en sortit quatre numéros. A partir du n° 2, organe théorique du Parti des s.-r. Y collaboraient, entre autres, M. Hotz (A. Lévitski), I. Roubanovitch, V. Tchernov (V. Gardénine), E. Bréchko-Bréchkovskaïa. — P. 71.

21. « *Rousskoïé Bogatstvo* » [La Richesse russe], revue mensuelle, parut à Pétersbourg de 1876 à 1918. A partir de 1890, la revue passa aux mains des populistes libéraux groupés autour de N. Mikhaïlovski et devint le principal organe populiste, qui partit en campagne en 1893 contre les social-démocrates de Russie. Déformant et falsifiant le marxisme, le *Rousskoïé Bogatstvo* s'appuyait sur les révisionnistes des pays d'Europe occidentale. Les publicistes qui collaboraient au *Rousskoïé Bogatstvo* devinrent par la suite des figures en vue des partis des s.-r. et des socialistes-populistes, ainsi que des groupes de « troudoviks » aux Doumas d'Etat.

A partir de 1906, le *Rousskoïé Bogatstvo* devient l'organe du Parti semi-cadet des socialistes-populistes. La revue changea plusieurs fois de dénomination (*Sovrémennyé Zapiski*, ou *Notes d'actualité*, *Sovrémennost* ou *Monde moderne*, *Rousskié Zapiski*, ou *Notes russes*) pour retrouver son appellation initiale en avril 1917. — P. 72.

22. L'*Amendement à la partie agraire du projet de programme* fut soumis par Lénine à la discussion des autres membres de la rédaction de l'*Iskra*.

Pour le vote nominatif sur le présent amendement, les pseudonymes et les initiales des membres de la rédaction de l'*Iskra* sont indiqués à la fin du manuscrit de Lénine :

G. V. : Plékhanov ; P. B. : Axelrod ; V. I. : Zassoulitch ; *Berg* : pseudonyme de I. Martov ; A. N. : Potressov. — P. 73.

23. C'est son ouvrage intitulé *Le programme agraire de la social-démocratie russe* (voir le présent tome, pp. 105-150) que Lénine appelle ici commentaire de la partie agraire du programme du parti. — P. 73.

24. Selon « L'Arrêté sur le rachat des paysans affranchis du servage... », adopté le 19 février 1861, les paysans devaient racheter au seigneur les lots qui leur étaient concédés. Lors de la conclusion de l'accord de rachat, le gouvernement avança aux propriétaires fonciers le montant de ces payements de rachat qui étaient considérés comme la dette des paysans et devaient être acquittés par ceux-ci dans un délai de 49 ans. On appelait indemnités de rachat les versements effectués chaque année par les paysans au titre de cette dette. Les charges écrasantes ainsi imposées aux paysans les condamnèrent massivement à la ruine et à la misère. A ne prendre que les anciens serfs seigneuriaux, ceux-ci payèrent au total au gouvernement près de deux milliards de roubles, alors qu'au prix du marché, la valeur de la terre remise aux paysans atteignait à peu près 544 millions de roubles. Etant donné que l'ensemble des paysans n'acheva d'engager la procédure de rachat qu'en 1883, le payement des indemnités de rachat ne devait prendre fin qu'en 1932. Cependant, l'agitation révolutionnaire parmi la paysannerie en 1905-1907 contraignit le gouvernement du tsar à abroger les indemnités de rachat dès janvier 1907. — P. 73.

25. Lénine cite le roman de Tchernychevski *le Prologue*, où l'auteur exprime par la bouche du personnage de Volguine ce qu'il pense de la « libération » des paysans de 1861. — P. 73.

26. Il s'agit de l'assassinat du ministre de l'Instruction publique Bogolépov par l'étudiant Karpovitch en février 1901. Pour remplacer Bogolépov, le général Vannovski, ancien ministre de la Guerre, fut nommé ministre de l'Instruction publique. — P. 75.

27. Il est question ici des « Règles provisoires d'organisation des institutions étudiantes dans les établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère de l'Instruction publique », adoptées le 22 décembre 1901 (4 janvier 1902) par le ministre de l'Instruction publique Vannovski. Mécontents des « Règles provisoires », qui soumettaient leurs organisations au contrôle tatillon de l'administration, les étudiants protestèrent contre ce nouvel acte de l'arbitraire gouvernemental et refusèrent d'en

tenir compte. Les professeurs libéraux eux-mêmes se joignirent à cette protestation, les « Règles » leur imposant d'exercer un contrôle policier sur les étudiants. — P. 76.

28. *Nicolas le Fourbe*, personnage de l'article satirique de A. Amphithéatrov « La famille Obmanov » (du russe *obman*, tromperie, fourberie ; jeu de mots avec le nom de la dynastie régnante des Romanov), publié dans le journal *Rossia* du 13 (26) janvier 1902. L'article faisait en termes voilés la caricature des derniers monarques russes : Nicolas Ier, Alexandre II, Alexandre III et sa femme Maria Fëdorovna, Nicolas II. La publication de l'article amena la fermeture du journal et la déportation d'Amphithéatrov à Minoussinsk. « La famille Obmanov » connut une large diffusion en Russie sous forme de rééditions clandestines ou de copies manuscrites. — P. 76.

29. Lénine cite l'article de Léon Tolstoï « A propos de la famine ».— P. 80.

30. L'« *Iskra* » [L'Etincelle], premier journal marxiste illégal pour toute la Russie, fondé par Lénine en 1900, et qui joua un rôle capital dans la création d'un Parti marxiste révolutionnaire de la classe ouvrière.

Du fait de l'impossibilité d'éditer un journal révolutionnaire en Russie, à cause des persécutions policières, Lénine, qui se trouvait alors en déportation en Sibérie, imagina un plan détaillé d'édition à l'étranger. Lorsque sa déportation prit fin en janvier 1900, Lénine entreprit immédiatement la réalisation de son plan. En février 1900, à Pétersbourg, Lénine s'entretint de la participation du groupe « Libération du Travail » à la publication d'un journal marxiste pour toute la Russie avec Véra Zassoulitch, venue clandestinement de l'étranger. Fin mars-début avril 1900 se tint la conférence dite de Pskov, qui réunissait Lénine, Martov, Potressov et Radtchenko avec les « marxistes légaux » Strouvé et Tougan-Baranovski, et porta sur le projet de Lénine d'une déclaration exposant au nom de la rédaction le programme et les objectifs du journal pour toute la Russie (*Iskra*) et de la revue théorique (*Zarïa*). Lénine effectua un vaste tour de Russie, visitant Moscou, Pétersbourg, Riga, Smolensk, Nijni-Novgorod, Oufa, Samara, Syzran, prit contact avec des groupes social-démocrates et des isolés dont il s'assura l'appui pour la future *Iskra*. A l'arrivée de Lénine en Suisse, au mois d'août 1900, Lénine et Potressov conférèrent avec les membres du groupe « Libération du Travail » sur le programme et les tâches du journal et de la revue, les collaborateurs possibles, la composition et le siège de la rédaction ; l'entretien manqua se terminer par une rupture (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 4, pp. 345-362), mais il finit par mener à un accord avec le groupe « Libération du Travail » sur toutes les questions litigieuses.

Le premier numéro de l'*Iskra* sortit à Leipzig en décembre 1900, les numéros suivants à Munich, puis, à partir de juillet 1902, à Londres, et, à dater du printemps 1903, à Genève. Une contribution précieuse fut apportée à l'organisation de l'*Iskra* par les social-démocrates allemands Clara Zetkin, A. Braun et autres, le révolutionnaire polonais J. Marchlewski, qui résidait alors à Munich, et H. Quelch, l'un des dirigeants de la Fédération social-démocrate anglaise. La rédaction de l'*Iskra* comprenait Lénine, Plékhanov, Martov, Axelrod, Potressov et Véra Zassoulitch. Le rôle de secrétaire de rédaction fut d'abord rempli par I. Smidovitch-Léman, puis, à partir du printemps 1901, par Nadejda Kroupskaïa, qui tenait également à jour toute la correspondance avec les organisations social-démocrates de Russie.

L'*Iskra* centrait avant tout son attention sur les questions de la lutte révolutionnaire du prolétariat et de tous les travailleurs de Russie contre l'autocratie tsariste, elle suivait également de près les principaux événements de la vie internationale, en particulier du mouvement ouvrier international. Lénine était en fait le rédacteur en chef et le directeur de l'*Iskra*, consacrant des articles à toutes les questions essentielles de l'édification du parti et de la lutte de classe du prolétariat de Russie.

L'*Iskra* devint le centre de regroupement des éléments dispersés du parti, de rassemblement et de formation de ses cadres. Dans plusieurs villes de Russie (Pétersbourg, Moscou, Samara, etc.), furent créés des groupes et des comités social-démocrates de tendance léniniste-iskriste, et en janvier 1902, le Congrès de Samara des iskristes posa les bases de l'organisation russe de l'*Iskra*.

Les organisations iskristes naissaient et travaillaient sous la direction immédiate des révolutionnaires professionnels formés par Lénine (Nicolas Bauman, Ivan Babouchkine, Serge Goussiev, Mikhaïl Kalinine, Pierre Krassikov, Serge Krjijanovski, Friedrich Lengnik, Pantéléimon Lépéchinski, Radtchenko et autres).

Sur l'initiative de Lénine et avec sa participation directe, la rédaction de l'*Iskra* élabora le projet de programme du parti (publié dans le n° 21) et prépara le IIe Congrès du P.O.S.D.R., qui eut lieu en juillet et août 1903. A l'époque de la convocation du Congrès, la majorité des organisations social-démocratiques locales de Russie se joignit à l'*Iskra*, approuva sa tactique, son programme et son plan d'organisation, et la reconnut comme son organe dirigeant. Dans une résolution spéciale, le Congrès nota le rôle exceptionnel de l'*Iskra* dans la lutte pour le parti et la proclama organe central du P.O.S.D.R. Le IIe Congrès confirma la rédaction composée de Lénine, Plékhanov et Martov. Martov, qui insistait pour qu'on conserve l'ancienne rédaction formée de six personnes, refusa, en dépit de la décision prise par le Congrès du parti, d'entrer dans la rédaction, et les nos 46 à 51 de l'*Iskra* sortirent sous la rédaction de Lénine

et Plékhanov seulement. Par la suite, Plékhanov passa à des positions menchevistes et exigea la réintégration de tous les anciens rédacteurs mencheviks éliminés par le Congrès. Lénine ne put donner son accord, et le 19 octobre (1er novembre) 1903 il quitta la rédaction de l'*Iskra*, fut coopté au Comité central du parti, et à partir de là engagea la lutte contre les mencheviks opportunistes. Le numéro 52 sortit sous la seule rédaction de Plékhanov. Le 13 (26) novembre 1903, sans respecter la volonté du Congrès, Plékhanov coopta de sa propre initiative à la rédaction de l'*Iskra* ses anciens rédacteurs mencheviks. A partir du numéro 52, l'*Iskra* devint donc l'organe des mencheviks. — P. 82.

31. Quand il parle « des encenseurs officiels, genre *Novoïé Vrémia* », Lénine a en vue la tendance réactionnaire de la presse de la Russie tsariste, qui s'exprimait dans le journal *Novoïé Vrémia*, paraissant à Pétersbourg de 1868 à octobre 1917, et dont le nom devint synonyme de réaction, de vénalité, d'obséquiosité. — P. 83.

32. Lénine fait allusion au « Rapport des caisses d'épargne de l'Etat pour l'année 1899 », édité par la Direction des caisses d'épargne de l'Etat (sans date). — P. 83.

33. Il y a ici manifestement une erreur de calcul : 157 000 représentent non pas le sixième, mais approximativement le douzième des deux millions d'ouvriers d'usine. — P. 86.

34. *Bastiat*, économiste bourgeois français de la première moitié du XIXe siècle. Bastiat prônait la paix civile, l'« harmonie des intérêts » des différentes classes de la société bourgeoise. Dans son ouvrage *Carey et Bastiat*, écrit en juillet-décembre 1857, Karl Marx critiqua et ridiculisa la théorie de Bastiat. —

Schulze-Delitsch, économiste allemand, partisan de Bastiat. S'efforçant de détourner les ouvriers et les artisans en voie de prolétarisation de la lutte révolutionnaire contre le capitalisme, il se prononçait pour la création de sociétés coopératives et de caisses de crédit et d'épargne, soi-disant capables d'améliorer la situation du prolétariat dans le cadre du capitalisme et de sauver de la ruine les petits producteurs artisanaux. — P. 91.

35. Le rapport de la rédaction de l'*Iskra* rédigé par Léaine était destiné à la conférence des comités et des organisations du P.O.S.D.R. qui eut lieu du 23 au 28 mars (5 au 10 avril) 1902 à Biélostok.

Y étaient représentés les comités de Pétersbourg et d'Ekatérinoslav du P.O.S.D.R., l'« Union des comités et organisations du Sud du P.O.S.D.R. », le C.C. du Bund et le Comité

du Bund à l'étranger, l'« Union des social-démocrates russes à l'étranger » et la rédaction de l'*Iskra* (son représentant, Felix Dan, avait un mandat de la ligue de la social-démocratie révolutionnaire russe à l'étranger). Par la faute des « économistes » qui organisaient la conférence, le délégué de la rédaction de l'*Iskra* arriva en retard, et le représentant de l'organisation russe de l'*Iskra*, Friedrich Lengnik, bien que parvenu à temps à Biélostok, ne put prendre part à la conférence ; le représentant du comité de Nijni-Novgorod (de tendance iskriste) A. Piskounov, arrivé à Biélostok avant Dan, éleva une protestation à propos de l'absence des représentants des organisations de tendance iskriste et ne tarda pas à repartir. Les « économistes » et les bundistes qui les soutenaient comptaient ériger la conférence en IIe Congrès du P.O.S.D.R., pensant renforcer ainsi leur position au sein de la social-démocratie russe et faire pièce à l'influence grandissante de l'*Iskra*. Cette tentative échoua, aussi bien en raison de la faible représentativité de la conférence (où ne figuraient que quatre des organisations du P.O.S.D.R. militant alors en Russie) que des profondes divergences de principe qui s'étaient fait jour ; le délégué de l'*Iskra*, en particulier, invoquant l'absence de bases juridiques et de préparation, s'opposa vigoureusement à la transformation de la conférence en congrès.

La conférence de Biélostok adopta une résolution constitutive et une résolution de principe, proposée par le délégué du C.C. du Bund et amendée par le représentant de l'« Union des comités et organisations du Sud du P.O.S.D.R. » (le délégué de l'*Iskra*, qui avait proposé un autre projet de résolution de principe, vota contre) ; elle approuva également un texte de tract pour le Premier Mai, reprenant pour le fond le projet de la rédaction de l'*Iskra*. La conférence élut un Comité d'organisation chargé de préparer le IIe Congrès du parti et composé des représentants de l'*Iskra* (Dan), de l'« Union des comités et organisations du Sud du P.O.S.D.R. » (Ermanski) et du C.C. du Bund (Portnoï). Peu après la conférence, la majorité de ses participants, dont deux des membres du C.O. furent arrêtés par la police. Le nouveau C.O. fut formé en novembre 1902 à Pskov à une conférence des représentants du comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R., de l'organisation russe de l'*Iskra* et du groupe « Ioujny Rabotchi ». — P. 94.

36. *Economisme*, courant opportuniste de la social-démocratie russe de la fin du XIXe et du début du XXe siècle, variété russe de l'opportunisme international. Les « économistes » avaient pour organe de presse le journal *Rabotchaïa Mysl* [La Pensée ouvrière] (1897-1902) en Russie et la revue *Rabotchéïé Dïélo* [La Cause ouvrière] (1899-1902) à l'étranger.

En 1899 parut le « Credo », ou manifeste des « économistes », rédigé par Kouskova. Après avoir, alors qu'il se trouvait en déportation, reçu le texte du « Credo », Lénine écri-

vit une *Protestation des social-démocrates de Russie*, dans laquelle il critiquait vigoureusement le programme des « économistes ». Cette *Protestation* fut discutée et adoptée à l'unanimité lors d'une réunion de dix-sept déportés politiques marxistes tenue au village de Ermakovskoïé du district de Minoussinsk. Les « économistes » limitaient les objectifs de la classe ouvrière à la lutte économique pour des augmentations de salaire, l'amélioration des conditions de travail, etc., réservant la lutte politique à la bourgeoisie libérale. Ils niaient le rôle dirigeant du parti de la classe ouvrière, considérant que le parti doit se contenter de contempler l'évolution spontanée du mouvement, de prendre note des événements. Leur culte de la spontanéité dans le mouvement ouvrier les amenait à minimiser le rôle de la théorie révolutionnaire, de la conscience, à affirmer que l'idéologie socialiste peut émerger du mouvement spontané ; ils niaient la nécessité d'introduire dans le mouvement ouvrier la conscience socialiste et faisaient ainsi la partie belle à l'idéologie bourgeoise. Les « économistes » défendaient l'émiettement et le dilettantisme des cercles, soutenaient la désorganisation et les flottements du mouvement social-démocrate, se prononçaient contre la création d'un parti centralisé de la classe ouvrière. L'« économisme » menaçait de faire dévier la classe ouvrière de la voie révolutionnaire de classe et d'en faire un appendice politique de la bourgeoisie.

L'*Iskra* de Lénine joua un grand rôle dans la lutte contre l'« économisme », dont les bases idéologiques furent définitivement ruinées par le *Que faire ?* de Lénine, qui parut en mars 1902. — P. 95.

37. « *Nakanounié* » [A la veille], revue mensuelle de tendance populiste ; publiée en russe à Londres de janvier 1899 à février 1902 sous la rédaction de Sérébriakov. 37 numéros en parurent. Cette revue, d'inspiration démocratique générale, groupait autour d'elle des représentants de différents partis et courants de la petite bourgeoisie ; elle se caractérisait par une attitude d'hostilité envers le marxisme en général et la social-démocratie révolutionnaire russe en particulier. — P. 95.

38. « *Svoboda* » [la Liberté], revue éditée en Suisse par le groupe révolutionnaire-socialiste du même nom fondé par E. Zélenski (Nadejdine), en mai 1901 ; il en parut en tout deux numéros : le n° 1 en 1901 et le n° 2 en 1902. Lénine comptait le groupe «Svoboda » parmi ces « groupes sans racines », qui n'avaient « ni idées sérieuses et fermes, ni programme, ni tactique, ni organisation, ni racines dans les masses » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 20, p. 375). Dans ses publications (qui comprirent, en dehors de la revue *Svoboda*, *La veille de la révolution*, *Revue non périodique de questions de théorie et de tactique*, n° 1, le journal-revue *Otkliki* [Echos] n° 1, l'exposé de programme de Nadejdine : *La renaissance de l'esprit révolutionnaire en Russie*,

etc.), le groupe « Svoboda » préconisait les idées du terrorisme et de l'« économisme ». Uni aux « économistes » de Pétersbourg, il attaque l'*Iskra* et le comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R. Cessa d'exister en 1903. — P. 95.

39. *Bund*, « Union générale des ouvriers juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie », organisée en 1897 au Congrès constitutif des groupes social-démocrates juifs à Wilno ; il regroupait principalement des éléments semi-prolétariens pris parmi les artisans juifs des provinces occidentales de la Russie. Au Ier Congrès du P.O.S.D.R. (1898), le Bund adhéra à ce parti « en qualité d'organisation autonome, dont la compétence propre se limite aux questions concernant spécialement le prolétariat juif ».

Le Bund colportait le nationalisme et le séparatisme dans le mouvement ouvrier de Russie, occupait des positions opportunistes dans les principales questions du mouvement social-démocrate. En avril 1901, le IVe Congrès du Bund se prononça pour la modification des rapports d'organisation avec le P.O.S.D.R. définis par le Ier Congrès de ce parti. Le Congrès du Bund adopta une résolution disant qu'il considérait le P.O.S.D.R. comme une union fédérale d'organisations nationales et que le Bund devait y adhérer au titre d'élément fédéré.

Au IIe Congrès du P.O.S.D.R., après avoir vu rejetée son exigence d'être reconnu unique représentant du prolétariat juif, le Bund quitta le parti. En 1906, sur la base de la décision du IVe Congrès (ou Congrès d'unification), il y réadhéra.

Les bundistes soutinrent toujours à l'intérieur du P.O.S.D.R. les ailes opportunistes successives (« économistes », mencheviks, liquidateurs), luttèrent contre le bolchevisme et les bolcheviks. Le Bund opposait à la revendication bolchevique, inscrite dans le programme du droit des nations à l'autodétermination, l'exigence de l'autonomie culturelle nationale. Dans la période de réaction stolypinienne, le Bund adopta une position liquidatrice, participa activement à la création du Bloc antiparti d'Août. Social-chauvin durant la première guerre mondiale, le Bund soutint en 1917 le Gouvernement provisoire contre-révolutionnaire, lutta aux côtés des ennemis de la Révolution d'Octobre. Pendant la guerre civile et l'intervention étrangère, les leaders du Bund rejoignirent les forces de la contre-révolution. Parallèlement, se manifesta chez les militants de base une tendance à collaborer avec le pouvoir des Soviets. En mars 1921, le Bund se saborda, et une partie de ses membres adhéra au P.C.(b)R. à titre individuel. — P. 96.

40. Il s'agit ici des imprimeries de l'*Iskra* fonctionnant à Kichinev et Bakou.

L'imprimerie de Kichinev a été organisée par L. Goldman en avril 1901 et a existé jusqu'au 12 (25) mars 1902. Elle sortit l'article de Plékhanov « Qu'est-ce que va suivre ? » (tiré à

part du n° 2-3 de la revue *Zarïa*), la brochure de Nadejda Kroupskaïa *L'ouvrière*, *Le réquisitoire prononcé contre les fauteurs des troubles de mai à l'usine Oboukhov* (tiré à part de l'*Iskra* suivi de l'article de Lénine « Un nouveau massacre »), les articles de Lénine « La lutte contre les affamés » (tiré à part du n° 2-3 de la *Zarïa*) et « Le début des manifestations » (tiré à part de l'*Iskra* n° 13), ainsi que divers appels et tracts. L'imprimerie tira le n° 10 de l'*Iskra*.

L'imprimerie de Bakou (en code : « Nina ») a été mise sur pied en septembre 1901 par un groupe d'iskristes de Bakou (V. Ketskhovéli, Léon Krassine, L. Galpérine, N. Kozérenko, V. Otouroua, etc.), avec le concours du comité de Tiflis du P.O.S.D.R. Jusqu'à ce qu'elle suspende provisoirement son fonctionnement en mars 1902, « Nina » fit paraître les brochures de K. Liebknecht *Les sciences et les mouches*, de S. Dykzsteja *Les raisons de vivre de chacun*, *Les discours de Pierre Alexéiev*, *Le dixième anniversaire de la grève de chez Morozov*, des proclamations et des tracts en russe et en géorgien. L'imprimerie sortit le n° 11 de l'*Iskra* et le journal marxiste illégal en géorgien *Brdzola* [La lutte]. Après le IIe Congrès du P.O.S.D.R., l'imprimerie de Bakou devint l'imprimerie centrale du parti, exécutant les commandes du C.C. du P.O.S.D.R. En décembre 1905, par décision du C.C. du parti, l'imprimerie fut liquidée. — P. 98.

41. *Groupe « Libération du Travail »*, premier groupe marxiste russe, fondé par Plékhanov en 1883 en Suisse et qui comprenait encore P. Axelrod, L. Deutsch, Véra Zassoulitch, V. Ignatov.

Le groupe « Libération du Travail » effectua un grand travail pour la diffusion du marxisme en Russie. Elle traduisit en russe, édita à l'étranger et répandit en Russie plusieurs ouvrages de Marx et d'Engels : *Manifeste du Parti communiste*, *Travail salarié et capital*, *Socialisme scientifique et socialisme utopique*, et dans ses publications, exposa le marxisme sous forme accessible. Le groupe « Libération du Travail » porta des coups très durs au populisme, qui était alors le principal obstacle à la diffusion du marxisme et au progrès du mouvement social-démocrate en Russie. Dans *Socialisme et lutte politique* (1883), *Nos controverses* (1885) et autres ouvrages, Plékhanov critiqua du point de vue du marxisme la théorie populiste du développement non capitaliste de la Russie, la conception idéaliste subjective que se faisaient les populistes du rôle de l'individu dans l'histoire, le rejet du rôle d'avant-garde du prolétariat dans le mouvement révolutionnaire, etc. Les deux projets de programme des social-démocrates russes (1883 et 1885) rédigés par Plékhanov et édités par le groupe « Libération du Travail » contribuèrent grandement à la préparation et à la fondation d'un parti social-démocrate en Russie. Une importance particulière revient dans la diffusion des conceptions marxistes et dans le soutien du matérialisme dialectique et historique au

livre de Plékhanov (N. Beltov) *Essai sur le développement de la conception moniste de l'histoire* (1895), qui « a formé toute une génération de marxistes russes » (Lénine, Œuvres, 4e éd. russe, t. 16, p. 243). Le groupe édita et diffusa en Russie quatre volumes de la revue *Le Social-Démocrate*, ainsi qu'une série de brochures de vulgarisation pour les ouvriers.

Engels salua l'apparition du groupe « Libération du Travail » et son ralliement sincère et sans réserves aux grandes théories économiques et politiques de Marx. (Voir la lettre de F. Engels à V. Zassoulitch en date du 23 avril 1885.) Plékhanov et Véra Zassoulitch étaient liés d'amitié avec Engels et correspondirent avec lui durant de longues années. Le groupe « Libération du Travail » établit des contacts avec le mouvement ouvrier international et, à partir du premier congrès de la IIe Internationale en 1889, à Paris, représenta régulièrement, tant qu'il exista, la social-démocratie russe à toutes les assises de l'Internationale. Le groupe « Libération du Travail » commit un certain nombre d'erreurs, surestimant le rôle de la bourgeoisie libérale et sous-estimant l'énergie révolutionnaire de la paysannerie comme réserve de la révolution prolétarienne. Ces erreurs devaient être à l'origine des conceptions menchevistes de Plékhanov et des autres membres du groupe. Lénine notait que le groupe « Libération du Travail » « ne fonda la social-démocratie que théoriquement et fit un premier pas à la rencontre du mouvement ouvrier ». (Œuvres, Paris-Moscou, t. 20, p. 289).

En 1894, sur l'initiative du groupe « Libération du Travail », fut fondée l'« Union des social-démocrates russes à l'étranger ». En 1900, les membres de « Libération du Travail » et leurs partisans quittèrent l'« Union » et créèrent l'organisation révolutionnaire « Le Social-démocrate ». Plékhanov, Axelrod et Véra Zassoulitch firent partie de la rédaction de l'*Iskra* et de la *Zarïa*. Au IIe Congrès du P.O.S.D.R., en août 1903, le groupe « Libération du Travail » se déclara dissous. — P. 100.

42. *Bernsteinisme*, courant hostile au marxisme au sein de la social-démocratie allemande et internationale, apparu à la fin du XIXe siècle et appelé ainsi du nom d'Edouard Bernstein, qui était le porte-parole le plus résolu du révisionnisme.

En 1896-1898, Bernstein fit paraître dans l'organe théorique de la social-démocratie allemande, la revue *Die Neue Zeit*, une série d'articles intitulée « Problèmes du socialisme », dans laquelle, se targuant de la « liberté de critique », il soumettait à une révision les fondements philosophiques, économiques et politiques du marxisme révolutionnaire et tentait de leur substituer les théories bourgeoises de conciliation des contradictions de classe et de collaboration de classe ; il attaquait les idées de Marx sur la paupérisation de la classe ouvrière, sur l'aggravation des contradictions de classe, sur les crises, sur l'échec final du capitalisme, sur la révolution socialiste et la dictature du prolétariat et prônait un programme social-réformiste ré-

sumé dans la formule : « le mouvement est tout, le but final, rien ». En 1899, les articles de Bernstein furent réunis dans un livre sous le titre : *Les bases de départ du socialisme et les objectifs de la social-démocratie.* Le livre rencontra un écho favorable à l'aile droite de la social-démocratie allemande et parmi les éléments opportunistes des autres partis de la IIe Internationale, chez les « économistes » russes en particulier.

Les Congrès de Stuttgart (octobre 1898), de Hanovre (octobre 1899) et de Lübeck (septembre 1901) condamnèrent le bernsteinisme, mais la direction du parti n'engagea pas très énergiquement la lutte contre Bernstein et ses partisans et préféra une position de conciliation. Les bernsteiniens continuèrent à répandre ouvertement des vues révisionnistes dans la revue *Sozialistische Monatshefte* [Le mensuel socialiste] et dans les organisations du parti.

Seul le Parti bolchevique de Lénine combattit opiniâtrement le bernsteinisme et ses partisans en Russie. Lénine avait pris position contre ces derniers dès 1899, dans la « Protestation des social-démocrates de Russie », et dans l'article « Notre programme » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 4, pp. 171-186 et 216-220). Il consacra également à la critique du bernsteinisme ses ouvrages *Marxisme et révisionnisme* (Œuvres, 4e éd. russe, t. 15, pp. 15-25), « Les divergences au sein du mouvement social-démocrate européen » (Œuvres, 4e éd. russe, t. 16, pp. 317-322) et autres. — P. 102.

43. Il est question ici du « Manifeste du Parti ouvrier social-démocrate de Russie », publié en 1898, au nom du Ier Congrès du P.O.S.D.R., par le Comité central du parti. Le « Manifeste » fixait comme objectifs principaux à la social-démocratie de Russie la lutte pour la liberté politique et le renversement de l'autocratie et reliait la lutte politique à la mission générale du mouvement ouvrier. — P. 102.

44. « *Rabotchéié Diélo* » [la Cause Ouvrière], revue, organe de l'« Union des social-démocrates russes à l'étranger ». Parut à Genève d'avril 1899 à février 1902 sous la rédaction de B. Kritchevski, de P. Téplov (Sibiriak), de V. Ivanchine, auxquels se joignit par la suite A. Martynov ; douze numéros en virent le jour (en neuf volumes). La rédaction du *Rabotchéié Diélo* constituait le centre des économistes à l'étranger ; le *Rabotchéié Diélo* soutenait le mot d'ordre bernsteinien de « liberté de critique » du marxisme et suivait une orientation opportuniste dans les questions de tactique et d'organisation de la social-démocratie russe, niait les ressources révolutionnaires de la paysannerie, etc. Les partisans du *Rabotchéié Diélo* s'employaient à faire connaître l'idée opportuniste de subordination de la lutte politique du prolétariat à sa lutte économique, exaltaient la spontanéité du mouvement ouvrier et rejetaient le rôle dirigeant du parti. L'un des rédacteurs du *Rabotchéié*

Dièlo, V. Ivanchine, collaborait à la *Rabotchaïa Mysl*, organe des « économistes » avoués, que soutenait le *Rabotchétié Dièlo*. Au IIe Congrès du P.O.S.D.R., les représentants du *Rabotchétié Dièlo* se situèrent à l'extrême droite opportuniste du parti. — P. 103.

45. *Le programme agraire de la social-démocratie russe*, que Lénine appelle commentaire de la partie agraire du projet de programme du P.O.S.D.R. fut rédigé par lui en février-première quinzaine de mars 1902 et publié en août 1902 dans le n° 4 de la *Zaria*. Au cours de la discussion de l'article par la rédaction de l'*Iskra*, de sérieux désaccords surgirent. Plékhanov, Axelrod et d'autres membres de la rédaction s'élevèrent contre les propositions les plus importantes de l'ouvrage de Lénine (nationalisation de la terre, etc.) Les passages où il était question de la nationalisation de la terre et plusieurs autres furent supprimés lors de la publication de l'article dans la *Zaria*.

Dans la présente édition des Œuvres, c'est le manuscrit initial de Lénine qui est reproduit.

Le post-scriptum n'existe pas dans le manuscrit. Il est reproduit ici d'après la revue *Zaria*. — P. 105.

46. Lénine fait allusion au livre de Kautsky *La question agraire. Etude d'ensemble des tendances de l'agriculture contemporaine et la politique agraire de la social-démocratie* paru en 1899 à Stuttgart. — P. 120.

47. Lénine fait allusion aux comités de province, institués en 1857-1858 dans toutes les provinces de la Russie d'Europe (à l'exception de celle d'Arkhangelsk) pour élaborer des projets d'émancipation des paysans des liens du servage. Les comités étaient formés de délégués des nobles (d'où le nom de comités de la noblesse) et étaient surtout occupés à chercher les moyens d'assurer, lors de l'application de la «réforme paysanne», les plus grands avantages à la noblesse. — P. 125.

48. La « *Commission Valouev* », commission pour l'étude de la situation de l'agriculture en Russie, était dirigée par le ministre Valouev. En 1872-1873, la commission rassembla une importante documentation sur la situation de l'agriculture dans la Russie d'après la réforme : rapports des gouverneurs, demandes et communications des propriétaires fonciers, des maréchaux de la noblesse, des bureaux des zemstvos, des administrations cantonales, des marchands de blé, des curés de village, des koulaks, des sociétés statistiques et agricoles ainsi que des diverses institutions ayant rapport à l'agriculture. Cette documentation fut publiée dans le « Rapport de la Commission impériale pour l'étude de la situation actuelle et de la productivité dans l'agriculture en Russie », édité à Pétersbourg en 1873. — P. 129.

49. *Oblomov*, hobereau russe, principal personnage du roman de même nom de I. Gontcharov. Incarne l'inertie et la routine. — P. 131.

50. « Partage noir » : formule largement répandue parmi les paysans de la Russie tsariste et exprimant leur désir d'un partage général de la terre. — P. 138.

51. La critique des idées opportunistes de Nadejdine, exposée aux pages (140-141) du présent tome (depuis : « Il est intéressant de noter qu'en s'efforçant d'atteindre à un maximum tel que la nationalisation du sol, Nadejdine a fait fausse route... » jusqu'à : « Vouloir à tout prix être « accessible au moujik » dédale de l'utopie petite-bourgeoise réactionnaire ») fut supprimée par la rédaction de *Zaria* lors de sa première publication dans le numéro 4 de cette revue. La note écrite par Lénine en remplacement du texte supprimé ne fut pas publiée non plus par *Zaria*.

Dans la présente édition, le texte et la note sont donnés d'après le manuscrit de Lénine. — P. 142.

52. *Zemskié natchalniki*, cette charge avait été créée par le gouvernement tsariste en 1889, en vue de consolider la position des propriétaires fonciers dans les campagnes. Les *zemskié natchalniki*, choisis parmi les propriétaires nobles de l'endroit, exerçaient le pouvoir administratif et judiciaire sur la population paysanne. — P. 142.

53. « *Moskovskié Viédomosti* » [Les Nouvelles de Moscou], l'une des plus vieilles gazettes russes ; l'Université de Moscou en commença la parution en 1756 (au début sous la forme d'un modeste feuillet). En 1863-1887, le rédacteur-éditeur des *Moskovskié Viédomosti* fut le réactionnaire et chauvin M. Katkov, persécuteur des moindres manifestations de pensée sociale avancée ; il transforma le journal en organe monarchiste et nationaliste, qui reflétait les vues des éléments les plus réactionnaires de la noblesse et du clergé ; à partir de 1905, les *Moskovskié Viédomosti* devinrent l'une des principales feuilles des Cent-Noirs. Interdit fin 1917. — P. 146.

54. Allusion au mouvement paysan qui agita les provinces de Poltava et de Kharkov, fin mars-début avril 1902, première action révolutionnaire importante des paysans de Russie au début du XXe siècle ; elle fut provoquée par la situation désespérée dans laquelle se trouvaient les paysans de ces provinces et qui fut encore aggravée au printemps de 1902, à la suite à la mauvaise récolte de 1901 et à la famine qui en résulta. Les paysans réclamaient un nouveau partage des terres, mais ils se contentèrent principalement, au cours de la jacquerie de 1902, de s'emparer des réserves de vivres et de fourrage des propriétaires fonciers : 56 exploitations furent ainsi pillées dans la province de Poltava

et 24 dans celle de Kharkov. Des troupes furent envoyées pour rétablir l'ordre ; la répression déclenchée par le gouvernement tsariste entraîna la mort de beaucoup de paysans, la population entière de certains villages fut soumise aux verges, des centaines de personnes furent condamnées à diverses peines de prison ; les paysans devaient verser 800 000 roubles de « dédommagements » aux propriétaires fonciers. Lénine a procédé dans sa brochure *Aux paysans pauvres* à l'analyse des buts, du caractère et de causes de l'échec du mouvement paysan des provinces de Poltava et de Kharkov. (Voir le présent tome, pp. 442-449.) — P. 150.

55. La préface à la note confidentielle du ministre des Finances Witte « L'autocratie et les zemstvos » fut écrite par P. Strouvé (sous le pseudonyme de R.N.S.). La note de Witte avait été publiée par la *Zarïa* en 1901 à Stuttgart. Lénine soumit la préface de Strouvé à une sévère critique dans son ouvrage *Les persécuteurs des zemstvos et les Annibals du libéralisme* (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, pp. 27-77). — P. 157.

56. *L'Union du Nord du P.O.S.D.R.* ou *Union ouvrière du Nord* réunissait les organisations social-démocrates des gouvernements de Vladimir, de Iaroslavl et de Kostroma. Elle fut constituée en 1900-1901 sur l'initiative d'Olga Varentsova et de V. Noskov, déportés de Iaroslavl et d'Ivanovo-Voznessensk à Voronèje où ils organisèrent, avec d'autres social-démocrates, assignés à résidence (A. Lioubimov, L. Karpov, A. et N. Kardachev, D. Kosterkine), un groupe de tendance iskriste ; prirent également part à la fondation de l'« Union du Nord» M. Bagaïev, ouvrier d'Ivanovo-Voznessensk, N. Panine, ouvrier de l'usine Poutilov à Pétersbourg, déporté en Sibérie pour avoir milité dans l'« Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière », A. Dolivo-Dobrovolski, etc. L'« Union » assura la direction du mouvement ouvrier dans le centre industriel du Nord de la Russie en 1901-1905. L'activité de l'« Union » s'intensifia sensiblement après la rencontre à Kinechma en août 1901 de représentants des comités social-démocrates d'Ivanovo-Voznessensk, de Vladimir, de Iaroslavl et de Kostroma. L'« Union » reçut sa structure définitive à son Congrès de Voronèje du 1er au 5 janvier 1902 : un Comité central fut élu (avec, entre autres, Bagaïev, Varentsova, Panine) et un programme adopté, celui précisément dont Lénine fait la critique dans sa lettre à l'« Union du Nord ».

Dès les premiers jours de son existence, l'« Union du Nord » fut liée à l'*Iskra*, dont elle partageait l'orientation politique et le plan d'organisation (on peut lire dans le rapport de l'organisation de l'*Iskra* au IIe Congrès du P.O.S.D.R. que « de tous les comités du parti, seule l'« Union du Nord » établit d'emblée avec l'*Iskra* des rapports cordiaux »). Dans une lettre ouverte publiée le 15 février 1903 dans le n° 34 de l'*Iskra*,

l'« Union » se déclara entièrement solidaire du programme de l'*Iskra* et de la *Zarïa*, du livre de Lénine *Que faire ?* et reconnut l'*Iskra* et *Zarïa* comme les organes dirigeants du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Au printemps de 1902, l'« Union » fut démantelée par la police secrète, mais bientôt reconstituée, et ses représentants (Noskov, Chtchékoldine, Stopani, Lioubimov) prirent une part active à la préparation du IIe Congrès du P.O.S.D.R. Les délégués de l'« Union » au Congrès (Knipovitch et Stopani) firent partie de la majorité qui soutenait Lénine.

Après le IIe Congrès, l'« Union ouvrière du Nord » fut réorganisée en Comité du Nord du P.O.S.D.R., et les comités locaux qui en faisaient partie, en groupes du Comité du Nord. En juillet 1905, à la conférence de Kostroma des organisations septentrionales du P.O.S.D.R., le comité du Nord fut dissout et des comités locaux formés à Ivanovo-Voznessensk, Iaroslavl et Kostroma. — P. 162.

57. Ces manifestations étaient destinées à commémorer la « réforme paysanne » de 1861. Les tracts édités à cette occasion, disait le par. 11 du programme de l'« Union du Nord », doivent « faire comprendre aux ouvriers qu'ils n'ont rien à attendre du gouvernement autocratique » et « viser à dissiper l'illusion que l'affranchissement des serfs fut l'œuvre personnelle du tsar, une manifestation de sa bonne volonté ». — P. 162

58. Voir K. Marx, F. Engels, *Œuvres choisies en deux volumes*, Editions du Progrès, Moscou 1964, t. I, p. 56. — P. 167

59. *Zoubatov*, colonel de gendarmerie, chef de la police secrète à Moscou, sur l'initiative duquel fut inaugurée en 1901-1903 la politique du « socialisme policier », avec création d'organisations ouvrières légales destinées à détourner les ouvriers de la lutte politique contre l'autocratie. Zoubatov s'efforçait d'utiliser ces organisations pour restreindre le mouvement ouvrier à la lutte pour des objectifs économiques limités et d'inculquer aux ouvriers l'idée que le gouvernement du tsar était prêt à les aider à améliorer leur situation économique.

Tout en dénonçant le caractère réactionnaire du zoubatovisme, les social-démocrates révolutionnaires noyautaient les organisations ouvrières légales pour entraîner grâce à elles de vastes couches ouvrières dans la lutte contre la monarchie. Lénine devait écrire par la suite : « Et voilà que le mouvement de Zoubatov sort de ses cadres et, déclenché par la police, dans l'intérêt de la police, afin de donner un appui à l'autocratie, afin de corrompre la conscience politique des ouvriers, se retourne contre l'autocratie, aboutit à une explosion de la lutte prolétarienne de classe. » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 8, p. 84.)

La croissance du mouvement révolutionnaire contraignit le gouvernement à liquider, en 1903, les organisations zoubatoviennes. — P. 170.

60. La brochure *Qui accomplira la révolution politique ?* a été écrite par A. Sanine et publiée en 1899 dans le recueil *La Lutte prolétarienne* n° 1, édité par le « Groupe social-démocrate de l'Oural ». L'auteur de la brochure, qui adoptait les positions de l'« économisme », niait la nécessité de créer un parti politique indépendant de la classe ouvrière, et considérait que l'on pouvait accomplir la révolution politique au moyen de la grève générale, sans organisation ni préparation préalables des masses, sans insurrection armée. — P. 172.

61. « *Narodnaïa Volia* » [La Volonté du Peuple], organisation politique secrète populiste terroriste qui naquit en 1879 de la scission de la société secrète « Zemlia i Volia » (Terre et Liberté). La « Narodnaïa Volia » avait à sa tête un Comité exécutif dont faisaient partie A. Jéliabov, A. Mikhaïlov, M. Frolenko, N. Morozov, V. Figner, S. Pérovskaïa, A. Kviatkovski et d'autres. Tout en restant fidèles au socialisme utopique populiste, les membres de l'organisation se fixaient l'objectif de lutter pour l'obtention de la liberté politique. Leur programme comportait la convocation d'une « représentation populaire permanente » élue au suffrage universel, la proclamation des libertés démocratiques, la remise de la terre au peuple, l'adoption de mesures devant mener à la remise des usines aux ouvriers. L'objectif immédiat de la « Narodnaïa Volia » était le renversement du tsarisme. Cependant, ses membres, sans liens avec les masses, s'engagèrent dans la voie du complot politique et du terrorisme.

Après le 1er mars 1881 (assassinat d'Alexandre II), le gouvernement, à force de poursuites, d'exécutions et de provocations, détruisit l'organisation de la « Narodnaïa Volia ». Les diverses tentatives de la faire renaître entreprises les années suivantes n'eurent pas de succès. Ainsi en fut-il du groupe formé en 1886 sous la direction d'Alexandre Oulianov (frère de Lénine) et de P. Chévyrev, et qui reprenait les traditions de la « Narodnaïa Volia ». Après une tentative malheureuse d'attentat contre Alexandre III, en 1887, le groupe fut découvert et ses membres actifs exécutés.

S'il critiquait le programme utopique de la « Narodnaïa Volia », Lénine n'en exprimait pas moins le plus profond respect pour l'abnégation de ses membres. En 1899, il écrivait dans la « Protestation des social-démocrates russes » : « les militants de l'ancienne « Narodnaïa Volia » ont su jouer un rôle immense dans l'histoire russe, bien que ses héros peu nombreux fussent soutenus par des couches sociales très minces, et bien que le drapeau de ce mouvement fût une théorie nullement révolutionnaire ». (Œuvres, Paris-Moscou, t. 4, p. 186.) — P. 173.

62. « *Révoltoutsionnaïa Rossia* », [la Russie révolutionnaire], journal illégal des s.-r- ; la publication en fut entreprise fin 1900 en Russie par l'« Union des socialistes-révolutionnaires » (le n° 1, daté de 1900, parut en fait en janvier 1901) ; de janvier

1902 à décembre 1905 parut à l'étranger (à Genève) en qualité d'organe officiel du parti des s.-r. — P. 175.

63. *Comité local*, Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R. — P. 178.

64. « *2a 3b* », pseudonyme du bolchevik Pantéléimon Lépéchinski, membre du Comité d'organisation pour la convocation du IIe Congrès du P.O.S.D.R. — P. 178.

65. *Union de Pétersbourg*, «Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière », formée par Lénine à l'automne de 1895. L'« Union » regroupait tous les cercles ouvriers marxistes de Pétersbourg. Elle avait à sa tête un Groupe central dirigé par Lénine. Pour la première fois en Russie, l'« Union de lutte » entreprit de faire confluer le socialisme et le mouvement ouvrier, de faire sortir la propagande du marxisme du cadre de petits cercles d'ouvriers d'avant-garde pour lui faire toucher la large masse ouvrière.

En décembre 1895, le gouvernement porta à l'« Union de lutte » un coup très dur : dans la nuit du 8 au 9 (du 20 au 21) décembre 1895 fut arrêté un nombre assez important de responsables de l'organisation, dont Lénine, fut également saisi le n° 1 du *Rabotchétè Diélo*, prêt à imprimer.

Lénine, de la prison, continua à diriger les activités de l'« Union », l'aidant de ses conseils, lui faisant parvenir lettres et tracts chiffrés ; il écrivit en détention la brochure *Sur les grèves* (qui n'a pas été retrouvée jusqu'à présent), l'« Exposé et commentaire du projet de programme du Parti social-démocrate ». (Œuvres, Paris-Moscou, t. 2, pp. 89-117).

L'importance de l'« Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière » venait de ce qu'elle représentait, selon l'expression de Lénine, l'embryon d'un parti révolutionnaire, appuyé sur le mouvement ouvrier et dirigeant la lutte du prolétariat.

Les militants qui avaient échappé à l'arrestation participèrent à la préparation et à la tenue du Ier Congrès du P.O.S.D.R. et à la rédaction du « Manifeste » publié au nom du Congrès. Cependant, la longue absence des fondateurs de l'« Union de lutte », déportés en Sibérie, celle de Lénine en particulier, facilita la mise en application d'une politique opportuniste par les « jeunes » social-démocrates, les « économistes », qui propageaient depuis 1897 par l'organe de la *Rabotchaïa Mysl* les conceptions trade-unionistes et bernsteiniennes dans le contexte russe. Dans la deuxième moitié de 1898, la direction de l'« Union » passa aux « économistes » les plus déclarés, aux partisans de la *Rabotchaïa Mysl*. — P. 178.

66. *Organisation ouvrière* (nom de code : *Manta*), organisation des partisans de l'« économisme », constituée à Pétersbourg au cours de l'été 1900. A l'automne de la même année, l'« organisation

ouvrière » fusionna avec l'« Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière », pour former le comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R., qui comportait le « comité » proprement dit et le « comité de l'Organisation ouvrière ». Après la victoire en 1902 de la tendance iskriste au sein de l'organisation social-démocrate de Pétersbourg, un groupe de militants influencés par l'« économisme » fit sécession et ressuscita l'« organisation ouvrière », qui exista jusqu'au début de 1904. — P. 179.

67. La déclaration du comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R. sur la solidarité avec le journal *Iskra* et la revue *Zaria* qu'il reconnaissait comme les organes dirigeants de la social-démocratie russe fut publiée en juillet 1902, sous forme d'un tract à part, puis reprise dans l'*Iskra*, numéro 26 du 15 octobre 1902.— P. 179.

68. *L'organisation russe de l'« Iskra »* (nom de code : *Sonia*) unissait les iskristes militant en Russie. Durant la première période de son existence (février 1900-janvier 1902), elle ne représentait pas encore un ensemble structuré. Les groupes de soutien et les « agents » de l'*Iskra* (les époux Lépéchinski, Krassikov, A. Stopani à Pskov, les Artsybouchev, K. Gazenbouch à Samara, L. Radtchenko, S. Tsederbaum à Poltava, S. Radtchenko à Pétersbourg, A. Tsiouroupa à Kharkov, Bauman à Moscou, Babouchkine à Orékhovo-Zouïévo, etc.) n'étaient pas reliés initialement à un centre agissant en Russie et maintenaient directement le contact avec la rédaction de l'*Iskra*. Mais à mesure que croissait l'influence de l'*Iskra*, son organisation russe devenait de plus en plus l'instrument de liaison du mouvement social-démocrate de Russie ; la somme de travail pratique assumé par les iskristes grandit (création de dépôts de publications, transport et diffusion de celles-ci parmi les organisations social-démocrates, collecte de fonds et envoi de correspondance à l'*Iskra*, etc.). Tout ceci exigeait toujours plus impérieusement la création d'un centre d'action iskriste pour toute la Russie, l'officialisation de l'organisation russe de l'*Iskra*.

Lénine date la fondation de l'organisation russe de l'*Iskra* de janvier 1902, quand, à Samara, grâce à l'activité des Krjijanovski, de Lengnik et d'autres militants, se tint le Congrès des iskristes travaillant en Russie. Le Congrès élut un bureau et adopta des statuts, définit les fondements de la tactique et détermina les devoirs des membres de l'organisation. « Votre initiative, écrivit Lénine aux organisateurs du Congrès, nous a transportés de joie. Hourra ! C'est ça ! Remettez-en ! et agissez plus résolument : après un si beau début, la suite ne saurait être que réussie » (Recueil Lénine VIII, p. 221).

L'organisation russe de l'*Iskra* joua un grand rôle dans le rétablissement de fait de l'unité du P.O.S.D.R. ; c'est avec la participation la plus active de ses membres que fut formé, en novembre 1902, le Comité d'organisation pour la préparation et la convocation du IIe Congrès du P.O.S.D.R. L'organisation

russe de l'*Iskra* transmit au Comité d'organisation ses adresses et les publications de l'*Iskra* ; les iskristes partant travailler en Russie étaient également mis à sa disposition. Elle ne se résorba cependant pas dans le C. O., mais se maintint jusqu'au IIe Congrès, dans le but principalement d'agir sur le C. O., dont faisaient partie les éléments instables et opportunistes délégués par le groupe du *Ioujny Rabotchi* et le Bund. — P. 181.

69. Paroles de Répétilov dans la comédie de l'écrivain russe Alexandre Griboïédov : *Le malheur d'avoir trop d'esprit* (acte 4, scène 4). — P. 188.

70. Lénine ne mit pas à exécution son intention de revenir dans un article de revue ou une brochure à l'exposé détaillé des arguments contre les orientations et la tactique des s.-r. Le « Fragment d'un article contre les socialistes-révolutionnaires » (décembre 1902), (voir le présent tome p. 291-292), le « Résumé d'une brochure contre les s.-r. » (printemps 1903), (voir *Prolétarskaïa Révoltioutsia*, 1939, n° 1, pp. 22-28) et le « Fragment d'un article contre les socialistes-révolutionnaires » (première quinzaine de juillet 1903), (le présent tome pp. 486-487) représentent des étapes de l'élaboration d'une telle brochure. — P. 189.

71. Allusion à une phrase de l'écrivain russe Saltykov-Chtchédrine. — P. 190.

72. Titre de l'un des *Poèmes en prose* de Tourguéniev. — P. 201.

73. « *Réformistes de la chaire* » *ou* « *socialistes de la chaire* », représentants d'un courant de l'économie politique bourgeoise, né en Allemagne dans les années 1870 à 1890. Ses tenants prêchaient du haut des chaires universitaires le réformisme bourgeois libéral sous l'enseigne du socialisme. L'apparition du socialisme de la chaire s'explique par la peur causée aux classes exploiteuses par la diffusion du marxisme et les progrès du mouvement ouvrier, par le désir des théoriciens de la bourgeoisie de trouver de nouveaux moyens de maintenir les travailleurs dans la soumission. Les socialistes de la chaire (A. Wagner, G. Schmoller, L. Brentano, W. Sombart et autres) affirmaient que l'Etat bourgeois est soi-disant au-dessus des classes, capable de concilier les classes hostiles et d'instaurer graduellement le « socialisme », sans toucher aux intérêts des capitalistes et en tenant compte autant que possible des revendications des travailleurs. Ils proposaient de légaliser la réglementation policière du travail salarié, de ressusciter les corporations médiévales. Marx, Engels et Lénine firent éclater la nature réactionnaire du socialisme de la chaire. En Russie, les « marxistes légaux » prônaient les conceptions de ce courant. — P. 205.

74. *V. V.* (pseudonyme de V. Vorontsov), un des théoriciens du populisme libéral des années 1880 à 1900. — P. 205.

75. *N-on ou Nikolaï-on* (pseudonymes de N. Danielson), un des idéologues du populisme libéral dans les années 1880 à 1900. — P. 206.

76. *Lévitski*, populiste libéral, fondateur des artels agricoles dans la province de Kherson dans les années 1890 à 1900. — P. 207.

77. *Pobiédonostsev*, homme d'Etat réactionnaire de la Russie tsariste, procureur général du St.-Synode, qui joua pratiquement le rôle de chef du gouvernement sous Alexandre III et orchestra la violente réaction nobiliaire qui se déchaîna alors. Il continua à occuper une place en vue sous Nicolas II. — P. 208.

78. Le *Narodnoïé Pravo*, organisation illégale de l'intelligentsia démocrate russe, fondée en été 1893 avec la participation d'anciens membres de la « Narodnaïa Volia », comme O. Aptekman, A. Bogdanovitch, A. Gédéonovski, M. Natanson, N. Tuttchev. Elle se fixait pour objectif de regrouper toutes les forces d'opposition en vue de lutter pour des réformes politiques. L'organisation fit paraître deux documents de programme : le *Manifeste* et la *Question brûlante*. Elle fut démantelée par la police au printemps de 1894. On trouvera le jugement porté par Lénine sur ce parti politique dans *Ce que sont les « amis du peuple » et comment ils luttent contre les social-démocrates* (Œuvres, Paris-Moscou, t. 1, pp. 358-360) et *Les tâches des social-démocrates russes* (Œuvres, Paris-Moscou, t. 2, pp. 340-342). La majorité des membres du « Narodnoïé Pravo » adhérèrent par la suite au parti des s.-r-. — P. 214.

79. « *Sozialistische Monatshefte* » [Mensuel socialiste], revue, organe principal des opportunistes de la social-démocratie allemande et l'un des organes de l'opportunisme international. Pendant la guerre impérialiste mondiale de 1914-1918, cette revue adopta une position social-chauvine. Parut à Berlin de 1897 à 1933. — P. 215.

80. L'« *Osvobojdénié* » [la Libération], revue bimensuelle éditée à l'étranger du 18 juin (1er juillet) 1902 au 18 (31) octobre 1905, sous la rédaction de P. Strouvé.

Appuyé sur le mouvement d'opposition au sein des zemstvos, l'*Osvobojdénié* fut en fait l'organe illégal de la bourgeoisie libérale russe et défendit les conceptions du libéralisme monarchiste modéré. En 1903, se forma autour de la revue (pour devenir une organisation autonome en janvier 1904) l'« Union de l'Osvobojdénié », qui exista jusqu'en octobre 1905.

Les membres de l'« Union de l'Osvobojdénié » formèrent avec les constitutionnalistes des zemstvos, le noyau du principal parti bourgeois de Russie, le parti des cadets, créé en octobre 1905. — P. 216.

81. Lénine parle de la brochure *L'autocratie et les grèves. Note du ministère des Finances sur l'autorisation des grèves* éditée en 1902 à Genève par la Ligue de la social-démocratie révolutionnaire russe à l'étranger. — P. 219.

82. *La Loi du 3 (15) juin 1886* (« Règles de surveillance des établissements industriels précisant les rapports des fabricants et des ouvriers ») avait été promulguée à la suite des troubles ouvriers qui avaient éclaté dans les provinces de Moscou, de Vladimir et de Iaroslavl, et en particulier de la fameuse grève de chez Morozov de 1885. La nouvelle loi signifiait au fond une limitation du bon plaisir des fabricants dans le prélèvement des amendes sur les ouvriers, d'où son nom de « loi sur les amendes ». Lénine a donné une analyse détaillée et une critique de cette loi dans la brochure *Explication de la loi sur les amendes infligées aux ouvriers de fabriques et d'usines* (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 2, pp. 23-69).

La loi du 2 (14) juin 1897 (« Sur la durée et la distribution du temps de travail dans les établissements industriels ») introduisait pour la première fois dans la législation russe une limitation du temps de travail pour une partie des ouvriers de la grande industrie ; de même que celle du 3 juin 1886, elle fut adoptée sous la pression du mouvement ouvrier, en particulier des grèves de masse déclenchées par les ouvriers pétersbourgeois en 1895-96. La brochure de Lénine *La nouvelle loi ouvrière* contient une analyse et une critique de la loi du 2 juin 1897 (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 2, pp. 269-320). — P. 219.

83. *Association des métallurgistes* (officiellement : « Association d'entraide des ouvriers de l'industrie mécanique »), fondée à Moscou en mai 1901 avec le concours de la police secrète ; ses statuts furent approuvés par le général gouverneur de Moscou le 14 février 1902. Cette institution était une tentative d'implanter le « socialisme policier », ou zoubatovisme (du nom de son promoteur, le colonel de gendarmerie Zoubatov), dans le but de détourner les ouvriers de la lutte révolutionnaire. L'« offensive de séduction » de la police en direction des ouvriers, en particulier les tentatives des agents zoubatovistes, qui régentaient l'Association des métallurgistes, de s'arroger la fonction de médiateurs dans les conflits entre employeurs et ouvriers, provoquèrent le mécontentement des fabricants moscovites et les protestations du ministère des Finances, qui reflétait leurs intérêts. A partir de 1903, l'essor du mouvement ouvrier fit rentrer dans l'ombre l'Association des métallurgistes ainsi que les autres organisations zoubatovistes. — P. 220.

84. La « loi de bagne », *Zuchthausvorlage*, avait été déposée en 1899 au Reichstag à la demande instante des milieux industriels et de l'empereur Guillaume II ; le projet menaçait d'une peine de prison de 1 à 5 ans ou d'une amende allant jusqu'à 1 000 marks

ceux qui « par la violence, la menace, l'injure ou le soupçon jeté sur l'honneur » cherchaient à faire participer les ouvriers aux associations et accords, les incitaient à faire grève et empêchaient ceux qui le désiraient de continuer le travail. Sous la pression du mouvement ouvrier, le *Zuchthausvorlage* fut repoussé au Reichstag le 20 novembre 1899 par les voix des partis de gauche et du centre. — P. 225.

85. *Moltchaline*, personnage de la comédie d'Alexandre Griboïédov, *Le malheur d'avoir trop d'esprit*, arriviste prêt à toutes les flagorneries. — P. 227.

86. « *Joujny Rabotchi* » [L'Ouvrier du Sud], journal social-démocrate édité clandestinement par le groupe du même nom de janvier 1900 à avril 1903 ; 12 numéros parurent. Selon les époques, le *Joujny Rabotchi* eut pour rédacteurs et collaborateurs I. Lalaïantz, A. Vilenski (« Ilya »), O. Kogan (Ermanski), B. Tseitlin (Batourski), les Lévine, V. Rozanov et autres.

Apparu comme « journal ouvrier d'Ekatérinoslav » (sous-titre de ses deux premiers numéros), le *Joujny Rabotchi* ne tarda pas à gagner en autorité, devenant l'« organe du mouvement ouvrier du Sud de la Russie ». L'imprimerie du journal déménageait constamment, d'Ekatérinoslav à Smolensk, de Kichinev à Nikolaïev...

Le *Joujny Rabotchi* combattait l'« économisme » et le terrorisme, montrait la nécessité d'un large mouvement révolutionnaire de masse. Mais à la différence du plan iskriste de création en Russie d'un parti marxiste centralisé autour d'un journal politique pour toute la Russie, le groupe du *Joujny Rabotchi* envisageait la reconstitution du P.O.S.D.R. au moyen de la création d'unions social-démocrates régionales. Une démarche pratique dans ce sens fut entreprise avec la convocation d'un congrès des comités et organisations du P.O.S.D.R. du Sud de la Russie en décembre 1901, qui aboutit à la formation de l'« Union des comités et organisations du Sud du P.O.S.D.R. », avec le *Joujny Rabotchi* pour organe. Cette tentative s'avéra non viable (comme tout le plan d'organisation du *Joujny Rabotchi*) et quelques coups de filet policiers amenèrent au printemps de 1902 l'effondrement de l'« Union ». Les membres de la rédaction du *Joujny Rabotchi* demeurés en liberté entrèrent en août 1902 en pourparlers avec la rédaction de l'*Iskra* en vue de travailler conjointement à la reconstitution de l'unité de la social-démocratie russe. La déclaration de solidarité avec l'*Iskra* du groupe du *Joujny Rabotchi* (publiée dans l'*Iskra*, n° 27 du 1er novembre 1902, et dans le *Joujny Rabotchi*, n° 10 de décembre 1902) eut une grande importance pour le regroupement des forces social-démocrates de Russie. En novembre 1902, aux côtés de l'organisation russe de l'*Iskra*, du comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R. et de l'« Union du Nord du P.O.S.D.R. », le groupe du *Joujny Rabotchi* participa à la re-

constitution, puis à l'activité du Comité d'organisation pour la convocation du IIe Congrès du parti.

Le groupe du *Ioujny Rabotchi* a accompli un important travail révolutionnaire en Russie ; mais il a en même temps manifesté des tendances opportunistes dans la question des rapports avec la bourgeoisie libérale et le mouvement paysan, et mûri un plan séparatiste de création d'un autre journal pour toute la Russie à côté de l'*Iskra*.

Au IIe Congrès du P.O.S.D.R., les délégués du groupe du *Ioujny Rabotchi* se situèrent au centre (dont les représentants furent qualifiés par Lénine d'« opportunistes moyens »). Le Congrès décida de dissoudre le groupe, au même titre que les autres groupes et organisations social-démocrates autonomes.— — P. 229.

87. *La lettre à un camarade sur nos tâches d'organisation* répondait à une lettre du social-démocrate pétersbourgeois A. Schneerson (Eréma), qui faisait la critique de l'organisation du travail social-démocrate à Pétersbourg.

La direction de l'« Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière » de Pétersbourg, après l'arrestation, en décembre 1895, de Lénine et de ses compagnons de lutte, était peu à peu passée aux mains des « économistes ». A l'opposé des marxistes révolutionnaires qui s'efforçaient de créer une organisation strictement clandestine et centralisée de révolutionnaires, les « économistes », rabaissant la portée de la lutte politique, prônaient la mise sur pied d'une large organisation ouvrière, basée sur le principe électif, et qui aurait eu pour premier objectif de veiller aux intérêts économiques des ouvriers, de créer des caisses d'entraide mutuelle, etc. La longue prépondérance des « économistes » au sein de l'« Union de lutte » laissa des traces profondes dans sa structure : sa section ouvrière (appelée Organisation ouvrière) était maintenue artificiellement détachée de la section intellectuelle ; la lourde machine de l'« Union » se prêtait mieux à la lutte professionnelle qu'à la direction de la lutte révolutionnaire de masse des ouvriers contre l'autocratie et la bourgeoisie. La lutte entre iskristes et « économistes » engagée au sein de l'organisation de Pétersbourg se termina, au cours de l'été de 1902, par l'adhésion du comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R. aux positions de l'*Iskra*. Le n° 30 du 15 décembre 1902 de ce journal communiquait : « ... à l'une des réunions tenues à la campagne près de Pétersbourg au mois de *juin*, avec la présence des *ouvriers représentant les cinq secteurs de l'Organisation ouvrière* (et constituant l'instance suprême de cette organisation à cette époque) furent posées deux questions concernant : 1) les deux orientations de la social-démocratie russe, l'ancienne (économiste), qui l'avait emporté jusque-là à Pétersbourg, et la révolutionnaire, représentée par l'*Iskra* et la *Zaria*, et 2) les principes d'organisation (ou bien ce qu'on appelle le démocratisme, ou bien l'« organisation des révolutionnaires »). Sur l'une

et l'autre de ces deux questions, *les ouvriers* se prononcèrent *unanimement contre* l'« économisme » et le « démocratisme », pour *l'orientation de l'« Iskra »*.

Une commission comprenant des représentants de l'organisation de l'*Iskra*, de l'Organisation ouvrière et du Comité de Pétersbourg fut formée pour réorganiser l'« Union de lutte » en accord avec les principes énoncés par l'*Iskra*. Cependant, les « économistes », avec, à leur tête, Tokarev, s'étant declaré en désaccord avec la décision du Comité de Pétersbourg sur le soutien de la position de l'*Iskra*, créèrent un comité dit de l'Organisation ouvrière et engagèrent la lutte contre les iskristes. Ces derniers, avec le soutien des ouvriers, parvinrent à maintenir leurs positions au sein de l'organisation de Pétersbourg.

La « Lettre à un camarade », où Lénine développait et concrétisait son plan d'organisation du parti, parvint à Pétersbourg au plus fort de la lutte contre les « économistes ». Polycopiée, recopiée à la main, elle circula largement parmi les social-démocrates de la capitale. En juin 1903, elle fut éditée illégalement par l'« Union social-démocrate de Sibérie » sous le titre : « Sur le travail révolutionnaire dans les organisations du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (Lettre à un camarade). » En janvier 1904, le Comité central du P.O.S.D.R. publia la « Lettre à un camarade » en brochure séparée, avec une préface et une postface de Lénine. La préparation du manuscrit de cette brochure fut assurée par Lénine.

La « Lettre à un camarade » fut largement répandue dans les organisations social-démocrates. Les archives du département de la police pour les années 1902-1905 mentionnent que le texte fut découvert lors de perquisitions à Moscou, Riga, Rostov-sur-le-Don, Nakhitchévan, Nikolaïev, Krasnoïarsk, Irkoutsk et autres localités.

Les archives de l'Institut du marxisme-léninisme près le C. C. du P.C.U.S. ont seulement la première page du manuscrit de la « Lettre à un camarade ». Y figure le titre suivant de Lénine : « Au comité de St-Pbg en général et au camarade « Eréma » en particulier (de Lénine) ». — P. 233.

88. *Ioudouchka Golovliov*, type du propriétaire foncier de mœurs féodales, pétri d'hypocrisie, dépeint dans le roman de Saltykov-Chtchédrine *Messieurs Golovliov*. — P. 257.

89. Lénine fait allusion à la loi du 8 (21) juin 1901 sur l'affectation à des personnes privées de terres d'Etat en Sibérie. La loi accordait des privilèges exceptionnels aux propriétaires fonciers nobles. Lénine a donné une analyse détaillée et une critique de cette loi dans son article « Les ultra-réactionnaires à l'œuvre » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, pp. 92-97). — P.257

90. Voir K. Marx, F. Engels, *Œuvres choisies en deux volumes*, Editions du Progrès, Moscou 1964 ; tome I, p. 56. — P. 263.

91. Lénine cite ici le livre de F. Engels *l'Anti-Dühring*, Ed. Sociales, Paris 1956, pp. 215-216. — P. 263.

92. *Stepniak-Kravtchinski*, écrivain russe, membre de la « Narodnaïa Volia ». — P. 264.

93. « A propos des manifestations » est la réponse de Lénine à la lettre d'un étudiant de l'Université de Pétersbourg au sujet de l'éditorial « Que faire ? » publié le 15 septembre 1902 dans le numéro 25 du journal *Iskra*.
Le manuscrit ne porte pas de titre. Le titre figurant ici est donné par l'Institut du marxisme-léninisme près le C.C. du P.C.U.S. — P. 265.

94. La « *Rabotchaïa Mysl* » [La Pensée ouvrière], journal qui parut d'octobre 1897 à décembre 1902. Ce fut lui qui refléta le plus fidèlement les vues des « économistes ». Il y eut en tout 16 numéros ; les deux premiers numéros furent polycopiés à Pétersbourg, les nos 3-11 parurent à Berlin, les nos 12-15 à Varsovie, le 16e et dernier à l'étranger. Il eut notamment pour rédacteur en chef K. Takhtarev.
Lénine critiqua les vues de la *Rabotchaïa Mysl* en tant que variété russe de l'opportunisme international dans l'article « Un mouvement rétrograde dans la social-démocratie russe » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 4, pp. 262-293), dans des articles publiés par l'*Iskra* et dans son livre *Que faire ?*. — P. 272.

95. Le groupe « Borba » [La lutte] est caractérisé de façon détaillée par Lénine dans sa note : « A propos du groupe « Borba » (voir le présent tome, p. 161). — P. 272.

96. *Sur les tâches du mouvement social-démocrate* est un fragment d'un article écrit par Lénine en novembre 1902. Le manuscrit ne donne pas de titre. Celui qui figure ici est donné par l'Institut du marxisme-léninisme près le C. C. du P.C.U.S. — P. 274.

97. *Val*, général tsariste qui fit fouetter de verges les manifestants ouvriers arrêtés le 1er mai 1902.
Obolenski : haut dignitaire tsariste qui conduisit avec une rare cruauté les représailles contre le mouvement paysan qui avait éclaté dans le Sud de la Russie en 1902. — P. 274.

98. La proclamation du comité du Don du P.O.S.D.R. « A tous les citoyens », datée du 6 novembre 1902, a été reproduite dans le numéro 29 de l'*Iskra* du 1er décembre 1902. — P. 285.

99. Voir K. Marx, F. Engels, *Œuvres choisies en deux volumes*, Editions du Progrès, Moscou 1965, tome II, p. 8. — P. 286.

100. Lénine fait allusion aux discours des ouvriers de Nijni-Novgorod qui avaient participé aux manifestations des 1er et 5 (14

et 18) mai 1902, discours prononcés devant le tribunal impérial du 28 au 31 octobre (10 au 13 novembre) 1902. Ces discours furent d'abord édités par le comité de Nijni-Novgorod du P.O.S.D.R. en tract séparé, puis reproduits par l'*Iskra* (numéro 29 du 1er décembre 1902) sous le titre « Les ouvriers de Nijni-Novgorod devant le tribunal » et édités en brochure séparée. — P. 286.

101. Cette note fut écrite par Lénine au nom de la rédaction de l'*Iskra* pour accompagner l'appel « Aux élèves des écoles secondaires » publié sous forme de tract par le groupe de la Russie du Sud des élèves des écoles secondaires. L'appel et la note furent publiés dans le numéro 29 de l'*Iskra*, le 1er décembre 1902.

Le manuscrit ne porte pas de titre. Celui qui figure ici est donné par l'Institut du marxisme-léninisme près le C. C. du P.C.U.S. — P. 288.

102. La *Ligue de la social-démocratie révolutionnaire russe à l'étranger* avait été fondée sur l'initiative de Lénine en octobre 1901. Elle regroupait l'organisation de l'*Iskra* à l'étranger et l'organisation « Le social-démocrate », dont faisait partie le groupe « Libération du Travail ».

La formation de la Ligue avait été précédée d'une tentative de faire fusionner ces organisations avec l'« Union des social-démocrates russes à l'étranger » (juin 1901) lors d'une conférence tenue à Genève. La conférence adopta une résolution (« accord de principe ») qui reconnaissait la nécessité d'unir toutes les forces social-démocrates de Russie et, en particulier, de regrouper les organisations social-démocrates à l'étranger, et condamnant l'opportunisme quelles que soient ses manifestations et ses nuances. Le rapprochement ainsi esquissé devait être consacré officiellement lors d'un Congrès d'« unification » qui se tint effectivement les 21 et 22 septembre (4 et 5 octobre) 1901. Comme il apparut au cours du Congrès que l'« Union » demeurait comme précédemment sur des positions opportunistes, la fraction révolutionnaire du Congrès (les membres de l'organisation de l'*Iskra* et du groupe « Le social-démocrate ») rendit publique une déclaration constatant l'impossibilité de la fusion, et quitta le Congrès. La Ligue à l'étranger créée par ces organisations peu après le congrès représenta statutairement la section étrangère de l'organisation de l'*Iskra*. Elle se recrutait parmi les partisans de l'*Iskra* résidant à l'étranger, accordait un soutien matériel au journal, organisait le transport du journal en Russie et éditait des publications marxistes de vulgarisation. La Ligue fit paraître plusieurs « Bulletins » et brochures, dont celle de Lénine intitulée *Aux paysans pauvres*.

Le IIe Congrès du P.O.S.D.R. reconnut dans la Ligue la seule organisation du parti à l'étranger, jouissant des droits d'un comité, et précisa que la Ligue ne pouvait apporter son concours au mouvement social-démocrate de l'intérieur que par

l'intermédiaire des personnes et des groupes désignés par le Comité central du parti.

Après le IIe Congrès du parti, la Ligue passa aux mains des mencheviks en lutte contre Lénine et les bolcheviks. Au IIe Congrès de la Ligue tenu en octobre 1903, les mencheviks firent adopter de nouveaux statuts de la Ligue dirigés contre les statuts du parti votés par le IIe Congrès du P.O.S.D.R. La Ligue, qui continua d'exister jusqu'en 1905, fut dès lors un bastion du menchevisme. — P. 293.

103. « *L'Union des social-démocrates russes à l'étranger* » fut fondée à Genève en 1894 sur l'initiative du groupe « Libération du Travail ». Elle avait une imprimerie à elle. Au début, le groupe « Libération du Travail » assura la direction de l'« Union » et la révision de ses publications. L'« Union » faisait paraître le recueil non périodique *Rabotnik*, le *Listok «Rabotnika»*, édita l'*Explication de la loi sur les amendes* (1897) de Lénine, *Une nouvelle campagne contre la social-démocratie russe* (1897) de Plékhanov, etc. Le Ier Congrès du P.O.S.D.R. (en mars 1898) reconnut dans l'« Union » le représentant du parti à l'étranger. Par la suite, les éléments opportunistes, les « économistes », encore appelés les « jeunes », acquirent dans l'« Union » une influence prépondérante. Au Ier Congrès de l'« Union », qui se tint à Zürich en novembre 1898, le groupe « Libération du Travail » déclara qu'il refusait de continuer à revoir les publications de l'« Union ». Le groupe se réserva la publication du no 5-6 du *Rabotnik* et des brochures de Lénine *Les tâches des social-démocrates russes* et *La nouvelle loi ouvrière*. L'« Union », elle, édita, dès cette époque, la revue des « économistes » *Rabotchéïé Dïélo*. La rupture complète entre « Libération du Travail » et l'« Union » eut lieu à Genève, en avril 1900, au IIe Congrès de l'« Union » : les membres de « Libération du Travail » et leurs partisans quittèrent le Congrès et fondèrent leur propre organisation, dénommée « Le social-démocrate ». En 1903, le IIe Congrès du P.O.S.D.R. prononça la dissolution de l'« Union » (voir *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des sessions plénières du Comité central*, Ire partie, 1954, p. 56), — P. 293.

104. L'ouvrage de Lénine *La question des rapports des comités et groupes du P.O.S.D.R. au congrès du parti* était reproduit, dans l'édition précédente des Œuvres, d'après une copie du manuscrit de Lénine. Le manuscrit authentique de Lénine a été découvert par la suite. La présente édition des Œuvres de Lénine reproduit pour la première fois cet ouvrage d'après le manuscrit. — P. 294.

105. La « *Rabotchaïa Gazéta* » [Le Journal ouvrier], organe illégal du groupe des social-démocrates de Kiev, rédigé par B. Eidelman, P. Toutchapski, N. Vigdortchik, etc. Il en parut deux

numéros : le numéro 1 en août 1897 et le numéro 2 en décembre (daté de novembre de la même année).

La rédaction envoya Toutchapski à l'étranger présenter à Plékhanov et aux autres membres du groupe « Libération du Travail » le premier numéro de la *Rabotchaïa Gazéta*. Ceux-ci acceptèrent de collaborer au journal. Dans une lettre aux membres de la rédaction, Georges Plékhanov émit un avis favorable sur la *Rabotchaïa Gazéta* en tant qu'organe social-démocrate pour toute la Russie et rappela la nécessité de mettre davantage l'accent sur les questions de la lutte politique du prolétariat. Grâce aux contacts avec le groupe « Libération du Travail », le n° 2 de la *Rabotchaïa Gazéta* revêtit un caractère politique plus accusé. Les social-démocrates qui se groupaient autour du journal travaillèrent à la préparation du Ier Congrès du P.O.S.D.R.

Le Ier Congrès du P.O.S.D.R. reconnut la *Rabotchaïa Gazéta* comme l'organe officiel du parti. Après le congrès, à la suite de la destruction de l'imprimerie par la police et de l'arrestation des membres du Comité central et de la rédaction, le n° 3, prêt à être composé, ne put paraître. Une tentative de reprendre sa publication fut effectuée en 1899. Voir à ce sujet Lénine, *Que faire ?* ch. 5, a. (Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, pp. 509-510.) — P. 298.

106. « *Rabotnik* » [Le Travailleur], recueil non périodique publié de 1896 à 1899 par l'« Union des social-démocrates russes à l'étranger ». L'initiative de l'édition de ce recueil appartient à Lénine. Le premier numéro, qui contenait l'article de Lénine « Friedrich Engels » est à dater au plus tôt de mars 1896.

Il y eut au total 6 numéros du *Rabotnik* en trois livraisons, et 10 numéros du *Listok « Rabotnika »* [la Feuille du « Rabotnik »]. — P. 298.

107. « *Jizn* » [La Vie], revue mensuelle éditée à Pétersbourg de 1897 à 1901 : parut à l'étranger en 1902. A partir de 1899, cette revue fut l'organe des « marxistes légaux ».

Lénine publia dans cette revue un article intitulé « Réponse à Monsieur P. Nejdanov » (numéro 12, décembre 1899) et deux articles réunis sous le titre « Le capitalisme dans l'agriculture (A propos d'un livre de Kautsky et d'un article de M. Boulgakov) », dans les numéros 1 et 2, janvier et février 1900 (voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 4, pp. 164-170 et 105-163). — P. 298.

108. « *Machaïstes, machaïsme* », courant anarchiste hostile au marxisme, ainsi appelé du nom de Machajski (pseudonyme : A. Volski), socialiste polonais qui dirigeait ce courant. Le programme machaïste fut exposé dans le livre de Machajski *Le travailleur intellectuel* (en trois parties : les deux premières polycopiées en 1899 et 1900 en Sibérie, où l'auteur était alors déporté : la

troisième, éditée à Genève en 1904). Le machaïsme se distinguait par son hostilité envers les intellectuels, que Machajski traitait de classe parasitaire ainsi que par la coupure qu'il s'efforçait de créer entre la classe ouvrière et les intellectuels révolutionnaires. Des groupes de machaïstes, sans organisation précise ni liaison les uns avec les autres, apparurent à Irkoutsk, Varsovie, Odessa, Pétersbourg et dans d'autres localités. Ils n'avaient pratiquement aucune influence sur la classe ouvrière. — P. 305.

109. *Rousskoïé Sobranié* [Rassemblement russe], organisation monarchiste ultra-réactionnaire apparue en automne 1900, et qui soutenait la politique des zoubatovistes. — P. 306.

110. Le nom de Slépov vient du mot russe « slépoï », qui signifie « aveugle ». — P. 308,

111. Un premier *Comité d'organisation (C. O.) pour la convocation du IIe Congrès du P.O.S.D.R.* fut désigné par la conférence de Biélostok en mars (avril) 1902, mais peu de temps après la conférence, tous les membres de ce comité (sauf un) furent arrêtés. En novembre 1902, sur l'initiative de Lénine, un nouveau Comité d'organisation fut créé à la réunion des comités social-démocrates à Pskov. Les partisans de l'*Iskra* étaient en majorité dans le nouveau comité.

Sous la direction de Lénine, le Comité d'organisation accomplit un grand travail pour la préparation du IIe Congrès du parti. En février 1903, à la réunion plénière organisée à Orel, un projet de règlement pour la convocation du congrès fut adopté.

Après la réunion plénière de février, les membres du Comité d'organisation rendirent deux fois visite aux comités locaux dans le but de les aider dans leur travail. Avec la participation des membres du Comité d'organisation, les organisations locales du parti discutèrent le projet de règlement pour la convocation du congrès du parti, après quoi celui-ci fut ratifié par le Comité d'organisation.

Le Comité d'organisation ratifia la liste des organisations locales du parti autorisées à prendre part aux travaux du Congrès, conformément au règlement adopté. Le Comité d'organisation prépara également pour le Congrès un compte rendu écrit détaillé sur son activité. — P. 312.

112. Il s'agit ici du Ier Congrès du P.O.S.D.R., qui se tint à Minsk du 1er au 3 (13 au 15) mars 1898. Il réunissait 9 délégués de 6 organisations : les « Unions de lutte pour la libération de la classe ouvrière » de Pétersbourg, de Moscou, d'Ekatérinoslav, et de Kiev, le groupe de la *Rabotchaïa Gazéta* de Kiev et le Bund. Le Congrès élut un Comité central du parti, confirma la *Rabotchaïa Gazéta* comme organe officiel du parti, publia un *Manifeste* et désigna l'« Union des social-démocrates russes à l'étran-

ger » comme le représentant du parti hors des frontières (voir *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des sessions plénières du Comité central*, Ire partie, 1954, pp. 11-15).

Le Ier Congrès du P.O.S.D.R. a eu le mérite de frapper les esprits en proclamant la création du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Cependant, il n'adopta pas de programme, n'élabora pas de statuts et, du fait de l'arrestation du Comité central qu'il avait élu et de la saisie de l'imprimerie de la *Rabotchaïa Gazéta*, il ne put être le point de départ du rassemblement des cercles et organisations marxistes dispersés, qui demeurèrent sans centre dirigeant ni ligne de conduite unique. — P. 312.

113. « *Tts. Gf* », pseudonyme du bolchevik Friedrich Lengnik. — P. 317.

114. *Discours de Nijni-Novgorod*, discours prononcés devant le tribunal par les ouvriers révolutionnaires de Nijni-Novgorod arrêtés par le gouvernement. Ils furent publiés dans l'*Iskra*, puis tirés à part.
La lutte de Rostov, allusion à la brochure éditée par la rédaction de l'*Iskra* sous le titre : *La lutte des ouvriers de Rostov*.
Brochure sur les grèves, il s'agit de la brochure intitulée *L'autocratie et les grèves*, éditée à Genève par la « Ligue de la social-démocratie révolutionnaire russe ».
Dyksztajn, il est question de la brochure de vulgarisation marxiste de Dyksztajn « Chacun a ses raisons de vivre ». — P. 318.

115. « *Vpériod* » [En avant], journal de tendance « économiste » publié à Kiev de 1896 à 1900. — P. 321.

116. « *Krasnoïé Znamia* » [Le Drapeau rouge], revue des « économistes » publiée par l'« Union des social-démocrates russes à l'étranger » de novembre 1902 à janvier 1903 à la place du *Rabotchéïé Diélo*. Il en parut trois numéros. — P. 321.

117. Lénine fait allusion à la brochure *L'autocratie et les grèves*. — P. 323.

118. La polémique entre l'*Iskra* et le Bund à propos de la question des rapports d'organisation entre le Bund et le P.O.S.D.R. fut provoquée par la décision prise à un congrès du Bund (en avril 1901) de défendre le principe fédératif d'organisation du parti. L'*Iskra* se prononça contre cette décision du Bund. Lénine soumit le nationalisme du Bund à une critique sévère dans une série d'articles et d'interventions au IIe Congrès du parti. — P. 326

119. Il s'agit de la traduction en yiddish de la brochure de Kautsky *La révolution sociale*. — P. 341.

120. Ce texte représente le programme des cours sur la question agraire et le résumé du premier cours fait par Lénine en février 1903 à l'Ecole supérieure russe des sciences sociales à Paris. L'Ecole avait été fondée en 1901 pour les étudiants russes vivant à l'étranger et fonctionnait légalement. Les organisateurs de l'Ecole manifestaient ouvertement leur hostilité aux marxistes révolutionnaires et exprimaient leur sympathie aux représentants des populistes et du parti des socialistes-révolutionnaires. Mais l'autorité de Lénine comme théoricien de la question agraire était si considérable que le conseil des professeurs décida d'inviter à faire des cours sur la question agraire « le marxiste connu Vladimir Iline » (V. I. Lénine. *N. R.*), auteur des livres *Le développement du capitalisme en Russie* et *Etudes économiques* parus légalement.

Le programme des cours avait été préparé et envoyé par Lénine à l'avance. Le résumé du premier cours, qui est reproduit dans le présent volume, représente les notes de cours de l'un des élèves de l'Ecole, revues par Lénine. — P. 343.

121. *Slavophiles*, représentants d'un courant social russe du milieu du XIXe siècle dont l'apparition s'inscrivait dans le contexte de la crise des rapports fondés sur le servage. Les slavophiles lancèrent la théorie d'une voie particulière de développement historique de la Russie, à la base de laquelle devaient se trouver le régime communautaire et la religion orthodoxe, que les slavophiles considéraient comme propres uniquement aux Slaves. Le développement historique de la Russie ainsi conçu excluant la possibilité de points de rupture révolutionnaires, les slavophiles manifestaient la plus grande hostilité envers le mouvement révolutionnaire, aussi bien en Occident qu'en Russie. Partisans du maintien de l'autocratie, les slavophiles pensaient que le monarque doit tenir compte de l'opinion publique et ils proposaient la convocation du *Zemski Sobor*, assemblée formée de représentants élus de toutes les couches sociales ; en même temps, ils s'opposaient à l'introduction d'une constitution et à la limitation formelle du pouvoir autocratique. En ce qui concerne le problème paysan, les slavophiles préconisaient la libération des serfs et la remise aux communautés paysannes de terres qui seraient rachetées aux seigneurs. Les slavophiles les plus connus étaient Khomiakov, les frères Kiréïevski, les frères Aksakov, Samarine et autres. — P. 365.

122. *T. P.* C'est sous ce pseudonyme que Lénine a publié dans le numéro 2-3 de 1901 de la revue « *Zaria* » *Les persécuteurs des zemstvos et les Annibals du libéralisme* (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, pp. 27-77). — P. 366.

123. *Gorémykine*, homme d'Etat russe, représentant typique de la bureaucratie réactionnaire, monarchiste fougueux. Ministre de l'Intérieur en 1895-1899, mena une politique de répression féroce du mouvement ouvrier. — P. 366.

124. « *Novoïé Slovo* » [La Parole nouvelle], revue mensuelle scientifique, littéraire et politique ; éditée à Pétersbourg à partir de 1894 par les populistes libéraux, et à partir du printemps 1897 par les « marxistes légaux ». Lénine a publié dans le *Novoïé Slovo* deux articles : « Pour caractériser le romantisme économique » et « A propos d'un entrefilet » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 2, pp. 125-268 et 321-328). En décembre 1897, la revue fut interdite par le gouvernement tsariste. — P. 366.

125. Au cours de la rédaction de la brochure *Aux paysans pauvres*, Lénine a élaboré plusieurs variantes du plan et rédigé un certain nombre de remarques pour la première variante, ainsi que les plans des divers chapitres de la brochure (voir Recueil Lénine XIX, pp. 339-356).

A propos du but de la brochure *Aux paysans pauvres*, Lénine indiquait en mars 1903 dans une lettre à Plékhanov qu'il écrivait pour les paysans une brochure populaire sur le programme agraire, dans laquelle il expliquait l'idée marxiste de lutte des classes à la campagne à partir de données concrètes sur les quatre couches de la population agricole (propriétaires fonciers, bourgeoisie paysanne, paysannerie moyenne et enfin prolétaires et semi-prolétaires).

Aux paysans pauvres fut éditée en mai 1903 à Genève par la « Ligue de la social-démocratie révolutionnaire russe à l'étranger ». La brochure contenait en appendice le texte du projet de programme du P.O.S.D.R. avec une introduction de Lénine. La brochure de Lénine obtint une très large diffusion. On l'introduisit clandestinement en Russie, puis elle fut transportée dans différentes villes, et de là, elle fut diffusée dans les villages. D'après les chiffres incomplets dont on peut disposer, dans la seule période allant de mai 1903 à décembre 1905, la brochure parvint dans 75 localités. Elle fut étudiée dans des cercles ouvriers et social-démocrates clandestins, elle pénétra dans l'armée et dans la flotte, parmi les élèves des écoles secondaires et les étudiants. En 1904, la brochure fut rééditée à l'étranger par le Comité central du P.O.S.D.R. Elle fut également plusieurs fois réimprimée en Russie. — P. 371.

126. *Charte réglementaire.* On appelait ainsi l'acte établi par les propriétaires fonciers lors de « l'affranchissement » des paysans par la réforme de 1861. La charte réglementaire indiquait la quantité de terre dont jouissaient les paysans avant la réforme, et désignait celles de ces terres qui étaient laissées aux paysans lors de leur « affranchissement ». La charte énumérait également les redevances dues auparavant par le paysan serf au propriétaire foncier. C'est sur la base des chartes réglementaires que l'on déterminait le montant des indemnités de rachat des paysans. — P. 427.

127. *X.*, pseudonyme de P. Maslov, par la suite menchevik. — P. 458.

128. « *Otétchestvennyé Zapiski* » [Les Annales de la Patrie], revue, commença à paraître en 1820 ; à partir de 1839, elle parut mensuellement sans interruption. Biélinski, Nékrassov, Saltykov-Chtchédrine, Elisséev, entre autres, y collaborèrent. Les *Otétchestvennyé Zapiski* groupaient autour d'elles l'intelligentsia démocratique révolutionnaire. La revue fut soumise à d'incessantes persécutions de la part de la censure ; en 1884, elle fut interdite par le gouvernement du tsar. — P. 472.

129. *Parti socialiste polonais* (P.S.P.), parti nationaliste petit-bourgeois, fondé en 1892. — P. 476.

130. La « *Nouvelle Gazette Rhénane* » [Neue Rheinische Zeitung] parut à Cologne du 1er juin 1848 au 19 mars 1849. Le journal était dirigé par Karl Marx et Friedrich Engels. Le rédacteur en chef était Karl Marx. Le journal fut, selon le mot de Lénine, « le meilleur organe du prolétariat révolutionnaire» (Œuvres, Paris-Moscou, t. 21, p. 76). Il éduquait les masses populaires, les exhortait à combattre la contre-révolution, exerçait une influence dans toute l'Allemagne. La position résolue, sans compromis de la *Nouvelle Gazette Rhénane*, son internationalisme combattif lui valurent dès les premiers mois de son existence la haine des feuilles féodalo-monarchistes et libérales bourgeoises, ainsi que les vexations des autorités. L'expulsion de Marx par le gouvernement prussien et les mesures de répression qui frappèrent les autres membres de la rédaction amenèrent le journal à cesser sa parution. Lire, à propos de la *Nouvelle Gazette Rhénane*, l'article d'Engels « Marx et la *Nouvelle Gazette Rhénane* (1848-1849) » (K. Marx, F. Engels, *Œuvres choisies en deux volumes*, Editions du Progrès, Moscou 1965, tome II, pp. 357-366). — P. 478.

131. Lénine cite une série d'articles qui avaient paru dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* en août-septembre 1848 sous le titre général « Die Polendebatte in Frankfurt ». Les articles avaient pour auteur Engels. — P. 479.

132. *Dombrovski et Wroblewski*, grandes figures du mouvement révolutionnaire polonais de 1863-1864. Après l'écrasement de l'insurrection polonaise, ils émigrèrent en France. En 1871, ils furent généraux de la Commune de Paris. — P. 480.

133. Lénine cite la préface de Franz Mehring au troisième tome de son édition de 1902 des Œuvres de Marx et Engels de 1841 à 1850 (Gesammelte Schriften von Karl Marx und Friedrich Engels. 1841 bis 1850. Dritter Band. Stuttgart, Verlag von J.H.W. Dietz, Nachf., 1902). — P. 481.

134. *Le IIe Congrès du P.O.S.D.R.* se tint du 17 (30) juillet au 10 (23) août 1903. Les treize premières séances du Congrès eurent

lieu à Bruxelles. Ensuite, à cause des persécutions policières, les assises du Congrès furent transportées à Londres. Il y eut 37 séances en tout. L'ordre du jour du Congrès comprenait 20 questions, dont les plus importantes étaient : le programme du parti, l'organisation du parti (adoption des statuts du P.O.S.D.R.), les élections du Comité central et de la rédaction de l'organe central du parti. 26 organisations étaient représentées. Au total, 43 délégués étaient présents avec 51 voix délibératives (8 délégués disposaient de deux voix chacun), et 14 délégués avec voix consultatives.

Le Congrès fut préparé par l'*Iskra* de Lénine. Lénine lui-même accomplit un travail considérable pour sa préparation.

Lénine établit dans ses grandes lignes le rapport sur l'activité de l'organisation de l'*Iskra* : il mit au point le projet des statuts du parti, les projets de résolutions sur de nombreuses questions soumises à la discussion du Congrès, l'ordre du jour et le règlement du Congrès.

Lénine eut de nombreux contacts avec les délégués. Il s'informait sur la situation et l'état des organisations locales, discutait avec les délégués de nombreuses questions posées au Congrès. A l'une des réunions des délégués du Congrès, Lénine fit un exposé sur la question nationale. La composition du Congrès n'était pas homogène. On y trouvait non seulement des partisans de l'*Iskra*, mais aussi des adversaires de celle-ci, ainsi que des éléments instables, hésitants. Lénine ayant fait connaissance au préalable avec les délégués, cela lui permit de se rendre compte de la position politique de chacun d'eux dès avant l'ouverture du Congrès.

Lénine fut élu au bureau du Congrès et fit partie des principales commissions du Congrès : commissions du programme, des statuts et des mandats. Il fit le rapport sur les statuts du parti et prit la parole au Congrès sur presque toutes les questions de l'ordre du jour. Le procès-verbal du Congrès consigne plus de 130 interventions, remarques et répliques de Lénine. — P. 489.

135. *Le projet de statuts du P.O.S.D.R.* présenté par Lénine au IIe Congrès du parti n'a pas été conservé. Dans le présent volume, nous reproduisons le projet initial de statuts placé par la commission des procès-verbaux du IIe Congrès en annexe au *Texte complet des procès-verbaux du IIe Congrès ordinaire du Parti ouvrier social-démocrate de Russie*, édités à Genève en 1904. C'est par erreur que le projet initial de statuts de Lénine, placé par la commission des procès-verbaux du IIe Congrès du parti en appendice XI au *Texte complet des procès-verbaux* a été appelé par cette commission projet des statuts d'organisation du P.O.S.D.R. présenté par Lénine au Congrès (voir V. Lénine. *Un pas en avant, deux pas en arrière*, point « g ». Statuts du parti. Projet du camarade Martov). — P. 499.

136. Le discours de Lénine sur la question de la conduite du Comité d'organisation fut provoqué par l'incident suivant. Avant l'ou-

verture du Congrès, le Comité d'organisation avait rejeté la demande du groupe « Borba » qui voulait avoir un représentant au Congrès avec voix consultative. La commission des mandats avait entériné la proposition du Comité d'organisation. Après que la décision de la commission des mandats fut communiquée au Congrès, l'un des membres du Comité d'organisation réclama une suspension de séance, pour avoir la possibilité de discuter à nouveau de cette question au Comité d'organisation. Pendant la suspension de séance, le Comité d'organisation tint une réunion au cours de laquelle il fut décidé à la majorité des voix (contre une) d'inviter un représentant du groupe « Borba » avec voix consultative.

Les personnes mentionnées dans le discours sont : Egorov, le menchevik E. Lévine, Stein, le menchevik E. Alexandrova, Pavlovitch, le bolchevik P. Krassikov. — P. 507.

137. *Hofman*, pseudonyme du membre du Bund V. Kossovski. — P. 509.

138. Il s'agit des syndicats de mineurs de deux comtés d'Angleterre, le Northumberland et le Durham, qui avaient obtenu dans les années 80 du XIXe siècle — au moyen de transactions avec les patrons — la journée de 7 heures pour les ouvriers qualifiés du fond, et qui, par la suite, pendant de nombreuses années, s'opposèrent à l'introduction de la journée de 8 heures pour tous les ouvriers anglais. — P. 512.

139. Lénine a en vue le chapitre VII de l'œuvre de Karl Marx *Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte*. (K. Marx, F. Engels, *Œuvres choisies en deux volumes*, Éditions du Progrès, Moscou 1964, tome I, p. 341-356). — P. 513.

140. Il s'agit de l'œuvre de K. Marx *La guerre civile en France* (K. Marx, F. Engels, *Œuvres choisies en deux volumes*, Editions du Progrès, Moscou 1964, tome I, pp. 558-559). — P. 513.

141. *Makhov*, pseudonyme du menchevik D. Kalafati ; *Kostrov*, pseudonyme du menchevik N. Jordania. — P. 521.

142. On appelait *khizani* les paysans sans terre de Géorgie, depuis longtemps installés sur les terres des grands propriétaires fonciers dans des conditions contractuelles particulières. Formellement, les *khizani* n'étaient pas des serfs, ils jouissaient de la liberté personnelle, mais ils restaient pour toujours des fermiers privés de droits. La réforme paysanne de 1861 ne fut pas étendue aux *khizani* : ils restèrent comme avant dans une complète dépendance à l'égard des propriétaires fonciers, qui se mirent à augmenter les redevances et à reprendre les terres occupées par les *khizani*. L'institution des *khizani* fut supprimée après la Révolution d'Octobre.

On appelait *paysans temporairement redevables* ceux des anciens serfs qui, après l'abolition du servage en 1861, furent

obligés de fournir des prestations en argent ou en travail jusqu'au moment où ils commenceraient à racheter leur lot au propriétaire foncier. Une fois conclu l'accord de rachat, le paysan cessait d'être temporairement redevable pour passer dans la catégorie de paysan propriétaire.

Le IIe Congrès du P.O.S.D.R., sur la proposition de Lénine, compléta la partie agraire du programme du parti par la revendication de la « remise en propriété aux paysans du Caucase des terres dont ils jouissent en tant que temporairement redevables, *khizani*, etc. — P. 522.

143. *Brucker*, pseudonyme de L. Makhnovetz, par la suite passa aux mencheviks. — P. 525.

144. Lénine prononça le discours sur la question des élections à la rédaction de l'*Iskra* à la 31e séance du IIe Congrès. Lors de l'adoption du procès-verbal de cette séance à la 35e séance du Congrès, une modification fut apportée au texte du discours de Lénine, avec l'accord de celui-ci. Le début du discours, depuis : « Camarades, le discours prononcé par Martov était si étrange que je me vois obligé de m'élever énergiquement contre sa façon de poser la question... » jusqu'à : « ... témoigne simplement d'une *stupéfiante confusion des notions politiques* », a été supprimé et remplacé par les mots suivants :

« Je demande au Congrès la permission de répondre à Martov.

Le camarade Martov a dit que le vote en question avait mis une tache sur sa réputation politique. Faire des élections et ternir une réputation politique sont deux choses qui n'ont rien de commun. (Cris dans la salle : « *ce n'est pas vrai! c'est faux!* ». Plékhanov et Lénine protestent contre ces interruptions. Lénine demande aux secrétaires d'inscrire dans le procès-verbal que Véra Zassoulitch, Martov et Trotski l'ont interrompu, et il demande d'inscrire également combien de fois ils l'ont interrompu. »)

Dans le présent volume, le discours de Lénine est reproduit tel que Lénine l'avait écrit et prononcé au Congrès. — P. 529.

145. Lénine veut parler de la grève des ouvriers d'Odessa en juillet 1902. En dépit des efforts de l'organisation zoubatoviste locale pour détourner les ouvriers de la lutte révolutionnaire, la grève prit une tournure nettement politique. Les grèves politiques de masse de 1903 s'étendirent à presque tout le Sud de la Russie (Kiev, Ekatérinoslav, Nikolaïev, Élisavetgrad, etc.).

L'*Iskra* de Lénine traita de façon détaillée des événements d'Odessa dans son n° 45 du 1er août 1903. — P. 540.

146. Le pogrome de Kichinev avait été organisé par le gouvernement et les Cent-Noirs en avril 1903. — P. 545.

LA VIE ET L'ŒUVRE DE

V. LÉNINE

(CHRONOLOGIE)

(Janvier 1902-août 1903)

1902

Début janvier	V. Lénine écrit ses remarques critiques sur le premier projet de programme du P.O.S.D.R. établi par G. Plékhanov.
8 (21) janvier	Lénine prend la parole à une réunion de la rédaction du journal l'*Iskra* à Munich pour critiquer le premier projet de programme établi par Plékhanov; il y présente ses amendements et propositions.
Entre le 8 et 25 janvier (21 janvier-7 février)	Lénine établit un nouveau projet de programme du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.
15 (28) février	Le nº 17 de l'*Iskra* publie les articles de Lénine «Symptômes de banqueroute» et «La vie économique de la Russie».
Février au plus tard le 18 (3 mars)	Lénine introduit trois amendements dans le projet de programme du parti élaboré par lui.
Fin février-première quinzaine de mars (mars)	Lénine rédige ses remarques critiques sur le second projet de programme du P.O.S.D.R. établi par Plékhanov.
Février-première quinzaine de mars	Lénine rédige l'article «Le programme agraire de la social-démocratie russe», commentaires pour la partie agraire du programme du P.O.S.D.R.
Début mars (milieu de mars)	Le livre de Lénine *Que faire?*, *Les questions brûlantes de notre mouvement*, qui donne une analyse des fondements idéologiques du parti marxiste, sort des presses à Stuttgart.
5 (18) mars	Lénine prépare pour la conférence de Biélostok du P.O.S.D.R. le rapport de la rédaction de l'*Iskra* et le projet de résolution, participe à la réunion

	de la rédaction et donne ses instructions au délégué de l'*Iskra* qui se rend à la conférence de Biélostok.
10 (23) mars	Le nº 18 de l'*Iskra* publie l'article de Lénine «Lettre aux membres des zemstvos».
30 mars (12 avril)	Lénine et Kroupskaïa se rendent de Munich à Londres, où est transférée la publication de l'*Iskra*. Dans le train, Lénine rédige les remarques sur le projet de programme du parti élaboré par la commission de conciliation de la rédaction de l'*Iskra*.
Début avril	Arrivée de Lénine et Kroupskaïa à Londres.
Première quinzaine d'avril (deuxième quinzaine d'avril)	Lénine organise l'édition de l'*Iskra* à Londres.
Avril	Lénine rédige la «Lettre à l'«Union du Nord du P.O.S.D.R.» dans laquelle il expose des remarques critiques sur le projet de programme de l'«Union».
1er (14) mai	Lénine écrit une lettre à Plékhanov, dans laquelle il proteste contre le caractère et le ton inadmissibles des remarques faites par lui lors de sa correction de l'article «Le programme agraire de la social-démocratie russe».
1er (14) juin	Le nº 21 de l'*Iskra* publie le projet de programme du P.O.S.D.R. élaboré par la rédaction de l'*Iskra* et de la *Zarïa* avec la participation de Lénine.
Entre le 12 et le 14 (25-27) juin	Lénine arrive à Paris.
14 (27) juin	Lénine présente un exposé contre les socialistes-révolutionnaires à une réunion des émigrés politiques russes à Paris.
Deuxième quinzaine de juin-début juillet (fin juin-milieu juillet)	Lénine séjourne à Loguivy (Côtes-du-Nord) avec sa mère Maria Oulianova et sa sœur Anna Elizarova.
Fin juin-début juillet (juillet)	Lénine rédige l'article «Pourquoi la social-démocratie doit-elle déclarer une guerre résolue et sans merci aux socialistes-révolutionnaires?».
Juillet, avant le 3 (16) et le 9 (22)	Lénine écrit deux lettres à I. Radtchenko dans lesquelles il trace le plan de travail de l'organisation de Pétersbourg du P.O.S.D.R. pour l'avenir immédiat.

Juillet-août	Lénine rédige l'article «L'aventurisme révolutionnaire». L'article est publié par les numéros 23 et 24 de l'*Iskra*, puis édité en brochure.
2 (15) août	Lénine tient une réunion avec les représentants du comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R., de l'organisation russe de l'*Iskra*, de l'«Union du Nord du P.O.S.D.R.» et constitue le noyau iskriste du Comité d'organisation pour la convocation du IIe Congrès du parti.
11 (24) août	Lénine écrit une lettre au comité de Moscou du P.O.S.D.R. à propos de la proclamation par ce comité de sa solidarité avec le point de vue exprimé par le livre *Que faire?*, et il trace le plan d'action de ce comité pour l'avenir immédiat.
Août	L'article de Lénine «Le programme agraire de la social-démocratie russe» est publié dans le 4e numéro de *Zaria*.
	Lénine rédige la «Préface» à la seconde édition de la brochure *Les tâches des social-démocrates russes*.
1er (14) septembre	Le no 24 de l'*Iskra* publie en éditorial l'article de Lénine «Le nouveau projet de loi sur les grèves».
8 (16) septembre	Lénine écrit une lettre à la rédaction du *Ioujny Rabotchi* sur la nécessité de l'union des comités locaux en une seule organisation commune à toute la Russie.
6 (19) septembre	Par ordre de Lénine le groupe de transport de l'*Iskra* à Berlin envoie les matrices des nos 22 et 23 de l'*Iskra* en Russie pour tirage à l'imprimerie clandestine de Bakou, créée par Ketskhovéli.
Septembre	Lénine écrit la brochure *Lettre à un camarade sur nos tâches d'organisation*, dans laquelle il développe les principes iskristes d'édification d'un parti de type nouveau.
	Au cours de conversations avec Ivan Babouchkine récemment arrivé de Russie, Lénine trace les tâches immédiates des organisations iskristes en Russie.
15 (28) octobre	Le no 26 de l'*Iskra* publie en éditorial l'article de Lénine «Lutte politique et politicaillerie».
28 octobre-7 novembre (10-20 novembre)	Lénine prend la parole à Lausanne, Genève, Berne et Zürich (Suisse) avec un exposé critiquant le programme et la tactique des socialistes-révolutionnaires.

1er(14) novembre	Le nº 27 de l'*Iskra* publie l'article de Lénine «Le socialisme vulgaire et le populisme ressuscités par les socialistes-révolutionnaires».
2-3 (15-16) novembre	Sur l'initiative de Lénine, le Comité d'organisation pour la convocation du IIe Congrès du P.O.S.D.R. est constitué à la réunion de Pskov.
16 (29) novembre	Lénine fait à Londres un exposé critiquant le programme et la tactique des socialistes-révolutionnaires.
Fin novembre (première quinzaine de décembre)	Lénine élabore et communique au Comité d'organisation un projet de programme des travaux du IIe Congrès du P.O.S.D.R. et indique au Comité d'organisation ses tâches prochaines.
Novembre-décembre	Lénine rédige son ouvrage «Thèse fondamentale contre les socialistes-révolutionnaires» et son article «Sur les tâches du mouvement social-démocrate».
1er(14) décembre	Le nº 29 de l'*Iskra* publie l'article de Lénine «Nouveaux événements et vieilles questions».
14 (27) décembre	Lénine écrit une lettre à l'iskriste F. Lengnik, à Kiev, dans laquelle il recommande d'intensifier la lutte contre les «économistes».
Décembre	Lénine revoit la traduction russe de la brochure de Karl Kautsky *La révolution sociale*, qui sortira en 1903 à Genève.
Décembre 1902-janvier 1903	Lénine rédige son ouvrage «La question des rapports des comités et groupes du P.O.S.D.R. au congrès du parti».
Deuxième moitié de 1902-première moitié de 1903	A Londres, Lénine dirige l'étude du programme du P.O.S.D.R. dans les cercles d'ouvriers émigrés russes.

1903

1er (14) janvier	Le nº 31 de l'*Iskra* publie l'article de Lénine «Les zoubatovistes de Moscou à Pétersbourg».
15 (28) janvier	Le nº 32 de l'*Iskra* publie l'article de Lénine «Communiqué sur la formation du «Comité d'organisation».
Fin janvier (début février)	Lénine rédige les articles «A propos de la déclaration du Bund» et «A propos du manifeste de l'«Union des social-démocrates arméniens». Ces articles sont publiés dans le nº 33 de l'*Iskra*.

Janvier	Lénine rédige «Quelques réflexions à propos d'une lettre de 7 ts. 6 f.» (7 ts. 6 f. étant le pseudonyme de F. Lengnik) où il critique les dirigeants des comités locaux du parti pour leur manque d'activité concernant l'organisation du travail politique parmi les masses.
10-13 (23-26) février	Lénine donne à l'Ecole supérieure russe des sciences sociales à Paris quatre cours sur le thème: «Opinions marxistes sur la question agraire en Europe et en Russie».
15 (28) février	Le n° 34 de l'*Iskra* publie l'article de Lénine «Le prolétariat juif a-t-il besoin d'un «parti politique distinct»?», dirigé contre le nationalisme bourgeois du Bund.
18-21 février (3-6 mars)	Lénine fait un exposé sur les programmes agraires des socialistes-révolutionnaires et des social-démocrates à une réunion des émigrés politiques russes à Paris.
24 février (9 mars)	Lénine quitte Paris pour Londres.
1er (14) mars	Le n° 35 de l'*Iskra* publie l'article de Lénine «L'autocratie hésite...»
5 (18) mars	Lénine prononce un discours sur la Commune de Paris à un meeting ouvrier à White Chappel (quartier ouvrier de Londres).
Mars	Lénine rédige la brochure *Aux paysans pauvres. Explication à l'usage des paysans de ce que veulent les social-démocrates.*
1er (14) avril	Le n° 37 de l'*Iskra* publie l'article de Lénine «Monsieur Strouvé démasqué par son collaborateur».
15 (28) avril	Le n° 38 de l'*Iskra* publie l'article de Lénine «Les beaux esprits se rencontrent» dirigé contre les socialistes-révolutionnaires.
Fin avril (début mai)	Lénine et Kroupskaïa quittent Londres pour Genève en raison du transfert de la rédaction de l'*Iskra*.
Mai	La brochure de Lénine *Aux paysans pauvres* sort des presses à Genève.
Juin	Lénine fait à Berne plusieurs conférences sur la question agraire.
Juin-1re quinzaine de juillet	Lénine mène les travaux préparatoires au IIe Congrès du parti.

Lénine élabore le règlement et l'ordre du jour du Congrès, établit le projet de statuts du parti et en donne connaissance aux membres de la rédaction de l'*Iskra* et aux délégués du Congrès.

Lénine participe à des réunions de délégués sur les questions du Congrès, fait connaissance avec les délégués venus au Congrés, présente un exposé sur la question nationale à une réunion de délégués.

Lénine rédige le plan du rapport d'activité de l'organisation de l'*Iskra* au Congrès.
Lénine prépare pour le Congrès des projets de résolutions: sur les manifestations, sur la place du Bund dans le parti, sur l'attitude à l'égard de la jeunesse étudiante, sur les publications du parti, ainsi que des projets de résolutions de détail (sur la lutte économique, sur le Premier Mai, sur le Congrès international, sur le terrorisme, sur la propagande, sur la répartition des forces).

Lénine rédige l'article «Réponse à une critique de notre projet de programme» en donnant des arguments à l'appui de la partie agraire du programme du parti.
L'article fut inclus dans une brochure sous le titre *Sur le programme agraire de X* et distribué aux délégués du Congrès en guise de rapport sur la question agraire.

15 (28) juillet — Le nº 44 de l'*Iskra* publie en éditorial l'article de Lénine «La question nationale dans notre programme».

17 (30) juillet-10 (23 août) — IIe Congrès du P.O.S.D.R. à Bruxelles et à Londres. Lénine y joue un rôle de premier plan; il tient un journal des séances du Congrès.

17 (30) juillet — A la première séance du Congrès à Bruxelles, Lénine est élu vice-président, membre du présidium et membre de la commission des mandats du Congrès.

17-18 (30-31) juillet — Lénine travaille à la commission des mandats du Congrès.

18 (31) juillet — Lénine prend la parole deux fois à la deuxième séance du Congrès pour défendre l'ordre du jour proposé par lui. Lénine prend la parole à la troisième séance du Congrès, où il prononce son discours sur les agissements irréguliers du Comité d'organisation (l'«incident du C.O.») et sur la question de la participation des social-démocrates polonais au Congrès.

20 juillet (2 août)	Lénine prend la parole à la sixième séance du Congrès sur la question de la place du Bund dans le P.O.S.D.R. pour critiquer le nationalisme du Bund dans le domaine de l'organisation.
21 juillet (3 août)	A la huitième séance du Congrès, Lénine est élu à la commission du programme.
Entre le 21 et le 29 juillet (3-11 août)	Lénine travaille à la commission du programme du Congrès.
22 juillet (4 août)	Lénine prononce un discours à la neuvième séance du Congrès sur le programme du parti.
Entre le 24 et le 29 juillet (6-11 août)	Lénine et les délégués au IIe Congrès se transportent de Bruxelles à Londres.
29 juillet (11 août)	A la quatorzième séance du Congrès, Lénine présente un rapport sur les statuts du parti. A la quinzième séance du Congrès, Lénine est élu à la commission de rédaction des statuts.
Entre le 29 juillet et le 2 août (11-15 août)	Lénine travaille à la commission de rédaction des statuts.
31 juillet (13 août)	A la dix-neuvième séance du Congrès, Lénine prononce un discours lors de la discussion du programme agraire du parti.
1er (14) août	Lénine prononce trois discours lors de la discussion du programme agraire à la vingtième et à la vingt et unième séance du Congrès.
2 (15) août	Lénine prend la parole à la vingt-deuxième et à la vingt-troisième séance du Congrès pour défendre la formulation proposée par lui du premier paragraphe des statuts concernant la qualité de membre du parti.
2 ou 3 (15 ou 16) août	Lénine prend part à la réunion de l'organisation de l'*Iskra* à laquelle une scission se produit parmi les iskristes sur la question des candidatures au Comité central.
4 (17) août	Lénine prend la parole à la vingt-cinquième séance du Congrès sur la question de la composition du Conseil du parti.
4 et 5 (17 et 18) août	A la vingt-sixième et à la vingt-septième séance du Congrès, Lénine prend la parole trois fois: lors de la discussion du paragraphe 12 des statuts du parti, sur la cooptation au Comité central et à la rédaction de l'organe central du parti.

5 (18) août	Lénine participe à une réunion particulière des délégués de la majorité au cours de laquelle est discutée la question de la composition du Comité central.
Entre le 5 et le 10 (18 et 23) août	Lénine prépare des projets de résolution: sur la sécession du Bund d'avec le P.O.S.D.R., sur les groupes, sur l'armée, sur la paysannerie (ces résolutions n'ont pas été soumises au Congrès).
7 (20) août	A la trente et unième séance du Congrès, Lénine prononce un discours sur les élections à la rédaction de l'organe central du parti, l'*Iskra*. Lénine est élu au scrutin secret par le Congrès à la rédaction de l'*Iskra;* il prononce un discours sur les élections au Comité central.
9 ou 10 (22 ou 23) août	Lénine rédige un projet de résolution sur la création d'un organe pour les membres des sectes.
10 (23) août	A la trente-septième séance du Congrès, Lénine prend la parole contre la résolution de Potressov sur l'attitude à l'égard des libéraux et prononce un discours sur l'attitude à l'égard de la jeunesse étudiante.
11 (24) août	Lénine et les bolcheviks délégués au Congrès se rendent sur la tombe de Karl Marx au cimetière de Highgate.
Après le 11 (24) août	Après la fin du IIe Congrès du P.O.S.D.R., Lénine retourne de Londres à Genève.
15 (28) août	Le no 46 du journal l'*Iskra* publie les articles de Lénine «L'ère des réformes», à propos de la loi sur les mandataires et «Le dernier mot du nationalisme du Bund».

TABLE DES MATIÈRES

Préface 7

1902

MATÉRIAUX POUR L'ÉLABORATION DU PROGRAMME DU P.O.S.D.R. 9

REMARQUES SUR LE PREMIER PROJET DE PROGRAMME DE PLÉKHANOV 11

PROJET DE PROGRAMME DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE DE RUSSIE 20

TROIS AMENDEMENTS AU PROJET DE PROGRAMME 28

REMARQUES SUR LE SECOND PROJET DE PROGRAMME DE PLÉKHANOV 31

OPINION SUR LE SECOND PROJET DE PROGRAMME DE PLÉKHANOV 53

REMARQUES SUR LE PROJET DE PROGRAMME DE LA COMMISSION 56

REMARQUES COMPLÉMENTAIRES SUR LE PROJET DE PROGRAMME DE LA COMMISSION 69

ADDITION À LA QUESTION DE LA LUTTE DE CLASSE 70

AMENDEMENT À LA PARTIE AGRAIRE DU PROJET DE PROGRAMME 73

SYMPTÔMES DE BANQUEROUTE 75

LA VIE ÉCONOMIQUE DE LA RUSSIE 82

1. Les caisses d'épargne 83

RAPPORT DE LA RÉDACTION DE L'«ISKRA» À LA CONFÉRENCE DES COMITÉS DU P.O.S.D.R. 94

(NB) Brouillon de résolution 102

LE PROGRAMME AGRAIRE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE RUSSE . 105

I 107
II 110
III 115
IV 118
V 122
VI 125
VII 132
VIII 142
IX 146
X 148

LETTRE AUX MEMBRES DES ZEMSTVOS 151

À PROPOS DU GROUPE « BORBA » 161

LETTRE À L'«UNION DU NORD DU P.O.S.D.R.» *Remarques sur le «programme» de «l'U. du N.»* 162

POURQUOI LA SOCIAL-DÉMOCRATIE DOIT-ELLE DÉCLARER UNE GUERRE RÉSOLUE ET SANS MERCI AUX SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES ? 173

DEUX LETTRES À I. I. RADTCHENKO 178

I 178
II 184

L'AVENTURISME RÉVOLUTIONNAIRE 188

I 188
II 198

LETTRE AU COMITÉ DE MOSCOU 210

PRÉFACE À LA SECONDE ÉDITION DE LA BROCHURE *LES TÂCHES DES SOCIAL-DÉMOCRATES RUSSES* 213

UN PROJET DE LA NOUVELLE LOI SUR LES GRÈVES 219

LETTRE À LA RÉDACTION DU *IOUJNY RABOTCHI* 229

LETTRE À UN CAMARADE SUR NOS TÂCHES D'ORGANISATION . 233

LUTTE POLITIQUE ET POLITICAILLERIE 256

À PROPOS DES MANIFESTATIONS 265

LE SOCIALISME VULGAIRE ET LE POPULISME, RESSUSCITÉS PAR LES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES 266

SUR LES TÂCHES DU MOUVEMENT SOCIAL-DÉMOCRATE 274

THÈSE FONDAMENTALE CONTRE LES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES 276

NOUVEAUX ÉVÉNEMENTS ET VIEILLES QUESTIONS 281

AUX ÉLÈVES DES ÉCOLES SECONDAIRES 288

À PROPOS DU GROUPE « SVOBODA » 289
FRAGMENT D'UN ARTICLE CONTRE LES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES 291
PROJET D'ADRESSE DU COMITÉ D'ORGANISATION DE RUSSIE À LA LIGUE, À L'UNION ET AU C.B.E. 293
LA QUESTION DES RAPPORTS DES COMITÉS ET GROUPES DU P.O.S.D.R. AU CONGRÈS DU PARTI 294
I. Le mouvement ouvrier, son histoire et son état actuel 296
II. Histoire des cercles socialistes locaux, apparition des social-démocrates, lutte des tendances au sein de ces cercles 297
III. L'organisation du comité local, des groupes et des cercles locaux 299
IV. Caractère, contenu et ampleur du travail local . . 300
V. Attitude envers les groupes révolutionnaires (et en particulier social-démocrates) des autres races et nationalités 302
VI. Imprimeries, transport et équipement pour le travail clandestin 302
VII. Liaisons et activité dans les couches de la population autres que la classe ouvrière 303
VIII. Etat des courants révolutionnaires non social-démocrates et d'opposition et attitude à leur égard . . . 304

1903

LES ZOUBATOVISTES DE MOSCOU À PÉTERSBOURG 306
COMMUNIQUÉ SUR LA FORMATION DU « COMITÉ D'ORGANISATION » 312
QUELQUES RÉFLEXIONS À PROPOS D'UNE LETTRE DE 7 ts 6 f 317
À PROPOS D'UNE DÉCLARATION DU BUND 324
À PROPOS DU MANIFESTE DE L'« UNION DES SOCIAL-DÉMOCRATES ARMÉNIENS » 332
LE PROLÉTARIAT JUIF A-T-IL BESOIN D'UN « PARTI POLITIQUE DISTINCT »? 337
OPINIONS MARXISTES SUR LA QUESTION AGRAIRE EN EUROPE ET EN RUSSIE 343
Programme des cours 347
Résumé du premier cours. Théorie générale 348
Sur la domination de l'agriculture capitaliste. La rente 350
L'AUTOCRATIE HÉSITE 355
MONSIEUR STROUVÉ DÉMASQUÉ PAR SON COLLABORATEUR . . 362

AUX PAYSANS PAUVRES. *Explication à l'usage des paysans de ce que veulent les social-démocrates* 371

1. La lutte des ouvriers des villes 375
2. Que veulent les social-démocrates? 377
3. Richesse et misère, propriétaires et ouvriers à la campagne 388
4. Quel parti le paysan moyen doit-il prendre? Celui des possédants et des riches, ou celui des ouvriers et des mal lotis? 404
5. Quelles améliorations les social-démocrates cherchent-ils à obtenir pour tout le peuple et pour les ouvriers? 413
6. Quelles améliorations les social-démocrates cherchent-ils à obtenir pour tous les paysans? 424
7. La lutte de classe à la campagne 441

Programme du Parti ouvrier social-démocrate de Russie présenté en commun par le journal *l'Iskra* et par la revue *Zaria* 450

LES BEAUX ESPRITS SE RENCONTRENT 453

RÉPONSE À UNE CRITIQUE DE NOTRE PROJET DE PROGRAMME 458

LA QUESTION NATIONALE DANS NOTRE PROGRAMME 475

PLAN D'UN ARTICLE CONTRE LES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES 486

LE DEUXIÈME CONGRÈS DU P.O.S.D.R., 17(30) juillet-10(23) août 1903 489

1. PROJET DE RÉSOLUTION SUR LES MANIFESTATIONS . . . 491
2. PROJET DE RÉSOLUTION SUR LA PLACE DU BUND DANS LE PARTI 492
3. PROJET DE RÉSOLUTION SUR L'ATTITUDE À L'ÉGARD DE LA JEUNESSE ÉTUDIANTE 494
4. PROJET DE RÉSOLUTION SUR LES PUBLICATIONS DU PARTI 495
5. PROJETS DE RÉSOLUTIONS SUR DES POINTS DE DÉTAIL . . 496

La lutte économique 496
Le Premier Mai 496
Le Congrès international 496
Le terrorisme 497
La propagande 497
La répartition des forces 497

6. PROJET DE RÉSOLUTION SUR LA CRÉATION D'UN PÉRIODIQUE POUR LES MEMBRES DES SECTES 498
7. PROJET DE STATUTS DU P.O.S.D.R. 499
8. PROJETS DE RÉSOLUTIONS NON SOUMIS AU CONGRÈS . . 502

La sécession du Bund 502
Les groupes 503
L'armée 503
La paysannerie 503

9. PREMIER DISCOURS SUR LA QUESTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONGRÈS, 18 (31) JUILLET 505

10. DEUXIÈME DISCOURS SUR LA QUESTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONGRÈS, 18 (31) JUILLET 506

11. DISCOURS SUR LA QUESTION DE LA CONDUITE DU COMITÉ D'ORGANISATION, 18 (31) JUILLET 507

12. DISCOURS SUR LA QUESTION DE LA PARTICIPATION DES SOCIAL-DÉMOCRATES POLONAIS AU CONGRÈS 18 (31) JUILLET 508

13. DISCOURS SUR LA QUESTION DE LA PLACE DU BUND DANS LE P.O.S.D.R., 20 JUILLET (2 AOÛT) 509

14. DISCOURS SUR LA QUESTION DU PROGRAMME DU PARTI, 22 JUILLET (4 AOÛT) 513

15. RAPPORT SUR LES STATUTS DU PARTI, 29 JUILLET (11 AOÛT) 516

16. PREMIER DISCOURS LORS DE LA DISCUSSION DU PROGRAMME AGRAIRE, 31 JUILLET (13 AOÛT) 517

17. DEUXIÈME DISCOURS LORS DE LA DISCUSSION DU PROGRAMME AGRAIRE, 1er (14 AOÛT) 520

18. TROISIÈME DISCOURS LORS DE LA DISCUSSION DU PROGRAMME AGRAIRE, 1er (14) AOÛT 522

19. QUATRIÈME DISCOURS LORS DE LA DISCUSSION DU PROGRAMME AGRAIRE, 1er (14) AOÛT 523

20. PREMIER DISCOURS LORS DE LA DISCUSSION SUR LES STATUTS DU PARTI, 2 (15) AOÛT 524

21. DEUXIÈME DISCOURS LORS DE LA DISCUSSION SUR LES STATUTS DU PARTI, 2 (15) AOÛT 525

22. DISCOURS PRONONCÉ LORS DES ÉLECTIONS À LA RÉDACTION DE L'*ISKRA*, 7 (20) AOÛT 529

23. DISCOURS SUR LA QUESTION DE L'ATTITUDE À L'ÉGARD DE LA JEUNESSE ÉTUDIANTE, 10 (23) AOÛT 533

L'ÈRE DES RÉFORMES 534

LE DERNIER MOT DU NATIONALISME DU BUND 542

LES CONTRADICTIONS ET LES ZIGZAGS DE MARTOV 546

Notes 547

La Vie et l'œuvre de V. Lénine 593

ILLUSTRATIONS

Première page du manuscrit de V. Lénine «Projet de programme du Parti ouvrier social-démocrate de Russie». — 1902 10-11

Première page du manuscrit de V. Lénine avec les remarques sur le second projet de programme de Plékhanov. — 1902 . 29

Première page du manuscrit de V. Lénine «Le programme agraire de la social-démocratie russe». — 1902 106-107

Couverture de la brochure de V. Lénine «Lettre à un camarade sur nos tâches d'organisation». — 1904 235

Première page du manuscrit de V. Lénine «La question des rapports des comités et groupes du P.O.S.D.R. au Congrès du parti». — Décembre 1902-janvier 1903 294-295

Première page du manuscrit de V. Lénine «Opinions marxistes sur la question agraire en Europe et en Russie». — 1903 . 345

Couverture de la brochure de V. Lénine «Aux paysans pauvres». — 1903 373

Répartition de la terre entre les diverses catégories sociales calculée par V. Lénine en vue de la brochure «Aux paysans pauvres». — 1903 388-389

CE VOLUME A ÉTÉ TRADUIT, SOUS LA RESPONSABILITÉ DE ROGER GARAUDY, PAR CLAUDE LIGNY, FRANCIS COHEN, ROBERT GIRAUD

Achevé d'imprimer en novembre 1966

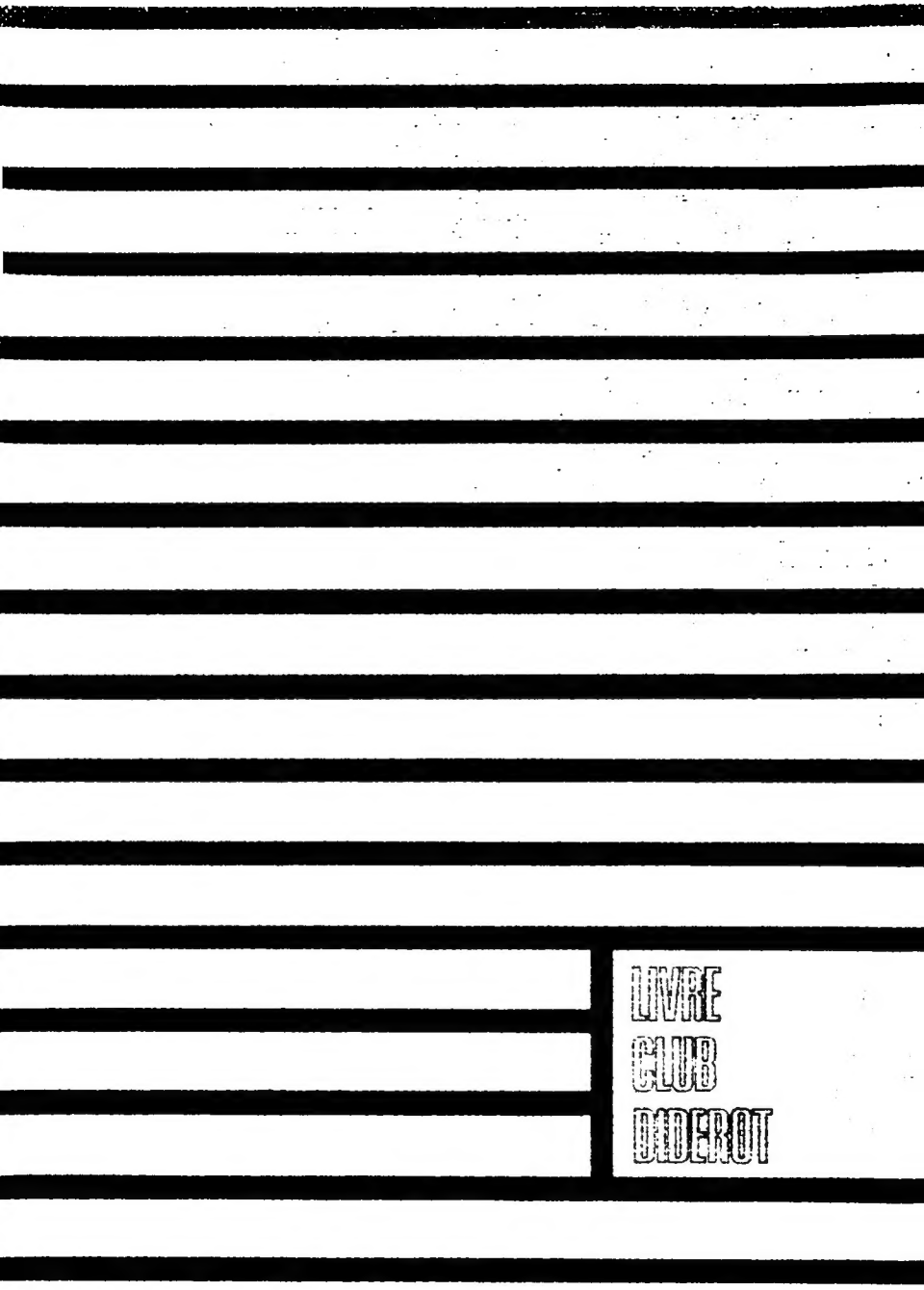
В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

ТОМ 6

(На французском языке)

éditions
sociales paris
*
éditions
du progrès
moscou


LIVRE
CLUB
DIDEROT